This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

EN
FM
T T
Supp
v.1

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS
d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Échange etc.

CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU'AVEC LES PUISSANCES ET ETATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE
depuis 1761 jusqu'à présent

PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIEME SIÈCLE
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DUMONT ET ROUSSET
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS

PAR

GEORGE FREDERIC DE MARTENS,
Conseiller de Cour de S. M. Britannique l'Electeur de Bronswic Lunebourg, Professeur ordinaire en droit de la Nature et des Gens, et Assesseur de la Faculté des droits en l'université de Gottingue.

TOME I.

A GOTTINGUE, 1802.
CHEZ HENRI DIETERICH.

Discours préliminaire
sur les differens recueils de traités publiés jusqu'à ce jour.

Le nombre des recueils de traités publics s'est tellement accru, qu'il y a peut-être peu de bibliotheques qui peuvent se vanter de les reunir tous; plusieurs d'entre eux ne sont plus que des objets de curiosité pour ceux qui possedent des recueils posterieurs, dans lesquels on a inseré ce qu'ils renfermaient d'interessant; d'autres peuvent encore être utiles, même à côté de la collection la plus vaste et la plus connue de ce genre, le *Corps universel diplomatique* de Mr. DU MONT, continué par Mr. ROUSSET. Il est donc important de les connaitre et de les distinguer, et je crois qu'un tableau abrégé de ces differens recueils pourrait n'être pas déplacé à la tête d'une collection qui remplit une partie, quoique très-petite seulement, du vuide laissé par les redacteurs du corps diplomatique. D'ailleurs il me paroit que ceux qui s'interessent à l'étude de la diplomatique pourraient voir avec plaisir comment d'un très-petit commencement ces recueils se sont insensiblement accrus jusqu'à cette masse imposante que forme le corps diplomatique, ce qui s'est fait depuis, comment le gout pour cette sorte de productions litteraires s'est communiqué d'un pays à l'autre, et ce qui reste encore à faire.

Je me bornerai cependant à parler de ces ouvrages qui sont proprement des recueils et principalement de traités de nation à nation, sans entrer dans cette multitude d'ouvrages historiques, de journeaux et autres écrits periodiques dont plusieurs sont parsemés de traités et autres actes publics; et ce n'est qu'en abrégé que je toucherai quelques recueils de lois qui renferment en même tems un bon nombre de traités.

Il serait étranger à mon but de m'étendre sur l'usage des anciens peuples de perpétuer leurs traités et leurs lois en les gravant dans du marbre ou dans l'airain; cette matière à été touchée dans la préface au prémier volume du Corps diplomatique p. xxxiv. Je me contenterai d'observer, qu'avant l'invention de l'art typographique les copies des traités couchés sur du parchemin, et conservés dans les archives, passaient sans doute rarement entre les mains de particuliers. On promulgeait de vive voix les traités de paix par le ministère des herauts, ainsi qu'on se l'est tant de fois promis dans les traités du moyen age; les traités de commerce devaient bien aussi se communiquer aux villes commercantes; mais on sait combien à cette époque les traités de commerce proprement dits étaient rares, et que c'était moins les monarques que les villes, même municipales, qui les contractaient, en se servant d'une autonomie qui alors leur fut peu disputée. Les alliances furent considérées comme l'affaire du souverain seul, et, dans les monarchies au moins, on en rendait rarement compte aux sujets; content de leur demander des secours lorsqu'il y avait lieu; comme jusqu'à ce jour

on

on a beaucoup plus de peine à se procurer les alliances que la plupart des autres traités.

Il est donc peu surprenant, si entre les premiers monumens de l'art typographique on ne trouve point de traités, moins encore des recueils; je doute qu'on puisse citer un exemple d'un traité imprimé en entier au 15eme siècle, quoiqu' entre les loix fondamentales d'empire la bulle d'or ait déja parue imprimée à Nurnberg 1477 *a*) en latin, à Ulm 1484 et à Strasbourg 1485 en allemand in folio.

Le 16eme siècle même est encore peu riche en de semblables productions; on trouve à la verité quelques ouvrages parsemés de traités, entre lesquels les annales DE BARONIUS *b*) occupent une place distinguée; on trouve quelques traités imprimés séparement tel p. e. que le concordat entre l'Empire et le Pape de 1448 imprimé à Strasbourg 1513 in-4to, la capitulation entre la France et la Porte imprimée à Paris 1570 in 4to, le traité entre la France et la Savoye de 1569 imprimé à Paris 1597 in 4to etc. ces deux derniers ont été probablement imprimés d'autorité; je n'en trouve point d'autres, car les traités d'union des Provinces des Pays-Bas de 1576 et 1579 quoique placés à la tête du recueil des traités de la république imprimés par autorité *c*), y ont été insérés beaucoup plus tard, et le premier traité imprimé d'auto-

 rité

a) LIPPENIUS d. a. *bibliotheca iurid. realis* cite encore une édition de 1474, mais je ne l'ai point vue.

b) *Annales ecclesiastici.* Le premier des XII Volumes qui composent cet ouvrage parut à Rome 1588 Fol. et les premiers volumes furent déja réimprimés à Venise 1595. à Cologne 1596, à Anvers 1597, à Rome 1597.

c) *Recueil van Tractaten* etc.; il en sera parlé plus bas.

rité en Hollande, c'est la trêve avec l'Espagne de 1609, comme en Angleterre, d'après CHALMERS *d*), le traité de cette Puissance avec l'Espagne de 1604 est le premier qui y a été publié d'autorité, et même en général le premier imprimé dans ce royaume.

On trouve à la verité un ouvrage du 16eme siècle sous le titre:

Recueil des guerres et de traités de paix, de trêve, d'alliance d'entre les Rois de France et d'Angleterre depuis Philippe I. Roi de France jusqu'à Henry II. par JEAN DU TILLET, Greffier du Parlement; Paris chés Dupuis (ensemble avec le traité du même auteur *des Rois de France*, 1577 et 1588. fol. 1607 et 1618. 4to) séparement 1588 fol. Mais ce n'est proprement qu'une narration sommaire des traités à laquelle on a joint à chaque chapitre une liste des traités avec renvoi au tresor (archives) du Roi où ces traités se trouvent; et, dumoins dans l'édition de 1607, que j'ai devant moi, je ne trouve aucun traité inséré en entier.

GOLDAST *e*) et HORTLEDER *f*) qui, en Allemagne, ont donné les premiers exemples de recueils diplomatiques, n'ont écrit qu'au commencement du 17eme siècle, et d'ailleurs leurs recueils ne renferment qu'un petit nombre de traités entre une multitude d'actes relatifs aux affaires internes d'Empire.

GRO-

d) *Collection of Treaties.* T. I. préface.

e) *Impp. regum et electorum S. R. I. statuta et rescripta a Carolo M. ad Car. V. et a Carolo V. ad Rudolphum II.* Francof. 1607. Fol.; sur les autres écrits et recueils de cet auteur voyés PÜTTER *Litt. des Staatsrechts.* T. I. p. 172.

f) *Ursachen des Schmalkaldischen Krieges etc.* 1617 et 1618. Fol. voyés PÜTTER l. c. p. 179 et suiv.

GROTIUS n'avait donc que de faibles secours de ce genre en composant 1623, son ouvrage *du droit de la guerre et de la paix*, et c'est là probablement une des raisons pourquoi la plupart des exemples et des traités qu'il allegue sont puisés dans l'histoire ancienne, tandis qu'il ne cite que rarement des traités des derniers siècles, quoique plusieurs ouvrages de ce respectable savant fassent voir, combien il étoit versé dans l'histoire, particulièrement de sa patrie. Cependant le gout pour l'étude du droit des gens qu'il inspira, a pu contribuer à faire naitre celui de la recherche des diplomes qui font la base du droit conventionel des nations. Plus encore la crise où l'Europe se vit pendant la guerre de trente ans et les longues negociations entamées pour la terminer, ont elles du influer sur l'interêt que le public prit à la connoissance des affaires des nations. Aussi est-ce pendant cette époque qu'on voit se multiplier prodigieusement les ouvrages historiques entrelacés d'actes publics, soit d'une date plus reculée *g*), soit, tel que le *Theatrum Europaeum h*) et le *Mercurio* de VIT. SIRI *i*), des tems les plus recens.

g) Il suffit de parcourir la liste des auteurs diplomatiques dans BARINO *Clavis diplomatica* surtout n. 4: *des ouvrages historiques entrelacés de diplomes*, pour être frappé combien leur nombre s'est accru subitement dans la première moitié du 17ème siècle.

h) Le premier volume du Theatrum Europaeum, renfermant les actes depuis 1617, parut à Francfort 1635, le 5ème 1647; le 21ème et dernier (— 1718.) 1738. Fol.

i) *Mercurio o vero historia dei correnti tempi.* Le premier volume parut 1644. le second 1647. les treize autres sont posterieurs à la paix de Westphalie.

On trouve même au 17eme siècle deux petits recueils de traités antérieurs à la paix de Westphalie; l'un sous le titre:

Traités de paix et d'alliance entre Louis XII. et autres Princes 1498–1508, *imprimés avec l'hiſtoire de ce Roi par* JEAN DE SAINT-GELAIS. Paris 1622. 4to.
l'autre sous le titre:

Recueil des traités de paix, trêves et neutralité entre les couronnes d'Espagne et de France depuis 1526 *jusqu'en* 1611. à Anvers 1645 in 12. (publié par JEAN JAQUES CHIFLET medecin du Roi d'Espagne) réimprimé à Anvers; puis continué jusqu'à la paix de 1659 à Anvers 1664, à Amsterdam 1664 in 12. et aussi sans mention de lieu et d'année in 12.

Il est assés memorable que l'Empereur Ferdinand II. écrivit 1633 une lettre au Roi de Pologne pour lui proposer de faire imprimer les traités entre la maison d'Autriche et la Pologne afin qu'ils parviennent à la connoissance du public *k*), quoique j'ignore si ce projet a alors été exécuté, et s'il a donné lieu à un recueil particulier.

Quant à la paix de Westphalie, l'impatience des editeurs n'en attendit pas la signature pour la publier; trois editions de la paix d'Osnabruc parurent, savoir deux en Allemagne et une en Hollande *l*) avant que ce traité, arrangé dès le mois de Juillet 1648, eut été signé en même tems avec la paix de Munster le 24 Octobre N. S. 1648. Immédiatement après les éditions et les traductions de ce double traité se succederent avec rapi-

k) DUMONT *cod. dipl. Polon.* T. I. prospectus p. 4.
l) PÜTTER *Litt. des teutschen Staatsrechts.* T. II. p. 420 et suiv.

rapidité, quoiqu'une édition entièrement exacte du traité d'Osnabruc n'ait paru que près de 90 ans après, ensemble avec celui de Munster, par les soins de J. G. DE MEYERN à Gottingue 1738 in Fol.

Depuis l'époque de ce traité, longtems considéré comme la base du droit public de l'Europe, on voit s'augmenter presque d'année en année les materiaux pour des recueils plus généraux et plus étendus, surtout en Allemagne, en Hollande et en France, et publier quelques recueils particuliers de traités, soit d'une époque determinée, soit de telle puissance individuelle.

C'est ainsi qu'en *Allemagne* parut le *Theatrum pacis, hoc est tractatuum atque instrumentorum praecipuorum ab anno inde* 1647 *ad* 1660 *usque in Europa initorum et conclusorum Collectio*, à Nurnberg 1663 in 4to (continué depuis sous le titre Pars II. jusqu'à l'an 1683 par CH. PELLERIUS.

Et peu après:

Collectio praecipuorum Tractatuum pacis ab anno 1647 *ad annum* 1666 *utpote Hispanorum et Belgarum, Osnabrugensis, Monasteriensis, Cromwellio-Hollandicus, Dano-Suecicus, Pyrenaeicus, Polono-Suecicus.* à Nurnberg 1666 in 4to. (La seconde édition est de l'an 1684 en 2 Voll. in 4to.)

C'est ainsi qu'en *Hollande* on vit commencer dès 1658 ce *Groot Placatenboek* dont j'aurai l'occasion de parler encore plus bas, et qui entre autre renferme aussi les traités de cette république. Un petit *Recueil des traités, de confédération et d'alliance entre les Couronnes de France et les Princes et Pays étrangers depuis* 1629 *jusqu'en* 1644 *y fut publié* 1650 in 12, un autre des *traités, de confédération et d'alliance entre les cou-*

ronnes de France et les Princes et pays étrangers depuis 1621, *jusqu'en* 1648 probablement aussi de JEAN JAQUES CHIFLET *m*); y fut imprimé 1650. 8. 1651. 12. Un troisième sous le titre: *Recueil des traités de paix et de confédération avec les Couronnes de France, les Princes et états étrangers depuis* 1621 *jusqu'en* 1664, à Amsterdam 1664 in 12, augmenté jusqu'en 1667, 1668. 8. et à Amsterdam 1671 in 12.

En France le Roi fit imprimer d'autorité les traités d'Aix-la-Chapelle et de Nimegue et accorda à son imprimeur, alors Mr. LEONARD, en date du 18 Août 1678 le privilège *d'imprimer seul pendant* 20 *ans tous les traités de paix etc. avec et entre les Princes et états étrangers, les mettre en recueil ou séparement.* Muni de ce privilège ce savant imprimeur après avoir publié séparément plusieurs traités et un volume sous le titre: *Recueil de tous les traités, modernes conclus entre les Potentats de l'Europe et de tous les memoires qui ont servi à faire la paix de Nimegue avec un recueil des arrêtés de la Chambre royale établie à Metz;* à Paris 1683 in 4to. conçut et executa le projet d'un recueil plus étendu des traités auxquels la France avait eu part, en remontant jusqu'à la paix d'Arras de 1435. C'est cet ouvrage qui parut sous le titre:

Recueil des traités de paix, de trêve, de neutralité et confédération, d'alliance, et de commerce faits par les Rois de France avec tous les Princes et potentats de l'Europe et autres depuis près de trois siècles rassemblé et mis en ordre, et imprimé par FREDERIC LEONARD, Premier Imprimeur du Roi et de Monseigneur le Dauphin. à Paris 1693; VI Tomes in 4to. A la tête de l'ouvrage

m) LE LONG *biblioth. historique*, T. III. p. 5.

vrage se trouvent les *observations historiques et politiques sur les traités des Princes par* AMELOT DE LA HOUSSAYE.

Ce recueil renferme près de 900 traités outre quelques autres pieces qu'on a jugé à propos d'y ajouter, tel que les arrêts de la chambre de Metz; et comme nombre de ces traités ont été puisés à de très bonnes sources, le Roi, ses Ministres et ses Ambassadeurs ayant favorisé le redacteur *n*), son ouvrage a été de très-grand secours aux auteurs du grand recueil de 1700 et du Corps diplomatique, qui semblent n'avoir pas entièrement rendu justice à LEONARD, tout en profitant de son travail au point de l'eclipser. Aujourd'hui ceux qui possedent le Corps diplomatique peuvent se passer du Recueil de LEONARD dont d'ailleurs les 3. 4 et 5eme Volumes ont l'inconvenient que composés d'imprimés séparés de traités du 17eme siècle, divisés par états, ils n'ont point de chifre courant *o*).

En *Angleterre* les traités furent imprimés par autorité sous Charles I. et de même sous Charles II. soit séparément, soit en réunissant plusieurs traités dans un volume.

C'est ainsi que parurent les 4 traités de Breda imprimés par ordre du Roi 1667 in 4to, chès J. BILL et C. BARKER imprimeurs du Roi. De même c'est sous la direction du Sécrétaire d'état Lord SUN-

n) D'après LENGLET DU FRESNOY T. IV. p. 455. ces traités ont été tirés en grande partie du tresor des Chartes, de la bibliothèque du Roi, de la Chambre des comptes de Paris, de celle de Lille, de celle de Nantes, du Cabinet de plusieurs ministres et secrétaires d'état et de divers Ambassadeurs.

o) Depuis FR. LEONARD a encore imprimé séparément d'autorité les traités de la France de 1696 et 1697, dans la même forme que le recueil.

SUNDERLAND que fut publié une Collection de 17 traités de l'Angleterre depuis le traité de commerce avec l'Espagne de 1667 jusqu'à celui de 1682 avec Algèr, à Londres chez BILLS et HILLS et NEWCOMB. 1685 in 4to *p*). Mais surtout ce fut en la même année où le recueil de LEONARD avait paru en France, que le Roi Guillaume III. autorisa en date du 26 Août 1693 THOMAS RYMER à publier un recueil d'actes publics de la Grande-Bretagne avec les Puissances étrangères (dont le premier volume n'a paru que 1704).

C'est encore dans cette même année 1693 que parut à Hannovre le code diplomatique du celebre GODEFROY GUILLAUME LEIBNITZ sous le titre: *G. W. L. Codex iuris gentium diplomaticus.* Hannov. 1693 Fol. suivi 1700 d'une *mantisse.* C'est le premier recueil *général* qui embrasse une *époque considérable*, savoir depuis la fin du 11eme siècle jusqu'à la fin du 17eme; il renferme un nombre de diplomes importans, curieux et non imprimés avant lui, la plupart authentiques quoique mêlés de plusieurs copies inexactes ou negligemment imprimées, et de plusieurs pieces qui, tel que les actes d'election des anciens Roi des Romains, les statuts des ordres etc. semblent ne pas repondre au titre de l'ouvrage. Aujourdhui les redacteurs qui l'ont suivi ont emprunté de lui ce qu'il avait ramassé d'utile; sa lumineuse préface seule lui est restée, mais seule elle vaut un livre. Le code entier a été réimprimé à Hannovre 1724 et à Wolfenbüttel 1747 Fol.

A ces matériaux rassemblés dans differens païs vinrent se joindre d'autres, renfermés dans une

p) CHALMERS T. I. p. v. Ce recueil a aussi été allegué et suivi dans le *Corps universel diplomatique* pour diverses pièces.

une multitude d'ouvrages qui furent publiés pendant le siècle de Louis XIV. soit histoires, negociations, etc. soit deductions volumineuses pour les quelles, à cette époque surtout, les Souverains firent fouiller les archives, afin de couvrir d'un voile diplomatique l'ambition ou le ressentiment qui guidaient leurs demarches.

Tant de tresors dispersés invitaient à les rassembler; et la Hollande étant alors le centre des affaires de l'Europe, le lieu de rassemblement le plus général pour les ministres étrangers, le foyer des écrits et déja même des journaux politiques *q*), il n'est pas surprenant que plusieurs savans libraires d'Amsterdam et de la Haye, à la tête des quels se trouvait surtout ADRIAN MOETJENS libraire de la Haye, s'associerent pour la publication d'un grand recueil *général* de traités, en remontant jusqu'à l'époque la plus reculée de l'ère chrétienne qu'ils croioient pouvoir atteindre. Eux même ils mirent la main à l'ouvrage, et les soins, les sollicitations, la correspondance surtout d' A. MOETJENS servirent à leur procurer encore nombre de traités qui ne se trouvaient pas dans les ouvrages dont la liste est placée à la tête de leur recueil. Cependant quant à l'arrangement, à la redaction et à la traduction française de plusieurs traités, ils recoururent à Mr. JAQUES BERNARD *r*) théologien français refugié en Hollande

q) Tel que le *Mercure historique et politique de la Haye* qui commença 1686; *l'Europische Mercurius* qui parut dès 1690.; les *lettres historiques* publiées dès 1692.

r) LENGLET DU FRESNOY dans sa *methode d'etudier l'histoire.* T. V. p. 185 et 404. attribue la redaction de ce recueil à Mr. DU MONT. C'est une erreur; il n'a eu aucune part à cette première édition. On n'a qu'à lire la préface à son petit recueil de 1710. pour s'en convaincre.

lande et dont l'infatigable activité s), s'employa avec zèle à la rédaction d'un ouvrage où il ne fut pas nommé. Ce recueil parut sous le titre:

Recueil des traités de paix de trêve de neutralité, de suspension d'armes de confédération, d'alliance, de commerce, de garantie et d'autres actes publics comme contrats de mariage, testamens, manifestes etc. faits entre les Empereurs, Rois, Républiques, Princes et autres Puissances de l'Europe et des autres parties du monde; depuis la naissance de Jesus Christ jusqu'à present. à Amsterdam chès Henri et la Veuve de T. Boom, à la Haye chès Adrian Moetjens et Henri van Bulderen. 1700. Tome I–IV. Fol.

Ce recueil renferme 1625 diplomes depuis 536 jusqu'en 1700; donc presque le double du nombre que contient celui de M. LEONARD totalement reproduit dans celui-ci. On a conservé la langue originale des traités en les accompagnant d'une traduction française là où il y avoit lieu; et fidèle au plan qu'on s'était proposé, on a donn éproprement un *Code de droit des gens* sans y meler ce qui concerne les affaires internes.

Cet important ouvrage fut tellement accueilli par le public, que déja en 1707 MORTJENS s'occupait d'une nouvelle édition augmentée, à l'égard de la quelle lui et les autres interessés entrerent en negociations avec Monsieur JEAN DU MONT refugié français qui vivait alors à la Haye t); mais en attendant qu'on eut pu s'arranger avec lui, et surtout soigner un ouvrage si étendu que celui qu'on meditait, parurent enco-

s) MORERI diction. art. BERNARD.

t) Voyé à la fin de ce discours les recherches sur la vie et les écrits de cet auteur.

encore plusieurs petites collections bien differentes les unes des autres.

D'abord MOETJENS lui même, pour satisfaire aux besoins du moment, publia 1707 un *Recueil des divers traités de paix de confédération d'alliance et commerce etc. entre les Etats souverains de l'Europe et qui sont les plus importans et les mieux choisis et les plus convenables au tems present.* à la Haye 1707. T. I. II. 8. Ce manuel ne renferme rien qui n'eut déja paru, et peu de traités posterieurs au recueil de 1700.

Ensuite Mr. JEAN DU MONT à l'époque où il croioit ne pas pouvoir terminer avec les libraires d'Hollande *u*) publia un *Nouveau recueil de traités d'alliance de trêve de paix de garantie et commerce faits et conclus entre les Rois, Princes et Etats souverains de l'Europe depuis la paix de Munster jusqu'à l'an 1709, lesquels pour la plupart n'ont point encore été imprimés* etc. à Amsterdam 1710. T. I. II. 8. Recueil curieux et interessant, et qui ne repete aucune des pieces renfermées dans le manuel de Moetjens, mais en offre beaucoup qui n'avaient pas encore été publiés.

C'est dans cette même année 1710 que parut en Angleterre un recueil des traités depuis 1648 traduits en Anglais, sous le titre: *a general collection of treaties* etc. *from* 1648 *to the present*

u) Dans la préface à ce nouveau recueil il dit en parlant du recueil de 1700. Si les libraires qui l'ont imprimé avoient été d'humeur à en faire une seconde edition, j'y aurois volontiers donné quelques années de mon tems, persuadé que je n'aurois pu les employer à rien meilleur; mais ils m'ont paru fort incertains de ce qu'ils devoient faire, et j'ai compris que les interêts de leur commerce ne leur permetroient pas d'y penser de si tôt. Ainsi j'en ai abandonné le dessein, et j'ai tourné mes études d'un autre côté.

sent time un volume in 8vo, auquel fut ajouté (1713) un second. Il renferme quelques pieces qui n'avaient pas encore paru, et fait le commencement d'un recueil anglais publié 1732, duquel il sera parlé en son lieu.

Ce qui pouvait être emprunté de ces petites collections en faveur de la nouvelle édition du grand recueil était sans doute peu de chose, à côté des secours qu'offrait la vaste Collection d'actes publics de la Grande-Bretagne dont T. Rymer avait été chargé dès 1693, et dont le premier volume parut 1704.

Elle a pour titre:

Thomae Rymeri *foedera, conventiones litterae cuiuscunque generis acta publica inter reges Angliae et alios quosvis imperatores, reges, pontifices, principes vel communitates ab ineunte seculo duodecimo, videlicet ab anno* 1101, *ad nostra usque tempora habita aut tractata; ex autographis intra secretiores archivorum regiorum thesaurarias per multa secula reconditis fideliter expressa.* Londini T. I – XVII. 1704 – 1713. Fol.

Rymer ne livra que 15 volumes au public. Son grand age avait engagé le gouvernement dès l'an 1707 à lui adjoindre Robert Sanderson qui après la mort du premier, survenue 1713, fut chargé seul de la continuation de l'ouvrage. C'est celui-ci qui publia le 16eme volume 1715; le 17eme (le plus opéreux de tous puisqu'il renferme les tables des personnes et matieres des 16 précedens volume, dressées avec un detail et une exactitude qu'on ne saurait assés louer). À ces 17 volumes il a encore ajouté le 18eme 1726, le 19eme 1732 et le 20eme 1735, peu d'années avant sa mort survenue 1741.

Cet

Cet ouvrage est le premier de son genre, soit pour la pureté des sources, étant puisé immédiatement dans les archives du royaume, soit pour la richesse des matériaux pour l'époque qu'il renferme depuis 1101 jusqu'en 1654. L'ouvrage de LEONARD est guère susceptible à lui être comparé. Il ne se borne pas aux traités; il renferme toute sorte d'actes publics en grande partie relatifs aux étrangers, et on craint d'être accusé d'ingratitude en relevant qu'il s'y est glissé quelques documens que le plan, quelque vaste qu'il soit, semblait ne pas admettre, tandis qu'on y cherche envain quelques autres dont il parait qu'on aurait pu et du les y inserer, tel que quelques privilèges accordés à la Hanse, et les privilèges qu'obtinrent les Anglais en Portugal et en Castille.

Comme on n'avait tiré que 200 exemplaires pour la première édition, elle fut rare dès son apparition, et l'est demeurée jusqu'à ce jour. Une seconde édition des 17 premiers volumes parut 1727, revue et corrigée par les soins de GEORGE HOLMES x). Depuis, les libraires spéculatifs de la Haye soignerent 1739 une troisième édition, imprimée avec moins de luxe et qui dans 10 volumes in folio renferme tout ce que contiennent les 20 volumes de la première édition, et en outre plusieurs documens ajoutés et une traduction française placée à côté d'une multitude de documens anglais. Cette édition, préferable aux précedentes, est beaucoup moins rare. Comme les volumes et les pages de la première édition y sont toujours indi-

x) CHALMERS *collection.* T. I. préface p. VII.

indiquées en marge, on peut d'après elle citer celle ci sans l'avoir vue, ce qui, je crois, s'est fait assés souvent.

Cette, superbe collection servit de modèle à une autre qu'à la même époque JEAN CHRETIEN LUNIG redigeait pour l'Allemagne, destinée à renfermer, tant les actes qui concernent la constitution interne de l'Empire et de chacun de ses membres, que ceux entre l'Empire et les Puissances étrangères, comme aussi des membres de l'Empire entre eux, envers l'Empire et envers les étrangers, sous le titre:

Teutsches Reichs-Archiv; à Leipzig 1710-1722 en 23 Vol. in folio et un volume de regîtres.

Le grand merite et les grands vices de cet ouvrage sont trop connus pour m'y arrêter γ). À tous les égards il est resté beaucoup au dessous de son modèle, et le defaut de critique dans ce recueil aurait du rendre les redacteurs du Corps diplomatique plus scrupuleux dans le frequent usage qu'ils en ont fait; mais aussi le redacteur avait-il de plus grandes difficultés à vaincre, n'aiant point pu, comme RYMER, compulser librement les archives.

Ce même auteur a encore publié en outre un

Codex Italiae diplomaticus en IV Volumes in Fol. dont les trois premiers seulement sont anterieurs au Corps diplomatique, ayant paru à Francfort et Leipzig 1725 et 1726; on les trouve allegués dans les derniers volumes de celui-ci; le quatriéme n'a été publié qu'en 1735.

On

γ) Sur ce recueil et sur les autres ouvrages de cet auteur voyés PÜTTER *Litteratur des teutschen Staatsrechts.* T. I. p. 310 et suiv.

On a aussi de lui un

Codex Germaniae diplomaticus en II Volumes in Fol. Ce recueil a paru 1732 et 1733, donc après le Corps diplomatique mais avant les supplemens de ROUSSET; un petit nombre seulement des actes qu'il renferme, et qui la plupart concernaient les états hereditaires de la maison d'Autriche, pouvait entrer dans le plan de ces supplémens.

Ajoutés à ceci ces nombreux recueils de diplomes de tout genre, en partie très volumineux, qui avaient paru à la fin du 17eme ou au commencement du 18eme siècle tel que ceux de MARTENE et DURAND, de MIERIS etc. ces bullaires de la Cour de Rome de CHERUBIN et autres, ce nombre toujours augmentant d'annales, et autres ouvrages enrichis de diplomes etc., dans le détail desquels je n'ose entrer ici, et on peut juger combien les matériaux s'étaient accumulés et s'accumulaient d'année en année.

Que de besogne et à la fois d'encouragemens pour ceux qui méditaient une nouvelle édition amplifiée du recueil de BERNARD de 1700. J'ignore l'époque précise à la quelle Mr. DU MONT a terminé avec ses libraires et à commencé à s'occuper de la redaction z); mais ce que sa propre préface au Corps diplomatique fait voir, c'est que même depuis ils n'étaient

 pas

z) Il est probable que ce n'est qu'environ 1716, vu que dans sa préface au premier volume il dit qu'il a commencé son travail il y a six ans: cependant dans un autre endroit il insere une lettre à ses libraires du mois de Déc. 1721, qui fait supposer qu'il leur a déja envoyé alors le manuscrit pour le faire imprimer, et on voit que cette partie de la préface a été écrite assés longtems avant 1726, où le premier volume parut.

pas d'accord sur plusieurs points. Les libraires, par une scrupulosité à la quelle ils se croioient interessés, voulaient que tout ce qui s'était trouvé dans la première édition entrat dans la nouvelle, et l'y firent entrer, sans même faire grace de la dissertation sur le temple de Janus *a*), malgré Mr. DU MONT qui demandait d'élaguer les parties heterogénes ou de peu de prix. D'un autre coté comme Mr. DU MONT étendait prodigieusement son plan, en y faisant entrer nombre d'autres pieces qui sont du ressort du droit public interieur, et que les libraires s'effrayoient du nombre des volumes qui en resulteraient, il leur proposa de diviser l'ouvrage de sorte que la première partie ne seroit qu'une nouvelle édition du recueil de 1700, la seconde renfermerait les supplémens également depuis 800, et une troisieme les actes relatifs au cérémonial. Mais les libraires aiant rejetté cette proposition et se permettant de disposer assés librement du manuscrit qu'il leur avait envoyé, arrangèrent le tout d'après l'ordre chronologique, de sorte, cependant, que les actes relatifs au cérémonial et des supplemens, probablement rassemblés pendant l'impression de l'ouvrage resterent entre les mains de Monsieur DU MONT.

C'est ainsi que cette vaste collection parut sous le titre:

Corps

a) Cependant il faut qu'ils aient cédé sur un point: savoir qu'on ne commencerait que depuis 800 tandis que le recueil de 1700 commencait depuis 536; mais aussi l'édition de 1700 ne renfermait que deux traités antérieurs à l'époque de 800, savoir celui de 536 entre Theodat R. d. Goths et Justinien, et celui de 591 entre Gontran et Brunehaut; ces diplomes ont été dans la suite insérés dans le I. volume des supplémens, renfermant l'histoire des anciens traités de M. BARBEYRAC.

Corps universel diplomatique du droit des gens contenant un recueil des traités d'alliance, de paix, de trêve, de neutralité, de commerce, d'échange, de protection, et de garantie, de toutes les conventions, transactions, pactes, concordats et autres contrats qui ont été faits en Europe depuis le regne de l'Empereur Charlemagne jusques à present — avec les capitulations imperiales et royales — les sentences arbitrales et souveraines dans les causes importantes, les déclarations de guerre, les contrats de mariage des Grands Princes, leurs testamens, donations etc.; — les erections des grandes dignités, celles des grandes compagnies de commerce et en général de tous les titres qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier les droits et les interêts des princes et états de l'Europe; le tout tiré des archives de la T. A. maison d'Autriche et en partie de celles de quelques autres Princes et états; comme aussi des Protocolles de quelques grands ministres; des manuscrits de la bibliotheque royale de Berlin, des meilleures collections qui ont déja paru tant en Allemagne qu'en France, en Angleterre, en Hollande et ailleurs; surtout des actes de RYMER *etc. par Mr. J.* DU MONT, *écuier, conseiller et historiographe de Sa Majesté impériale et catholique.* à Amsterdam et à la Haye. T. I. 1726. T. VIII. 1731. in Fol.

Les premiers quatre volumes publiés 1726 sont les seuls que Mr. DU MONT ait eu la satisfaction de voir paraitre; il mourut en 1727. Mais il avait déja mis en ordre et remis aux libraires le manuscrit pour les 4 volumes suivant, de sorte que ceux-ci continuerent l'impression dès 1728, sans même faire mention sur le titre de ce que Mr. DU MONT n'était plus. Pas un

mot en honneur de sa memoire; craignait-on de nuire au debut de l'ouvrage? ou croïoit on ne plus rien lui devoir, depuis qu'il ne pouvait plus compulser les archives impériales pour servir les interêts de ces speculateurs? Mr. Rousset qui est devenu son continuateur n'aurait il pas dumoins du nous apprendre quelques circonstances de celui au nom duquel il a tant de fois ajouté le sien. Et rien n'aurait été plus aisé pour lui, tandis qu'aujourdhui la chose n'est pas sans difficulté *b*). On n'oublia pas toute fois de demander aux heritiers de feu Mr. du Mont, d'après le contrat fait avec celui-ci, ce qui leur restait de manuscrit. On y trouva 1) des supplémens; 2) des actes relatifs au cérémonial destinés à former une seconde collection. Sur son lit de mort il y avait fait cette inscription: *On trouvera cette seconde collection fort dérangée parceque j'étais actuellement occupé à l'enrichir, lorsqu'il plut à Dieu de m'envoyer la derniere maladie dont je vais mourir c*).

Les libraires confierent la redaction de ces matériaux à Mr. Rousset déja avantageusement connu par plusieurs écrits politiques, entre autres par son *recueil historique des memoires* etc. dont les premiers IV volumes avaient paru 1728. Mais comme on desirait aussi un supplément antérieur à l'époque de 800 de la quelle du Mont étoit parti, et que cet ouvrage, d'un genre bien diffe-

b) Desirant reparer cette espece d'injustice, je me suis vu entrainé dans des recherches trop amples pour les insérer ici. On les trouvera séparément à la fin de ce discours.

c) Cette anecdote est tout ce que Mr. Rousset nous apprend de lui dans l'avertissement placé à la tête du premier volume des supplémens.

different, ne pouvait s'attendre ni de Mr. Rousset ni de son prédecesseur, on s'était adressé à Mr. Barbeyrac celebre professeur à Groeningen. C'est à la vaste erudition de celui-ci que le public est redevable de *l'histoire des anciens traités* qui, forme le premier volume des supplémens au Corps diplomatique (bien qu'elle se vende aussi séparément); elle parut 1739, et renferme une multitude de traités, soit en entier, soit par extrait, depuis le Traité de divers peuples de la Grèce, pour l'etablissement du conseil des Amphyctions, conclu 1496 ans avant la naissance de Jesus Christ, jusqu'à l'époque de Charlemagne. Ouvrage précieux pour l'étude de l'histoire ancienne, et dont la redaction exigeoit plus de talens d'érudition et d'étude que celle de tous les autres volumes du Corps diplomatique collectivement pris. A ce premier supplement Mr. Rousset joignit un second et un troisième, qui parurent aussi 1739, et dont chacun est divisé en deux volumes. Le second, dont les deux volumes forment le III et IVeme des supplemens entiers, renferme et les *supplemens* proprement dits, savoir des actes qui manquent dans le recueil de Mr. du Mont, et la *continuation* depuis 1731 jusqu'en 1738. Quant au premier, le manuscrit laissé par feu Mr. du Mont a été d'un grand secours, quoi qu'il ait induit le nouveau redacteur à faire imprimer une seconde fois plusieurs traités qui se trouvaient déja imprimés de même, mais dont la copie avait été conservée dans les manuscrits; au reste Mr. Rousset a beaucoup ajouté encore, soit traités soit autres pieces, qui d'après ses vues devoient entrer dans la collection, mais dont plusieurs, comme les disputes de religion

en France n'auraient pas du trouver ici leur place. Pour les tems les plus recens et pour la continuation du recueil jusqu'à l'an 1738 les autres collections de Mr. ROUSSET ont pu lui servir utilement *d*).

Enfin le troisieme supplément, dont les deux volumes forment le IVeme et Veme des supplemens entiers c'est le *cérémonial diplomatique*. Cet ouvrage (qui se vend aussi séparement) est d'un genre très different des precedens, et même le plan en a été altéré par M. ROUSSET. DU MONT avait entendu donner sous ce titre un recueil de diplomes relatifs au cérémonial, et dans ce sens il pouvait être le pendant ou la seconde partie du Corps diplomatique, mais ROUSSET a donné une narration fort ample (quoiqu'en partie fort utile), du cérémonial domestique et étranger de chacune des diverses Puissances de l'Europe, dans la quelle il a fait entrer les diplomes que lui fournissait le manuscrit de Mr. DU MONT, et sans doute encore d'autres.

Ces VIII volumes de Mr. DU MONT et V volumes de supplemens, donc XIII volumes, dont chacun a II, plusieurs III parties, forment proprement le *Corps diplomatique*. Mais on comprend encore ordinairement sous le nom d'une édition complette du Corps diplomatique deux autres ouvrages qui y sont liés par le titre, et en certain sens par leur teneur, savoir:

1)

d) Il y a nombre de pieces qu'il a fait imprimer trois ou quatre fois, une fois dans son ouvrage sur les interêts des Puissances de l'Europe, une autre dans son recueil de memoires, une autre enfin dans son supplément au Corps diplomatique, et peut être une quatrième fois dans le Mercure historique et politique de la Haye dont il a soigné pendant quelques années la redaction.

1) *Histoire des traités de paix et autres negociations de 17ème siècle jusqu'à la paix de Nimegue; ouvrage qui peut servir d'introduction au Corps diplomatique ou recueil de traités de paix.* à Amsterdam chès J. F. Bernard et à la Haye chès les freres Vaillant et Prevost 1725. T. I. II. Fol. Cet ouvrage très estimable, où en séparant les diverses relations, on donne l'histoire et souvent l'abrégé des traités du 17ème siècle qui ont eu lieu dans chacune de ces relations, mais principalement dans celles de la France avec d'autres Puissances, est terminé par une ample histoire des traités de paix de Westphalie; on y trouve allegué nombre de traités qui manquent dans le Corps diplomatique. Il a été composé par M. DE SAINT-PREZ, ou PREST DES YVES, et CAMUSAT a tiré le manuscrit de la bibliotheque du Maréchal d'Estrées pour le donner à imprimer *e*).

2) *Negociations secrètes touchant la paix de Munster et d'Osnabruc; ou Recueil général des Préliminaires, Instructions, Lettres, Memoires etc. concernant ces negociations, depuis leur commencement en 1642 jusqu'à leur conclusion en 1648 avec les depêches de Mr. DE VAUTORTE au sujet du même traité jusqu'en 1645 inclusivement, le tout tiré des manuscrits les plus authentiques. Ouvrage absolument necessaire à tous ceux qui se pourvoiront du Corps diplomatique, ou grand Recueil des Traités de paix* etc. T. I-IV. à la Haye chès Jean Néaulme 1725. 1726. Fol. *f*)

e) LE LONG *bibliotheque hist.* T. III. p. 3 éd. de 1772.

f) Une partie des memoires que renferme ce recueil, savoir les memoires de l'année 1646. (qu'on trouve dans le troisième volume) avaient déja paru sous le titre: *memoires et negociations secrètes de la cour de France touchant la paix de Munster.* à Amsterdam 1710. T. I-IV. 8. par M. C. (et donné au public par JEAN AYMOND.)

Pendant qu'on préparait au public cette riche collection on vit paraitre en Allemagne un recueil qui, bien qu'il n'embrasse qu'une assés courte espace de tems a été beaucoup estimé chés nous, et meritait de l'être. Il a pour titre:

Ruhe des jetzt lebenden Europa, dargestellet in Sammlung der neuesten Europäischen Friedensschlüsse von dem Utrechtischen bis auf dieses 1726ste Jahr. Coburg, T. I. 1726. II. 1727 in 4.

L'auteur de cet ouvrage JEAN JAQUES ZINCKEN, *conseiller de cour de Saxe*, ne s'est nommé que sur le titre du second volume. Cette collection ne renferme point de traités jusqu'alors inconnus au public, mais elle est recommendable par l'exactitude de l'impression et elle a eu beaucoup de vogue, surtout auprès de ceux qui étaient interessés à trouver une bonne traduction allemande à côté du texte original.

C'est encore pendant la redaction du Corps diplomatique que les *Memoires du XVIIIème siècle* de M. LAMBERTY commencerent à paraitre. Les premiers volumes ont été publiés 1727 et furent tellement goutés par le public, que lorsqu'en 1731 le Xème parut, il fallait reimprimer le I.; le XIème n'a été donné qu'en 1734 et le XIVème et dernier en 1740. Cet ouvrage n'embrasse proprement que l'époque depuis 1701 jusqu'en 1718 quoiqu'au Xème volume on ait ajouté quelques traités jusqu'à l'an 1731.

A cette même époque commença le *Recueil historique d'actes negociations et traités depuis la paix d'Utrecht jusqu'au second Congrès de Cambray par Mr. ROUSSET.* Les 4 premiers volu-

volumes furent publiés à la Haye 1728. 8. l'ouvrage ayant été continué en suite jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle le 21eme volume qui renferme les tables (ou le 22me si l'on considère l'appendice au volume 18 comme un volume separé et le 23eme pour ceux qui comptent les 2 parties du 13eme volume pour deux volumes) parut 1755 quelques années avant la mort du redacteur survenue 1762. Ce recueil quoique moins vaste que celui de Mr. LAMBERTY est, comme celui-ci, un recueil d'actes publics lié par une narration historique, et jusqu'à ce jour ces deux ouvrages n'ont cessé d'être fort utiles. On peut reprocher seulement à M. ROUSSET que, s'écartant de son plan vers la fin de l'ouvrage, il a rempli des volumes entiers de deductions et autres actes uniquement relatifs aux affaires internes de l'Allemagne, qui n'auraient du y être touchées que légèrement.

Une collection aussi vaste et aussi dispendieuse que l'était le Corps diplomatique ne pouvait pas être à portée des tous les acheteurs; elle devait suggérer assés naturellement l'idée de former des recueils manuels, propres à satisfaire aux besoins particuliers du genre de lecteurs auxquels on les destinait principalement.

C'est ainsi que pendant le tems même où le CORPS diplomatique de DU MONT fut imprimé, JEAN JAQUES SCHMAUSS, alors Conseiller du Marggrave de Bade-Dourlach, ensuite Professeur à Gottingue publia un tel recueil manuel sous le titre:

Corpus iuris gentium academicum, enthaltend die vornehmsten Grundgesetze, Friedens- und Commercien-Tractate, Bündnusse und andere Pacta

der

der Königreiche, Republiquen und Staaten von Europa, welche seither zweyen Seculis bis auf den gegenwärtigen Congreſs zu Soisson errichtet worden. à Leipzig chès F. F. Gleditschens fils 1730. T. I. II. 8.

Cet excellent petit recueil ne renferme pas seulement les actes des deux derniers siècles; il commence depuis 1096, mais les diplomes depuis le 16eme siècle en occupent la majeure partie. Plusieurs des anciens traités y sont donnés par extrait, mais de sorte que les articles importans s'y trouvent en entier et les autres supprimés; c'est la seule methode dont les extraits d'un traité peuvent servir même à ceux qui travaillent sur ces objets. Presque tous les traités plus recents sont donnés en entier, mais la plupart sans les ratifications et pleinpouvoirs, et tandisque les caractères sont fort serrés et les volumes assès gros, ce recueil renferme 418 diplomes, entre lesquels il y a une multitude de traités; de plus quoique le redacteur ait profité de ce qui avoit paru du Corps diplomatique, ou y trouve un bon nombre de traités qui manquent chès DU MONT et qu'en partie ROUSSET même n'a pas fourni dans ses supplémens. Toutefois les lois fondamentales, que SCHMAUSS a jugé à propos de combiner avec les traités, occupent nombre de feuilles; par contre les traités de l'Empire avec les Puissances étrangères y manquent, vu qu'il a inseré ceux-ci dans son *corpus iuris publici academicum* ou recueil des loix constitutives de l'Empire Germanique.

On y a conservé la langue originale des traités, en y ajoutant quelquefois des traductions allemandes. Bienque le redacteur n'ait

pas

pas allegué ses sources, elles ont été bonnes pour le plus grand nombre des documens. On peut lui reprocher de n'avoir pas toujours gardé la juste proportion qui convenait à un tel manuel en inserant quelques traités trop particuliers pour y entrer, surtout une multitude de traités des cantons Suisses, mais dont quelques uns alors n'étaient pas encore imprimés. Il est plus aisé de faire de tels reproches que de les eviter.

A mon avis ce recueil, dans le quel on reconnait, non le simple compilateur, mais la main d'un des meilleurs publicistes de son tems, aurait merité un d'accueil plus général qu'il n'a eu; il paroit être peu connu chés l'étranger, et en Allemagne même le lent debut de cet ouvrage semble avoir degouté les libraires d'une seconde édition, quoique la premiere soit epuisée depuis plusieurs années et ne se vende guère qu'à l'encan. Je crois qu'aucun ministre n'aurait regrêt de s'être procuré un livre dont l'usage est si commode, et dont le transport est si facile; deux avantages qu'il a sur le Corps universel diplomatique.

Deux ans après, savoir 1732 on vit paraitre en Angleterre un manuel, qu'on allegue ordinairement sous le titre abrégé: *Treaties* 1732; il est en certain sens semblable à celui dont je viens de parler, mais cependant essentiellement different, en ce que 1) les traités n'y sont pas donnés en langue originale mais tous seulement en Anglais; 2) les traités de la Grande-Brétagne en forment la plus grande partie; 3) qu'à très-peu de pieces près, qui n'auroient pas du tout du y entrer, on n'a point donné des actes relatifs aux affaires internes, mais qu'aussi 4) le choix des traités et les extraits donnés de plu-

sieurs

sieurs d'entre eux me paroissent avoir été fait avec beaucoup moins de discernement que dans l'ouvrage de SCHMAUSS; au reste il renferme un traité qui manque dans le Corps diplomatique, savoir le traité de 1664 entre Charles II. et le Duc de Courlande, mais c'est aussi je crois le seul.

Le premier volume de ce recueil parut, ainsi qu'il a déja été dit plus haut, sous le titre: *a general collection of treatys declarations of war, manifestos and other Publick Papers relating to peace and war among the Potentates of Europa from* 1648 *to the present time.* London 1710 in 8vo. Le second publié peu après (probablement 1713) a pour titre: *a general collection etc. from the Year* 1495 *to the Year* 1712; il fut reimprimé 1732, et alors le redacteur y ajouta un troisieme *g*) volume, renfermant les actes depuis 1642 jusqu'à la fin du regne de la Reine Anne, et un 4eme renfermant ceux depuis cette époque jusqu'à l'an 1731, avec une table chronologique des traités et autres actes publics contenus dans les quatre volumes, d'autant plus necessaire, que l'ordre chronologique a été souvent altéré dans les premiers volumes.

Cette collection a pu être fort utile en Angleterre, et peut l'être encore à ceux qui ne possedent que la langue anglaise, mais ceux qui

g) Cette description ne convient pas exactement avec celle qu'en a donné CHALMERS dans la préface au premier volume de son recueil, d'après le quel le troisième volume aurait déja paru 1713 et le 4eme 1732. Mais malgaré toute la deference que j'ai pour cet auteur anglais, j'ai cru devoir donner la notice telle qu'elle resulte de l'exemplaire que j'ai devant moi. Dans celui-ci le premier volume est de 1710; le second de 1732 est seul inscrit seconde édition; les 3eme et 4eme volumes de 1732 ont une préface et une dedicace commune.

qui sont versés dans d'autres langues auraient lieu de lui préférer le codex juris gentium de Mr. SCHMAUSS, supposé qu'ils n'aient pas en mains la grande collection ou le Corps diplomatique de Mr. DU MONT.

J'ignore le nom du redacteur; dans la dedicace du troisième volume à Sir Robert Walpole il se signe S. W. Je ne sais pas non plus si les premiers volumes sont du même redacteur, et quel est l'auteur de *l'histoire abregée de la perfide rupture de traités solemnels par le Roi français*, qui sert d'introduction au premier volume, et d'une autre *introduction historique* qui se trouve à la tête du troisième volume.

Outre les deux recueils généraux manuels de traités il en a paru encore deux autres, mais d'un prix bien inferieur; l'un en Pologne renfermant l'extrait des principaux traités depuis 1648 jusqu'en 1763 sous le titre suivant:

Traktaty miedzy mocarstwami Europeyskiemi od roku 1648 *Zaszle do Roku* 1763 *Podług lat Porzadku z przylaczona potrzebney Historyi wiadomoscia Opisane.* à Warsowie 1774. T. I-III. 8.

La majeure partie de ce recueil consiste en *extraits* Polonais de traités; quelques uns s'y trouvent en entier; de ce nombre est le traité de 1686 entre la Russie et la Pologne, qui jusqu'ici n'a été imprimé nulle part, que je sache, que dans ce recueil, mais s'y trouve en langue Polonaise. Ce qui quant au traité de 1716 se trouve de plus ici que dans le recueil de Mr. DU MONT se reduit à peu de chose.

Je ne dirai que deux mots de l'autre manuel qui a paru en France sous le titre:

Abrégé

Abrégé des principaux traités conclus depuis le commencement du 14eme siècle jusqu'à present entre les differentes Puissances de l'Europe disposés par ordre chronologique par le vicomte de la MAILLARDIERE. à Paris 1778. T. I. II. 12.

Cet abrégé, qui forme la seconde partie de la *bibliotheque politique* du même auteur, ne me parait être que de mediocre utilité; il est assés negligemment redigé, même par rapport aux dates; d'ailleurs on ne s'est pas contenté d'abreger en ne donnant que les articles les plus essentiels, mais le plus souvent l'auteur a abrégé les articles même, en ne donnant que ce qu'il a jugé en former le sens principal. Cela peut être très utile et très à sa place dans une histoire des traités destinée à servir d'instruction, tel que le droit public de l'Europe de MABLY ou l'excellente *histoire des traités* qu'a donné Mr. KOCH à Strasbourg; mais il me semble que dans un recueil chronologique cette sorte d'extraits n'est tolerable que dans le cas où, faute de pouvoir fournir les articles entiers, on offre en attendant un extrait pour en donner une idée générale.

Ce qui précede fait voir que proprement le public n'était bien servi en recueils généraux que jusqu'à environ 1731 où finit la grande Collection de DU MONT et la petite de SCHMAUSS; et bien que les supplémens de ROUSSET continuent le Corps diplomatique jusqu'à l'an 1738. (et que son recueil de memoires offre des traités et autres actes jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle) on ne trouve plus la même abondance de materiaux, la même scrupulosité dans le choix des sources, la même exactitude à donner les traités aussi complettement qu'il convenait

au

m continuateur de Mr. DU MONT; on ne trouve plus que 71 documens posterieurs à l'année 1731 et de ceux-ci 25 documens posterieurs à l'année 1734; encore un grand nombre de ces documens ne sont ils point des traités, mais des actes d'un genre bien different, comme p. e. l'arrêt du Parlement de Paris contre Heleine de Courtenay, et plusieurs manifestes et memoires.

C'est donc sans doute bien vu que Mr. le Conseiller de Cour WENCK, en commençant un nouveau recueil diplomatique, est remonté jusqu'à l'an 1735 et non simplement à l'an 1738, où finit le Corps diplomatique; et d'un autre côté son ouvrage n'étant pas la simple continuation du petit recueil de Mr. SCHMAUSS, il n'était pas obligé de remonter jusqu'à l'an 1731 où celui-ci à terminé sa collection.

Cet excellent recueil a paru sous le titre: *FERD. AUG. GUIL. WENCKII Codex iuris gentium recentissimi e tabulariorum exemplorumque fide dignorum monumentis compositus.* Tom. I. Lipsiae 1781 in 8vo. Ce premier volume renferme les traités pendant l'espace de huit ans depuis 1735 jusqu'en 1743. Le Tome II. ne parut que 1788, renfermant des supplémens au premier volume et la continuation jusqu'à l'an 1753. Il était donc assés probable qu'il faudrait encore un volume et peut être encore d'autres sept ans pour conduire ce recueil à la paix de Fontainebleau et de Hubertsburg, surtout comme le second volume, ainsi que le premier, fit esperer encore des supplémens (aussi ce troisieme volume n'a paru qu'en 1795; mais il renferme des actes jusqu'à l'an 1772); et il était peu à esperer qu'en poursuivant sur le même pied l'auteur

pourroit dans le nombre d'années pousser son recueil jusqu'aux tems les plus recens.

C'est cette considération et celle de l'utilité d'un recueil des traités les plus recens qui m'ont determiné à commencer 1790 un recueil des traités depuis le pacte de famille de 1761 jusqu'aux tems les plus recens dont le VIIeme et dernier volume a paru 1801, et renferme les traités jusqu'à la fin du 18eme siècle.

J'ai déja rendu justice aux merites du recueil de Mr. WENCK dans la préface au premier volume du mien; le troisième volume qui a paru depuis, n'est guère moins digne d'éloges, et je suis fort éloigné de me plaindre de ce qu'il là pousse au delà de l'époque à la quelle j'avais commencé; d'autant plus qu'il a donné un couplé d'actes qui manquoient alors à mon recueil et deux qui y manquent encore *b*); d'un autre côté s'il s'y est plaint de ce que sans sa permission j'aurais tenté de devenir son continuateur, si peut être il se plaindra encore de ce que je donne aujourdhui au public quelques traités importans qui lui manquent, je suis sensible à ces plaintes par l'estime que je lui voue et qu'il mérite, mais les regardant comme mal fondées, je n'en poursuivrai pas moins mon chemin en silence. Le droit de publier des traités est, à mon avis, un droit de tout individu qui n'est pas dans l'obligation d'en garder le secret, et souvent le public gagne au concours.

Le recueil de Mr. WENCK et le mien sont les seuls recueils généraux de traités entiers qui

b) Savoir les traités de la France avec la rép. de Gênes de 1764 et 1768, que je n'ai donné que par extrait.

qui ont paru depuis qu'en 1739 les supplémens au Corps diplomatique ont été publiés *i*). Mais nombre de recueils particuliers de tel état avec les autres ont été publiés depuis, et c'est de ceux-ci, ainsi que de l'usage de faire imprimer séparément et d'autorité les traités, que je dois maintenant rendre compte pour terminer ces recherches.

I. Pour la France.

Longtems le recueil de LEONARD de 1693, (p. x) est resté la seule collection de ce genre imprimée *k*) en France. Mais déjà dès 1764 on forma le projet de rassembler un depôt, établi par l'autorité publique, des copies de tous les actes relatifs à l'histoire de France. Pour faire des recherches, de BREQUIGNY fut envoyé à Londres, du THEIL à Rome; les Benedictins fournirent plusieurs coopérateurs; de cette collection universelle on vouloit choisir les matériaux les plus essentiels pour composer et publier un recueil pour la France à l'exemple des actes de RYMER pour l'Angleterre, mais en divisant l'ouvrage en deux parties dont la première renfermerait les diplomes et actes publics, l'autre les lettres historiques. Trois volumes de cette collection ont paru 1791. sous le titre:

Diplomata chartae, epistolae et alia documenta ad res francicas spectantia ex diversis regni exterarumque regionum archivis ac bibliothecis iussu

i) On ne peut trop ranger dans cette catégorie la: *Collection of state papers relating to the war against France* qui a paru à Londres T. I-IV. 5 Voll. 1794-1796, 8vo; vu qu'elle n'a rapport qu'à la guerre d'alors, et ne consiste qu'en partie en traités, principalement de l'Angleterre.

k) Sur la multitude de recueils manuscrits dans les bibliotheques des grands seigneurs français voyés LE LONG *bibl. hist.* T. III. p. 1-20. L'usage de faire imprimer séparément et d'autorité les traités n'a pas cessé en France depuis les tems de LEONARD.

regis christ. multorum eruditorum curis, plurimum ad id conferente congregatione Sti Mauri, erata notis illustrarunt et ediderunt L. G. O. F. de Brequigny et F. I. G. la Porte du Theil. Paris. fol.

Le premier volume seulement appartient à la première partie de toute la collection, et renferme les diplomes entre les années 475 et 721; le II et IIIeme appartiennent à la seconde, et ne renferment que les lettres du Pape Innocent III.

L'institut national s'est occupé dès 1796 de la continuation de cet important ouvrage, interrompu, comme tant d'autres, pendant la revolution; et le Citoyen du Theil a été invité à s'en charger *). Il y a tout lieu d'esperer que quand cette collection sera achevée, elle surpassera tout ce qui a existé jusqu'ici de ce genre, sans en excepter la collection de Rymer.

La guerre de la revolution a donné naissance à plusieurs recueils des traités de la France pendant cette époque; tels sont le recueil de Mr. Gerhard, celui de Mr. de Schwarzkopf, les traités ajoutés au 4eme volume de l'histoire des traités du celebre Mr. Koch, et le recueil général avec la carte de Brion, que je passe ici sous silence, pour ne pas répéter ce qui en est dit dans mon recueil T. VI. p. VIII. On peut y ajouter encore aujourdhui:

Recueil des traités de paix etc. relatifs à la pacification générale de l'Allemagne conclus par la République Françoise depuis 1795 jusqu'à present. à Berlin 1801 in 8vo.

On n'y trouve point de traité qui manquerait à mon recueil, si ce n'est le traité supposé, entre la France et l'Autriche à Bale 1795, mais que le redacteur lui même regarde comme apocryphe.

II.

*) Rapport du C. Camus dans *Mem. de l'institut National*: littérature et beaux arts T. II. p. 25–45.

II. Pour l'Espagne.

J'ai déja parlé du petit recueil que CHIFLET, medecin du Roi, fit imprimer 1645 à Anvers, alors sous la domination espagnole. Quant aux imprimés separés, le traité de trêve avec la Hollande de 1609 fut imprimé à *Bruxelles* 1609 in 4to *l*) par l'imprimeur du Roi. Mais j'ignore quand l'usage d'imprimer séparément les traités d'autorité a pris en *Espagne*. Le traité des Pyrenées fut imprimé séparément en Espagnol à Barcelone 1660 fol.; mais il est incertain s'il est le premier, et s'il l'a été d'autorité; aujourdhui cet usage est établi en Espagne *m*) comme ailleurs.

Je ne connais aucun recueil imprimé en Espagne sous les Rois de la maison d'Autriche. C'est au commencement du 18eme siècle que le celebre Marquis de SANTA CRUZ commença à former un recueil des traités *n*) de l'Espagne dans le dessein de le publier un jour, mais il fut interrompu pour aller combattre à Ceuta ensuite à Oran où il perdit la vie 1732. Je n'ai pu apprendre quel a été le sort de son manuscrit. Depuis, Philippe V. conçut le plan de faire imprimer un vaste recueil des traités de l'Espagne depuis l'époque reculée à laquelle les Phéniciens aborderent en Espagne, jusqu'aux tems les plus recens, et DON ANTONIO DE ABREU Y BERTODANO fut chargé de la redaction. Mais comme un plan si vaste, et assujetti à tant de difficultés,

l) v. CHALMERS *Coll.* T. I. préf. p. IX. note *.

m) Voyés p. e. *gazetas de Madrid* del anno de 1790. T. I. p. 236 où l'on trouve une liste d'imprimés sépafés in 4to qui se vendent à l'imprimerie royale, pour 2 à 4 réaux la piece.

n) *Histoire des états barbaresques.* T. II. p. 256.

cultés, entrainait naturellement dès longueurs, le Roi ordonna à D. ABREU de commencer d'abord, par l'époque du regne de Philippe III, sauf à revenir dans la suite sur les tems plus reculés o). C'est d'après cette direction qu'il publia depuis 1740 jusqu'en 1752 XII Volumes in folio à Madrid dont II. pour le regne de Philippe III. VII. pour celui de Philippe IV. et III. jusqu'à la fin du regne de Charles II.; de sorte que ce recueil embrasse l'époque depuis 1598 jusqu'en 1700; sous le titre:

Coleccion de los tratados de Paz, Alianza, Neutralidad, garantia, proteccion, tregua, mediacion, accession, reglamento de limites, comercio, navegacion etc. hechos por los pueblos, reyes y principes de Espanna con los Pueblos, Reyes, Principes, Republicas y demas Potencias de Europa, y otras partes del mundo etc. desde antes del establecimiento de la monarchia Gothica hasta el feliz Reynado del Rey D. Phelipe V. (Fernando VI.) por D JOSEPH ANTONIO DE ABREU Y BERTODANO p), todo de orden y a expensas de su Magestad. En Madrid, por A. Marin etc.

Quoique cette collection ne renferme pas une si prodigieuse quantité d'actes qu'on pourrait attendre dans XII gros volumes in folio, vu que le format est petit, l'impression magnifique, et que nombre de traités y sont insérés en deux langues, et quoiqu'on soit surpris au premier abord d'y trouver tant de traités puisés dans

o) Voyés préface au premier volume de cette collection.

p) Ses titres y sont ainsi exprimés: *Del Consejo de S M. en el de Hazienda, Cavallero Fiscal del orden de Santiago, y académico de Numero de la Real academie Espannola.* J'ignore si c'est ce même auteur qui a écrit le traité *des Mines* traduit 1758 en français.

dans DU MONT et autres ouvrages imprimés, plutôt que dans les archives du royaume, ainsi que l'origine de l'ouvrage permettait de l'attendre, ce recueil renferme cependant plusieurs traités et autres actes qui manquent au Corps diplomatique, et d'autres qui, comme les traités avec les villes Anseatiques de 1647 et 1648, y sont beaucoup mieux donnés que dans aucun autre recueil; de sorte que les étrangers même avaient tout lieu de regretter que depuis longtems cet ouvrage ne se continuait pas, et que la mort du redacteur survenue 1775 ôtait l'espoir de le voir continué de ses mains. Ce n'est que sous le regne du Roi actuel que, par ses ordres, et sous la direction du Prince de la paix, on entreprit en Espagne la redaction d'un nouveau recueil qui sert de suite à celui D'ABREU, commencant avec l'année 1701. Le premier volume parut sous le titre:

Coleccion de los Tratados de paz, alianza, comercio etc. ajustados por la corona de Espanna con las potencias estrangeras desde el reynado del Sennor Don Felipe Quinto hasta el presente. Publicase por disposicion del ex^mo Seinor Principe de la paz consejero y primer secretario etc. Tomo I. de orden del rey Madrid en la imprenta real anno de 1796; le second, sans faire mention du Prince de la paix, a paru en 1800 fol.

Ces deux Tomes qui ensemble ne surpassent guère en volume un des Tomes D'ABREU auxquels ils ressemblent pour le format et les caractéres, renferment l'espace de 1701 jusqu'à la paix de 1748 inclusivement. On y trouve plusieurs traités qui n'ont pas encore paru, puisés sans doute à de très bonnes sources (et dont j'ai profité pour les presens Supplémens);

la majeure partie de traités cependant était déja connue, soit par le Corps diplomatique, soit par d'autres ouvrages; ce qui au reste n'est pas un reproche, vu que ce recueil était principalement destiné à l'usage des espagnols; il est fort à desirer que cette collection se continue, et que les redacteurs veuillent bien donner aussi des supplémens de traités qui y manquent, et même de quelques pieces que feu M. ABREU n'avait point insérées là où il aurait convenu d'après l'ordre chronologique, mais desquelles il avait promis de les donner plus bas.

Le grand recueil D'ABREU engagea en Espagne (comme le Corps diplomatique en Allemagne) à en donner un abrégé moins dispendieux *q*) qui a paru sous le titre:

Prontuario de los tratados de paz etc. hechos con los pueblos reyes republicas y demas Potencias de Europa. à Madrid 1749 et suivans. VIII Volumes in 8vo dont deux pour le regne de Philippe III, trois pour celui de Phil. IV. et trois pour celui de Charles II.

On n'y trouve que les principaux traités du grand recueil, seulement en espagnol et quelques uns en abrégé. J'ignore si la continuation du grand ouvrage a déja été suivie de la continuation de l'abrégé.

Il a paru encore en outre en Espagne un petit recueil, sans doute curieux, sous le titre:

Tratados de Paces y alianzas entre varios Reyes de Aragon y diferentes principes infieles de Asia y Africa desde el Siglo XIII hasta XV

un

q) D'après la gazette de Madrid 1790, citée ci-dessus le prix des XII Volumes D'ABREU est de 396 réaux, celui de l'abregé de 30 réaux.

un volum 4to r), mais j'ignore en quelle année il a été publié, et je n'ai pas encore reussi à me le procurer.

III. Pour le Portugal.

J'ignore à quelle époque l'usage d'imprimer les traités d'autorité a pris en Portugal, et même s'il y est établi. Les constitutions papales de 1514 et suiv. en faveur des Rois de Portugal ont été imprimées separément avec permission et privilège à Lisbonne in 4to, mais ce n'est qu'en 1707 s); et dailleurs on ne peut guère inférer de là que les autres traités l'ont été de même. Celui avec l'Espagne de 1750 a été imprimé separément (et c'est cet imprimé que j'ai suivi dans le present supplément pour ce traité et pour ceux de Tordesillas et de Saragosse qui y sont annexés). Mais rien n'annonce qu'il a été imprimé par autorité, quoiqu'il ait paru dans la residence du royaume. Je doute aussi que le Portugal ait aucun recueil particulier de ses traités. Le code diplomatique que D. ANTONIO CAETANO DE SOUSA a ajouté à sa vaste *histoire genéalogique de la maison royale de Portugal*, et qui a paru sous le titre:

Provas da historia genealogica da casa real Portugueza tiradas dos Instrumentos dos Archivos da Torre do Tombo, da Serenissima Casa de Bragança, de diversas Cathedraes Mosteiros, e outros particulares deste Reyno por D. ANTONIO CAETANO DE SOUSA, Clerico Regular, Academico de numero da Academia Real. T. I – VI. à Lisbonne 1739 – 1748. 4to.

r) *Gazetas de Madrid.* 1790. T. I. p. 236.
s) ROUSSET *Suppl.* T. II. P. I. p. 26.

renferme à la vérité quelques traités, nombre de contrats de mariage de la famille royale, et beaucoup de Bulles papales, mais la majeure partie des diplomes est d'un genre different quoique curieux, et important pour l'histoire du Portúgal; on n'y trouve surtout presque rien qui soit relatif au commerce.

IV. Pour la Grande-Brétagne.

Le vaste recueil de RYMER dont il a été parlé, termine avec l'année 1654. Le petit recueil manuel et général en 4 Volumes in 8vo mentionné plus haut finit avec l'année 1731. Mais l'usage de faire imprimer les traités separément n'aiant plus cessé après 1638 et d'ailleurs les traités les plus importans aiant été presentés, surtout depuis cette époque, au Parlement, il resultait de là des secours importans pour la redaction de collections des traités de la Grande-Brétagne.

Je ne toucherai que legérement l'abrégé des traités de la Grande-Brétagne qui parut sous le titre:

Extracts from the several treaties subsisting between Great-Britain and other kingdoms and States; à Londres 1741 in 4to. Une nouvelle édition mais differente de la premiere a paru à Londres 1758 in 4to.

Le titre même indique qu'il ne renferme que des extraits; cependant on y trouve quelques traités en entier. Tout le recueil est relatif aux affaires maritimes.

Il a paru depuis encore un petit recueil particulier des traités de commerce sous le titre:

A com-

A complete collection of maritime treaties of Great-Britain. London 1779. 8.

Je le trouve aussi allegué sous le titre de GOSSELING'S *treaties*, mais je ne l'ai pas eu en mains.

Outre ces recueils qui se bornent à un genre determiné de traités, il parut déja 1772 un recueil manuel des differens traités de la Grande-Bretagne depuis 1688 sous le titre:

Collection of all the treaties between Great-Britain and other powers from 1688 *til* 1771. London 1772. T. I. II. 8vo.

A ce recueil fut joint 1781 un petit volume de supplémens renfermant quelques traités plus anciens depuis la fin du 15ème siècle, et le *Discourse* de JENKINSON (aujourdhui comte Liverpool) *on the conduct of Great-Britain in respect to neutral nations*, qui avait paru 1757.

De ce recueil manuel il fut fait une nouvelle édition augmentée 1785 sous le titre:

A collection of all the treaties of peace, alliance and commerce between Great-Britain and other Powers; from the treaty signed at Munster in 1648 *to the treaties signed at Paris in* 1783. *To which is prefixed a discourse on the conduct of the government of Great-Britain in respect to neutral nations, by the right hon.* CHARLES JENKINSON, in three volumes. London 1785 in 8vo.

Quoique le nom de JENKINSON, exprimé sur chacun des trois volumes, ne doive se rapporter qu'à son discours, placé à la tête du premier volume, et non au recueil même, à la redaction duquel il n'a point eu part, ce titre général a fait que par une erreur dans laquelle moi

moi même j'ai été assés longtems, on a frequement attribué à JENKINSON tout l'ouvrage redigé par un anonyme. Les Anglais alleguent ce recueil simplement sous le nom: *treaties* 1785, pour le distinguer de l'édition de 1772 et du manuel général de 1732.

Cette collection renferme, d'après l'ordre chronologique, une multitude de traités plus ou moins importans et quelques autres actes publics. Les traités qui presque tous n'y sont donnés qu'en Anglais sont puisés surtout dans les imprimés faits d'autorité en Angleterre et qui, comme on scait, sont ordinairement accompagnés d'une traduction anglaise, là où il y a lieu.

Mais un autre recueil qui nie parait être infiniment préferable à celui-ci, et pouvoir servir de modèle aux recueils manuels de ce genre, c'est celui que Mr. CHALMERS a publié 1790 sous le titre suivant:

A collection of treaties between Great-Britain and other powers by GEORGE CHALMERS Esq.; London 1790. T. I. II. 8.

L'auteur y a separé les relations de la Grande-Bretagne avec chacun des principaux états étrangers, rangeant sous chaque relation, non pas tous les traités, mais ceux qu'avec beaucoup de discernement il a jugé être encore les plus importans, en se contentant de placer à la tête de chaque relation une liste plus ample, même de traités qu'il n'a point donnés. Un recueil de ce genre n'est pas l'ouvrage de la main, mais le fruit d'une longue étude et de connaissances profondes, et bien digérées. On y trouve plusieurs traités qui n'avaient pas encore été imprimés, ou manquaient dumoins, soit

soit dans le Corps diplomatique, soit dans d'autres recueils généraux; si on était tenté de desirer qu'il y eut ajouté encore quelques traités non imprimés, et que sans doute il avait l'occasion de se procurer, on doit se souvenir que son plan ne les admettait point. Il a assés fait voir dans les listes qu'il a données qu'il ne les ignorait pas. Les traités y sont insérés en entier; la plupart en Anglais, quelques uns s'y trouvent en langue française.

V. Pour les Provinces-Unies des Pays-Bas aujourdhui la République Batave.

Il n'y a pas, je crois, de pays en Europe qui à raison de sa population soit plus richement doté en recueils de diplomes de tout genre et en ouvrages volumineux parsemés d'actes publics, que l'est la Hollande; aucun où le gout pour de telles productions se soit plus uniformément conservé, au point d'y favoriser des entreprises qui reussiraient difficilement dans aucun autre pays *t*). Encore nombre de ces ouvrages sont ils ecrits en Hollandais, dans une langue qui ne promet qu'un faible début chès l'étranger.

Les états généraux ayant continué depuis 1610 à autoriser leurs imprimeurs ordinaires pour l'impression des traités individuels, à mesure qu'ils ont été conclus, ceux-ci firent bientôt après la speculation de reunir par des numeros ces differens traités in 4to en une collection, à la tête de la quelle ils placerent les traités

t) C'est ainsi p. e. que sur la revolution arrivée en Hollande au mois de Septembre 1787 il a paru un recueil en 50 volumes in 8vo. Une telle entreprise ruinerait un libraire allemand.

traités d'union de 1576 et 1579; et c'est ainsi que pour les premiers 73 numeros ils firent imprimer le titre:

Recueil van de Tractaaten gemaackt en geslooten tusschen de Hoogh Mog. Heeren Staaten Generaal der Vereenighde Nederlanden ter eenre, ende verscheyde Koningen, Princen en Potentaaten ter andere zyde in s' Gravenhage by JACOB SCHELTUS, avec une table des numeros qui s'étend jusqu'à l'année 1701.

Cette collection s'est continuée, non seulement jusqu'en 1726, où on imprima un nouveau titre: *Vervolgh van het Recueil van de Tractaten etc. Tweede Deel;* et la liste des traités jusqu'à cette époque n. 1 – 21, mais même jusqu'aux tems les plus recens, aumoins jusqu'en 1795; de sorte que chacun a pu se completter ce recueil, en achetant les imprimés séparés à mesure qu'ils ont paru.

Il ne renferme pas tous les traités de la république, mais cependant les plus importants, la plupart en double une fois en langue originale, l'autre en Hollandais. Un couple de ces traités, quoiqu'anterieurs à 1738 manquent dans le Corps diplomatique (ce qui est surprénant); on les trouve insérés dans le present supplément. Je ne connais point d'autre recueil particulier des seuls traités de la Hollande. Mais déja 1658 parut le premier volume des ordonnances des Etats Généraux et des provinces d'Hollande et de Westfrise qui renferme entre autres aussi nombre de traités de la république à l'égard des quels il entre dans les plus grands details, de sorte qu'on y trouve même les traités de subside ephemères, les cartels en tems de paix et en tems de guerre etc.

Ce

Ce recueil qui forme aujourdhui neuf immenses in-folio a pour titre:

Groot Placat-Boeck inhoudende de Placaten en de Ordonnantien van de Hoogh Mog. Heeren Staten General der Vereenigde Nederlanden, ende van de Ed. Groot Mog. Heeren Staten van Hollandt en de West-Vriesland, mitsgaders van de Ed. Mog. Heeren Staten van Zeelandt. In s'Gravenhage. T. I. 1658. T. IX. 1796. (1576 - 1794.)

Les diplomes y sont rangés d'après l'ordre des matières, distribuées en livres et chapitres. L'ordre des deux premiers volumes est assés defectueux; mais lors du troisième le celebre jurisconsulte. SIMON VAN LEEUWEN se chargea de la redaction, et de main de maitre établit un excellent ordre systematique des matières qui après lui a été conservé dans tous les volumes suivans; et tandisque d'ailleurs chaque volume est muni d'une table systématique et d'une autre chronologique des actes qu'il renferme, et que d'ailleurs il a paru depuis peu un vaste *regitre général des matieres*, in 4to, l'usage de cette precieuse collection est rendu aussi facile, aussi commode, que le peut être celui d'une masse si penible à regir. Ajoutés à ceci ces recueils particuliers des *Placards de la Flandre, du Brabant*, ces codes en partie seulement terminés des loix etc. de la *Hollande*, du *Gueldre*, de *Zutphen* de la *Frise* etc. qui tous aussi renferment plus ou moins de traités, ce recueil particulier des *loix relatives à l'amirauté* (*Recueil van Placaten betreffende de Admiralitäten etc. en verdere zeezaken*) qui seul forme 12 volumes et un volume de regitres in 4to; ces ouvrages historiques parsemés d'actes publics telque celui D'AITZEMA, ce nouveau recueil sous le titre

Zaken

Zaken van Staat en Oorlogh, et il ne restera à desirer pour la diplomatique de cet état que le tems necessaire pour exploiter ces riches mines. Il faut un guide pour conduire à travers ce labyrinthe et le celebre Mr. ADRIEN KLUIT nous en a fourni un dans son *Index chronologicus sistens federa pacis, defensionis, navigationis etc.; capitulationes — mercaturae privilegia, leges et edicta principum etc. sive prodromus ad primas lineas historiae foederum Belgii federati.* Lugd. Bat. 1789. 8.

Revenons aux recueils des traités auxquels je dois me borner, et l'aspect change en tournant les yeux vers le nord de l'Europe où la recolte est beaucoup moins abondante.

VI. Pour le Danemarc.

Aujourdhui on insere, dumoins la plupart des traités de commerce, dans le recueil des ordonnances royales qui s'imprime en Danemarc depuis 1670, 4to; d'abord les ordonnances de plusieurs années furent imprimees de suite dans un volume, mais depuis 1700 les ordonnances de chaque année se recueillent dans un cahier separé sous le titre: *Kong. — allernaadigste Forordninger och aabne Breve fra — til* — de l'imprimerie royale. Le premier traité que j'y trouve inséré, c'est celui entre le Danemarc et la Hollande du 15 Juin 1701; encore n'est-il inséré que dans le cahier de 1703 et en Danois, tandisque les traités plus recents s'y trouvent ordinairement dans la meme année et en deux langues. Je crois donc qu'en Danemarc l'usage de faire publier d'autorité les traités n'est pas antérieur au 18eme siècle, mais sans oser decider sur ce point.

Le

Le seul recueil particulier des traités du Danemarc que je connaisse c'est celui qui a paru 1796 sous le titre:

Recueil de tous les traités conventions memoires et notes conclus et publiés par la couronne de Danemarc depuis l'avenement du Roi régnant jusqu'à l'époque actuelle, ou dès l'année 1766 jusqu'en 1794 inclusive. à Berlin 1796 un volume in 8vo.

Quoique ce recueil n'embrasse que les tems les plus recens, l'auteur a bien merité du public en lui communiquant plusieurs traités jusque là non imprimés; et il a puisé à de bonnes sources sous la protection de feu M. le comte DE BERNSTORF. Il est naturel qu'il n'a pas dependu de lui de publier quelques traités que des considerations majeures engagent le gouvernement à tenir secrets, tel que les traités d'alliance avec la Russie de 1769, 1773, quelques articles du traité avec le Roi de Sardaigne de 1785 etc.

Il serait beaucoup à desirer que l'auteur veuille continuer ses utiles travaux, et en remontant à une époque un peu plus reculée donner surtout quelques traités du 18eme siècle qui nous manquent encore, tel que le traité d'alliance avec l'Angleterre de 1734, le traité avec l'Espagne de 1742, les traités avec Maroc de 1753 (du dernier desquels je n'ai pu fournir qu'un extrait) etc.; supposé même qu'il ne puisse donner les préliminaires avec Maroc de 1751 qui n'ont pas été ratifiés, le traité de 1765 avec la Russie et autres.

Au reste le Danemarc est riche en ouvrages parsemés d'actes publics, surtout pour l'histoire du moyen age, tel que ceux de T. TORFAEUS,

HUITFELDT, de WESTPHALEN, THÖRKELIN, SUHM et autres; ouvrages dont les redacteurs du Corps diplomatique n'ont point profité, et ne l'auraient pu, quant aux trois derniers que je viens de nommer.

VII. Pour la Suède.

Le premier traité duquel je sache qu'il a été imprimé séparement en Suède, c'est celui de 1598 avec le Roi de Pologne, imprimé à Stockholm 1598. 4to *u*), tant en suédois, qu'en allemand et en latin, et il est aumoins probable qu'il l'a été d'autorité; mais je doute que déja depuis cette époque on aïe continué en Suède à imprimer d'autorité les traités. Si cet usage eut été établi déja au 17me siècle, le traité d'Osnabruc aurait été donné d'après l'original conservé dans les archives, de sorte que Mr. DE MEYERN aurait eu moins lieu de solliciter en Suède une copie manuscrite tirée des archives pour son édition des traités de Westphalie de 1738, et nous ne manquerions par jusqu'à ce jour de copies imprimées du traité de Cardis de 1661, de ceux de 1666, 1684 avec la Russie, de 1696 et 1698 avec la Prusse etc. Aujourdhui les traités qu'on veut rendre publics s'impriment d'autorité in quarto avec une traduction Suédoise à côté.

Longtems la Suède est restée sans recueil particulier de ses traités; ce n'est pas qu'elle n'ait eu de respectables savans qui se soient occupés à en rassembler; on lit entre autres dans M. a CELSE *apparatus ad historiam Sueo-Gothicam* T.I. p. 3, que le celebre PERINSKIÖLD a ras-

u) GIORWEL *bibliotheca historica Sueo-Gothica.* L. III. cap. 3. p. 154.

a rassemblé 24 volumes in folio d'actes manuscrits destinés à former pour la Suède un recueil semblable à celui de RYMER pour l'Angleterre; mais ce projet n'a pas été executé; et j'ignore quel a été le sort de ce manuscrit après la mort de son auteur.

On trouve à la verité quelques anciens traités dans les supplémens (assés rares) des *Ryksdags besluth* de A. A. STIERNMAN; quelque peu de traités inserés dans les recès de la diète même, d'autres en assés petit nombre dans

G. R. MODEE Utdrag utur alle ifrän den 7 Dec. 1718 utkomne publique Handlingar, Placater, Förordningar, Resolutioner och Publicationer som Ryksens Styrsel etc. angå. Stockholm T. I. 1742. T. XI. 1783. (1718–1779.) 4to

mais le seul recueil proprement dit que je connaisse, c'est celui que ce même G. R MODEE a rassemblé et que sa veuve ELEONORA LINDHJELM a publié 1761 sous le titre:

Utdrag af de emellan Hans Konglige Majestät och Cronan Swerige ä ena och Utrikes Magter å andra sidan sedan 1718 slutna allianc-Tractater och afhandlingar. Stockholm 1761. 4to. (1718–1753.)

Dans celui-ci plusieurs traités ont paru imprimés pour la première fois, et j'en ai profité avec reconnaissance dans les presens supplémens; mais ce petit volume de 336 pages, qui ne renferme que l'espace d'environ 30 années, ne saurait couvrir une lacune de tant de siècles et qu'on ne peut remplir qu'en partie en recourant à une multitude d'ouvrages et d'écrits dans les quels ces documens sont dispersés. Pour les Provinces Allemandes de la Couronne,

le grand recueil de feu M. DÄHNERT x) renferme quelques traités, mais ils ne sont pas nombreux, quoique plusieurs y aient paru pour la première fois, au moins complettement.

VIII. Pour la Russie.

Quoiqu'à Moscau l'imprimerie Russe ait été établie depuis 1564, aucun traité n'a été imprimé d'autorité en Russie avant que Pierre I. eut introduit 1714 une imprimerie à S. Petersbourg. Depuis, les imprimés d'autorité in folio, et la plupart en deux ou même en trois langues, se sont tellement accrus, qu'on pourrait en former plus d'un volume; c'est donc ce qui pour les tems plus recens y tient lieu d'un recueil de traités, qui n'a pas encore été redigé; mais ceci n'est d'aucun secours pour les tems plus reculés. L'imperatrice Caterine II. forma le projet d'un recueil des traités et autres actes publics de la Russie et chargea de son execution Mr. MÜLLER alors archivaire y). Mais quoique confié en de telles mains ce projet n'a pas été executé; il est peut être reservé à l'Empereur d'aujourdhui, de donner une nouvelle marque de la protection qu'il accorde aux sciences, en pressant l'accomplissement d'un ouvrage si utile.

Nombre de traités et autres actes publics se trouvent insérés dans un ouvrage volumineux de

x) JOH. CARL DÄHNERTS *Sammlung gemeiner und besonderer Pommerscher und Rügischer Landes-Urkunden, Gesetze, Privilegien, Verträge, Constitutionen und Nachrichten zur Kenntniss der alten und neueren Verfassung insonderheit des Königlich Schwedischen Landes-Antheils.* Stralsund 1765 - 1769. T. I - III. et les Supplémens T. I. 1780. T. II. 1786. fol.

y) Voyés DOHM *Materialien für die Statistik.* Lief. V. p. 328.

de TSCHULKOW sur le commerce de la Russie, mais dont la maieure partie ne peut être consultée que par ceux qui possedent la langue Russe.

IX. Pour la Prusse.

Le cabinet de Berlin a fait imprimer plusieurs fois séparément quelques traités pour servir à l'usage du département des affaires étrangères, mais ces imprimés ne se vendent point dans les librairies; et quoiqu'on trouve chès les libraires plusieurs traités imprimés séparement à Berlin, la plupart de ceux-ci ne semblent être que d'autorité privée.

Aucun recueil de traités n'a été fait pour la Prusse avant celui que feu Mr. le Comte DE HERTZBERG a publié sous le titre:

Recueil des deductions, manifestes, déclarations, traités, et autres actes et écrits publics qui ont été redigés et publiés par le Ministre d'état Comte DE HERTZBERG. à Berlin, 8vo T. I. depuis 1756 jusqu'en 1778. 1789; reimprimé 1790 T. II. 1789. Le T. III, renfermant les actes de 1789 et 1790, fut imprimé 1791 quand ce digne ministre avait fini sa carrière diplomatique; mais, comme on en defendit la publication, il n'existait dans le public qu'un très petit nombre d'exemplaires distribué avant la defense; et il faut que les possesseurs en aient usé discrètement, puisque ce n'est qu'en 1795 qu'il en fut fait une contrefaction.

Quoique ce recueil, ainsi que le titre l'indique, ne consiste qu'en partie en traités et actes publics de ce genre, et ne renferme que ceux auxquels feu Mr. de Comte de HERTZBERG a eu part, c'est toujours un present consi-

rable qu'il a fait au public; il est fâcheux que l'impression de quelques traités p. e. de celui avec la Porte de 1761 y soit extrêmement negligée.

Pour les tems plus reculés on doit, au defaut d'un recueil des traités pour toute la monarchie Prussienne, recourir aux recueils particuliers pour quelqu'une des provinces Prussiennes, et aux ouvrages historiques entrelacés de documens; tel que de SOMMERBERG pour la Silesie, RANGO, GERCKEN et autres pour le Brandenbourg, BRUGGEMANN pour la Pomeranie etc., comme aussi aux codes des loix tel que celui de GRUBEN pour la Prusse, de MYLIUS pour les états du Brandenbourg etc. quoique la recolte qu'offrent ces derniers pour notre but ne soit pas fort abondante.

X. Pour la Pologne.

Cette ci-devant république a été plus riche en recueils, que tous ces états qui se sont partagés ses depouilles. D'abord, tandisqu' en vertu de la constitution les traités devaient être ratifiés par la diète, un grand nombre de ceux-ci se trouvent insérés dans la grande collection des *constitutions* de la Pologne qui a pour titre:

Prawa Konstytucye y Przywileie Krolestwa Polskiego y Wielkiego Kiestwa Litewskiego y wszystkich Prowincyi. à Varsovie. T. I. 1732. T. VI. 1739. T. VIII. 1790. fol. renfermant les actes depuis 1347 jusqu'en 1780.

Plusieurs de ces traités s'y trouvent en latin ou en français, d'autres seulement en Polonais. Les redacteurs du Corps diplomatique n'ont été à même d'en profiter qu'en partie. Mais

Mais cet ouvrage n'empêchait pas de desirer un recueil plus ample de traités et autres actes publics de la Pologne; et MATHIEU DOGIEL'z) conçût le projet de rediger pour cet état une collection semblable à celle que RYMER avait donné pour l'Angleterre. Ses longs voyages et un travail assidu lui avaient procuré une nombreuse collection, et il allait porter son manuscrit à l'imprimerie, quand le feu prit à sa maison et consuma en peu d'instans le travail de douze années. Ce revers ne le rebuta point, et peut être la compassion pour un si insigne malheur contribua à lui ouvrir les archives de Cracovie, qui jusqu'alors lui avaient été fermées. C'est là qu'il puisa les matériaux qu'il se proposa de distribuer en VIII Volumes, séparés d'après les puissances, assignant d'avance à chaque volume les puissances dont il renfermerait les relations avec la Pologne, et reservant en outre un VIIIeme et dernier volume pour les actes dont il aurait des copies moins authentiques *a*). C'est ainsi que parut le premier volume sous le titre:

Codex

a) C'est lui qui a eu la part principale à la redaction du recueil, quoique la dedicace au Roi et le Privilège fassent voir, que c'est le *collegium Vilnense Scholarum Piarum* qui s'est chargé de l'entreprise. DOGIEL était membre de ce collège.

a) Voici comme il avait distribué les matériaux qui devaient entrer dans les VIII Volumes:

T. I. P. I. Bohemia, Hungaria, Austria, Dalia, Bavaria, Marchia Brandeburgensis, Respublica Veneta, Saxonia, Gallia, Ducatus Brunswicensis, Hollandia, Transylvania.

P. II. *Provinciae quae olim sub Imperio Polono erant.* Silesia, Pomerania, Marchia nova, Moldavia et Valachia.

Codex diplomaticus Poloniae et M. Ducatus Lithuaniae, in quo pacta, federa, tractatus pacis, mutuae amicitiae subsidiorum, induciarum, commerciorum etc. continentur. Vilnae 1758. fol.

C'est cette séparation des Puissances seule qui peut expliquer d'où vient que le Veme Volume fut publié 1759 le IVeme seulement 1764 tandis que le II, et IIIeme n'ont jamais paru, aussi peu que les VIeme et suivants. Toutefois, ce qui existe de ce recueil est d'un grand prix pour l'histoire des siècles précedens, et n'a pu être consulté par DU MONT et ROUSSET; au reste on y trouve peu de documens de la fin du 17eme et très peu du commencement du 18eme siècle.

Mais outre ce recueil, et outre le petit manuel abrégé et général duquel il a été parlé plus haut p. XXXI; deux petits recueils ont encore

T. II. P. I. Rossia, Turcia, Tartaria Crimensis, Suecia.
P. II. Instrumenta ad negotium summarum Reipublicae Neapolitanarum pertinentia.
T. III. P. I. Lituania.
P. II. Masovia, Russia, Podolia, Terra Belzensis, Praefectura Scepusiensis, Ducatus Severiae, Ducatus Osviecimensis et Zatoriensis.
T. IV. Prussia.
T. V. Livonia.
T. VI. In quo Literae Pontificiae ac Ducum, et regum Poloniae Concordata, Privilegia, Ordinationes, Statuta, Edicta, Rescripta, Mandata, ad ordinem Spiritualem et Res regni ecclesiasticas pertinentia continentur.
T. VII. Iura, libertates et privilegia nec non Statuta et antiquae constitutiones Regni aliaque huius generis monumenta, quae nondum in lucem prodierunt.
T. VIII. P. I. Supplementum codicis Diplomatici.
P. II. Regestum Chronologicum Codicis Diplomatici, cum Indice rerum in eo contentarum.

ont été publiés en Pologne. L'un n'est qu'un abrégé Polonais des traités depuis 1618 jusqu'en 1775 et a paru sous le titre:

J. W. Jezierski Traktaty Polskie z sasiedniemi mocarstwy zawarte od Roku 1618. à Varsovie 1789. 8.

L'autre, plus important, et dont le redacteur a gardé l'anonyme, a pour titre:

Traktaty Konwencye Handlowe y Graniczne, Wszelkie publiczne umowy, miedzy Rzeczapospolita Polska y obcemi Panstwami od Roku 1764 dotad to jest do R. 1791. à Varsowie 1791. T. I. II. 8.

Les traités depuis 1764 jusqu'en 1791 qu'il renferme y sont insérés en entier, en partie en latin ou en français, le reste en polonais. Quelques uns y ont paru pour la première fois.

XI. Pour l'Autriche.

Plusieurs traités modernes de l'Autriche ont été imprimés séparement à Vienne, si non par ordre de la Cour, du moins avec permission ou privilège accordé à son l'Imprimeur. Mais je n'ose pas déterminer quel est le premier traité de ce genre; et le nombre de ces imprimés n'est pas très considerable, de sorte qu'une multitude de traités recens de l'Autriche, nommément avec la Porte repose encore dans les archives, quoiqu'on ne saurait imaginer que la publication de plusieurs d'entre eux pourrait porter préjudice.

Aucun recueil des traités n'a encore paru en Autriche. Ce qu'on trouve de traités dans la grande collection des loix, *Codex austriacus*, et dans les recueils posterieurs des ordonnances des empereurs depuis Joseph II, est si peu de chose,

qu'il n'y a point lieu d'en faire ici une mention detaillée.

Il n'est cependant pas indifferent d'observer, que pour les tems antérieurs à la publication du Corps diplomatique, celui-ci est d'un grand prix, vu les secours que les archives imperiales ont fourni à Mr. DU MONT, et c'est peut être un des points auxquels les libraires Hollandais visaient le plus en le chargeant de la redaction. Monsieur DU MONT dit lui même, dans sa préface, qu'il est redevable de plus de mille pieces à Mr. le Comte DE SINZENDORFF et qu'elles ont été pour la plupart puisées dans les archives de S. M. Imp. *b*). Un grand nombre de ces pièces sont des traités de l'Autriche.

XII. Pour la Suisse.

Quelques traités des Suisses, soit entre eux, soit avec des Puissances étrangères ont été imprimés séparément, entre lesquels le traité perpétuel de paix avec la France de 1516; celui des Cantons entre eux de 1656 sont je crois les plus anciens *c*).

La Suisse en général a deux recueils particuliers de ses traités, mais on y trouve à peine quatre diplomes qui manquent dans le Corps diplomatique. Tous les deux sont du même auteur Mr. JEAN RODOLPHE HOLTZER, quoique dans aucun des deux il se soit nommé.

Le premier n'est qu'un recueil des traités entre la France et la Suisse sous le titre:

Samm-

b) Surtout dans la chancellerie de Cour, dans la chancellerie de guerre, dans les archives de Milan, de Mantoue, de Lorraine.

c) v. HALLER *Bibliothek der Schweizer-Geschichte.* T. V. p. 1402 et 2035.

Sammlung der vornehmsten Bundnussen, Verträgen, Vereinigungen etc. welche die Kron Franckrych mit löblicher Eydgenoſsschaft und dero Zugewandten insgesamt und insbesonders auffgerichtet. Bern 1732. 8.

Il faut joindre à celui-ci non seulement le *traité historique et politique des alliances entre la France et les XIII Cantons depuis Charles VII. jusqu'à present* par Mr. V. G. J. D. G. S. (VOGEL grand juge des gardes suisses) à Paris 1733. 8. mais sur tout un volume des privilèges des Suisses en France que ce même auteur a publié sous le titre:

Privilèges des Suisses accordés aux villes Impériales et Anséatiques et aux habitans de Genéve residens en France par Mr. V. G. J. D. G. S. ouvrage qui d'abord supprimé, a été ensuite imprimé à Iverdon 1770. 4.

L'autre recueil annonce une collection des traités des Suisses tant entre eux qu'avec les puissances étrangères sous le titre:

Die Bundnusse und Verträge der helvetischen Nation, welche theils die unterschiedene Städte und Republiquen mit einander, theils alle insgesamt mit auswärtigen Potentaten haben, alles nach den wahren Originalien zum gemeinen Besten ans Licht gestellt. Bern 1737 in 4to.

Mais on sent qu'un petit volume de 240 pages ne saurait renfermer tous ces nombreux traités que le titre annonce. Plusieurs, même de ceux qui y manquent, se trouvent dans H. J. LEU *allgemeines Helvetisches, Eydgenossisches oder Schweizerisches Lexicon.* T. I – XX. Zurich 1747-1765 in 4to, continué par HOLZALB. T. I – III. Mais tout ceci n'est pas suffisant pour celui qui voudrait étudier à fond l'histoire de la Suisse.

En

En outre le Canton *Bern* a fait imprimer ses capitulations avec les puissances étrangères, nommément avec la Hollande, la France, la Sardaigne en un volume 1764 in 8vo *d*).

De plus il existe une collection particulière des traités conclus par les *Grisons* sous le titre:

Pundtnerische Tractata, enthaltend den Pundts-Brief gemeiner dreyer Pündten insgemein; nach dem wahren Original alle Landesartikle, Satzungen und Reformen: ferner die Erbeinigung mit dem Durchl. Erzhaus von Oestereich etc. Bündtnufs mit dem löblichen Stand Bern, mit der Durchl. Republik Venedig und mit dem löblichen Canton Zürich: Sodann die Allianz mit I. H. M. d. Gen. Staaten etc. aufs neue zusammengetragen und in Druck verfertiget durch ANDREAS PFEFFER, *Buchdruckern.* Chur 1728 in 8vo.

Ce recueil renferme un plus grand nombre de traités que ceux mentionnés sur le titre *e*).

XIII. Pour l'Italie.

Le seul recueil général de diplomes pour l'Italie, que je connaisse, c'est

LUNIG *codex Italiae diplomaticus.* Francof. et Lips. T. I. 1725. T. IV. 1735. fol.

mais ce recueil renfermant toute sorte de diplomes, n'offre qu'un mediocre nombre de traités; et d'ailleurs il est sujet aux mêmes imperfections qui défigurent ses autres recueils diplomatiques, de sorte qu'il doit être consulté avec

d) v. HALLER l. c. T. VI. n. 352. Conf. *Gött. gel. Anzeigen* 1765. 14, 15.

e) v. HALLER l. c. T. VI. n. 1717. Je n'ai point eu en mains ce recueil ni le précédent.

avec circonspection; toutefois il ne laisse pas d'être utile et important.

Je n'entrerai pas ici dans le détail des differens Recueil des bulles etc. du Pape en me contentant de mentionner le

Bullarium magnum Romanum dont les premiers volumes ont été imprimés à Rome 1655; et qui forme aujourdhui 18 volumes in folio; quelque volumineux que cet ouvrage soit, il y manque plusieurs concordats entre le siège de Rome et diverses Puissances de l'Europe, qui sont le point de vue principal sous lequel ce recueil peut être cité ici.

Pour quelques états d'Italie on trouve des recueils de diplomes tel que: F. DEL BORGO *raccolta di scelti diplomi Pisani.* à Pise 1765, qui entre autres renferme aussi quelques traités, mais anciens et en petit nombre.

Pour le Royaume des deux Siciles, où dans les tems plus recens les traités s'impriment séparément d'autorité in 4to, on a commencé à publier un *Codex diplomaticus Siciliae, complectens documenta a primo religionis christianae saeculo ad nostram usque aetatem quem collegit Jo.* DE JOHANNE. T. I. *Panormi* 1743. fol. Mais ce premier volume ne s'étend que jusqu'en 1059, et les 4 suivans qu'on a promis n'ont pas paru. Je ne parlerai point du code apocryphe *d'Airoldi.* L'auteur a été trop publiquement démasqué, pour qu'on aie besoin d'en avertir.

On trouve aussi quelques traités insérés dans les recueils de loix tel que pour la Toscane le *Codice della Toscana legislazione.* Fierenza T. I – XXIII. 8. Mais ce qu'on peut y puiser,

puiser, n'approche pas des matériaux épars dans nombre d'ouvrages historiques et surtout dans ceux de MURATORI, dont les redacteur du Corps diplomatique n'ont pu consulter qu'une très petite partie.

XIII. Pour les Etats-Unis de l'Amérique.

Je ne connois point de recueil particulier des traités de cette nouvelle république, mais outre que plusieurs de ses traités ont été imprimés séparément à Philadelphie en Anglais in octavo, la constitution même de cet état donne lieu à insérer plusieurs de ses traités dans les actes du congrès des Etats-Unis. De ceux-ci il existe un recueil important sous le titre:

The laws of the united States of America. Philadelphia 1799. T. I - IV. 8. qui renferme les actes des 5 premiers congrès depuis 1789; d'ailleurs les actes de chaque session s'impriment séparément in 8vo; mais il n'est pas trop aisé aux étrangers de se les procurer.

* * *

Les recueils particuliers desquels je viens de faire mention ne sont sans doute pas les seuls qui existent; il est probable qu'il y en a qui me sont échappés; mais ceux que je cite suffisent pour faire voir que depuis l'époque où le Corps universel diplomatique a paru, les soins des savans de differens pays ont mis au jour une multitude de diplomes, qui en grande partie appartiennent à l'époque qu'embrasse le Corps diplomatique, et dont les redacteurs de celui-ci n'ont pu profiter; et à ce qui pourrait être tiré de ces recueils particuliers on doit ajouter ce nombre de diplomes dispersés dans une

une multitude d'ouvrages historiques qui ont été publiés après 1739, ou qui ont pu échapper à Mrs. DU MONT et ROUSSET.

En rendant toute la justice qui est due aux soins des redacteurs du Corps universel diplomatique, et à l'importance d'un ouvrage dont le merite est trop reconnu pour avoir besoin de mon éloge, je crois que lorsqu'il s'agit d'examiner jusqu'à quel point ce vaste recueil serait susceptible et demanderait d'être completté, pour l'époque qu'il embrasse, je ne serai pas soupçonné de vouloir deprecier un ouvrage qui existe pour relever l'importance d'un autre qu'on ferait attendre, en me permettant de faire librement les observations suivantes:

1) En général, et par des raisons qui s'expliquent assés par ce qui précède, les redacteurs ont été beaucoup mieux pourvus de traités auxquels l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande, ont eu part, que de ceux qui ont été cimentés entre les Puissances du Nord entre elles, dont une multitude manquent, ou ne sont donnés que par extrait. Cette même observation peut s'appliquer aux traités entre les cantons Suisses dont il manque plusieurs, même de ceux que Mr. SCHMAUSS a donnés dans sa petite collection, de la quelle Mr. ROUSSET aurait pu profiter; on peut en dire autant des traités de plusieurs Etats d'Italie.

2) Tandisque d'après le vaste plan de cette collection on ne s'est pas borné aux traités formels, mais qu'on a voulu donner un corps de droit des gens, ainsi que le titre l'annonce, il aurait fallu donner un plus grand nombre de ces privilèges pour le commerce étranger, si importans non seulement pour l'histoire du com-

commerce du moyen age, mais à une partie desquels on se rapporte encore dans les traités les plus recens. Sur ce point, et même sur celui des traités je ne puis me defendre d'observer, que l'on s'est plutôt occupé de rassembler tout ce que la vaste correspondance des interessés, la protection, la bienveillance procurait, et d'y joindre ce qui se rencontrait déja dans les grands recueils particuliers, que d'étudier les relations particulières pour en trouver la chaine, et pour remplir les lacunes; si seulement on avait toujours notté les traités précédens cités dans les traités posterieurs, on eut decouvert des vuides, qu'en partie il y aurait probablement eu moyen de remplir; aumoins il seroit possible de les remplir aujourdhui.

3) Un bon nombre de traités n'y a été donné que par extrait, tandis qu'il serait possible aujourdhui de les donner en entier.

4) Un nombre d'actes publics a été donné d'après des copies inexactes *f*) et quelques uns se trouvent être absolument fautifs; tel p. *e.* que le traité d'accord entre le Pape et Charles V. de 1527 T. IV. P. I. p. 485, le traité de 1654 entre le Portugal et la Grande-Brétagne T. VI. P. II. p. 82, l'un et l'autre très vicieux; ou comme la prétendue ligue entre l'Autriche et les Suisses de 1517. T. IV. P. I. p. 254, qui n'a jamais existé, et qui n'est qu'une copie fautive de celle de 1511 etc.

5) Que l'impression de quelques actes nommément de ceux qui ont été donnés en espagnol a été

f) Lenglet Dufresnoy *methode p. étudier l'hist.* T V. p. 186. observe que surtout les copies des manuscrits de M Dupuy qu'il a tirées de la bibliothèque de Berlin sont imparfaites, et de même plusieurs de celles tirées du Codex dipl. de Leibnitz.

a été négligemment soignée, en partie au point d'être à peine intelligible p. e. les loix *Sennorio uno* et *mayoria* de 1252. *Supplément* T. I. P. I. p. 101.

Mais, à mon avis, toutes ces observations ne sont point telles qu'elles pourraient faire desirer une nouvelle édition de tout le Corps diplomatique, et plus d'un motif s'oppose à un tel projet, en considérant que

1) la majeure partie des documens est imprimée exactement, puisée à de bonnes sources et tellement propre au plan d'un recueil de ce genre, qu'on ne pourrait que la réimprimer en donnant une nouvelle édition, ou y substituer des variantes peu essentielles *g*); et que ce serait à la fois reproduire une partie considérable de ces collections dans lesquelles les rédacteurs du Corps diplomatique ont abondamment *h*) puisé.

2) Si même on retranchait plusieurs pieces qui semblent être hors d'oeuvre (ce qui toutefois

g) Il me paroit que Mr. LENGLET DUFRESNOY a jugé un peu trop sévérement ce recueil; je ne conçois pas surtout, comment il a pu dire T. V. p. 404, que le Corps diplomatique ne valait pas mieux que le recueil de 1700.

h) En entrant dans un examen plus particulier des pieces qui composent le Corps diplomatique on est frappé de voir combien d'entre elles ont été copiées de LUNIG, de LEONARD et de RYMER. C'est ainsi p. e. que le IVeme Volume du Corps diplomatique renferme en tout (P. I - III. et suppl.) 490 documens entre les quels

264	sont copiés	de LUNIG (dont 155 de son *Reichsarchiv*)
93	— —	LEONARD
43	— —	RYMER
300.		

Dans ce calcul on n'a pas compris ceux qui se trouvent aussi dans ces ouvrages, mais que DU MONT a puisés à d'autres sources. Dans le Vemé Volume il y a sur 613 documens, 119 copiés de LUNIG *Reichsarchiv*, 87 de LEONARD etc.

fois devrait se faire avec beaucoup d'égards pour la diversité des gouts du public, puisqu'autre chose est ne pas faire entrer une piece dans un nouvel ouvrage, autre chose la retrancher dans une nouvelle édition), neanmoins avec ce qu'il faudrait substituer ou ajouter, la nouvelle édition, même en la bornant à l'époque que renferme la précédente, deviendrait plus volumineuse que celle qui existe, et vu le changement des prix des livres, ne pourrait peut être pas se vendre pour le double du prix de la souscription *i*) et pas même pour le prix auquel on peut ordinairement se procurer encore aujourdhui le Corps diplomatique avec tout ce qui est censé en faire partie; que sans doute

3) comme le Corps diplomatique a été cité dans tant et tant d'ouvrage toutes ces citations ne repondraient point à la nouvelle édition, et que tous les moyens qu'on voudrait employer pour y remedier auraient leurs inconveniens. Que cependant

4) la plupart des bibliothèques publiques sont aujourdhui pourvues du Corps diplomatique, et ne seraient pas bien aise d'acheter un nouvel ouvrage couteux, dont la majeure partie serait une doublette; qu'il semble même que le nombre des exemplaires du Corps diplomatique qui se trouve entre les mains des particuliers suffit au besoin de cette partie du public qui est à même

i) Par un avertissement qui se trouve à la tête du VIIeme Volume on voit que le prix de tous les VIII Volumes de DU MONT était pour les souscripteurs 90 Fl. 10 S. d'Hollande, et dans les librairies 125 Fl. J'ignore le prix des Supplémens pour lesquels, je crois, il n'a pas été souscrit; je suppose que dans les librairies il a été d'environ 75 Fl. d'Holl. donc en tout 200 Fl.

même de la posseder, vû que la rareté et le prix du Corps diplomatique ne semblent pas augmenter depuis longtems; ce qui, si toute fois cette observation est juste *k*), pourrait s'expliquer par la considération, que cette espece d'ardeur diplomatique qui semblait enflamer le public à la fin de 17eme siècle s'est refroidie dès longtems, et qu'en parlant des tems les plus recents, si d'un coté le nombre des gens lettrés à augmenté, de l'autre le gout pour l'étude des sources semble avoir diminué, dumoins pour cette partie; surtout depuis que les cours ont substitué les notes aux deductions.

Le seul projet qui pourrait donc entrer en ligne de compte serait de donner quelques volumes de Supplémens au Corps diplomatique assimilés à celui-ci (même quant à la forme externe?). Mais celui qui voudrait s'acquitter duement de cette tache devrait à mon avis

1) embrasser toute l'époque que renferme le Corps diplomatique, aumoins depuis 800 jusqu'en 1735; je ne voudrais point que ces supplémens soient bornés aux derniers siècles; ceux qui ne

k) Il n'est guere possible de verifier cette observation vu que le Corps diplomatique ne se trouve plus en feuilles chès les libraires à un prix fixe; et que le prix des ventes publiques est variable. Mais tant que mon experience peut me guider à cet égard, je crois pouvoir affirmer, que depuis assés longtems il n'est pas difficile de se procurer en Allemagne, une édition complette, et bien conditionée pour 25 à 50 de nos Louis, d'après la beauté de l'exemplaire. (D'hazard on la rencontrerait quelquefois à un prix bien inférieur.) Or si le prix primitif dans les librairies a été pour les 13 Volumes 200 Fl., en y ajoutant pour l'histoire des traités, et pour les negociations de la paix de Munstèr encore environ 50 Florins, ces 250 Florins d'Hollande repondant à peu près à 25 Louis de Prusse, le prix se serait assés soutenu depuis le commencement.

sont avides que de nouveautés, ou de ce qui peut être encore immédiatement appliqué, trouveraient peut être déja le 16eme siècle trop reculé; mais les vrais amateurs de diplomatique voudraient sans doute voir eclairer l'histoire du moyen age surtout depuis l'époque des croisades par des diplomes interessans, tels p. e. que tout recemment Mr. SYLVESTRE DE SAÇY vient de nous en donner un échantillon dans un traité du 13eme siècle entre l'Aragon et l'Egypte, tiré des papiers du Pere BERTHEREAU;

2) substituer des copies exactes et authentiques à celles qui sont ou vicieuses en elles même, ou très-inexactement imprimées;

3) substituer aux extraits les traités entiers;

4) ajouter autant qu'il dependrait de lui les traités qui manquent, en tant qu'ils sont importans, mais sans glaner ces traités de subside, ces armistices, ces capitulations que DU MONT et ROUSSET ont sagement omis, lorsqu'ils n'ont point eu de suites qui pourraient faire desirer de les connaître en entier;

5) ajouter ceux des privilèges accordés aux étrangers en fait de commerce qui manquent dans le Corps diplomatique, et qui appartiennent à l'histoire du commerce étranger;

6) insérer quelques loix qui ont essentiellement influé sur les affaires étrangères; c'est ainsi p. e. que l'ord. de Louis XIV. sur le droit du fret de 1659, l'acte de navigation de la Grande-Bretagne de 1660, le product-placat de la Suède de 1724 auraient du trouver plutôt une place dans le Corps diplomatique, que

nombre

nombre d'arrêts du parlement de Paris sur des objets domestiques;

7) ajouter les loix relatives à la neutralité, émanées, soit du coté des états neutres, soit de la part des puissances belligérantes, et, quant à ces dernières, indépendament de la forme dans la quelle elles sont données, soit celle d'une ordonnance particulière, de déclaration de guerre ou autre.

8) Faire un choix judicieux des octrois pour les grandes compagnies de commerce, puis qu'il ne serait pas à propos de les donner tous, et que ceux qui se trouvent dans le Corps diplomatique sont évidemment insuffisans, dès qu'une fois ils entraient dans le plan.

Je conviens que la question, si les points n. 5. 6. 7 et 8. doivent entrer dans les supplémens, est susceptible à être différemment vue, et jamais redacteur ne satisfera tous les lecteurs, dont les uns trouveront qu'il a donné trop, et les autres trop peu; mais il me semble que ces morceaux servant essentiellement à l'intelligence des traités comme à l'histoire du commerce, devraient être placés dans un si vaste recueil, et que, donnant quelque chose à l'esprit du siècle, on devrait les faire entrer en préférence à des pièces qui ne concernent que le cérémonial.

Les doutes qu'on peut élever à cet égard ne sont pas les seuls à resoudre; je proposerai encore les suivans:

1) Lorsqu'on peut donner une copie plus authentique que celle qui se trouve dans le Corps diplomatique, et que cette copie differe, mais p. e. pas plus essentiellement que celle que j'ai donné p. 449 du present volume du traité du

13 Juin 1721 ne differe de celle qu'on trouve chès DU MONT, doit on la donner ou l'omettre? Il n'est pas faisable de donner une liste des variantes, surtout sans le traité à côté, et cet ouvrage penible serait inutile puisqu'il ne serait pas lû.

2) En convenant qu'on doit supprimer ces traités de subside ephemères, ces armistices, ces capitulations qui n'ont eu qu'un interêt momentané, doit on omettre ou inserer ces conventions faites au sujet du droit d'aubaine, du droit de detraction, de l'extradition des criminels et des deserteurs? p. e. tel que les actes dont j'ai donné un échantillon sous n. 19 du II Volume de ce Supplément relativement à quelques états d'Italie? ces actes ne sont rien pour l'étude de l'histoire, mais, pour celle du droit des gens je ne les considère pas comme indifferens, lors même qu'ils ne sont que passagers; ils ne le sont pas non plus pour ceux qui seraient chargés de rediger des conventions sur de tels objets; mais je crois qu'on n'a pas besoin de les donner tous. En cas douteux j'opinerais pour l'insertion, mais en supprimant les simples cartels faits en tems de paix, s'ils n'ont quelque chose qui soit particulièrement remarquable.

3) Nul doute qu'on ne doive conserver la langue originale des diplomes; mais jusqu'où doit on pousser le soin d'y ajouter une traduction, — quand on peut en donner une publiquement autorisée — quand on ne peut fournir qu'une traduction privée.

On rougiroit d'offrir aux gens de lettres une traduction de traités dressés en *latin;* ceux qui

qui possedent le latin n'auront pas non plus besoin de la traduction des diplomes *Italiens;* la langue *française* est aujourdhui la langue universelle. Pour les originaux dressés dans ces trois langues j'opinerais contre les traductions. Mais quant à ceux dressés en *Espagnol*, en *Portugais*, en *Anglais*, en *Danois*, en *Suèdois*, en *Allemand*, en *Hollandais?*

Feu Mr. DU MONT a supposé la langue Espagnole trop connue pour exiger une traduction; il se peut qu'elle l'ait été davantage de son tems, comme elle l'a peut être été dans des tems beaucoup plus reculés, par le role que jouait alors l'Espagne; il se peut que le gout pour la litterature Espagnole qui, dumoins dans le nord de l'Allemagne, semble avoir augmenté dans les tems les plus reçens, la rende un jour plus générale; mais il me semble que jusqu'ici une traduction des pieces Espagnoles et Portugaises ne serait pas superflue. Je l'ai ajoutée à la plupart des diplomes qu'on trouve dans le present supplément, je l'ai supprimée pour d'autres qui ou n'étaient pas de l'époque à la quelle je me suis borné, à peu d'exceptions près, comme p. les traités de *Tordesillas* et de *Saragosse*, ou ne paraissaient pas assés importans pour l'exiger, comme la déclaration T. I. p. 433.

La langue *Anglaise*, quoique fort repandue dans le nord de l'Allemagne, me parait l'être encore trop peu généralement dans les pays étrangers pour ne pas faire desirer une traduction. Ceci a lieu, encore plus, relativement à la langue *Danoise* et *Suèdoise.*

Quant à la langue *Allemande* il ne peut y avoir de doute, qu'en tant qu'on a égard aux païs étrangers; mais il semble que les motifs qu'a eu Mr. DU MONT de n'y pas joindre des traductions françaises sont renforcés de nos jours, par les progrès que l'étude de la langue allemande a fait dans plusieurs pays étrangers.

Il y aurait un peu plus de motifs de joindre des traductions aux diplomes Hollandais, vu que beaucoup d'allemands même, surtout dans le sud de l'Allemagne, ne lisent pas couramment le Hollandais; il semble que la qualité de ces documens, qui d'ailleurs ne seront pas en très grand nombre, devrait decider.

Ces observations suffiront pour faire voir que je ne méconnais pas les difficultés et les écueils que presente un nouveau supplément à un ouvrage, si justement apprecié que l'est le Corps diplomatique. Aussi, loin de vouloir m'engager à l'offrir au public, je sens que ce que depuis plusieurs années j'ai pu rassembler en bonnes copies de diplomes qui devraient y entrer, ne suffit pas à beaucoup près encore pour former un ouvrage digne d'être mis à coté de celui de Mr. DU MONT; aussi je renoncerois de bon coeur à tout projet de ce genre, si je pouvais esperer de le voir réalisé par un autre, mieux secondé que moi par les circonstances. Mais je ne dissimule point que jugeant qu'un tel supplément serait à desirer, je ne cesserai pas de m'en occuper, sauf le droit de tout autre de me prevenir; le tems que malgré le secours de notre superbe bibliothéque j'ai du sacrifier à la recherche de diplomes, depuis que je m'occupe du droit des gens, me persuade de plus

en

en plus de l'utilité et de la commodité d'un tel supplément.

En attendant qu'il paroisse, j'offre ici au public une petite collection de traités du 18eme siècle, anterieurs à l'époque de la quelle commence mon recueil, et qui manquent dans tous les recueils généraux de traités qui me sont connus. Je n'ai pas donné tout ce que j'aurais pu donner, et ceux qui possedent mon *Guide diplomatique* n'auront point de peine à s'en convaincre; mais j'ai moins encore pu donner tout ce que j'aurais desiré; et je voudrais que ce petit recueil, plus propre à sonder le gout du public qu'à le satisfaire, fut considéré, plutôt comme un appendice à mon recueil qui a été accueilli avec bonté, que comme le commencement d'un supplément aux travaux de Mr. DU MONT et ROUSSET dont on aurait le droit d'attendre d'avantage. Je rendrai un compte plus détaillé des pieces que ces deux volumes renferment, à la tête du second volume, qui s'imprime actuellement.

A Gottingue ce 12 Fevr. 1802.

Recherches sur la vie et les écrits de JEAN DU MONT Baron DE CARELSCROON, redacteur du Corps universel diplomatique du droit des gens.

Il est assés extraordinaire que la memoire d'un homme qui a rendu d'aussi utiles services au public que l'a fait le redacteur du Corps universel diplomatique, qui a occupé une charge honorable, et qui n'est mort qu'en 1727, se trouve tellement obscurcie, qu'après moins d'un siècle on a beaucoup de peine, je ne dirai pas de rassembler toutes les particularités de sa vie privée, mais de determiner seulement, quels sont les écrits qui lui appartiennent, et si à son époque il y a eu ou non encore un autre auteur politique du même nom de famille, avec le quel il doit partager l'honneur de leur redaction. Cependant tel a été le sort de Mr. DU MONT, et quand j'ai desiré rassembler quelques particularités de la vie de cet auteur, très connu de son teme, je me suis vu entrainé dans des recherches, dont j'étais fort éloigné de prévoir l'étendue.

Ce qui fait naitre la difficulté, c'est la prodigieuse variation des auteurs dans l'allegation des ouvrages politiques attribués à DU MONT. Le Pere LE LONG dans sa *bibliotheque historique* a) distingue deux différens DU MONT, auteurs politiques, FRANÇOIS DU MONT et JEAN DU MONT; et les redacteurs des tables de son ouvrage

a) Tant dans l'édition de 1719 que dans celle de 1772.

ouvrage en distinguent même quatre, le Sieur DU MONT, FRANÇOIS DU MONT, JEAN DU MONT et DU MONT Baron DE CARELSCROON, attribuant à chacun d'eux différens ouvrages; LENGLET DUFRESNOY dans sa *methode pour étudier l'histoire* distingue également deux différens auteurs, dont il appelle l'un FRANÇOIS DU MONT; les auteurs du Journal des Savans nomment un JAQUES DU MONT; MORERI dans son dictionaire historique combine les écrits de JEAN et FRANÇOIS sous le nom de JEAN DU MONT, français, mais en renvoyant à cet égard à LE LONG, qui cependant les distingue; enfin entre nombre d'autres auteurs *b*) les uns attribuent à FRANÇOIS DU MONT ce que les autres donnent à JEAN DU MONT, d'après qu'ils ont suivi ou l'une ou l'autre de ces sources, soit en tout, soit en partie.

J'avouerai qu'une autorité aussi respectable que l'est celle du Pere LE LONG, contemporain de DU MONT, m'a longtems fait croire à la distinction entre deux auteurs différens; elle me parut d'autant plus spécieuse, que pas tous les ouvrages attribués à ces deux auteurs sont d'un même genre, et que FRANÇOIS DU MONT est partout annoncé comme refugié français, tandisqu'il me semblait peu probable que JEAN DU MONT, qui a été historiographe de l'Empereur, eut été reformé.

Cepen-

b) Tel que les auteurs du *grand dictionaire universel* de Zedler; SAX dans son *onomasticon* etc. J'ai cru qu'il serait inutile de les alleguer ici en détail; on peut ouvrir au hazard les ouvrages litteraires et les ouvrages historiques pour se convaincre de la singulière variété d'allegations qui y regne sur ce point. Mais elle semble en grande partie deriver d'un petit nombre de sources differentes, comme il arrive fréquemment.

Cependant j'ai commencé à hesiter, quand je m'appercus que quelques ouvrages attribués par LE LONG et autres à FRANÇOIS DU MONT appartiennent évidemment à JEAN DU MONT, rédacteur du Corps diplomatique, et quand je vis que celui-ci devait sa nomination comme historiographe à Vienne au comte PHILIPPE LOUIS DE SINZENDORF, un des hommes les plus éclairés de son tems, ami des protestans et des lettres, et jouissant à Vienne d'un credit sans bornes.

J'ai donc cru ne pouvoir mieux m'approcher de la vérité, qu'en rassemblant et comparant tous les écrits attribués à l'un ou l'autre de ces auteurs, et c'est en grande partie cet examen qui m'a persuadé qu'à cette époque il n'a point existé de FRANÇOIS DU MONT, auteur politique; que les voyages et les differens écrits politiques de la fin du 17.me et du commencement du 18.me siècle attribués soit à FRANÇOIS soit à JAQUES ou au Sieur DU MONT sont tous de la plume de JEAN DU MONT c), historiographe de l'Empereur, rédacteur du Corps diplomatique et qui sur la fin de ses jours fut créé Baron DE CARELSCROON. Mais comme cette assertion générale serait insuffisante pour combattre des autorités aussi respectables et aussi nombreuses, et pour fonder sur elle la narration des principales circonstances de la vie de notre auteur, que je ne puis presque puiser que dans ses propres écrits, je tacherai de mettre la matière en son jour en rangeant ici

c) Il est sans doute plus juste d'ecrire *du* MONT que DUMONT, et lui même il s'est toujours signé DU MONT; mais l'usage tolère une fois la variation à cet égard, et ce n'est pas de là que sont nées les erreurs.

ici d'après l'ordre chronologique les differens ouvrages qui à cette époque ont paru sous le nom d'un Monsieur DU MONT, ou qui, bien qu'anonymes, sont attribués à un auteur de ce nom, en marquant sous chacun de ces écrits la diversité des citations, et mon opinion motivée. Ces écrits, que j'ai tous devant moi, sont les suivans:

1) *Nouveau voyage du Levant par le Sieur D.M.* à la Haye chez Etienne Foulque 1694 in 12. De cet ouvrage, (dont il doit avoir paru une traduction Hollandaise 1695 in 4to), l'auteur publia une seconde édition beaucoup amplifiée (quoique tronquée en d'autres parties) sous le titre:

Voyages de Mr. DU MONT en France en Italie en Allemagne, à Malthe et en Turquie. à la Haye chès Etienne Foulque et François l'Honoré. 1699. T. I – IV. in 12.

Les mêmes traduits en Hollandais sous le titre:

Reyzen van den Heer DU MONT door de grootste gedeeltens van Europa en Asia. te Utregt 1699 in 4to.

Ni les deux éditions françaises ni la seconde traduction Hollandaise *d*) n'expriment le nom de bâteme. LE LONG et LENGLET DUFRESNOY attribuent cet ouvrage au Sieur DU MONT sans s'expliquer si c'est à FRANÇOIS ou à JEAN. MORERI l'attribue à JEAN, de même SAX dans son *Onomasticon*, P. V. p. 437, mais j'ai déja dit pourquoi sur ce point je ne me prévaudrai point de

d) A la tête de la traduction Hollandaise de 1699 on trouve une longue épitre en vers Hollandais à l'éloge de Mr. DU MONT et de son ouvrage; mais son nom de bâteme y manque.

de l'autorité de ces derniers. Cependant il y a un autre moyen d'eclaircir le doute, en passant d'abord à l'ouvrage suivant

2) *Memoires politiques pour servir à la parfaite intelligence de l'histoire de la paix de Ryswick par Mr.* DU MONT. à la Haye chès François l'Honoré et Etienne Foulque. 1699. T. I – VI. in 12. dedié à D. *Quiros* ambassadeur d'Espagne *e*).

Cet ouvrage qui a paru à la même époque que la seconde édition du précédent est *du même auteur* que les voyages. C'est ce qu'une lettre de BAYLE à Mr. *** en date de Rotterdam du 4 Decembre 1698 *f*), met hors de doute: elle porte: *il paroit une seconde édition fort augmentée du voyage de Mr.* DU MONT. *Ce Monsieur* DU MONT *vient de publier aussi quelques traités politiques servans à l'intelligence de la paix de Ryswyk.* Ce temoin est, je crois, irrécusable.

Il ne s'agit donc que de savoir, si c'est à JEAN ou à FRANÇOIS DU MONT qu'on doit attribuer ces *memoires politiques*. LE LONG et LENGLET DUFRESNOY l'attribuent expressément à FRANÇOIS DU MONT, MORERI, SAX etc. à JEAN DU MONT. BAYLE ne s'en est pas expliqué, mais ses libraires ont mis dans la table des matières, en renvoyant à la lettre sus-dite, MONT (FRANÇOIS DU).

Je ne balance point d'affirmer que ces memoires sont de JEAN DU MONT et que l'allegation

e) L'épitre est du 1 Octobre 1698 et il paroit que l'ouvrage a déja été publié vers la fin de cette année, quoique le titre porte l'année 1699.

f) *Oeuvres diverses de* BAYLE, édition de 1731. T. IV. p. 771. n. 221.

gation du nom FRANÇOIS est erronée; d'abord c'est une erreur manifeste de LE LONG et de LENGLET DUFRESNOY d'avoir indiqué ce nom comme exprimé sur le titre, tandis qu'il l'est aussi peu sur le titre, qu'au bas de la dédicace, aussi peu dans les memoires de la paix de Ryswik, que dans les voyages, où partout on ne lit que le simple DU MONT. D'un autre côté en lisant la longue épitre dedicatoire des memoires politiques à l'Ambassadeur d'Espagne, on y reconnait sans peine ce JEAN DU MONT qui a tiré tant de pièces de la Chancellerie de l'Ambassade Espagnole à la Haye, insérées dans la suite, tant dans son recueil de 1710, que dans le Corps diplomatique, et qui dans la préface à ces mêmes memoires annonce qu'il posséde déja 400 pièces, la plupart non encore imprimées, et qu'il destine un jour a en former un recueil, comme il l'a fait en partie dès 1710. Aussi en admettant que le nom FRANÇOIS, est supposé, tandis qu'il ne se trouve pas là où on l'annonce, il n'y aurait aucun motif de chercher pour ces memoires un autre auteur que JEAN DU MONT, comme leur redaction est une occupation si analogue à celle à la quelle cet auteur s'est principalement voué dans la suite; et puisque je ferai voir incessament que dans deux autres ouvrages le prétendu nom de FRANÇOIS est évidemment substitué au vrai nom de JEAN DU MONT, savoir dans le recueil de 1710 et dans les *soupirs de l'Europe*, ce n'est pas trop hazarder que d'admettre la même erreur, d'ailleurs aisée à expliquer *g*) touchant les *memoi-*

g) Je n'entreprendrai point de decider positivement d'ou ce nom François est venu, mais il y a plusieurs façons dont

memoires politiques. De plus, on doit observer, que LENGLET DUFRESNOY attribue ces memoires au même FRANÇOIS DU MONT duquel, en lui prêtant aussi le nouveau recueil de 1710, il dit qu'il est mort à Vienne, où il avait été attiré par le comte DE SINZENDORF. C'est donc évidemment de notre JEAN DU MONT dont il veut parler, comme on le verra par la suite, et l'erreur ne touche que le nom de batême.

Toutefois, ne cherchant pas à séduire le lecteur, mais à démêler la verité, je dois lui presenter encore un doute qui m'a frappé; c'est que ces memoires ne sont pas une seule fois cités dans le Corps diplomatique, quoique le nombre des traités qu'ils renferment, depuis 1641 jusqu'en 1676, aurait pu y donner lieu; qu'ils sont aussi peu cités dans le recueil de 1710, et que la seule fois où je les trouve allegués dans les ouvrages posterieurs de Mr. DU MONT, c'est dans sa *modeste recherche sur les causes de la presente guerre*, où il les cite *h*): les *memoires pour servir à la paix de Ryswic*; on dirait que JEAN DU MONT a boudé FRANÇOIS puis qu'il ne le cite jamais, tandisque nombre d'auteurs aiment à être cités, surtout à s'alleguer eux mêmes. Cependant je crois que ce doute spécieux n'est pas sans replique, en considérant, que les memoires politiques ne renfer-

dont on peut se l'expliquer; soit par la similitude des lettres initiales lorsqu'elles sont écrites en français, soit par le double sens du mot françois même, qui a pu faire confondre le nom d'avec le pays de l'origine. Au reste on sait combien aisement des erreurs de ce genre commises pas un seul auteur se copient par d'autres. LE LONG lui même n'a pas pu prendre en main chaque livre qu'il cite, il a du souvent copier.

h) p. 6. note *c*.

renferment les traités que dans une traduction française, et qu'une partie d'entre eux ne s'y trouve que par extrait; il était peu naturel de citer ces derniers dans le Corps diplomatique; il pouvait paraitre peu essentiel d'y citer une traduction française, lorsqu'il y donnait les traités en langue originale; et quant à ceux qu'il avait d'une si bonne source que les Protocoles de l'ambassade d'Espagne, il aimait sans doute mieux alleguer celle-ci, que ses mémoires déja imprimés; ce même motif pouvait l'engager, en publiant son recueil 1710, à passer sous silence ces mémoires, imprimés il y a peu d'années, d'autant plus que ce recueil ne devoit renfermer principalement que des pièces qui n'avoient pas encore parues *i*); enfin en les citant une fois dans un autre écrit, il ne pouvoit pas les y appeller *mes* memoires, puisqu'il n'en avait été que le redacteur. Non obstant ce doute je ne balance donc pas d'affirmer, que le redacteur du Corps diplomatique est aussi celui des mémoires pour la paix de Ryswik, et par consequent auteur des voyages au Levant. Je passe

3) à la *recherche modeste des causes de la presente guerre en ce qui concerne les Provinces-Unies. à la Haye chés Guillaume de Voys* 1703 in 12.; l'auteur ne s'est pas nommé sur le titre de cet écrit mais sa dedicace aux Etats Généraux est signée DU MONT. Cet ouvrage est cité par

LE

i) L'auteur lui même favorise cette explication en disant dans la préface au recueil de 1710, qu'il ne citerait point les sources des pièces publiques qui ont paru depuis 8 ou dix ans chés tous les libraires, et se trouvent dans tous les Journaux historiques, puisqu'il y *auroit eu de l'affectation à citer l'un plutôt que l'autre.*

LE LONG une fois sous le titre: *memoires de FRANÇOIS DU MONT sur la guerre presente.* à la Haye 1703 in 12.; une autre fois sous le titre *recherche modeste* etc. par Mr. DU MONT *k*). LENGLET DUFRESNOY *l*) le cite positivement comme de FRANÇOIS DU MONT. On peut faire sur cet écrit la même observation que sur les précédens, savoir que l'allegation du nom FRANÇOIS, comme exprimé sur le titre, est *indubitablement* une erreur, qui, chès LE LONG, n'est pas le fruit de recherches particulières, tandis qu'il cite une fois cet écrit sous le nom FRANÇOIS DU MONT, une autre sous celui de DU MONT; et si on se persuade, que les mémoires pour servir à la Paix de Ryswic sont de JEAN DU MONT, ou peut ajouter encore, qu'il est peu probable qu'à la même époque et presqu'à la même année il ait existé deux auteurs politiques du même nom à la Haye, tandisque les journaux politiques de ce pays ne citent toujours qu'un seul, sous le nom général de DU MONT. Cette derniere observation me disposerait déja d'attribuer également à JEAN DU MONT la part qu'un auteur de ce nom a eu

4) aux *lettres historiques* publiées à la Haye depuis 1692, et dont LENGLET DUFRESNOY attribue la redaction jusqu'à l'an 1710 à Mr. DU MONT *m*) sans exprimer un nom de baptême, si Mr. LAMBERTY ne levait tout doute en assu-

k) Dans le répertoire de LE LONG T. V. on range cet écrit sous DU MONT *Baron* DE CARELSCROON.

l) *Methode pour étudier l'histoire.* T. IV. p. 359. éd. in 4to.

m) *Methode pour étudier l'histoire.* T. III. p. 63. éd. in 4to. (Toutefois je crois qu'on doit excepter les premiers mois de l'année 1692, puisqu'alors il n'était pas encore à la Haye.)

assurant *n*) que les *lettres historiques* et les *soupirs de l'Europe* sont du même auteur; et on verra bientôt que ceux-ci sont de JEAN DU MONT.

Je viens à un ouvrage à l'égard duquel l'erreur de LE LONG et de LENGLET DUFRESNOY est manifeste.

5) *Nouveau recueil de traités d'alliance, de trêve, de paix, de garantie et de commerce etc. depuis la paix de Munster jusqu'à l'année 1709 recueillis et publiés par le Sieur J. DU MONT.* Amsterdam chès François l'honoré 1710. T. I. II. in 12.

LE LONG attribue expressément ce recueil à FRANÇOIS DU MONT *o*); de même LENGLET DUFRESNOY *p*). Cependant ici l'erreur est palpable, en considérant que sur le titre même on lit J. DU MONT *q*) et que notre auteur a cité plus de vingt fois ce recueil dans son Corps universel diplomatique sous le nom de *mon* petit recueil, ou *ma* petite collection *r*). Je n'ai donc pas besoin de recourir à un argument secondaire, savoir que ce recueil est dedié à Mr. le comte PHIL. LOUIS DE SINZENDORF, le grand

 pro-

n) LAMBERTY *memoires* T. VII. p. 250.

o) *Bibl. historique*, T. III. n. 29194.

p) T. IV. p. 355. éd. in 4to.

q) Si l'on demande d'où vient que dans ce recueil l'auteur s'est nommé J. DU MONT et dans les précedens ouvrages simplement DU MONT, je crois pouvoir y repondre, que l'auteur étant français, était accoutumé à cette maniere qui malheureusement pour l'etude de la littérature était si usitée en France, de ne citer que le nom de famille, et qu'un plus long séjour en Hollande a pu lui faire sentir l'avantage de se distinguer de tant d'autres DU MONT qui après 1685 avaient été dispersés dans les pays étrangers.

r) v. p. e. T. VII. P. I. p. 96. n. 1; p. 151. n. *) etc.

protecteur de JEAN DU MONT. Je puis en dire autant

6) de l'écrit qui a pour titre: *Les soupirs de l'Europe à la vue du projet de paix contenu dans la harangue de la Reine de la Grande-Bretagne à son Parlement.* 1712 in 12. Cet écrit anonyme est aussi attribué expressément à FRANÇOIS DU MONT par Mr. LE LONG *s*). Cependant il est très avéré qu'il appartient à JEAN DU MONT, ainsi que la *pierre de touche t*) qui l'a suivi. Mr. ROUSSET, auteur contemporain et temoin irrécusable, dit nommément *u*) que *les soupirs de l'Europe sont de Mr. DU MONT Baron DE CARELSCROON historiographe de S. M. Imp. auteur du grand recueil des traités.* Je n'ai donc pas non plus besoin de recourir à un argument secondaire, savoir que cet écrit a été dressé sous la dictée du comte DE SINZENDORF *x*).

7) *Batailles gagnées par le Prince Eugène de Savoye depeintes et gravées par J. HUCHTENBURG avec des explications par J. DU MONT conseiller et historiographe de S. M. Imp. et Catholique.* à la Haye 1725 forme d'atlas *y*). Le titre indi-

s) *Bibl. historique*, T. III. n. 31129.

t) Aux *soupirs de l'Europe* on opposa une *reponse de Monsieur le Marquis* *** etc. à Cologne 1713. DU MONT repliqua sous le titre: *La pierre de touche de la lettre à Mr. le Marquis de* ***; ensuite parut *reponse de Mr. le Marquis* *** *à l'orfevre sur sa pierre de Touche* etc.

u) *Recueil des memoires.* T. II. p. 309.

x) LAMBERTY *memoires.* T. VII. p. 250.

y) Je n'ai pas devant moi cette première édition, mais il certain qu'elle a paru 1725, c'est par erreur que le *Journal de Trevoux* de 1720. P. L. p. 5. l'allegue sous 1720 et d'autres sous 1721. De cet ouvrage, que les estampes et les plans font estimer, il a paru une seconde édition que j'ai en mains; sous le titre: *histoire mili-*

indique suffisament son auteur, et personne n'attribue cet ouvrage à un FRANÇOIS DU MONT, mais, comme si notre auteur n'eut pu rien écrire qui ne lui fut disputé, les auteurs du Journal des Savans z) l'appellent JAQUES DU MONT; l'identité de la personne est manifeste et l'erreur s'explique par l'égalité des lettres initiales; il serait inutile de s'y arrêter.

8) *La verité du fait, du droit et de l'intérêt de tout ce qui concerne le commerce des Indes établi aux Pais-Bas autrichiens par octroi de Sa Majesté Impériale* etc. Cette déduction anonyme pour la compagnie d'Ostende est expréssement attribuée par Mr. ROUSSET *a*) à Mr. DU MONT Baron DE CARELSCROON historiographe de la Cour Impériale, et cella là dumoins ne lui est disputée par personne, que je sache.

9) *Analyse du traité d'Hannovre* (1725). Cette analyse est aussi attribuée par Mr. ROUSSET au *Baron DE CARELSCROON mieux connu sous le nom de DU MONT historiographe de S. M. Imp. auteur des soupirs de l'Europe lors de la Paix d'Utrecht et auteur du grand recueil des traités b)*; il n'y a point de diversité d'opinion à cet égard; cet écrit n'est pas cité par LE LONG, ni par LENGLET DUFRESNOY.

10) *Le Corps universel diplomatique*, à l'égard duquel il n'y a aucun doute qu'il n'ait été

 prin-

militaire du Prince Eugène par Mr. DU MONT *Baron* DE CARELSCROON *historiographe de S. M. Imp.* augmenté d'un supplément par Mr. ROUSSET. à la Haye T. I. II. 1729. T. III. 1747, forme d'atlas.

z) Année 1726. p. 386.

a) *Recueil de memoires*, T. II. p. 85; cette déduction y est insérée T. III. p. 24.

b) ROUSSET *Recueil de memoires*. T. II. p. 389.

principalement *c*) redigé par notre auteur, dont les noms et les qualités se trouvent suffisament exprimés sur le titre *d*).

Je conclus donc par tout ce qui précede, que Mr. JEAN DU MONT Baron DE CARELSCROON, Ecuyer, Conseiller et historiographe de S. M. Impériale et Catholique, indubitablement auteur du *Corps diplomatique*, *de l'analyse du traité d'Hannovre*, *de la verité du fait*, *de l'histoire des batailles du Prince* EUGENE, *des Soupirs de l'Europe*, *du recueil des traités de* 1710, *d'une partie des lettres historiques*, l'est aussi de la *modeste recherche sur les causes de la guerre*, des *memoires politiques pour servir à l'intelligence de la paix de Ryswik* et par consequent aussi des *voyages en Italie et au Levant*; qu'il est tems de rayer le prétendu FRANÇOIS DU MONT de la liste des auteurs politiques, et qu'on doit retablir notre JEAN DU MONT dans tous les droits que par ses differens ouvrages il s'est acquis au souvenir et à la reconnoissance de la posterité. C'est en partant de cette démonstration que je tacherai de donner actuellement quelques circonstances de sa vie, puisées en grande partie dans ses propres écrits.

JEAN

c) Je dis *principalement*, car on a vu par ce qui est dit plus haut, que les libraires Hollandais se sont aussi mêlés de la redaction, et n'ont pas, je crois, rendu l'ouvrage meilleur.

d) Outre les ouvrages dont j'ai fait mention, je trouve encore cité dans LE LONG comme un ouvrage de Mr. DU MONT: *histoire du droit de barrière des Provinces-Unies*, qui serait aussi ajoutée à une édition des *memoires de la Torre*, imprimée à Londres 1749. T. I. II. in 8vo. Je n'ai point vu cette dernière édition, et je ne connois point cette histoire du droit de barrière; je suis fort tenté de croire que sous ce titre on a entendu la *recherche modeste* de 1703 qui renferme l'histoire du droit de barrière.

JEAN DU MONT nacquit en France 1666 *e*). Il entra au service militaire *f*) et suivit les armées du Roi dans le Palatinat et dans la Suabe 1689. Mais aiant parlé un peu trop librement contre les horreurs que les Français commirent alors dans le Palatinat, et trop vanté la conduite de Guillaume III. leur ennemi, il fut soupçonné d'être l'espion de celui-ci, arrêté par ordre du comte DE MARSIN commandant de la Brigade, et conduit prisonnier à Strasbourg

e) Le *Baron* DE OMPTEDA *Litteratur des Völkerrechts.* T. II. p. 457. fixe cette année de sa naissance, mais il n'a point cité son autorité; je n'en ai aussi d'autre que la sienne. Ses *voyages* prouvent qu'il était français, mais je cherche envain le lieu de sa naissance, et je crois qu'il serait difficile de retablir sa généalogie, vu qu'il y a eu tant de familles de ce nom dans differens pays. Il y a une famille DU MONT de très ancienne noblesse dans le pays des Grisons, de la quelle LEU dans son dictionnaire de la Suisse (art. MONT) donne une ample généalogie depuis le 15eme siècle; mais ce n'est pas d'elle que descend notre auteur. Il y a eu des DU MONT à Genève dont une branche s'est éteinte à la fin du 17eme siècle, l'autre a passée en Allemagne; mais rien ne m'autorise à le faire descendre de celle-ci. Il y a eu des DU MONT en France, entre les quels on distingue ce NICOLAS DU MONT DE SAUMUR auquel on attribue le *discours sommaire du regne de Charles IX.* Paris 1574. 8. mais est ce de lui que descend notre auteur? je l'ignore. Après la revocation de l'édit de Nantes plusieurs DU MONT français ont passé dans les pays étrangers, tel que notre auteur en Hollande, et plusieurs autres en Allemagne qui se sont établi à Bronswic, à Mayence etc. D'autres sont ou restés ou rentrés en France, tel que Mr. DU MONT, contemporain de notre, connu par ses *memoires sur la Louisiane;* tel que Mr. DU MONT avocat au Parlement etc. qui a remporté deux fois (1775 et 1776) des prix proposés par l'academie des inscriptions et belles lettres (v. Mémoires de l'acad. T. 40. p 3. T. 42. p. 2.) et qui d'après Mr. BOUCHAUD (*théorie des traités de commerce* p. 35.) a composé une dissertation manuscrite sur *l'origine de la Hanse teutonique* etc.

f) Par la dédicace de ses voyages 1694 il *semble* qu'il avait le grade de capitaine.

bourg *g*). Là en ouvrant ses coffres on y trouva un livre de pseaume qui decouvrit qu'il *avait* été *h*) Huguenot. Cependant il fut remis en liberté après 15 jours, mais cette prison *le degouta du service de France et il resolut tout de bon d'aller croitre le nombre des refugiés i*); et ne voyant jour d'obtenir un passeport pour Genêve, il passa en Italie et s'embarqua le 26 May 1690 de Malthe pour la Turquie. Il semble toutefois qu'il n'a pas deserté, mais obtenu un congé limité; dumoins se presenta-t-il à Constantinople à l'Ambassadeur de France Baron DE CHATEAU-NEUF duquel il fut bien reçu *k*). De-là il se rendit à Smyrne où il se mit sous la protection, non du Consul de France, mais de Mr. HOCHEPIED Consul d'Hollande, auquel il communiqua son *dessein l*) et qui le reçut et le logea chès lui. Après quelque séjour à Smirne il passa à Venise, d'où sa dérniere lettre est datée d'Avril ou May 1692 *m*). Enfin après avoir traversé l'Allemagne il arriva à la Haye environ au mois d'Août 1692.

C'est

g) Toute cette anecdote de son arrestation se trouve dans la première édition de ses voyages p. 21; elle est supprimée dans la seconde de 1699, comme bien d'autres choses.

h) DU MONT dit expressement qu'on vit qu'il *avoit été* Huguenot. Sans doute qu'il l'étoit encore, mais qu'il se faisait passer publiquement pour catholique. L'a-t-on pris pour tel dans la suite à Vienne? je l'ignore.

i) Ce sont ses propres paroles; voyage éd. de 1694. p. 23.

k) Voyage éd. de 1694. p. 164. de 1699. T. II. p. 64.

l) Voyages 1694. p. 272.

m) Dans l'édition de 1694 de ses voyages elle est datée du mois de May; dans celle de 1699 elle est datée du mois d'Avril 1692, et sa lettre de la Haye où il marque son arrivée, du -- Août 1692. Ces dates, peu exactes, approchent dumoins probablement de la verité.

C'est là qu'il publia 1694 ses voyages en forme de lettres (voyés n. 1.) en un volume, et les dédia à Mr. G. DE SCHUYLENBURG *conseiller et greffier du conseil de S. M. Britannique.*

Depuis il se jetta dans l'étude de l'histoire et de la politique *n*), et cultivant les membres du Corps diplomatique à la Haye, il semble s'être particuliérement attaché à Mr. BOSE ministre de l'Electeur de Saxe, Roi de Pologne, pour le congrès de Ryswik, et à D. QUIROS ambassadeur d'Espagne pour le même congrès.

Peu après la signature de la paix de Ryswik il publia 1698 une nouvelle édition de ses voyages fort amplifiée *o*) en IV Volumes in 12. (voyés n. 1), dediée à Mr. BOSE; et dans la même année, parurent ses memoires politiques pour servir à l'intelligence de la paix de Ryswik (n. 3) dediés à D. QUIROS. On sait que ces memoires n'embrassent encore que les années 1641 jusqu'en 1676 pour servir d'introduction aux affaires qui ont amené la paix de Ryswik. L'auteur promit la continuation de l'ouvrage, mais j'ignore ce qui l'a detourné de l'accomplissement de sa promesse; ce n'est pourtant que 8 ans après que MORTIENS, qui déja alors avait publié les actes et memoires de la paix de Nimegue, publia aussi 1707 ceux de la paix de Ryswik; il aurait donc eu le tems pour ne

n) Préface aux memoires politiques pour l'intelligence de la paix de Ryswik.

o) La première édition de 1694 est charmante, mais celle de 1698 est farcie d'une multitude de choses, vraies ou fausses, puisées dans d'autres ouvrages que probablement il avoit lus depuis; ce qui a fait douter plusieurs personnes s'il avait été jamais au Levant, quoique ce doute soit sans fondement; voyés LUDEKE *Beschreibung des Türkischen Reichs.* T. II. p. 160.

pas se laisser prévenir. La mort de Charles II. et la guerre peu après survenue des Provinces-Unies contre l'Espagne, en privant Mr. du Mont des relations avec l'Ambassadeur Espagnol, lui offrit l'occasion d'exercer sa plume en faveur des Provinces-Unies contre l'Espagne et la France. C'est ce qu'il fit avec beaucoup de succès dans sa *modeste recherche sur les causes de la presente guerre*, 1703 (n. 3.) qui est peut-être un de ses meilleurs écrits. Il le dédia aux *Etats-Généraux*, desquels il semble qu'à cette époque il avait une pension *p*).

Peu d'années après, le comte Phil. Louis de Sinzendorff fut envoyé 1706 en Hollande comme Ambassadeur de l'Empereur, et quoique je ne saurais déterminer si c'est à cette première mission, ou à la seconde de 1709 pour le congrès de Gertruydenburg que Mr. du Mont est entré en relations avec cet Ambassadeur, au quel il a eu tant d'obligations dans la suite *q*), il est probable que c'est dès 1706;

p) Dans son épître dédicatoire il leur dit: Chacun doit contribuer — au bien commun. C'est l'obligation indispensable de tous les Sujets de l'Etat, et particulièrement de ceux qui n'étant pas nez tels, ne le sont devenus que par grace. Je suis de ce nombre, Messeigneurs, et votre bonté pour moi a été si grande que Vous avès bien voulu joindre en ma faveur *la libéralité à la Protection; en sorte qu'il ne se passe jour de ma vie que je n'en ressente les effects.*

q) Comme ce ministre a eu une influence marquée sur le sort de notre auteur, j'insererai ici le suivant abrégé de la vie de cet illustre negociateur, puisé en grande partie dans le grand dictionaire universel, T. XXXVII. art. Sinzendorff; Philippe Louis *Comte* de Sinzendorff n'acquit le 26 Décembre 1671. D'abord destiné à l'eglise, il embrassa 1687 l'état militaire à la mort de son frère, et servit avec distinction dans plusieurs campagnes en Italie et dans les Pays-Bas; il fut nommé ensuite chambellan de l'Empereur Leopold qui dès l'année

1706; l'épitre par la quelle il fait hommage au comte DE SINZENDORFF de son petit recueil de

l'année 1694 l'employa à une mission près l'Electeur de Bavière, alors gouverneur des Pays-Bas espagnols. Il fut nommé Conseiller aulique 1695. Après la paix de Ryswik l'Empereur l'envoya 1699 en qualité l'Ambassadeur à Paris; la rupture survenue 1701 le fit rappeller. Depuis il suivit 1702 Joseph Roi des Romains pour assister au siège de Landau. Après la prise de cette place il fut envoyé comme commissaire à Liège pour y organiser un nouveau gouvernement, à la place de celui du Prince evèque, archevèque de Cologne, mis au ban de l'empire; de là il se rendit à Limbourg où il reçut l'hommage au nom de Charles III. Roi d'Espagne. Aiant suivi de nouveau le Roi des Romains 1704 au camp près de Landau, il signa le 7 Nov. le traité d'évacuation de la Bavière avec les deputés de l'electrice. Après son retour à Vienne le nouvel Empereur Joseph succédant 1705 à Leopold le confirma dans sa dignité de Conseiller privé, et le nomma Grand Chancelier de la Cour, et peu après protecteur de l'Academie Imperiale des arts et des sciences. Il fut envoyé pour la première fois en Hollande 1706 pour presser les puissances maritimes de continuer la guerre, en dépit des propositions de la France; et aiant reussi dans le but de sa mission il revint peu après à Vienne. Envoié une seconde fois en Hollande 1709, quand la France avait de nouveau sollicité la paix, il y signa conjointement avec le Prince Eugène les préliminaires du 8 May, resta à Gertruydenburg durant le congrès qui y fut assemblé, y termina avec les Puissances du Nord l'affaire de la neutralité et retourna en May 1710 à Vienne, où l'Empereur le recompensa amplement de ses services par deux seigneuries. C'est encore vers la fin de la même année qu'il fut envoyé une troisième fois à la Haye pour raffermir les sentimens des Puissances maritimes. Après la mort de l'Empereur Joseph il fut rappellé 1711 et après un séjour abrégé à la diète d'election de Francfort, il revint à Vienne, d'où l'Imperatrice Eleonore alors régente des états autrichiens l'envoya à Milan pour assister Charles VI. de ses conseils, qu'il accompagna peu après à Francfort, lors du couronnement. De là le nouvel l'Empereur l'envoya comme son plénipotentiaire, en Hollande 1712 pour assister en son nom et comme premier Ambassadeur Imperial au Congrès d'Utrecht. De retour à Vienne 1713 il travailla constament dans le Cabinet comme Ministre intime des Conferences, et eut une part distinguée aux affaires les plus importantes, tant internes qu'étrangères. Il fut

nommé

de traités publié 1710, semble annoncer de plus anciennes relations; mais probablement elles sont devenues plus intimes pendant la mission de ce même Ambassadeur pour le congrès d'Utrecht 1712; au moins c'est sous la dictée de ce ministre qu'il écrivit alors les *soupirs de l'Europe sur le projet de paix*, et les autres brochures qui ont suivi ce livret.

C'est probablement du congrès de Gertruydenburg et d'Utrecht que Mr. DU MONT parle en disant, dans la préface au Corps diplomatique, que ses occupations ordinaires lui ont donné quelque part en plusieurs grandes negociations; mais j'ignore quelle est cette part qu'il a pu y avoir sous main, et ce point n'est guere susceptible à être éclairci.

La cour de Vienne ayant le projet de faire écrire une histoire de la guerre de succession d'Espagne, ou particulièrement des campagnes du Prince EUGENE, le comte DE SINZENDORFF jetta

nommé 1721 directeur de la nouvelle compagnie de commerce d'Orient à Vienne, concourut à la signature des traités de Vienne de 1725 avec le Duc de Ripperda, de même 1726 à celle de l'accession de l'Autriche au traité de 1724 entre la Suède et la Russie, et de l'Alliance du 6 Août avec la Russie. Il fut envoyé 1728 comme premier plénipotentiaire de l'Empereur au Congrès de Soisson, d'où il retourna au mois de Nov. 1729. Depuis il fut membre de la commission établie 1754 pour examiner les griefs des protestans en Hongrie, negocia et signa 1735 avec M. de la Baune les préliminaires de la paix de Vienne, la convention d'exécution de 1736 avec M. du Theil, conseilla la signature de la paix de Belgrade peu avant la mort de l'Empereur Charles VI, et mourut à Vienne le 9 Fevrier 1742, après avoir glorieusement servi quatre chefs differens de la maison d'Autriche, Leopold, Joseph I, Charles VI. et Marie Therese. Ce n'est pas le seul point de vue sous le quel on peut le comparer à son successeur dont il semble avoir eu tous les talens, sans en partager les singularités.

jetta les yeux sur Mr. DU MONT, qu'il crut mieux que tout autre en état de remplir cette tache, et c'est là ce qui est devenu le plus proche motif de l'attirer à Vienne, en lui donnant le titre de Conseiller et d'historiographe de S. M. Impériale. J'ignore en quelle année il a passé dans cette qualité à Vienne, mais il est probable qu'il y était déja, lors qu'environ 1716 il commença à s'occuper de la redaction du Corps diplomatique, dont il dit dans la préface qu'il presenta d'abord le plan au comte DE SINZENDORFF, sous les ordres duquel il était rangé, et à l'approbation et à la protection duquel il avoue être redevable de tant de pièces qui sont entrées dans ce recueil.

Ce travail ne lui fit pas oublier son devoir principal d'écrire l'histoire des campagnes du Prince EUGENE, et il est probable que le grand nombre des gravures qui furent faites en Hollande pour cet ouvrage est la cause de ce qu'il n'a paru qu'en 1725 (n. 7). Si les français ont reproché à Mr. DU MONT d'avoir attribué au Prince EUGENE la victoire dans deux batailles en Italie savoir de *Luzzara* et de *Cassano* dont l'honneur serait dû au Duc de VENDOME, Sa Majesté Impériale semble avoir temoigné sa satisfaction à l'auteur, en le créant en la même année Baron DE CARELSCROON; je n'oserais cependant décider s'il était redevable de cette recompense plutôt à ces explications historiques, qu'aux deux écrits qu'il redigea la même année, l'un sur la fameuse compagnie d'Ostende qui a exercé tant de plumes r), et dont il tacha de prouver la légitimé dans sa déduction *la verité du fait* etc. (n. 8), l'autre, l'analyse du traité

r) v. OMPTEDA *Litteratur des Völkerrechts.* p. 600.

traité d'Hannovre (n. 9). Ce dernier écrit qui a fait beaucoup de sensation, quoiqu'il ait été victorieusement réfuté *s*), semble avoir été un de ses derniers ouvrages. Il eut très-probablement encore la satisfaction de voir paraître les 4 prémiers volumes de son Corps universel diplomatique *t*), quand peu après il fut attaqué d'une maladie de la quelle il previt qu'elle le mettrait au tombeau *u*). Il mourut le 13 May 1727 *x*), agé de 61 ans. J'ignore s'il a été marié et s'il a laissé des enfans; je doute qu'il ait laissé un fils, ne trouvant après lui aucun Baron DE CARELSCROON de création Impériale. — Je laisse à d'autres le soin d'écrire la vie de son continuateur Mr. ROUSSET.

s) Sous le titre: *Remarques sur l'analyse* du traité d'Hannovre; cette reponse est de JEAN GODEFROI DE MEYERN redacteur de la grande Collection des actes de la paix de Westphalie. Ces deux pièces et plusieurs autres sur le même objet sont inserées dans ROUSSET *recueil des memoires.* T. II. p. 501 - 410.

t) MORERI dit qu'il mourut pendant l'impression des 4 premiers volumes; mais ceux-ci étant tous datés de 1726 et distribués au moins dans les premiers mois de l'année 1727 (*Memoires de Trevoux* 1727 Fevr. p. 372.) il est tout à croire qu'il a eu encore la satisfaction de les voir; du moins doit il avoir vu le 1 et 4ème Volume qui semblent avoir été imprimés un peu avant le 2 et 3ème comme sur le titre du T. I. P. I. et du T. IV. P. I. on lit encore simplement Mr. J. DU MONT ecuyer Conseiller et historiographe, tandisque sur le T. I. P. II. sur les T. II et III. sur T. IV. P. II. ainsi que sur les suivans il est qualifié Baron DE CARELSCROON. La parsimonie Hollandaise ne permit point de cartonner ces feuilles.

u) v. plus haut p. XXII.

x) *Coburger Zeitungs-Extracte* 1727. May p. 109.

I.

Traité d'alliance entre S. M. Très-Chrétienne et l'Electeur de Cologne, ſigné à Bruxelles le 13 Fevr. 1701; et acte d'acceſſion de S. M. Catholique en date de Buen-Retiro le 7 Avril 1701.

1701
13 Fevr. et 7 Avr.

(*Coleccion de los Tratados de paz &c. ajuſtados por la corona de Eſpanna con las potencias eſtrangeras.* T. I. Madrid 1796. Fol. p. 3, en Fr. et Eſpagnol.)

Acceſſion de S. M. Catholique.

Don Felipe Quinto, por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Auſtria; Duque de Borgoña, de Brabante, y de Milan; Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya, y de Molina &c. A todos los que la preſente vieren hacemos notorio: que, habiendonos comunicado el Sereniſimo y muy Poderoſo Principe Luis XIV. por la gracia de Dios, Rey Chriſtianiſimo de Francia &c. nueſtro hermano, muy honrado ſeñor y abuelo, el Tratado que ha tenido por bien concluir en 13 del mes de Febrero proximo paſado con nueſtro muy caro y muy amado tio el Principe Joſeph Clemente de Baviera, Arzobispo de Colonia, Principe y Elector del Sacro Imperio &c. y ſiendo el principal objeto de eſte Tratado mantener la quietud de la chriſtiandad, en la forma que ha eſtado reſtablecida por los ultimos Tratados de Paz concluidos en Ryswik, y de procurar aſegurar al mismo tiempo la tranquilidad particular, y la conſervacion de nueſtras Provincias de Flandes, y de los Payſes Baxos,

1701 Baxos, ſegun parece por el contenido de los Articulos, cuyo tenor es como ſe figue:

Ratification de Sa M. T. Chrétienne. *Louis par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. L'attention que nous donnons à prévenir les entrepriſes contraires au repôs des Etats du très haut, très excellent, et très puiſſant Prince Philippe Cinquième, par la grace de Dieu, Roi des Eſpagnes, nôtre très cher et très amé petit-fils, et le déſir que nous avons de maintenir en même tems la tranquilité générale de l'Europe, nous obligeant également de faire les alliances, que nous jugeons néceſſaires pour cet effet, avec les Princes bien intentionnés pour la conſervation de la paix; nous avons eſtimé qu'un des Princes de l'Empire le plus capable d'y contribuer par la conſidération et par l'autorité que ſon rang et ſa naiſſance lui doivent donner dans les déliberations de l'Empire, étoit nôtre très cher et très amé frère l'Archevêque de Cologne, Prince et Electeur du dit Empire. Et comme ſa qualité d'oncle de nôtre très cher et très amé petit-fils le Roi Catholique l'a confirmé dans la diſpoſition où il étoit de traiter avec Nous, connoiſſant toute l'utilité de nôtre alliance, pour le bien et l'avantage de ſes égliſes, le Traité a été conclu aux conditions ſuivantes.*

Traité. Le Roi ayant fait connoître, en acceptant le teſtament du feu Roi d'Eſpagne, le véritable et ſincère déſir que Sa Majeſté Très-Chrétienne a de maintenir la paix générale rétablie par les Traités de Ryswik, et Sa Majeſté s'étant déclarée en même tems de ne prétendre rien contre les intérêts de l'Empire, et marquant d'ailleurs en toutes occaſions l'attention qu'elle donne à la conſervation d'une parfaite intelligence avec les Electeurs, Princes, et Etats de l'Empire; l'Electeur de Cologne, perſuadé des ſentimens du Roi, et connoiſſant combien l'amitié et la protection de Sa Majeſté peuvent mettre les Etats et les ſujets de S. A. E. à couvert de toutes inſultes et domages que le renouvellement de la guerre dans la chrétienté leur pourroit attirer, S. A. E. a jugé qu'elle ne pouvoit les en garantir qu'en entrant dans une alliance étroite avec Sa Majeſté. Et comme de ſa part elle a pour ſa dite A. E. et ſes égliſes de Cologne et de Liège une eſtime et une affection particulière, elle a bien voulu donner ſon pleinpouvoir au Sieur de Puyſegur, Lieutenant Colonel de ſon régiment d'infanterie, et

et Brigadier de ſes armées, et l'Electeur de Cologne, ayant auſſi donné le ſien au Sieur Jean Frédéric Karg, Baron de Bebembourg ſon Miniſtre d'Etat et Grand-Chancelier, les dits Commiſſaires ſont convenus des Articles ſuivans. 1701

ART. I.

Paix avec l'Empire.

Sa Majeſté déclare qu'elle veut obſerver ponctuellement la paix avec l'Empire, telle que les Traités de Weſtphalie, de Nimegue, et de Ryswik l'ont établie, à l'exception de ce qui peut regarder les dépendances de l'Evêché et Principauté de Liège.

ART. II.

Conduite de l'Electeur à la diète.

Comme l'Electeur de Cologne prend une entiere confiance aux ſincères intentions de Sa Majeſté; il promet, et s'engage de concourir à la diète de l'Empire de toutes les voix qu'il a dans le Collège Electoral, et dans celui des Princes, au maintien et à l'obſervation des conditions ſtipulées par les Traités de Weſtphalie, et de Nimegue, et principalement par celui de Ryswik, ſous les réſerves qui regardent les droits de l'Evêché et Principauté de Liège, et de ne jamais permettre, autant qu'il dépendra de lui, qu'il ſoit pris de la part des trois Collèges de l'Empire une réſolution unanime tendante à une guerre contre la France directement, ou indirectement.

ART. III.

Alliances étrangères.

S. A. E. promet de n'entrer dans aucune liaiſon ou alliance, que ce puiſſe être, capable d'alterer ou d'affoiblir la préſente, Sa Majeſté s'engageant auſſi de ne rien ſtipuler, dans les alliances qu'elle pourroit faire avec quelque autre Prince ou Puiſſance que ce ſoit, directement ou indirectement contraire tant aux pretentions et droits juſtes et légitimes de S. A. E. que de ſes Etats et Egliſes, ou leur cauſer aucun domage.

ART. IV.

Paſſage de troupes etc.

Sa dite A. E. ne permettra qu'aucune Prince ou Puiſſance prenne ni quartiers, ni paſſages, ni contributions, ni faſſe faire de levées dans ſes Etats de Liège, et de Cologne; et s'oppoſera de toutes ſes forces à ceux qui voudroient l'entreprendre malgré elle.

1701

ART. V.

Secours de la France. En ce cas Sa Majeſté promet et s'engage d'aſſiſter S. A. E. auſſitôt qu'elle en ſera requiſe, ſi quelque Puiſſance, au préjudice des conſtitutions de l'Empire, et du contenu au préſent Traité, vouloit prendre des quartiers dans les Etats du dit Electeur.

ART. VI.

Garantie Si le dit Electeur, en haine de la préſente alliance, perdoit quelque place, terre, ou ſeigneurie, ou ſouffroit quelques autres dommages dans ſes païs de Cologne et de Liège, ou ailleurs; S. M. s'engage à faire réparer cette perte, et à ne point faire de paix avec ceux qui ſe ſeroient emparés des dites places, terres, et ſeigneuries, qu'ils ne les ayent entierement reſtituées et dedommagées.

ART. VII.

Acceſſion de l'Eſpagne. Le Roi Catholique ſera invité d'entrer dans le préſent Traité d'alliance; et comme il promettra la garantie des Etats de l'Electeur de Cologne, Sa dite A. E. promettra de ſa part de garantir de toutes ſes forces les Etats de Sa Majeſté Catholique.

ART. VIII.

Durée de l'Alliance Cette alliance durera pendant l'eſpace de dix années: elle pourra être continuée après l'expiration de ce terme, et les ratifications ſeront échangées trois ſemaines après la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut. Et à fin qu'il ne puiſſe porter préjudice à aucune des parties, il a été encore nommément convenu entr' elles qu'il ſera tenu dans le dernier ſecrèt.

Fait à Bruxelles le 13 Fevrier 1701.

CHASTENET DE PUYSEGUR.

Baron KARG DE BEBEMBOURG.

Continuation la ratification de S. M. Cathol. *Comme le principal objet de ce Traité eſt la conſervation des Etats du Roi Catholique nôtre très cher et très amé petit-fils, nous l'avons requis et invité d'y entrer: et pour contribuer de ſon côté à la fin que Nous nous propoſons, il a agrée, aprouvé, et ratifié le dit Traité en tous et en chacun des articles qui y ſont contenus; eſt entré*

entré dans les engagemens qui y ſont pris, et s'eſt rendu garant de ſon entière exécution, s'obligeant envers Nous et nôtre dit frère l'Electeur de Cologne à toutes les conditions, garanties, et obligations qui y ſont portées, ſans aucune réſerve ni exception, et pour cet effet il nous a paſſé un acte et déclaration en bonne et dûe forme. 1701

Ainſi, ayant pour agréable l'Acceſſion de nôtre très cher et très amé petit-fils le Roi Catholique des Eſpagnes au dit Traité ci-deſſus inſeré, nous l'avons admis et aſſocié, comme par ces préſentes ſignées de nôtre main nous l'admettons et aſſocions, au dit Traité, nous obligeant envers lui à l'entière et inviolable exécution de toutes les obligations, garanties, et aſſiſtances mutuelles qui y ſont contenues, ſans aucune réſerve ni exception, de la même manière et avec la même force que ſi elles étoient ici de nouveau ſtipulées et contractées par Nous et par nôtre dit frère l'Electeur de Cologne: promettant en foi et parole de Roi de ne rien faire qui y ſoit contraire directement ni indirectement. En témoin de quoi nous avons fait mettre à ces préſentes nôtre ſceel ſecrét.

Donné à Verſailles le 21 Mars l'an de grace 1701, et de nôtre regne le 58.

LOUIS.

Par le Roi

(L. S.) COLBERT.

Continuation de l'acte d'acceſſion de S. M. Cathol.

No ſolamente hemos aprobado y loado todas las condiciones contenidas en eſtos articulos; pero, conſiderando ademas eſte Tratado como una ſerie continuada del cuidado con que dicho Sereniſſimo Rey, nueſtro hermano, muy honrado ſeñor y abuelo, ſe aplica a la conſervacion y tranquilidad de los Eſtados que Dios ha ſido ſervido confiarnos, tambien queremos dar mueſtras del vivo reconocimiento que tenemos a eſte mismo cuidado, entrando desde luego en todos los empeños en que el dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſimo ha entrado, por la manutencion de la paz general, y por nueſtras ventajas particulares: para cuyo efecto, deſpues de haber ya dado las ordenes a nueſtros Miniſtros en todas las Cortes extrangeras de firmar en nueſtro nombre los Tratados que los

1701 Miniſtros del Rey de Francia, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, tubieſen orden ſuya de concluir; declaramos que hemos loado, aprobado, y ratificado en todos y cado uno de ſus artículos el dicho Tratado concluido en 13 de Febrero proximo paſado con nueſtro muy caro y muy amado tio el Elector de Colonia, le loamos, aprobamos, y ratificamos por la preſente, y entramos en todos los empeños en el contenidos, obligandonos por eſta al dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſimo, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, à la entera e inviolable execucion de todas las condiciones, garantias, obligaciones, y mutuas aſſiſtencias, en la misma forma que eſtan eſtipuladas por el preſente Tratado, ſin ninguna reſerva ni excepcion, del mismo modo y con la misma fuerza como ſi las hubieſemos nuevamente eſtipulado y contraido con el dicho Sereniſimo Rey nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, y con nueſtro muy caro y muy amado tio el Elector de Colonia: prometiendo, en fè y palabra de Rey, no hacer jamas coſa en contrario directa ni indirectamente de qualquier modo que ſea, prometiendo el Sereniſimo Rey de Francia &c. de ſu parte admitirnos y aſociarnos al dicho Tratado, y obligarſe reciprocamente a Nos tocante a ſu entera e inviolable execucion, y de todas las condiciones, garantias, y obligaciones en el contenidas, de que otorgara un acto y declaracion en buena y debida forma. En fé de lo qual mandamos deſpachar la preſente, firmada de nueſtra mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de nueſtro infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Buen-Retiro a 7 de Abril de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

II.

Traité d'alliance mutuelle entre Leurs Majestés Catholique et Très-Chrétienne et le Duc de Mantoue; signé à Venise le 24 Fevr. 1701, et ratifié par le Roi d'Espagne à Buen-Retiro le 13 Mars 1701.

1701 24 Fevr.

(*Coleccion de los Tratados.* T. I. p. 13. en Italien et Espagnol.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante, y de Milan; Conde de Absburg, de Flandes, Tyrol, y Barcelona; Señor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto, habiendose ajustado entre las dos Coronas de España y Francia y el Ilustrisimo Fernando Carlos, Duque de Mantua, mi muy caro y muy amado sobrino, un Tratado, en que, con motivo de la guerra que Alemanes amenazan en Italia, se obliga dicho Ilustrisimo Duque a admitir en las plazas de sus dominios tropas de ambas Coronas, con las condiciones y circunstancias que en el se expresan, el qual han firmado D. Juan Carlos de Bazan, mi Embaxador en Venezia, en mi nombre, el muy Reverendo en Christo Padre Cardenal de Estrees, mi muy caro y muy amado amigo, por el Rey mi señor y mi abuelo, en virtud de las ordenes con que se hallaban, y el Illustrisimo Duque de Mantua por se mismo, cuyo tenor, a la letra, es como se sigue:

Sentito il grido degli apparechi d'arme, che fa S. M. Cesarea per calare in Italia, ed impadronirsi dello Stato di Milano che pretende esserle devoluto per la morte della

1701 Maestà del fu Re Cattolico Carlo Secondo, gli Signori, d'Andiffret, Inviato straordinario di S. M. Cristianissima e Questore, Don Isidoro Casado, Ministro della Maestà del Re Cattolico Filippo Quinto, in nome ed ordine de' Monarchi loro sovrani, rappresentarono al Serenissimo Signor Duca di Mantova: che essendo la medesima città di Mantova per la sua situazione una delle più importanti piazze d'assicurarsi per freno de' movimenti dell' arme imperiali, le quali tendono a perturbare la pace d'Italia, in tutti li modi voluta dalle loro M. M. anche per la preservazione delle ragioni del detto Re Cattolico Filippo Quinto, erede naturale, legittimo, e testamentario del fu Re Carlo Secondo, però le M. M. loro offerivano di presidiarla e munirla in maniera, che fosse in stato di sicura difesa, e si conservasse intieramente per S. A. Serenissima.

A tale proposizione el Serenissimo Signor Duca di Mantova, premesso con tutta venerazione un divoto rendimento di grazie all' onore che gli facevano questi due Re d'interessarsi nella difesa della sua dominante, rispose: che, senza smembrare di truppe de loro armate, avrebbe pensato al modo di guardarla da se, e non eccitare gelozie nell' animo della Maestà dell' Imperatore, come in fatti, posta seria applicazione a tanta emergenza, per ritrovarsi egli sproveduto di denaro, e i suoi Stati essausti di forze, a cagione delle passate ultime guerre, e gravi contribuzioni, con particlpazione della Serenissima Repubblica di Venezia, invoco aiuti opportuni da N. Signore il Sommo Pontefice con riverentissima lettera figliale, affinche gli fosse dato qualche suffidio da potere, assieme colle proprie forze, assoldar gente, e fare tutte l'altre provisioni bisognevoli.

Ma, sperimentato inutile il suo ricorso, per lo rispetto d'avere già sua Santita proposta alla Maestà dell' Imperatore la sua interposizione; meglio si rinvigorirono le istanze degli due Re sopra l'accettazione in Mantova del loro presidio, e vi si aggionse calore ed impulso, piu forte che mai, dall' Eminentissimo Signore Cardinale d'Etrè sopragionto in Venezia con credenziale del Re Cristianissimo per sua Altezza, a cui insinuo la necessita precisa ed indispensabile di porre Mantova in buona difesa, mentre si avevano notizie ben certe

che

che la Maeſta dell' Imperatore l'aveva ideata per ſua piazza d'arme. 1701

Diſſe il Sereniſſimo di Mantova a ſua Eminenza: che gia aveva dàti gli ordini anticipati per lo riparo delle fortificazioni di Mantova: che aveva ſpedito ufficiali in Monferrato per far leve di monferrini: che per il denaro aveva ordinata, e cominciato a riſcuotere, una impoſizione ſopra gli ſuoi ſudditi: e che per influire colla ſua preſenza vigore e ſollecitudine maggiore a tali proviſioni, voleva reſtiturſi a Mantova, come ben per tre volte ſi miſe in procinto: rivelandole per ultimo, che tuttavia fermamente ſperava di poterſi mantenere in una pacifica neutralita, mentre niente piu gli era ſtato ricercato dall' Eminentiſſimo Signore Cardinale di Lamberg in nome di S. M. Ceſarea.

Repplico ſua Eminenza: che non poteva baſtare una poca raccolta di milizie inespette a fronte d'un eſſercito poderoſo: che la propoſta neutralita era un ſonnifero per operare a ſuo tempo con maggior ſicurezza; e dopo molte altre inſinuazioni, conchiuſe che; o S. A. riſolveſſe con prontezza de ricevere in Mantova amichevolmente il preſidio e le diſeſe che gli offerivano gli due Monarchi colla garantia di ſua Santita, ſtimata conveniente da S. A. nel qual caſo, in nome e di comandamento degli due Re le ſarebbono fatte condizioni vantaggioſe alle ſue convenienze, ed agli intereſſi de ſuoi ſudditi; o pure che non deliberando S. A. avrebbe ſua Eminenza portato il tutto alla notizia delle loro M. M. affinche ſi poteſſero prendere dalle medeſime quelle miſure che piu loro foſſero parute convenienti; ricercando da S. A. riſoluzione ſollecita, mentre l'Eminenza ſua per poco tempo voleva fermarſi in Venezia, ed aggiungendo che il tacere ed il non riſolvere ſarebbe ſtato interpretato per negativa d'accomodamento amichevole e neceſſario: quale ſenſi erano ſtati avanti, e furono dopo, accalorati dal detti Signori, d'Audifret, e Caſado, con dire che gli due Re, vedendo che per queſta ambiguita di S. A. Mantova ſarebbe caduta in mano degli Imperiali, ſi ſarebbono chiamati offeſi, apprendendola per diffidenza, e ſi ſarebbono appigliati agli mezi piu proprj per gli loro intereſſi, e per la pubblica quiete dell' Italia. In coſi anguſto ſtato di coſe, fatto da S. A.

1701 riflesso alla vicinanza ed al potere dell' arme di Francia e di Spagna, ch'erano gia introdotte in buona parte, e disposte per introdursi in assai maggior copia, in Italia; alla poco felice positura di Mantova, e di suoi Stati, che ancora gemono sotto le piaghe e le rovine troppo recentemente patite; al vedersi destituta, non meno dall' implorato soccorso, che dalla speranza d'averlo pronto ed efficace, benche non senza dolore di passare ad una risoluzione, che forse potrebbe alterare l'animo benignissimo dell' Imperatore, nulla di meno con questa fiducia che S. M. Cesarea sia per restare persuasa che quest' atto, prodotto da pura necessità, e dall' amore paterno che ha per i suoi sudditi, non puo pregiudicare a quella incorrotta riverenza e constantissima devozione che le serva per la gloriosa attinenza del sangue, per le dipendenze de suoi Stati, e per tanti altri titoli, siccome pure che le M. M. Cristianissima e Cattolica non siano per imprimesi alcun dispiacere di tali sue espressioni, se benignamente vorrano discendere a mirare gli efficacissimi motivi di S. A. non disgiunti da quello rassegnatissimo ossequio che professa alle M. M. loro; si è indotta ad accettare le loro oblazioni, ma però cogli patti e condizioni umilmente proposte da S. A. e non altrimente ne in altro modo, fra le quali sua Eminenza il Sig. Cardinale d'Etrè, e l'Eccellentissimo Sign. D. Gio Carlo de Bazan Ambasciatore di Spagna in Venezia, hanno avute buone, ed accordate le seguenti.

ART. I.

Entrée des troupes de LL. MM. Le truppe delle M. M. sodette non potranno entrare di presidio in Mantova, nè in Porto, se non quando l'essercito di S. M. Cesarea, o di suoi Alleati, sarà in piena marchia per passare in Italia, e che tutte o la maggior parte del medesimo essercito sarà già nel Tirolo.

ART. II.

Leur nombre. Il numero delle truppe sodette, che nel detto caso, e non mai prima, entreranno in Mantova ed in Porto per difesa, non potrà essere meno di quattro mille uomini, cioè, due mille francesi, e due mille spagnuoli, tra cavalleria ed infanteria, da essere mantenuti a tutte spese degli due Rè; nè mai, fuori che in caso, ed in tempo

tempo d'assedio formale, e quello durante solamente, come si dirà nel capitolo nono, potranno gli due Rè spingere nè fermare in Mantova o in Porto soldati in maggior numero di quattro mille, nè a titolo di quartiere d'inverno, nè sotto qual si voglia altro pretesto. 1701

ART. III.

Garnison du Duc.

Potrà S. A. Serenissima avere e tenere, così in Mantova che in Porto, oltre le guardie della sua corte e del suo corpo, quella quantità di presidio italiano e proprio, che meglio stimerà ella convenirsi,

ART. IV.

Conduite à tenir par les troupes.

Il Comandante, gli uffiziali, e soldati delle due Corone, che nel tempo sodetto entreranno in Mantova ed in Porto, giureranno à S. A. di difendere l'uno et l'altro à favore di S. A.; d'ubbedire all' Altezza medesima, o in sua vece, alla Signora Duchesa; e d'uscire, e lasciare libera la Città, Porto, e Stati di S. A. nel caso convenuto nel capitolo undecimo. E perchè nella fortezza di Porto vi è il Governatore di S. A.; però le truppe che il Comandante degli due Rè in Mantova manderà di presidio in detta fortezza, ubbidiranno al detto Governatore, che dovrà passare verso il detto Comandante con tutta buona intelligenza; siccome pure, essendovi in Mantova il Sargento maggiore generale per S. A. Serenissima, che comanderà alla sue truppe, dovrà il detto Comandante degli due Rè passare con quello di S. A. di buona armonia, e prattiçare verso lo stesso, e gli altri uffiziali di S. A. le dovute convenienze, che saranno accordate col' Signor Principe di Vaudemont, ed il Signor Conte di Tessé, così per il nome e per le guardie, che per tutto quello che concerne al decoro di S. A., delle sue truppe, ed uffiziali, ed a una buona regola militare.

ART. V.

Artillerie.

Dovrà S. M. Cattolica dare a S. A., ogni volta che dalla medesima le ne sarà portata la supplica, tanta parte d'artiglirie, moscheti, arme, munizioni, ed altri attrezzi militari di qual' si voglia sorte, quanta e quale fù la terza parte che le toccò nella resa di Casale, cittadella, e castello, seguita l'anno 1696; senza però che S. A.

1701 e gli ſuoi ſucceſſori abbiano mai in alcun tempo obbligo di farne la reſtituzione.

ART. VI.

Habitans. Introducendoſi le medeſime truppe regie in Mantova ed in Porto; S. A., la città, e gli abitanti, coſi in quella che in Porto, non avranno da ſentire alcun aggravio, ni ſoccombere a quartieri, alloggi, contribuzioni, e ſpeſe di ſorte alcuna; ed anzi le M. M. loro s'obbligano d'impedire con tutte le loro forze che gli Imperiali e loro Alleati non prendano quartieri, o alloggi, ne eſſigano contribuzioni, coſi nel Mantovano che nel Monferrato.

ART. VII.

Prix des denrées etc. Entrate le ſodette truppe in Mantova ed in Porto, ſi farà trà il Comandante ed uffiziali delle due Corone, e gli Miniſtri di S. A. un' ordinanza e regolamento ſopra il prezzo delle coſe comeſtibili per la loro ſuſiſtenza, e coſi ancora per li foraggi de' cavalli; e tutto ſarà dalle medeſime truppe pagato al prezzo che pagheranno gli altri abitanti in Mantova ed in Porto; e con tale precedente ordinanza e regolamento pagheranno i detti Comandante, uffiziali, e ſoldati delle truppe regie gli affitti delle caſe, ſtalle, e ſiti che loro occorrerà d'occupare, e gli riſarcimenti di tempo in tempo de' danni che in eſſe caſe, ſtalle, e ſiti ſaranno inferiti; dovendo eſſere prattiçato riſpettivamente il ſimile dalle altre truppe degli due Rè, o loro Alleati, che aveſſero da paſſare o fermarſi nel Mantovano, o nel Monferrato; di modo che in ciaſcuno de' ſodetti contingenti, nè ſua Alteza, né i ſuoi ſudditi abbiano a ſentire alcun pregiudizio.

ART. VIII.

Revenus. Le impreſe, dazj, e diritti regali di S. A., coſi in Mantova che in Caſale e ſuoi Stati, non dovranno eſſere in alcun conto pregiudicate per le prerogative pretese dagli uffiziali, nè per qual ſi voglia altra cauſa.

ART. IX.

Cas de ligue. Venendo aſſediata Mantova, o Porto, o pure l'una e l'altro; le due Corone impegnano la loro real parola d'ac-

d'accorrere prontamente con tutte le loro forze al soc- 1701
corso, nel qual caso solamente, e non in altro, potranno le M. M. loro accrescere quei presidj fino a quel numero che si conoscerà necessario per la difesa, con tutte le istesse condizioni, dichiarazioni, e patti, sotto li quali s'accettò il primo presidio. E se si desse il caso di rendere Mantova o Porto agli Imperiali o loro Alleati, promettono le M. M. loro di non divenire a tal resa senza il patto che siano salve le vite e robbe degli abitanti in Mantova ed in Porto. Se poi Mantova venisse presa (che Dio nol' voglia) le M. M. sodette, sotto la forza della loro real parola, s'obbligano di dare immediatamente a S. A. in Italia una Città e Stato, di signoria e di reddito equivalente al Mantovano, all' intiera soddisfazione di S. A. da ritenersi con totale sovranità fino a che resti pienamente restituita nel suo primo e pacifico possesso di Mantova, Porto, e suo Stato; senza la quale restituzione, e senza procurare tutti i maggiori vantaggj de' sudditi ed abitanti in Mantova ed in Porto per reintegrazione de' danni che venissero a patire per saccheggio, bombardamento, o simili disgrazie; promettono le M. M. sodette, sotto l'istessa fede, di non conchiudere mai alcun accordo o pace; e gli patti stessissimi si accordano dagli due Rè a sua Altezza anche per Casale ed il Monferrato, quando mai colà succedessero simili vicende, e che Casale cadesse in mano dell' arme imperiali, o loro alleati, in odio e conseguenza del presente Trattato; como pure per ultimo, se Mantova e Porto fossero assediati e non presi, ma rimanessero distrutte in tutto o in parte le fortificazioni loro; promettono le M. M. medesime risarcirle, e rimetterle nel medesimo stato di prima.

ART. X.

Ogni volta che gli due Rè avessero bisogno pre- *Quartiers.*
ciso d'aquartierare le loro truppe nelle terre del Monferrato, sua Altezza ne darà il consenso, ma però con tutte le istesse obbligazioni, patti, e condizioni, che le M. M. loro hanno assunto per il Mantovano, e che pure assumono per il Monferrato, e per la totale indennità de' medesimi Stati.

ART.

1701

ART. XI.

Retraite des troupes. Terminata la guerra, o non venendo l'arme imperiali o alleate in Italia, o venute, ritirandosi in modo che l'Italia si veda libera ed assicurata dalla guerra, anche prima che segua la pace; le M. M. sodette faranno subito uscire le loro truppe fino all' ultimo uomo da Mantova, Porto, Casale, e Castello, se vi fossero, e dagli Stati di sua Altezza, rilasciandole il tutto liberamente con le fortificazioni e ripari loro, senz' obligo di sua Altezza e suoi successori di rifare, nè in poca nè in assai quantità, le spese che avranno fatte o da fare per qualunque titolo e causa, niuna secluſa.

ART. XII.

Defense des états du Duc. Promettono gli due Rè d'avere sotto la loro protezione, e difendere in ogni tempo ed in ogni luogo S. A. le città, fortezze, stati, sudditi, diritti, e ragioni della medesima Altezza da quartieri, alloggi, contribuzioni, attachi, assedj, invasioni, e generalmente da qualunque molestia ed ostilità che le venisse inferita, con includere S. A. come loro Alleato in tutte le paci generali e particolari, e sostenere in quelle, ed in ogni altra occasione, le convenienze, le ragioni, e i vantaggj della S. A.

ART. XIII.

Strada franca de Monferrat. S. M. Cattolica comandera subito a suoi Tribunali, Governatori, e Ministri, a quali spetta, di non perturbare l'Altezza sua, nè gli suoi impresarj, e sudditi in conto alcuno nella strada denominata la estrada franca del Monferrato, e nel confine della Bormida verso le Mallere, nè in qual si voglia altro luogo, lasciando S. A. nel suo primo e legitimo possesso, con farle pure rendere, fino alla totale effecuzione, giustizia spedita senza lite di sorte per le ragioni che à nel Marchesato di Spigno.

ART. XIV.

Secret du traité. Procureranno le M. M. loro, ciascheduna delle quali sarà garante per l'altra, che la Santità di N. S. approvi, e sia sempre garante, che fatta la pace, ed in tutti i casi disposti nel capitolo undecimo, le due Corone ritireranno totalmente le loro truppe da Mantova, Porto, Casa-

Casale, e Castello, e dagli suoi stati; senza la quale promessa e precedente effettuazione della medesima, S. A. dichiara che non vuole aver intrapreso, nonche conchiuso, l'accordo d'accettare gli detti presidj come nel presente Trattato, il quale per altro dovrà essere tenuto segretissimo, nè potrà essere rivelato a chi che sia senza il consenso positivo ed in iscritto di S. A. Serenissima. 1701

ART. XV.

Gli due Rè dovranno approvare e rattificare espressamente questo Trattato nel termine di due mesi dal giorno d'oggi, e nell' istesso termine le Corone medesime riporteranno la garantia di sua Santità; e senza che precedano le dette rattificazioni, ed approvazioni, e garantia in valida forma, nuovamente si esprime S. A. di non volere in conto alcuno accettare il detto presidio. *Garantie du Pape.*

ART. XVI.

Ed ultimo. Tutti gli Articoli contenuti in questo Trattato sono accordati dall' Eminentissimo Sig. Cardinale d'Etré, ed avranno il loro pieno effetto e valore dopo l'approvazione e rattificazione delle loro M. M. alle quali si rimetteranno subito per riportare le sodette approvazioni e rattificazioni nel termine di sopra convenuto. In fede &c. *Ratification.*

Dat. in Venezia li 24 Febraro 1701.

Io sottoscritto accordo, convengo, accetto, e prometto, in parola di Principe, quanto si contiene in tutti i capitoli del presente Trattato, colla condizione però, che oltre l'adempimento intiero e reale di tutti gli Articoli e ciascuno d'essi, le M. M. degli Rè. Cristianissimo e Cattolico, si contentino d'accordare ed esseguire anche il seguente capitolo, e non altrimenti, nè in altro modo, ed è: che quantunque gli Imperiali e loro Alleati non venissero in Italia, e non si desse il caso d'introdurre, come è espresso nei capitoli, in Mantova, in Porto, o in altro mio luogo, il presidio delle M. M. loro; nulladimeno, si come Io dal mio canto adempisco a quanto le medesime M. M. hanno desiderato da me, così mi siano intieramente effettuate le promesse e le stesse condizioni, proposte nel Trattato che le stesse M. M. si degne- *Acceptation conditionelle du Duc.*

1701 degnevanno d'accordarmi, ſenza le quali non ſegua l'introduzzione di detti prefidj nè in Mantova, nè in Porto, nè in Caſale.

Dat. in Venezia li 24 Febraro 1701.

FERD. CARLO *Duca di Mantova.*

Il Marcheſe BERETTI.

Por tanto, habiendole Yo viſto y conſiderado, ratifico y apruebo los capitulos del referido Tratado hechos con el Illuſtriſimo Duque de Mántua; pero con la calidad de aceptar el todo, ó parte de él, en la misma conformidad que le admitiere y aceptáre el Rey Chriſtianiſimo, mi ſeñor y mi abuelo, y ſin diferencia alguna en él, y en eſta forma le doy por bueno, firme, y valedero: y prometo, en fé y palabra de Rey, ſu puntual cumplimiento y execucion, y que le mandaré obſervar en el todo y en cada una de ſus partes, de la misma manera que ſi ſe hubiera ajuſtado por mi misma perſona, ſin hacer ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario. Y en fé de ello mandé deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcritto Secretario de Eſtado.

Dada en Buen-Retiro à 19 de Marzo de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. JOSEPH PEREZ DE LA PUENTE.

III.

III.

Traité d'alliance entre Sa Majesté le Roi Très-Chrétien et l'Electeur de Bavière; signé à Versailles le 9 Mars 1701; et acte d'accession de S. M. Catholique au précédent traité en date de Buen-Retiro le 7 Avril 1701.

1701 *9 Mars et 7 Avril.*

(*Coleccion de los Tratados* p. 31; en Français et Espagnol.)

Acte d'accession du Roi d'Espagne.

Don Felipe Quinto, por la gracia de Dios, Rey de las Españas &c. A todos los que la presente vieren hacemos notorio: que habiendonos comunicado el Serenisimo y muy poderoso Principe Luis XIV, por la gracia de Dios, Rey Christianisimo de Francia &c. nuestro muy honado señor y abuelo, el Tratado que ha tenido por bien concluir en 9 del mes de Marzo proximo pasado con nuestro muy caro y muy amado hermano y tio el Duque de Baviera, Principe y Elector del Sacro Imperio &c. y siendo el principal objeto de este Tratado mantener la quietud de la christiandad en la forma que se establecio por los ultimos Tratados de Ryswick, y de procurar asegurar al mismo tiempo la tranquilidad particular, y la conservacion de nuestras Provincias de Flandes, y de los Payses-Baxos, segun parece por el contenido de los Articulos, cuyo tenor es como se sigue:

Acte d'acceptation du Roi de France.

Louis, par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. L'attention que nous donnons à prévenir les entreprises contraires au repôs des Etats du très haut, très excellent, et très puissant Prince Philippe Cinquième, par la grace de Dieu, Roi d'Espagne, nôtre très cher et très amé frère et petit fils, et le désir que nous avons de maintenir en même tems la tranquilité générale de l'Europe, nous obligeant également de faire les alliances, que nous jugeons néceſſaires pour cet effet, avec les Princes bien intentionnés pour la conservation de la paix; nous avons estimé qu'un des Princes de l'Empire le plus capable d'y contribuer par la considération et par l'autorité que son rang et sa naissance lui doivent donner dans les déliberations

1701 *tions de l'Empire, étoit nôtre très cher et très amé frère le Duc de Bavière, Prince et Electeur du S Empire. Et comme ſa qualité d'oncle de nôtre très cher et très amé petit-fils le Roi Catholique l'a confirmé dans la diſpoſition où il étoit de traiter avec Nous, connoiſſant toute l'utilité de nôtre alliance, pour le bien et l'avantage de ſes Etats, le Traité a été conclu aux conditions ſuivantes.*

Traité. L'affection que le Roi Très-Chrétien a toujours eüe pour la maiſon de Bavière, et l'eſtime particulière que Sa Majeſté fait de la perſonne du Séréniſſime Duc et Electeur de Bavière étant encore augmentée par la conduite que ſon Alteſſe Electorale a tenue depuis l'avénement du Roi Catholique Philippe Cinquième petit-fils de S. M. à la Couronne d'Eſpagne, S. M. eſt d'autant plus diſpoſée à lui donner dans les conjonctures préſentes des marques de ſes ſentimens, que rien ne peut contribuer d'avantage au maintien du repôs de l'Europe qu'une union étroite entre S. M. et ſon A. E. Ainſi S. M. voulant former cette union et contribuer aux véritables avantages de ce Prince oncle du Roi d'Eſpagne et des Princes ſes petits-fils, elle a donné ſon pleinpouvoir pour conclûre un Traité au Sr. Colbert, Chevalier, Marquis de Torcy, Miniſtre et Sécrétaire d'Etat et des Commandemens de S. M. Commandeur et Chancelier de ſes Ordres, Surintendant Général des Poſtes et Relais de France; et S. A. E. aiant remis le ſien au Sieur Comte de Monaſterol, Gentilhomme de ſa Chambre, et ſon Général de Bataille, ils ſont convenus enſemble des Articles ſuivans.

ART. I.

Alliance. Il y aura déſormais une étroite alliance entre le Roi Très-Chrétien et le Séréniſſime Electeur de Bavière; et S. M. lui donnant en toutes occaſions des marques de ſon amitié, S. A. E. fera voir auſſi ſon attachement ſincère à la perſonne et aux intérêts de S. M.

ART. II.

Son but. Le principal objet de cette alliance ſera de maintenir la paix telle que les Traités de Weſtphalie, de Nimegue et de Ryswik l'ont établie, et de cette manière S. A. E. ſatisfait à la garantie qu'elle a promiſe, comme Prince de l'Empire, de ce dernier Traité.

ART.

ART. III. 1701

Le testament du feu Roi d'Espagne Charles second, de glorieuse mémoire, excitant de grands mouvemens dans l'Empire, le Sérénissime Electeur de Bavière promet, et s'engage, que si malheureusement les choses étoient portées à la guerre, Son Alteſſe Electorale après avoir reconnu, comme elle a fait, le droit légitime du Sérénissime Roi Philippe Cinquième petit-fils du Roi Très-Chrétien, institué par testament du feu Roi d'Espagne héritier universel de tous ses Etats, elle soutiendra aussi le même droit de toutes ses forces, et qu'elle regardera comme ennemis et perturbateurs du repôs public ceux qui entreprendront de troubler S. M. Catholique dans la poſſeſſion de ses Royaumes et Etats. *Droits de Philippe d'Anjou reconnus*

ART. IV.

En vertu de l'Article précédent, s'il arrive que Sa M. Très-Chrétienne soit obligé d'entrer en guerre, le dit Sérénissime Electeur se déclarera pour elle, et l'on conviendra dès à préſent du nombre de troupes qu'il employera contre les ennemis de sa dite Majesté et du Roi Catholique, aussitôt qu'il en sera requis. *L'electeur prendra le parti de la France.*

ART. V.

Mais comme l'état des troupes de Son Alteſſe Electorale ne lui permet pas encore d'agir offensivement; le Roi voulant bien avoir égard aux raisons qu'elle a de craindre pour ses païs héréditaires, Sa Majesté trouvera bon, que le dit Electeur demeure sur une simple defensive, jusqu'à ce qu'il ait levé les troupes dont on sera convenu par un des Articles du préſent Traité. *Défensive.*

ART. VI.

Si l'Empereur demande les passages pour ses troupes par la Bavière avant que Son Alteſſe soit en état de s'y oppoſer; elle se servira, pour les refuſer, de toutes les raisons que lui donnent les constitutions de l'Empire et les capitulations jurées par l'Empereur à son élection. Si ces raisons sont inutiles, S. A. E. forcée par la neceſſité accordera pour lors les dits passages, mais avec *Passage.*

1701 de telles reſtrictions, que le nombre des troupes ſoit le moindre qu'il ſera poſſible.

ART. VII.

Défenſe d'exportations. Auſſitôt que le Séréniſſime Electeur aura mis ſes troupes ſur pied, il s'oppoſera de toutes ſes forces aux dits paſſages ſous quelque prétexte et en quelque manière qu'il ſoient demandés. Il empêchera pareillement que les Puiſſances qui ſont en guerre contre le Roi Très-Chrétien, et contre le Roi d'Eſpagne, ne puiſſent tirer des Etats de S. A. E. ni grains, ni fourages, ni quelques proviſions que ce ſoit pour la ſubſiſtance, ou pour la comodité de leurs troupes.

ART. VIII.

Garantie des états de l'Electeur. Sa Majeſté Très-Chrétienne promet de ſa part de garantir tous les Etats du dit Electeur, en ſorte que s'ils ſont attaqués en haine de la préſente Alliance, et que pendant qu'elle ſubſiſtera, il vienne à perdre quelques places, terres, et ſeigneuries, S. M. s'engage à faire réparer cette perte, et à ne point faire de paix avec ceux qui ſe ſeroient emparés des dites places, terres, et ſeigneuries, qu'ils ne les ayent entierement reſtituées, et qu'ils ne ſoient convenus de la réparation des pertes et dommages que S. A. E. aura ſoufferts.

ART. IX.

Acceſſion de l'Eſpagne. Sa Majeſté promet d'inviter le Roi Catholique à entrer dans le préſent Traité d'alliance et de garantie réciproque; et S. A. E. de Bavière promet d'inviter le Séréniſſime Electeur de Cologne à la garantie, tant des Etats de Sa Majeſté Catholique, que des Traités de Weſtphalie, de Nimégue, et de Ryswik, aux mêmes clauſes et conditions du préſent Traité.

ART. X.

Durée. Ratifications. Cette Alliance durera pendant l'eſpace de dix années. Elle pourra être continuée après l'expiration de ce terme, et les ratifications ſeront échangées quinze jours après la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut. Et en témoignage de tout ce que deſſus, les dits Sieurs de Torcy, et de Monaſterol, en vertu de leurs pouvoirs reſpectifs,

respectifs, ont signé le présent-Traité, et fait appoſer à icelui le cachet de leurs armes. 1701

Fait à Verſailles le 9 jour de Mars 1701.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.
(L. S.) SOLAR DE MONASTEROL.

Acceptation de l'acceſſion de l'Eſpagne par la France.

Comme le principal objet de ce Traité eſt la conſervation des Etats du Roi Catholique, nôtre très cher et très amé frère et petit-fils, nous l'avons requis et invité d'y entrer. Et pour contribuer de ſon côté à la fin que nous propoſons, il a agréé, aprouvé, et ratifié le dit Traité en tous et en chacun des articles qui y ſont contenus, eſt entré dans tous les engagemens qui y ſont pris, et s'eſt rendu garant de ſon entière exécution, s'obligeant envers Nous, et nôtre dit frère l'Electeur de Baviere, à toutes les conditions, garanties, et obligations qui y ſont portées, ſans aucune réſerve ni exception: et pour cet effet il nous a paſſé un acte et déclaration en bonne et due forme.

Ainſi, ayant pour agréable l'Acceſſion de nôtre très cher et très amé frère et petit-fils le Roi d'Eſpagne au dit Traité ci-deſſus inſeré, nous l'avons admis et aſſocié, comme par ces préſentes ſignées de nôtre main nous l'admettons et aſſocions, au dit Traité, nous obligeant envers lui à l'entière et inviolable exécution de toutes les obligations, garanties, et aſſiſtances mutuelles qui y ſont contenues, ſans aucune réſerve ni exception, de la même maniere et avec la même force que ſi elles étoient ici de nouveau ſtipulées et contractées par Nous et par nôtre dit frère l'Electeur de Baviere: promettant, en foi et parole de Roi, de ne rien faire qui y ſoit contraire directement ou indirectement. En témoin de quoi nous avons ſigné ces préſentes de nôtre main, et fait mettre à icelles nôtre ſcel ſecrét. Donné à Verſailles le 21 Mars, l'an de grace 1701, et de nôtre regne le 58.

LOUIS.

Par le Roi

(L. S.) COLBERT.

1701 *Continuation de l'acceſſion et ratification de l'Eſpagne.*

No ſolo hemos aprobado y loado todas las condiciones contenidas en eſtos articulos; pero conſiderando además eſte Tratado como una ſérie continuada del cuidado con que dicho Sereniſimo Rey, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, ſe aplica á la conſervacion y tranquilidad de los Eſtados que Dios ha ſido ſervido confiarnos, tambien queremos dar nueſtras del vivo reconocimiento que tenemos á eſte mismo cuidado, entrando desde luego en todos los empeños en que el dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſimo ha entrado, en orden á la manutencion de la paz general, y para nueſtras ventajas particulares. Para eſte effecto, deſpues de haber ya dado las órdenes á nueſtros Miniſtros en todas las Cortes extrangeras de firmar en nueſtro nombre los Tratados que los Miniſtros del Rey de Francia, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, tubieſen órden ſuya de concluir; declaramos que hemos loado, aprobado, y ratificado en todos y cada uno de ſus articulos el dicho Tratado concluido en 9 del mes de marzo proximo paſado con nueſtro muy caro y muy amado hermano y tio el Elector de Baviera, le loamos, aprobamos, y ratificamos por la preſente, y entramos en todos los empeños en él contenidos: obligandonos por eſta al dicho Sereniſimo Rey Chriſtianiſimo, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, á la entera é inviolable execucion de todas las condiciones, garantias, obligaciones, y mútuas aſſiſtencias, en la misma forma que eſtan eſtipuladas por el preſente Tratado, ſin ninguna reſerva ni excepcion, del mismo modo y con la misma fuerza como ſi las hubieſemos nuevamente eſtipulado y contraido con el dicho Sereniſimo Rey, nueſtro muy honrado ſeñor y abuelo, y con el Sereniſimo Elector de Baviera: y prometiendo, en fé y palabra de Rey, no hacer jamás coſa

en

en contrario directa ni indirectamente de qualquier modo que sea. Y promete el Serenisimo Rey de Francia etc., de su parte admitirnos y asociarnos al dicho Tratado, y obligarse reciprocamente à Nos tocante á su entera é inviolable execucion, y de todas las condiciones, garantias, y obligaciones en él contenidas, de que otorgará un acto y declaracion en buena y debida forma. En fé de lo qual mandamos despachar la presente, firmada de nuestra mano, sellada con el sello secreto, y refrendada de nuestro infrascrito Secretario de Estado. 1701

Dada en Buen-Retiro à 7 dias de abril del año 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

IV.

1701 18 Juin. Tratado de mutua Alianza entre S. M. Catolica el Rey D. Felipe V. y el Rey D. Pedro II. de Portugal, en virtud del qual ſe obliga S. M. Portugueſa a garantir el teſtamento del Rey Catolico Carlos II. por lo tocante a la ſucefion de S. M. a la Monarquia de Eſpanna. Ajuſtado en Lisboa a 18. Junio de 1701: *) y ratificado por S. M. Catolica en Madrid a 1. Julio de dicho anno.

(*Coleccion de los Tratados* p. 43; en Eſpagnol ſeulement.)

En Nombre de la Santiſima Trinidad.

ART. I.

Deſeando S. M. de Portugal manifeſtar al Rey Catolico quanto ha apreciado el ver recaida la ſucefion de Eſpaña en ſu Real Perſona, y la grande eſtimacion que hace du ſu buena amiſtad, y quanto procura intereſarſe en ſus conveniencias, y mayor ſeguridad de ſus Reynos y Dominios; ſe obliga, por eſte nuevo Tratado de Alianza, a la garantia del teſtamento de Carlos II. Rey Catolico de Eſpaña, en la parte que mira a que S. M. Catolica ſuceda y poſea todos los Eſtados y Dominios, que poſeia el dicho Rey Carlos II. de ſuerte que habiendo algun Principe o Potencia que mueva guerra a Caſtilla, o a Francia, para impedir o disminuir la dicha ſucefion, S. M. de Portugal negara ſus puertos, aſi en eſte Reyno como en todos ſus Dominios, a los vaſallos y navios, ya ſean de guerra, o mercantes, de los tales Principes o Potencias de maneta que no puedan tener en ellos ningun genero de comercio, ni de acogida; antes los que vinieren a los dichos puertos, ſeran tratados como enemigos de la Corona de Portugal.

ART. II.

Y reſpecto de que el Aſiento de la introduccion de negros en Indias, en que los Portugueſes tienen empeñado

tanto

*) On ne trouve qu'un extrait fort imparfait de ce traité dans DU MONT T. VIII. P. I. p. 31. et dans LAMBERTY *memoires* T. I. p. 547.

IV.

Traité d'alliance mutuelle entre S. M. Catholique le Roi D. Philippe V. et le Roi D. Pedro II. de Portugal, en vertu duquel S. M. Portugaise s'oblige de garantir le teſtament du Roi Catholique D. Carlos II. pour ce qui concerne la ſucceſſion de S. M. à la monarchie d'Eſpagne. Signé à Lisbonne le 18 Juin 1701 et ratifié par S. M. Catholique à Madrid le 1 Juillet de la même année. 1701 18 Juin.

(*Traduction privée de l'Eſpagnol.*)

Au nom de la très-ſainte Trinité.

ART. I.

S. M. le Roi de Portugal deſirant manifeſter au Roi d'Eſpagne combien il attache de prix à voir la ſucceſſion d'Eſpagne devolue à Sa royale perſonne, et le grand cas qu'il fait de ſa bonne amitié, et combien il deſire contribuer à ſes interêts et à la plus grande ſureté de ſes royaumes et domaines, s'oblige par ce nouveau traité d'alliance à la garantie du teſtament de Charles II. Roi Catholique d'Eſpagne dans ce qui concerne le point que S. M. Catholique lui ſuccede et poſſede tous les états et domaines que poſſedait le dit Roi D. Carlos II. de ſorte que s'il y a quelque Prince ou puiſſance qui faſſe la guerre à la Caſtille ou à la France pour empêcher ou affaiblir la dite ſucceſſion, S. M. Portugaiſe fermera ſes ports tant dans ce royaume que dans tous ſes domaines aux ſujets et vaiſſeaux ſoit de guerre ou marchands de tels Princes ou Puiſſances, de ſorte qu'ils ne pourront y faire aucune ſorte de commerce ou trouver de retraite, mais au contraire ceux qui viendront dans les dits ports ſeront traités comme ennemis de la couronne de Portugal. *Garantie du teſtament de Charles II.*

ART. II.

Et conſidérant que l'aſſiento de l'introduction de nègres aux Indes, dans le quel les Portugais ont em- *Aſſiento.*

1701 *tanto caudal, ha padecido grandes perdidas y perjuicios por las vexaciones que ſe le han hecho en Indias por los Miniſtros del Rey Catolico; eſtara obligado S. M. Catolica a mandar reparar todos los daños que por la dicha cauſa hubieren reſultado al Aſiento, y ordenar que en adelante ſe le obſerven puntualmente las condiciones del dicho contrato.*

ART. III.

Si ſucediere que haya guerra, y que en Portugal haya falta de pan, S. M. Catolica eſtara obligado a mandar levantar la prohibicion de ſacar pan del Reyno de Caſtilla para Portugal, y no prohibira que de qualquiera de ſus islas y dominios ſe pueda ſacar pan para el dicho Reyno, con tal que ſea cargado en navios de naciones amigas.

ART. IV.

Y por quanto en la verdadera amiſtad y buena inteligencia que ſe deſea conſervar entre ambas Coronas, ſe deben evitar los daños que pueden ſer reciprocos; y en la Concordia que ſe hizo entre los Señores Reyes de Caſtilla y Portugal en tiempo del Rey D. Sebaſtian, declarandoſe los caſos en que los delinquentes ſe habian de entregar de parte a parte, y la reſtitucion de los hurtos, no podia comprehenderſe el género del tabaco, que entonces no habia quando ſe hizo la Concordia, y deſpues ſe ha introducido, de manera que, aſi en Caſtilla como en Portugal, es una de las principales rentas de las Coronas ſu eſtanco; eſtara obligado S. M. Catolica a hacer que en ninguna de ſus tierras de los Reynos y Principados de Eſpaña ſe pueda introducir tabaco de Portugal, ſea hecho, o molido, en los dichos Reynos y Principados, o fuera de ellos, y mandara deſtruir todas las fabricas que hubiere de tabaco portugués en los dichos ſus Reynos y Dominios, como tambien las que ſe hicieren de nuevo, imponiendo graves penas a los culpados en eſtos delitos, y encargando ſu obſervancia y execucion, no ſolo a los miniſtros de juſticia, ſi no tambien a los cabos y oficiales de guerra. Y de la misma ſuerte ſe obliga S. M. de Portugal a que en ſu Reyno no haya fabricas de

ployé un si grand capital, a souffert de grandes pertes et préjudices par les vexations qui lui ont été causées aux Indes par les officiers de S. M. Catholique, S. M. Catholique sera tenue d'ordonner la reparation de tous les dommages qui par la dite cause seront resultées à l'assiento, et d'ordonner qu'à l'avenir on observe ponctuellement les conditions du dit contrat. 1701

ART. III.

S'il survenait une guerre, et qu'en Portugal il y aie manque de pain, S. M. Catholique sera tenue d'ordonner de lever la defense d'exporter du blêd du royaume de Castille pour le Portugal et ne defendra pas que de quelqu'une de ses isles et domaines on puisse exporter du blêd pour le dit royaume pourvu qu'il soit chargé sur des navires de nations amies. *Libre exportation de pain.*

ART. IV.

Et comme en vertu de la vraie amitié et bonne intelligence qu'on desire conserver entre les deux couronnes on doit eviter tous les maux qui pourraient être reciproques; et que dans la convention *) faite entre les Seigneurs Rois de Castille et de Portugal dans le tems du Roi D. Sebastien en fixant les cas dans lesquels les malfaiteurs seront extradés de part et autre et les vols restitués, on n'a pu comprendre le Tabac, qu'on n'avait pas lors que cette convention fut faite, et qui depuis a été tellement introduit, que tant en Castille comme en Portugal le bail en fait un des principaux revenus de la couronne, S. M. Catholique sera tenue de faire en sorte que dans aucune de ses terres des Royaumes et Principautés d'Espagne on puisse introduire du Tabac de Portugal soit apprêté ou mis en poudre dans les dits royaumes et Principautés ou dehors, et ordonnera de detruire toutes les fabriques qu'il y aurait de tabac Portugais dans ses dits Royaumes et domaines, comme aussi celles qui s'établiroient de nouveau, fixant de graves peines contre ceux qui se sont rendus coupables de tels delits et enjoignant leur observation et exécution, non seulement aux ministres *Contrebande de Tabac.*

*) On a sans doute en vue la Convention signée le 28 Fevr. 1569 au sujet du renvoi réciproque des criminels au lieu du delit commis, qui se trouve insérée dans *Ordenaçoes y leys do reyno de Portugal* L. V. tit. 144. p. 129; et qui fut publiée de nouveau 1692. ibid.

1701 *de tabaco para introducir en Castilla, mandando destruirlas, y evitarlas en la forma sobredicha.*

ART. V.

Por quanto entre Inglaterra y Portugal hay algunas dudas al presente sobre el resto de las deudas de las represalias que se hicieron en Portugal en el tiempo en que los Principes Palatinos Roberto y Mauricio vinieron a apoderarse del dicho Reyno, sobre las quales deudas han hecho los Ingleses cuentas muy inmoderadas, y pretenden que Portugal las pague; se obliga su Magestad Catolica, en caso que haya guerra, a no hacer paz, ni tregua, o suspension de armas, con la Corona de Inglaterra, sin que dè por exento y libre a Portugal de estas dichas deudas de las represalias. Y en caso de no haber guerra, interpondra su Magestad Catolica su autoridad y buenos oficios tan eficazmente, que el Rey de Inglaterra se convenga con la composicion de que se estaba tratando, aceptando las treinta mil libras esterlinas que Su Magestad Portugueſa habia ofrecido para satisfaccion de los interesados, dandole buena y segura consignacion, y diez mil libras pagadas luego de contado, como se lo tenia prometido: porque puede suceder que, dandose por ofendida y quejosa de esta nueva alianza la Corona de Inglaterra, no quiera la composicion de que se trataba, y que intente se le paguen las exorbitantes sumas que pide.

ART. VI.

Si por razon de esta misma deuda pasaren los Ingleses a hacer represalias en algunos navios Portugueses, Su Magestad Catolica estara obligado a hacer los restituir prontamente, entrando en todo el empeño que Su Magestad de Portugal tomare sobre las represalias que se le hicieren por esta causa.

ART. VII.

Y como habiendo guerra, podra el Rey de Inglaterra no pagar a la Señora Reyna de la Gran Bretaña, Doña Catalina, los alimentos que la paga aquella Corona, y no es justo que la conveniencia, que las tres Potencias coligadas sacan de esta confederation, cada en prejuicio de la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña, siendo manifiesto

que

de juſtice mais auſſi à tous les chefs et officiers de guerre. Et de la même manière S. M. de Portugal s'engage à ce que dans ſon royaume il n'y aura point de fabriques de tabac pour l'introduire en Caſtille ordonant de les detruire et de les empêcher de la manière ſus-dite. 1701

ART. V.

Differends entre le Portugal et l'Angleterre.

Comme il y a apreſent quelques differends entre l'Angleterre et le Portugal au ſujet du reſte des dettes pour les repreſailles qui ont eu lieu en Portugal à l'époque où les Princes Palatins Robert et Maurice vinrent s'emparer du dit royaume, au ſujet des quelles dettes les Anglais ont formé des comptes très immodérés, et prétendent que le Portugal les paye, Sa Majeſté Catholique s'oblige, en cas de guerre, de ne point conclure de paix trêve ou ſuſpenſion d'armes avec la couronne d'Angleterre, ſans que le Portugal ſoit déclaré libre et exemt du payement des dites dettes pour les repreſailles. Et en cas qu'il n'y auroit point de guerre, Sa Majeſté Catholique interpoſera ſon autorité et ſes bons offices ſi efficacement, que le Roi d'Angleterre ſe contente de l'arrangement du quel on a traité, en acceptant les 30,000 livres Sterling que S. M. Portugaiſe avait offert pour la ſatisfaction des intereſſés, en fourniſſant bonne et ſure caution et 10,000 livres payés d'abord contant, comme il avait été promis, puisqu'il pourrait arriver, que la Couronne d'Angleterre, ſe diſant offenſée et choquée de cette nouvelle alliance, ne veuille point de la transaction qu'on negociait, et qu'elle inſiſte à ce qu'on lui paye les ſommes exorbitantes qu'elle exige.

ART. VI.

Cas de repreſailles.

Si par le motif de cette même dette les Anglais venaient à uſer de repreſailles contre quelques navires Portugais, Sa Majeſté Catholique ſera obligée de les faire reſtituer promptement, en entrant dans tous les engagemens que S. M. Portugaiſe prendrait au ſujet des repreſailles qui s'exerceraient par ce motif.

ART. VII.

Douaire de la Reine Catarine

Et comme en cas de guerre il ſe pourrait que le Roi d'Angleterre ne paye pas à la Reine de la Grande-Brétagne D. Catarine le douaire que lui paye cette couronne, et qu'il n'eſt pas juſte, que les avantages que les trois Puiſſances alliées tirent de cette confédération, tendent au préjudice de la dite Reine de la Grande-

Bré-

1701 *que de un daño causado asi a un tercero en la persona de una tan gran Princesa, resulta a las mismas Potencias una obligacion, no solo natural, sino real para deberlo reparar; se ha convenido, y ajustado que en el caso sobredicho, estara obligado Su Magestad Catolica a pagar en cada un año a la dicha Señora Reyna una tercera parte de lo que importan los dichos sus alimentos, en la forma que al presente se le pagan, y las Coronas de Francia y de Portugal otras dos terceras partes, una cada Corona; de suerte que por este medio quede su dicha Magestad Britanica totalmente indemne, y reintegrada de sus alimentos, pagandola cada de las tres Coronas una parte igual a cada una de las otras dos.*

Y porque en odio de esta misma alianza, aunque no haya guerra, podran los Ingleses buscar pretextos afectados para no pagar a la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña los referidos alimentos, faltando a la condicion estipulado en las capitulaciones del dote, y en este caso concurren las mismas razones sobredichas; quando asi suceda, estara tambien obligado Su Magestad Catolica a pagar a la dicha Señora Reyna una tercera parte de los dichos sus alimentos en la forma arriba dicha como tambien cada un de las otras dos Coronas coligadas otra tercera parte, igual, hasta que la Corona de Inglaterra pague realmente, como hasta ahora, los dichos alimentos a la dicha Señora Reyna de la Gran Bretaña, entrando el Rey Catolico para este efecto en todo el empeño que Su Magestad de Portugal tomare en esta materia.

Art. VIII.

Y por quanto habiendose dado la isla de Bombain al Rey Carlos II. de Inglaterra en la capitulacion del dote de la Señora Reyna de la Gran Bretaña, con la condicion de conservar a los Portugueses que en ella asistian con sus haciendas, las tomaron los Ingleses contra la forma de la capitulacion e instrucciones que entonces se dieron para la dicha entrega, y fuera de esto se apoderaron de la Isla de Main, que ni se dio, ni pertenecia a la de Bombain; en caso que haya guerra, no hara Su Magestad Catolica paz, ni tregua, o suspension de armas con Ingla-

Brétagne, et qu'il eſt manifeſte que d'un domage cauſé ainſi à un tiers en la perſonne d'une ſi grande Princeſſe, reſulte pour les mêmes Puiſſances une obligation non ſeulement naturelle mais auſſi effective de devoir le reparer; il eſt convenu et arrêté, que dans le cas ſusdit Sa Majeſté Catholique ſera obligée de payer tous les ans à la dite Reine une troiſième part du montant de ſes dits alimens dans la forme dans laquelle ils ſe payent à preſent, et les couronnes de France et de Portugal deux autres tiers chaque Couronne, de ſorte que par ce moyen ſa dite Majeſté Britannique ſoit entièrement indemniſée et remiſe en jouiſſance de ſes alimens, chacune des trois couronnes payant une part égale à celle de chacune des deux autres. 1701

Et puiſqu'en haine de cette dite alliance, quand même il n'y aurait point de guerre, les anglais pourraient chercher des prétextes affectés pour ne point payer à la dite Reine de la Grande-Brétagne les dits alimens, en manquant à la condition ſtipulée dans les capitulations au ſujet de ſa dot *) et que dans ce cas les mêmes motifs ſusdits auroient lieu; s'il arrive ainſi, S. M. Catholique ſera de même obligée de payer à la dite Reine un tiers de ſes dits alimens dans la forme expoſée ci-deſſus, comme auſſi chacune des deux autres Couronnes alliées un autre tiers égal, jusqu'à ce que la Couronne d'Angleterre paye réellement comme jusqu'à preſent les dits alimens à la dite Reine de la Grande-Brétagne, le Roi Catholique entrant à cet effet dans tout l'engagement que S. M. Portugaiſe prendra ſur cet objet.

ART. VIII.

Et comme l'île de Bombay a été donnée au Roi Charles II. d'Angleterre dans la ſtipulation de la dot de la Reine de la Grande-Brétagne, ſous la condition de conſerver aux Portugais qui s'y trouveraient, leurs biens, et que les Anglais les ont pris contre la teneur de la capitulation et des inſtructions qui ſe donnerent alors pour la dite ceſſion, et qu'en outre ils ſe ſont emparés de l'île de Main qui ne leur a été ni donnée ni n'appartient à celle de Bombay, Sa Maj. Catholique, en cas de guerre, ne fera ni paix ni treve ou ſuſpenſion d'armes *Bombay.*

*) Savoir 30.000 liv. Sterling voyés le contrat de mariage de 1661 dans CHALMERS *collection* T. II. p. 390, et dans CAETANO DE SOUSA *provas do hiſtoria genealogica.* T. IV. p. 827.

1701 *Inglaterra, ſin que reſtituya a la Corona de Portugal la isla de Main, y a ſus vaſallos, o herederos todo lo que les tomaron, y todo lo demas de que eſtan en poſeſion los Ingleſes contra la capitulacion.*

Art. IX.

Y como los mismos Ingleſes y Holandeſes ſe ſintieron mucho en la guerra paſada de la buena acogida que los navios de corſo franceſes hallaron en los puertos de Portugal trayendo a ellos preſas, que habian hecho a las dichas naciones, y podran ahora en odio de eſta alianza fundar ſobre ellas algunas pretenſiones contra Portugal; S. M. Catolica eſtara obligado a hacer que Inglaterra y Holanda no intenten tales pretenſiones, tomando eſta cauſa por tan ſuya como el Reyno mismo de Portugal, para librarlo de qualquier intento que eſtas naciones tubieren ſobre las tales preſas, entrando en la guerra que Portugal pudiere tener con las mismas naciones, ſi inſiſtieren en eſta pretenſion.

Art. X.

Por las capitulaciones, que ſe hicieron con los Eſtados de Holanda ſe obligo Portugal a pagarle quatro millones de cruzados, con las condiciones y declaraciones eſtipuladas en el mismo Tratado, conſignandoſele el pagamento en los derechos de la ſal de la Villa de Setubal que cargaſen los navios holandeſes, la qual cantidad eſta caſi ſatisfecha. Y por quanto en el Tratado hay una condicion de que, ſi Portugal interrumpiere el pagamento por qualquier cauſa, reteniendo los derechos de la dicha ſal, perdera todo lo que hubiere pagado, y comenzara a pagar de nuevo los quatro millones, y negando Portugal los puertos a los dichos Holandeſes, no puede haber aquellos derechos, ni continuarſele el pagamento; eſtara obligado Su Mageſtad Catolica a no hacer paz, ni tregua, o ſuſpenſion de armas con Holanda, ſino deſpues que ſe den por ſatisfechos de los dichos quatro milliones, cediendo la parte que ſe les quedare debiendo, como tambien de qualquier derecho que en virtud de la capitulacion pudieren tener para la repeticion del pagamento por entero. Y

por-

d'armes avec l'Angleterre ſans qu'elle ne reſtitue à la Couronne de Portugal l'île de Main, et à ſes ſujets ou leurs héritiers tout ce qu'ils leur ont enlévé et tout le reſte dont les Anglais ſont en poſſeſſion contre la capitulation. 1701

ART. IX.

Garantie touchant la réception des armateurs.

Et comme les mêmes Anglais et Hollandois ſe reſſentirent beaucoup dans la guerre precedente du bon accueil que les armateurs français ont obtenu dans les ports du Portugal en y faiſant entrer les priſes faites ſur les dites nations, et qu'elles pourraient actuellement, en haine de la preſente alliance, former là deſſus quelques prétenſions contre le Portugal; S. M. Catholique s'obligera à faire enſorte que l'Angleterre et la Hollande ne forment point de telles prétenſions, conſiderant cette cauſe comme la ſienne auſſi-bien que ſi elle concernait le royaume de Portugal même, pour le delivrer de toutes les meſures que les dites nations pourraient prendre au ſujet de telles priſes, en entrant dans la guerre que le Portugal pourrait faire contre ces nations, ſi elles inſiſteroient ſur cette prétenſion.

ART. X.

Dette du Portugal à la Hollande.

Par les capitulations faites avec les Etats d'Hollande le Portugal s'eſt obligé de leur payer quatre millions de cruſados ſous les conditions et declarations ſtipulées dans le même traité *) en leur aſſignant le payement ſur les droits à payer pour le ſel de la ville de Setubal, que chargeraient les navires Hollandais la quelle ſomme eſt presque acquitée. Et comme dans ce traité il y a une condition, que, ſi le Portugal interrompait le payement pour quelque cauſe que ce ſoit, en retenant les droits du dit ſel, il perdrait tout ce qu'il aurait payé, et recommencerait de nouveau à payer les quatre millions, et que ſi le Portugal fermait ſes ports aux Hollandais, on ne pourrait percevoir ces droits ni continuer le payement, S. M. Catholique ſera obligée de ne faire ni paix ni trêve ou ſuſpenſion d'armes avec la Hollande avant qu'ils ne reconnaiſſent les 4 millions pour acquités en cedant la part qui pourrait encore reſter à payer, comme auſſi en renoncant à tout droit qu'ils pourraient avoir en vertu de cette capitulation de

*) Voyés les traités de 1661 et 1669 dans DU MONT, le premier T. VI. P. II. p. 366, le ſecond T. VII. P. I. p. 114.

1710 *porque en odio de eſta nueva alianza podran, en caſo de no haber guerra, dificultar el ajuſte de las cuentas, intentando ſe les paguen mayores cantidades de las que en la realidad ſe les deben; en eſte caſo, ſi fuere neceſario, interpondra Su Mageſtad Catolica ſus oficios con los Eſtados, y hara que eſten a lo que fuere juſticia y razon.*

ART. XI.

Podran tambien los mismos Holandeſes, en odio de eſta alianza, querer repetir e intentar algunas pretenſiones ſobre las perdidas que tubieron en la guerra del Braſil, principalmente ſobre la artilleria que quedo en Recife y demas fortalezas del Braſil, quando fueron echados de ellas por los Portugueſes: en cuyos terminos Su Mageſtad Catolica eſtara obligado a hacer que los dichos Holandeſes no proſigan qualquier intento que tubieren en eſte aſunto; pues habiendo paſado tantos annos, bien ſe dexa ver que hacen eſtas pretenſiones en vengaza de ſu ſentimiento, y no porque entiendan que tienen juſticia para ellas Y en el caſo de haber guerra, hara Su Mageſtad Catolica que de la misma ſuerte cedan toda la accion que tubieren en eſte particular, como han de ceder la parte que ſe les debiere de los quatro millones.

ART. XII.

En caſo que haya guerra, y quiera Su Mageſtad de Portugal tratar de la reſtitucion de las plazas de Cochin y Cananor, eſtara obligado Su Mageſtad Catolica a hacer que Holanda las reſtituya; no haciendo paz con ella, ni tregua, o ſuſpenſion de armas, ſin la dicha reſtitucion, y ſin que ceda qualquier derecho que tenga contra Portugal por los gaſtos que hizo con la armada que tomo las dichas plazas, y en las fortificaciones con que aſeguro ſu defenſa. Y no habiendo guerra y queriendo Su Mageſtad de Portugal tratar de la reſtitucion de las dichas plazas en la forma de la capitulacion hecha por D. Francisco de Mello; interpondra Su Mageſtad Catolica ſus eficaces oficios paraque Holanda ſe acomode con las compenſaciones que Portugal le hiciere de los gaſtos de la armada y fortificaciones.

ART.

de demander le recommencement du payement entier. 1701
Et puisqu'en haine de cette nouvelle alliance, ils pourraient en cas qu'il n'y eut point de guerre, difficulter l'arrangement des comptes, en exigeant qu'on leur paye de plus fortes sommes que celles qui leur sont effectivement dues, dans ce cas, s'il était necessaire, S. M. Catholique interposera ses bons offices auprès des Etats et fera qu'ils se contentent de ce qui est juste et raisonnable.

ART. XI.

Les mêmes Hollandais pourraient bien aussi en haine *Brésil.*
de la presente alliance vouloir répéter et former quelques prétensions à l'égard des pertes qu'ils ont faites dans la guerre du Bréfil, principalement au sujet de l'artillerie qui est restée à Recifé et aux autres forteresses du Bréfil, lorsqu'ils furent chassés de là par les Portugais; dans les quels cas S. M. Catholique sera tenue d'effectuer que les Hollandais ne poursuivent point de prétension sous ce prétexte; car après tant d'années il est aisé de voir, qu'ils formeraient ces prétensions pour satisfaire à leur ressentiment, et non puisqu'ils seraient persuadés de la justice de la cause. Et en cas de guerre, S. M. Catholique fera en sorte qu'ils renoncent de même à toute prétension qu'ils auroient de ce chef, comme ils devront renoncer à la part qui reste à payer des quatre millions.

ART. XII.

En cas que la guerre auroit lieu, et que S. M. de *Cochin et Cananor.*
Portugal traiterait de la restitution des places de Cochin et Cananor, S. M. Catholique sera obligée de faire en sorte que la Hollande les restitue en ne faisant ni paix ni trêve ou suspension d'armes avec elle, sans la dite restitution, et sans qu'elle ne renonce à tout droit qu'elle auroit contre le Portugal pour les fraix causés par la flotte qui occupa les dites places, et pour les fraix des fortifications par les quelles elle assura leur defense. Et s'il n'y avait point de guerre et que S. M. Portugaise désirait traiter de la restitution des dites places sur le piéd de la capitulation faite par D. Francisco de Mello *), S. M. Catholique interposera ses bons offices pour que la Hollande se contente des compensations que le Portugal lui ferait pour les fraix de la flotte et des fortifications.

ART.

*) C'est la capitulation de 1669 déja citée.

1701

ART. XIII.

Habiendo guerras, todas las plazas que los Portugueſes tomaren en la India y coſta de Africa a los Holandeſes, que por ellos fueron tomados a la Corona de Portugal, u otras qualesquiera de que eſten en poſeſion, quedaran a la misma Corona de Portugal quando ſe hiciere la paz, y no eſtara obligada a reſtituirlas, aunque por eſta cauſa ſe dexe de hacer; antes en las capitulaciones que de ella ſe hicieren con las Holandeſes, ſe declarara que eſtos no podran repetirlas, ni tomarlas, y que Su Mageſtad Catolica quedara obligado a la garantia de ellas en todo tiempo.

ART. XIV.

Y para conſervar la firme amiſtad y alianza que ſe procura conſeguir con eſte Tratado, y quitar todos los motivos que pueden ſer contrarios a eſte efecto, Su Mageſtad Catolica cede y renuncia todo y qualquier derecho que pueda tener en las tierras ſobre que ſe hizo el Tratado proviſional entre ambas Coronas en ſiete de mayo de mil ſeiſcientos ochenta y uno, y en que ſe halla ſituada la Colonia del Sacramento; el qual Tratado quedara ſin efecto, y el dominio de la dicha Colonia y uſo del campo a la Corona de Portugal, como al preſente lo tiene.

ART. XV.

S. M. Catolica no ſolo ſe obliga a guardar inviolablemente todos los articulos de eſte Tratado, ſino tambien todos los de la paz ajuſtada entre las dos Coronas en el Tratado que ſe hizo en el anno de mil ſeiſcientos ſeſenta y ocho, los quales ſi tienen aqui por expreſados y declarados, como ſi de todos y cada uno de ellos ſe hiciese eſpecial mencion. Y en caſo de ſer neceſario, ratifica y revalida de nuevo el dicho Tratado, teniendo por ſuplido todo quanto de derecho ſe puede ſuplir, y cabe en el poder real, aunque para eſto ſe neceſitaſe de declaraciones muy expreſas.

ART. XVI.

Por quanto reſultan reciprocas conveniencias a las Coronas de Caſtilla y Francia de la union de la nueva alianza, que por eſte Tratado ſe conſigue; eſtara obligado el Rey Catolico, no ſolamente a obſervar eſte Tratado

ART. XIII. 1701

Si la guerre aurait lieu, toutes les places que les Portugais enleveraient aux Hollandais aux Indes et sur les côtes d'Afrique, et qui par eux ont été enlevés à la couronne de Portugal, ou à d'autres quelconques qui en étaient en possession, resteront à la dite Couronne de Portugal lors de la paix, et elle ne sera pas tenue de les restituer, quoique pour cette cause on refuse de le faire; mais au contraire dans les traités qu'elle fera avec les Hollandais il sera déclaré qu'ils ne pourront point les reclamer ni reprendre, et que S. M. Catholique restera obligée à les lui garantir pour jamais. *Conquêtes.*

ART. XIV.

Et pour conserver la ferme amitié et alliance qu'on cherche à cimenter par ce traité, et pour écarter tous les motifs qui pourraient être contraires à cet effet S. M. Catholique cede et renonce à tout droit quelconque qu'elle pourrait avoir sur les terres sur les quelles s'est fait le traité provisionel entre les deux couronnes du 7 May 1681 *) et dans lesquelles est située la Colonie de Sacramento, le quel traité demeurera sans effet, et la propriété de la dite colonie et l'usage du terrein restera à la couronne de Portugal comme elle le possède actuellement. *S. Sacrement.*

ART. XV.

S. M. Catholique non seulement s'oblige à garder inviolablement tous les articles de ce traité, mais aussi tous ceux de la paix conclu entre les deux couronnes dans le traité signé en 1668 **) lesquels sont a considérer comme exprimés et déclarés ici, tout comme si tous et chacun d'eux étaient spécialement mentionnés; et en tant qu'il serait necessaire, le dit traité se ratifie et se revigorise de nouveau, tenant pour suppléé tout ce qui de droit pourrait être suppléé et accordé effectivement, quand même à cette fin il faudrait des déclarations plus expresses. *Paix de 1668.*

ART. XVI.

Comme il resulte des avantages réciproques aux Couronnes de Castille et de France de l'union et nouvelle alliance formée par le present traité, le Roi Catholique sera obligé non seulement d'observer ce traité *Alliance avec la France.*

*) ROUSSET *supplém.* T. II. P. I. p. 406.

**) DU MONT T. VIII. P. I. p. 70.

1701 *tado, que con el se celebra, sino tambien el que se hace para la misma union y alianza con el muy alto y muy poderoso Principe Luis XIV, Rey Christianisimo de Francia, quedando S. M. Catolica por garante del dicho Tratado, paraque se guarde inviolablemente, como en el se contiene, y como si se hubiese celebrado con Su Magestad Catolica el dicho Tratado.*

ART. XVII.

Si se llegare a romper la guerra con algun Principe o Potencia de Europa; S. M. Catolica no podra hacer paz, ni tregua, o suspension de armas con ninguno de los dichos Principes o Potencias, sin que en ellas entre tambien la Corona de Portugal, tratando de sus conveniencias como de las propias de sus Reynos y Dominios, paraque se ajusten con utilidad y ventaja de la misma Corona. Y de la misma suerte Portugal no hara paz, ni tregua, o suspension de armas, con ninguno de los dichos Principes ó Potencias, sin que en ellas entre Su Magestad Catolica, y trate de las conveniencias de su Corona, como de las propias.

ART. XVIII.

Esta liga, y sus obligaciones reciprocas, duraran, y tendran efecto y vigor, por espacio de veinte annos.

Todas las quales cosas, contenidas en los diez y ocho articulos de este Tratado, han sido acordadas y concluidas por Nos los sobredichos Plenipotenciarios de SS. MM. Catolica y de Portugal, en virtud de las Plenipotencias concedidas a Nos por SS. MM. en cuya fé, firmeza, y testimonio de verdad, hemos firmado, y corroborado el presente Tratado con nuestras manos, y sellos de nuestras armas.

En Lisboa a 18 dias del mes de Junio, anno de nacimiento de N. S. J. C. de 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.
(L. S.) *El Marques* DE ALGRETE.
(L. S.) *El Conde* DE ALVOR.
(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREIRA.

conclu avec lui, mais auſſi celui qui pour la même union et alliance ſe forme avec le très-haut et très-puiſſant Prince Louis XIV. Roi Très-Chrétien de France; S. M. Catholique demeurant le garant du dit traité; et tout comme ſi le dit traité avait été conclu avec S. M. Catholique. 1701

ART. XVII.

Si la guerre venait à éclater avec quelque Prince ou Puiſſance d'Europe, S. M. Catholique ne pourra faire aucune paix, trêve ou ſuſpenſion d'armes avec aucun des dits Princes ou Puiſſances ſans que la Couronne de Portugal y entre auſſi, en traitant de ſes interêts comme des propres interêts de ſes Royaumes et domaines, pour être arrangés avec utilité et avantage de la même Couronne. Et de même le Portugal ne fera point de paix, trêve ou ſuſpenſion d'armes avec aucun des dits Princes ou Puiſſances ſans que S. M. Catholique y entre et qu'on traite des interêts de ſa Couronne comme des ſiens propres. *Paix future.*

ART. XVIII.

Cette ligne et ſes obligations réciproques dureront et reſteront en vigueur pendant l'eſpace de vingt ans. *Durée.*

Toutes les quelles choſes contenues dans les dix-huit articles de ce traité ont été accordées et conclues par Nous les ſusdits Plenipotentiaires de L.L. MM. Catholique et de Portugal, en vertu des Pleinpouvoirs accordés à nous par Leurs Majeſtés; en foi confirmation et temoignage de quoi Nous avons ſigné le preſent traité de Notre main et l'avons muni du cachet de nos armes.

A Lisbonne le 18 du mois de Juin an 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.

(L. S.) *Le Marquis* D'ALEGRETE.

(L. S.) *Le Comte* D'ALVOR.

(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREIRA.

1701 *Ratification Portugaiſe.*

Don Pedro, por la gracia de Dios, Rey de Portugal, y de los Algarbes, de la parte de aca y de la de alla del Mar de Africa, Señor de Guinea, y de la Conquista, Navegacion, y Comercio de Etiopia, Arabia, Perſia, y de la India &c. Hago ſaber a los que eſta mi Carta patente de aprobacion, ratificacion, y confirmacion vieren: que en eſta mi Corte y Ciudad de Lisboa, hoy diez y ocho del mes de Junio del preſente anno de mil ſetecientos uño, ſe ha ajuſtado, concluido, y firmado un Tratado de Alianza entre Mi y el Rey Catolico mi buen hermano; ſiendo plenipotenciario por parte de ſu Mageſtad Catolica para eſte efecto, el Señor de Rouille, Embaxador extraordinario del Rey Chriſtianiſimo en eſta mi Corte; y por mi parte, Manuel Tellez de Silva, Marques de Alegrete, de mi Conſejo de Eſtado, Gentilhombre de mi Camara, y Veedor de Hacienda; Francisco de Tavora, Conde de Alvor, tambien de mi Conſejo de Eſtado, y Preſidente de lo Ultramarino; y Mendo de Foyos Pereyra, de mi Conſejo y mi Secretario de Eſtado: el qual Tratado es el ſiguiente.

(Ici eſt inſéré le traité.)

Y habiendo yo viſto el dicho Tratado de alianza, deſpues de bien conſiderado y examinado, he aprobado, ratificado, y confirmado, aprueho, ratifico, y confirmo, todas y cada una de la coſas contenidas en el; y por la preſente le doy por bueno, firme, y valido; prometiendo, en fe y palabra de Rey, obſervar y cumplir inviolablemente ſu forma y tenor, y hacerlo cumplir y obſervar, ſin hacer, o permitir que ſe haya, coſa alguna en contrario, directa o indirectamente, en qualquier modo que ſea, renunciando todas las leyes y coſtumbres, y todas las demas coſas que haya, y puedan hacer en contrario. Y para ſe y firmeza de todo, he mandado otorgar el preſente Deſpacho de ratificacion, firmado por mi, y ſellado con el ſello gran de mis armas.

Dado en la ciudad de Lisboa, a 18 dias del mes de Junio. = Antonio de Oliveira de Carvalho la hizo anno del nacimiento de nueſtro Señor Jeſu-Chriſto de 1701. = Mendo de Foyos Pereira lo refrende.

El Rey.

Don

Ratification Eſpagnole. 1701

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de las Eſpañas, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de las Indias &c. Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Milan; Conde de Abspurg, y del Tyrol &c. Habiendoſe ajuſtado, concluido, y firmado en la Corte de Lisboa en 18 del mes de Junio de eſte preſente anno de 1701, un Tratado de Alianza entre Mi y el Rey de Portugal mi buen hermano, ſiendo Plenipotenciarios para eſte efecto, por parte de S. M. Luſitana, Manuel Tellez de Silva Marques de Alegrete, de ſu Conſejo de Eſtado, Gentilhombre de ſu Camara, y Veedor de la Hacienda, Francisco de Tavorra Conde de Alvor, aſimismo de ſu Conſejo de Eſtado, y Preſidente de la Ultramarino, y Mendo de Foyos Pereyra, de ſu Conſejo y ſu Secretario de Eſtado; y por mi parte el Preſidente Rouille Embaxador extraordinario de S. M. Chriſtianiſima en la misma Corte de Lisboa: el qual Tratado, traducido de portugues en caſtellano, es como ſe figue.

(Ici eſt inſéré le traité.)

El qual Tratado, aqui eſcrito i inſerto, como arriba queda dicho, habiendole Yo viſto, conſiderado bien, y examinado, le apruebo, ratifico, confirmo, y todas y cada una de las coſas en el contenidas, y por la preſente le doy por firme y valido; prometiendo, en fe y palabra de Rey, obſervar y cumplir inviolablemente ſu forma y tenor, y hacerle cumplir y obſervar, ſin hacer, ni permitir que ſe haya, coſa alguna en contrario, directa o indirectamente, en qualquier modo que ſer pueda, renunciando todas las leyes y coſtumbres, y todas las otras coſas que haya y pueda haber en contrario. Y en teſtimonio de lo ſuſodicho, y para firmeza de ello, mande deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Madrid a 1de Julio de 1701.

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

(Les pleinpouvoirs de S. M. Catholique ſont datés de Buen-Retiro le 28 Fevr. 1701; ceux de S. M. Portugaiſe de Sava tierra le 8 Mars 1701.)

V.

1701 18 Juin. Transaccion ajuſtada entre los Reyes de Eſpanna y de Portugal en Lisboa a 18. Junio de 1701 *) ſobre las dependencias e intereſes del Aſiento de Negros de la Companhia Real de Guinea, ratificada por parte de Su Mageſtad Catolica en Madrid a 1. Julio del dicho anno.

(*Coleccion de los Tratados* T. I. p. 67; mais ſeulement en traduction Eſpagnole; l'original eſt en Portugais.)

En Nombre de la Santiſima Trinidad.

Por quanto ſe ha eſtipulado en el Articulo ſegundo del Tratado de nueva alianza y garantia del teſtamento de D. Carlos II. Rey Catolico de Eſpaña, en la parte que mira a ſuceder en todos ſus Eſtados y Dominios el muy alto y muy poderoſo Principe D. Felipe V. por la gracia de Dios, Rey Catolico de Eſpaña, ajuſtado con el muy alto y muy poderoſo Principe D. Pedro II. tambien por la gracia de Dios, Rey de Portugal, que ſe repararian todos los daños que habian reſultado a la Compañia del Aſiento de Negros de Indias por las vexaciones y poca obſervancia con que los miniſtros de S. M. Catolica habian cumplido las condiciones del contrato: ha parecido conveniente a ambas Mageſtades ſe hiciese en Articulos ſeparados una amigable Transaccion de todos los derechos, acciones, y pretenſiones, que podian reſultar a una y otra Mageſtad, y a los intereſados en la Compañia, por qualquier cauſa que fueſe, paraque ſe quitaſe toda ocaſion que pudieſe ſer de menos ſatisfaccion a ambas Mage-

*) On ne trouve qu'un extrait très imparfait de ce traité dans DU MONT T. VIII. P. I. p. 31. et dans LAMBERTY *mem.* T. I. p. 547; bien qu'il ait ſorti auſſi peu ſon effet que le précédent, par le changement des circonſtances qui amena la guerre entre ces puiſſances, il eſt important, en ce qu'il ſert à l'intelligence du traité de paix de 1715, qui régla differemment les objets dont s'occupe ce traité, mais qui auſſi n'a pas terminé la diſpute.

V.

Transaction ajuſtée entre les Rois d'Eſpagne et de Portugal à Lisbonne le 18 Juin 1701 au ſujet des affaires et interets de l'Aſſiento de Nègres de la Compagnie royale de Guinée; ratifiée par S. M. Catholique à Madrid le 1 Juillet de la même année. 1701 18 Juin.

(*Traduction privée, de l'Eſpagnol ci-joint.*)

Au nom de la très-ſainte Trinité.

Comme il a été ſtipulé dans l'article II. du traité de nouvelle alliance et de garantie du teſtament de D. Carlos II. Roi Catholique d'Eſpagne, en ce qui concerne la ſucceſſion dans tous ſes Etats et domaines en faveur du très-haut et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la Grace de Dieu Roi Catholique d'Eſpagne, conclu avec le très-haut et très-puiſſant Prince D. Pedro II. auſſi par la Grace de Dieu Roi de Portugal, qu'on repareraît tous les dommages cauſés à la Compagnie de l'aſſiento de Nègres des Indes par les vexations et le peu d'exactitude avec la quelle les Miniſtres de S. M. Catholique ont rempli les conditions du contrat: il a paru convenable aux deux Majeſtés qu'on dreſſe en articles ſéparés une amiable transaction de tous les droits actions et prétenſions qui pourraient reſulter à l'une et l'autre Majeſté et aux intereſſés à la Compagnie pour quelque cauſe que ce ſoit, afin d'écarter toute occaſion, qui pourrait être désagréable à leurs deux Majeſtés, d'élever des procès, dont ſe ſuivraient des plaintes et inconveniens, de ſorte que cet objet, avec tout ce qui en dépend, ſoit compoſé tellement que tous les motifs d'inquiétude ou de plainte ceſſent en vertu de cette transaction: pour la concluſion et l'arrangement de laquelle Leurs Majeſtés ont donné leurs Pléinpouvoirs, ſavoir S. M. Catholique de ſon côté au Sieur de Rouillé, Préſident au grand conſeil de S. M. Très-Chrétienne et

1701 *Mageſtades, habiendo pleytos, de que ſe ſeguirian delaciones y perjuicios; quedando eſta materia con ſus dependencias compueſta de ſuerte, que ceſen todos los motivos de eſcandalo o queja en virtud de eſta Transaccion: para cuya concluſion y ajuſte han dado Sus Mageſtades plenipotencias, es a ſaber; Su Mageſtad Catolica, por ſu parte, al Señor de Rouillé, Preſidente en el gran Conſejo de Su Mageſtad Chriſtianiſima, y ſu Embaxador en eſta Corte de Lisboa; y Su Mageſtad de Portugal, por la ſuya, a los Señores, Manuel Tellez de Silva, Marques de Alegrete, Conde de Villarmayor, Comendador de las Encomiendas de S. Juan de Alegrete, y Lagares de Soure de la Orden de Chriſto, S. Juan de Moura, y Santa Maria de Albufeira de la Orden de Avis, del Conſejo de Eſtado, y Gentilhombre de Camara de Su Mageſtad de Portugal, y Veedor de ſu Hacienda; Francisco de Tavora, Conde de Alvor, Señor de la Villa de Moita, Alcayde mayor de Pinhel, y Comendador de las Encomiendas de San Andres de Freixeda, Porto Santo; Santa Maria de las dos Igleſias, y San Salvador del Baſto de la Orden de Chriſto, del Conſejo de Eſtado, y Preſidente de lo Ultramarino; y al Sennor Mendo de Foyos Pereyra, Comendador de la Encomienda de Santa Maria de Maſſaon de la Orden de Chriſto, del Conſejo de S. M. de Portugal, y ſu Secretario de Eſtado. Los quales dichos Plenipotenciarios, uſando de los poderes que les ſon concedidos, han celebrado y ajuſtado entre ſi amigablemente la Transaccion abaxo eſcrita, que contiene catorce Articulos ſeparados, los quales han de tener ſu entera fuerza, y debida obſervancia, como parte inſeparable del mismo Tratado de nueva alianza y garantia, del qual ſera contravencion todo lo que ſe dexare de cumplir y guardar de lo que va diſpueſto y declarado en los Articulos de eſta Transaccion.*

ART. I.

Que Su Mageſtad Catolica cede todas las acciones que tiene y puede tener contra la Compannia del Aſiento de Negros, que le competen y puedan competer por qualesquier cauſas, razones, fundamentos, fraudes, y contravenciones que haya habido en el tiempo de la obligacion de eſte contrato, cediendolas todas S. M. Catolica, como ſi no hubieſen acontecido.

ART.

ſon Ambaſſadeur en cette Cour de Lisbonne; et S. M. 1701
Portugaiſe du ſien aux S. Manuel Tellez de Silva Marquis de Alegrete, Comte de Villarmayor, Commandeur des Comanderies de S. Juan de Alegrete et Lagares de Soure de l'ordre de Chriſt, S. Juan de Moura, et Sainte Marie de Albufeira de l'ordre de Avis, membre du Conſeil d'Etat, et gentilhomme de la chambre de S. M. de Portugal et Inſpecteur de ſes finances; François de Tavore Comte de Alvor, Seigneur de la Ville de Moita, Alcayde mayor de Pinhel, et Comandeur des Commanderies de S. Juan de Alegrete et Lagares de Soure de l'ordre de Chriſt, S. Juan de Moura, et Sainte Marie de Albufeira de l'ordre de Avis, membre du Conſeil d'Etat, et gentilhomme de la chambre de S. M. de Portugal et Inſpecteur de ſes finances; François de Tavore Comte de Alvor. Seigneur de la Ville de Moita Alcayde mayor de Pinhel, et Commandeur des Commanderies de S. Andres de Freixada, Porto Santo, Santa Maria de las dos Igleſias, et S. Salvador del Baſto de l'ordre de Chriſt, membre du Conſeil d'Etat, et Préſident de l'Outre-mer; et au S. Mendo de Foyos Pereyra, Commandeur de la Commanderie de Santa Maria de Maſſaon de l'ordre de Chriſt, membre du Conſeil de S. M. de Portugal, et ſon Secrétaire d'état; les quels dits Plénipotentiaires en vertu des pleinpouvoirs qui leur ont été accordés, ont conclu et arrangé entre eux amiablement la Transaction cideſſous qui contient XIV articles ſéparés, les quels auront leur entière force et ſeront duement obſervés comme partie inſéparable du même traité de nouvelle alliance et garantie, et ſera conſidéré comme contrevention de celui-ci tout ce qui ſerait omis d'obſerver ou de garder de ce qui eſt diſpoſé et reglé dans les articles de cette transaction.

ART. I.

Que Sa Majeſté Catholique cede toutes les prétenſions, qu'elle a et peut avoir contre la Compagnie de l'aſſiento des Nègres, qui lui appartiennent et peuvent lui appartenir pour quelques cauſes, raiſons, fondemens, fraudes et contreventions qu'il y aurait eu pendant le tems de l'obligation de ce contrat, S. M. Catholique les cedant toutes comme ſi elles ne lui avaient point apartenues. *L'Eſpagne renonce à ſes prétenſions.*

ART.

1701

ART. II.

Que Su Mageſtad Catolica da por extinguido y acabado contrato de eſte Aſiento, aunque le falte parte del tiempo que habia de durar ſu obligacion, desde el dia en que ſe ajuſta eſta Transaccion. Y reſpecto de que en el intervalo de tiempo, que preciſamente ha de haber paraque lleguen a Indias las ordenes de Su Mageſtad Católica en que aſi lo mande declarar, podran haber llegado algunas embarcaciones a Indias que hayan llevado negros para la proviſion de eſte Aſiento en la forma de la condicion ſexta; ſe practicara con eſtas embarcaciones y en la venta de los negros lo mismo que ſi hubieſen llegado en el tiempo en que exiſtia la obligacion del contrato, guardandoſeles todas las exenciones, libertades, y franquicias en el eſtipuladas. Y ſi hubiere algunos negros, que por la obligacion del Aſiento ſe hayan introducido en las Indias, y eſtubieren por vender; ſe guardara con ellos lo diſpueſto en la condicion veinte y ocho.

ART. III.

Que Su Mageſtad Catolica mandara poner en ſu entera libertad al Adminiſtrador del Aſiento Gaspar de Andrade, como tambien a todas las demas perſonas Portugueſas, que han ſervido en el Aſiento, y que ſe hallen arreſtadas o preſas por qualquier cauſa que ſea, ſin poder ſer obligadas, ni executadas por condenaciones, o gaſtos algunos hechos por cauſa a ocaſion de ſus priſiones o proceſos. Y todos los papeles, libros, y efectos que ſe tomaron, embargaron, o ſequeſtraron a Gaspar de Andrade, u otras qualesquier perſonas, ſeran entregadas a aquellas que preſentaran poderes eſpeciales de la Compannia para eſta comiſion. Y ſe mandara dar paſage para eſte Reyno en navios Portugueſes, caſtellanos, o franceſes para ſus perſonas, como tambien para las haciendas y generos procedidos de los efectos de la Compannia, tocando la eleccion de los navios a las mismas perſonas; y ſiendo en Portugueſes, podran venir en derechura a los puertos de Portugal, en la forma y manera que les eſtaba concedido en tiempo del contrato por la condicion quince; y viniendo en navios caſtellanos, gozaran de todo lo que por la dicha condicion les ſeria permitido ſi duraſe el contrato; yo lo mismo ſe les concedera

ART. II. 1701

Que S. M. Catholique déclare comme éteint et terminé le contrat de cet assiento *), bienqu'il lui manque encore une partie du tems que son obligation aurait du durer, dès le jour où la présente transaction a été ajustée. Et considérant que dans l'espace de tems justement necessaire pour que les ordres de S. M. Catholique, d'en faire la déclaration, puissent parvenir aux Indes, il pourrait être arrivé quelques vaisseaux aux Indes qui auraient porté des Nègres en vertu de cet assiento dans la forme de l'article VI; il en sera usé de ces vaisseaux et de la vente des Nègres tout comme s'ils étoient arrivés dans le tems où l'obligation du contrat subsistait, en leur conservant toutes les exemtions, libertés, et franchises qui y sont stipulées. Et s'il y avait quelques Nègres qui par l'obligation de l'assiento auraient été introduits aux Indes et seroient à vendre; on gardera à leur égard ce qui a été disposé dans l'article 28.

Contrat de l'assiento declaré eteint.

ART. III.

Que Sa Majesté Catholique fera mettre en pleine liberté l'Administrateur de l'Assiento, Gaspar de Andrade, comme aussi toutes les autres personnes Portugaises qui ont servi à l'Assiento et qui ont été arretées ou prises pour quelque cause que ce soit, sans pouvoir être obligées ou executées pour cause de sentences ou traix quelconques qui ont eu lieu à cause ou à l'occasion de leur capture ou judicature. Et tous les papiers, livres et effets qui ont été pris, saisis ou sequestrés à Gaspar de Andrade, ou à autres personnes quelconques, seront restitués à ceux qui produiront des pleinpouvoirs particuliers de la compagnie à cet effet. Et il sera ordonné de les laisser passer pour ce royaume en navires Portugais, Castillans ou Français pour leur personne, comme aussi pour les biens et marchandises procedés des effets de la Compagnie, le choix des navires dependant des dites personnes; et si c'est en des navires Portugais, elles pourront venir à droiture dans les ports du Portugal, dans la forme et maniere qui leur à été accordée dans le tems du contrat par l'article XV; et s'ils viennent dans des navires Castillans ils jouiront de tout ce qui par le dit article leur aurait été

Portugais mis en liberté

*) Ce traité d'assiento en date du 12 Juil. 1696 se trouve dans ABREU *y Bertodano coleccion. Carlos II.* P. III. p. 366-393.

1701 *cedera veniendo en navios franceſes a los puertos de Caſtilla y Portugal.*

ART. IV.

Que ſi hubiere algunas perſonas que hayan recibido efectos de la Compannia, ſiendo vaſallos de la Corona de Portugal, los obligaran a embarcar, ſiendo requeridos los Gobernadores, y qualesquier otras Juſticias, por los Procuradores de la Compannia. Y todos los papeles que ſe les hallaren pertenecientes a la dicha Compannia, caudales, y efectos que tubieren, ſe entregaran a los Comiſarios de ella por inventario hecho judicialmente, para que conſte con verdad lo que ſe les hubiere hallado.

ART. V.

Sin embargo de que por la condicion primera del contrato ſe obligo la Compannia a introducir en Indias en el tiempo de ſu duracion diez mil toneladas de negros, reguladas en la forma de la misma condicion, y de la ſeptima, habiendoſe de pagar a S. M. Catolica los derechos de los negros que faltaſen, para la introduccion de las dichas toneladas, como ſi efectivamente ſe hubieſen vendido e introducido en Indias; S. M. Catolica, por las juſtas cauſas que le mueven, concede a la Compannia que no pague derechos ſino de los negros que real y enteramente ha introducido y vendido en Indias, haciendoſe la cuenta de los negros por las toneladas, en la forma de la referida condicion ſeptima.

ART. VI.

Que S. M. Catolica mandara expedir las ordenes neceſarias para que, en el tiempo de dos meſes perentorios, ſe cobre efectivamente todo lo que ſe debe en las Indias a la Compannia; y en el ajuſte de las cuentas de los derechos de los negros que la Compannia ha vendido en las Indias, eſtaran obligados los miniſtros de S. M. Catolica a aceptar las eſcrituras corrientes que les entregaren los Adminiſtradores del Aſiento, procedidas de los eſclavos que ſe hubieren vendido fiados a los moradores de las Indias. Y quando eſtas eſcrituras no baſten para la ſatisfaccion de eſtos derechos; ſe deſcontara lo que faltare en el pagamento de las doſcientas mil patacas de anticipacion, y ſus reditos.

ART.

été permis, ſi le contrat ſubſiſtait encore; et la même choſe leur ſera accordée s'ils viennent en navires français dans les ports de Caſtille et de Portugal. 1701

ART. IV.

Les ſujets et effets ſeront embarqués.

Que s'il y avait quelques perſonnes qui auraient reçu des effets de la Compagnie et qui ſont ſujets de la Couronne de Portugal, les gouverneurs et autres officiers les obligeront de s'embarquer, s'ils en ſont requis par les procureurs de la Compagnie. Et tous les papiers qui ſe trouveront appartenir à la Compagnie, les capitaux et effets, ſe remettront aux commiſſaires de celle-ci d'après un inventaire fait judiciairement, afin qu'il conſte veritablement de ce qui leur aura été remis.

ART. V.

Remiſe des droits pour les Nègres non ſaurés.

Non obſtant que par l'article I. du Contrat la Compagnie s'eſt obligée à introduire aux Indes, durant le tems de ſa durée, les Nègres du port de dix mille tonneaux, dans la forme reglée par le même et le VIIeme article avec l'obligation de payer à S. M. Catholique les droits même pour les Nègres qui manqueraient au dit port de 10,000 tonneaux tout comme s'ils avaient été effectivement introduits et vendus aux Indes, S. M. Catholique, par les juſtes motifs qui l'y déterminent, accorde à la Compagnie de ne payer les droits que pour les Nègres qu'elle a effectivement et entierement introduits et vendus aux Indes, en comptant les Nègres d'après le port des vaiſſeaux ſur le pied exprimé dans le dit article ſeptième.

ART. VI.

Acquit des dettes et des droits.

Que S. M. Catholique fera expédier les ordres neceſſaires pour que dans l'eſpace peremtoire de deux mois on recouvre effectivement tout ce qui ſe doit aux Indes à la Compagnie et dans l'ajuſtement des comptes des droits pour les Nègres que la Compagnie a vendus aux Indes les officiers de S. M. Catholique ſeront obligés d'accepter les billets courants que leur fourniront les Adminiſtrateurs de l'aſſiento, procédant des eſclaves qu'ils auront vendus à credit aux habitans des Indes. Et ſi ces obligations ne ſuffiſent pas pour acquiter ces droits, on décomptera ce qui manque dans le payement des 200,000 patacas d'anticipation et des revenus d'iceux.

ART.

1701

ART. VII.

Que en el pagamento de los derechos de negros, que ſe vendieren en los puertos de Indias, ſe guardara ſobre la entrega de ellos lo que eſta diſpueſto en la condicion veinte y quatro.

ART. VIII.

Que hallandoſe algunos navios en los puertos de Indias, que hayan llevado negros en la forma que les era permitido por la condicion ſexta, y eſtando embargados o detenidos por eſta cauſa, ſeran deſembargados, o libertados; reſtituyendoſeles todo lo que ſe les hubiere tomado en la forma de la condicion XI.

ART. IX.

Que S. M. Catolica ſe obliga a mandar pagar las doſcientas mil patacas de la anticipacion que ſe le hizo, como tambien los reditos de ellas de ocho por ciento, en la forma que ſe declara en la condicion quarta; los quales reditos ſe han de contar y devengar desde el dia en que ſe entregaron las doſcientas mil patacas haſta aquel en que ſe pagaren en Caſtilla a la perſona que tubiere los poderes neceſarios para cobrarlas.

ART. X.

Que S. M. Catolica mandara executar prontamente la condicion treinta y quatro del Aſiento ſobre los bienes que quedaron de D. Bernardo Francisco Marinno para la ſatisfaccion de nueſtra deuda, que en la misma condicion ſe declarara.

ART. XI.

Que S. M. Catolica dara treſcientos mil cruzados de moneda Portugueſa, que en eſte Reyno vale 400 reis, a la Compannia en ſatisfaccion de los dannos recibidos, y de todas las acciones que la dicha Compannia puede tener contra la hacienda de S. M. Catolica por los dichos dannos, ú otra qualquier cauſa, pertenecciente al Aſiento de Negros, pues de todas ſe da por pagado y ſatisfecho con la cantidad referida. Los quales treſcientos mil cruzados ſeran pagados en Caſtilla en la venida de la primera flota, flotilla, o galeones que llegaren; y de la misma manera las doſcientas mil patacas de anticipacion, y ſus reditos haſta la real entrega en la forma de la condicion tercera y quarta, ſeran pagadas en Caſtilla en las ſegundas embarcaciones que llegaren, ſiendo de la flota, flotilla, o galeones: de ſuerte que eſte pagamento

ſe

ART. VII. 1701

Que dans le payement des droits pour les Nègres qui ont été vendus dans les ports des Indes, on observera touchant la tradition de ceux-ci, ce qui eſt fixé dans l'article vingt quatre. *Tradition des Nègres.*

ART. VIII.

Que s'il ſe trouve quelques vaiſſeaux dans les ports des Indes qui auraient porté des Nègres ſur le pied qui leur a été permis par l'article VI. et qui ſe trouveraient ſaiſis ou detenus par ce motif, ils ſeront relachés ou mis en liberté, en leur reſtituant tout ce qui leur aurait été enlevé, en conformité de l'article VI. *Vaiſſeaux relachés.*

ART. IX.

Que S. M. Catholique s'engage à faire payer les 200,000 patacas de l'anticipation qui lui a été faite, comme auſſi les revenus d'iceux à huit pour cent dans la forme determinée dans l'article IV, les quels revenus devront ſe compter et percevoir depuis le jour où les 200,000 patacas ont été payés, jusqu'à celui où ils ſe payeront en Caſtille à la perſonne qui aurait les pouvoirs neceſſaires pour les recouvrer. *Anticipation payée en retour.*

ART. X.

Que S. M. fera proprement executer la condition XXXIV de l'aſſiento au ſujet des biens qui ſont reſtés de D. Bernard François Marimo pour l'acquitement de notre créance deſignée dans le même article. *Art. 34 du contrat.*

ART. XI.

Que S. M. Catholique donnera 300,000 Cruzados monaye Portugaiſe valant dans ce royaume 400 reis, à la compagnie, en dédomagement des pertes qu'elle a éprouvées, et de toutes les actions que la dite Compagnie peut avoir contre la Chambre de finances de S. M. Catholique pour cauſe des dites pertes ou pour quelque autre cauſe appartenant à l'aſſiento des Nègres, vu que toutes ſont ceſſées, payées et acquitées moyenant la ſomme ſus-dite. Lesquels 300,000 cruzados ſeront payés en Caſtille lors de l'arrivée de la première flotte, flottille ou Galions qui arriveront, et de la même manière les 200,000 patacas d'anticipation et les revenus d'iceux jusqu'à la delivrance effective dans la forme de l'article III. et IV. ſeront payés en Caſtille lors des ſeconds tranſports qui arriveront, ſoit de flotte, flottille ou galions: de ſorte que ce payement ſe faſſe en deux *Dédomagement pour la Compagnie.*

1701 *ſe haga en dos plazos ſubſequentes en las primeras dos llegadas de galeones, flota, o flotilla. Y todo eſte dinero de eſtos dos pagamentos ſe podra traer a Portugal en moneda, o barras de plata o de oro.*

ART. XII.

Que S. M. de Portugal cede, en ſu nombre y en el de todos los intereſados en la Compannia, todas las acciones que le pertenecian y podian pertenecer contra la hacienda de S. M. Catolica, conforme y de la misma manera que S. M. Catolica cede todas las acciones que le competian, ſegun el Articulo primero, con todas las clauſulas y condiciones declaradas en el.

ART. XIII.

Que S. M. Catolica mandara deſpachar immediatamente las ordenes neceſarias para la execucion de eſta Transaccion, de las quales mandara entregar un tanto a la Compannia, para remitirle luego a Indias.

ART. XIV.

Que ambas Mageſtades eſtaran obligadas a cumplir y guardar enteramente lo ajuſtado en eſta Transaccion, como parte del Tratado que ſe hace de nueva alianza, y a mandar deſpachar todas las ordenes neceſarias, para que tenga ſu debido efecto. Y en caſo que por alguna de las partes ſe falte a lo prometido, ſe tendra por contravencion al dicho Tratado, como ſi ſe faltaſe a lo que en el ſe contiene.

Lisboa a 18 de Junio de 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.
(L. S.) *El Marques* DE ALGRETE.
(L. S.) *El Conde* DE ALVOR.
(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREYRA.

Ratification du Roi d'Eſpagne.

DON FELIPE Quinto, por la gracia de Dios, Rey de las Eſpañas, de las dos Sicilias, de Jeruſalen, de las Indias &c. Archiduque de Auſtria; Duque de Borgoña, de Milan; Conde de Abspurg, y del Tyrol &c. Habiendoſe abocado en la Corte de Lisboa el Preſidente Rouillé,

reprises ſucceſſives lors des deux premières arrivées des gallions, flotte ou flotille; et tout cet argent de ces deux payement pourra ſe transporter en Portugal en monnayes ou en lingots d'argent ou d'or. 1701

ART. XII.

Actions de la Compagnie.

Que S. M. de Portugal cede en ſon nom et en celui de tous les intereſſés en la Compagnie toutes les actions qui lui appartiennent, et pourront appartenir contre la Chambre de finance de S. M. Catholique, de même et ſur le même pied que S. M. Catholique cede toutes les actions qui lui appartiendraient ſuivant l'article premier, avec toutes les clauſes et conditions qui y ſont énoncées.

ART. XIII.

Execution.

Que S. M. Catholique fera expedier inceſſamment les ordres neceſſaires pour l'execution de cette transaction, des quelles elle fera delivrer un exemplaire à la Compagnie pour l'envoyer ſur le Champ aux Indes.

ART. XIV.

Contraventions.

Que leurs deux Majeſtés ſeront obligées d'accomplir et obſerver entierement ce qui eſt réglé dans cette transaction, comme faiſant partie du traité de nouvelle alliance conclu, et de faire expedier tous les ordres neceſſaires pour qu'elle ſortiſſe duement ſon effet. Et en cas que dans quelqu'une de ſes parties on manqueroit à ce qui a été promis, ceci ſera conſidéré comme une contravention au dit traité, comme ſi on eut manqué à ce qui eſt contenu dans celui-ci.

à Lisbonne le 18 Juin 1701.

(L. S.) ROUILLÉ.
(L. S.) *Le Marquis* D'ALEGRETE.
(L. S.) *Le Comte* D'ALVOR.
(L. S.) MENDO DE FOYOS PEREYRA.

Les pleinpouvoirs ſont datés, ſavoir celui du Roi d'Eſpagne du 1 Juin 1701; celui du Roi de Portugal du 14 Juin de la même année. Ces piéces ſe trouvent en entier et en Eſpagnol dans la Coleƈtion citée, mais j'ai cru qu'il était peu neceſſaire de les copier. Ce n'eſt pas le défaut dans les pleinpouvoirs, mais ce changement de circonſtances ſi frequent de tout tems en politique, qui permit au Portugal de ſecouer le joug qu'il venait de s'impoſer et deſe jetter dans le parti oppoſé, comme on le verra par les piéces qui ſuivent ici immédiatement.

1701 Rouillé, Embaxador extraordinario de Su Mageſtad Chriſtianiſima en ella, con poderes mios, y con los del muy alto y muy poderoſo Principe D. Pedro Rey de Portugal mi buen hermano y primo, Manuel Tellez de Silva, Marques de Alegrete, de ſu Conſejo de Eſtado, Gentilhombre de ſu Camara, y Veedor de la Hacienda; Francisco de Tavora, Conde de Alvor, aſimismo de ſu Conſejo Eſtado, y Preſidente de lo Ultramarino; y Mendo de Foyos Pereyra, de ſu Conſejo y ſu Secretario de Eſtado, y ajuſtadoſe por ellos en 18 de Junio de eſte anno de 1701, en virtud de los referidos poderes, una Transaccion entre mi y ſu Mageſtad de Portugal, la qual, traducida de Portugues en caſtellano, es como ſe ſigue:

(*Ici le traité eſt inſéré.*)

La qual Transaccion aqui eſcrita e inſerta, habiendola Yo viſto examinado, la apruebo, ratifico, y confirmo, y todas y cada una de las coſas en ella contenidas, y por la preſente la doy por buena, firme, y valedera; prometiendo, en fé y palabra de Rey, obſervar y cumplir inviolablemente ſu forma y tenor, y hacerla cumplir y obſervar, ſin permitir que ſe haga coſa alguna en contrario, directa ni indirectamente, en qualquier modo que ſer pueda renunciando todas las leyes, coſtumbres, y otras qualesquiera contrarias a ello. Y en teſtimonio de lo ſuſodicho, y para ſu firmeza, mande deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada de mi infraſcrito Secretario de Eſtado.

Dada en Madrid a 1de Julio de 1701

Yo El Rey.

(L. S.) D. Joseph Perez de la Puente.

P.

I.

Traité d'alliance defenſive entre S. M. la Reine de la Grande-Brétagne et les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et le Roi de Portugal de l'autre, ſigné à Lisbonne le 16 May 1703.

1703 16 May.

Le traité d'alliance offenſive et defenſive conclu le 16 May 1703 entre la Gr. Brétagne, l'Empereur et les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et le Portugal de l'autre ſe trouve dans DUMONT *corps diplom. T. VIII. P. I. p. 127; de même le traité d'alliance de la même date entre la Gr. Brétagne les Provinces-Unies des Pays-Bas et la Suède p. 132; mais l'alliance placée ci-deſſus, ſignée le même jour entre la Gr. Brétagne, les Provinces-Unies des Pays-Bas et le Portugal, manque dans le recueil de Dumont et autres recueils généraux. Cependant elle n'eſt pas du nombre de ces alliances paſſagères, que le moment de la paix fait expirer; et les Puiſſances contractantes s'y ſont rapportées plus d'une fois dans la ſuite, comme entre autres le Portugal dans ſes démêlés avec l'Eſpagne de 1735. C'eſt ce qui m'engage à l'inſerer, ici d'après la copie anglaiſe qui ſe trouve d'une manière uniforme dans la* Collection of treaties *1785. T. I. p. 347 et dans* CHALMERS Collection of treaties *T. II. p. 298, en y joignant une traduction françaiſe. Ces copies, comme toutes celles qu'a donné Mr. Chalmers dans ſon excellent recueil des traités de la Grande-Brétagne, ſont ſans doute entièrement dignes de foi, cependant il parait que dans le préambule il s'eſt gliſſé une erreur à la quelle je n'ai rien oſé ſubſtituer; le commencement de ce préambule ſemble être celui de la ratification anglaiſe, la continuation celui du traité même.*

1703 # Defenſive treaty.

Anne, by the grace of God &c. To all and every one to whom theſe preſents may come, greeting.

Whereas a perpetual defenſive alliance, in the words and articles following, was, on the 16th of May laſt, concluded and ſigned at Lisbon, between our plenipotentiaries and thoſe of the Lords the States General of the United Provinces on the one hand, and thoſe of the King of Portugal on the other: and whereas many mutual advantages accrue to the moſt Serene and moſt Potent Kings and Kingdoms of Great Britain and Portugal, and to the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, and their ſubjects, from the peace and good friendſhip which ſubſiſts between the three foreſaid Powers: and whereas it is neceſſary, that that peace be not only preſerved inviolate, but be likewiſe ſtrengthened by firmer and cloſer ties, by which a ſtronger foundation may be laid for maintaining the general peace and tranquillity of Europe, which the aboveſaid Powers endeavour, with all their might, to ſupport: they have therefore, for the common good of all, reſolved to enter into a mutual alliance; and for that purpoſe have granted their full powers and inſtructions, viz. the moſt Serene and moſt Potent Princeſs Anne, by the grace of God, Queen of Great Britain, France, and Ireland, to Paul Methuen, Eſquire, her ambaſſador extraordinary in Portugal; the moſt Serene and moſt Potent Prince Peter, by the grace of God, King of Portugal and the Algarves on this ſide; and beyond the ſeas in Africa, Lord of Guinea, and of the conqueſt, navigation, and commerce of Ethiopia, Arabia, Perſia, India &c. to Don Nonio de Metto Alvares Pereira, his near kinsman, Duke of Cadaval, Marquis of Ferreira &c. to Don Emanuel Felles de Silva, Marquis of Algrete &c. to Don Francisco de Tavora, Count of Alvor &c. to Don Regno Monterio, Lord of Alva &c. and to Don Joſeph de Farria, great hiſtoriographer of the kingdom; and the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, to Van Francis Schonemberg: which plenipotentiaries, by virtue of the aboveſaid full powers (which, before the ſigning of this treaty, were mutually exchanged, examined, and admitted) after matu-

Traité d'alliance defensive. 1703

Anne par la grace de Dieu &c. A tous ceux et chacun qui les presentes verront salut.

Comme une alliance defensive perpetuelle, conçue dans les termes et articles suivans a été conclue et signée à Lisbonne le 16 May *dernier* entre *Nos* plenipotentiaires et ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part et ceux du Roi de Portugal de l'autre: et comme nombre d'avantages sont resultés pour les sereniſſimes et très puiſſans Rois et royaumes de la Grande-Brétagne et de Portugal, et pour les Hauts et Puiſſants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies et leurs sujets, de la paix et bonne amitié qui subsistent entre les trois susdites Puiſſances: et comme il est neceſſaire, que cette paix soit non seulement conservée inviolablement, mais qu'elle soit renforcée par des lieus plus resserrés et plus étroits, par lesquels il puiſſe être jetté un fondement plus solide du maintien de la paix et tranquilité générale de l'Europe, que les Puiſſances sus mentionnées ont à tache de maintenir de toute leur force: elles ont en conſequence, pour le bien commun de tous, resolu d'entrer dans une alliance mutuelle: et à cette fin elles ont donné leurs pleinpouvoirs et inſtructions, savoir la sereniſſime et trés-puiſſante Princeſſe Anne, par la Grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande à Paul Methuen Eſquire, son Ambaſſadeur extraordinaire en Portugal; le sereniſſime et trés Puiſſant Prince Pierre par la Grace de Dieu Roi de Portugal et des Algarves en deçà; et en de là des mers en Afrique Seigneur de Guinée et des conquêtes, navigation et commerce d'Ethiopie, Arabie, Perſe, Indes &c. à Don Nonio de Metto Alvares Pereira son proche parent, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, &c. à Don Emanuel Felles de Silva, Marquis d'Algrete &c. à Don François de Tavora Comte d'Alvor &c. à Don Regno Monterio Seigneur d'Alva &c. et à Don Joſeph de Farria, grand hiſtoriographe de ce royaume, et les Hauts et Puiſſans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies à Van Francis Schonemberg: lesquels plenipotentiaires, en vertu des pleinpouvoirs sus mentionnés (lesquels avant la signature de

1703 *maturely and deliberately weighing the matter, have, in the name of their above-mentioned ſovereigns, agreed and conſented to the following terms and articles.*

ART. I.

All former treaties between the aboveſaid Powers are hereby approved, confirmed, and ratified, and are ordered to be exactly and faithfully obſerved, except in ſo far as by the preſent treaty is otherwiſe provided and eſtabliſhed; ſo that there ſhall be between the ſaid kingdoms and States, their people and ſubjects, a ſincere friendſhip and perfect amity: they ſhall all of them mutually aſſiſt one another; and each of the ſaid Powers ſhall promote the intereſt and advantage of the reſt, as if it were his own.

ART. II.

If ever it ſhall happen that the Kings of Spain and France, either the preſent or future; that both of them together, or either of them ſeparately, ſhall make war, or give occaſion to ſuſpect that they intend to make war upon the kingdom of Portugal, either on the continent of Europe or in its dominions beyond ſeas; her Majeſty the Queen of Great Britain, and the Lords the States General, ſhall uſe their friendly offices with the ſaid Kings, or either of them, in order to perſuade them to obſerve the terms of peace towards Portugal, and not to make war upon it.

ART. III.

But theſe good offices not proving ſucceſsful, but altogether ineffectual, ſo that war ſhould be made by the aforeſaid Kings, or by either of them, upon Portugal, the above-mentioned Powers of Great Britain and Holland ſhall make war, with all their force, upon the foreſaid Kings or King who ſhall carry hoſtile arms into Portugal; and towards that war which ſhall be carried on in Europe, they ſhall ſupply twelve thouſand men, whom they ſhall arm and pay, as well when in quarters as in action; and the ſaid high allies ſhall be obliged to keep that number of men complete, by recruiting it from time to time at their own expence.

ART.

ce traité ont été mutuellement échangés, examinés, et admis) après avoir murement et solidement pesé l'objet, ont au nom de leurs sus-dits souverains arrêté et sont convenus des termes et articles suivans: 1703

ART. I.

Tous les traités antérieurs entre les susdites Puissances sont approuvés, confirmés et ratifiés par le présent et il est ordonné qu'ils seront exactement et fidèlement observés, excepté pour autant qu'il est autrement pourvu et stipulé par le présent traité; de sorte qu'il y aura une amitié sincère et parfaite entre les dits royaumes et états, leurs peuples et sujets; ils s'assisteront tous reciproquement; et chacune des dites Puissances avancera les interêts et les avantages des autres comme s'ils étoient les siens propres. *Traités confirmés.*

ART. II.

S'il arriverait jamais que les Rois d'Espagne et de France, soit presents ou futurs, soit tous les deux ensemble, soit l'un d'eux séparement entreroient en guerre, ou donneraient lieu à soupçonner qu'ils ont l'intention de faire la guerre contre le royaume de Portugal, soit sur le continent de l'Europe, soit dans ses possessions au delà des mers; Sa Majesté la Reine de la Grande-Brétagne et les Seigneurs les Etats Généraux employeront leurs bons offices auprès des dits Rois ou auprès de l'un d'entre eux, afin de les engager à observer les termes de la paix envers le Portugal et à ne pas lui faire la guerre. 1) *Guerre de l'Espagne ou de la France contre le Portugal; bons offices.*

ART. III.

Mais si ces bons offices n'auroient point de succès mais demeureraient entierement inefficaces, de sorte que la guerre se ferait par les susdits Rois ou par l'un d'entre eux contre le Portugal, alors les susdites Puissances de la Grande-Brétagne et d'Hollande feront la guerre de toute leur force contre les dits Rois ou Roi qui entreront hostilement en Portugal; et pour cette guerre qui s'elevera en Europe, elles fourniront douze mille hommes, qu'elles armeront et payeront, tant lorsqu'ils seront dans les quartiers qu'en campagne; et les dits hauts alliés seront obligés de tenir ce nombre d'hommes complet, en le recrutant de tems en tems à leurs propres depends. *Guerre en Europe; secours en hommes.*

1703

ART. IV.

And in this caſe alſo, the aforeſaid Powers of Great Britain and Holland ſhall be obliged to keep and maintain upon the coaſt of Portugal, and in its harbours, a competent number of men of war, to defend the ſaid coaſts and harbours, the trade and merchant-ſhips, from all hoſtile attempts; ſo that if it ſhall appear that the ſaid harbours and ſhips are in danger of being attacked with a greater force by the enemy, the ſaid high allies ſhall be obliged to ſend to Portugal ſuch a number of men of war as ſhall be equal, or even ſuperior, to the ſhips and force of the enemy who ſhall meditate an attack upon the aboveſaid ſhips and harbours.

ART. V.

But if the foreſaid Kings of Spain and France, or either of them, ſhall make war, or give occaſion to ſuſpect that they intend to make war, upon the provinces or dominions of Portugal beyond ſeas, the above-mentioned Powers of Great Britain and Holland ſhall furniſh to his Portugueſe Majeſty ſuch a number of men of war as ſhall be equal, or even ſuperior, to the ſhips of the enemy; ſo that he may be able not only to oppoſe them, but even to prevent ſuch attack or invaſion, as long as the war ſhall laſt, or occaſion require. And if the enemy ſhall take any town or ſeize any place, which they may fortify, in the foreſaid provinces and dominions beyond ſeas, theſe ſuccours ſhall continue until ſuch town or place be fully recovered, or more towns and places, if more ſhould be taken.

ART. VI.

All theſe auxiliary ſhips ſhall be ſubject to the command of his Portugueſe Majeſty, ſo that they ſhall perform whatever ſhall be enjoined by his ſaid Majeſty; and if they ſhould fail to the Portugueſe provinces and dominions beyond ſeas, they ſhall there likewiſe perform whatever ſhall be enjained them, in the name of his Majeſty, by his viceroys and governors.

ART. VII.

When theſe auxiliary ſhips of the two Powers of Great Britain and Holland ſhall be joined with the Portugueſe

ART. IV. 1703

Et de même dans ce cas les susdites Puissances de la Grande-Brétagne et d'Hollande seront obligées d'avoir et de maintenir sur les côtes du Portugal, et dans ses ports un nombre convenable de vaisseaux de guerre, pour defendre les dites côtes et ports, le commerce et les navires marchands, contre toutes les entreprises hostiles; de sorte que s'il apparoitra que les dits ports et vaisseaux sont en danger d'être attaqués par une force majeure de l'ennemi, les dits hauts alliés seront obligés d'envoyer en Portugal tel nombre de vaisseaux de guerre égal ou même superieur aux vaisseaux et forces de l'ennemi qui mediteront une attaque des susdits vaisseaux et ports. *En vaisseaux.*

ART. V.

Mais si les susdits Rois d'Espagne et de France, ou l'un d'entre eux, seroient la guerre ou donneroient lieu à soupçonner qu'ils ont l'intention de la faire contre les provinces ou domaines du Portugal au de là des mers, les susdites Puissances de la Grande-Brétagne et d'Hollande fourniront à Sa Majesté Portugaise un nombre de vaisseaux de guerre égal ou même superieur aux vaisseaux de l'ennemi; de sorte qu'il soit en état non seulement de s'opposer à eux, mais même de prevenir une telle attaque ou invasion, aussi longtems que la guerre durera, ou que les circonstances l'exigent. Et si les ennemis prendraient quelque ville ou s'empareraient de quelque place qu'ils pourraient fortifier dans les susdites provinces et domaines au de là des mers, ces secours continueront jusqu'à ce que telle ville ou place, ou telles villes ou places, s'il en a été enlevé plusieurs, seront pleinement reprises. *Guerre hors de l'Europe*

ART. VI.

Tous ces vaisseaux auxiliaires seront sujets au commandement de S. M. Portugaise, de sorte qu'ils executeront tout ce qui leur sera enjoint par sa dite Majesté; et s'ils faisoient voile pour les provinces et dominations Portugaises au de là des mers, ils y executeront également ce qui leur sera enjoint au nom de Sa Majesté, par ses vicerois et gouverneurs. *Emploi des secours.*

ART. VII.

Lorsque ces vaisseaux auxiliaires des deux Puissances, de la Grande-Brétagne et de la Hollande seront combinés *Commandement.*

1703 *tuguese ships (in which case they must always assist them) the admiral of the Portuguese fleet, who has the right of carrying the flag, shall give signals, and summon to a council of war, which shall be held in his own cabin; and the same admiral of the Portuguese fleet shall issue the necessary orders for executing those points which shall have been resolved upon in the council of war; which points the admirals of the auxiliary ships shall execute, each with his own ships.*

ART. VIII.

But if, at any time, the ships of the three allied nations shall be conjoined in order to attempt any thing, in which all the allies are equally interested, the admiral, who has the right of carrying the flag, and has under his command the greatest number of ships of his own nation, shall enjoy the right and privilege mentioned in the former article, viz. of giving signals, of summoning to a council of war in his own cabin, and of doing every other thing requisite, as is above specified.

ART. IX.

The twelve thousand men, which the Powers of Great Britain and Holland are bound to furnish to his Portuguese Majesty, and to maintain at their own expence, and occasionally recruit, during the continuance of the war as stipulated in the third article of this treaty, shall be subject, not only to the supreme command of his Portuguese Majesty, but also to that of his commanders or generals, and even of such of his officers as by their rank in the army are superior to them. But for breach of orders, and for the crimes and enormities of which they shall be guilty, they shall be punished by the commanders or generals of their own army, in the same manner as the Portuguese themselves are punished by martial law, especially for those crimes which regard the violation of religion.

ART. X.

The high allies shall, in the case above-mentioned, grant full liberty, and all kind of aid and assistance to the comissaries of his Portuguese Majesty, to export from

binés avec les vaisseaux Portugais (dans lequel cas ils devront toujours leur preter secours) l'amiral de la flotte Portugaise qui a le droit d'arborer le pavillon commandant, donnera des signaux et convoquera pour un conseil de guerre, le quel sera tenu dans sa propre cahute; et le même amiral de la flotte Portugaise fera emaner les ordres necessaires pour l'execution des points qui ont été reglés dans le conseil de guerre, lesquels points les amiraux des vaisseaux auxiliaires executeront chacun avec ses propres vaisseaux. 1703

ART. VIII.

Expeditions communes.

Mais si un jour les vaisseaux des trois nations alliés seroient joints pour tenter quelque entreprise à laquelle les alliés sont également interessés, l'amiral qui a le droit d'arborer le pavillon commandant, et qui a sous son commandement le plus grand nombre de vaisseaux de sa propre nation, jouira du droit et du privilège mentionné dans l'article précedent, savoir de donner des signaux, de convoquer pour un conseil de guerre dans sa propre cahute, et de faire toute autre chose necessaire comme il a été specifié ci-dessus.

ART. IX.

Entretien et emploi des secours en hommes.

Les douze mille hommes, que les Puissances de la Grande-Brétagne et d'Hollande sont tenues de fournir à S. M. Portugaise, et d'entretenir à leurs propres frais ainsi que de les recruter en cas de besoin durant la continuation de la guerre, comme il est stipulé dans le troisième article de ce traité, seront sujets, non seulement au commandement suprême de S. M. Portugaise, mais aussi à celui de ses commandans ou généraux, et même de ceux de ses officiers qui par leur rang dans l'armée sont superieurs à eux. Mais pour la violation des ordres et pour les crimes et enormités dont ils seront coupables, ils seront punis par les commandans ou généraux de leurs propre armée, de la même manière que les Portugais eux même sont punis par la loi martiale, particulièrement pour ces crimes qui concernent l'offense de la religion.

ART. X.

Munitions de guerre.

Les hauts alliés accorderont dans le cas sus-mentionné pleine liberté et toute sorte de secours et d'assistance aux commissaires de S. M. Portugaise pour exporter

1703 *from their territories and harbours all ſorts of military ſtores, ſuch as powder, balls, arms, corn, and every other kind of ammunition, that ſhall be deſired of them, as well belonging to the ſeaſervice as the land ſervice; and that too at the ſame price as the ſaid high allies are wont to purchaſe them for their own uſe, and without the leaſt alteration in the charge.*

ART. XI.

If ever it ſhould happen that the Kings of Spain and France, or either of them, ſhould make war upon the Kingdom of Great Britain, or the States of the United Provinces, his Majeſty the King of Portugal ſhall uſe his friendly offices with the ſaid Kings, or with either of them, in order to perſuade them to obſerve the terms of peace towards the aforeſaid Kingdom of Great Britain, and the States of the United Provinces.

ART. XII.

But theſe good offices not proving ſucceſsful, but altogether ineffectual; ſo that war ſhall be made by the foreſaid Kings, or by either of them, upon the Kingdom of Great Britain, or the States of the United Provinces. his Majeſty the King of Portugal ſhall, in like manner, be bound to make war, with all his force, upon the aforeſaid Kings, or upon either of them: and in this caſe likewiſe the foreſaid two Powers of Great Britain, and the States of the United Provinces, ſhall furniſh him with the ſame ſuccours of men and ſhips as in preceding articles are ſtipulated, in caſe the Kings of France or Spain, or either of them, ſhould make war upon Portugal, and every thing ſhall be executed in the manner there ſpecified.

ART. XIII.

As well in the firſt, as in the ſecond manner of carrying on the war, his Majeſty the King of Portugal ſhall be bound to maintain ten ſhips of war for his own defence, and that of his allies; with this proviſo, however. that if both the Spaniards and the French, or the Spaniards only, ſhould make war upon the high allies, in that caſe the ten ſhips of war of his Portugueſe Majeſty ſhall not be bound to depart from the coaſt of Portugal, becauſe, while in that ſtation, they will be of very great uſe in dividing the force of the enemy: but

if

de leurs territoires et ports toute sorte de munition de guerre, tel que poudre, bâles, armes, bleds, et toute autre sorte de munitions qui sera desirée par eux, appartenant au service soit de mer soit de terre; et cela au même prix que les dits hauts alliés sont accoutumés de les acheter à leur propre usage et sans la moindre alteration à leur chargement. 1703

ART. XI.

S'il arriverait un jour que les Rois d'Espagne et de France, ou l'un d'entre eux feraient la guerre contre le royaume de la Grande-Brétagne ou contre les Etats des Provinces-Unies, Sa Majesté le Roi de Portugal employera ses bons offices auprès des dits Rois ou auprès de l'un d'entre eux, afin de les engager à observer les termes de la paix envers les susdits royaume de la Grande-Brétagne et Etats des Provinces-Unies. *Guerre contre l'Angl. ou la Holl. bons offices.*

ART. XII.

Mais si ces bons offices n'auroient point de succès, mais demeureraient entièrement inefficaces, de sorte que la guerre se ferait par les susdits Rois ou par l'un d'entre eux contre le royaume de la Grande-Brétagne, ou les Etats des Provinces-Unies, Sa Majesté le Roi de Portugal sera de la même maniere tenue de faire la guerre de toute sa force contre les susdits Rois ou contre l'un d'entre eux; et dans ce cas de même les susdites Puissances, la Grande-Brétagne et les Etats des Provinces-Unies, lui fourniront le même secours en hommes et en vaisseaux qui est stipulé dans les articles précédens, en cas que les Rois d'Espagne ou de France ou l'un d'eux, feraient la guerre contre le Portugal, et toute chose sera executée de la manière y specifiée. *Secours.*

ART. XIII.

Tant dans la premiere que dans la seconde maniere de faire la guerre, Sa Majesté le Roi de Portugal sera tenue d'entretenir dix vaisseaux de guerre pour sa propre defense et pour celle de ses alliés; avec cette clause cependant, que si les Espagnols et les Français tous les deux, ou les Espagnols seuls feraient la guerre contre les hauts alliés, alors les dix vaisseaux de guerre de S. M. Portugaise ne seront pas tenus de quiter les côtes du Portugal, en considerant qu'y étant stationnés ils seront d'une grande utilité pour diviser la force de l'ennemi: *Emploi des vaisseaux Portugais.*

1703 *if war ſhould be made by the French only, it ſhall then be lawful for the Portugueſe ſhips to aſſiſt the high allies, in conjunction with their own fleets.*

ART. XIV.

No peace nor truce ſhall be made but by the common conſent of the three allies; and this league ſhall be perpetual and eternal.

ART. XV.

The perſonal privileges and freedom of trade which the ſubjects of Great Britain, and the States of the United Provinces, at preſent enjoy in Portugal, the Portugueſe ſhall, in their turn, enjoy in the dominions of Great Britain and the States of the United Provinces.

ART. XVI.

If from the copies of the treaty, in which an agreement was made concerning Bombay, between the crowns of Portugal and Britain, it ſhould appear, that either party has transgreſſed, or not fulfilled the terms of that convention, every thing ſhall be regulated according to the ſpirit of the ſaid treaty.

ART. XVII.

Portugueſe ſhips ſhall not be obliged to pay any thing for caſting anchor in the port of Mallacca, unleſs the other nations of Europe are obliged to do the ſame.

ART. XVIII.

Piratical ſhips, of whatever nation, ſhall not only not be permitted or received into the ports which their Portugueſe and Britannic Majeſties, and the States General of the United Provinces, poſſeſs in the Eaſt Indies, but ſhall be deemed the common enemies of the Portugueſe, the Engliſh, and the Dutch.

ART. XIX.

In time of peace, there ſhall be admitted into the greater ports of the Kingdom of Portugal, ſix ſhips of war of each of the nations of Great Britain and the United Provinces, beſides other ſix ſhips, which were permit-

l'ennemi: mais si la guerre serait faite par les français seuls, il sera alors juste que les vaisseaux Portugais assistent les hauts alliés conjointement avec leurs propres flottes. 1703

ART. XIV.

Paix: commune; alliance perpetuelle.

Il ne sera point fait de paix ou de trêve, si ce n'est de commun accord des trois alliés; et cette ligue sera perpétuelle et éternelle.

ART. XV.

Privilèges.

Les privilèges personnels et la liberté de commerce dont les sujets de la Grande-Brétagne et les Etats des Provinces-Unies jouissent à present en Portugal, appartiendront aux Portugais à leur tour dans les dominations de la Grande-Brétagne et des Etats des Provinces-Unies.

ART. XVI.

Bombay.

Si par les copies du traité dans lequel il a été fait un arrangement concernant Bombay *) entre les couronnes de Portugal et de Brétagne il apparaitrait que l'une des deux parties a outre passé ou n'a pas accompli les termes de cette convention, tout sera reglé conformément à l'esprit du dit traité.

ART. XVII.

Malacca.

Les vaisseaux Portugais ne seront pas obligés de payer quelques droits pour jetter l'ancre dans le port de Malacca, à moins que les autres nations de l'Europe ne soient obligées d'en faire autant.

ART. XVIII.

Pirates.

On n'admettra et ne recevra non seulement pas de vaisseaux pirates d'une nation quelconque dans les ports que possedent leurs Majestés Portugaise et Britannique et les Etats Généraux des Provinces-Unies aux Indes Orientales, mais ils seront considérés comme les ennemis communs des Portugais, des Anglais et des Hollandais.

ART. XIX.

Admission de v. de guerre d. l. Ports du Portugal

En tems de paix il sera admis dans les grands ports du royaume de Portugal six vaisseaux de guerre de chacune des nations de la Grande-Brétagne et des Provinces-Unies, en outre d'autres six vaisseaux dont l'entrée est

*) On a probablement ici en vue le traité de mariage entre Charles II. et l'Infante de Portugal de l'an 1661 dont l'Art. XI. porte la cession de Bombay à la Grande-Brétagne. Ce traité se trouve dans CHALMERS *collection* T. II. p. 286.

1703 *permitted by virtue of former treaties; ſo that in the whole twelve ſhips may be admitted, and all in the ſame manner as the former ſix were permitted. And into the leſſer ports, there ſhall be admitted ſuch a number of ſhips as they can conveniently receive.*

ART. XX.

The ſaid plenipotentiaries promiſe, that their above mentioned ſovereigns ſhall ratify this treaty, in due and lawful form; and that the ratifications ſhall be exchanged in this royal city of Lisbon, within the ſpace of three months, counting from the time of ſubſcribing.

In witneſs whereof, we the above-named Plenipotentiaries of her Majeſty the Queen of Great Britain, and of the High and Mighty Lords the States General of the United Provinces, have ſigned this inſtrument, and thereto ſet our ſeals. And the Plenipotentiaries of his Portugueſe Majeſty, in order to avoid the controverſy that ſubſiſts concerning the prerogative of the place, between the crowns of Great Britain and Portugal, have, agreable to the manner and cuſtom obſerved between the two crowns, ſeparately ſigned and ſealed another inſtrument of the ſame tenor, changing only thoſe particulars which on account of this circumſtance were to be changed.

Lisbon, 16 May 1703.

(L. S.) PAUL METHUEN.

(L. S.) SCHONEMBERG.

Ratified by the Queen at Windſor, on the 12th of July, 1703.

eſt permiſe en vertu de traités antérieurs; de ſorte qu'en tout douze vaiſſeaux ſeront admis et tous de la même manière que les ſix précédens l'ont été. Et dans les moindres ports il ſera admis un tel nombre de vaiſſeaux qu'ils pourront recevoir convenablement. 1703

ART. XX.

Les dits plénipotentiaires promettent, que leurs ſouverains ſus-mentionnés ratifieront ce traité en due et legale forme; et que les ratifications en ſeront échangées dans cette ville royale de Lisbonne, dans l'eſpace de trois mois, à compter de l'époque de la ſignature. *Ratifications.*

En foi de quoi, nous les ſusdits Plénipotentiaires de Sa Majeſté la Reine de la Grande-Brétagne et des Hauts et Puiſſans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies avons ſigné cet inſtrument et y avons appoſé nos cachets. Et les Plénipotentiaires de Sa Majeſté Portugaiſe, afin d'ecarter la diſpute ſubſiſtant au ſujet de la prérogative de la place entre les couronnes de la Grande-Brétagne et de Portugal, avons conformement à la maniere et à l'uſage obſervés entre les deux couronnes, ſigné et ſcellé ſéparément un autre inſtrument de la même teneur, en changeant ſeulement ces particularités qui devaient être changées à raiſon de cette circonſtance.

à Lisbonne le 16 May 1703.

(L. S.) PAUL METHUEN.

(L. S.) SCHONEMBERG.

Ratifié par la Reine à Windſor le 12 de Juillet 1703.

2.

1703 9 Juin. *Traité entre la Reine de la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies des Pays-Bas pour le renouvellement des traités précédens. Signé à Westmunster le 9 Juin.*) 1703.*

(*Groot Placaatboek* D. V. p. 415.)

Comme depuis l'avenement de la Sereniſſime Reine de la Grande-Brétagne à la Couronne Imperiale de ces Royaumes, les Hauts et Puiſſants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont ſignifié à Sa Majeſté par leurs Ambaſſadeurs extraordinaires, le deſir qu'ils ont de renouveller et confirmer avec la Reine, les traités d'amitié, d'alliance et de commerce, qui ſubſiſtent à preſent entre la Couronne d'Angleterre, et les dits Etats Généraux, pour mieux maintenir et affermir l'amitié et la bonne correſpondence, qui regnent entr' eux, ce qui eſt très-agréable à la Reine, et comme Sa Majeſté et leurs hautes Puiſſances ont été obligées par l'ambition demeſurée de la France, de même que par l'union très dangereuſe entr' elle et l'Eſpagne d'entrer en guerre, pour empecher la ruine entiere de la liberté de l'Europe, et qu'ils ont declaré, qu'ils ſont prets d'entrer en de tels engagements avec Sa Majeſté, qu'on trouvera neceſſaire pour la ſecureté, et la conſervation reciproque de leurs ſujets, Pais et Etats, et pour reduire le Roi Très-Chrétien à une paix juſte et raiſonnable. Et leſdits Etats Generaux ayant donné pouvoir aux Sieurs Frederic Baron de Reede, Seigneur de Lier, et Guillaume van Haren, leurs Ambaſſadeurs extraordinaires, de faire et conclure tels traités, qu'on trouvera convenables aux fins ſuſdites; et la Reine ayant les mêmes ſentimens, et voulant bien concourir à un ſi louable deſſein, a nommé pour Commiſſaires et Plénipotentiaires de ſa part, Sidney Lord Godolphin, ſon Grand Theſaurier d'Angleterre; Charles Duc de Sommerſet, Pre-

*) J'omets ici le traité conclu entre les mêmes puiſſances le 12 Mars 1703 pour l'augmentation de leurs troupes agiſſant dans les Pays-Bas, qui n'avait qu'un interêt ephemére. On le trouve en entier dans LAMBERTY *memoires* T. II. p. 345.

Président de son Conseil privé; Jean Marquis de Normamby, Garde du Sceau privé; Guillaume Duc de Devonshire, Intendant de sa Maison; Eduard Comte de Jersey, Chambellan de sa Maison; Thomas Comte de Pembrooke et Montgommerie; Daniel Comte de Nottingham, son principal Secrétaire d'Etat; Laurens Comte de Rochester, son Lieutenant Général et Gouverneur du Royaume d'Irlande, et le Sieur Charles Hedges, Chevalier, son autre principal Secrétaire d'Etat. 1703

Les dits Commissaires et les dits Ambassadeurs après plusieurs assemblées et conferences, ont en vertu de leurs pouvoirs respectifs, Copies desquels sont insérées à la fin de ces presentes, arrêté et conclu ce qui s'ensuit.

ART. I.

Qu'il y aura à l'avenir entre la Reine de la Grande-Bretagne, et ses Successeurs Rois ou Reines de la Grande-Bretagne, et leurs Royaumes d'une part, et les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas d'autre part, et leurs Etats, terres et sujets reciproquement, une sincere, ferme et perpétuelle amitié et bonne correspondence, tant par mer que par terre, en tout et par tout, tant dedans que dehors l'Europe. *Amitié.*

ART. II.

Et pour mieux assurer cette amitié et bonne correspondence, et ôter toutes les difficultés, qui pourroient naître entre les deux parties, sous quelque pretexte que ce soit, il est arrêté et convenu entre la dite Reine de la Grande-Bretagne, et les dits Seigneurs Etats Généraux, que tous les traités de paix, d'amitié, Alliance, Confédération, Commerce et de Marine, cy-dessous nommés et mentionnés, seront approuvés et confirmés avec les explications cy-jointes de part et d'autre, à sçavoir. *Renouvellement des traités suivans.*

Le Traité de Paix et d'Alliance conclu à Breda le trent unieme Juillet 1667 *a*).

Le Traité de Navigation et de Commerce, conclu en même temps et lieu *b*).

Le

a) DUMONT T. VII. P. I. p. 44.
b) DUMONT T. VII. P. I. p. 48.

1703 ART. V.

Guerre presente.

Et comme la dite Sereniſſime Reine de la Grande-Bretagne, et les dits Seigneurs Etats Generaux ſont preſentement en guerre contre la France et l'Eſpagne, et que la dite Reine et les dites Etats Generaux ſe trouvent dans une obligation reciproque de s'entr'aider et defendre, et de maintenir et conſerver mutuellement leurs Pais et Sujets, en leurs poſſeſſions, immunitez et libertez tant de Navigation que de Commerce, et autres droits quelconques, tant par mer que par terre, envers et contre tous Rois, Princes et Etats, et particulierement contre la France et l'Eſpagne, et afin de pouvoir mieux parvenir à une paix juſte et raiſonnable, qui puiſſe retablir le repos et la tranquillité de l'Europe, il eſt convenu entre la dite Sereniſſime Reine de la Grande-Bretagne, et les dits Seigneurs Etats Generaux, qu'il ne pourra étre fait par aucun deſdits Alliez, aucune ſuſpenſion d'Armes, Trêve ou Paix, avec la France ou l'Eſpagne, ni avec aucun autre Roy, Prince ou Etat, par lequel l'un ou l'autre deſdits Alliez ſeroit troublé ou attaqué, que conjointement et d'un commun conſentement.

ART. VI.

Alliance de 1678 pour les guerres futures.

De plus il eſt convenu entre la dite Reine de la Grande-Bretagne, et les dits Seigneurs Etats Generaux, que lorſque la Paix aura été faite avec la France et l'Eſpagne conjointement, et d'un commun conſentement, comme il eſt cy deſſus ſtipulé, et que par après l'une ou l'autre partie ſera attaquée derechef par la France ou l'Eſpagne, ou ſi l'une ou l'autre partie vient à être attaqué par quelqu'autre Roi, Prince ou Etat, ces cas échéans, le Traité d'Alliance et de Garantie ſuſdit, conclu le troiſieme jour de Mars de l'an 1678, entre la Couronne d'Angleterre, et les dits Seigneurs Etats, qui eſt auſſi approuvé et confirmé par le preſent Traité, ſubſiſtera alors en toute ſon étendue, et ſera executé en tous points et Articles, comme ſi le même ou ſemblable Traité auroit été fait de nouveau, et depuis la concluſion de la Paix avec la France et l'Eſpagne, avec cette variation ſeulement, que la guerre arrivant au cas mentionné dans le quatrieme Article de ce Traité, aucun deſdits Alliez ne pourra faire aucune ſuſpenſion d'Armes, Trêve ni Paix avec la France et l'Eſpagne, ni autre

Aggreſ-

Aggreſſeur; que conjointement, et d'un commun conſentement, et de plus l'on obſervera exactement à l'avenir ce qui a été ſtipulé par le Traité de l'an 1701, ſusmentionné. 1703

ART. VII.

De plus il eſt arrêté et accordé, que l'entiere quote-part des Vaiſſeaux de guerre qui doivent être fournis par Sa Majeſté, et les Etats Généraux, en vertu dudit Traité de concert pour les Flottes d'Angleterre et d'Hollande, conclu à Whitehall le vingt quatrieme d'Avril 1689, ſera reglée tous les ans, et que le Rendevouz de la Flotte ſera fixé annuellement avant le premier jour de Decembre pour l'année ſuivante, comme auſſi les Stations, que les Vaiſſeaux devront tenir reſpectivement; et en cas que ſa dite Majeſté, et les Etats Généraux ne faſſent un tel accord avant le dit premier jour de Decembre dans aucune année ſuivante, il eſt arrêté et conclu par ces preſentes, que le dit Traité de concert pour les Flottes ſera exactement obſervé pour l'année prochaine, à la reſerve des Articles 4, 5, 6 et 7, leſquels après le dit premier jour de Decembre pourront être changez ou expliquez ſelon que ſa dite Majeſté, et les dits Etats Généraux le jugeront néceſſaire. *Traité de 1689.*

ART. VIII.

De plus il eſt accordé, que quand les Etats Généraux trouveront à propos de mettre un arrêt ſur les Vaiſſeaux, afin d'équiper plus promptement leurs Vaiſſeaux de guerre, il ne ſera pas permis de requerir le cinquieme Matelot, ou de l'argent en la place, d'aucun Vaiſſeau appartenant aux ſujets de Sa Majeſté, et quand aucun Vaiſſeau de guerre de l'une ou de l'autre Nation, prendra ſous ſon Convoy les Vaiſſeaux des ſujets de l'autre Nation, il eſt entendu et arrêté, qu'il ne ſera requis aucune gratification ou recompenſe par le Capitaine ou autre Officier d'un tel Convoy, pour le ſervice qu'il aura rendu. *Embargo; Convoys.*

Le preſent Traité ſera ratifié et approuvé par la Sereniſſime Reine de la Grande Bretagne et les Seigneurs Etats Généraux, et les lettres de ratification ſeront delivrées de l'une et de l'autre part, en bonne et due

1703 forme, dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se pourra, à conter du jour de signature.

En foy de quoy les Commissaires de Sa Majesté et les Ambassadeurs extraordinaires susdits, en vertu de leurs pouvoirs respectifs, ont signé ces presentes de leurs signes ordinaires, et à iceux fait apposer les Cachets de leurs Armes. Fait à Westmunster le neufieme jour de Juin 1703.

Etoit signé:

(L. S.) GODOLPHIN. (L. S.) F. B. DE REEDE.
(L. S.) PEMBROKE. (L. S.) W. v. HAREN.
(L. S.) BUCKINGHAM C. P. I.
(L. S.) NOTTINGHAM P.
(L. S.) C. HEDGES.

Plenipouvoir de la part de la Reine.

ANNA R.

Anna, Dei gratia Magnae Brittanniae, Franciae et Hiberniae Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus et singulis, ad quos praesentes literae pervenerint, salutem. Cum Legati Extraordinarii Celsorum et Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Dominus Baron de Reede, Dominus de Lier, et Dominus Gulielmus de Haren, condolendae mortis Sereniſſimi et Potentiſſimi nuper Principis, Gulielmi Tertii glorioſiſſimae memoriae Regis, noſtraeque ad horum Regnorum Gubernacula acceſſionis gratulandae cauſa, ad nos miſſi, ſcripto ſignificauerint, habere ſe quaedam, quae nobiſcum aut cum Commiſſariis a Nobis nominandis communicare cupiunt, ad praeveniendas Controverſias, quae inter Noſtros Eorumque ſubditos, de Navibus, quas in Reditu ſuo ex Hiſpania Nova, aut Locis Vicinis a Noſtris, aut Dominorum Ordinum Generalium ſubditis capi contigerit, briſi poſſint, ni merces aut Argentum in Navigiis captis, proprijs Dominis reſtituantur, de qua reſtitutione vt maturè proveniatur, neceſſe putant, et Nos nihil clarius aut antiquius habentes, quam ut ea omnia faciamus, quae ad Amicitiam et Benevolentiam mutuam, inter Nos, et Dominos Ordines praedictos, ſubditosque utrinque Noſtros,

Regni, alendam et colendam maxime spectant, Legatorum 1703
Extraordinariorum Praefatorum votis libenter annuimus.
Sciatis igitur, quod Nos fide, industria, prudentia, et
in rebus arduis tractandis peritia, perquam fidelis Nobis
et dilecti Consiliarii Nostri Sidnei Domini Godolphin,
Baronis de Rialton, Magni Nostri Angliae Thesaurarii;
Perquam fidelis et perchari Nobis Consiliarii et Consan-
guinei Nostri Caroli Ducis de Sommerset, privati Consilii
Nostri Praesidis; Perquam fidelis et praedilecti Consiliarii
et Consanguinei Nostri Johannis Marchionis de Normanby,
privati Nostri Sigilli Custodis; Perquam fidelis et prae-
dilecti Nobis Consiliarii et Consanguinei Nostri Gulielmi
Ducis Devoniae, Hospitii Nostri praefecti; Perquam fide-
lis et perchari Consiliarii et Consanguinei Nostri Edwardi
Comitis de Jersey, Hospitii Nostri Camerarii; Perquam
fidelis et perchari Consiliarii et Consanguinei Nostri
Thomae Comitis Pembrockii et Montgomerici; Perquam
fidelis et praedilecti Consiliarii et Consanguinei nostri
Danielis Comitis de Nottingham, e Secretariis Status
Nostris Primariis Unius; Perquam fidelis et praedilecti
Consiliarii et Consanguinei Nostri Laurentii Comitis de
Rochester, Nostri in Regno Nostro Hiberniae locum
tenentis Generalis et Gubernatoris; Perquam fidelis et
dilecti Consiliarii Nostri Caroli Hedges, Equitis Aurati,
e Secretariis Status Nostris Primariis alterius, plurimum
confidentes, Eosdem constituimus, fecimus et ordina-
mus, et per Praesentes manu Nostra Regia signatas,
constituimus, facimus, et ordinamus Nostros Viros, certos
et indubitatos Commissarios, Procuratores et Plenipoten-
tiarios; dantes et concedentes iisdem omnibus, aut
quibusvis tribus, vel eorum pluribus, omnem et omni-
modam facultatem, potestatem, authoritatemque; nec
non Mandatum generale, pariter ac speciale, pro Nobis
et Nostro nomine, cum Legatis Extraordinariis praedictis,
aut alio quovis Legato vel Legatis, Ministro vel Mi-
nistris, a Dominis Ordinibus Generalibus praedictis, no-
minatis, aut in posterum nominando vel nominandis,
sufficientem potestatem habentibus vel habituris, con-
veniendi, tractandi, consulendi et concludendi, de iis
omnibus, quae ad amicitiam inter Nos et praedictos
Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, corroborandam,
ad foedera iam facta retractanda, renovanda et emen-
danda pertinent, aliaque de novo ferienda, de praedis,
quas in hoc bello capi contigerit, partiendis, aut quae

1703 alio quovis modo ad eximendas inter subditos utrinque Nostros Controversias quascunque et Benevolentiam inter eosdem mutuam stabiliendam facere posse videbuntur, quaeque ita concluſa erunt, Nostro nomine subsignandi, mutuoque extradendi, recipiendique, reliquaque omnia necessaria praestandi, perficiendique, tam amplis modo et forma, ac Nosmet si interessemus, facere et praestare possemus; Spondentes et in Verbo Regio promittentes, Nos quaecunque a dictis Nostris Commissariis, Procuratoribus et Plenipotentiariis, vel eorum tribus, vi praesentium, concludi contigerint, rata ea omnia, grata et accepta, omni meliori modo, habere velle, neque pati unquam, ut in toto vel in parte, a quopiam violentur, aut iis contraveniatur. In quorum omnium majorem fidem et robur, Magnum Nostrum Angliae Sigillum praesentibus, manu Nostra Regia signatis apponi iussimus. Quae dabantur in Palatio Nostro a Sancto Jacobo nominato, die decimo tertio mensis Junii, anno Domini millesimo septingentesimo secundo, Regnique Nostri primo.

Plenipouvoir de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, Omnibus et singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, salutem. Quum Nobis fixum atque immotum stet, nec quicquam magis cordi sit, quam ut sartam et tectam servemus amicitiam, concordiam et necessitudines, quae inter Coronam Magnae Brittanniae, et Rempublicam Nostram hoc tempore vigent, quas si fieri posset etiam magis auctas reddere cuperemus, eumque in finem non inutile fore Nobis videatur, si cum Serenissima et Potentissima Principe et Domina Anna, Dei gratia Angliae, Scotiae, Franciae et Hiberniae Regina, renovaremus et confirmaremus Tractatus, Pacta, Conventa, et Foedera, quae Nobis cum gloriosissimae memoriae Magnae Brittanniae Regibus, eius antecessoribus iniviſſe et pepigiſſe contigit, et si eadem, quantum opus fuerit, novis obligationibus adstringeremus, prout praesens rerum et temporum ratio pro mutuis commodis et utriusque gentis incolumitate illud exigere posset; itaque confisi prudentia, fide et longo rerum agendarum usu, Dominorum Friderici Baronis de Reede,

Domini de Lier, Sti Antonii et ter Lee, unius ex or- 1703
dine Equestri et Nobilium Hollandiae et Westfrisiae, Commendatoris Burae. Everhardi de Weede, Domini de Weede, Dyckvelt, Ratels et fundi Civitatis Oudewater, Decani Capituli Stae Mariae, quod Trajecti ad Rhenum est, Consiliarii Primarii et Praesidis Consessus Provinciae Ultrajectinae, Aggerum fluminis Leccae Praefecti et Praetoris; Wilhelmi van Hasen, Agri Biltani in Frisia Grietmanni, Universitatis Franequeranae Curatoris, a Parte Nobilium in Consessu Dominorum Ordinum Frisiae Deputati, respective Dominorum Ordinum Hollandiae et Westfrisiae, Ultrajecti et Frisiae in Consessu Nostro Deputatorum, Legatorum Nostrorum Extraordinariorum, Eosdem nominavimus, constituimus et creavimus, quemadmodum nominamus, constituimus et creamus, vi praesentium, veros et indubitatos Plenipotentiarios Nostros; dantes et concedentes iisdem coniunctim, vel duobus eorum, tertio absente vel impedito, plenam et omnimodam potestatem cum iis, qui a parte sacrae suae Regiae Majestatis Reginae Magnae Brittanniae, itidem sufficienti mandato instructi fuerint, nostro nomine agendi, tractandi, conveniendi, et concludendi, omnia et singula, quae pro renovandis et augendis anterioribus tractatibus, pactis, conventis et foederibus, communi consensu necessaria vel utilia indicabuntur. Spondentes et bona fide promittentes quicquid ante nominati Legati Extraordinarii et Plenipotentiarii nostri vel duo eorum, tertio absente vel impedito, vi huius mandati, nostro nomine tractaverint, egerint et concluserint, nos omni meliori modo rata, grata et accepta habituros, et ratihabitionis tabulas super iis debita forma confectas extradituros. In quorum fidem, praesentes hasce sigillo nostro maiori muniri, et per Consessus nostri Praesidem signari curavimus, ut et per Graphiarium Nostrum subscribi iussimus. Hagae Comitum die decimo tertio mensis Maji, anno millesimo septingentesimo secundo. W. DE NASSAU.

Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. F. FAGEL.

3.

1703 29 Juil. Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Suède et S. M. le Roi de Prusse, signé à la Haye le 29 Juil. 1703.

(Nordberg Leben Carl des XII. 3. Theil p. 350.)

Nos Fridericus, Dei gratia, Rex Borussiae, Marggravius Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerius et princeps Elector, supremus princeps Arausionensis, Magdeburgi, Cliviae, Iuliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia, Crosnae dux, Burggravius Norimbergensis, princeps Halberstadii, Mindae et Camini, comes de Hohenzollern, Marcae, Ravensburgi, Lingae, Meursii, Buhrae et Leerdami, Marchio Vehrae et Vlissingae, dominus in Ravenstein, Lauenburg, Butow, Arlay et Breda. Notum testatumque facimus omnibus, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum inter Serenissimum et Potentissimum principem dominum Carolum XII. Suecorum, Gothorum et Vandalorum regem, Magnum principem Finnlandiae, ducem Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, principem Rugiae, dominum Ingriae et Vismariae, nec non comitem Palatinum Rheni et Bavariae ducem, fratrem et cognatum Nostrum charissimum; ex una et Nos ex altera parte, pro arctiori amicitiae nexu, inter Nos invicem adstringendo, per ministros ad negotium hocce peragendum ab utraque parte deputatos Hagae Comitis die 29 mensis Iulii labentis anni, novum foedus ac conventio inita, conclusa et subscriptione praedictorum ministrorum firmata sit, tenore sequenti:

Notum testatumque sit omnibus quorum interest, quamvis Serenissimus ac Potentissimus princeps ac dominus,

nus, dominus FRIDERICVS, Rex Boruſſiae, Marggravius 1703
Brandenburgenſis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius et princeps Elector, ſupremus princeps Arauſionenſis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiorum, Vandalorumque, nec non in Sileſia, Crosnae dux, Burggravius Norimbergenſis, princeps Halberſtadii, Mindae et Camini, Comes de Hohenzollern, Marcae, Ravensbergi, Lingae, Meurſii, Buhrae et Leerdami, Marchio Vehrae et Vliſſingae, dominus in Ravenſtein, Lauenburg, Butov, Arlay et Breda; ex una, et Sereniſſimus ac Potentiſſimus princeps ac dominus, CAROLUS XII, Sueçorum, Gothorum et Vandalorum Rex, Magnus princeps Finnlandiae, Dux Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non Comes Palatinus Rheni et Bavariae Dux; ex altera parte, iam tum foedere nondum finito, verum annos aliquot adhuc duraturo, coniuncti ſint. Iidem tamen conſiderantes ac perpendentes periculoſiſſimum ſtatum ac conditionem, in quo hoc tempore respublicae ubique fere verſantur, e re ac neceſſitate eſſe duxerunt, arctioribus amicitiae vinculis ſeſe invicem innectere ac conſtringere, ut mediante hac concordia et vera animorum conſpiratione, intervenientibusque ſociatis conſiliis viribusque, ea, quae ad communem Europae ſalutem, et ad utriusque regiae Majeſtatis, nec non regnorum et ditionum illis ſubiectarum, commoda et utilitatem promovenda pertinent, eo maiori cura, ſtudio ac ſucceſſu attendi, obſervari et ad optatum effectum perduci poſſint.

Quocirca, cum ad ſanciendum arctius hocce foedus Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae Illuſtrem dominum Wolfgangum liberum Baronem a Schmettau, Suae Regiae Majeſtatis miniſtrum ſtatus Intimum, et apud Celſos ac Praepotentes dominos Ordines Generales foederati Belgii Plenipotentiarium &c. &c. Sacra Regia Majeſtas Sueciae, Illuſtriſſimum et Excellentiſſimum dominum, Nicolaum comitem de Lillieroth, ſuae Regiae Majeſtatis ſenatorem et apud Celſos et Praepotentes dominos Ordines Generales uniti Belgii legatum Extraordinarium et Plenipotentiarium neceſſariis mandatis inſtruxerint; ita iidem habitis diverſis de hoc negotio congreſſibus ac colloquiis, de ſequentibus articulis invicem convenerunt:

ART. I.

1703

ART. I.

Confirmation des traités de 1696 et 1698.

Primo quidem praememoratum foedus, quod inter Sacram Regiam Majestatem Borussiae et Sacrae Majestatis Sueciae piissime defunctum gloriosae memoriae Parentem die 11 Julii anni 1696 *a*) initum ac a Sacra Regia Majestate Sueciae glorioſe regnante die 23 Junii anni 1698 *b*), renovatum est, una cum articulis eiusdem separatis, nec non postea die 22 Decemb. 1698 Holmiae, et die 31 Mart. 1699 *c*) Coloniae ad Suevum inter praedictos reges de Neomarchicis ac Pomeranicis ditionibus, deque circa illas versantibus differentiis, conclusae transactiones, conventiones ac recessus, in pristino suo valore ac vigore relinquuntur, ita ut, nisi quaterus in sequentibus articulis quidquam immutatum sit, omnia, quae illarum conventionum tenore utrinque promissa sunt, illaesa inviolataque maneant, et optima fide ab utraque parte praestanda sint.

ART. II.

Amitié.

Cui foederi, reliquisque conventionibus inter Sacram Regiam Majestatem Borussiae et Sacram Regiam Majestatem Sueciae initis, tanquam fundamento innixi, iidem reges mutuae amicitiae leges et officium omni candore et fidelitate adimplebunt, alter alterius commoda et utilitatem pro virili tuebitur ac promovebit, incommoda vero ac damna, indicatis quibuscunque machinationibus alterutri noxiis, avertet, adeoque fide verboque regio quam efficacissime pollicentur, se haec omnia, nec non cunctas praesentis foederis leges, sincere et religiose servaturos, ita, ut neuter, iis minus satisfaciendo, sive directe aut indirecte contraveniendo, alteri ansam det, pariter a promissis recedendi et transacta rescindendi, id quod alienum foret ab utriusque regis mente et scopo, amicitiam intimam sincera animorum coniunctione colendi.

ART. III.

Garantie réciproque.

Quemadmodum Sacra Regia Majestas Borussiae et Sacra Regia Majestas Sueciae sibi invicem promiserunt, se defensionem ac tutelam tam possessorum ab utroque rege regnorum, electoratus, caeliqarum provinciarum quam competentium iurium et actionum suscepturos, ac prae-

a) Ce traité n'est pas imprimé, que je sache.

b) Ce traité n'est pas imprimé, que je sache.

c) DAEHNERT *Sammlung Supplem. u. Fortsetzung*. T. I. p. 119.

praestitis ex eodem foedere auxiliis, contra quoscunque, quibus illis detrimenti quidquam adferre in animo fuerit, asserturos ac vindicaturos. Ita et imposterum auxilia illa ac defensio contra quoscunque prompte atque re ipsa praestabuntur, nullaque nomine aut praetextu parti laesae denegabuntur aut retinebuntur. 1703

ART. IV.

Nul secours aux ennemis.

Multo minus alteruter altissime memoratorum regum contrahentium, illis, qui alterum hostiliter aggredientur, sive ut ita quavis ratione vim aut detrimenti quidquam afferent, directa aut indirecta via auxilia aut suppetias feret, aut etiam per suas ditiones transitum pro hostilibus copiis vel apparatu bellico concedet, quin potius nullo praetextu, quicunque is demum sit, quidquam aget faciet ve aut per suos agi fierive curabit permittetve, quo aggressoris molitiones et coepta suffulciantur, foveantur aut ulla vel minima ratione promoveantur.

ART. V.

Reconnoissance du titre royal de Prusse.

Cum etiam Sacra Regia Majestas Borussiae haud ita pridem dignitatem sibi assumserit, eo successu, ut Sacra Imperatoria Majestas, diversaeque aliae per Europam summae potestates, illum summae dignitatis gradum in Sacra Regia Majestate Borussiae agnoscant, eandemque plenis honoribus regiis afficiant, Sacra Regia Majestas Sueciae desuper amice requisita, quoque declarat, se idem facturam, id tantummodo sibi reservans, ut, si Sacra Regia Majestas Borussiae ratione honorum et ceremonialis, aliis regibus Europaeis quidquam concesserit, vel concessura sit, id omne sibi pariter concessum censeatur. Praeterea figillatim promittit, se in tractatu circa sopiendas turbas Polonicas suscipiendo, omni meliori modo officia efficaciter interposituram, ut Sacra Regia Majestas Borussiae, quae cum a rege Poloniae, tum a praecipuis eius gentis tam senatorii, quam equestris ordinis proceribus, tanquam singulis quibusvis occasionibus, iam tum regio titulo et honoribus afficitur et colitur ab integro quoque reipublicae Poloniae corpore, pro rege habeatur et colatur.

ART. VI.

J. Sobieski.

Cum etiam princeps Jacobus Sobieski apud utramque Regiam Majestatem repraesentaverit, sibi tam ratione damni durante hoc bello, bonis ac possessionibus suis illati,

1703 illati, quam ob pecuniae summas ipsi debitas, varias esse legitimas praetensiones, utraque Regia Majestas in futuris pacis tractatibus dictas principis praetensiones, et ut pro earundem aequitate ei satisfiat, meliorem in modum omnisque generis officiis promouere se velle polliceatur.

ART. VII.

Reglement d. contestations sur les limites.

Praedictae transactiones limitaneae aliique recessus inter utramque Regiam Majestatem super Neomagnicis et Pomeranicis rebus initi, in omnibus articulis, in quantum id hactenus nondum factum, adimplentur, nec non controversiae, quae de certo quodam districtu, quem Furstenleg vocant, exortae sunt, et si quae aliae sunt reliquae, nulla interposita mora ad examen reuocentur et secundum tenorem articuli VIII. foederis anno 1696 initi, aut via amicabili componantur, aut inter ipsosmet contrahentes, aut per arbitros ad id denominandos, dirimantur.

ART. VIII.

Courriers

Quod si unus alterve altissime memoratorum regum literas aut epistolarum fasciculos per alterius terras nuntiorum aut cursorum perferendas curare velit, non solum illud ab altero nullo modo prohibebitur et impedietur, verum etiam id maxime curabitur et cavebitur, ut illi tuto et commode commeare queant, ita tamen, ne iuri territoriali et regali postarum alterius id fraudi sit, utque edictis praescriptis obtemperent, quae ratione horum cursorum in cuiusque ditionibus promulgata sunt. Cumque huic negotio postarum iam articulus II. Tractatus die 22 Decembris anno 1698 conclusi, specialiter provisum sit, observabuntur contenta istius articuli per omnia.

ART. IX.

Succession d' Orange.

Cum tabulis foederis anni 1696 inter alia cautum et pactum sit, utramque Regiam Majestatem non solum ad defensionem et assertionem possessarum terrarum et ditionum, sed etiam adipiscendas eas possessiones et iura, quae ab illo tempore ad unam alteramve perventura essent, mutuum auxilium et operam sibi praestituram. Iam vero rex Borussiae morte ultimi regis Magnae Britanniae gloriosissimae memoriae maximam partem ditionum ac bonorum, ab illo tanquam principe Arausionensi possessorum, ad se devolutam esse, repraesentari curaverit, et simul petierit, ut Sacra Regia Majestas Sueciae, partes ipsius

ipsius favore prosequi atque studio et opera tueri idque efficere velit, ut Sacra Regia Majestas Borussiae possessionem illarum ditionum et bonorum, ad se iure hereditatis ex fideicommisso avito, in domo Arausionensi cum primogenitura fundato, devolutorum, cum omni fructu et proventu re ipsa nanciscatur. 1703

Hinc Sacra Regia Majestas Suecise in se recepit, se Sacrae Regiae Majestatis Borussiae iura in successionem Arausionensem apud Dominos Ordines Generales foederati Belgii, uti etiam apud coronas Galliae et Hispaniae, in futuris pacis tractatibus et ubicunque id expediet, officiis efficacibus promoturam eademque officia circa ea, quae ex praedictis bonis a Sacra Regia Majestate Borussiae iam legitime possidentur, praestituram.

ART. X.

Foedus hoc decem annis durabit, atque intra eorum decursum, si ita utrinque visum fuerit, de eius prorogatione tractabitur a). Convenit quoque est, ut hoc foedus quam religiosissime silentio tegatur. Tabulae ratihabitionum spatio quatuor hebdomadum loco convenienti invicem commutabuntur. Quorum omnium in maiorem fidem duo huius foederis exemplaria confecta, atque a ministris initio nominatis, subscripta sigillisque eorum munita sunt. *Durée du traité.*

Acta haec sunt Hagae-Comitis die vigesima nona mensis Julii, anno Domini millesimo septingentesimo tertio.

N. LILLIEROTH. W. B. DE SCHMETTAU.
(L. S.) (L. S.)

Quod nos nihil magis optantes, quam cum praedicti et potentissimi regis Suecise Majestate perpetua animorum consiliorumque coniunctione, ea, quae in rem communem utilia necessariaque sunt, omni, quo possumus, studio, operaque promovere, praedictum foedus, scopo huic apprime accommodatum, libentes, volentesque ratihabuerimus, prout illud vi et virtute diplomatis huius Nostri

a) Ce traité a été généralement renouvellé par le traité du 16 Août 1707 qu'on trouvera plus bas; mais il n'a pas été prolongé, vu le changement des circonstances.

1703 *Noſtri ratum, gratum acceptumque habemus, verbo regio promittentes, Nos omnia, quae in foedere hoc continentur, et ex parte Noſtra promiſſa ſunt, adimpleturos, nec ut in eo quidquam a Nobis omittatur aut deſiderari queat, paſſuros eſſe. In cuius robur, maioremque fidem praeſentes manu Noſtra ſubſcriptas, ſigilloque Noſtro regio iuſſimus communiri. Dabantur in praedio Noſtro Libenvaldenſi ad Havelam die 6 Auguſti, anno ſeculi a nato Chriſto decimi octavi, et regni Noſtri tertio.*

FRIDERICUS, *Rex.*

Comes A WARTENBERG.

Articles ſéparés.

Nos FRIDERICUS, *Dei gratia, Rex Boruſſiae, Marggravius Brandenburgenſis, Sacri Romani Imperii Archicamerarius et princeps Elector, ſupremus princeps Arauſionenſis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiorum Vandalorumque, nec non in Sileſia, Crosnae Dux, Burggravius Norimbergenſis, princeps Halberſtadii, Mindae et Camini, comes de Hohenzollern, Marcae, Ravensbergi, Lingae, Meurſii, Buhrae et Leerdami, Marchio Vehrae et Viſſingae, Dominus in Ravenſtein, Lauenburg, Butow, Arlay et Bredae. Cum inito proximis hiſce diebus inter Sacram Regiam Majeſtatem Sueciae, ex una et Nos ex altera parte, foedere, miniſtri negotio huic adhibiti, inſuper de ſeparatis quibusdam articulis inter ſe convenerint, qui de verbo ad verbum hic inſerti ſunt.*

ART. I.

Religion proteſtante. Ea, quae articulo ſeparato primo foederis anno 1696, initi, pro religione Evangelica tuenda, atque ab omnibus inſidiis et machinationibus Pontificiorum clandeſtinis defendenda, pacta et conventa ſunt, ab utraque parte ſumma cura adhibita, ſtricta obſervabuntur. Et cum eccleſia Evangelica regni Poloniae et Magni Ducatus Lithuaniae miſerrime hactenus afflicta et multis in locis oppreſſa ſit, atque huic religioni addictis jura et privilegia, quibus antea gavisi ſunt, multis modis diminuta, aut

aut in totum violenter erepta ſint; uterque regum in tractanda pace Polonica articulum hunc, pro eorum in rem Evangelicam mutuo ſtudio et zelo, quo poteſt meliori, aequiori et efficaciori modo, promovebit et in obtinendo hoc ſcopo operam omnem collocabit, ut ſupra dicta eccleſia Evangelica regni Poloniae et Magni Ducatus Lithuaniae, omnesque eidem addicti, in priſtinam libertatem vindicentur, atque in poſſeſſionem iurium et privilegiorum reſtituantur, inque iis in futurum conſerventur. 1703

Quodſi etiam regum uterque deinceps Sacrae Imperatoriae Majeſtati opem et auxilium, adverſus hoſtes ipſi imminentes, ferendum putaret; unus atque alter quoque curabit, ut ea ſubſidia eiusmodi conditionibus, quibus ſaluti, incolumitati et ſolatio eorum, qui in terris haereditariis Imperatoris eadem religione et fide cum illis coniuncti vivunt, proſpectum ſit, mittantur. Praeterea quoque quidquid ubivis ad conſervationem Evangelicae religionis ullo modo pertinere arbitrabuntur, communicatis conſociatisque conſiliis adminiſtrabunt.

Art. II.

Guerre de la Pologne.

Quandoquidem Sacra Regia Majeſtas Sueciae conqueritur regem Poloniae absque cauſa, idque inſcia atque inconſulta Republica, bellum orſum eſſe, quo quidem haec abſtinere ſe velle, hactenus prae ſe tulit, eademque Sacra Regia Majeſtas ideo declaravit, ſe nihil magis vovere, quam, ut illibatam cum republica Polonica amicitiam colere et ſervare poſſit; ſeque tantummodo aggreſſorem ſuum eum in finem perſequi, ut juſtam ſatisfactionem cum ſecuritate pro futuro obtineat: Itaque, ſi nihilominus Respublica impoſterum regis ſui cauſam amplecteretur, et aggreſſionis ab hoc factae participem ſe redderet, adeoque bellum inter Sacram Regiam Majeſtatem Sueciae et Rempublicam oriretur. In hunc eventum, declarat Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae, ſe eiusmodi bellum, neutiquam pro caſu foederis ſibi cum Republica intercedentis habituram, ſed, quod durante eo bello auxilia, quae alias ex pactis, ſpeciatim Velavienſibus, utpote in caſum tantum belli ex parte Poloniae defenſivi, debentur, non praeſtabit, ne dum his maiora ſubmittet, aut alia quacunque via, ſive directe, ſive indirecte, regis vel reipublicae Poloniae

1703 partes fovebit. Viciſſim ſi contigerit, ut Sacra Regia Majeſtas Boruſſiae propter praeſens foedus infeſtis armis peteretur aut alio incommodo afficeretur, tum quidem Sacra Regia Majeſtas Sueciae promittit ac pollicetur, ſe hanc aggreſſionem pro caſu initi cum Sacra Regia Majeſtate Boruſſiae foederis accepturam, neque prius pacem facturam, quam Sacrae Regiae Majeſtati Boruſſiae de damno ac detrimento illato debite ſatisfiat.

ART. III.

Douanes ſur l'Elbe. Cum quoque utriusque Regiae Majeſtatis ratione ſuarum ditionum ad Albim flumen ſitarum, maxime interſit, ne commercia et comeatus in eo flumine impoſitione novorum maiorumque vectigalium onerentur, uterque regum communicato invicem conſilio huius rei rationem habebit, et ſi quis poſtea eiusmodi vectigalia nova contra capitulationes Imperatorias, legesque Imperii fundamentales, ſive ad certum tempus ſive in perpetuum, introducere conaretur, huius conſiliis unitis viribus reſiſtent. et ne ad effectum illa perducantur, omnibus modis cavebunt.

ART. IV.

Affaires du Holſtein. Quae inter articulos ſeparatos quarto foederis anni 1696 initi, in praecedentibus aliquoties allegati de rebus Holſaticis tuendaque Altenavienſis pacis diſpoſitione et praeſtanda garantia. acta et concluſa, atque ibidem in eventum promiſſa, et de ſecuta Travendalienſi pace interpretanda ſunt, ea omnia hic repetuntur ac ſalva manent. Utraque quoque Regia Majeſtas, re ita poſcente, ea omnia adimplere non deerit.

Tabulae ratificationum ſuper his articulis ſeparatis intra tempus in foedere expreſſum utrimque commutabuntur. Quorum in fidem deſuper duo exemplaria pari tenore confecta, atque a miniſtris, initio huius foederis nominatis, ſubſcripta, ſigillisque Eorum munita ſunt. Actum Hagae-Comitis die vigeſima nona menſis Julii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo tertio.

N. LILLIEROTH. (L. S.) W. B. DE SCHMETTAU. (L. S.)

Quod

Quod Nos non minus articulos hosce separatos, quam 1703
tractatum ipsum ratos, gratosque habeamus, prout illos optimo, quo id fieri potest, modo ratihabemus et confirmamus, verbo regio promittentes, Nos omnia, quae in articulis hisce separatis continentur, et ex parte Nostra promissa sunt, adimpleturos, nec ut in eo quidquam a Nobis omittatur aut desiderari queat, permissuros esse. In cuius robur maioremque fidem praesentes manu Nostra subscripsimus sigilloque Nostro regio iussimus communiri. Dabantur in praedio Nostro Tibenvaldensi ad Havelam die 6. Augusti, anno seculi a nato Christo decimi octavi et regni Nostri tertio.

FRIDERICUS, *Rex.*

Comes A WARTENBERG.

4.

1703 Articles of Peace and Commerce, between the moſt Serene and Mighty Princeſs Anne, by the Grace of God, Queen of Great Britain, France, and Ireland, Defender of the Chriſtian Faith, etc. and the moſt Illuſtrious Lord Muſtapha Dey, the Baſhaw, Aga, and Governors of the famous City and Kingdom of Algiers, in Barbary; ratified, confirmed, and renewed, by George Byng, Eſq.; Rear-Admiral of the Red Squadron of her Majeſty's Fleet, on the 28th Day of October, old Stile, 1703.

28 Oct. / 8 Nov.

(CHALMERS *Coll.* T. II. p. 388.)

ART. I.

In the firſt place, it is agreed and concluded, that from this day, and for ever forwards, that the peace made by Arthur Herbert, Eſq. then admiral of her Majeſty's fleet in the Mediterranean in the year 1682, and ſince confirmed by Sir William Soames, Bart, Ambaſſador to the Grand Signior in the year 1686, with the additional articles agreed to with Captain Munden and Conſul Cole in the year 1700, be renewed and confirmed (with the farther addition of the articles agreed to in this treaty with George Byng, Eſq.; rear-admiral of the red ſquadron of her Majeſty's fleet) be kept inviolable between the moſt Serene Queen of Great Britain, France, and Ireland, Defender of the Chriſtian Faith, &c. and the moſt Illuſtrious Lord Muſtapha Dey, the Baſhaw, Aga, and Governors of the famous city and kingdom of Algiers, and between all the dominions and ſubjects of either ſide; and that the ſhips and other veſſels, and the ſubjects and people,

4.

Articles de paix et de commerce entre la Sereniſſime et très-puiſſante Princeſſe Anne par la Grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande, defenſeur de la foi &c. et le très illuſtre Seigneur Muſtapha Dey, les Bacha, Aga et Gouverneurs de l'illuſtre ville et royaume d'Algèr en Berberie; ratifié, confirmé et renouvellé par George Byng Eſq; Contre-Amiral de l'Eſcadre rouge de la Flotte de S. M. le 28 jour d'Octobre vieux ſtyle 1703.

1703 28 Oct. / 8 Nov.

(*Traduction privée.*)

ART. I.

Premierement il eſt arrêté et conclu que de ce jour et pour toujours à l'avenir la paix conclue par *Arthur Herbert* Eſq.; alors Amiral de la Flotte de S. Majeſté dans la mediterranée en l'an 1682 *a*) et confirmée depuis par Sir *William Soames* Baronet, Ambaſſadeur près le Grand Seigneur en l'an 1686 *b*) avec les articles additionnels convenu avec le Capitaine *Munden* et le Conſul *Cole* en l'an 1700 *c*) qui ſont renouvellés et confirmés en y ajoûtant de plus les articles accordés dans ce traité avec George *Byng* Eſq.; Contre-Amiral de l'Eſcadre rouge de la Flotte de S. M. ſera obſervée inviolablement entre la très-Sereniſſime Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande, defenſeur de la foi Chrétienne &c. et le très-illuſtre Seigneur Muſtapha Dey, le Baſha, Aga et Gouverneurs de l'illuſtre ville et royaume d'Alger, et entre tous les domaines et ſujets reciproques; et que les vaiſſeaux et autres navires et les ſujets et peuple

Paix et amitié.

a) DUMONT T. VII. P. II. p. 20.
b) DUMONT T. VII. P. II. p. 126.
c) CHALMERS T. II. p. 361. 386.

1703 *people, of both ſides, ſhall not henceforth do to each-other any harm, offence, or injury, either in word or deed; but ſhall treat one another with all poſſible reſpect and friendſhip; and that all demands and pretences whatſoever to this day, between both parties, ſhall ceaſe and be void.*

ART. II.

That whereas by the ſaid articles of peace made and concluded by admiral Herbert, it was agreed the ſubjects of England ſhould pay ten per cent Cuſtom for the goods they ſhould ſell at Algiers, or dominions thereof: now, for the better ſettling and maintaining a good commerce between the ſubjects of England and thoſe of Algiers, it is agreed and declared, that from henceforward the ſubjects of England ſhall pay but five per cent, cuſtom for the goods they ſhall ſell at Algiers, and that counterband goods, as is declared before, ſhall pay no cuſtom.

ART. III.

And it is farther agreed and declared, that all prizes taken by any of her Majeſty of Great Britain's ſubjects, and all ſhips and veſſels built and fitted out in any of her Majeſty's plantations in America, that have not been in England, ſhall not be moleſted in caſe of no paſs; but that a certificate in writing under the hand of the commanding officer that ſhall ſo take prizes, and a certificate under the hands of the governor or chief of any of her Majeſty's plantations in America, or where any ſhip ſhall be built or fitted, ſhal be a ſufficient paſs to either of them. And our faith ſhall be our faith, and our word our word.

Confirmed and ſealed, in the preſence of Almighty God, the twenty-eighth day of October, in the year of our Lord Jeſus Chriſt one thouſand ſeven hundred and three, and in the year of the Hegira one thouſand one hundred and fifteen, and the firſt day of the moon Regep.

The name and ſeal of the Dey of Algier.

G. B. and Seal.

Copy. G. BYNG.

de part et d'autre ne se causeront à l'avenir aucun mal, offense ou injure, ni par des paroles ni par des faits, mais se traiteront reciproquement avec toute sorte d'égards et d'amitié; et que toutes les demandes et pretensions quelconques subsistant jusqu'à ce jour entre les deux parties, cesseront et seront de nul effet. 1703

ART. II.

Que tandisque par les dits articles de paix faits et conclus par l'Amiral Herbert il fut convenu que les sujets d'Angleterre payeront dix pour cent de douânes pour les biens qu'ils vendroient à Algèr ou dans les états d'Algèr, il est maintenant convenu et declaré, pour d'autant mieux etablir et maintenir un commerce utile entre les sujets d'Angleterre et ceux d'Alger, qu'à l'avenir les sujets d'Angleterre ne payeront que cinq pour cent de douânes pour les biens qu'ils vendront à Algèr, et que les marchandises de contrebande (comme il a été arrêté ci-devant) ne payeront point de douânes. *Douânes.*

ART. III.

Et il est convenu et declaré de plus, que toutes les prises faites par quelqu'un des sujets de S. M. Britannique et tous les vaisseaux et navires construits et équippés dans quelqu'une des plantations de S. M. en Amérique, qui n'ont pas été en Angleterre, ne seront pas molestés en cas de defaut de passeport; mais qu'un certificat par ecrit, de la main de l'officier commandant qui aura fait une telle prise et un certificat de la main du Gouverneur ou Chef de quelqu'une des plantations de S. M. en Amérique, ou du lieu où un tel vaisseau aura été construit ou équippé, sera un passeport suffisant pour chacun d'entre eux. Et notre foi sera foi et nos paroles seront paroles. *Passeports.*

Confirmé et scellé en presence de Dieu tout-puissant le 28 jour d'Octobre de l'an de l'èrè de notre Seigneur Jesus Christ 1703 et de l'an de l'Hegire 1115 et le prèmier jour du mois Regep.

Le nom et le sceau du Dey d'Algèr.

G. B. et son sceau.

p. Copie. G. BYNG.

5.

1703 27 Déc. Treaty of commerce between Great-Britain and Portugal made at Lisbonne 27th December 1703. (*Methuen treaty*).

(CHALMERS *Collection* T. II. p. 303. *Treaties* 1732. Vol. IV. p. 334. *Treaties* 1785. Vol. I. p. 353. POSTLETHWAYTH *dictionary* V. Treaty.)

*Whereas the league and ſtrict friendſhip which is between the moſt Serene and moſt Potent Princeſs Anne, Queen of Great-Britain; and the moſt Serene and moſt Potent Peter, King of Portugal, requires that the commerce of both the Britiſh and the Portugal nations ſhould be promoted as much as poſſible and her Sacred Royal Majeſty of Great-Britain hath ſignified to his Sacred Royal Majeſty of Portugal, by the moſt excellent John Methuen, Eſq., membre of the Engliſh parliament, and ambaſſador extraordinary in Portugal, that it would be very acceptable to her, if the woollen cloths, and the reſt of the woollen manufactures of Britain, might be admitted into Portugal, the prohibition of them being taken off; that this matter may be treated and transacted, they have given their full powers and commands; that is to ſay, her Sacred Majeſty of Great-Britain, to the aboveſaid moſt excellent John Methuen, and his Sacred Majeſty of Portugal, to the moſt excellent Don Emanuel Telles Silvius, Marquis of Alegrete, Conde de Villa Major, in the ſociety of the knights of Chriſt, commendador of St. John d'Alegrete, and of *) de Soure, and alſo in the college of *) commendador of St. John d'Moura, and of St. Mary de Albuveira, one of the three directors of the treaſury, and of the firſt gentlemen of the bedchamber, and counſellor of ſtate to his Sacred Royal Portugueſe Majeſty: who, by virtue of the full powers to them reſpectively granted, having maturely and diligently conſidered the matter, have agreed upon the following articles:*

ART. I.

*) Ces noms manquent dans la copie qu'a ſuivie Mr. CHALMERS, et ne ſe trouvent pas non plus dans la collection de 1785 et dans POSTLETHWAYTH.

5.

Traité de commerce entre la Grande-Brétagne et le Portugal signé à Lisbonne le 27 Décembre 1703 (connu sous le nom de traité de Methuen). 1703 27 Déc.

(*Traduction privée.*)

Comme la ligue et l'étroite amitié qui subsistent entre la Séréniſſime et très-puiſſante Princeſſe Anne, Reine de la Grande-Brétagne et le Séréniſſime et très-puiſſant Pierre Roi de Portugal exigent que le commerce entre les deux nations britannique et portugaiſe ſoit avancé autant que poſſible, et que ſa ſacrée Majeſté royale de la Grande-Brétagne a fait connaitre à ſa ſacrée Majeſté royale de Portugal par le très-excellent Jean Methuen, Eſq., membre du parlement d'Angletrre et Ambaſſadeur extraordinaire en Portugal qu'il Lui ſerait très agréable que les draps et autres manufactures de laine de la Grande-Brétagne ſoient admis en Portugal en levant la prohibition qui ſubſiſte à cet égard, afin que cet objet puiſſe être negocié et réglé ils ont donné leurs pleinpouvoirs et ordres, ſavoir ſa ſacrée Majeſté de la Grande-Brétagne au ſusdit très-excellent Jean Methuen, et ſa ſacrée Majeſté de Portugal au très-excellent Don Emanuel Telles Silvius, marquis d'Alegrete, Comte de Ville Major, chevalier de l'ordre Chriſt, commandeur de St. Jean d'Alegrete et de de Soure et de même du college de commandeur de St. Jean d'Moura, et de St. Marie de Albuviera, un des trois directeurs de la treſorerie et des premiers gentilhommes de la chambre, et conſeiller d'état de ſa ſacrée Majeſté royale Portugaiſe; leſquels en vertu des pleinpouvoirs qui leur ont été reſpectivement accordés, après avoir examiné murement et ſoigneuſement cet objet, ſont convenus des articles ſuivans:

1703

ART. I.

His Sacred Royal Majesty of Portugal promises, both in his own name and that of his successors, to admit, for ever hereafter, into Portugal the woollen cloths, and the rest of the manufactures of the Britons, as was accustomed till they were prohibited by the laws: nevertheless, upon this condition,

ART. II.

That is to say, that her Sacred Royal Majesty of Great-Britain shall in her own name, and that of her successors, be obliged for hereafter to admit the wines of the growth of Portugal into Britain; so that at no time wheter there shall be peace or war between the kingdoms of Britain and France any thing more shall be demanded for these wines, by the name of custom or duty, or by whatsoever other title, directly or indirectly, Whether they shall be imported into Great-Britain in pipes or hogsheads, or other casks, than what shall be demanded from the like quantity or measure of French wine, deducting or abating a third part of the custom or duty: but if at any time this deduction or abatement of customs, which is to be made as aforesaid, shall in any manner be attempted and prejudiced, it shall be just and lawful for his Sacred Royal Majesty of Portugal again to prohibit the woollen cloths, and the rest of the British woollen manufactures.

ART. III.

The most excellent lords the plenipotentiaries promise, and take upon themselves, that their abovenamed masters shall ratify this treaty, and that within the space of two months the ratifications shall be exchanged.

For the faith and testimony of all which things, I, the plenipotentiary of her Sacred Royal Majesty of Great-Britain, have confirmed this treaty, by the subscription of my hand and by the seal of my coat of arms. And the most excellent lord the plenipotentiary of his Sacred Royal Majesty of Portugal, for avoiding the controversy, about precedence between the two crowns of Britain and Portugal, hath subscribed another instrument of the same tenor, changing only what ought to be changed for that reason. Given at Lisbon, the 27th of the month of December 1703.

(L. S.) JOHN METHUEN.

ART. I. 1703

Sa sacrée Majesté royale Portugaise promet tant en son nom qu'en celui de ses successeurs, d'admettre à l'avenir pour toujours en Portugal les draps et les autres manufactures de laine des Bretons comme il a été usité jusqu'à ce qu'elles ont été prohibées par les loix; sous la condition cependant, *Importation des laines en Portugal*

ART. II.

Que sa sacrée Majesté royale de la Grande-Bretagne sera obligée en son nom et en celui de ses successeurs d'admettre à l'avenir pour toujours les vins du cru du Portugal en Brétagne; de sorte qu'en aucun tems, qu'il y aye paix ou guerre entre les royaumes de Brétagne et de France il sera demandé quelque chose de plus pour ces vins sous le nom de douâne ou droits, ou sous un autre titre quelconque, directement ou indirectement, qu'ils soient introduits dans la Grande-Brétagne en pipes ou en muids ou autres vases, que ce qui sera exigé pour la même quantité ou mesure des vins français, en deduisant ou rabattant un tiers de cette douâne ou droit; mais si en quelque tems il sera porté atteinte et prejudicié à cette deduction ou rabais de douâne qui aura lieu comme il est dit ci-dessus, alors sa sacrée Majesté royale aura le droit et la liberté de defendre de nouveau les draps et autres manufactures de laine britanniques. *Importation des vins en Angleterre.*

ART. III.

Les très excellents Sieurs plénipotentiaires promettent et prennent sur eux que leurs susdits souverains ratifieront ce traité, et que dans l'espace de deux mois les ratifications seront échangées. *Ratification.*

En foi et temoignage de quoi, moi le plénipotentiaire de sa sacrée Majesté royale de la Grande-Brétagne j'ai confirmé ce traité par la signature de ma main et par l'apposition du cachet de mes armes. Et le très excellent Seigneur plénipotentiaire de sa sacrée Majesté royale de Portugal, pour eviter la dispute au sujet de la préséance entre les deux couronnes de Brétagne et de Portugal, a signé un autre instrument de la même teneur, changeant seulement ce qui a du être changé pour cette cause. Donné à Lisbonne le 27 du mois de Décembre 1703.

(L. S.) JEAN METHUEN.

6.

1706 Treaty of commerce between Great-Britain and the city of Danzic dated $\frac{11}{23}$ Octobre 1706.

(CHALMERS *Collection* T. I. p. 100.)

Whereas her Sacred Majesty, Anne, by the grace of God, of Great-Britain, France, and Ireland Queen, defender of the faith, at the request of her subjects, merchants residing in the city of Dantzic most graciously commanded the excellent and reverend Dr. John Robinson, Doctor in Divinity, and Canon of the cathedral and metropolitical church of Christ at Canterbury, her Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, that he should confer with the most Noble Magistracy of the said city in order to the removing certain grievances in trade, whereby the British merchants at Dantzic are oppressed; and the Magistracy aforesaid, being disposed and inclined to all those things which may be grateful and acceptable to her Majesty, and very much desiring that the British merchants residing at Dantzic, and those of Dantzic in Great-Britain, may enjoy mutual advantages, hath named their deputies, the Noble Lords M. Gabriel von Boemeln, Consul, and John Ernest von der Linde, Consul and Syndic, to confer and treat upon that affair with the aforesaid Minister and Plenipotentiary: where upon the said Minister and deputies consented and agreed unto the following articles.

ART. I.

As formerly and hitherto, so also hereafter for the future, it shall be lawful for the subjects of the kingdoms of Great-Britain, to wit, England, Scotland, and Ireland, as of a nation in amity, freely to dwell at Dantzic, as they will without any molestation, and exercise trade there; that is to say, to import whatsoever merchandizes of other nations, which it is lawful by sea or land to bring from foreign parts to Dantzic, and having paid the due and usual customs, to keep them in cellars, warehouses, and storehouses, and thence sell them to the citizens of Dantzic; or if, perhaps, they cannot sell them,

to

6.

Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la ville de Dantzig conclu le $\frac{1}{12}$ *Octobre* 1706.

1706 $\frac{11}{22}$ oct.

(*Traduction privée.*)

Sa Sacrée Majesté Anne, par la grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne, de France et d'Irlande ayant, à la requisition de ses sujets marchands residans dans la ville de Dantzig, ordonné très gracieusement à l'excellent et reverend Dr. Jean Robinson, docteur en théologie et chanoine de l'eglise cathedrale et metropolitaine de Christ à Canterbury, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, de conferer avec le très noble magistrat de la dite ville, afin d'écarter certains griefs dans le commerce sous lesquels les marchands Britanniques à Dantzig souffrent; et le magistrat susdit étant disposé et porté à tout ce qui peut être agréable et convenable à Sa Majesté, et desirant beaucoup que les marchands Britanniques residans à Dantzig et les marchands de Dantzig residans en Grande-Brétagne jouissent d'avantages mutuels, ont nommé leurs deputés les Sieurs Gabriel von Boemeln Consul, et Jean Ernest von der Linde Consul et Syndic, pour conférer et traiter sur cet objet avec le susdit Ministre et Plénipotentiaire: sur quoi les susdits Ministre et Deputés sont convenus et ont arrêté les articles suivans:

Art. I.

Droits des Anglais à Dantzig.

Ainsi que par le passé et jusqu'ici, de même pour la suite et à l'avenir il sera permis aux sujets des royaumes de la Grande-Brétagne, savoir d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande comme d'une nation amie, de demeurer librement à Danzig aussi longtems qu'ils le jugeront à propos sans aucun empêchement, et y exercer leur commerce, c'est à dire, d'y importer toute sorte de marchandises d'autres nations qu'il est permis d'importer par mer ou par terre de l'étranger à Dantzig, et après avoir payé les douânes légitimes et usitées, de les conserver dans les caves magazins et bâtimens, et de les vendre

1706 *to export them again by sea, in what ships they shall think fit, having paid the duties at their going out, which the citizens themselves do; as also buy all merchandizes whatsoever of the citizens of Dantzic, and transport them by sea to what forrign parts soever they please; nevertheless always observing the Laws and statutes of the said city respecting either commerce, or any other right or privilege whatsoever.*

ART II.

But as to herrings in particular, and every Kind of salt fish, it shall be lawful to keep these goods brought by British subjects, and to put them in cellars, warehouses, and storehouses, and have the same privileges as the dutch merchants dwelling in Dantzic: yet so, that they declare in the customhouse the said merchandizes, as well as all others, according to the true consignment of the same, as also commit them to the care and inspection of officers sworn to approve and examine the same; but they shall not deliver any of the said goods into the buyers hands, before they are exposed by the officers upon the public bridge, and subjected to their approbation and examination: in like manner also, the subjects of Great-Britain shall be allowed to export herrings and salt by sea, paying custom for the same, provided they cannot sell them at Dantzic (suspending as heretofore, for now, and as far as may be, without prejudice to the public good, the execution of an edict published in the month of March, in the year 1687); but when it shall be necessary to enforce the said edict, and put it in execution, the same shall be previously notified to the British merchants for the six preceding summer months. Moreover because the aforesaid merchants ought not to enjoy the proper rights and privileges of the citizens in buying and selling neither shall the British subjects, who lodge with any citizen of Dantzic, and have no family of their own, be obliged to execute personal offices and employments, as for example, to undertake the guardianship of others, the governement of churches and hospitals, or those of any other kind whatsoever; nor to pay the subsidy that is imposed on the citizens and inhabitants, or any other burthens, besides the just and usual duties at coming in and going out, for their ships and merchandizes, as much

vendre de-là aux citoyens de Dantzig, ou en cas qu'ils ne pourraient pas les vendre, de les réexporter par mer dans tel vaiſſeau qu'ils jugeront à propos en payant les droits d'exportation que payent les propres citoyens, comme auſſi d'acheter toute ſorte de marchandiſes des citoyens de Dantzig, et de les tranſporter par mer vers tel pays étrangers qu'il leur plaira, toutefois en obſervant les loix et ſtatuts de la dite ville par rapport au commerce ou à tout autre droit ou privilège quelconque. 1706

ART. II.

Mais quant aux harengs en particulier, et à toute ſorte de poiſſon ſalé, il ſera permis d'importer ces marchandiſes par des ſujets Britanniques, et de les mettre dans des caves, magazins et ſerres, et de jouir des mêmes privilèges comme les marchands Hollandais demeurant à Dantzig: tellement cependant, qu'ils devront déclarer à la douâne les dites marchandiſes comme toutes les autres, conformément au veritable conſignement, comme auſſi de les ſoumettre au ſoin et à l'inſpection d'officiers jurés pour les approuver et examiner; mais ils ne delivreront aucun desdits objets entre les mains de l'acheteur avant qu'ils n'aient été expoſés par les officiers ſur le pont public, et aſſujettis à leur approbation et examen; de même auſſi les ſujets de la Grande-Brétagne auront la permiſſion d'exporter des harengs et ſalaiſons par mer en payant les douânes pour elles, ſuppoſé qu'ils ne puiſſent les vendre à Dantzig (ſuſpendant comme par le paſſé pour le préſent et pour l'avenir auſſi longtems qu'il ſera poſſible ſans préjudice du bien commun, l'exécution d'un édit publié au mois de Mars de l'an 1687); mais lorsqu'il ſera neceſſaire de remettre en vigueur le dit édit et de le mettre en exécution, ceci ſera notifié préalablement aux marchands Britanniques ſix mois d'été d'avance. De plus comme les ſusdits marchands ne doivent pas jouir des propres droits et priviléges des citoyens quant à l'achat et à la vente, les ſujets Britanniques qui logent chés quelque citoyen de Dantzig, et n'ont point de famille avec eux, ne ſeront pas non plus tenus de ſe charger de ſervices et d'emplois perſonnels comme par exemple de ſe charger de tutéles, de l'adminiſtration d'egliſes et hopitaux, ou autres adminiſtrations quelconques; ni de payer les impôts levés ſur les citoyens et habitans, ou autres charges

Poiſſons. Droits; charges.

1706 *much, namely, as ſhall be paid by the citizens themſelves, either for their perſons or goods, and commodities whatſoever; but others who have hired houſes and fixed habitations at Dantzic, and uſe and dwell in them, and have families of their own, they ſhall hereafter pay and be ſubject to all duties and impoſitions, without murmuring or refuſal, which ſhall be required not only from the citizens, but from all the inhabitants in general, an equality being always obſerved, that they are not more burthened than the other inhabitants.*

Art. III.

Moreover, there ſhall be entiere liberty as well for the Britiſh merchants themſelves, or if they have a family, as for the Britiſh heirs of the deceaſed to change place, and remove from Dantzic all their goods and effects, whenever and whereſoever they ſhall think fit; and thoſe of Dantzic, or any Dantzic heirs of the deceaſed, ſhall alſo equally enjoy the ſame right in all things in the kingdom of Great-Britain.

Art. IV.

A Britiſh ſhip being driven by ſtorm going into port and the river Weiſſel, ſhall pay nothing more than the money to the pilots, and for clearing out the ballaſt (commonly called lotſs and Bagger Gild); but with this difference, that a ſhip of great burthen ſhall bear the ſaid expences according to the proportion of laſts which, for eaſier entrance, ſhe unloadeth into leſſer veſſels. And a little ſhip that unloadeth no goods, ſhall pay at leaſt half the money for claring out ballaſt (for hereafter a rate ſhall be ſettled of the payments to pilots, according to certain fleets of ſhips); but if ſuch ſhip ſhall be brought to the city or place appointed for repairing ſhips, then it ſhall pay all and ſingular the impoſitions uſually demanded of ſhips, the expences to be paid to officers being within moderation, according to the proportion of the ſhip; though the goods, which in that caſe the ſhip hath landed for its neceſſary repair, and afterwards received back, ſhall be free from any duty or impoſition, and not like the reſt of the Loading.

And

charges excepté les droits d'importation et d'exportation légitimes et usités pour leurs vaisseaux et marchandises, autant nommement qu'il sera payé par les citoyens eux-mêmes, soit pour leurs personnes, ou leurs biens et marchandises quelconques; mais d'autres qui ont loué des maisons et fixé leurs habitations à Dantzig et y demeurent et ont leur famille avec eux, payeront à l'avenir et seront, sans murmure ou refus, sujets à tous les droits et impositions qui seront exigés non seulement des citoyens, mais de tous les habitans en général, en observant toujours l'égalité, de sorte qu'ils ne seront pas plus fortement chargés que les autres habitans. 1706

ART. III.

Emigration.

De plus il y aura une liberté entière, tant pour les marchands Britanniques eux même, que pour leur famille, s'ils en ont, comme aussi pour les heritiers Anglais du defunt, de changer de demeure et d'emporter de Dantzig tous leurs biens et effets toutes les fois et pour tel endroit qu'ils le jugeront à propos; et les marchands de Dantzig, ou tout Dantzigeois heritier du defunt, jouiront de ce même droit dans tous les points dans le royaume de la Grande-Brétagne.

ART. IV.

Entrée forcée.

Tout vaisseau Britannique poussé par la tempête à entrer dans le port et la rivière de la Vistule, ne payera rien de plus que l'argent pour les pilôtes et pour décharger le lest (communement appellé *Loots- und Baggergeld*) mais avec cette difference, qu'un vaisseau de grand port payera ces fraix à raison des lastes qui pour faciliter l'entrée seront déchargés dans de moindres navires. Et un petit vaisseau qui ne decharge point de marchandises, payera au moins la moitié du prix pour vuider le lest (car à l'avenir il sera fixé un taux pour le payement des pilotes à proportion de certains navires ou vaisseaux); mais si un tel vaisseau serait conduit devant la ville ou à une place destinée pour le radoub des vaisseaux, il payera tous et chacun des droits usuellement exigés des vaisseaux, les droits à payer aux officiers étant modérés, conformément à la proportion du vaisseau; cependant les marchandises que dans ce cas le vaisseau a mis à terre pour sa reparation necessaire, et que dans la suite il charge de nouveau, seront libres de tout droit ou imposition, et ne seront pas assimilées au reste de la cargaison.

1706 *And if there ſhall be occaſion to ſell any part of the goods for the ſaid reparations, or to buy proviſions, the accuſtomed duties for this proportion of goods only ſhall be paid; and it ſhall not be lawful to take out any part of the goods, without leave firſt obtained of the magiſtrate.*

But as often as any ſhip which ſhall arrive from foreign parts into the ſtation of the Dantzic ſhips, and bound with her loading to another place, ſhall unload any goods to be carried into the city, or if any goods are to be carried on board any ſhip arriving from foreign parts, and bound to another place, but not unloading any goods; in this caſe the whole cuſtom muſt be paid for the ſhip, that is tho ſay, as much as is required in that caſe for the Dantzic ſhips themſelves; but the other impoſitions ſhall be levied, as well upon view of the ſhip as by reaſon of the merchandizes, according to the proportion of laſts unload or imported. But if ſuch ſhip unloading any merchandize, has a mind to import into the city other goods in lieu of thoſe unloaden, in that caſe the duties ſhal be proportionably paid, according to the rate of the laſts which ſhall remain imported.

Art. V.

For as much as the Britiſh merchants, deſiring to provide for the payment of the cuſtoms in a manner leſs troubleſome, but not with leſs ſafety, did obtain from the magiſtrates of Dantzic, by the concluſion of the States of the city of the 22d July, 1705. that inſtead of the uſual money to be paid in the chamber (cuſtom-houſe) perſonal ſecurity ſhould be admitted to be taken, whereby all and ſingular the merchants, of the Britiſh nation, reſiding in Dantzic for the time being, were bound, and the ſaid States were pleaſed again to prolong the ſame method of ſecurity for another year; it is therefore agreed that the ſaid uſe of perſonal ſecurity ſhall remain to the end of the ſaid year, nor is it hereafter to be doubted that any thing ſhall be changed therein, except it ſhal be found by experience that the Britiſh merchants abuſe that conceſſion, and per form not their part, or that other weighty conſiderations require it otherwiſe.

Art.

Et s'il était neceſſaire de vendre une partie des marchandiſes pour les dites reparations, ou pour acheter des proviſions, les droits uſirés ne ſeront payés que pour cette partie des marchandiſes ſeulement; et il ne ſera pas permis de décharger une partie de la cargaiſon ſans en avoir obtenu préalablement la permiſſion du magiſtrat. 1706

Mais toutes les fois qu'un vaiſſeau, arrivant de contrées étrangères dans la rade de vaiſſeaux Dantzigeois, et deſtiné avec ſa cargaiſon pour une autre place, déchargera quelques marchandiſes pour être importées dans la ville, ou lorsque quelques marchandiſes ſeront chargées à bord d'un vaiſſeau venant de l'étranger et deſtiné pour une autre place, mais ſans décharger quelques marchandiſes, dans ce cas la douane entière ſera payée pour le vaiſſeau; c'eſt à dire autant que dans ces cas on exige de vaiſſeaux Dantzigeois même; mais les autres impoſitions ſeront levées tant par rapport au vaiſſeau, que relativement aux marchandiſes en proportion des laſtes déchargés ou importés. Mais ſi un tel vaiſſeau déchargeant quelque marchandiſe, a le deſſein d'importer dans la ville d'autres marchandiſes à la place de celles qu'il a déchargées, alors les droits ſeront payés à proportion, conformément à la quantité des laſtes qui finalement ſeront importés.

Art. V.

Comme les marchands Britanniques, deſirant pourvoir au payement des douânes d'une manière moins penible mais non moins aſſurée, ont obtenu du magiſtrat de Dantzig par la reſolution des *ordres* de la ville du 22 Juil. 1705, qu'au lieu de l'argent qu'il eſt d'uſage de payer à la chambre (douâne) il ſerait accordé d'accepter des cautions perſonnelles, par leſquelles tous et chacuns des marchands de la nation Britannique reſidant alors à Dantzig ſeraient obligés, et les dits ordres de la ville ayant jugé à propos de prolonger la même voye de ſurêté pour une autre année, il eſt convenu en conſéquence que le dit uſage de cautions perſonnelles continuera juſqu'à la fin de la dite année, et il n'eſt pas à craindre que dans la ſuite il ſera changé quelque choſe à cet égard, à moins qu'on ne faſſe l'éxperience que les marchands Britanniques abuſent de cette conceſſion, et ne payent point leur part, ou que d'autres conſidérations importantes engagent à en diſpoſer autrement. *Réglt des douânes.*

1706

ART. VI.

Whereas commerce and the credit of traders, which are mutually neceſſary, cannot flouriſh or ſubſiſt without a ready adminiſtration of juſtice, the magiſtrate ſhall therefore take care that regard be had to the Britiſh merchants in all cauſes, and to their juſt deſires in this particular. And a Dantzic merchant being creditor in ſpecie, ſhall not arreſt the perſon or goods of any Britiſh merchant his debtor, who ſhall be willing to give ſufficient ſecurity; and by the like ſufficient ſecurity to be given, a citizen of Dantzic that is debtor, ſhall be reſponſible to a Britiſh merchant that is creditor and ſuitor. The citizens of Dantzic ſhall reciprocally enjoy the ſame right in the kingdoms of Great Britain, &c.

ART. VII.

In cauſes relating to trade carried on with foreigners, againſt the rights of the city, the proceſs againſt Britiſh merchants ſhall be made in the ſame manner and form of law as is uſual to proceed againſt the citizens themſelves in the ſentence of puniſhment, according to the preſcription of the ſtatute law hitherto conſtantly obſerved, and in this caſe exact equity ſhall be obſerved, nor ſhall the magiſtrate omit to take care as well to prevent the lengthening of ſuits, as alſo to correct the other abuſes, which by the malice and obſtinacy of the parties themſelves at law in this behalf may have broke in.

ART. VIII.

If differences ſhall happen to ariſe in civil cauſes merely maritime, between the commanders of Britiſh ſhips and their ſeamen, that ſhall require a quick diſpatch, the plaintiff, upon the requeſt of the adverſe party, ſhall be referred to the miniſter of Great Britain (if there be any upon the place), or to two Britiſh merchants deputed for that purpoſe, that the diſpute may be well and juſtly made up. But if that cannot be, the magiſtrate ſhall plainly, and without any expence of time or charge, take care to determine the matter, that the ſaid ſeamen ſhall not deſert their maſter and ſhip to whom they belong, except for the moſt weighty reaſons.

ART.

ART. VI.

1706

Comme le commerce et le crédit des negocians, qui ſont réciproquement neceſſaires, ne peuvent fleurir ou ſubſiſter ſans une promte adminiſtration de juſtice, le magiſtrat aura par conſequent ſoin qu'on aie égard aux marchands Britanniques dans toutes leurs cauſes, et à leurs juſtes deſirs dans ce point en particulier. Et un marchand de Dantzig étant créancier particulier ne pourra point faire arrêter la perſonne ou les biens de quelque marchand Britannique, ſon debiteur, lorſque celui-ci ſera prêt à donner caution ſuffiſante; et par une même caution ſuffiſante à donner, un citoyen de Dantzig qui eſt debiteur repondra à un marchand Britannique ſon créancier et demandeur. Les citoyens de Dantzig jouiront réciproquement du même droit dans le royaume de la Grande-Brétagne &c. *Juſtice.*

ART. VII.

Dans les cauſes rélatives au commerce, agitées avec des étrangers touchant des contreventions aux loix de cette ville, le procès contre des marchands Britanniques ſera conduit de la même maniere et dans la même forme des lois, dans leſquelles il eſt d'uſage de procéder contre les citoyens même, dans la ſentence penale conformement aux preceptes des ſtatuts, juſques là conſtament obſervés, et dans un tel cas on observera une exacte équité; auſſi le magiſtrat ne manquera pas d'avoir ſoin tant à prevenir la protraction des procès, qu'à corriger les autres abus qui par la malice et l'opiniatreté des parties même en litige peuvent s'être introduits à cet égard. *Delits.*

ART. VIII.

S'il ſurvient des differens dans des cauſes civiles purement maritimes entre les commandeurs de vaiſſeaux Britanniques et leurs mariniers, qui exigeront une promte expédition, le demandeur ſera renvoyé à la demande de la partie oppoſée au Miniſtre de la Grande-Brétagne (s'il y en a ſur le lieu) ou à deux marchands Britanniques deputés à cet effet, afin que la diſpute ſoit bien et duement arrangée. Mais ſi cela ne peut avoir lieu, le magiſtrat doit ſimplement, et ſans cauſer du délai, ou des fraix, avoir ſoin de determiner l'affaire, de ſorte que les dits mariniers ne quitent pas leur maitre et le vaiſſeau auquel ils appartiennent, ſi ce n'eſt pour des raiſons importantes. *Cauſes maritimes.*

1706

ART. IX.

The British merchants residing at Dantzic shall have a minister for the worship of God, who shall perform divine service in a private house, and in the British language, and shall perform the other offices of his function for those of the British nation. And the said minister, whether he hath a house and family of his own or not, shall enjoy the same freedom as the merchants. He shall moreover enjoy, by the kind indulgence of the magistrate, an exemtion of excise of beer for the use of his house and consumtion of his own family. And the ministers of the reformed rligion at Dantzic shall hereafter be indulged in any such respectful privilege.

ART. X.

For preventing all abuses whatsoever in the measure of salt or pit coals, all the tons by which they are measured shall be exactly adjusted, and a review of them, whether they are altered in any part, shall be yearly appointed; and the coal inspector shall be severely prohibited hereafter from taking to himself any thing that shall accidentally fall upon the ground in unloading the coals out of the ship or cart, or shall be designedly thrown out, but he shall leave it to the true owner; and the measurers of salt shall be enjoined to make just and equal measure and to accept reward from no person whatsoever, under the penalty of being removed from their office.

ART. XI.

And it shall be lawful for the British merchants, in carrying their merchandizes between the city and the station of the ships, and vice versa, to bring small boats (commonly called boardings and ballast boats) for that purpose, according to an order thereupon made; nor shall greater freight be exacted of them for their goods than from the citizens themselves: and moreover it shall be lawful for the British subjects who trade in Poland, to bring the goods bought there to Dantzic, to be sold to the citizens, and carry away those bought of the citizens, with the same freedom as the Poles have hitherto, and may do herefter.

ART. IX. 1706

Les marchands Britanniques refidans à Dantzig auront un miniſtre de la parole de Dieu, qui fera le ſervice divin dans une maiſon privée et en Anglais, et s'acquitera des autres fonctions de ſa charge en faveur de ceux de la nation Britannique. Et le dit miniſtre, ſoit qu'il ayt une propre maiſon et famille ou non, jouira des mêmes immunités que les marchands. Il jouira de plus, par la bienveillance du magiſtrat, d'une exemtion d'acciſe ſur la bierre pour l'uſage de ſa maiſon et pour la conſommation de ſa propre famille. Et les miniſtres de la religion reformée à Dantzig ſeront à l'avenir favoriſés d'un ſemblable privilège. *Culte religieux.*

ART. X.

Pour prevenir tous abus quelconques dans la meſure du ſel ou du charbon de terre, tous les vaſes par leſquels ils ſont meſurés ſeront exactement ajuſtés, et il en ſera fait annuellement une reviſion pour voir s'ils ont été alterés en quelque partie; et il ſera ſeverement défendu à l'inſpecteur des charbons de s'attribuer à l'avenir quelque choſe qui tombera accidentellement ſur la tèrre en déchargeant les charbons du navire ou chariot, ou qui ſera jetté à deſſein, mais il laiſſera le tout au vrai propriétaire; et il ſera enjoint aux meſuriers du ſel d'en faire juſte et égale meſure, et de n'accepter aucune gratification de qui que ce ſoit, ſous peine d'être privés de leur emploi. *Meſures de ſel et charbons.*

ART. XI.

Et il ſera permis aux marchands Britanniques pour le transport de leurs marchandiſes entre la ville et le lieu où les vaiſſeaux ſont ſtationnés, et vice verſa, d'apporter de petits bateaux (communément appellés *boardings* et bateaux de left) à cet effet, conformément au réglement fait à cet égard, et il ne leur ſera pas demandé plus de fret pour leurs biens que pour ceux des citoyens même: et de plus il ſera permis aux ſujets Britanniques, qui font le commerce avec la Pologne, de porter à Dantzig les marchandiſes qu'ils y ont achetées, pour les vendre aux citoyens, et de transporter celles qu'ils ont achetées des citoyens, avec la même liberté dont les Polonais ont joui juſqu'ici ou pourraient jouir à l'avenir. *Commerce de la Pologne.*

1706

ART. XII.

For as much experience hath taught, that under the name of tobacco imported from England and Holland, at the port of the city of Dantzic, an herb of the like species is brought hither of very different goodness from it, and therefore of a quite different and much cheaper price, that we are perplexed with exquisite and admitted frauds, and by this means the revenue of customs is prejudiced, and private buyers craftily deceived, care shall therefore be taken, that the remedies introduced for preventing these frauds may have their due effect, and other proper means used to obviate them hereafter.

For what remains; if any greater privileges, which any wise respect the persons, ships, or goods of foreigners at Dantzic, shall be hereafter granted to any foreign nation, the British subjects shall in the like manner fully enjoy the same for themselves, their ships, and commerce.

But after the noble Magistracy by their Deputies have proposed certain requests, where of the citizens and merchant of Dantzic most humbly solicit her most Serene and Potent Majesty of Great Britain's concession, the forementioned Minister and Plenipotentiary of her said Majesty using his good offices therein, and have earnestly moved that certain inconveniences, which have for some time affected the navigation and commerce of the people of Dantzic, in the kingdom of Great Britain, may be kindly removed and abolished; and therefore conferences having been likewise set an foot upon this affair between the said Plenipotentiary and the Deputies of the Magistrates, all things being considered, they thought fit to provide for the requests and grievances of the citizens and merchants of Dantzic by the following articles.

ART. XIII.

The citizens and inhabitans of Dantzic shall enjoy in the kingdoms of Great Britain, the same rights and liberties which they have hitherto obtained, and are now in use; and it shall be therefore free for them to come to, either by land or sea, all the dominions, towns, and places whatsoever of England, Scotland, and Ireland, and to enter into all ports with their ships, merchandizes, and

ART. XII. 1706

L'experience ayant fait voir, que sous le nom de tabac importé d'Angleterre et d'Hollande dans le port de la ville de Dantzig, il a été importé une plante du même genre, quoique d'une qualité bien differente, et par consequent pour un prix bien different et moindre, de sorte que nous sommes trompés par des fraudes insignes et commises, et que par cette voie les revenus de la douane ont été diminués, et les acheteurs particuliers fortement trompés, on aura soin à ce que les remedes employés pour obvier à ces fraudes puissent avoir leur effet, et que d'autres remedes convenables soient employés pour les prevenir. *Tabac. Privilèges ultérieurs.*

Au reste, si de plus grands privilèges par rapport aux personnes, aux vaisseaux ou aux biens d'étrangers à Dantzig seront accordés dans la suite à quelque nation étrangère, les sujets Britanniques en jouiront de même pleinement pour eux, leurs vaisseaux et commerce.

Mais comme le noble magistrat a proposé par ses deputés certains points dont les citoyens et marchands de Dantzig sollicitent très-humblement la concession de la part de Sa Serenissime et très-Puissante Majesté de la Grande-Brétagne, le susdit ministre plénipotentiaire de sa dite Majesté ayant employé à cet égard ses bons offices, et ayant sérieusement representé, que de certains inconveniens qui pendant quelque tems ont affecté la navigation et le commerce des habitans de Dantzig dans le royaume de la Grande-Brétague, soient gracieusement ecartés et abolis; et des conferences ayant également eu lieu sur ce point entre le dit plénipotentiaire et les deputés du magistrat: après avoir considéré toutes choses, il ont jugé à propos de satisfaire aux desirs et griefs des citoyens et marchands de Dantzig par les articles suivans:

ART. XIII.

Les citoyens et habitans de Dantzig jouiront dans les royaumes de la Grande-Brétagne des mêmes droits et libertés qu'ils ont obtenus jusqu'ici, et qui sont actuellement en usage; et il sera par consequent libre pour eux d'entrer, soit par terre ou par mer, dans toutes les dominations, villes et places quelconques d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, et d'entrer dans tous leurs *Privilège des Dantzigeois.*

1706 *and cargoes, freely and with all manner of ſecurity, and to remain therein as long as they pleaſe, without any hindrance, and to trade and deal by themſelves, or their factors and ſervants, and to import at pleaſure any merchandize of the product or manufacture of the territories of the ſaid city of Dantzic or Pruſſia, or ſuch as ſhall be firſt commonly brought from other parts to the port of Dantzic, to be transported thence by ſea to other places and territories, and in like manner to export merchandize of all ſorts; on this condition, nevertheleſs, that they pay and bear the cuſtoms and all other impoſitions that are equally to be paid and diſcharged by all other foreigners reſiding or trading there; and that they obſerve the laws, ſtatutes and cuſtoms of this or that place where they ſhall come, and conform themſelves thereto. But ſo often as the maſters of Dantzic ſhips buy ſalt or pit coals in ſpecie (neocaſtri) at Newcaſtle, or at any places of the kingdom of Scotland, they ſhall not be obliged to pay, or be loaden with greater impoſitions and coſts, than other foreign nations doing the ſame are obliged to pay.*

Art. XIV.

The ſhips of Dantzic being duly furniſhed with authentic paſſports and certificates, by which the propriety of the ſhips and cargo may certainly appear, and that they neither carry contraband goods, nor thoſe of the enemy; they ſhall not be ſtopped by Britiſh privateers in the Britiſh ſeas, or elſewhere in their voyage, much leſs detained, viſited or taken, and carried into the ports of Great Britain: but if this ſtated and uſual form of certificate be not produced, or there be ſome other juſt and urgent ground of ſuſpicion, then the ſhip may be viſited; nevertheleſs, this permiſſion is to be underſtood in ſuch caſe only, and not otherwiſe: and if any thing ſhall be done contrary to the true and genuine ſenſe and meaning of this article, a ſevere penalty ſhall be inflicted on the offenders, and ample ſatisfaction ſhall immediately be made without any delay, to the party injured, for his loſs, damage, and expences.

Art.

ports avec leurs vaiſſeaux, marchandiſes et cargaiſons librement et en toute ſureté, et d'y demeurer auſſi longtems qu'il leur plaira, ſans aucun empêchement; et de commercer et negocier par eux même ou par leurs facteurs et employés, et d'importer à leur gré toute ſorte de marchandiſes du cru ou des manufactures des territoires de la dite ville de Dantzig ou de Pruſſe, ou celles qui ſont ordinairement portées en premier lieu d'autres contrées dans le port de Dantzig, pour être transportées de là par mer vers d'autres places et territoires; et de la même maniere d'exporter des marchandiſes de tout genre; ſous cette condition cependant, qu'ils payeront et acquiteront les douânes et toutes les autres impoſitions qui doivent également être payées et acquitées par tous les autres étrangers qui y reſident, ou y font le commerce; et qu'ils obſervent les loix, ſtatuts et uſages de telle ou telle place où ils viendront, et qu'ils s'y conformeront. Mais toutes les fois que les maitres de navires Dantzigeois acheteront du ſel ou des charbons de terre (*neocaſtri*) à Newcaſtle ou à quelques places du royaume d'Ecoſſe, ils ne ſeront pas obligés de payer ni d'acquitter de plus grandes impoſitions ou fraix que ne ſont obligées de payer les autres nations étrangères qui font la même choſe. 1706

ART. XIV.

Conduite des armateurs Anglais.

Lorsque les vaiſſeaux de Dantzig ſeront duement munis de paſſeports et de certificats authentiques, par leſquels la propriété du navire et de la cargaiſon parait avec certitude, et qu'ils ne ſont point chargés de marchandiſes de contrebande, ni de marchandiſes ennemies, ils ne ſeront point empêchés par les armateurs Britanniques, dans les mers Britanniques ou autre part, dans leur voyage, moins encore detenus, viſités ou pris et emmenés dans les ports de la Grande-Brétagne; mais ſi cette forme déterminée et uſitée de certificats n'eſt point produite, ou s'il y a quelque autre motif juſte et urgent de ſoupçon, alors le vaiſſeau pourra être viſité; cependant cette permiſſion ne ſera entendue que de ces cas et non autrement: et s'il ſerait commis quelque choſe de contraire au vrai et propre ſens et intention de cet article, une ſevere punition ſera infligée au contrevenant, et une ample ſatisfaction immédiatement accordée ſans aucun delai, à la partie injuriée pour ſes pertes domage et fraix.

ART.

1706

ART. XV.

As often as a ſhip of Dantzic, laden with goods on the account of Britiſh merchants, ſhall arrive in any port of Great Britain, the Britiſh merchants ſhall take care that it be unladen as ſoon as may be, and pay the Dantzic maſters of ſhips the price of tranſportation or freight in ready money (and not in bills, but they ſhall repay the charges, that is to ſay, the money paid to the pilots) according to contract and agreement, for undertaking the voyage between the owners and maſters of the ſhips.

ART. XVI.

For as much alſo as complaints and differences do often ariſe between the Britiſh merchants and maſters of ſhips, for pretended damage done to their goods, and compenſation thereof; wherefore, to obviate ſuch things for the future, leſt any thing be allowed not agreeable to juſtice and equity, it ſhall not be lawful for Britiſh merchants, upon view of certain pretended damage, to withhold from the Dantzic maſters of ſhips as much as they pleaſe and deſire, of the price of hire for freight due to them; but a juſt and exact account of the real damage ſhall be taken, and the Dantzic maſters be obliged only to pay the true value thereof.

ART. XVII.

As often as any Britiſh merchant ſhall poſitively and effectualy agree with a Dantzic maſter of a ſhip, being in the kingdom of Great Britain with his ſhip, for the carrying of goods, they ſhall, bona fide, mutually perform and comply with contract and agreement; nor ſhall it be lawful for the merchant, by preferring other ſhips, though Britiſh, to detain the Dantzic ſhip beyond the appointed time. In like manner alſo, the Britiſh maſters of ſhips, as often as they cut the cable, ſhall be obliged to make good the loſs accruing thereby to the Dantzic maſters of ſhips who were not in fault, not only by paying one Engliſh ſhilling, but the true, and juſt price thereof.

And,

ART. XV. 1706

Auſſi ſouvent qu'un vaiſſeau de Dantzig chargé de marchandiſes pour le compte de marchands Britanniques arrivera dans quelque port de la Grande-Brétagne, les marchands Britanniques auront ſoin qu'il ſoit déchargé auſſitôt que poſſible, et qu'il ſoit payé aux maitres de navires Dantzigeois le prix de transport ou fret en argent comptant (et non en billets, mais ils payeront de même les charges, c'eſt à dire l'argent à payer aux pilotes) conformément au contrat et accord pour le voyage entre les propriétaires des marchandiſes et les maitres des navires. *Payement du frêt.*

ART. XVI.

Comme il ſurvient ſouvent des plaintes et différens entre les marchands Britanniques et les maitres de navires au ſujet de domages prétendus, cauſés à leurs marchandiſes et de compenſations à cet égard, afin d'obvier pour le futur à ceci, et afin que rien ne ſoit admis qui puiſſe être incompatible avec la juſtice et l'equité, il ne ſera point permis aux marchands Britanniques de retenir en vue de certains dommages pretextés aux maitres de navires Dantzigeois autant qu'il leur plait et qu'ils deſirent du prix du à ceux-ci pour le fret, mais il ſera formé un compte juſte et exacte du dommage effectif, et les maitres de navires Dantzigeois ne ſeront tenus qu'à en payer la veritable valeur. *Dedomagemens.*

ART. XVII.

Toutes les fois que quelque marchand Britannique conviendra poſitivement et effectivement avec un maitre de navire Dantzigeois, ſe trouvant avec ſon vaiſſeau dans le royaume de la Grande-Brétagne, pour le transport de marchandiſes, ils executeront et accompliront mutuellement *bona fide* ce contrat et accord; et il ne ſera pas permis au marchand de detenir le vaiſſeau Dantzigeois au de là du terme convenu, en lui préferant d'autres vaiſſeaux, quoique Britanniques. De même auſſi, les maitres de navires Britanniques auſſi ſouvent qu'ils coupent le cable, ſeront obligés de bonifier la perte cauſée par là aux maitres de navires Dantzigeois qui ne ſont pas en faute, non en payant ſeulement un ſchelling d'Angleterre, mais le veritable et juſte prix. *Chargemens en Angleterre.*

Et

1706 *And, as all and ſingular the premiſes contained in the foregoing articles are agreed and conſented unto; ſo, after the approbation and ratification thereof by the moſt Serene and Potent Queen of Great Britain ſhall come and be exchanged with the ratification in like manner to be delivered by the Noble Magiſtracy of Dantzic, they ſhall conſtantly and inviolably be obſerved in all and every the points and clauſes thereof.*

In teſtimony and greater confirmation whereof, the Miniſter and Plenipotentiary of the moſt Serene and Potent Queen of Great Britain, as well as the Deputies of the Noble Magiſtracy of Dantzic, have ſubſcribed and ratified theſe articles with their hands and ſeals.

Done at Dantzic the $\frac{11}{22}$ *day of October, in the year 1706.*

J. ROBINSON. (L. S.)

GABRIEL VON BOEMELN. (L. S.)

JO. ERNEST VON DER LINDE. (L. S.)

Et tandis que tous et chacun des points contenus dans les précédens articles ont été arrêtés et convenus, ils seront constament et inviolablement observés dans tous et chacuns de leurs points et clauses, après que l'approbation et la ratification par la séréniſſime et très-puiſſante Reine de la Grande-Brétagne sera donnée et échangée contre la ratification à fournir de même par le noble magiſtrat de Dantzig. 1706

En temoignage et confirmation de quoi le miniſtre et plénipotentiaire de la Séréniſſime et très-puiſſante Reine de la Grande-Brétagne, comme auſſi les deputés du noble magiſtrat de Dantzig ont ſouſſigné et ratifié ces articles de leur main et cachets.

Fait à Dantzig le $\frac{11}{21}$ Octobre 1706.

J. Robinson. (L. S.)

Gabriel von Boemeln. (L. S.)

Jo. Ernest von der Linde. (L. S.)

7.

1707 *Traité de commerce entre la Reine Anne de* 10 Juill. *la Grande-Brétagne et Charles III. comme Roi d'Eſpagne, fait à Barcelonne le 10 Juillet 1707 *).*

(*Memoires de* LAMBERTY. T. IV. p. 592.)

CHARLES *III. par la grace de Dieu* &c. Comme le négoce, la navigation et le commerce qui a été établi pendant pluſieurs années entre les ſujets de S. M. B. et ceux des Roiaumes d'Eſpagne a été dernierement interrompu et troublé à l'occaſion de la guerre, et d'autant que Sa Majeſté Catholique et la Grande-Brétagne ſouhaitent de renouveller et continuer le negoce, la navigation et le commerce et d'établir plus étroitement et avec plus de fixeté ce qui par l'experience de pluſieurs années a été trouvé d'une plus grande utilité et avantage des deux Roiaumes, Sa Majeſté Britannique a commis et nommé le Sieur Stanhope Général de ſes armées, Senateur, ſon Envoié extraordinaire et Plenipotentiaire auprès de Sa Majeſté Catholique d'une part, et Sa dite Majeſté Catholique a commis et nommé de ſa part le Sieur Prince de Lichtenſtein, Chevalier de la Toiſon d'or, ſon premier Ecuïer et Gouverneur, Don Emanuel Garcia Alvares de Toledo et Portugal, Comte d'Oropeſa, et Alcandette et Don Joſeph Foie de Cardona, Comte de Cardona, Grand Amiral d'Arragon, et Conſeiller de ſon Conſeil privé, pour traiter enſemble ſur les matieres du commerce et navigation, leſquels, étant munis des pouvoirs neceſſaires pour cet effet, ont arrêté et conclu le Traité et articles ſuivans.

ART. I.

Paix et amitié. Il eſt convenu et arreté qu'on obſervera et maintiendra une paix étroite et univerſelle entre les Rois et Roiaumes de la Grande-Brétagne et d'Eſpagne leurs Heri-

*) Quoique ce traité n'ait point ſorti ſon effet, vu le changement des circonſtances, il fait voir à quoi viſait alors l'Angleterre, et il appartient à l'hiſtoire de l'origine du traité d'Aſſiento.

Heritiers et Successeurs et les deux nations, Etats et Seigneuries des deux Couronnes; et cette paix continuera dès aujourd'hui à l'avenir; s'assistant les uns les autres avec amour en toutes sortes de rencontres et endroits, et se rendant reciproquement les bons offices d'amitié et correspondances. 1707

ART. II.

Privilèges et traités confirmés.

Tous les traitez de paix, commerce et navigation faits du tems passé entre les deux Couronnes et principalement ceux dont il sera fait mention en celui-ci, seront censez y être compris et observez comme s'ils y étoient copiez à la lettre, en tout ce qu'ils ne seront pas contraires les uns aux autres, ni à ce qui sera plus amplement specifié aux articles suivants. On maintiendra aussi toutes les graces, franchises et privilèges accordez par le Seigneur Roi Philippe IV. de glorieuse memoire aux sujets de la Grande-Brétagne *a*) et seront repetez comme inclus en ce traité, de même que celui de paix et commerce conclu et arrêté le 23 Mai 1667 *b*), tellement que tous les traitez, graces et franchises, accordées au commerce, auront la même force et valeur que si elles étoient ici copiées, parce qu'elles sont confirmées par le present article.

ART. III.

Prisonniers relâchés.

D'autant que les tumultes et Commotions arrivées en Espagne en ont troublé la paix et tranquillité; et que la Reine de la Grande-Brétagne et ses sujets y ont pris interêt dans la vûë seulement de les appaiser et assurer les avantages publiez en tout ce Royaume, et qu'à cette occasion plusieurs ont été faits prisonniers de part et d'autre et sont encore en prison principalement en Amérique: afin de les comprendre en ce Traité il a été convenu qu'en vertu de cette paix tous les sujets des deux Couronnes de quelque état ou qualité qu'ils soient, qui auront été pris, tant en Amérique qu'en quelque autre endroit, seront mis en liberté le plûtot qu'il sera possible: Et la Reine de la Grande-Brétagne aussi-bien que Sa Majesté Catholique s'engagent de faire expedier leurs

a) Voyés les privilèges de 1645 et 1648 dans CHALMERS *collection* T. II. p. 25. 128. 136.

b) DUMONT T. VII. P. I. p. 87.

1707 leurs ordres aux Vice-Rois, Gouverneurs, Miniſtres et Officiers tant aux Indes qu'en Europe pour que lesdits priſonniers ſoient mis en liberté et puiſſent s'embarquer en tels Navires ou embarcations qui y ſeront envoiées, ſans les rechercher ou detenir ſous aucun prétexte.

ART. IV.

Droits à payer. Que toutes les marchandiſes ou effets de toutes ſortes, et eſpeces, que les ſujets de la Grande-Bretagne transporteront en Eſpagne, pour les quelles avant ce Traité c'étoit la coutume de demander des droits de conſomption ou d'autres impoſitions, en vertu de cet article ne ſeront obligées de paier lesdits droits ou impoſitions que ſix mois après que les marchandiſes ou effets auront été debarqués ou effectivement vendus ou livrez à la deuxieme main.

ART. V.

Marchandiſes de Maroc. Il eſt accordé que les ſujets de la Grande-Bretagne, pourront porter et transporter dans la Domination d'Eſpagne toutes ſortes de marchandiſes, Manufactures, et fruits provenant de la Domination de Maroc, pourvû que ce ſoit en leurs Noms et ſur leurs Vaiſſeaux: Et ces effets ne pourront être chargez d'autres taxes, ou tributs que ceux qu'on paie ordinairement: Bien entendu que ces marchandiſes n'y ſeront pas transportées par les Garniſons ou Villes d'Afrique de la Domination du Roi d'Eſpagne.

ART. VI.

Tarif à dreſſer. Que tous les marchands ſujets de la Grande-Bretagne qui feront le Commerce en Eſpagne, ſeront informez des droits qu'ils auront à paier pour leurs marchandiſes; et pour éviter les controverſes et diſputes qui pourroient naitre ſur le paiement desdits droits ou taxes, leus Majeſtez Britannique et Catholique nommeront des Commiſſaires pour former un Tarif, regler et établir les droits qu'on devra payer de toutes ſortes d'effets et marchandiſes; et ce Tarif devra être formé en deux mois après la ſignature de ce Traité, et Sa Majeſté Catholique le fera publier par tous ſes Etats, lequel en vertu de cet Article aura la même force que s'il eût été ici inſéré. Bien entendu que les ſujets de la Grande-Bretagne ne ſeront pas obligez de paier d'autres droits ou impôts que ceux qui ſeront ſpecifiez au dit Tarif, et

Sa

Sa Majesté Catholique ne pourra les charger (*changer?*) sous quelque prétexte ou motif que ce soit. Quant aux marchandises dont il ne sera pas fait mention dans le susdit Tarif on ne pourra en exiger pour les taxes, droits ou Coûtumes que sept pour cent de leur valeur principale. Pour cet effet le marchand facteur ou personne à qui telles marchandises apartiendront, sera tenu de présenter sous serment la facture de l'achapt de la marchandise, en vertu de laquelle (qui suffira et sera tenue pour instrumant autentique) les susdits sept pour cent seront paiez. 1707

ART. VII.

Prises. D'autant qu'il a été stipulé par l'article 7. du traité du 23 Mai 1667 que tous les biens, effets, marchandises, navires, embarcations et autres choses qui auront été transportées à la Domination ou places de la Grande-Brétagne, et y auront été jugées et condamnées comme bonnes prises en conséquence dudit Article, seront reputez pour bien et marchandises du produit des Isles de la Grande-Brétagne: on est convenu pour l'avenir que tous les effets et marchandises dont un Vaisseau de Guerre armé par la Reine de la Grande-Brétagne ou par quelqu'un de ses Etats, se sera saisi comme prise, seront estimées sans aucune difference comme marchandises et effets du cru des Isles Britanniques.

ART. VIII.

Ratification. Il est convenu et arrêté que Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Catholique confirmeront et ratifieront ce que de dessus, principalement les Contracts, Capitulations et articles, concessions et toutes autres Conventions mentionnées, par leurs depêches Roiales, scellées de leurs sçeaux respectifs, signées et écrites en bonne et suffisante forme, échangées et delivrées pareillement en dix semaines après la date de ce Traité; et en consequence nous les susdits Plénipotentiaires de la Reine de la Grande-Brétagne d'une part et d'une autre ceux de Sa Majesté Catholique, signons et scellons les presens articles à Barcelone le 10 Juillet 1707.

(L. S.) DN. DIEGO STANHOPE.
(L. S.) ANT. FLORIAN, *Prince de* LICHTENSTEIN.
(L. S.) *Le Comte* D'OROPESA.
(L. S.) *Le Grand-Amiral* D'ARRAGON.

1707 *Aiant vû et conſidéré le Traité ſusmentionné, nous l'approuvons, ratifions et confirmons en tous ſes articles, comme nous faiſons par la preſente, pour nous, nos Heritiers et Succeſſeurs; nous promettons et engageons nôtre parole Roiale de garder, accomplir et obſerver religieuſement tout ce qui eſt contenu et ſtipulé dans ce preſent Traité, ſans conſentir qu'il y ſoit contrevenu pour aucune cauſe ou prétexte. Et pour plus grande Confirmation et force nous ſignons ce Traité de nôtre main Roiale, et ordonnons d'y appoſer nôtre grand Sceau. Donné en nôtre Ville de Barcelonne le 9 Janvier 1708.*

CHARLES, *Roi.*

Regiſtré à la Cour et Cancellerie de nôtre Souveraine Dame Anne par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Brétagne.

Signé:

GORTELOSS, *ſon Proto-Notaire.*

Article ſéparé.

Compagnie et Commerce aux Indes Eſpagnoles. Français exclus.

La Reine de la Grande-Brétagne et Charles III. Roi d'Eſpagne voulant renoüer et renforcer l'Alliance et l'Amitié conclue de façon que les convenances et avantages reciproques en puiſſent rejaillir viſiblement au profit des ſujets des deux Couronnes, et que leurs interêts communs puiſſent cimenter une union indiſſoluble et éternelle entre eux, et conſiderant que le moien le plus propre et effectif pour cette fin eſt celui de former une Compagnie aux Indes, moiennant laquelle les vaſtes et riches Provinces de la Domination de Sa Majeſté Catholique puiſſent fournir aux Monarchies de la Grande-Brétagne et d'Eſpagne de quoi prendre de telles meſures, et avoir telles forces qu'on jugera ſuffiſantes pour aſſujettir leurs ennemis et procurer une paix univerſelle à leurs ſujets; il a été accordé et ſtipulé en vertu de cet article ſecret que la ſusdite Compagnie de Commerce doit ſe former des ſujets de la Grande-Brétagne et des Eſpagnols pour le Commerce des Indes de la Domination de Sa Majeſté Catholique et qu'on prendra de part et d'autre les meſures les plus propres et convenables

venables pour cet établiſſement; mais comme à preſent 1707
il n'eſt pas poſſible d'en régler les circonſtances neceſſaires, par ce que le Duc d'Anjou poſſede actuellement et injuſtement les Provinces d'Eſpagne, qui ont plus de connoiſſance et ſont plus à propos pour cela: On ſe reſerve la forme de fixer les conditions ſous leſquelles la ſusdite Compagnie de Commerce aux Indes doit être établie, juſqu'à ce que Sa Majeſté Catholique ſoit en poſſeſſion de la Cour de Madrid. Et Leurs Majeſtez Britannique et Catholique s'obligent de prendre mutuellement les meſures qu'elles jugeront convenables pour perfectionner cette affaire, en facilitant les difficultez et embarras qui pourroient l'embaraſſer. Mais au cas que la ſusdite Compagnie ne pourroit s'établir (ce qu'on ne croit pas) Sa Majeſté Catholique s'oblige et promet en ſon nom et celui des Rois ſes Succeſſeurs qu'elle veut accorder et accorde aux ſujets de Sa Majeſté Britannique les mêmes privilèges et libertez d'un Commerce libre aux Indes dont jouiſſent les Eſpagnols ſujets de Sa Majeſté ſous la ſuppoſition qu'ils donneront des aſſurances pour païer les droits Roiaux et dûs à ſa Couronne comme font ſes ſujets. Sa Majeſté Catholique s'oblige pareillement que depuis le jour que la paix générale ſera faite et par conſequent en poſſeſſion des Indes appartenantes à la Couronne d'Eſpagne juſques au jour que la ſusdite Compagnie ſera formée et établie, qu'elle veut et donne permiſſion aux ſujets de Sa Majeſté Britannique de trafiquer librement en tous les ports Villes des Indes mentionnées avec dix navires de 500 tonneaux chacun, ou plus ou moins de navires, pourvû qu'ils n'exedent pas de 5000 tonneaux, ils pourront trafiquer (*transporter?*) et vendre en leſdits navires ou embarcations aux Ports et Places avec toute franchiſe toutes ſortes de marchandiſes comme il eſt permis aux ſujets de Sa Majeſté Catholique de trafiquer, transporter et vendre ſous condition expreſſe de païer et ſatisfaire aux finances de Sa Majeſté Catholique les mêmes droits et impôts qui païent les Eſpagnols. Que les ſusdits navires ſeront viſitez au Port de Cadix ou à un autre que Sa Majeſté Catholique nommera en Eſpagne, qu'ils auront à faire voile de ce Port vers les Indes avec obligation d'y retourner pour y être viſitez derechef, ſans s'arrêter en aucun Port de Portugal, France ou de la Grande-Bretagne, ne fût en cas d'être forcé par quelque tempête, et ils raporteront des te-

1707 moignages ou certificats des Gouverneurs, ou Miniſtres de Sa Majeſté Catholique des Ports ou Places où ils auront abordez, pour faire connoître qu'ils ſe ſont exactement acquitez de ce qui eſt determiné en cet article, avec la bonne foi que la Nation Angloiſe a toûjours obſervée dans ſes traitez avec l'Eſpagne.

Sa Majeſté Catholique veut et promet que les dix navires mentionnez pourront être envoiez d'Europe aux Indes par les Vaiſſeaux de Guerre que Sa Majeſté Britannique trouvera convenir pour leur ſeurêté et protection. Mais ces Vaiſſeaux de Guerre ne pourront charger ni transporter aucunes marchandiſes, d'autant qu'ils ne doivent ſervir qu'à convoïer et aſſurer leſ ſuſdits navires de Commerce. Sa Majeſté Catholique declare pareillement qu'on n'en exigera aucun indult, donatif ou nouvelle impoſition pour leur Commerce, ſe contentant des droits Roiaux établis et accoûtumez; que pour cet effet Sa Majeſté leur fera delivrer les depêches neceſſaires afin que ſes Miniſtres en Eſpagne et aux Indes ne puiſſent les moleſter ni troubler leur Commerce ſous aucun pretexte, et qu'au contraire ils leur donnent toute la faveur et aſſiſtance que leſdits marchands leur demanderont. Sa Majeſté Britannique offre et promet de ſon côté que les Vaiſſeaux de Guerre qu'elle envoiera pour ſervir de Convoi à ceux de commerce en allant, et en venant eſcorteront les Vaiſſeaux appartenants à Sa Majeſté Catholique et à ſes ſujets qui voudront profiter de l'occaſion et qu'ils les aſſureront de la même maniere que s'ils apartenoient à Sa Majeſté Catholique *), ils pourront le faire et les Capitaines des dits Vaiſſeaux de Guerre ſeront obligez de remettre leſdits effets aux perſonnes aux quelles ils ſeront conſignez avec ſoin, ponctualité et un juſte compte pour leur decharge.

Et comme il eſt notoire et évident à tout le monde que les forces avec leſquelles la Couronne de France a troublé l'Europe, ont été ſupportées et maintenuës par les grands Treſors qu'elle a tirez et tire encore des Indes d'Eſpagne, moïenant la frauduleuſe introduction des marchandiſes et commerce que ſes ſujets y font, et connoiſſant ſans doute que l'excluſion des François aux Indes n'eſt pas de petite conſequence et ſera d'un grand avantage

*) Ici manque une phraſe.

avantage aux ſujets de la Grande-Bretagne et d'Eſpagne. 1707
Il a été arrêté, accordé et conclu entre leurs Majeſtez Britannique et Catholique pour elles et tous les Rois leurs Succeſſeurs dès à preſent à jamais, que tous les François ſujets de la Couronne de France ſeront entiérement exclus, non ſeulement de la Compagnie de Commerce ſusmentionnée, mais auſſi de toutes ſortes de trafic aux Indes de Sa Majeſté Catholique ſans le pouvoir faire directement ou indirectement en leurs noms ou celui de quelqu'autre perſonne. La Reine de la Grande-Brétagne et Sa Majeſté Catholique s'obligent en leurs noms et ceux des Rois leurs Succeſſeurs et héritiers, pour ce qu'il importe aux ſujets des deux Monarchies, à la paix univerſelle et au repos de la Chrétienté, qu'ils ne conſentiront jamais par aucun article ou Traité de paix ſecret ou public, la moindre choſe qui puiſſe repugner ou contredire à l'excluſion établie par cet article des ſujets de la Couronne de France, de la ſusdite Compagnie, trafic, Commerce et Navigation aux Indes de S. M. C. et ſi S. B. ou Sa Majeſté Catholique ou quelqu'un de leurs Heritiers et Succeſſeurs Rois et Reines de la Grande-Brétagne accorde ou admet quelque Article ou Traité de Paix ſecret ou public, que les François ou Sujets de la Couronne de France puiſſent trafiquer aux Indes apartenantes à celle d'Eſpagne, ou avoir part à la ſusdite Compagnie; celui qui y aura contrevenu, ſoit Sa Majeſté Britannique, ſoit Sa Majeſté Catholique ou leurs Succeſſeurs, n'auront plus de droit de demander ou inſiſter ſur l'accompliſſement de ce qui eſt ſtipulé en cet article ſecret, et par conſequent la partie qui l'aura obſervé aura la liberté de choiſir à ſon gré ou d'annuller cet article, ou de le faire executer comme elle le trouvera plus convenable. Et le Sieur Stanhope Général des Armées de Sa Majeſté Britannique, Senateur de la Grande-Brétagne Commiſſaire et Pleni-potentiaire nommé par Sa Majeſté Britannique pour traiter et conclure tout ce qui peut convenir à une mutuelle paix Alliance et Commerce comme il conſte de la copie de ſon plein-pouvoir couchée à la fin de ce Traité au nom de la Sereniſſime Princeſſe Anne Reine de la Grande-Brétagne, conſent et accorde les Chapitres et conditions ajuſtées et exprimées en cet article ſecret. Et nous autres Antoine Florian Prince du Sacré Empire Romain &c. Don Manuel Alvarez de Toledo

1707 Portugal Comte d'Oropeſa &c. et Don Joſeph Fole de Cardona Emit et Borgia Comte de Cardona, &c. Commiſſaires et Plenipotentiaires nommez par le Sereniſſime Prince Charles III. Roi d'Eſpagne pour traiter et conclure l'établiſſement d'amitié, Alliance et Commerce entre la Grande-Brétagne et l'Eſpagne, comme il conſte des copies de leurs Pleinpouvoirs couchez à la fin de ce Traité, avons conſenti et accordé au nom de Sa Majeſté les conditions contenuës avec l'article ſecrêt et comme ſusdits Plenipotentiaires promettons que cet article ſera approuvé, confirmé et ratifié par Sa Majeſté Britannique et par Sa Majeſté Catholique et que les ratifications ſeront faites et delivrées de part et d'autre en dix ſemaines de tems à compter depuis le jour de la date de cet article. En foi de quoi nous avons ſigné et ſcellé ce preſent article à Barcelonne le 10. Juill. 1707.

(L. S.) Dn. Diego Stanhope.
(L. S.) Ant. Florian, *Prince de* Lichtenstein
(L. S.) *Le Comte* d'Oropesa.
(L. S.) *Le Grand-Amiral* d'Arragon.

CHARLES III. &c.

Aiant vû et conſideré cet article ſecrêt nous l'aprouvons et ratifions et en toutes et chacune de ſes conditions, comme nous le confirmons par la preſente pour nous, nos Heritiers et Succeſſeurs. Nous promettons et engageons nôtre parole Roiale de garder, accomplir et obſerver religieuſement tout ce qui y eſt contenu et ſtipulé ſans conſentir qu'il y ſoit contrevenu pour aucune cauſe ou prétexte, et pour plus de force et confirmation nous l'avons ſigné de nôtre Roiale main et ordonné d'y appoſer nôtre Grand Sceau. Donné en nôtre Ville de Barcelonne le 9. Janvier 1708.

CHARLES *Roi.*

Regiſtré à la Cour et Chancellerie de nôtre Souveraine Dame Anne par la grace de Dieu Reine de la Grande-Brétagne.

ſigné:
Gortelose *ſon Proto-Notaire*

8.

Traité d'alliance entre les Rois de Suède et de Prusse signé à Berlin le $\frac{6}{16}$ Aout 1707.

1707 16 Aout

(NORDBERG *Leben Carls XII.* Tom. III. p. 431.)

Nos CAROLUS, *dei gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux. Notum testatumque facimus, cum nos inter ac serenissimum et Potentissimum principem ac dominum, dominum* FRIDERICUM *eadem gratia regem Borussiae, marggravium Brandeburgensim, sacri romani imperii archi-camerarium et principem electorem, supremum principem Arausionensem, Magdeburgi, Stetini-Pomeraniae, Cassubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae ducem, burggravium Norimbergensem, principem Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohensteinii, Teckleburgii, Lingae, Burae et Leerdami, marchionem Vehrae et Vlissingae, dominum Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, fratrem, consanguineum et amicum nostrum charissimum, pro tuenda publica salute et mutua securitate, per constitutos utrimque ministros plena ad id potestate munitos, foedus sancitum et ab iisdem Berolini $\frac{6}{16}$ Augusti nuper praeterlapso rite signatum sit, tenore sequenti;*

Notum sit omnibus et singulis quorum interest aut interesse poterit. Postquam sereniſſimus ac potentiſſimus princeps ac dominus, dominus CAROLUS, dei gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae ac Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae; nec non comes Palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux, ex una; nec non sereniſſimus ac potentiſſimus princeps ac dominus, dominus FRIDERICUS, dei gratia, rex Borussiae, marggravius

1707 Brandeburgenſis, ſacri Romani imperii archicamerarius et princeps elector, ſupremus princeps Arauſionenſis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini Pomeraniae, Caſſubiorum Vandalorumque, nec non in Sileſia Crosnae dux, burggravius Norimbergenſis, princeps Halberſtadii, Mindae, Camini et Murſii, comes Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohenſteinii, Tecklenburgii, Lingae, Burae et Leerdami, marchio Vehrae et Vliſſingae, dominus Ravenſteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, ex altera parte; ſerio ac cum animo perpenderunt, nec minus experientia uſuque rerum edocti ſunt, quantum commodi ac utilitatis foedus illud, quod antea in certos definitosque annos inter illos initum erat, tam ad totius Europae ac rei evangelicae ſalutem atque incolumitatem conſervandam, quam ad regiae utriusque domus incrementum, earumque reſpective regnorum, terrarum ſubditorumque bonum et emolumentum attulerit, e re publica et ſua eſſe rati ſint, communique conſilio decreverunt, foedera ea, quorum fides inter illos certo tantum annorum ſpatio hactenus circumſcripta erat, in perpetuum firmare aeternumque illis robur ſuperaddere; ita quidem, ut non ſolum altiſſime memorati reges, quamdiu ſummus rerum humanarum arbiter, deus, illas ſuperſtites eſſe voluerit, ſed et ipſorum tam Sueciae, quam Boruſſiae regnorum haeredes, hoc foedus perpetuum, absque ullo imposterum ſuper ea de re novo inſtituendo tractatu, coniunctis utrimque animis, conſiliis viribusque a Deo ſibi conceſſis, continuo colere velint ac debeant. Quare ut de hoc foedere perpetuo rite agatur, tractetur et conveniatur, ab utraque regia maieſtate certi miniſtri, uti ex mandatis eorum ſuper hac re acceptis, et fini huius tractatus adiectis liquet, conſtituti atque delecti ſunt, et quidem a parte regiae ſuae maieſtatis Sueciae, illuſtriſſimi, excellentiſſimi ac nobiliſſimi viri, dominus JOANNES baro DE ROSENHANE, ſacrae regiae maieſtatis Sueciae legatus extraordinarius, et ſupremus tribunalis Vismarienſis praeſes, ut et dominus ANDREAS LEJONSTEDT, ſacrae regiae maieſtatis Sueciae ſecretarius et conſiliarius aulicus; a parte vero regiae ſuae maieſtatis Boruſſiae, illuſtriſſimi, excellentiſſimi ac nobiliſſimi viri, dominus JOANNES CASIMIRUS ſacri romani imperii comes A VARTENBERG, ſacrae regiae majeſtatis Boruſſiae ſupremus camerarius, provinciarum terrarumque ad ſucceſſionem Arauſionenſem

ſem ſpectantium locum tenens, curſuum publicorum magiſter generalis hereditarius, ſtabuli regii ſummus praefectus, regni Pruſſiae mareſchallus, ſummus oeconomiae regiae privatae director, ordinis aquilae nigrae cancellarius, eiusdemque et Joannitici eques; ut et dominus HENRICUS RUTGERUS ILGEN, ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae miniſter ſtatus ac rerum bellicarum intimus; nec non dominus MARQUARDUS LUDOVICUS DE PRINTZEN, ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae miniſter ſtatus intimus, ſupremus rerum feudalium director, regii palatii magiſter, comitatus Ruppinenſis praefectus, nec non aquilae nigrae eques; qui, habitis inter ſe nonnullis, de aeterno hoc foedere pangendo, colloquiis, tandem in tractatum ſequentem mutuo conſenſerunt et convenerunt: 1707

ART. I.

Sit in perpetuum inter ſacras regias majeſtates Sueciae et Boruſſiae earumque poſteros ac ſucceſſores, ſincera, firma atque fida amicitia, adeo ut altera pars alterius utilitatem, emolumenta et commoda haud ſecus, ac ſua propria, quaerat atque promoveat, damna et pericula vero, quae alterutram partem minari videbuntur, non officiis modo, ſed vera quoque et efficaci auxilii praeſtatione, avertat ac propulſet. Quocirca ſolenniter cautum eſt, quod iſta foedera, conventiones et pacta, quae iam antea inter altiſſime memoratas ſacras regias majeſtates ſancita ſunt, quatenus per praeſens foedus nulla in illis mutatio facta eſt, in priſtino ſuo et pleno vigore omnino permanere debeant; adeo ut eorum robori et efficaciae per hoc poſterius nihil quidquam decedat. *Amitié.*

ART. II.

Ut eo arctius atque firmius haec amicitia inter altiſſime praedictas ſacras regias majeſtates coaleſcat, dabitur opera, ut omnes et ſingulae controverſiae, circa quas utraque pars liquido aut probabili iuri aut nunc inſiſtit, aut in poſterum inſiſtere poteſt, ſive limites et confinia provinciarum, ſive alia negotia concernant, quae inter easdem ſacras regias majeſtates earumque ſubditos vel iam nunc ortae ſunt, vel in poſterum emergere poterunt, per certos plenaque poteſtate munitos miniſtros, absque mora, amicabiliter componantur et dirimantur. Et ſicuti ſperandum eſt, alias etiam poteſtates huic foederi acceſſuras, inter ſacras regias majeſtates *Compoſition des diſputes.*

1707 ſtates Sueciae et Boruſſiae iam convenit, ut, ſi per amicabiles eiusmodi inter miniſtros ipſarum inſtitutos tractatus diſſidia ita et controverſiae componi nequeant, accedentium aliqua, vel alia quaepiam mutuo conſenſu denominata poteſtas requiratur, ut ſuam mediationem interponat et ortas diſſenſiones eo pacto removeat atque aboleat.

ART. III.

Garantie. Quod ſi acciderit, alterutrum confoederatorum, ſub quocunque praetextu, ab aliis poſthaec infeſtari, eiusque iura, terras et provincias, quae vel iam poſſidet, vel ſucceſſu temporis obtinere poterit, violento modo laedi, impeti ac impugnari; alter foederatus primo quidem aggreſſorem turbatoremve amice ab eiusmodi propoſito dehortabitur, ſimul vero arma ad manus habere et auxilia hoc foedere promiſſa gravato mittere, quin et praeſtationem eiusmodi ſubſidiorum propriis ſumtibus eo usque continuare tenebitur, donec laeſus non modo in eum, quo ante aggreſſionem et turbationem fuerat, ſtatum, reſtituatur, verum etiam de damno ex ea accepto plene ipſi ſatisfiat.

ART. IV.

Traités antérieurs. Comprehenduntur hoc foedere ſingula ea regna, electoratus, provinciae ac terrae, quae in prioribus inter ſacras regias majeſtates Sueciae et Boruſſiae concluſis foederibus expreſſa ſunt, iisdemque iure ſanguinis et pactorum ſive iam obvenere, ſive in futurum obtingere poterunt. Auxilia vero mutua, reſpectu eiusmodi regionum ac iurium, ſacrae regiae majeſtates eo modo invicem ſibi praeſtabunt, prout in iſtis foederibus, quae iam antea inter ſe iniverunt, ea ſuper re conventum eſt.

ART. V.

Secours. Numerum copiarum, in praedictum eventum invicem ſubſidio mittendarum, quod attinet, inter foederatos ſtabilitum eſt, quod ſacra regia majeſtas Sueciae ſacrae regiae majeſtati Boruſſiae, et viciſſim ſacra regia majeſtas Boruſſiae, ſacrae regiae majeſtati Sueciae quinque millia peditum, mille equites, et mille dimachas (vulgo *Dragoner*) pro ſuppetiis mittere debeat; ſin vero iſte numerus ad avertendum imminens periculum haud ſufficens iudicaretur, ſpondet utraque ſacra regia majeſtas, poſt ineundam ea de re conventionem ulteriorem,

rem, copias easdem, in quantum fieri poterit, ſe ad- 1707
augere velle.

ART. VI.

In caſu auxilii huiusmodi praeſtandi ad copiarum *Opérations de guerre.*
iungendarum, ſuper gerendo in eas imperio; iure dicendo; operationibus bellicis dirigendis; ſuſtentatione militum in hybernis et hoſpitationibus quibusvis; nec non ſuper eius generis rebus aliis, ſequentem in modum convenire placuit: Quod videlicet confoederatus requirens ſummum in copias auxiliares imperium teneat, ea tamen conditione, ut hoc imperium vel ipſe praeſens adminiſtret, vel illud ſupremo duci, quo in bello gerendo utitur committat; quapropter ipſe partem requiſitam ex de re mature admonere debeat, ut circa conſtituendum auxiliaris militiae ducem, illae, quae, ſuper praecedentia oriri poſſent, lites ac incommoda praeveniri poſſint atque evitari. Et cum utraque ſacra regia maieſtas ſubditis ſuis hanc legem impoſuerunt, ut poſteaquam ſub earum militia certum dignitatis gradum nacti ſunt, et deinceps ſub aliarum poteſtatum ſignis militantes, ad altiores in militia honores et imperia adſcenderunt, illi tamen, ſi cum regis ſui officialibus concurrant, non alio, quam illo, quo inter eiusdem copias olim gaviſi ſunt, honoris gradu, fruantur; cautum eſt, ut iſtud quoque, in caſu coniunctionis copiarum utriusque ſacrae maieſtatis, ſibi invicem ſubſidio mittendarum, obſervetur. Duces praeterea et officiales, qui copiis auxiliaribus praeſunt, ad omnia conſilia bellica, quibus alterius partis officiales eiusdem gradus ac dignitatis, adhibentur, pariter quoque admitti debent; ille foederatorum, qui alteri auxilium fert, copias ſuas propriis alet ſumtibus; pabulum autem durante expeditione militari e campis quaerendum, per hyemem vero in manſionibus ipſis porrigendum erit; hoſpitia quoque et illa, quae ſub nomine *Obdach* et *Service* veniunt, gratis pendentur. Confoederato requirenti inſuper curae erit, ut militiae auxiliari panis et reliqua cibaria iuſto eodemque pretio, quo apud ipſiusmet copias divenduntur, ſubminiſtrari poſſint. De caetero in numero militum gregariorum, ex quibus centuriae legionesque conſtant, determinando, in quantum fieri poterit, paritas obſervabitur, ne alterutra exercitus pars vel circa expeditiones, vel in praeſidiis locorum munitorum, prae altera nimis defatigetur.

ART.

1707 ART. VII.

Religion protestante.

Quoniam religio proteſtantium in imperio romano-germanico aliisque adiacentibus regnis atque provinciis, praeſertim vero in Hungaria, Polonia, palatinatu Rheni et Sileſia, dure nimis et male habita ac vexata hactenus eſt; iamque plus ſatis apparet, omni ope illo collimari, ut eadem religio e praefatis regnis et provinciis, quatenus poterit, tollatur penitus atque exſtirpetur: ideirco inter praecipua huius foederis momenta reputabitur, ne noxius hisce attentatis rite et cum effectu occurratur, religioni evangelico-lutheranae non minus ac reformatae addicti conſcientiae, libertate, vi, ac tenore pactorum, pacificationum et conventionum ipſoque iure iis debita, ubique locorum gaudeant; quia et poteſtates pontificiae religionis, quarum ſubditi proteſtantes violentis eiusmodi et acerbis modis premuntur, ad intermittendas Chriſtiano nomine tam indignas oppreſſiones, per media, quae ab utroque rege communi conſilio, pro rerum temporumque ratione, idonea et efficacia viſa erunt, admoneantur ac compellantur. Quod ſi ſacra regia maieſtas Boruſſiae, ut proteſtantibus eo citius ſubveniatur, neceſſarium duxerit, cum ſubditis ſuis, pontificiam religionem profitentibus, per modum repreſſaliarum eadem ratione agendi, qua alibi principes pontificii ſubditos ſuos proteſtantes habent: Spondet ſacra regia maieſtas Sueciae, quatenus, communi cum ipſa conſilio id factum erit, et evangelico-lutheranae non minus, quam reformatae religionis commodis iſta via proſpicietur, ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae partes, omnino uti ſuas proprias, ſe amplexuram; et ſi contigerit, eidem ſacrae regiae maieſtati, hanc ob cauſam a pontificia, quapiam poteſtate, quaecunque demum ea fuerit, vim aut iniuriam inferri, pro caſu huius foederis hoc ſe habituram, et auxilia, hac conventione promiſſa, contra aggreſſorem ipſo actu eidem praeſtituram. Spondent inſuper confoederati reges, circa tractatus inſecuturae tam rege Galliae pacis, omni niſu id ſe acturos, ut clauſula articulo quarto pacis Rysvicenſis adiecta, utpote quae rebus proteſtantium in imperio maxime pernicioſa et ſtatui religionis, ſecundum pacem Veſtphalicam, perpetua et immutabili lege obſervando, contraria, quaeque per infractam ſtatim a Gallis pacem ipſo facto iam tum concidit, per tabulas pangendae pacis, in vim conſtitutionis pragmaticae, plane annihiletur ac aboleatur.

ART.

Art. VIII. 1707

Quemadmodum praeterea dubitari nequit, Deo rem fore acceptissimam, rebusque simul universorum protestantium maxime salutarem ac necessariam, si inter eosdem fida animorum coniunctio et concordia stabiliatur, ac perpetim colatur; utraque sacra regia maiestas sedulo operam dabit, ne inter ipsarum subditos evangelico-lutheranae et reformatae religioni addictos, ea de causa, quod circa religionem diversa sentiant, ad odium offensamque qualemcunque exercendam materia aut praetextus quaeratur, inque eum finem theologis omnibus, qui in utriusque partis regnis, electoratu ac provinciis commorantur, praecipi curabunt, ut in tractandis controversiis (quod quidem ipsis non interdictum est) debita erga alteram partem, in scribendo et dicendo, modestia et moderatione utantur, omnibusque propter illas controversias conviciis, calumniis ac laesionibus inter se invicem abstineant. *Lutheriens et reformés.*

Art. IX.

Quo sacro Romano imperio eiusdemque statibus antiqua eorum iura, privilegia et sanctiones, contra nova et arbitraria quaevis molimina, serventur incorrupta atque illibata; sacrae regiae majestates in id semper singulari cura animos intendent, ut si quid in negotiis imperii, quod legibus eiusdem fundamentalibus et instrumento pacis Vestphalicae sit contrarium, a quopiam, quicunque iste fuerit, attentari contigerit, id ipsum non modo conventui Ratisbonensi et aulae Caesarae, uti par est, exponatur; sed etiam iusta quaevis et congrua media arripiantur, quibus eiusmodi, invito iure tentatis, innovationibus, cum effectu obviam iri, et ab imperio, electoribus, ac statibus imminens praeiudicium atque damnum averti queat ac propelli. *Paix de W. Constitution germanique.*

Art. X.

Utriusque sacrae regiae maiestatis ministris apud aulas exterorum principum constitutis, quando utrique parti ita videbitur, de novo hoc atque arctissimo inter ipsorum reges icto foedere notitia fiet, inque mandatis dabitur, ut super negotiis sibi commissis familiarius inter se deliberent ac consultent; et quo quisque res suas expediet felicius, operis ac consiliis mutuis quam diligen- *Correspondance entre les ministres.*

1707 ligentiſſime ſibi invicem ſubveniant. Caeterum ante omnia inviolabili ſilentii fide foedus hoc regant ac cuſtodiant.

ART. XI.

Acceſſion. Sacris denique maieſtatibus regiis placuit, vt, ſi poſt habitam ulteriorem deliberationem, utrique confoederatorum e re viſum fuerit, aliorum etiam principum poteſtatumve acceſſione, foederi huic maius robur ac pondus addere, praeprimis ſereniſſima et potentiſſima Magnae Britanniae regina et ſereniſſimus elector Brunſuicenſis et Luneburgenſis ad hanc acceſſionem invitentur. De caetero autem arcanum huius tractatus et conventionis quam religioſiſſime celari, nec cuipiam, quicunque is demum ſit, niſi cum conſenſu utriusque partis, revelari debet.

ART. XII.

Ratifications. Inſtrumentum ratificationis ſuper hoc foedere, tam nomine ſacrae regiae maieſtatis Sueciae, quam ex parte ſacrae regiae maieſtatis Boruſſiae, ſolemni forma expeditum, intra ſpatium trium hebdomadum, aut citius, ſi fieri poterit, a ſubſcriptione huius tractatus, utrimque rite commutabitur.

Quorum omnium in maiorem fidem duo huius foederis exemplaria confecta atque a miniſtris initio nominatis ſubſcripta ſigillisque eorum munita ſunt.

Actum Berolini, die $\frac{8}{18}$ Auguſti 1707.

JOANNES ROSENHANE. (L. S.)

Comes A. WARTENBERG. (L. S.)

ANDREAS LEJONSTEDT. (L. S.)

HENRICUS RUTGERUS ILGEN. (L. S.)

MARQUARDUS LUDOVICUS DE PRINTZEN. (L. S.)

Nos CAROLUS, *dei gratia, Suecorum, Gothorum Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Eſthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Caſſubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non comes*

comes palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux. Notum testatumque facimus, quod, cum ea occurrat temporum facies, quae admonere omnino videtur, ut futurae securitati, quantum humanae prudentiae concessum sit, mature ac convenienter prospiciatur, initis eiusmodi rationibus, quibus discrimina cuncta subditique casus fortiter excipi possint ac propulsari. Nobis non dubiis argumentis constat, serenissimum ac potentissimum principem, dominum FRIDERICUM, eadem gratia, regem Borussiae, marggravium Brandeburgensem, sacri romani imperii archi-camerarium et principem electorem, supremum principem Arausionensem, Magdeburgi, Stetini, Pomeraniae, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae ducem, burggravium Norimbergensem, principem Halberstadii, Mindae, Caminі et Murtii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae Ravensbergi, Hohensteinii, Tecklenburgii, Lingae, Buren et Leerdami, marchionem Veraе et Vlissingae, dominum Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, fratrem, consanguineum et amicum nostrum charissimum, laudabili studio ac voluntate in ea consilia propendere, quae cum asserendae publicae saluti, tum mutuis commodis ac auxiliis invicem ferendis, accommodata videbuntur. Nos proinde instituto huic non minus necessario, quam salutari, curam animumque pariter intendentes, nostro ad aulam Berolinensem legato extraordinario, supremo tribunalis Vismariensis praesidi, illustri ac nobis sincere fideli domino baroni DE ROSENHANE, ut et secretario nostro et consiliario aulico nobili nobisque sincere fideli, domino ANDREAE LEJONSTEDIO in mandatis dedimus, quemadmodum hisce quoque mandamus, plenamque ipsis facultatem concedimus, cum iis, quos sacra regia maiestas Borussiae, ad id plena quoque potestate instructos, denominaverit sive iunctim, sive separatim, congrediendi, tractandi, conveniendi atque concludendi. Verbo regio spondentes, quaecunque ita tractata, acta ac conclusa fuerint, nos grata rataque habituros, sanctaque ac inviolabiliter servaturos. In quorum omnium maiorem fidem, hasce, manu nostra subscriptas, sigillo quoque regio muniri iussimus. 1707

Dabantur in hybernis Altranstadiensibus prope Lipsiam, die $\frac{16}{28}$ Jul. 1707.

(L. S.) CAROLUS. C. PIPER.

1707 Nos FRIDERICUS, dei gratia, rex Borussiae, marggravius Brandenburgensis, sacri romani imperii archicamerarius et princeps elector, supremus princeps Arausionensis, Magdeburgi, Cliviae, Juliae, Montium, Stetini-Pomeraniae, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae dux, burggravius Norimbergensis, princeps Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comes Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohensteinii, Teckleburgi, Lingae, Burae et Leerdami, marchio Vehrae et Vlissingae, dominus Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae; notum testatumque facimus hisce: Quod, cum rei necessitas et praesens temporum ratio, ad stabiliendam perennandamque pacem istam ac tranquillitatem, qua per divinam faventem bonitatem huc usque, regnum, electoratus, provinciae ac ditiones nostrae gavisae sunt, exigere videatur, ut, initis cum vicinis nostris consiliis, mature omnibus istis, quae tum tranquillitatem istam, tum securitatem religionis protestantium, quae tam variis ac nocivis machinationibus petitur ac fere non opprimitur, promovere possunt, prospiciatur, moliminaque hisce contraria eludantur, ac propulsentur; nobisque sereniſſimus ac potentissimus princeps, dominus CAROLUS, eiusdem Dei gratia, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Vismariae, nec non comes palatinus Rheni, Bavariae (*&c. dux*), frater, consanguineus et amicus noster charissimus tot, tantisque, ac tam luculentis documentis propensissimum suum in nos animum, summumque desiderium ea omnia suffulciendi, quae aut nobis invicem emolumento esse, aut publicae saluti securitatique religionis protestantium conducere poterunt, semper testatus sit. Idcirco nos, non minori proclivitate ac studio in eadem consilia, non minus necessaria, quam salutaria, propendentes, ad firmandam aeterno foedere mutuam istam, quae nobis cum sacra regia maiestate Sueciae intercedit, necessitudinem, nostro supremo camerario, provinciarum terrarumque ad successionem Arausionensem spectantium locum tenenti, cursuum publicorum magistro generali haereditario, stabuli nostri regii summo praefecto, regni Prussiae mareschallo, summo oeconomiae nostrae privatae directori, ordinis aquilae nigrae can-

cancellario, eiusdemque et Johannitici equiti, illustrissimo, nobis sincere fideli ac dilecto, JOHANNI CASIMIRO, sacri romani imperii comiti A WARTENBERG, ut et ministro nostro status ac rerum bellicarum intimo, illustri ac nobis sincere fideli HENRICO RUTGERO LIMAR; nec non ministro status intimo, supremo rerum feudalium directori, regii nostri palatii magistro, comitatus Ruppinensis praefecto, nec non equitis aquilae nigrae equitis illustri et nobis sincere fideli, MARQUARDO LUDOVICO DE PRINTZEN, in mandatis dedimus, prout et per hasce ipsis mandamus, plenamque ipsis facultatem impertimus, cum illis, quos sacra regia maiestas Sueciae iam ad hoc negotium denominavit, ac pari potestate instruxit, congrediendi, tractandi et de iis omnibus, quae salutari huic operi quam accommodatissima esse poterunt, conveniendi ac concludendi, Verbo nostro regio spondentes, nos ea omnia, quae a supra dictis ministris nostris ita acta, stipulata ac conclusa erunt, grata rataque habituros ac religiose semper servaturos. In quorum fidem maioremque auctoritatem, concessae ipsis plenae potestatis, instrumentum hoc manu nostra subscripsimus, ac sigillo nostro regio iussimus muniri. 1707

Dabantur *Carolinaeburgi* die 8. Aprilis 1707.

FRIDERICUS, *Rex.*

(L. S.)

Nos igitur supra memoratum et hic inserium foedus in omnibus ac singulis paragraphis ac clausulis approbavimus, ratihabuimus, ac extradi iussimus: Regio verbo spondentes, nos omnia ac singula, quae in eodem comprehenduntur, sancte et religiose servaturos, nec, ut ullo modo violentur, quantum in nobis erit, passuros. In quorum maiorem fidem diploma praesens, manu nostra subscriptum, sigillo nostro regio firmari iussimus.

Dabantur in castris Altranstadiensibus prope Lipsiam die $\frac{16}{26}$ *mensis Augusti anno 1707.*

CAROLUS.

(L. S.)

1707 **Article séparé.**

Nos CAROLUS, *dei gratia, Suecorum, Gothorum Vandalorumque rex, magnus princeps Finnlandiae, dux Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verdae, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae et Vandaliae, princeps Rugiae, dominus Ingriae et Wismariae, nec non comes palatinus Rheni, Bavariae, Juliaci, Cliviae et Montium dux: Notum testatumque facimus, cum foederi aeterno, quod nos inter et serenissimum ac potentissimum principem ac dominum, dominum* FRIDERICUM, *dei gratia, regem Borussiae, marggravium Brandenburgensem, sacri romani imperii archi-camerarium et principem electorem, supremum principem Arausionensem, Magdeburgi; Stetini Pomeraniae, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia Crosnae ducem, burggravium Norimbergensem, principem Halberstadii, Mindae, Camini et Mursii, comitem Zollriae, Ruppini, Marcae, Ravensbergi, Hohensteinii, Tecklenburgii, Lingae, Buraе et Lewardiae, marchionem Vehrae et Vlissingae, dominum Ravensteinii, Lauenburgii, Butoviae, Arlayae et Bredae, die 5. huius mensis rite confectum est, articulum separatum adiicere e re visum esset, tenore sequenti:*

Articulus separatus.

Directoire du cercle de la basse Saxe.

Quandoquidem inter ducatus Magdeburgensem et Bremensem ratione exercendi praesidii seu directorii in circulo Saxoniae inferioris, tabulis pacis Westphalicae articulo decimo cautum est atque provisum, ut illud per vices suscipiatur, atque adeo utrique praesidium et directorium, ad obeundum hoc munus, par ad illud administrandum auctoritas, pariaque iura attributa sunt. Utrique tam Borussiae, quam Sueciae regi aequum visum est, ut in illo praesidendi munere, praesertim quod ad modum tempusque alternandi attinet, omnimodo inter illos observetur aequalitas, neque altera pars, ad quam ordo huius iuris exercendi redit, altera parte diutius praesidium suum proroget, munereque isto fruatur.

Quamvis autem in conventu circuli Saxoniae inferioris anno 1652 (non comparente tamen nec consentiente

tiente ſereniſſimo electore Brandenburgico, ſacrae ſuae 1707
maieſtatis Boruſſiae nunc feliciter regnantis parente pie defuncto) habito, conventum atque decretum ſit, ut praeſidium illud, a quovis conventu circuli usque ad ſequentem, alterutri parti per vices competat, ex illa vero lege id oriatur incommodi, ut, ſi ob impedimenta quaedam per aliquot annos, prout hactenus accidit, conventus circuli haud indicetur aut celebretur, directorium illud, quod agens vocant, interea temporis continuo munere iſto gaudeat, ac in eius exercitio maneat; quieſcens vero directorium diutius quam par eſt. atque, contra ipſum inſtrumenti pacis ſenſum ac tenorem, ab illo munere excludatur: Inter utrumque regem concluſum eſt, ut illud praeſidium alternatim ac per vices, ſingulis annis exactis, ab altera ad alteram transferatur ac transeat, deque ea re omnes et ſinguli Saxoniae inferioris ordines, literis miſſis, certiores fiant, et poſtquam illud inſtitutum ab omnibus, aut potiore illorum parte agnitum ac approbatum fuerit, in alternando iſto munere protinus et ſine mora initium fiat, hoc ordine in perpetuum deinceps tenendo.

Nos quoque eundem articulum approbavimus et ratihabuimus, ſicuti hisce quoque approbamus et ratihabemus, paremque ei cum ipſo foedere vim ac auctoritatem tribuimus; Promittentes, nos eundem, haud aliter ac illud, ſancte ac inviolabiliter obſervaturos. In cuius rei fidem diploma hoc, manu noſtra ſubſcriptum, ſigillo quoque regio confirmari iuſſimus.

Quod factum eſt in caſtris Altranſtadienſibus die $\frac{24}{31}$ Auguſti, anno 1707.

CAROLUS.

9.

1711 Aout. *Renouvellement de l'alliance entre la Reine Anne de la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part et les cercles associés de l'Empire de l'autre pour être continuée même après la paix; au mois d'Aout* 1711.

(LUNIG *Reichsarchiv* Part. gén. Cont. II. p. 780. en latin et allemand.)

Cum dubiis et difficillimis nuper temporibus, quae bellum, quod etiamnum geritur, proxime praecesserunt, Principes et Status inclytorum Franconiae et Sueviae Circulorum rite perpendentes; quantum ex coniunctione animorum et virium ad tuendam et conservandam communem libertatem et salutem roboris et emolumenti accedat, communicatis inter se consiliis pro sua incolumitate et commodis Societatem inter se inierant, in pacto, sive conventione die 16. Martii 1702 *a*). Nordlingae, associationis nomine concluſa, comprehenſam, cui ſtatim ſequenti die circulus auſtriacus, et poſt quatuor dies vigeſimo ſcilicet Martii eiusdem anni 1702 Circuli Rhenanus electoralis et ſuperioris rheni acceſſerunt, quod et aliquo poſt tempore fecit circulus rhenanus Weſtphalicus inferior.

Cumque eodem fere tempore principes et ſtatus inclytorum circulorum, Rhenani electoralis, Franconici, Suevici et Rhenani ſuperioris, a ſereniſſimo et potentiſſimo nuper Magnae Britanniae rege, GUILIELMO III. et a celſis et praepotentibus dominis ordinibus uniti Belgii ad ſocietatem foederis inter ſacram Caeſaream maieſtatem, ſacram regiam maieſtatem Magnae britanniae, regem modo nominatum et dominos ordines generales die 17. Septembris anno 1701. Hagae comitum concluſi *b*) literis invitati huic foederi acceſſerint, ſtipulatis

a) DUMONT Tom. VIII. P. I. p. 99. 104.
b) DUMONT T. VIII. P. I. p. 89. SCHMAUSS p. 1153.

pulatis quibusdam conditionibus die 22. Martii anno 1702 c) in congressu Nordlingensi exhibitis, quarum conditionum praestationem post mortem praefati regis GUILIELMI III. Sereniſſima et Potentiſſima Magnae Britanniae Regina, nunc feliciter regnans, et domini ordines generales Belgii certo modo ſpoſponderunt, et acceſſionem eorundem circulorum ad praedictum foedus gratam et acceptam habuerunt, unde poſtea durante hoc bello reipſa compertum eſt, maximam utilitatem tam publicis, quam mutuis commodis ex hoc ſocietatis et foederis vinculo acceſſiſſe, quapropter etiam optandum eſt, ut non tantum, quamdiu hoc bellum duraverit, ſed etiam, ut poſt reductam favore numinis pacem continuetur, et pro paciſcentium mutua defenſione et incolumitate novo nexu adſtringatur, quemadmodum et articulus XII. foederis indigitati poſt pacem concluſam, inter partes contrahentes foedus defenſivum pro eiusdem pacis guarantia manſurum eſſe, declarat. 1711

His itaque rationibus adducti ſereniſſima et potentiſſima magnae britanniae Regina, celſi et praepotentes domini ordines generales uniti Belgii ex una, et ex altera parte principes et ſtatus inclytorum circulorum, nempe circuli Rhenani Electoralis, Auſtriaci, Franconici Suevici et Rhenani ſuperioris e re publica et ſua fore exiſtimarunt, inter ſe mature conſilia conferre, ne praeſentis ſocietatis et foederis nexus, quo nunc invicem inter ſe adſtringuntur, poſt pacem factam diſſolvatur, ſed vt pro mutua ſecuritate et unius cuiusque contrahentium defenſione magis etiam contrahatur, quem in finem partes contrahentes modo nominatae in articulos ſequentes conſenſerunt.

ART. I.

Alliance défenſive après la paix.

Ne per hunc tractatum quicquam pacto ſive conventione Nordlingenſi derogetur, verum ut haec una cum conditionibus, quas aſſociati circuli accedentes ad foedus 1701. quod magnum vocatur, ſtipulati ſunt, quasque Regina Magnae Britanniae et domini ordines generales promiſerunt in omni ſuo vigore maneant, quatenus cum ratione temporis poſt factam pacem convenire queant, ut illarum in hoc tractatu nihil innovatum vel mutatum fuerit; ſit praeterea inter partes contrahentes poſt pacem con-

c) DUMONT T. VIII. P. I. p. 103.

1711 concluſam foedus defenſivum pro eiusdem pacis guarantia ſub auſpiciis Caeſareis, ſi bellum in imperio contra circulos ex cauſa huius foederis exoriatur, ſalvis iuribus circulorum et ſtatuum, atque hoc poſito fundamento ſit et maneat inter partes contrahentes vera, conſtans et perpetua amicitia adeo ut alter alterius commoda promovere, incommoda evertere, omni ſtudio teneatur, quemadmodum et ſe invicem certiores reddere, ſi quid in unius vel alterius perniciem vel damnum a quoquam moliri contigerit, idque ad cuiusquam notitiam pervenerit.

ART. II.

Entretien des trompes de la part des P. maritimes. Quo autem magis amicitiae et coniunctionis huius rationes inter partes contrahentes conſtent, et quaelibet illarum de mutuis auxiliis certam ſpem concipere queat, promittunt et ſpondent regia ſua Maieſtas Magnae Britanniae et domini ordines generales uniti Belgii, ſeſe tempore pacis ad 50.000 militum ſimul, tempore autem belli, neceſſitate exigente adhuc ultra habituros, ultimo vero caſu, nempe periculo belli, aut ipſo bello emergente, numerum copiarum, infra ſtipulatum et promiſſum, in auxilium miſſuros parti aggreſſae.

ART. III.

Entretien des trompes de la part des Cercles Spondent et promittunt viciſſim electores, principes et ſtatus praedictorum inclytorum circulorum, ſeſe tempore pacis numerum, perpetui militis circiter ad 22000 habituros, atque ſe hunc numerum iuxta proportionem ſtatuum ab hoſte, favente numine, recuperandorum auctores periculo autem belli pro re nata, aut ipſo bello exiſtente, ſe in eum armaturae ſtatum conſtituturos, in quo praeſenti tempore ſunt, exceptis illis copiis, quae hactenus ultra debitum et extra obligationem reſpectu imperii a quibusdam circulis gravibus expenſis ſupernumerarii, ſive ſupererogatorie ſuſtentatae ſunt.

ART. IV.

Revues. Liberum eſto dominis confoederatis, ingruente bello, ubi alter alteri ſuppetias tulerit, copias in auxilium miſſas itidem luſtrare et recenſere cuilibet compaciſcentium, quoties e re viſum fuerit.

ART. V.

Cas d'attaque. Si terras aut ditiones cuiusdam compaciſcentium, vel illas, quas loco obicis, vulgo Barriere, cum futura pace

pace quisquam eorum ſtipulabitur, hoſtiliter aggredi praeter ſpem conrigerit, vel alio modo cauſa ex huius foederis cuiquam compaciſcentium bellum illatum fuerit, vel bello periculum intendetur, is, qui vel armis impetitus fuerit, vel cui tale periculum imminet, coeteros compaciſcentes de facta aggreſſione vel periculo certiores reddet, quj ſtatim amicabilibus quibuscunque officiis operam dabunt, ut periculum avertatur, et damna parti laeſae illata reparentur, nihilominus tamen intra trium menſium ſpatium ſuppetias ferre parti laeſae adſtricti erunt, a die requiſitionis, ad hoc factae, numerandorum, 1711

ART. VI.

Caſu exiſtente, ut circuli ſupra nominati auxilio indigeant, Regina Magnae Britanniae et domini ordines generales illis opem ferent intra tempus, in praecedenti articulo determinatum, et in illorum auxilium mittent, Regina Magnae Britanniae 10000 et domini ordines generales 10000 propriis ſumptibus alenda, ita, ut militi auxiliari bene veſtito et armato conſueta ſtipendia ſolvant, caetera neceſſaria, gramen ſc. vel foenum pro equis intra ſpatium ſex menſium a primo nempe Maii usque ad finem menſis Octobris gratis praeſtentur ab iis, qui eorum opera utentur. *Secours par les P. maritimes.*

ART. VII.

Quodſi vel Regina Magnae Britanniae vel domini ordines generales, auxilio opus habuerint, principes et ſtatus inclytorum circulorum ſupra memoratorum iis in auxilium mittent octo millia, etiam probe veſtitos et armatos, qui, ſi ex illo numero militum venient, quem circuli ſecundum art. 3. perpetuum vel tempore belli alere obſtricti ſunt, iis principes et ſtatus circulorum etiam conſueta ſtipendia ſolvent loco autem augmenti quod aggii nomine venit, panem et pabulum ſuis ſumptibus dabunt, qui eorum opera utentur; ſi autem praeter hac alias turmas vel legiones circuli in auxilium mittant, illae in totum ſtipendiis Reginae vel ordinum merebuntur, et eorum ducibus et praefectis obedient ab eo tempore, quo terras illorum attigerint, et illius, vel illorum, quibus merebuntur, propriae eſſe cenſebuntur iuxta modum, ſuper quo eveniente caſu convenietur, qui et iis tanquam propriis utentur, quapropter et pretium conſcriptionis, vulgo *Antrittsgelder*, pro illis ſolvent. *Secours par les Cercles.*

10.

1713 *Traité de paix et de commerce entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et la Regence de Tunis; signé* 1713.

(Vervolgh van het Recueil van de Tractaten, gemaakt en geslooten tusschen de Hoogh Mog. Heeren Staaten Generaal de Vereenighde Nederlanden &c. Tweede Deel. n. 7. et *Groot Pl. boek* D. V. p. 454).

Tractaet tusschen Haer Hoogh Mog. de Heeren Staaten Generael der vereenighde Nederlanden, ende de Regeeringe van Tunes 1713.

Oneyndige lof en ontelbare prys zy aen de' Majesteyt des Formeerders der Selfstandigheden, en des Scheppers der Schepselen, amen.

Van wegens de Hoogachtbare Regenten en Hoogmogende Regeerders, de Regeerders van de Nederlandtsche Natie de Staten Generael van de vereenighde Provincien waren door den Gevolmachtighden met der selver permissie de Joode, genaemt Juda Cohen, ter eenre, ende door de voorige Hooghgeerde Regeerders van het Gouvernement van Tunes, de Articulen ende het Verbondt ende Tractaet door den eenen aen den anderen toegestaen, ten eynde om tot een goede vreede (te komen), by wyse van eenparige toestemminge vastgestelt ende geconvenieert. Sedert is na verloop van eenigen tydt de gemelde Joode, genaemt Juda Cohen, met sijn Ed, genaemt Jan van Baerle, andermael aen Ons Gouvernement gekomen, om de voorheen gearesteerde Vreede te voltrecken, des selfs Articulen te staven, ende het Tractaet te ratificeren: Soo zijn dat met eenparige toestemminge van de Achtbare (Regenten) van deses Landtschappen (namelijck) de doorlughtige, voortrefflijche Ali Paska, de weldoende, voortrefflijche, grootgunstige Husein, Beg, Baenderheer, de hooghgeerde Day Mustafa, Day van het Gouvernement, ende Ali Aga, Aga der Janitzaren, ende alle de oudtste ende acht-

aghtbare Mannen van het Gouvernement uyt hoofde van de Vreede, voor deſen vaſtgeſtelt, de Conditien en het Verdragh, ende de Articulen, en het Verbondt, en het Tractaet op de geconcerteerde wyſe voltrocken; de Articuln tuſſchen Ons gemaeckt, geregiſtreert, ende het Inſtrument aen Onſe kant ondertekent ende gezegelt overgelevert, ende de Articulen oock van haerluyden hant geregiſtreert, ende het Cognoſcementſchrift aen Ons Overgelevert, op dat aen weerkanten volgens des ſelfs (inhoudt) gehandelt, ende daer tegens, ſoo Godt de Alderhooghſte wil, geene contraventie begaen worde. 1713

ART. I.

Is bedongen, dat na deſen dagh in alle Deelen de Nederlandtſche, ſoo Oorloogh- als Koopvaerdyſchepen, in alle Havenen van het Gouvernement van Tunes, in welcke de ſelve ſullen arriveren ende inloopen in vryheyt ende ſeeckerheyt ſullen zijn, ende dat noch aen gemelde Schepen, noch aen de Effecten ende Koopmanſchappen daer in afgeladen, noch aen der ſelver Negotianten, op geenerley wyſe, ſchade noch hinder ſal mogen werden aengedaen. *Libre entrée à Tunis.*

ART. II.

Is bedongen, dat wanneer Nederlandtſche Schepen een party Eetwaren ende victualie (als) Biſcuit, ende Olyf-olye, ende Boter, ende Broodt, ende Vleeſch van nooden hebben, om op de Marckt voor haer geldt tot prijs courant op te doen, niemandt haer (daer in) ſal mogen hinderlijck zijn. *Approvisionnemens.*

ART. III.

Is bedongen, dat wanneer Schepen van het Gouvernement van Tunes in de Nederlandtſche Provincien komen in te loopen, ende eene partye Eetwaren en Victualie van noden hebben, om voor haer geldt op prijs courant op de Marckt op te doen, niemandt haer (daer in) tegenſtandt ſal mogen doen. *Reciprocité en Hollande.*

ART. IV.

Is bedongen, dat Nederlandtſche Schepen in de Havenen van Tunes inloopende negotie ſullen mogen dryven, ende dat ſy den Tol volgens gewoonte betalende, niemandt haerluyden eenigh quaedt, ſchade, geweldenarye noch vyandtſchap ſal mogen aen doen. *Commerce à Tunis.*

ART.

1713

ART. V.

Réexportation. Is bedongen, dat wanneer de Waren ende Koopmanschappen, door de Nederlandtsche Negotianten aengebragt, niet en zijn verkoght, ende sy noodigh hebben de selve wederom naer haer Landt te voeren, sy daer van den halven Tol, gelijck de Engelsche, geven sullen, ende niemandt sal mogen hinderlijck zijn.

ART. VI.

Prises. Is bedongen, dat wanneer Nederlandtsche Schepen sommigh Schip van haer Vyanden komen te nemen, ende in dat selve Koopluyden van het Gouvernement van Tunes gevonden worden, sy dan noch aen haer Effecten, noch aen haer Personnen geen nadeel sullen hebben, toe te brengen, sy sullen de vracht, voorheen bedongen, betalen, ende niemandt eenige molestatie mogen aendoen.

ART. VII.

Visitation sur mer. Is bedongen, dat wanneer Schepen van het Gouvernement van Tunes in Zee Nederlandtsche Schepen ontmoeten, soo sullen sy met de Sloep de eene na den anderen varen, om elkanders Pasport in te sien: Ende is men overeen gekomen, dat niet meer als twee Mannen in het Schip sullen overgaen; Ende als sy het Pasport sullen hebben ge-examineert, sullen sy hem laten varen, ende van sijne reyse niet af houden.

ART. VIII.

Naufrage. Is bedongen, dat indien een der Nederlandtsche Schepen in eene der Havenen van Tunes quam schipbreuk te lijden, de Goederen ende Effecten, die daer in zijn, aen der selver Eygenaers sullen gerestitueert worden.

Indien oock, dat de alderhooghste Godt verhoede, een van de Schepen van het Gouvernement van Tunes op de Nederlandtsche Kust quam schipbreuk te lijden, soo sal desglijcks niemandt aen de Effecten ende Goederen hinderniſse noch ongelijck mogen aendoen.

ART. IX.

Faust pavillon. Is bedongen, dat wanneer een Nederlandtsch Schip in Zee een Tunesins Schip komt te ontmoeten, ende de Vlagge van eene andere Natie opset, daer onder veght, ende genomen wordt, dat het selve Schip, ende de Effecten, ende het Volck, daer op zijnde, dan aen

het

het Gouvernement priase sullen zijn. Ende indien een van de Schepen van het Gouvernement oock in diervoegen komt te werck te gaen, ende genomen wordt, sal het selve desgelijcks op voorgemelde wyse gehandelt worden. 1713

ART. X.

Is bedongen, dat Indien (die van) het Gouvernement van Tunes een vyandtlick Schip komen te nemen, ende in dat selve eenige Nederlandtsche Negotianten, ofte wel Passagiers van de Nederlandtsche Natie, gevonden worden ende het Pasport, dat by hun is, nagesien zijnde, opgerecht bevonden wordt, dat sy dan hare Effecten en Goederen aen haer sullen restitueren: Wanneer oock Nederlandtsche Schepen van haer Vyanden een Schip sullen nemen, soo sullen desglijcks het Pasport, dat in haer handen is, ingesien, ende oprecht bevonden zijnde, aen de Negotianten ende Passagiers van de Landtsgenoten van het Gouvernement van Tunes, die daer in zijn, hare Effecten ende Goederen, welcke daer in gevonden worden, worden gerestitueert. *Passagers Hollandais.*

ART. XI.

Is bedongen, dat indien yemandt van de Nederlandtsche Negotianten, tot Tunes residerende, insolvent (wordt) ende schuldigh blijft, de Crediteurs op den Consul geene pretensie sullen moogen maaken. *Banqueroute.*

ART. XII.

Is bedongen, dat indien yemandt van de Nederlandtsche Negotianten, tot Tunes residerende, quam te overlijden, ende geen Testament hadde gemaeckt, den Consul des selfs Effecten dan op een Inventaris brengen, ende de selve onder sich bewaren sal, ende sal een ander van sijne kant van den ontfanghst contraboeck houden, ende niemandt aen dat Goedt sijne handt uytstrecken, tot dat den Eygenaer, of wel den Erfgenaem van dat Goedt sal gekomen zijn. *Successions.*

Van het sesde ende tiende Articulen is, tot affuydinge van twist ende weeringe van geschil (aldus) geëxcipieert. *Exceptions à l'art. 6. et 10.*

Indien de Schepen van het Gouvernement van Tunes een Vyandts Schip komen te nemen, ende in dat selve Nederlandtsche Negotianten, of wel Passagiers gevon-

1713 gevonden worden, ende het Pasport, dat sy hebben, sal nageſien zijn, soo sullen gelijck voorheen gemeldt, de Effecten (hun) gereſtitueert worden. Ende volgens de voorſchrevene wyſe sal oock aldus met de Negotianten en Paſſagiers van het Gouvernement van Tunes gehandelt worden. Dogh met dat bedingh, dat soo sy op het Cognoſcement van den Schryver van het Schip, ofte wel door des selfs getuygeniſſe, bewyſen, dat de Effecten de hare (zijn), soo is bedongen, dat uyt hoofde van dat gegevene bewys de Effecten aen hun het zy Landtsgenoten van het Gouvernement van Tunes, of het zy van de Nederlandtſche Natie, het zy dat sy selve tegenwoordigh of afweesigh moghten zijn, gereſtitueert worden.

Ende is bedongen, ende vaſtgeſtelt, dat de Negotianten van de Nederlandtſche Natie van de Effecten in het Gouvernement van Tunes gebracht, sullen betalen gelijck de Engelſche drie realen per cent. Ende dat indien de aengebraghte Effecten niet en zijn verkoght, ende noodigh is, dat de selve wederom afgevoert worden, sy dan volgens het geen in het vyfde Articul gemeldt staet, anderhalve real per cent geven sullen.

Ende is bedongen, dat dit Articul sal onveranderlijck zijn, (in dier voegen) dat indien by voorbeeldt op de Engelſche Natie meer als drie realen Tol augmentatie opgeleyt wierde, soo sal (eghter) op de Nederlandtſche Natie niet meer geleght worden: doch indien daerentegens op de Engelſche ofte andere Natien verminderinge geleyt wierde, soo sal oock van de Nederlandtſche Natie (*volgens*) die verminderinge (*afgeleyſcht*) worden.

Atteſtation du Conſul Anglais. *Copie van de woorden van den Engelſchen Conſul, die hier ter Plaetſe is reſidérende, welcke hy met sijn eygen Handtſchrift en Zegel geſchreven heeft.*

Ick John Gomaret, Conſul van de Koninginne van Groot-Brittannien, als zijnde voor het tegenwoordige Conſul in het Gouvernement van Tunes, geve getuygeniſſe, dat de bovengemelde Articulen alle te samen gemaeckt zijn met toeſtemminge van den Regent en Gouverneur van het Gouvernement de doorlughtige Seid Ibrahim Paſcha ende Day ende Beg, ende met eenparigh consent

conſent van het gantſche Hof, ende van alle de oudſte van het Gouvernement, als mede met toeſtemminge van Juda Cohen, Geſant, (hier) gekomen van wegens de Staten Generael, (ende dat ſulcks) ſonder twyffel is. Geſchreven in het laetſte Deel van Maert 1074., ſtyl van Anjoutoun. 1713

Dat door de volmaeckte goedtheydt der Majeſteyt des Heeren der eeuwen, tot uytbreydinge van den rechten wegh, tot nuttigheydt van een voorſpoedigh eynde, ende aen Ons Gelove ende de Wereldt tot dagelijckſchen welſtandt waerdigh verſtreckte, amen. Ende na deſen dagh, den Datum van het geſchrevene, ſullen Wy voortaen aen weerkanten op Zee de een tegen den anderen geene vyandtſchap bedryven, maar ſal ne de wyſe van liefde ende vriendtſchap de vreede ende eenigheyt gepleeght worden. Indien voortaen eenige ſaeck genomen wordt, ſoo blyft vaſtgeſtelt, dat Wy ſulcks de een den anderen ſullen reſtitueren. Ende op dat deſe Articul- ende Capitulatiebrief ſoude vaſt ende beſtandigh zijn, ſo is de ſelve met Onſe eygen Handtſchrift ende Zegelen gezegelt ende beveſtight. Gedaen in het middendeel van (de maendt) Regeb des jaers een duyſent een hondert ende vier en twintigh.

1124 den 14. van R.

Was getekent,

(L. S.) ALI, *Landtvooght van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) HUSEIN, *Baenderheer van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) MUSTAFA, *Day van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

(L. S.) ALI, *Aga der Janitſaren van het Huys des Lofs, het bewaerde Tunes.*

II.

1713 *Capitulation entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas et la regence de Tripoli; ſignée* 1713.

(*Vervolgh van Recueil van de Tractaten.* Tweede Deel n. 2. *Groot Placat Boek* D. V. p. 452.)

ART. I.

Libre entrée et vacitaillement.

Wanneer Nederlandtſche Commiſſievaerders ofte State Schepen tot Tripoli ſullen komen het Ancker laten vallen, om te provianderen, ende Water in te nemen, ende van andere nootſakelijkheden, van alles wat nodigh ſal zijn, ſigh te voorſien, ende voor haer geldt, die nootſakelijkheden ſullen opdoen, ſoo ſal (haer) geenſints eenige verhinderinge worden aengedaen: In alle havens onder Ons Gebiet, daer ſulcks gebeuren ſal, ſal men na deſen (inhoudt) handelen, ende op geenerley wyſe eenige overlaſt (haer) aendoen.

ART. II.

Droits.

Wanneer Nederlandtſcho Koopvaerdy- ofte Commiſſieſchepen in het Diſtrict van Tripoli Effecten van veelerley ſorteringe ſullen brengen om te verkoopen, ſoo ſullen ſy drie ten hondert aen Tol betalen, meer ſal niet mogen gevordert worden. Doch indien ſy die Effecten (wel) uyt het Schip ſullen loſſen, dan niet, om verkocht te worden, maer de ſelve wederom in het Schip ſullen komen in te laden, ſoo ſal by het arrivement van die Effecten geen Tol mogen geeyſcht worden: In yeder van Onſe havenen, daer deſe caſus ſal komen te gebeuren, ſal na deſen (Articul) gehandelt worden.

ART. III.

Munitions de guerre.

Wanneer Nederlandtſche Commiſſie- ofte Koopvaerdyſchepen, eenige Effecten tot den Oorlogh behoorende, herwaerts te brengen, ende de ſelve begeeren te verkoopen, als by voorbeeldt, Kruyt, Loot, Yſer, Geſchut, Kogels, Maſten ende diergelijcke, ſoo ſullen ſy van die Effecten, onder den naem von Tol, niets betalen, ſal ook niet mogen geeyſcht worden:

In

In yeder van Onſe havenen, daer ſulcks komt te gebeuren, ſal na deſen (Articul) gehandelt worden. 1713

ART. IV.

Wanneer Onſe Commiſſie Schepen op Zee een Nederlandtſch Schip ſullen komen te ontmoeten, ſoo ſal den Signeur Schipper de Sloep laten vallen, ende twee geloofwaerdige (Perſoonen) daer in ſetten, welcke met de Paſport van het Schip ſullen komen, om die te (laten) examineren: Indien die Paſport authenticq is, ſal men (haer) geen overlaſt aendoen, (maer) de reys laten vervorderen. Doch wanneer het Paſport niet authenticq ſal zijn, ſoo ſal men (het Schip) herwaerdts opbrengen, ende het geene de Regenten ende Richters, met kenniſſe van den Conſul ſullen doen, daer na ſal gehandelt worden. *Viſitation ſur mer.*

ART. V.

Indien eenigh Nederlandtſch Schip, het zy Commiſſie- ofte Koopvaerdy-vaerder, door onweder ende ſtormwinden, (ergens) onder Ons Gouvernement ſchipbreuck komt de lijden, ſoo ſal op de Effecten, uyt het gemelde Schip geborgen, geenſints de handt mogen geleyt, noch daervan Tol betaelt, noch geeyſcht worden, maer al het Geborgene ſal Geheel en al des gemelden Schips-ſchipper ende der Koopluyden (eygen) zijn. Des ſelfs Volck ſal oock niet tot Slaven gemaeckt, nogh aen de ſelve eenige overlaſt gedaen mogen worden. *Naufrage.*

ART. VI.

Wanneer een Nederlandtſch State Schip, voor Tripoli komen, ende het Ancker vallen laten ſal, ſoo ſal de Regeeringe terſtondt door den Uytroeper laten uytroepen, ten eynde een yeder ſyne Slaven ſorghvuldighlyck onder ſigh houden, op dat tegen den tydt van desſelfs vertreck, indien een Slaef in dat Schip moghte gevlught zijn, de ſelve van dat voornoemde Schip, nogh van den Conſul, niet moogen geeyſcht worden. *Valſſeaux de guerre.*

ART. VII.

Wanneer eenigh Nederlander, ofte yemandt van hare Onderhoorige moght komen te overlyden, ſoo ſal of wel ſijn Erfgenoem, indien tegenwoordigh is, of *Succeſſions.*

1713 wel indien hy in ſyne geſontheyt een Teſtament gemaeckt heeft, ſyn Procurateur ſyne voor handen zijnde Effecten aenvaerden; of indien de ſelve niet moghte in het bereyck zijn, ſoo ſal den Conſul ſyne Goederen aenvaerden, ende niemant ſal ſulcks mogen verhinderen.

ART. VIII.

Paſſagers Hollandais. Wanneer een Nederlandtſch Commiſſievaerder een vyandtlijck Schip ſal komen te nemen, ende in dat gemelde Schip Koopluyden van Onſe Natie ſullen zijn, ſoo ſal men noch aen deſe Negotianten, noch aen hare Effecten geene beledinge aendon, maer de ſelve daer uyt laten gaen, werwaerts ſy begeeren ſullen, doch de Vracht ſullen ſy van haerlieden neemen. Wanneer oock Onſe Commiſſie-ſchepen een vyandtlijck Schip ſullen komen te neemen, ende in dat ſelve Nederlandtſche Koopluyden zijn, ſoo ſullen Onſe Schepen van gelijcke doen, hare Vrachten wel neemen, doch aen de Koopluyden, noch aen hare Effecten geene beledinge toebrengen.

ART. IX.

Etabliſſemens à Tunis. Wanneer een Nederlander, ofte yemandt haer onderhoorigh, het zy Jode ofte Chriſten, tot Tripoli ſigh ſal komen neder ſetten, om Negotie te drijven, ſoo ſal niemandt hem in ſyne ſaken mogen hinderlijck zijn, noch yets, behalven den Tol, van hem mogen geeyſcht worden.

ART. X.

Inſolvabilité. Indien yemandt van de Nederlanders Negotie dryven, inſolvent moghte worden ende vlughten, ſoo ſal van den Nederlandtſchen Conſul niets mogen geeyſcht worden, ende ſal men hem oock geen overlaſt mogen aendoen.

ART. XI.

Priſes. Wanneer een Nederlandtſch Commiſſivaerder ofte Koopvaerdy Schip op Zee een vyandtlijck Schip prinſe maken, herwaerts dat ſelve opbrengen, ende des ſelfs Effecten verkoopen ſal, ſoo ſal, volgens oude gewoente, daer van aen de Threſorie Tol betaelt, ende geene contraventie in deſen gepleeght worden.

Dit

Dit jaer duyſent enn hondert vier en twintigh op den veertienden dagh van de maendt Schaban Elmuaddam, zijnde Donderdagh, is op deſe bovenſtaende Articulen de lieve ende heylſame Vreede gemaeckt van wegens de Gevolmachtighden, de Jode COHEN, ter eenre ende aen de andere kant van wegens den Doorluchtigen Prins der Princen MUHAMMED, Baſcha, welcken de alderhooghſte Godt beſtendigh maeke, ende den hoochwaerdigen PILGRIM JUSUPH, Dali, ende den hooghachtbaren, hooghwaerdigen ende vermogenden SEID ACHMED BEG, Baenderheer, welcken de Alderhooghſte met ſyn hulpe helpe, Amen; Ende van wegens alle de Heeren van het Hof, ende van het overwinnend Leger; ende zijn deſſen geaccordeerde Articulen, ter beveſtinge van het Tractaet ende Capitulatie, tot in maanden ende Jaren, met aler Zegelen ende Handtſchrift bezegelt, ende ondertekent, in het jaer 1124. 1713

Getekent,

(L. S.) MUHAMMED, *Baſcha van Tripoli.*

(L. S.) ACHMET, *Banderheer van Tripoli.*

(L. S.) PILGRIM JUSUPH, *Dali van Tripoli.*

(L. S.) MUSTAPHA, *Stedehouder van den Baſcha.*

(L. S.) ACHMET JANITZER, *Aga van Tripoli.*

(L. S.) IBRAHIM, *Admiral.*

PILGRIM N. N. *Havenmeeſter.*

12.

1713 8 Mars. Declaration and engagement concerning the Rights and Privileges of the Britiſh Merchants in the kingdom of Sicily, made at Utrecht, the $\frac{2}{8}$ Day of $\frac{\text{February}}{\text{March}}$ $17\frac{1}{1}\frac{3}{3}$.

(CHALMER Th. II. p. 338. POSTLETHWAYT *dict.* art. *treaties*).

Whereas by ſeveral treaties of peace alliance; commerce, and navigation formerly made between the kingdoms of Great-Britain and Spain, and at this time ſubſiſting, but more particularly by the treaty concluded at Madrid, the $\frac{13}{23}$ Day of the month of May, in the year one thouſand ſix hundred ſixty-and-ſeven, and the cedulas annexed thereunto, proviſion was made for the freedom, ſecurity, and perfect eaſe of the commerce of the Britiſh ſubjects, trading in the kingdoms and provinces of Spain; the obſervance and uſage of which treaties have been hitherto received in the kingdom of Sicily in the ſame manner as in any other the dominions of Spain, except ſomme variations which have been introduced in the courſe of time; for the rectifying whereof, according to the rule of thoſe treaties; Great-Britain has hitherto juſtly inſiſted.

Wherefore, on occaſion of transferring the kingdom of Sicily to his Royal Highneſs the Duke of Savoy her Sacred Majeſty of Great-Britain, being watchful to preſerve the rights and privileges of her ſubjects trading in the ſaid kingdom; and being likewiſe willing to preſerve to the Sicilians the privileges they have in Great-Britain, which are ſo very dear to the moſt Serene Duke of Savoy, hath been graciouſly pleaſed to give inſtructions to her under-written miniſters plenipotentiaries, to agree with the miniſters plenipotentiaries of his Royal Highneſs of Savoy, about making declarations mutually upon this ſubject: in purſuance thereof, the ſaid miniſtres plenipotentiaries of his Royal Highneſs in the name of their moſt Serene maſter, do moſt ſolemnely declare and promiſe, that during the reign of the aforeſaid moſt Serene Duke in Sicily,

as

12.

Déclaration et engagement concernant les droits et les privilèges des Marchands Britanniques dans le royaume de Sicile, faite à Utrecht entre les Miniſtres de la Gr. Bretagne et ceux de Savoye le $\frac{25\ Febr.}{8\ Mars}$ 1713.

1713 8 Mars.

(*Traduction privée.*)

Comme par differens traités de paix, d'alliance, de commerce et de navigation antérieurement conclus entre les royaumes de la Grande-Brétagne et l'Eſpagne et ſubſiſtant encore actuellement, mais particulièrement par le traité conclu à Madrid le $\frac{13}{23}$ jour du mois de May 1667 et les cedules y annexées il a été pourvu à la liberté, ſureté et parfaite aiſance du commerce des ſujets Britanniques, trafiquant dans les royaumes et provinces d'Eſpagne; des quels traités l'obſervation et l'uſage ont été reçus jusqu'ici dans le royaume de Sicile de la même manière que dans les autres poſſeſſions de l'Eſpagne et y ſont demeurés en pleine vigueur, à l'exception de quelques variations qui y ont été introduites avec le tems, au redreſſement desquelles, en conformité des traités, la Grande-Brétagne a jusqu'ici inſiſté légitimement.

A ces cauſes, à l'occaſion du transport du royaume de Sicile à ſon alteſſe royale le Duc de Savoye, ſa ſacrée Majeſté de la Grande-Brétagne, attentive à conſerver les droits et privilèges de ſes ſujets faiſant le commerce dans le dit royaume, et étant de même intentionnée de conſerver aux Siciliens les privilèges dont ils jouiſſent dans la Grande-Brétagne, lesquels ſont ſi precieux au ſéréniſſime Duc de Savoye, a jugée gracieuſement à propos de donner ſes inſtructions à ſes Miniſtres Plénipotentiaires ſouſsignés, de convenir avec les Miniſtres Plénipotentiaires de S. Alteſſe royale de Savoye au ſujet de déclarations mutuelles à faire à ce ſujet: en conſequence de quoi les dits Miniſtres Plénipotentiaires de S. Alteſſe royale au nom de leur ſéréniſſime maitre déclarent et promettent le plus ſolemnellement, que pen-

1713 *as likewise of his heirs and ſucceſſors, the Britiſh merchants are henceforward to have, and ſhall effectually have, uſe and enjoy all thoſe rights, privileges, liberties, and entire ſecurity, as to their perſons, goods, ſhips, ſeamen, trade, and navigation, in the ſaid kingdom of Sicily, which, by virtue of the treaties made between Great-Britain and Spain, they have hitherto enjoyed, or ought to enjoy; and to that end, that all abuſes, which deviate from the tenor of the ſaid treaties, ſhall be forthwith removed, and the rights and privileges acquired to the Britiſh ſubjects, by virtue of the aforeſaid treaties, ſhall not on any occaſion, or under any pretence, ever be violated or leſſened; and if hitherto any more favourable privileges have been granted to the merchants of any other foreign nation or ſhall hereafter be granted; any way relating to the perſons of the traders, their ſhips, goods, duties, or the buſineſs of merchandizing, the Britiſh merchants ſhall likewiſe in all reſpects, and in the fulleſt manner enjoy the ſame.*

And in like manner the miniſters plenipotentiaries of Great-Britain do, in the name of her Majeſty, confirm, that the Sicilians ſhall hereafter enjoy the ſame privileges and liberties which they have hitherto enjoyed, or ought to have enjoyed, as ſubjects of the Kings of Spain, by virtue of the aforeſaid treaty of the year 1667.

The ratifications of this preſent declaration and engagement, made in due form, ſhall be exchanged at Utrecht, within ſix weeks, or ſooner if poſſible.

In witneſs and confirmation whereof, the aforeſaid miniſters plenipotentiaries of her majeſty of Great-Britain, and of his Royal Highneſs of Savoy, have ſigned this preſent inſtrument with their own hands, and put their ſeals thereunto, at Utrecht, the 24 Day of $\frac{Feb.}{Mar.}$ 1713.

(L. S.) Joh. Bristol, C. P. S.
(L. S.) Strafford.
(L. S.) Le C. Maffei.
(L. S.) Le M. du Bourg.
(L. S.) F. Mellarede.

dant le regne du susdit sereniſſime Duc en Sicile, comme 1713
auſſi de ſes heritiers et ſucceſſeurs, les marchands Britanniques devront avoir à l'avenir et auront effectivement, uſeront et jouiront de tous ces droits, privilèges, libertés et ſureté entière, quant à leurs perſonnes, biens, vaiſſeaux, mariniers, commerce et navigation dans le dit royaume de Sicile, dont ils ont jusqu'ici joui ou du jouir en vertu des traités conclus entre la Grande-Brétagne et l'Eſpagne; et à cette fin que tous les abus, qui s'eloignent de la teneur des dits traités ſeront écartés à l'avenir, et que les droits et privilèges acquis pour les ſujets Britanniques en vertu des ſusdits traités ne ſeront jamais violés ou enfreints en aucune occaſion ou ſous aucun pretexte; et ſi jusqu'ici il a été accordé des privilèges plus favorables aux Marchands de quelque autre nation étrangère, ou leur ſera accordé dans la ſuite, relativement à la perſonne des commercans, à leurs vaiſſeaux, biens, droits ou affaires de commerce, les Marchands Britanniques en jouiront de même à tous les égards et de la plus ample manière.

Et de même les Miniſtres Plénipotentiaires de la Grande-Brétagne confirment au nom de Sa Majeſté, que les Siciliens jouiront à l'avenir des mêmes privilèges et libertés dont ils ont joui jusqu'ici ou auraient du jouir comme ſujets des Rois d'Eſpagne en vertu du traité ſusdit de 1667.

Les ratifications de la préſente déclaration et engagement, concues en due forme ſeront échangées à Utrecht dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou plutôt s'il eſt poſſible.

En foi et confirmation de quoi les ſusdits Miniſtres Plénipotentiaires de S. M. de la Grande-Brétagne et de S. Alteſſe royale de Savoye ont ſigné le préſent inſtrument de leur propre main et y ont appoſé le ſceau de leurs armes. A Utrecht le $\frac{25 \text{ Fevr.}}{8 \text{ Mars}}$ $17\frac{13}{14}$.

(L. S.) JEAN BRISTOL. (L. S.) LE C. MAFFEI.
C. P. S. (L. S.) LE M. DU BOURG.
(L. S.) STRAFFORD. (L. S.) F. MELLAREDE.

13.

1715 His Majesty's guaranty of the treaty of peace made at Utrecht, February 6, $17\frac{14}{15}$, between the Crowns of Spain and Portugal.

8 May.

(CHALMERS II. 306.)

GEORGE, by the grace of God &c. to all and singular to whom these present lettres shall come, greeting. Whereas the most Serene King of Portugal has notified to us, that peace is established between him and the most Serene King of Spain, by a treaty concluded at Utrecht on the sixth day of the month of February last past; and has also invited us, that, pursuant to what the late Queen Anne, of pious memory, our most dear sister and cousin, undertook, we would engage our promise and guaranty for the performance of the said treaty, and all and every the articles thereof. And whereas Joseph da Cunha Brochado ambassador extraordinary, and counsellor of the said most Serene King of Portugal, has, on the part of his Master, delivered to us a copy in due from of the said treaty the guaranty or engagement for the performance of which is desired of us, written in the Portuguese language, and being word for word as hereunder follows.

In the name of the most Holy Trinity. Know all present and to come, that the greatest part of Christendom having been afflicted with a long and bloody war &c.

We, following the steps of our royal ancestors, and being unwilling to decline any offices, by which the peace between the said Kings may be promoted, do therefore most readily engage for the preservation of the treaty now established; gladly taking this occasion to satisfy his Royal Majesty of Portugal of our friendship and sincere regard to his person and interests, agreeable to the most strict concord which has always been between the

13.

Garantie de la part de S. M. Britannique du traité de paix fait à Utrecht le 6 Fevrier 1715 *) *entre les Couronnes d'Eſpagne et de Portugal.*

1715 3 May.

(*Traduction privée.*)

GEORGE par la grace de Dieu &c. à tous et chacun à qui les preſentes lettres parviendront, ſalut. Comme le Sereniſſime Roi de Portugal nous a notifié, que la paix a été faite entre lui et le Sereniſſime Roi d'Eſpagne, par un traité ſigné à Utrecht le 6 jour du mois de Fevrier dernier, et nous a de plus invité de vouloir en conformité de ce que feu la Reine Anne de pieuſe memoire notre très-chere Soeur et Couſine a entrepris, engager notre promeſſe et notre garantie pour l'accompliſſement du dit traité et de tous et chacun de ſes articles; et comme Joſeph da Cunha Brochade Ambaſſadeur extraordinaire et conſeiller du dit Sereniſſime Roi de Portugal, nous a delivré de la part de ſon maitre une copie en due forme du dit traité pour l'accompliſſement duquel notre garantie ou engagement eſt deſirée de nous, dreſſée en langue Portugaiſe et dont la teneur eſt de mot à mot comme ſuit:

Au nom de la très-ſainte trinité. Soit notoire à tous les preſens et à venir que la plus grande partie de la Chretienneté ayant été affligée par une longue et ſanglante guerre &c.

Nous en ſuivant les traces de nos royaux prédéceſſeurs et ne voulant nous refuſer à aucuns ſervices par les quels la paix entre les dits rois pourrait être avancée, nous

*) Le traité même ſe trouve dans DUMONT T. VIII. P. I. p. 444. traduit en Français. Il ſe trouve en Portugais à la ſuite de l'imprimé du *traité de limites entre le Portugal et l'Eſpagne* de l'an 1750. p. 126, et en Portugais et Français ſur une *feuille* volante imprimée à Utrecht 4to comme auſſi dans *Actes de memoires de la paix d'Utrecht* T. VI. p. 828. Mais l'inſtrument de garantie qu'on trouve ci-deſſus, manque dans tous ces endroits cités.

1715 *the Britiſh and Portugueſe crowns. We therefore have made ourſelves guarantees and ſureties of the ſaid treaty of peace, as by theſe preſents, in the moſt due and ample form, we do make ourſelves guarantees and ſureties thereof; engaging and promiſing on our Royal word, to take care (as far as in us lies) that the ſaid treaty, with all and every the articles and clauſes in it, ſhall be ſacredly and inviolably obſerved according to their genuine ſenſe, and that nothing ſhall be done in anywiſe contrary thereunto; and that we will be always ready to enter into all ſuch reaſonable meaſures as ſhall appear moſt neceſſary effectual for preſerving the ſame form all violation.*

In witneſs whereof, we have cauſed our great ſeal of Great-Britain to be affixed to theſe preſents, ſigned with our Royal hand. Given at our palace at St. James's, on the third day of May, in the year of our Lord 1715, and of our reign the firſt.

GEORGE, R.

nous engageons volontiers en conſequence à la conſervation du traité actuellement conclu: ſaiſiſſant volontiers cette occaſion d'aſſûrer S. M. royale de Portugal de notre amitié et de notre égard ſincere pour ſa perſonne et ſes interêts, conformément à l'union la plus étroite qui a toujours ſubſiſté entre les Couronnes Britannique et Portugaiſe. En conſequence nous nous ſommes conſtitué nous mêmes garant et ſureté dudit traité de paix, comme par la préſente nous, dans la forme la plus convenable et la plus ample, nous conſtituons garants et ſuretés d'icelle; engageant et promettant ſur notre parole royale, de prendre ſoin (autant qu'il depend de nous) que le dit traité avec tous et chacun des articles et clauſes y compris ſera obſervé ſaintement et inviolablement, conformement à ſon vrai ſens, et qu'il ne ſera rien entrepris de maniere quelconque qui y ſoit contraire; et que nous voulons toujours être pret d'entrer dans toutes les meſures raiſonnables qui paraitront les plus neceſſaires et efficaces pour le preſerver de toute violation. 1715

En foi de quoi nous avons fait appoſer notre Grand ſçeau de la Grande-Bretagne à la preſente, ſignée de notre main royale. Donné à notre palais à St. James le 3 jour de May de l'an de notre Seigneur 1715 et de notre regne le premier.

GEORGE, R.

14.

1715 The treaty of commerce between the moſt
14 Dec. Serene and moſt Potent Prince George, by the grace of God, King of Great-Britain, France, and Ireland, defender of the faith etc. and the moſt Potent Prince Philip V. the Catholic King of Spain, concluded at Madrid the $\frac{14th}{3d}$ of December 1715.

(CHALMERS *Collection of treaties* Vol. II. p. 173. *Collection of treaties* 1785. T. II. p. 173.)

GEORGE, by the grace of God, King of Great-Britain, France, and Ireland, defender of the faith &c. To all and ſingular to whom theſe preſent letters ſhall come, greeting. Whereas a certain treaty of commerce between us and our good brother Philip the fifth, the Catholic King of Spain, was concluded and ſigned by miniſters plenipotentiaries, impowered with ſufficient authority on both ſides, at Madrid on the $\frac{14}{3}$ day of this preſent month, in the form and words following:

Whereas ſince the treaties of peace and commerce lately concluded at Utrecht, on the 13th of July, and 9th of December 1713, between his Catholic Majeſty and her late Majeſty the Queen of Great-Britain (of glorious memory) ſome differences remained about commerce, and the courſe thereof; their Catholic and Britannic Majeſties, being inclined to maintain and cultivate a firm and inviolable peace and friendſhip have (for attaining ſo good an end) by the two miniſters reciprocally and in due form authorized for this purpoſe, cauſed the following articles to be concluded and ſigned.

ART. I.

The Britiſh ſubjects ſhall not be obliged to pay higher or other duties for goods which they ſhall bring in or carry out of the ſeveral ports of his Catholic Majeſty,

14.

Traité de commerce entre le Séréniſſime et très-puiſſant Prince George par la Grace de Dieu, Roi de la Gr. Brétagne, France et Irlande, Defenſeur de la foi etc. et le Séréniſſime et très-puiſſant Prince Philippe V. Roi Catholique d'Eſpagne. Conclu à Madrid le 14/25 Décembre 1715.

1715 14 Déc.

(Traduction privée; on trouve la ſubſtance de ce traité en Français dans ROUSSET *Recueil* T. I. p. 441, et dans LAMBERTY T. IX. p. 403.)

GEORGE *par la Grace de Dieu Roi de la Grande-Brétagne, France et Irlande, Defenſeur de la foi &c., à tous ceux à qui ces preſentes lettres parviendront ſalut. Comme un certain traité de commerce entre nous et notre bon frere Philippe V. Roi Catholique d'Eſpagne à été conclu et ſigné par des Miniſtres Plénipotentiaires munis de pleinpouvoirs ſuffiſans des deux cotés à Madrid le 14/25 jour du preſent mois dans la forme et les paroles ſuivantes:*

Comme depuis les traités de paix et de commerce conclus dernièrement à Utrecht le 13 Juillet *a*) et 9 Décembre 1713 *b*) entre S. M. Catholique et feu Sa Majeſté la Reine de la Grande-Brétagne (de glorieuſe memoire) il ſont reſtés quelques differends concernant le commerce et le cours de celui-ci, leurs Majeſtés Catholique et Britannique étant diſpoſés à maintenir et à cultiver une paix et amitié ferme et inviolable, pour parvenir à ce but ſalutaire, ont fait conclure et ſigner par les deux miniſtres autoriſés à cette fin reciproquement et en due forme, les articles ſuivants:

ART. I.

Les ſujets Britanniques ne ſeront pas tenus de payer de plus hauts ou autres droits pour les biens qu'ils importeront ou exporteront dans les differens ports de S. M.

Droits à payer par les Anglais.

a) DUMONT T. VIII. P. I. p. 393.
b) DUMONT T. VIII. P. I. p. 409.

1715 *jesty, than those which they paid for the same goods in the time of King Charles the second, settled by cedules and ordinances of the said King or his predecessors; and though the favour or allowance called Pie del Fardo, be not founded on any royal ordinance, yet his Catholic Majesty declares, wills, and ordains, that it shall be observed now and for the future, as an inviolable law; which duties shall be demanded and collected, now and for the future, with the same advantages and favours to the said subjects.*

ART. II.

His Catholic Majesty confirms the treaty made by the British merchants with the Magistrates of St. Ander, in the year 1700.

ART. III.

His Catholic Majesty allows the said subjects to gather salt in the island of Tortudos, they having enjoyed that permission in the time of King Charles the second without interruption.

ART. IV.

The said subjects shall not any where pay higher or other duties, than those which his Catholic Majesty's subjects pay in the same place.

ART. V.

The said subjects shall enjoy all the rights, privileges, franchises, exemtions, and immunities wathsoever, which they enjoyed before the last war, by virtue of the royal cedules or ordinances, and by the articles of the treaty of peace and commerce made at Madrid in 1667. which is fully confirmed here; and the said subjects shall be used in Spain in the same manner as the most favoured nation, and consequently all nations shall pay the same duties on wool and other merchandize which shall be brought into, or carried out of these kingdoms by land, as the said subjects pay on the same goods which they shall import or export by sea; and all the rights, privileges, franchises exemtions, and immunities, which shall be granted or permitted to any nation whatever, shall likewise be granted and permitted to the said sub-

S. M. Catholique, que ceux qu'ils ont payés pour les mêmes marchandiſes dans le tems du Roi Charles II. réglés par les cedules et ordonnances du dit Roi, ou de ſes prédeceſſeurs; et quoique la conceſſion ou faveur appellée *Pié del Fardo* ne ſoit pas fondée dans quelque ordonnance royale, cependant S. M. Catholique declare, veut et ordonne, qu'elle ſera obſervée pour le preſent et pour le futur comme une loi inviolable; les quels droits ſeront demandés et perçus à preſent et pour le futur avec les mêmes avantages et faveur des dits ſujets. 1715

ART. II.

Sa Majeſté Catholique confirme le traité fait par les Marchands Britanniques avec le Magiſtrat de St. Ander 1700 *c*). *Traité de 1700.*

ART. III.

Sa Majeſté Catholique permet aux dits ſujets de chercher du ſel dans l'Ile de Tortudos, comme ils ont eu cette permiſſion du tems du Roi Charles II. ſans interruption. *Sel.*

ART. IV.

Les dits ſujets ne payeront nulle part de plus hauts ou autres droits que ceux que payent les ſujets de S. M. Catholique dans le même endroit. *Egalité de droits.*

ART. V.

Les dits ſujets jouiront de tous les droits, privilèges, franchiſes, exemtions et immunités quelconques dont ils ont joui avant la derniere guerre, en vertu des cedules et ordonnances royales, et en vertu des articles du traité de paix et de commerce fait à Madrid 1667 *d*), lequel eſt pleinement confirmé par le preſent; et les dits ſujets ſeront traités en Eſpagne ſur le même pied comme la nation la plus favoriſée, et par conſequent toutes les nations payeront les mêmes droits ſur la laine et autres marchandiſes qui ſeront importées ou exportées de ce royaume par terre, comme les dits ſujets payent des mêmes marchandiſes qu'ils importeront ou exporteront par mer; et tous les droits privilèges, franchiſes, exemtions, et immunités qui ſeront accordées ou concedées à une nation quelconque, ſeront de même accordées et con- *Droits privilèges franchiſes.*

c) Je ne trouve pas que ce traité ſoit imprimé.

d) DUMONT T. VII. P. I. p. 27.

1715 *subjects; the same shall be granted, observed, and permitted to the subjects of Spain in the kingdoms of his Britannic Majesty.*

ART. VI.

And as there may have been innovations in commerce, his Catholic Majesty promises to use all possible endeavours on his part for abolishing them, and for the future will by all sorts of means cause them to be forborn. In the like manner his Britannic Majesty promises to use all possible endeavours for abolishing all innovations on his part, and for the future will by all sorts of means cause them to be forborn.

ART. VII.

The treaty of commerce made ad Utrecht on the 9th of December 1713, shall remain in force, those articles excepted which shall appear to be contrary to what is concluded and signed this day, which shall be abolished and of no force, and especially the three articles commonly called explanatory; and these presents shall be approved, ratified, and exchanged on both sides within the term of six weeks, or sooner if it be possible.

In witness whereof, and by virtue of our full powers, we have signed these presents, at Madrid, on the fourteenth of December, one thousand seven hundred and fifteen.

(L. S.) El. Marq. DE BEDMAR.

(L. S.) GEORGE BUBB.

concedées aux dits ſujets; la même choſe ſera accordée 1715
obſervée et permiſe aux ſujéts d'Eſpagne dans les royaumes de S. M. Britannique.

ART. VI.

Et comme il pourrait y avoir eu des innovations dans le commerce, S. M. Catholique promet d'employer tous les ſoins poſſibles de ſa part pour les abolir, et pour le futur employera toute ſorte de moyens pour les empecher. De la même manière, Sa Majeſté Britannique promet, d'employer tous les ſoins poſſibles pour abolir toutes les innovations de ſa part, et tachera par toute ſorte de moyens de les empêcher pour le futur. *Innovations.*

ART. VII.

Le traité de commerce fait à Utrecht le 9 Décembre 1713 reſtera en vigueur, à l'exception de ces articles des quels il apparoitra qu'ils ſont contraires à ce qui a été conclu et ſigné aujourdhui, lesquels ſeront abolis et d'aucune force, et particulièrement les trois articles appellés communement explicatoires; et les preſents articles ſeront approuvés, ratifiés et échangés des deux côtés dans l'eſpace de ſix ſemaines, ou plutôt s'il eſt poſſible. *Traité de 1713.* *Ratification.*

En foi de quoi, et en vertu de nos pleinpouvoirs nous avons ſigné les préſentes à Madrid le 14 Déc. 1715.

(L. S.) El Marq. DE BEDMAR.

(L. S.) GEORGE BUBB.

15.

1716 6 Fevr. *Renouvellement d'alliance entre l'Angleterre et les Etats Généraux; signé à Weſtminſter le 6 Fevrier 1716.*

(*Memoires de* LAMBERTY T.IX. pag. 395.)

Renovatio Foederum inter Magnam Britanniam et Rempublicam Foederati Belgii.

Cum Celſi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederatarum Belgii Provinciarum teſtatum fecerint Sereniſſimo et Potentiſſimo Principi ac Domino, Domino Georgio, Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Regi &c., ſeſe magnopere cupere amicitiam, neceſſitudinemque, qui inter Coronam Britannicam, eorumque Rempublicam intercedunt, firmiores reddere, et nexibus quantum fieri poteſt, arctiſſimis conſtringere, eumque in finem renovatos velle cum dicta Regia Majeſtate, confirmatosque Tractatus, Foedera et Pacta conventa, quicunque cum Sereniſſimis Regibus, Reginisque Magnae Britanniae Anteceſſoribus ſuis, glorioſae Memoriae, antehac initi ſunt, eorumque ſtipulationes pro rerum, temporumque ratione, vinculis magisque arctis validisque adſtrictas dare.

Cumque praedicti Domini Ordines Generales Legatis ſuis apud Regiam ſuam Majeſtatem extraordinariis Baroni de Waſſenaar; Toparcha in Duvenvoirde, Voorſchoten, Veur &c., ex Ordine Nobilium Hollandiae et Weſt-Friſiae, Praefidi Camerae rationum ejusdem Provinciae, Praefecto Ruardo, Aggerumque Praetori in terra de Puten, Aſſeſſori in Collegio quod Schielandiae praeeſt, ſummo Praetori Civitatis Hulſanae, et diſtrictus ejusdem nominis, Praetori itidem Civitatis et Baronatus Bredani &c.; et Philippo Jacobo de Borſelle, Toparchae in Voorhoute, quondam Senatori Civitatis Medioburgenſis in Zelandia, Conſiliarii et Quaeſtori aerarii in Brabantia Dictionis Ordinum Generalium; ambobus Deputatis in conſeſſu dictorum Dominorum Ordinum Generalium, uni a parte Ordinum Hollandiae et Weſt-Friſiae,

Frisiae, alteri vero Ordinum Zelandiae nomine, potestatem, autoritatemque detulerint tractandi ac concludendi quicquid necessarium judicabitur ad fines supra memoratos assequendos, cum iis, qui mandatis muniti fuerint sufficientibus, ex parte dicti Serenissimi Magnae Britanniae Regis. Quapropter praedicta sua Regia Majestas pari affectu praememoratorum Dominorum Ordinum Generalium desideria complectens, comprobansque e re esse plurimum duxit, Commissarios et Plenipotentiarios suo nomine constituere, qui renovandis Tractatibus prioribus iisdemque confirmandis, et qui etiam stipulationibus, vinculis arctioribus fortioribusque astringendis, operam curamque adhiberent, Gulielmum Dominum Cowper, Baronem de Wingham, summum Magnae Britanniae Cancellarium; Danielem Comitem de Nottingham, Sanctioris sui Consilii Praesidem; Carolum Comitem de Sunderland, privati Sigilli Custodem; Guilielmum Ducem Devoniae, hospitii Regii praefectum; Carolum Ducem de Bolton, dicti hospitii Camerarium; Johannem Ducem de Marlborough, Exercituum Regiorum Capitaneum Generalem; Johannem Ducem de Roxburg, Magni Sigilli in ea parte Magnae Britanniae quae Scotia appellatur Custodem; Carolum Comitem de Carlisle, Turris suae Londinensis Constabularium; Eduardum Comitem de Orford, Primarium rei maritimae, sive Admiralitatis suae Commissarium; Carolum Vice-Comitem Townshend, Primariorum suorum Status Secretariorum unum; Johannem Dominum Somers, Baronem de Eversham; Jacobum Stanhope, Armigerum e Primariis suis Status Secretariis alterum; et Robertum Walpole, Armigerum, Primarium rei suae aerariae Commissarium et Fisci sui Cancellarium Subquaestorem. 1716

Qui quidem Commissarii et Plenipotentiarii, dictique simul Legati Extraordinarii, collatis consiliis; pluribusque ea super re habitis colloquiis, vi potestatum, respective plenariorum (quarum exemplaria ad Calcem hujusce Tractatus adjecta sunt) in articulos sequentes convenerunt, consenseruntque.

ART. I.

Sit maneatque ab hac die usque in posterum sincera, firma et perpetua amicitia, concordia, et conjunctio inter Serenissimum Magnae Britanniae Regem et Successores suos, Reges itidem, Reginasve Magnae Britan- *Amicit.*

1716 niae, eorumque Regna ex una parte, et Celsos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederatorum Belgii Provinciarum ex altera; eorumque invicem Ditiones, Terras, Subditosque tum mari tum terra ubique locorum, tam extra fines Europae quam intra eosdem.

ART. II.

Traités confirmés. Quo autem haec amicitia, concordia, atque conjunctio melius fortiusque sartae, tectae conserventur, omnesque controversiae, quae quocunque demum sub praetextu hinc inde exoriri possint, praeveniantur, conventum concordatumque est inter dictum Serenissimum Regem Magnae Britanniae, et Dominos Ordines Generales praefatos, quod omnes et singuli Tractatus Pacis, Amicitiae, Confoederationis, Navigationis, et Commerciorum inferius recensiti nominatique approbentur ex utraque parte confirmenturque viz.

"Tractatus Pacis Amicitiae et Confoederationis Bredae die (21) 31 Julii anno 1667 conclusus *a*). Tractatus Navigationis et Commercii eodem tempore, et eodem loco confectus *b*)."

"Tractatus Navigationis et Commercii Hagae Comitum die (7) 17 Februarii anno (1667) 1668 initus *c*)."

"Tractatus Pacis et Amicitiae Westmonasterii die (9) 19 Februarii anno (1673) 1674 conclusus *d*)."

"Tractatus Marinus Londini die (1) 11. Decembris anno 1674 conclusus *e*) una cum declaratione Hagae comitum die (20) 30 mensis Decembris anno 1675 signata *f*), qua certorum articulorum tam in supradicto Tractatu, quam in Tractatu Marino (7) 17 die mensis Februarii anni (1667) 1668 inito sensus explicatur."

Quoniam vero disceptationes quaedam inciderint de Articuli 12. Tractatus Marini praememorati anni 1674 explicatione, conventum conclusumque itidem est, ad expediendum omnem ea de re difficultatis nodum, hisce declarare, quod per Revisiones in dicto articulo designatas,

a) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 44.
b) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 48.
c) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 74.
d) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 253.
e) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 282.
f) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 319.

tas, intelliguntur esse, quae in Magna Britannia atque 1716
in Provinciis Foederatis usu recipiuntur, semperque receptae fuerunt; quaeque concedantur, semperque concessae fuerunt, eodem in casu, Regionum praedictarum incolis et Nationi cuicunque extraneae.

"Articulus ad controversias quae inter Societates Anglicanam, Batavamque ad Indias Orientales commercia facientes oriri possint praeveniendas, sedandasve Londini conclusus 8 (18) die Martii anno (1674) 1675 *g*). Foedus defensivum Westmonasterii tertio die Martii anno (1677) 1678 *h*) conclusum."

Tractatus quo ex compacto de classibus tum Angliae tum foederati Belgii constituitur, in Palatio Withall 23 die mensis Aprilis anno 1689 *i*) conclusus.

"Tractatus ad Navigia ac mercimonia spectans, quae ex hostium manibus, durante bello recuperata fuerint, eodem in loco 22. die Octobris eiusdem anni *k*) conclusus."

"Tractatus de successione ad Coronam Magnae Britanniae et de Obice, vulgo Barriere Foederatorum Belgii Provinciarum Ultraiecti ad Rhenum die (19) 30 Januarii, anno (1712) 1713 *l*) initus, ea tamen mente, ut quicquid additum, mutatumque fuerit in Tractatu de Obice praefato die Novembris anno 1715 *m*) inter Maiestatem Suam Caesaream et Catholicam, Regem Magnae Britanniae et Dominos Ordines Generales Antverpiae concluso, eandem vim vigoremque habeat, ac si totidem verbis huic Tractatui insertum esset."

Tractatusque supra memorati, atque omnes et singuli eorundem articuli, praesenti hocce Tractatu, revera comprobantur, confirmanturque atque eandem vim, idemque robur obtinebunt ac si hic ad verbum inserti fuissent; quantum scilicet inter se non discrepent vel alius alii, aut huic ipsi Tractatui haud adversentur, ita tamen ut quae per Tractatum aliquem recentiorem

g) DUMONT Tom. VII. P. I. p. 288.
h) ROUSSET *Recueil* Tom. XIX. p. 413.
i) DUMONT Tom. VII. P. II. p. 222.
k) DUMONT Tom. VII. P. II. p. 301.
l) DUMONT Tom. VIII. P. I. p. 322.
m) DUMONT Tom. VIII. P. I. p. 458.

1716 sancitae fuerint, in eo sensu excipientur, perficienturque qui ibidem statuitur, nulla Tractatus anterioris habita ratione.

ART. III.

Garantie reciproque.

Erit porro inter Regiam Suam Maiestatem et Successores suos, et dictos Dominos Ordines Generales, eorumque respective subditos et incolas arcta necessitudo et fida confoederatio, adeo ut sese mutuo tueantur, conserventque in pace, tranquillitate, amicitia, et neutralitate tam mari quam terra, atque in possessione iurium, immunitatum, libertatumque, quibus fruuntur vel frui debent, quasque vel iam acquisivere aut in posterum acquirere possent, per pacis, amicitiae, et neutralitatis Tractatus, sive ante hac factos, sive deinceps innctim et communi consensu faciendos, cum Regibus, Rebuspublicis, Principibus, et Civitatibus quibuscunque, intra Europae scilicet limites solummodo.

Et si casus evenerit ut Maiestas Sua Regia et dicti Domini Ordines Generales eorum quae superius memorantur causa, per quemcunque vel qualibet cunque sub specie, hostilem in modum, bellove aperto turbati aut lacessiti fuerint, tunc sese invicem accommodabunt ad leges foederis defensivi supra nominati, die tertio mensis Martii anno (1677.) 1678. concluſi.

ART. IV.

Admission d'autres Puissances.

Hoc in Tractatu, quoad Articulum scilicet tertium supra scriptum, comprehendentur Reges, Principes, Statusque omnes qui eo admitti cupiant, quique invitati fuerint, atque admissi ex compacto et communi consensu dictae suae Regiae Maiestatis et Dominorum Ordinum Generalium.

ART. V.

Ratification

Comprobabitur hicce Tractatus, ratihabebiturque a dicto Sereniſſimo Rege Magnae Britanniae, et a praememoratis Dominis Ordinibus Generalibus Foederatarum Belgii Provinciarum tabulaeque ratihabitionis spatio quatuor hebdomadum a die subscriptionis comparandarum, vel tam cito quam id commode fieri posset, bona, debitaque forma invicem extradentur.

Inse-

Inſequuntur Litterae Plenae-Poteſtatis Regiae ſuae Majeſtatis Magnae Britanniae. 1716

GEORGIUS, Rex.

Georgius Dei Gratia Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Rex, fidei defenſor, omnibus et ſingulis ad quos praeſentes litterae peruenerint, ſalutem.

Quandoquidem Celſi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum per Legatos ſuos apud Nos extraordinarios, Arent Baronem de Waſſenaar Dominum de Duvenvoirde; Voorſchoten, Veur &c. et Philippum Iacobum de Borſſelle, Dominum de Voorhoute nobis teſtatum fecerint, ſeſe plurimum cupere, quam arctiſſimis concordiae nexibus nobiſcum coniungi, eumque in finem non ſolum continuatos velle confirmatosque Tractatus cum Praedeceſſoribus noſtris Regiis initos, tam pacem, confoederationem atque amicitiam, mutuam, quam Navigationis ac Commerciorum utrinque commoda ſpectantes, verum etiam eosdem ſicubi opus fuerit emendare, paratos eſſe. Nos quidem amica hac dictorum Dominorum Ordinum Generalium deſideria pari affectu complectentes exiſtimantesque tam ſalutem Europae publicam, quam ditionum, ſtatuumque invicem noſtrorum utilitates ſummopere attingere ut ea amicitiae coniunctio, quam exoptant expetuntque inter Nos et Dominos Ordines Generales antememoratos, quam firmiſſime ſtabiliatur, Viros ex noſtra parte Negotio huic maxime neceſſario, undiquaque pares, protinus nominandos eſſe cenſuimus, qui non tantum renovandis Tractatibus, eisdemque emendandis, ſed etiam pactis, conditionibus novis quaecunque ipſis expedire videantur, ad praeſentem, temporumque ſtatum aptandis, operam curamque adhibeant. Sciatis igitur quod Nos fide, prudentia integritate atque induſtria, perquam fidelis et dilecti Conſiliarii noſtri Guillelmi Domini Cowper Baronis de Wingham, ſummi noſtri Magnae Britanniae Cancellarii, perquam fidelium et praedilectorum conſanguinorum et Conſiliariorum noſtrorum Danielis, Comitis de Nottingham, Conſilii noſtri ſanctioris Praeſidis; et Caroli Comitis de Sunderland, privati noſtri ſigilli Cuſtodis; perquam fidelium et conſiliariorum noſtrorum, Guilielmi, Ducis Devoniae, hoſpitii noſtri Praefecti; Caroli, Ducis in Bolton, dicti noſtri hoſpitii Camerarii, Iohannis Ducis de Marlborough, Exercituum noſtrorum Capitanei

1716 *instructus fuerit, nostro nomine agendi, tractandi et conveniendi de omnibus et singulis quae pro renovandis, confirmandis, et augendis anterioribus Pactis, Conventis, Foederibus et Tractatibus necessaria vel utilia, communi consensu iudicabuntur, spondentes et bona fide promittentes nos quaeque ante nominati Legati Extraordinarii et Plenipotentiarii nostri, vel unus illorum, altero absente vel impedito, vigore huius Mandati nostri, nostro nomine egerint, tractaverint et concluserint, omni meliori modo, rata, grata et accepta habituros, et ratihabitionis tabulas super iis in debita forma extradituros.*

In quorum fidem hasce sigillo nostro Maiori munirì ut per confessus nostri Praesidem signari curavimus ut et per Graphiarium nostrum subscribi iussimus, Hagae Comitum, die vigesima secunda Ianuarii Anno Millesimo septingentesimo decimo quinto.

Signatum,

H. VAN ISSELMUDEN.

Ad mandatum alte memoratorum Dominorum Ordinum Generalium

F. FAGEL.

In quorum omnium fidem praefati Commissarii ac Plenipotentiarii Dominorum Ordinum Generalium, vi potestatum hinc inde datorum hasce praesentes manibus propriis subscripserunt, iisdemque sigilla sua appossuerunt.

Actum Westmonasterii die sexto mensis Februarii Anno Domini millesimo, septingentesimo (decimo quinto) decimo sexto.

Signatum,

(L. S.) COWPER *C.*
(L. S.) NOTTINGHAM *S.*
(L. S.) SUNDERLAND *C. P. S.*
(L. S.) BOLTON.
(L. S.) ROXBURG *C.*
(L. S.) ORFORD.
(L. S.) TOWNSHEND.
(L. S.) J. STANHOPE.
(L. S.) R. WALPOLE.
(L. S.) A. *Baro* DE WASSENAER DUYENVOIRDE.
(L. S.) P. J. VAN BORSSELE VAN DER HOOGHE.

Article séparé. 1716

[ROUSSET *recueil de memoires.* T. XIX. p. 422. *)]

D'autant que dans le traité entre le Séréniſſime et très-puiſſant Prince et Seigneur George, Roi de la Grande-Brétagne, de la France et de l'Irlande &c. et les Hauts et Puiſſans Seigneurs les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conclu le 6 jour du mois de Fevrier paſſé, par lequel les traités, alliances et conventions précédens ont été renouvellés, il eſt convenu et ſtipulé, que ſi le cas arrivoit, que Sa Majeſté et les Seigneurs Etats-Généraux fuſſent troublés ou attaqués, par qui, ou ſous quelque prétexte que ce ſoit, au ſujet de ce qui eſt ſpécifié dans lesdits Traité et Article, ils agiroient alors de part et d'autre conformément aux articles de l'alliance defenſive, conclue le 3 jour du mois de Mars 1678. Or afin que ce troiſième article ſoit mieux entendu, et ſon véritable ſens plus clairement expliqué, il eſt pourvu et convenu par cet article ſéparé, qui aura la même force que s'il étoit inſéré dans le traité même, qu'il ſera cenſé le cas porté par l'alliance, non ſeulement lorsque l'un ou l'autre des alliés ſera attaqué hoſtilement à main armée, mais auſſi, lors qu'un des voiſins fera des préparatifs de guerre contre l'un ou l'autre des alliés, ou en menacera l'un ou l'autre; ſoit que cela arrive par des levées extraordinaires de Troupes que fera ce voiſin, ou par l'armement de flottes, ou de quelque autre maniere quelconque, de ſorte que l'un ou l'autre des alliés, mû par de juſtes appréhenſions, ſoit obligé de s'armer auſſi.

*) Cet article ne ſe trouve ni dans LAMBERTY ni dans le *Groot Placatboek* T. V. p. 540 où l'on n'a inſéré que le traité même. Cependant on ne peut douter de ſon authenticité quoique Mr. ROUSSET n'aie pas donné la date préciſe de ſa ſignature. C'eſt à cet article que la Grande-Brétagne a provoquée entre autres en demandant 1779 des ſecours à la République v. m. *Erzählungen merkwürdiger Fälle,* T. II. p. 95.

16.

1716 *Actes et convention entre la Grande-Brétagne* 3 *Avril.* *et la ville de Hambourg au ſujet du commerce du Hareng* 1716-1719.

a.

Extrait du Protocolle du Senat de Hambourg de 3 *Avril* 1716.

Reſolu de deputer le Syndic Mr. Sillem et Mr. van Som, pour communiquer au Reſident de S. M. Britannique une copie authentique du traité conclu avec les Etats d'Hollande, et pour lui repréſenter, qu'il verra par ce traité qu'aucun Hareng ne peut parvenir à ſa maturité avant le jour de la St. Jean, par lequel motif le Senat ne peut prendre ſur lui de changer la régle établie. Cependant le Senat donne par la preſente l'aſſurance au Reſident, que ſi les ſujets de S. M. Britannique peuvent fournir la preuve, qu'il n'y a pas de fondement ſolide pour ce principe qui a été obſervé, et s'ils porteront ici avant la St. Jean des Harengs parvenus à leur maturité, alors le Senat ne fera aucune difficulté d'en permettre l'importation.

NICOLAS LUCAS SCHAFFSHAUSEN, *Sec.*

b.

8 *Juin.* *Extractus Protocolli Extrajudicialis d.* 8 *Junii Anno* 1716.

Concluſum et commiſſum Herrn von Som, Dr. und Herrn Niclas Wilkens dem Königl. Groſsbritanniſchen Herrn Reſidenten, auf ſein am 22 May *h. a.* übergebenes Memorial, in ſchuldigſter Antwort anzufügen: daſs, weil E. E. Rath ſich bereits vorhin erkläret, daſs man von Seiten der Stadt, wann guter zeitiger Hering, auch vor Johannis, anhero gebracht werden ſollte, ſelbigen einzulaſſen nicht difficultiren würde, als wollte E. E. Rath vehoffen, daſs der Herr Reſident mit dieſer ſo zulänglich- als billigen Declaration ſich vergnügen werde.

NICOLAUS LUCAS SCHAFFSHAUSEN, *Dr. et Secret.*

6.

c.

Convention renouvellée et amplifiée entre Sa Majesté Britannique et la Ville de Hambourg, touchant le Commerce des Harengs; conclue le 8 Fevrier 1719. 1719 8 *Fevr.*

(KLEFEKER *Sammlung Hamburg. Verfaſſungen* Tom. VI. p. 339. CHALMERS Tom. I. p. 111.)

Soit notoire à tous ceux qui y ont Intereſt, qu'entre le Sereniſſime et Très-Puiſſant Prince et Seigneur, George, Roi de la Grande-Brétagne &c. &c. par ſon Miniſtre Réſident, Monſieur Cyrill Wich, d'un coté, et la louable République de Hambourg, par les Deputés de ſon Honorable Senat, les Sieurs Jean Anderſon, Syndic, Pierre Burméſter, et Henry Dieteric Wieſe, Senateurs, de l'autre coté, en vertu de leurs Pouvoirs et Commiſſions; la Convention de l'Année 1711 *a*) a été renouvellée, et expliquée et amplifiée dans les ſuivans Articles, pour ſervir de Reglement conſtant au libre Commerce du Hareng, qui ſe pêche par les Sujets de Sa Majeſté Britannique ſur les côtes de ſes Royaumes.

ART. I.

La Ville de Hambourg accorde la permiſſion, que le Hareng qui ſe pêche ſur les coſtes de la Grande-Brétagne ſoit apporté librement à la dite Ville, en payant les mêmes Droits d'entrée, qui ſe payent ordinairement pour le Hareng Flamand ou Hollandois. *Libre importation.*

ART. II.

Ce Hareng, dès ſon arrivée, ſera tout mis dans le Magazin ou les Magazins, qu'on jugera les plus convenables et propres, pour y être gardé, moyennant que les Propriétaires en payent un loyer raiſonnable par Tonneaux, ſelon qu'ils en pourront convenir avec le Maitre du Magazin. *Magazinage.*

ART. III.

Ce Hareng, de la même manière que celui de Hollande, ſera ouvert dans la Cour du Magazin, à la vuë de *Examen.*

a) SCHMAUSS *Corpus jur. Gent.* p. 1243.

1719 de tous ceux qui voudront y être preſens, la ſaumure en ſera tirée, et après que le vuide des Tonneaux ſera rempli de bons Poiſſons, la ſaumure y ſera remiſe, le Poiſſon reſtant toujours dans ſon premier Tonneau, ſans être rempaqueté d'un Tonneau à l'autre. De plus il ſera taxé, et on mettra, ſelon ſa qualité, la marque et le cercle convenables ſur le fond et au milieu de chaque Tonneau, et pour faire voir que ce n'eſt pas du Hareng Flamand ou Hollandois, mais celui de la Grande-Brétagne, on fera bruler au fond de chaque Tonneau un B couronné.

ART. IV.

Taxateurs. Pour cette fin le Senat s'oblige de choiſir et conſtituer deux Taxateurs, ordinairement dits Wraquers, et deux Empaqueteurs: et afin qu'on ne les puiſſe pas ſoupçonner de partialité, ils n'auront aucune dépendance ni communauté avec les Schonenfahrer. Et ces dits Wraquers et Empaqueteurs feront un ſerment ſolemnel, conforme au ſens de cet article, devant l'Honorable Senat, lequel ſerment leur ſera reïteré tous les ans au commencemet de Juin par les Deputés du Senat.

ART. V.

Vente. Si les Proprietaires, ou leurs Commiſſionaires viennent en perſonne avec leur Hareng, ils auront la liberté de le vendre indifféremment aux Bourgeois ou habitans de la Ville, à qui ils voudront; mais ſi dans l'eſpace de huit jours il ne ſe pourroit debiter à ceux-ci, il leur ſera permis de le vendre à quiconque ils voudront, ou même de l'envoyer hors de la Ville à tel endroit qu'ils jugent convenable.

ART. VI.

Item. Quand les Proprietaires voudront envoyer leur Hareng à des Commiſſionaires pour les debiter, ils ſeront tenus de choiſir leur Commiſſionaire ou d'entre la loüable Societé Anglicane, reſidante dans la Ville, ou d'entre les Bourgeois, qui alors le pourront vendre à quiconque leur plaira, ou l'envoyer hors de la Ville, où bon leur ſemblera.

ART. VII.

Egalité avec les Hollandois. Outre ce dont on eſt deja convenu ci-deſſus, les Sujets de Sa Majeſté Britannique jouiront toujours des mêmes

mêmes Privilèges et avantages dans ce Commerce de Hareng, qui ſont déja accordés ou qui pourroient à l'avenir être accordés aux Sujets de Leurs Hautes Puiſſances, Meſſieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies. 1719

ART. VIII.

De même il eſt permis aux Sujets de Sa Majeſté Britannique d'apporter à Hambourg des Saulmons, Merlus, Morues, et toute autre ſorte de poiſſons, ſoit ſechés ou fumés, en barriques, ou ſalés; bien entendu, qu'ils payent, comme de coutume, le Droit d'Entrée ou la Gabelle modique. De la même manière il eſt reſervé aux habitans et Bourgeois de Hambourg, de negocier, ſelon leur ancienne coutume, aux Provinces des Royaumes Britanniques, d'y mener des Marchandiſes, et de les troquer ou changer contre ces ſortes de Poiſſons et d'autres Denrées. *Autres poiſſons.*

En foi de quoi, et en vertu des Ordres et Pleinpouvoirs, que nous ſusdits, le Miniſtre de la Grande-Brétagne, et les Deputés de Hambourg, avons reçu de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Brétagne d'une part, et de l'honorable Senat de l'autre, nous avons ſigné la preſente Convention, et y avons fait appoſer les ſceaux de nos Armes.

Fait à Hambourg le 8 de Fevrier 1719.

(L. S.) CYRILL WICH.

(L. S.) JEAN ANDERSON.

(L. S.) PIERRE BURMESTER.

(L. S.) HENRY DIEDERICH WIESE.

17.

1716 Convention for explaining the articles of 26 May. the Assiento, or contract for Negroes, between the King of Great-Britain, and Philip V. the Catholic King of Spain. Concluded at Madrit, the $\frac{26}{15}$ of May 1716 *).

(*Treaties* 1785. T. II. p. 179.)

After a long war, which had afflicted, almost all Europe, and had produced dismal effects, it appearing that the continuance of it would, create yet more, it was agreed with the Queen of Great-Britain of glorious memory, to put a stop to it, by a good and sincere peace; and in order to render it firm, and solid, and to maintain the union between the two nations, it was determined that the Assiento for furnishing our West Indies with Negroes, should for the future, and during the time expressed in the treaty of Assiento, be on the accompt of the royal company of England; which said company having thereupon made several representations to us by the Minister of Great-Britain, after they had made the same to the King their master, concerning some difficulties which related to certain articles of the said treaty; and we being desirous, not only to maintien the peace established with the English nation, but to preserve and augment it by a perfect good understanding, have commanded our ministers to confer on the said affair of the Assiento with the Minister Plenipotentiary of the King of Great-Britain, to the end that, as equity requires, some agreement might be made on the said articles, as has actually been done by the following declarations:

In the treaty of Assiento made between their Britannic and Catholic Majesties on March 26, 1713, for the carrying of Negroes to the Indies by the company of England, and for the term of thirty years, which were to commence from May 1, 1713, his Catholic Majesty was pleased to grant to the said Company the favour of sen-

*) J'ai omis la ratification de la Gr. Brétagne dont on ne trouve que le commencement dans le récueil des traités duquel j'ai tiré ce document.

17.

Convention explicatoire du traité d'Assiento pour la traite des Negres entre le Roi de la Gr. Brétagne et Philippe V. Roi d'Espagne; signé à Madrid le $\frac{26}{15}$ May 1716.

1716 26 May.

[*Traduction privée.* *)]

Après une longue guerre qui a affligée l'Europe entiere, qui a produit de terribles effets, et dont la continuation semblait en faire craindre d'encore plus terribles, il fut convenu avec la Reine de la Grande-Brétagne, de glorieuse memoire, d'y mettre fin par une bonne et sincère paix; et afin de la rendre ferme et solide et de maintenir l'union entre les deux nations, il fut convenu que l'Assiento pour la fourniture de negres aux Indes occidentales serait à l'avenir et durant l'espace exprimée dans le traité d'Assiento pour le compte de la compagnie royale d'Angleterre; la quelle compagnie nous ayant fait là dessus diverses representations par le ministre de la Grande-Brétagne, après avoir fait les mêmes au roi son maitre, concernant plusieurs difficultés qui touchent quelques articles du dit traité; et nous desirant non seulement de maintenir la paix etablie avec la nation anglaise, mais aussi de la conserver et avancer par une intelligence parfaite, avons donné ordre à nos Ministres de conferer au sujet de cette affaire de l'Assiento avec le Ministre Plénipotentiaire du Roi de la Grande-Brétagne afin que, conformément à l'equité, il se fasse quelque accomodement au sujet des dits articles comme il a été effectivement fait par les déclarations suivantes:

Dans le traité d'Assiento conclu entre leurs Majestés Britannique et Catholique le 26 Mars 1713 **) pour le transport de Nègres aux Indes par la Compagnie Anglaise et pour l'espace de trente ans, qui auroient à commencer le 1 May 1713, Sa Majesté Catholique a jugé à propos d'accorder à la dite Compagnie la permission d'envoyer

*) Cette convention ne se trouve pas dans L'AMBERTY T. IX. p. 403, ni dans ROUSSET *Recueil* T. I. p. 441, comme je l'ai annoncé par erreur dans mon *Guide diplomatique* p. 262. C'est le traité du 14 Déc. 1715 dont on trouve l'extrait dans les passages indiqués de ces ouvrages.

**) DUMONT T. VIII. P. I. p. 330.

1716 *ſending to the Indies every year (during the ſaid Aſſiento) a ſhip of 500 ton, as is mentioned in the ſaid treaty: on condition that the goods with which the ſaid annual ſhip ſhould be laden, ſhould not be allowed to be ſold but in the time of the fair; and that if the ſhip arrived in the Indies before the ſhips from Spain, the factors employed by the ſaid company ſhould be obliged to land all the goods, and depoſit them in truſt in the Catholic King's warehouſes, to be kept under two keys, and with other circumſtances ſpecified in the ſaid treaty, till they could be ſold at the time of the fair.*

It has been repreſented on the part of his Britannic Majeſty and of the ſaid company, that the ſaid favour was granted by the Catholic King to make good the loſſes which the company might ſuffer by the Aſſiento; ſo that if the condition, not to diſpoſe of the goods but in the time of the fair, were to be obſerved, and the fair not being held regularly every year, as experience has ſhewn heretofore, and as may happen hereafter, the company inſtead of gaining profit, would loſe the prime coſt of the cargo; it being very well known that goods will not keep long in that country, and particularly at Porto-Bello. For this reaſon the company deſires an aſſurance that the fair ſhall be held every year, either at Carthagena, Porto-Bello, or Vera-Cruz; *and that notice may be given them, at which of thoſe three ports it is intended to keep the fair, that they may know where to ſend out their ſhip; which arriving at the ſaid ports, if no fair be there held, the company may rend the goods after a certain limited time, to be reckoned from the day of the arrival of the ſhaid ſhip at ſuch port.*

His Majeſty being willing to give the King of Great-Britain new proofs of his friendſhip, and to corroborate the union and good correſpondence between the two nations, has declared, and declares, that the fair ſhall be held regularly every year, either in Peru, or in New Spain, and that notice ſhall be given to the court of England of the exact time when the Flota or Galleons will ſail for the Indies, to the end the company may at the ſame time diſpatch the ſhip granted by his Catholic Majeſty; and in caſe the Flota and Galleons ſhall not depart from Cadiz before the month of June expires, the ſaid company ſhall be allowed to ſend away their

ſhip,

aux Indes tous les ans (pendant la durée du dit Aſſiento) 1716
un vaiſſeau de 500 tonneaux comme il eſt exprimé dans le dit traité: à condition que les marchandiſes dont ce vaiſſeau annuel ſerait chargé, ne pourraient être vendues que pendant le tems de la foire; et que ſi le vaiſſeau arrivait aux Indes avant les vaiſſeaux d'Eſpagne, les facteurs employés par la dite compagnie ſeraient tenus de decharger toutes les marchandiſes et de les depoſer dans les magazins de S. M. Catholique pour y être tenues ſous deux clefs, et avec d'autres circonſtances ſpecifiées dans le dit traité, jusqu'à ce qu'elles pourraient être vendues dans le tems de la foire.

Il a été repreſenté de la part de S. M. Britannique et de la dite compagnie que cette permiſſion avait été accordée par le Roi Catholique pour dédommager des pertes que la compagnie pourrait ſouffrir par l'Aſſiento; de ſorte que ſi la condition de ne pas diſpoſer des biens qu'en tems de foire devait s'obſerver et que la foire n'était pas tenue regulièrement tous les ans, comme l'experience l'a fait voir ci devant, et comme il pourrait arriver dans la ſuite, la compagnie au lieu de retirer du profit, perdrait les principaux fraix de la cargaiſon, vu qu'il eſt bien connu que les marchandiſes ne ſe conſerveroient pas longtems dans ce pays et ſurtout à Porto-Bello. Par ce motif la compagnie deſire une aſſurance que la foire ſera tenue tous les ans, ſoit à Carthagene, à Porto-Bello ou à *Vera-Cruz;* et qu'on lui donnera notice dans lequel de ces trois endroits on eſt intentionné de tenir la foire, afin qu'elle ſache ou envoyer ſes vaiſſeaux, et que s'ils arrivent dans les dits ports et que la foire n'y eſt pas tenue, la compagnie puiſſe vendre ſes marchandiſes après un certain tems limité, à compter du jour de l'arrivée de ces vaiſſeaux dans un tel port.

Sa Majeſté deſirant donner au Roi de la Gr. Brétagne de nouvelles preuves de ſon amitié et raffermir l'union et la bonne correſpondance entre les deux nations a declaré et déclare que la foire ſera tenue regulièrement chaque année ſoit au Perou ou dans la nouvelle Eſpagne, et qu'il ſera donné notice à la Cour d'Angleterre du tems precis où la flotte ou Gallion fera voile pour les Indes, afin que la compagnie puiſſe à la même époque faire partir le vaiſſeau accordé par S. M. Catholique; et en cas que la flotte et les Gallions ne partiroient pas de Cadix avant la fin de Juin, il ſera permis à la dite compagnie de faire partir ſes vaiſſeaux en avertiſſant la

1716 *ſhip, giving notice of the day of her ſailing to the court of Madrid, or to the miniſter of his Catholic Majeſty who ſhall be at London; and when ſhe ſhall arrive at one of the three ports of Carthagena, Porto-Bello, or Vera-Cruz, ſhe ſhall be obliged to wait there for the Flota or Galleons four months, to be reckoned from the arrival of the ſaid ſhip; which term being expired, the company ſhall be allowed to ſell their goods without any hindrance; but it is to be underſtood, that if this ſhip of the company's be bound for Peru, ſhe ſhall go directly to Carthagena and Porto-Bello, without paſſing into the South-Sea.*

The ſaid company has alſo repreſented, that the number and price of Negroes to be bought in Africa being uncertain; and as they muſt be purchaſed with goods, not with money, the quantity of merchandize to be carried to that country cannot be exactly ſettled; and it being improper to run any hazard of having too few goods for that trade, it may happen that there will be an overplus: wherefore the ſaid company deſire that the goods which ſhall remain undiſpoſed of in exchange for the Negroes, may be carried to the Indies, otherwiſe they ſhould be obliged to caſt them into the ſea: for obtaining this the ſaid company offer, for the greater ſecurity, to depoſit the ſaid goods which ſhall remain overplus, in the firſt port belonging to his Catholic Majeſty which their ſhip ſhall reach, and in the King's warehouſes, to take the ſame on board again when the ſhip ſhall be on her return to Europe.

As to the article, importing that the overplus goods which ſhall not be diſpoſed of in purchaſing Negroes, and for want of warehouſes in Africa, are propoſed to be carried to the Indies, to be laid up in his Catholic Majeſty's ports, under two keys, one to be kept by the King's officers, and the other by the factors of the ſaid company, his Catholic Majeſty will grant it to be done only at the port of Buenos Ayres; becauſe between Africa and the ſaid port of Buenos Ayres, there is not any iſland or place under the dominion of the King of Great-Britain, where the ſhips belonging to the Aſſiento for Negroes can put in; but it is quite the contrary with reſpect to the navigation between Africa and the ports of Caracas, Carthagena, Porto-Bello, Vera-Cruz, Havanna, Porto-Rico and St. Domingo: for his Britannic Majeſty is among the windward iſlands poſſeſſed of the iſlands of Barbadoes, Jamaica and ſeveral others;

at

Cour de Madrid du jour de ſon depart, ou bien le Miniſtre 1716
de S. M. Catholique qui reſidera à Londres; et s'il arrivait qu'à l'un des trois ports de Carthagène, Porto-Bello ou Vera-Cruz elle ſerait forcée d'attendre la flotte ou les Gallions pendant quatre mois à compter du jour de l'arrivée du dit vaiſſeau, ce terme expiré la compagnie aura la permiſſion de vendre ſes marchandiſes ſans aucun empêchement; mais c'eſt à dire que ſi ce vaiſſeau de la Compagnie faiſait voile pour le Perou, il ira directement à Carthagène et Porto-Bello ſans paſſer la mer du Sud.

La dite Compagnie a de même repreſenté, que le nombre et le prix des Nègres à acheter en Afrique étant incertain, et ceux-ci devant être achetés pour des marchandiſes, non pour de l'argent, la quantité de marchandiſes à envoyer dans ces contrées ne peut être exactement determinée; et que comme il n'eſt pas convenable de courir quelque riſque d'avoir trop peu de marchandiſes pour ce commerce, il pourrait arriver qu'il y en eut de trop: pourquoi la dite Compagnie deſire que les biens qui reſteront ſans les avoir employés pour l'échange des Nègres puiſſent être envoyés aux Indes, ſans quoi on pourrait être forcé de les jetter en mer; pour obtenir cette permiſſion la Compagnie offre pour plus de ſureté de depoſer les dites marchandiſes qui ſeront de trop, dans le premier port appartenant à S. M. Catholique que toucheront ſes vaiſſeaux, et de les mettre dans les magazins du Roi, pour les recharger dans le vaiſſeau quand celui-ci ſera ſur ſon retour en Europe.

Quant à l'article portant que le ſurplus de marchandiſes dont il n'aura pas été diſpoſé pour l'achat des Nègres, et que par le defaut de magazins en Afrique on propoſe d'être transporté aux Indes pour y être depoſé dans les ports de S. M. Catholique ſous deux clefs, dont les officiers de S. M. Catholique garderont l'une, et les facteurs de la compagnie l'autre, Sa Majeſté Catholique n'accordera ceci que dans le port du Buenos Ayres; comme entre l'Afrique et le dit port de Buenos Ayres il n'y a aucune iſle ou place ſous la domination du Roi de la Grande-Brétagne, où les vaiſſeaux employés pour l'Aſſiento des Nègres pourraient relacher; mais c'eſt tout le contraire quant à la navigation entre l'Afrique et les ports de Caracas, Carthagène, Porto-Bello, Vera-Cruz, Havanna, Porto-Rico et St. Domingo: car S. M. Britannique poſſede entre les iſles du vent les iſles de Barbadoes, de la Jamaique et pluſieurs autres,

1716 *at which the ſaid Aſſiento ſhips may touch, and leave the ſaid overplus goods, which ſhall not have been exchanged for the Negroes, and take them in again when they return to Europe. By tis means all manner of ſuſpicion is taken away, and the proceedings in the affair of the Aſſiento ſhall be with good faith, which ought to be deſired on both ſides, and is moſt convenient. The factors of the ſaid company ſhall be obliged, as ſoon as the ſhip ſhall arrive in the port of Buenos Ayres, to give a declaration of all the ſaid goods to his Catholic Majeſty's officers, on condition that all the goods which ſhall not be declared, ſhall be immediately confiſcated and adjudged to his Catholic Majeſty.*

The ſaid company has likewiſe repreſented to his Catholic Majeſty ſome difficulty that has riſen about the payment of the duties of the year 1713, ſtipulated and aggreed on by the treaty of Aſſiento, in which it is ſaid, that the Aſſiento was to begin on the 1ſt day of may in the ſaid year: but the company having at the ſame time purchaſed the whole number of Negroes, to keep them under his Catholic Majeſty's protection till the ſigning of the treaty, the importing thoſe Negroes into the Indies was not permitted, by reaſon of the clauſe which was inſerted in the 18th article, namely, that the execution of the treaty ſhould not take place till the peace ſhould be proclaimed; ſo that the company was obliged to cauſe them to be ſold to the Britiſh colonies at conſiderable loſs. And though the company have not received any profit, but ſuffered loſs, by reaſon of the ſaid article, and of the ſaid clauſe inſerted in the ſaid treaty by his Catholic Majeſty's miniſters; yet the ſaid company are willing to give proofs of their moſt humble reſpect to his Catholic Majeſty, and propoſe to pay for the year 1714, that is to ſay, from the 1ſt of May, that year forwards, ſubmitting intirely to the pretenſion for two years, on condition his Catholic Majeſty will be pleaſed to grant to the ſaid company the permiſſion of ſending the ſhip on the terms above expreſſed, in which his Majeſty is intereſted for the fourth part of the gain, with five per cent on the other three parts; ſo that the ſaid company oblige themſelves to pay to his Catholic Majeſty's order, as ſoon as they ſhall have a favorable anſwer, not only the 200,000 pieces of eight by way of anticipation, but alſo the money due for the two years: which two ſums together amount to 466,666 pieces of eight and two-thirds.

His

où les dits vaiſſeaux d'Aſſiento peuvent entrer et y laiſſer leur ſurplus de marchandiſes qu'ils n'auront pas échangées pour des Nègres, pour les reprendre lorsqu'ils retournent en Europe. Par ces moyens toute ſorte de ſoupçon eſt écarté et on ſe conduira de bonne foi dans l'affaire de l'Aſſiento ce qui eſt à deſirer des deux côtés, et le plus convenable. Les facteurs de la dite compagnie ſeront obligés auſſitôt que le vaiſſeau arrivera dans le port de Buenos-Ayres, de donner une déclaration de tous les dits biens aux officiers de S. M. Catholique, avec cette condition, que tous les biens qui ne ſeront pas declarés, ſeront immédiatement confisqués et adjugés à S. M. Catholique. 1716

La dite compagnie a de même repreſenté à S. M. Catholique quelques difficultés qui ſe ſont elevées au ſujet du payement des droits de l'an 1713, ſtipulés et accordés par le traité d'Aſſiento, dans lequel il eſt dit, que l'Aſſiento commencerait le 1 May de la dite année: mais la compagnie ayant en même tems acheté tout le nombre de Nègres, pour les mettre ſous la protection de S. M. Catholique jusqu'à la ſignature du traité, l'importation de ces Nègres aux Indes ne fut pas permiſe, par le motif de la clauſe inſerée au 18ème article, portant que l'execution du traité n'aurait lieu qu'après la proclamation de la paix; de ſorte que la dite compagnie fut obligée de les faire vendre aux Colonies Anglaiſes avec une perte conſiderable. Et bien que la compagnie n'aye fait aucun profit mais ſouffert des pertes par le dit article et par la dite clauſe inſerée à ce traité par les Miniſtres de S. M. Catholique; cependant la dite compagnie deſire donner des marques de ſon très-humble reſpect pour S. M. Catholique et offre de payer pour l'année 1714 c'eſt à dire depuis le premier May et ainſi en ſuite, en ſe ſoumettant entierement à la prétenſion pour deux années à condition que S. M. Catholique veuille accorder à la dite Compagnie la permiſſion d'envoyer le vaiſſeau dans les termes ci-deſſus exprimés, dans lequel S. M. eſt intereſſée pour la quatrième partie du gain et avec 5 p. Ct. pour les autres trois quarts; de ſorte que la dite Compagnie s'engage à payer à l'ordre de S. M. Catholique auſſitôt qu'elle aura reçu une reponſe favorable non ſeulement 200,000 pieces de huit par anticipation mais auſſi l'argent dû pour les deux années, leſquelles deux ſommes montent enſemble à 466,666 pieces de huit et deux tiers.

1716 *His Catholic Majeſty having conſidered the ſaid repreſentation, has been pleaſed to grant, as he does grant to the ſaid company, that the ſaid Aſſiento ſhall commence from May 1, 1714; and conſequently that the ſaid company ſhall be obliged to pay the duties of the two years, which began on May 1, 1714, and ended on May 1, 1716, as well as the 200,000 pieces of eight, by way of anticipation; which ſum the ſaid company are obliged to pay at Amſterdam, Paris, London, or Madrid, all in one payment, or divided into ſeveral, as his Catholic Majeſty ſhall think fit; and in the like manner ſhall the payments be made for the future, as long as the ſaid Aſſiento laſts; for which payments the effects of the ſaid company ſhall be anſwerable.*

As to the yearly ſhip which his Majeſty has granted to the company, and which they have not ſent to the Indies in the three years 1714, 1715 and 1716; the company having obliged themſelves to pay his Catholic Majeſty, the duties and revenues of the aforeſaid three years, his Majeſty is pleaſed to make the ſaid company amends, by allowing them to divide the 1,500 tun, into ten annual parts, to begin the enſuing year 1717, and end in the year 1727; ſo that the ſhip granted by the treaty of Aſſiento, inſtead of being but of 500 tun, ſhall be of 650 tun, (each tun being to be computed at two pipes of Malaga in meaſure, and at 20 quintals in weight, as is the ordinary computation between Spain and England) during the ſaid ten years, on condition that the ſaid ſhip ſhall be ſearched and regiſtered by his Catholic Majeſty's miniſters and officers, who ſhall be at the ports of Vera-Cruz, Carthagena, and Porto-Bello.

The treaty of Aſſiento made at Madrid on March 26, 1713, ſhall remain in force, thoſe articles excepted which ſhall appear to be contrary to what is concluded and ſigned this day, which ſhall be aboliſhed and of no validity; and theſe preſents ſhall be approved, ratified, and exchanged on both ſides, within the term of ſix weeks, or ſooner if it be poſſible. In witneſs whereof, and by virtue of our full powers, we have ſigned theſe preſents, at Madrid, the $\frac{26}{15}$ of May, in the year 1716.

(L. S.) GEORGE BUBB.

(L. S.) *El Marq.* DE BEDMAR.

Sa Maj. Catholique ayant eu égard aux dites repre- 1716.
ſentations a jugé à propos d'accorder, et accorde à la dite compagnie que le dit Aſſiento commencera depuis le 1 May 1714 et en conſequence que la Compagnie ſera obligée de payer les droits pour les deux années qui ont commencé le 1 May 1714 et terminé le 1 May 1716, comme auſſi les 200,000 pieces de huit par anticipation, la quelle ſomme la Compagnie eſt tenue de payer à Amſterdam, Paris, Londres ou Madrid, le tout dans une ſomme ou diviſé en pluſieurs comme S. M. Catholique le jugera à propos et de la même maniere le payement ſera fait pour le futur auſſi longtems que durera l'Aſſiento; pour lequel payement les effets de la dite Compagnie repondront.

Quant au vaiſſeau annuel que S. M. a accordé à la Compagnie et qu'elle n'a pas envoyé aux Indes pour les trois années 1714. 1715 et 1716, la Compagnie s'étant engagée à payer à S. M. Catholique les droits et revenus des ſusdites 3 années S. M. juge à propos de dedomager la Compagnie en lui permettant de partager les 1500 tonneaux en dix parties, un dixieme pour chaque année à commencer de l'année ſuivante 1717 et à terminer en 1727, de ſorte que le vaiſſeau accordé par le traité d'Aſſiento au lieu d'être du port de 500 tonneaux ſera de 650 tonneaux (chaque tonneau évalué à la meſure de deux pipes de Malaga et au poids de 20 quintaux comme étant l'evaluation ordinaire entre l'Eſpagne et l'Angleterre) pendant les dites 10 années, ſous la condition que le dit vaiſſeau ſera viſité et regitré par les miniſtres et officiers de S. M. Catholique qui ſe trouveront aux ports de Vera-Cruz, Carthagene et Porto-Bello.

Le traité d'Aſſiento ſigné à Madrid le 26 Mars 1713 demeurera en vigueur, ces articles exceptés qui ſe trouveront contraires à ce qui eſt conclu et ſigné ce jour, les quels ſeront abolis et d'aucune validité; et les preſents ſeront approuvés ratifiés et échangés de part et d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines ou plutôt s'il eſt poſſible. En foi de quoi et en vertu de nos pleins pouvoirs nous avons ſigné ces preſentes, à Madrid le $\frac{25}{14}$ May de l'an 1716.

(L. S.) GEORGE BUBB.

(L. S.) *El Marq.* DE BEDMAR.

18.

1716 *Traité de paix et de commerce entre le Roi de la Gr. Brétagne et le royaume de Tripoli; signé le 19 Juil. 1716* *).

(POSTLETHWAY. *Universal. Dictionary* Vol. II. art. *Treaties.*)

Articles of Peace and Commerce, between his most sacred Majesty George, by the grace, &c. and the most excellent lords Mahomet Bey, Yusouf dey, Shaaban rais, the divan, and the rest of the officers and people of the city and kingdom of Tripoly, renewed, concluded, and ratified, this 19th of July 1716 by John Baker, Esq., vice-admiral, &c.

ART. I.

Paix. In the first place, it is agreed and concluded, that from this time forward for ever, there shall be a true and inviolable peace, between the most serene king of Great-Britain, and the most illustrious lords and governors of the city and kingdom of Tripoly in Barbary, and between all the dominions and subjects of either side; and if the ships and subjects of either party shall happen to meet upon the seas, or elsewhere, they shall not molest each other, but shall shew all possible respect and friendship. (Item 1751, art. I.)

ART. II.

Douanes. That all merchant-ships belonging to the dominions of Great-Britain, and trading to the city or any other part of the kingdom of Tripoly, shall pay no more than three per cent custom, for all kinds of goods they shall sell; and as for such as they shall not sell, they shall be permitted freely to embark them again on board

*) Plusieurs articles de ce traité ont été repétés de mot à mot dans le traité de 1751 qu'on trouve dans WENCK *Corp. Jur. Gent.* T. II. p. 573. mais d'autres ont été supprimés, d'autres augmentés, comme je l'ai observé à la fin de chaque article.

board their ships, without paying any sort of duty whatsoever, and shall depart without any hinderance or molestation. (It. 1751. art. 2.) 1716

ART. III.

That all ships and other vessels, as well those belonging to the said king of Great-Britain, or to any of his Majesty's subjects, as those belonging to the kingdom or people of Tripoly, shall freely pass the seas, and traffic where they please, without any search, hinderance, or molestation, from each other: and that all persons or passengers, of what country soever; and all monies, goods, merchandizes and moveables, to whatsoever people or nation belonging, being on board of any the said ships or vessels, shall be wholly free, and shall not be stopped, taken, or plundered, nor receive any harm or damage whatsoever, from either party. (It. 1751. art. 3.) *Navires exemts de prise.*

ART. IV.

That the Tripoly ships of war, or any other vessels thereunto belonging, meeting with any merchant-ships, or other vessels of the king of Great-Britain's subjects (not being in any of the seas appertaining to any of his Majesty's dominions) may send on board one single boat, with two fitters, besides the ordinary crew of the rowers; and no more but the two fitters to enter any of the said merchant-ships, or any other vessels, without the express leave of the commander of every such ship or vessel: and then, upon producing to them a pass under the hand and seal of the lord high admiral of England, or the commissioners for executing of the said office, the said boat shall presently depart, and the merchant-ship or ships, vessel or vessels, shall proceed freely on her or their voyage. And though the commander or commanders, of the said merchant-ship or ships, vessel or vessels, produce no pass from the lord highadmiral of England, or &c. yet, if the major part of the ships or vessels company be subjects to the said king of Great-Britain, the said boat shall presently depart, and the merchant-ship or ships, vessel or vessels shall freely proceed on her or their voyage; and any of the said ships of war, or other vessel of his said Majesty, meeting with any ship *Visitation.*

1716 ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, belonging to Tripoly, if the commander or commanders of any ſuch ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, ſhall produce a paſs, ſigned by the chief governors of Tripoly, and a certificate from the Engliſh conſul reſiding there; or, if they have no ſuch paſs or certificate, yet if the major part of their ſhips company or companies be Turks, Moors, or ſlaves belonging to Tripoly, then the ſaid Tripoly ſhip or ſhips, veſſel or veſſels, ſhall proceed freely. (Item 1751. art. 4.)

ART. V.

Violences defendues. That not commander or other perſon, of any ſhip or veſſel of Tripoly, ſhall take out of any ſhip or veſſel of his ſaid Majeſty's ſubjects, any perſon or perſons whatſoever, to carry them any where to be examined, or upon any other pretence, nor ſhall uſe any torture or violence unto any perſon, of what nation or quality ſoever, being on board any ſhip or veſſel of his Majeſty's ſubjects, upon any pretence whatſoever. (Item 1751. art. 5.)

ART. VI.

Naufrage. That no ſhipwreck belonging to the ſaid king of Great-Britain, or to any of his Majeſty's ſubjects, upon any part of the coaſt belonging to Tripoly, ſhall be made or become prize; and that neither the goods thereof ſhall be ſeized, nor the men made ſlaves, but all the ſubjects of Tripoly ſhall do their beſt endeavours to ſave the ſaid men, and their effects. (Item 1751. art. 6.)

ART. VII.

Neutralité. That no ſhip or any other veſſel of Tripoly, ſhal have permiſſion to be delivered up, or to go to any other place in enmity with the ſaid king of Great-Britain, to be made uſe of as corſairs at ſea againſt his Majeſty's ſubjects. (Item 1751. art. 7.)

ART. VIII.

Priſes non vendues. That if any ſhip or veſſel of Tunis, Algiers, Tetuan, or Sallee, or of any other place being in war with the ſaid king of Great-Britain, bring any ſhips or veſſels, men or goods, belonging to his ſaid Majeſty's ſubjects, to Tripoly, or to any port or place in that kingdom, the governors there ſhall not permit them

them to be ſold within the territories of Tripoly. 1716
(Item 1751. art. 8.)

ART. IX.

That if any ſubject of the king of Great-Britain *Succeſſions.*
happens to die in Tripoly, or its territorities, his goods or monies ſhal not be ſeized by the governors or miniſtres of Tripoly, but ſhall all remain with the Engliſh conſul. (Item 1751. art. 9.)

ART. X.

That neither the Engliſh conſul, nor any other *Debts.*
ſubject of the ſaid king of Great-Britain, ſhall be bound to pay the debts of any other of his Majeſty's ſubjects unleſs they become ſurety for the ſame by a public act. (Item 1751. art. 10.)

ART. XI.

That the ſubjects of his ſaid Majeſty in Tripoly, *Juriſdiction.*
or its territories in matter of controverſy, ſhall be liable to no other juriſdiction but that of the dey or divan, except they happen to be at difference between themſelves in which caſe, they ſhall be liable to no other determination but that of the conſul only. (Item 1751. art. 11.)

ART. XII.

That in caſe any ſubject of his Majeſty, being in *Peines.*
any port of the kingdom of Tripoly, ſhall happen to ſtrike, kill or wound a Turk or Moor, if he be taken, he is to be puniſhed in the ſame manner, and with no greater ſeverity, than a Turk ought to be, being guilty of the ſame offence: but if he eſcape, neither the ſaid Engliſh conſul, nor any other of his ſaid Majeſty's ſubjects, ſhall be in any ſort queſtioned or troubled on that account. (Amplifié 1751. art. 12.)

ART. XIII.

That the Engliſh conſul now, or at any time he- *Droits du Conſul.*
reafter, reſiding at Tripoly, ſhall be there at all times with intire freedom and ſafety of his perſon and eſtates, and ſhall be permitted to chooſe his own interpreter and broker, and freely go on board any ſhip in the road, as often and when he pleaſes; and to have the liberty of the country; and that he ſhall be allowed a place to pray in, and that no man ſhall do him any injury in word or deed. (Ampl. 1751. art. 13.)

ART.

1716

ART. XIV.

Cas de rupture

That not only during the continuance of this peace and friendſhip, but likewiſe if any breach or war happen to be hereafter, between the ſaid king of Great-Britain and the city and kingdom of Tripoly, the ſaid conſul, and all other his Majeſty's ſubjects inhabiting in the kingdom of Tripoly, ſhall always, and at all times, both of peace and war, have full and abſolute liberty to depart, and go to their own country, or any other, upon any ſhip or veſſel, of what nation ſoever they ſhall think fit, and carry with them all their eſtates, goods, families, and ſervants, though born in the country, without any interruption or hinderance (Item 1751. art. 14.)

ART. XV.

Paſſagers.

That no ſubject of his ſaid Majeſty, being a paſſenger from or to any port, ſhall be any way moleſted and meddled with, though he be on board any ſhip or veſſel in enmity with Tripoly. (Ampl. 1751. art. 15.)

ART. XVI.

Priſes.

That if any ſhips of war of the ſaid king of Great-Britain come to Tripoly, or to any other port or place of that kingdom, with any price, they may freely ſell it, or other wiſe diſpoſe of it at their own pleaſure, without being moleſted by any: and that his Majeſty's ſaid ſhips of war ſhall not be obliged to pay cuſtoms in any ſort; and that, if they ſhall want proviſions, victuals, or any other things, they may freely buy them at the rate in the market. (Supprimé 1751.)

ART. XVII.

Eſclaves fugitifs.

That when any of his Majeſty's ſhips of war ſhall appear before Tripoly, upon notice thereof given by the Engliſh conſul, or by the commanders of the ſaid ſhips, to the chief governors of Tripoly, public proclamation ſhall be immediately made, to ſecure the Chriſtian captives; and if, after that, any Chriſtians whatſoever make their eſcape, on board any of the ſaid ſhips of war, they ſhall not be required back again, nor ſhall the ſaid conſul or commander, or any other his Majeſty's ſubjects, be obliged to pay any thing for the ſaid Chriſtians. (Item 1751. art. 16.)

ART.

ART. XVIII. 1716

That all merchant-ships coming to the city or kingdom of Tripoly (though not belonging to Great-Britain) shall have free liberty to put themselves under the protection of the British consul, in selling and disposing of their goods and merchandize, if they shall think proper, without any hinderance or molestation. (Item 1751. art. 17.) *Protection aux étrangers.*

ART. XIX.

That at all times, when any ship of war, of the king of Great-Britain &c., carrying his said Majesty's flag, appears before the said city of Tripoly, and comes to an anchor in the road, immediately after notice thereof given by his said Majesty's consul, or officer from the ship, unto the dey and government of Tripoly, they shall, in honour to his Majesty, cause a salute of twenty-seven cannon to be fired from the castle and forts of the city; and that the said ship shall return an answer, by firing the same number of cannon. (Item 1751. art. 18.) *Salut.*

ART. XX.

That no merchant-ship belonging to Great-Britain, or any other nation under the protection of the English consul being in the port of Tripoly, shall be detained from proceeding to sea on her voyage longer than three days, under pretence of arming out the ships of war of this government, or any other whatsoever. (Supprimé 1751.) *Embargo.*

ART. XXI.

That no subject of the king of Great-Britain &c., shall be permitted to turn Mussulman in the city and kingdom of Tripoly (being induced thereunto by any surprize whatsoever) unless he voluntarily appears before the dey or governors, with the English consul's interpreter, thrice in twenty four hours space, and every time declares his resolutions to become a Mussulman. (Modifié 1751. art. 19.) *Renegats.*

ART. XXII.

That the most serene king of Great-Britain's consul, residing in Tripoly aforesaid, shall have liberty, at all times when he pleases, to put up his said serene Majesty's flag on the top of his house, and there to continue it spread as long time as he pleases; likewise *Pavillon arboré par le Consul.*

1716 the ſaid conſul to have the ſame liberty of putting up and ſpreading the ſaid flag in his bout, when he paſſes on the water; and no man whatſoever to oppoſe, moleſt, diſturb, or injure him therein, either by word or deed. (Supprimé 1751.)

ART. XXIII.

Minorque et Gibraltar.

That whereas the iſland of Minorca, in the Mediterranean Sea, and the city of Gibraltar, in Spain, have been yelded up and annexed to the crown of Great-Britain, as well by the king of Spain, as by all the ſeveral powers of Europe engaged in the late war; now it is hereby agreed and fully concluded, That from this time forwards, for ever, the ſaid iſland of Minorca, and city of Gibraltar, ſhall be eſteemed in every reſpect, by the governement of Tripoly, to be part of his Britannic Majeſty's own dominions, and the inhabitants thereof to be looked upon as his Majeſty's natural ſubjects, in the ſame manner as if they had been born in any part of Great-Britain; and they, with their ſhips and veſſels wearing Britiſh colours, ſhall be permitted freely to trade and traffic in any part of the kingdom of Tripoly, and ſhall paſs without any moleſtation whatſoever, either on the ſeas or elſewhere, in the ſame manner, and with the ſame freedom and privileges, as have been ſtipulated in this and all former treaties, on behalf of the Britiſh nation and ſubjects. (Amplifié 1751. art. 21.)

ART. XXIV.

Environs exempts de croiſières.

And whereas in the treaty of peace concluded in the reign of king Charles II. in the year 1676 *a*) by Sir John Narborough, Knt. an article was inſerted, by which the ſhips and veſſels of Tripoly were not permitted to cruize before, or in ſight of, the port of Tangier, then belonging to Great-Britain: now it is hereby concluded and ratified, That, in the ſame manner, none of the ſhips or veſſels belonging to Tripoly ſhall cruize, or look for prizes, before or in ſight of the ports of the iſland of Minorca, and the city of Gibraltar or to diſturb or moleſt the trade thereof, in any manner whatſoever. (Ajouté à l'art. 21. de 1751.)

ART.

a) DUMONT T. VII. P. I. p. 319.

ART. XXV. 1716

That all and every the articles in this treaty ſhall be inviolably kept and obſerved between his moſt ſacred Majeſty of Great-Britain, and the moſt illuſtrious lords and governors of this city and kingdom of Tripoly, and all other matters not particularly expreſſed in this treaty, and provided for in any former, ſhall ſtill remain in full force, and ſhall be eſteemed the ſame as if inſerted here. Dated in the preſence of Almighty God, in the city of Tripoly, this 19th day of July 1716 according to the Chriſtian computation; and of the Muſſulman Hejira, the 10th of the moon Shaaban 1128. (art. 30. 1751.) *Traités précédens.*

19.

Traité de paix et de commerce entre le Roi de la Grande-Bretagne et Ali-Baſcha Haſſain Ben Ali Bey Cara Muſtafa Bey, le Aga et le Divan de la noble ville de Tunis et tout le corps de la milice du dit royaume; renouvellé et ſigné le 30 Août (v. ſt.) 1716 par John Baker, Vice-Amiral &c. 30 août.

Ce traité ſe trouve en anglais dans POSTLETHWAYT *univerſal dictionary* art. *treaties*. Mais comme il convient de mot à mot avec les 18 premiers articles du traité de 1751 qu'on trouve dans WENCK *Cod. J. Gent.* T. II. p. 583. j'ai cru inutile de l'inſerer ici.

20.

1716 Articles of peace and commerce between
29 Oct. the moſt Serene and Mighty Prince George, by the grace of God, King of Great-Britain, France and Ireland; defender of the Chriſtian Faith etc. and the moſt Illuſtrious Lord Ally Dey Baſhaw, and Governor of the famous city and kingdom of Algiers, in Barbary; ratified, confirmed, and renewed, by Capitain Coningsby Norbury, Commander of his Majeſty's ſhip Argyle, Capitain Nicholas Eaton, Commander of his Majeſty's ſhip Cheſter, and Thomas Thompſon Eſq., his Majeſty's Conſul at Algiers, on the 29th Day of October 1716, by virtue of a full power given and granted to us by John Baker Eſq.; Vice-Admiral of the blue ſquadron of his Britannic Majeſty's fleet, and Admiral and Commander in Chief of his Majeſty's ſhips employed and to be employed in the Mediterranean.

(CHALMER'S *Collection of treaties.* T. II. p. 376.)

ART. I.

In the firſt place, it is agreed and concluded, that from this day and for ever forwards, the peace made by Arthur Herbert, Eſquire, then Admiral of his Majeſty's fleet, Sir William Soames, Bart. ambaſſador to the Grand Signior in the year 1686, with the additional articles agreed to with Capitain Munden, and Conſul Cole, in the year

20.

Articles de paix et de commerce entre le Sereniſſime et très Puiſſant Prince George par la grace de Dieu Roi de la Grande-Brétagne, France et Irlande, defenſeur de la foi etc. et le très-illuſtre Seigneur Ally Dey Baſhaw et Gouverneur de l'illuſtre ville et royaume d'Algèr en Barberie; ratifiés, confirmés et renouvellés par le Capitaine Coningsby Norbury, Commandeur du vaiſſeau de S. M. l'Argile, le Capitaine Nicolas Eaton Commandeur du vaiſſeau de S. M. le Cheſter et Thomas Thompſon Eſq.; Conſul de S. M. à Algèr le 29 Octobre 1716 en vertu d'un pleinpouvoir qui nous à été donné par Jean Baker Eſq.; Vice-Amiral de la bleue de la flotte de S. M. et Amiral et Commandant en Chef des vaiſſeaux de S. M. employés et à employer dans la mediterranée. 1716 29 Oct.

(*Traduction privée.*)

ART. I.

Premierement il eſt arrêté et conclu que de ce jour et pour toujours à l'avenir la paix faite par Arthur Herbert Eſquire alors Amiral de la flotte de S. M. Sir William Soames Baronet, Ambaſſadeur près le Grand Seigneur, en 1686 *) avec les articles additionels convenus avec le Capitaine Munden et le Conſul Cole en 1700 **), et *Paix confirmée.*

*) DUMONT T. VII. P. II. p. 126.

**) CHALMER's T. II. p. 361. 386.

1716 *year 1700; and likewise the farther additional articles agreed to with George Byng Esq.; then Rear-Admiral of the red squadron of her Majesty's fleet; in the year 1703; be renewed and confirmed, and together with the additional articles agreed to in this treaty with Capitain Coningsby Norbury, Commander of his Majesty's ship Argyle, Capitain Nicholas Eaton, Commander of his Majesty's ship Chester, and Thomas Thompson Esq.; his Majesty's Consul at Algiers, be kept inviolable between the most Serene King of Great-Britain, France and Ireland, defender of the Christian Faith &c. and the most Illustrious Lord Ally Bashaw, Dey and Governor of the warlike city of Algiers in the west, the Aga, Kahya, and the rest of the honourable seniors of the Divan, and between all the dominions and subjects of either side; and that the ships and other vessels, and the subjects and people, of either side, shall not henceforth do to each other any harm, offence, or injury, either in word or deed, but shall treat one another with all possible respect and friendship. And if any demands or pretensions shall be now left depending between the subjects or others of either party, they shall be amicably redressed, and full satisfaction shall be made to each other according to the truth and justice of their claim and, that this treaty shall not cancel or make void the same.*

ART. II.

That as the island of Minorca, in the Mediterranean sea, and the city of Gibraltar, in Spain, have been yielded and annexed to the crown of Great-Britain, as well by the King of Spain as by all the several Powers of Europe engaged in the late war: now it is hereby agreed and fully concluded that from this time forward, for ever, the said island of Minorca, and city of Gibraltar, shall be esteemed in every respect, by the government and people of Algiers, to be part of his Britannic Majesty's dominions; and the inhabitans thereof be looked upon as his Majesty's natural subjects, in the same manner as if they had been born in any other part of Great-Britain; and they, with their ships and vessel wearing British colours, and being furnished with proper passes, shall be permitted freely to trade and traffic in any part of the dominions of Algiers, and shall pass without any molestation whatsoever, and shall have the same liberties and privileges that are stipulated in this,

and

de même les articles additionels ulterieurs convenus avec George Byng Esq.; alors Contre-Amiral de la rouge de la flotte de S. M. en 1703 *), ſont renouvellés et confirmés et enſemble avec les articles additionels convenus dans le préſent traité avec le Capitaine Coningsby Norbury, Commandeur du vaiſſeau de S. M. l'Argile, le Capitaine Nicolas Eaton, Commandeur du vaiſſeau de S. M. le Cheſter et Thomas Thompſon, Conſul de S. M. à Algèr ſeront obſervés inviolablement entre le Sereniſſime Roi de la Gr. Brétagne, France et Irlande, défenſeur de la foi &c. et le très-illuſtre ſeigneur Ally Baſhaw Dey et Gouverneur de la noble ville d'Algèr à l'oueſt le Aga Kahya et les autres honorables membres du Divan et entre tous les domaines et ſujets des deux côtés; et que les vaiſſeaux et autres navires et les ſujets et peuple de part et d'autre, ne ſe feront à l'avenir aucun mal, offenſe ou injure ſoit verbale ſoit reelle, mais ſe traiteront les uns les autres avec tous les égards et amitié poſſibles. Et s'il reſte encore quelques prétenſions elevées entre les ſujets ou autres des deux parties, elles ſeront arrangées amiablement, et pleine ſatisfaction ſera donnée à chacun en conformité de la verité et de la juſtice de leur prétenſion, et ce traité ne pourra pas les anuller ou les rendre invalides. 1716

ART. II.

Que comme l'île de Minorque, dans la mediterranée et la ville de Gibraltar en Eſpagne ont été cedées et attachées à la couronne de la Gr. Brétagne, tant par le Roi d'Eſpagne, que par toutes les autres Puiſſances de l'Europe engagées dans la derniere guerre: il eſt maintenant arreté et pleinement convenu par le préſent traité que dès à preſent et pour toujours la dite île de Minorque et ville de Gibraltar ſeront conſiderées à tous les égards par le gouvernement et le peuple d'Algèr faire partie des poſſeſſions de S. M. Britannique, et leurs habitans ſeront conſidérés comme les ſujets naturels de S. M. et comme s'ils étaient nés dans quelque autre partie de la Grande-Brétagne, et eux, leurs vaiſſeaux et navires portant pavillon Britannique et étant munis de paſſeports convenables, pourront librement trafiquer et faire le commerce dans toutes les parties des poſſeſſions d'Algèr et paſſeront ſans aucune moleſtation quelconque et auront les mêmes libertés et privilèges ſtipulés dans ce traité et dans tous les autres traités relative- *Minorque; Gibraltar.*

*) Voyés plus haut p. 36.

1716 *and have been made in all other treaties in the behalf of the Britiſh nation and ſubjects; and therefore none of the cruizers of Algiers ſhall at any time cruize within ſight of the ports of the ſaid iſland of Minorca and city of Gibraltar.*

ART. III.

That if an Engliſh ſhip ſhall receive on board any paſſengers and goods belonging to the kingdom of Algiers, they ſhall defend them and their goods, ſo far as lieth in their power, and not deliver them to their enemies; and, the better to prevent any unjuſt demands being made upon the Crown of Great-Britain, and to avoid diſputes and differences that may ariſe, all goods and merchandizes that ſhall from henceforward be ſhipped by the ſubjects of Algiers on board the ſhips or veſſels of Great-Britain upon freight, ſhall be firſt regiſtered in the office of Cancellaria, before the Britiſh conſul reſiding in the port where they are ſo ſhipped, and the quantity, quality, and value thereof ſhall be expreſſed, and the conſul is to manifeſt the ſame in the clearance given to the ſhip or veſſel before ſhe ſhall depart; to the end, that if any cauſe of complaint ſhould happen hereafter, there may be no greater claim made on the Britiſh nation, than what by this method may be proved juſt and equitable.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

ART. IV.

That if any of the Algerine cruizers ſhall meet with any Britiſh ſhips provided with ſcollop paſſes, of either ſhips or ſattees, that ſhall fit with thoſe delivered to them by the Britiſh conſul, they ſhall paſs free and unmoleſted.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

ment à la Nation Britannique et ſes ſujets; et en conſe- 1716
quence aucun des Corſaires Algèriens ne croiſera en aucun tems à la vue des ports de la dite Ile de Minorque et de la ville de Gibraltar.

ART. III.

Que ſi un vaiſſeau Anglais recevait à ſon bord quelques paſſagers et marchandiſes appartenant au royaume d'Algèr il les defendra pour leur perſonne et leurs biens autant qu'il eſt en ſon pouvoir et ne les livrera point à leurs ennemis; et afin de prevenir toute demande injuſte formée à la charge de la Couronne de la Grande-Brétagne, et pour écarter les diſputes et les differends qui pourroient ſurvenir, tous les biens et marchandiſes qui à l'avenir ſeront chargés par les ſujets d'Algèr à bord de vaiſſeaux ou navires de la Grande-Brétagne, en payant le fret, ſeront précédemment enregiſtrés dans l'office de la Chancellerie devant le Conſul Britannique reſidant dans le port où ils ſont ainſi chargés et la quantité, la qualité et la valeur en ſera exprimée; et le Conſul en fera mention dans la déclaration donnée au vaiſſeau ou navire avant ſon départ; afin que ſi dans la ſuite il ſurvenait quelque motif de plaintes, il ne puiſſe être formé de prétenſion plus forte contre la Nation Britannique que ce qui par cette voye pourra ſe prouver être juſte et équitable.

Marchandiſes d'Algèr ſur vaiſſeau Anglais.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON,
(L. S.) THO. THOMSON.

ART. IV.

Que ſi quelqu'un des Corſaires Algèriens rencontrait quelques vaiſſeaux Britanniques munis de paſſeports chantournés ſoit de vaiſſeau ou navire à voile latine *), qui repondront à ceux delivrés à eux par le Conſul Britannique, ils paſſeront librement et ſans être moleſtés.

(L. S.) CON. NORBURY.
(L. S.) N. EATON.
(L. S.) THO. THOMSON.

*) Sorte de navires à trois mats dont on ſe ſert dans la méditerranée; je n'oſe traduire *fatteau* ce qui eſt une groſſe barque dont ſe ſervait la compagnie du baſtion pour la pêche du Coraſl (Dict. de *Trevoux* v. *fatteau*). Au reſte il ſe peut que cette diſtinction entre vaiſſeau et navire ſe rapporte à la figure imprimée ſur les paſſeports Turcs coupés en deux en ſerpentant, dont les Turcs gardent l'une, et la puiſſance contractante l'autre moitié (*Carta partita.*)

21.

1717 *Firman accordé 1717 par l'Empereur Furrukſeer à la Compagnie Anglaiſe pour faire le commerce au Bengale à Bahar et Oriſſa.*

[BOLTS *conſiderations on India affairs* Tom. III. p. 6 – 13. en Perſan et Anglais *a*).]

The governors, agents, perſons engaged in public affairs, jagueerdars, fowzdars, collectors of the revenues and of the tolls, and the zemindars, preſent and future, who in the Subah of *Bengal*, *Bahar*, and *Oriſſa*, the port of *Hoogly* and other ports of the ſaid Subah, are in hopes of the Imperial favour, Know, that at this time, attended with conqueſt and cloſed with victory, Mr. John Surman and Cogee Serhaud, gomaſtahs for the Engliſh Company, have cauſed to be repreſented to the court which diſpenſes juſtice and cheriſhes equity, "that by the ordres of (the protected by the divine clemency, ſupported by heavenly grace, ſprinkled with the mercies of the Creator, the only God;) the late Emperor (whoſe place is in Paradiſe, eternally happy; may God reward him with his glorious favour!) as well as by former grants, the cuſtoms of the Engliſh Company in the empire protected by heaven (except at the port of *Surat*) are forgiven; and as in the port of *Hoogly* they pay yearly into the high treaſury of the *Sircar* three thouſand rupees, by way of tribute, in lieu of duties, they are in hopes, that according to former grants, the auguſt Firman may continue this indulgence." — The order, which ſubdues the world, and brings the univerſe to ſubjection, therefore now iſſues forcibly abroad, that the goods and effects which their gomaſtahs may bring or carry within the ports, borders and quarters of the Subahs, by Land or by water, ye knowing the duties thereof

a) BOLTS obſerve qu'il y a trois differentes traductions de ce firmaun, dans les *Reports of the houſe of Commons* Vol. III. p. 196. 202 et 473; et que dans la ſienne il s'eſt attaché le plus que poſſible à la lettre de l'original Perſan.

thereof to be exempted, let them have their free choice 1717
of buying and selling; receive yearly the ſtipulated ſum of three thouſand rupees, and beſides that, let them not be moleſted on any account. And if in any place any of their effects be ſtolen, let the officers endeavour diligently to recover them, and deliver the thieves to puniſhment, and the effects to the owner. And wherever they build a factory (or warehouſe) and buy and ſell goods and merchandize, be aſſiſtant and favourable to them in reaſonable affairs. And upon whatever perſon from among the merchants, weavers &c., they may have any juſt demand, cauſe juſtice to be done to their gomaſtahs agreeably to equity and the account; and ſuffer not that any perſon injure their gomaſtahs, or under pretence of ghatbarry &c. impede their boats, hired on their own. — They have alſo repreſented to the moſt holy and exalted court "that in the Subahs the dewans demand the original patent confirmed under the ſeal of the nazim and provincial dewan; that as it is difficult to convey the original patent to every place, they hope that credit may be given to a copy under the ſeal of the Kazy and that no demand may be made of the original patent, or any impediments occaſioned on account of the nazim or the dewan's confirmation; alſo that there is a factory of the Company eſtabliſhed at Calcutta that the talookdary of *Calcutta*, *Sootawuty*, and *Govindpore* in the diſtrict of the Purgunnah of *Ameerabad* &c. of the Subah of *Bengal*, which is of the zemindars *b*) of old, yields annually the ſum of one thouſand one hundred and ninety-five rupees, and ſix annas, and there are thirty eight villages, whereof the amount of eight thouſand one hundred and twenty-one rupees and eight annas, is the ſettled revenue according to the ſtipulation, they requeſt theretofore, that they may be alſo indulged with the talookdary agreeably

b) Bolts obſerve que ce paſſage des demandes des deputés, lequel eſt abſolument inintelligible dans l'original, fait ſuppoſer qu'ils ont couvert de propos delibéré ce paſſage d'obſcurité, pour en impoſer à l'Empereur et pour avoir un prétexte à priver les anciens Zemindars dans les environs de Calcutta de leur *talookdary* (ſous-diviſion de Zemindarie) et des 38 villages; ce qui dans la ſuite a été très injuſtement effectué en provoquant au preſent Firman.

1717 ably to the ſtipulation, and pay the amount thereof, year by year into the treaſury." — The order replete with juſtice is therefore iſſued, that credit be given to the copy under the ſeal of the Kazy or Kazys, and that they remain with the villages which they have bought, according to the former cuſtom; and moreover, agreeably to their petition, we are graciously pleaſed to permit, that they purchaſe the talookdary from the owners and that the Dewans of the Subah may paſs the ſame.

They have likewiſe humbly repreſented, "that in the time of (the ſupported by the great ſupporter, favoured by the Almighty, whoſe place, &c. may he be cauſed to dwell in the higheſt ſeats of Paradiſe) the late Emperor, an allowance (*cuſſore*) was taken in the treaſuries of the Subahs, on the coins ſtruck at *Chinapatan*, and now ſince the ſaid coins are ſtruck after the manner of the port of *Surat*, they (the ſlaves) ſuffer a loſs, and they therefore pray, the high order may be iſſued, that agreeably to the cuſtom of the Port of *Surat* &c. there be no impediment in the ſtandard coins; and that whoever be indebted to the Company's ſervants, and run away, they may ſend him to the chief of the factory; and that they may not be expoſed to inſult, under pretence of the fowzdary and other prohibited articles, on account of which the gomaſtahs and dependents of the company are much diſtreſſed." — The poſitive and ſublime order is therefore iſſued, that from the fifth year of the fortunate reign, if the coin of *Chinapatan* be ſtruck like the coin of the proſperous port of *Surat*, ye do not moleſt them under pretence of *cuſſore;* and whoever be indebted to the ſervants, and run away, ye take him and deliver him up to the chief of the factory, and do not moleſt them under pretence of their taking the prohibited articles.

They have likewiſe repreſented "that there are eſtabliſhed factories of the Company in *Bengal*, *Bahar*, and *Oriſſa*, and as they want to ſettle other factories in various places, they are in hopes, that wherever they eſtabliſh a factory, they may be favoured from the Sircar with forty begas of ground for their factories; alſo, that by reaſon of tempeſts ſome times their ſhips

ſhips are caſt on ſhore near the ports, and are wrecked, and the governors of the ports oppreſſively ſeize their effects, and in ſeveral places demand the ſhare of one fourth; and they prey: that in the iſland of *Bombay*, where Fringuy (*Portugueze*) coins are current, the fortunate coins may be ſtruck in the manner of *Chinapatan*." — Therefore the world-ſubduing order, which muſt neceſſarily be obeyed, is iſſued, that ye tranſact their affairs as in other factories, and that ye take all neceſſary care to preſerve the effects of the wrecked or ſtranded ſhipping of theſe able people, who have got factories in the imperial ports, who tranſact buſineſs at the ſublime court, and who have obtained our munificent Firmauns of exemption from duties. And in the iſland of *Bombay* let the fortunate coins be current after the cuſtom of the Empire, and in all things conforming to the reſplendent grant, diligently avoid diſobeying this auguſt command, and do not demand a new patent every year: in this point be ſtrictly punctual. 1717

Written on the 27th of the ſacred month *Mokarrum*, in the fifth year of the proſperous reign (6 Janvier 1717.)

By the command of Seyd Abdullah Khawn Vizier &c. (*dans l'original ſont ajoutés tous ſes titres.*)

1718 au même prix dont l'Entrepreneur des Fourages de la Place, où ils auront été ou conduits, sera convenu pour la Cavallerie de la Guarnison; Et au cas qu'il n'y eut pas d'Entrepreneur, au prix que les dits Fourages vaudront en la dite Place, sans que l'on puisse demander plus d'une ration de Fourage par jour pour la nourriture de chaque Cheval.

ART. V.

Recompense. Pour engager les Peuples des trois Dominations dans les Pais-Bas, et même les Militaires, à arrêter les Déserteurs, et à les conduire dans les Places de la Frontiere de la Domination, où ils auront été arretez, on est convenu de part et d'autre, de payer pour chaque Déserteur, sçavoir pour un Fantassin, Cavalier ou Dragon à pieds dix patacons, faisant vingt huit florins, monnoye courante des Pais-Bas Autrichiens, ou la même valeur intrinseque de part et d'autre, et pour chaque Cavalier ou Dragon à cheval, le double; Ensorte qu'un Paisan, un Militaire, ou autre qui aura conduit le Déserteur dans la Place la plus voisine de la Domination où il aura été arrêté, y sera payé de la récompense ci-dessus expliquée, sçavoir, de la part de Sa Majesté Impériale par les Receveurs de ses droits d'entrée et de sorties sur les certificats des Gouverneurs ou Commandants des dites Places, qui seront autorisés à faire lesdits payements; quand même le Regiment dont il sera deserté, seroit éloigné de la susditte Place, pour s'en faire rembourser par ceux à qui il apartiendra.

De la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, il sera payé par les Ordres du Gouverneur, ou du Commandant de la Ville où le Déserteur sera emmené, à celuy qui remettra le dit Déserteur, quand même le Regiment dont il auroit deserté, seroit éloigné de la dite place.

Et de la part des Seigneurs Etats Généraux, il sera aussi payé par les ordres du Gouverneur ou Commandant de la Ville, où le Déserteur sera emmené, à celuy qui remettra le dit Déserteur, quand même le Regiment dont il auroit deserté, seroit éloigné de la dite Place.

ART.

ART. VI. 1718

Il ſera deffendu réciproquement aux Officers de part et d'autre de pourſuivre et d'enlever, ou de faire pourſuivre et enlever les Déſerteurs de leurs Trouppes, hors des Terres de l'obeiſſance de leurs Maitres; pourront cependant requerir les Habitants du lieu de la Domination êtrangere, où ils en trouveront, de les arrêter et conduire dans la Place la plus prochaine de la Domination, où ils auront été. *Pourſuite.*

ART. VII.

Et pour prevenir tous inconveniens, on aura ſoin, immédiatement après la ratification de la preſente convention, et ſa publication, de faire des deffenſes rigoureuſes aux Habitants du plat Païs dans l'étenduë des Gouvernements qui ſont ſur les Frontieres et autres, d'achetter les Cheveaux, Montures, Armes, Habits, ou aucune choſe des Déſerteurs, de même de ne leur donner aucun azile, ou paſſage, ni de les reculer, ou faciliter dans leur déſertion, ſur les peines ſpecifiées ci-après. *Aſyle defendu.*

ART. VIII.

Si un Paiſan eſt convaincu d'avoir achetté le Cheval, les Habits, ou les Armes d'un Cavalier, Fantaſſin, ou Dragon Déſerteur, il ſera obligé de payer vingt cinq écus, faiſant ſoixante dix florins, Monnoye courante des Pais-Bas Autrichiens, ou la même valeur intrinſique de part et d'autre, au profit du Capitaine, dont ſera le Déſerteur, et de lui reſtituer tout ce qu'il en aura achetté. *Achat de leurs habits etc. defendu.*

ART. IX.

Si les Habitans d'un Village ſont duement convaincu d'avoir cooperé, ou donné azile à un Déſerteur, ou de ne l'avoir pas arrêté, en y paſſant, par leur faute, ils payeront une amende de vingt cinq écus, monnoye comme cy-deſſus, au Capitaine de la Compagnie duquel ſera le Déſerteur, à laquelle ils ſeront condamné par les Juges qu'il appartiendra, outre la correction arbitraire, ſelon l'exigeance du cas, de laquelle ditte ſomme les Gens de Loy, ou la Communauté ſeront reſponſable, et les dits Juges ſeront obligé de rendre leurs Jugements inceſſament, et ſans forme de procès. *Peine pour ceux qui favoriſent.*

1718 ART. X.

Execution. Le present Traité sera executé à compter du jour que les Ratifications réciproques auront été échangées.

ART. XI.

Titres. Les titres pris ou obmis de part et d'autre, ne porteront aucun préjudice, conformement au Traitté de Rastat.

Ainsi fait et arrêté au Village de Quievrain, dependance de la Ville de Mons, par les soubsignez Plenipotentiaires qui se sont delivrés réciproquement Copie de leurs Pleinpouvoirs collationnez, et par eux signez le vingt unieme jour d'Avril 1718.

Vicomte DE WRANGEL.
MONTMORENCY TINGRY.
RT. MURRAY.

(*Publiée par les E. Généraux le 16 Aout 1718.*)

23.

1723 *Traité de l'évacuation de l'Isle de Sainte-*
29 Janv. *Lucie par les Anglais, du 19 Janv.* 1723.

(*Tiré du dépôt des affaires étrangères* et inséré dans *Mémoires des Commissaires* &c. T. I. P. II. p. 259. ed. 8.)

Monsieur Jean Braithwaite, Lieutenant au gouvernement de la colonie envoyée par M. le Duc de Montaigu à l'isle de Sainte-Lucie, ayant été député par M. Uring, Commandant en chef ladite colonie, avec pouvoir pour traiter au sujet de la difficulté mûe entre les deux nations des François et des Anglois, pour la possession de ladite isle de Sainte-Lucie par ces derniers, prise au quartier du petit carénage, et s'étant rendu auprès de M. le Marquis de Champigny, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine de vaisseau de

de Roi, Gouverneur de l'isle de Martinique, Commandant les troupes Françoises à ladite isle de Sainte-Lucie, est convenu de ce qui suit. 1723

ART. I.

Evacuation par les Anglais.

Que pour éviter l'effusion de sang et tous autres malheurs qui naîtroient de l'infraction réciproque à la paix et à l'alliance dans laquelle vivent les deux nations, ladite colonie de M. le Duc de Montalgu évacuera totalement et de bonne foi, quelques secours et ordres qu'ils reçussent au contraire de Sa Majesté Britannique leur maître, ladite isle de Sainte-Lucie, tant par mer que par terre, dans l'espace de sept jours, ou plus tôt s'il se peut, entendu toutefois qu'il ne sera pas moins libre à l'avenir aux vaisseaux de guerre de Sa Majesté Britannique, et autres bâtimens marchands de la nation Angloise, d'entrer dans les ports de ladite isle y faire du bois, de l'eau et leurs autres besoins, qu'aux bâtimens François.

ART. II.

Occupation des hauteurs

Que pendant ledit espace de sept jours les troupes Françoises se rendront maîtres des hauteurs et postes du petit carénage, et régleront, de concert avec les Officiers Anglois, les distances et limites, hors la portée du fusil.

ART. III.

Conduite des troupes.

Que pendant lesdits sept jours, les troupes de part et d'autre, ne commettront aucune voie de fait, ni ne diront aucunes paroles qui sentent l'hostilité; mais observeront la même union et cordialité qui regnent entre les deux nations.

ART. IV.

Munitions.

Qu'il sera permis à ladite colonie d'emporter toutes les munitions de guerre et de bouche, armes, bagage, ustensiles, meubles, et généralement tout ce qui peut leur appartenir, sans trouble et sans empêchement; offrant au contraire par les François, de leur donner pour ce sujet tout secours possible s'ils le requièrent.

ART. V.

Deserteurs.

Que si pendant le terme de l'évacuation de la dite isle, il desertoit quelques-uns des troupes de part et

1723 d'autre, ils ſeront rendus dans le même temps qu'ils ſeront réclamés.

ART. VI.

Déſerteurs. Et ſur la requiſition qu'a faite le ſieur Braithwaite, que pluſieurs Déſerteurs de ladite colonie, ſoient rendus, attendu qu'ils ſont ſerviteurs engagés de M. le Duc de Montaigu, et que ces ſerviteurs, avec tous les meubles et effets, lui appartinnent; à été accordé par le ſieur Marquis de Champigny que tous lesdits engagés qui ſe trouvent actuellement dans ſon camp, ſeront rendus après qu'il aura été juſtifié clairement de leurs engagemens, aux conditions qu'ils ne ſubiront aucune peine de mort, ni autres châtimens corporels; et à l'égard de ceux desdits engagés qui ſont déjà paſſés à la Martinique, le ſieur Marquis de Champigny promet d'en faire faire une exacte perquiſition, et de les remettre, lorsqu'ils ſeront trouvés, audit ſieur Uring, ou autres chargés de pouvoir.

ART.T VII.

Evacuation par les françois. Qu'immédiatement après l'évacuation de ladite colonie de M. le Duc de Montaigu, ledit ſieur Marquis de Champigny s'oblige auſſi de faire evacuer les troupes Françoiſes; et de laiſſer, ainſi que les Anglois, ladite iſle de Sainte-Lucie en l'état qu'elle étoit ci-devant, jusqu'à la déciſion des deux Couronnes, aux droits et prétentions desquelles lesdits ſieurs de Champigny et Braithwaite declarent ne vouloir ni ne pouvoir porter aucun préjudice par le préſent.

ART. VIII.

Otages. Que le préſent traité ſera ratifié demain par le ſieur Uring, pour la fidélité et la ſûreté duquel ſeront demain échangés un ou deux ôtages de part et d'autre, qui demeureront jusqu'après l'entiére évacuation, lesquels ſeront M. du Clieu, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Capitaine Commandant les troupes du Roi, d'une part, et le Capitaine Nathaniel Watſon, Membre du Conſeil de cette iſle, de l'autre part. Fait double, au camp du Choc, le dix-huit Janvier mil ſept cent vingt-trois (nouveau ſtyle) &c.

Et en explication du ſecond article, a été convenu en outre, que les fortifications, batteries ou retranchemens

chemens qui pourroient être sur le Morne, appellé par les François Saint-Martin, et par les Anglois Montaigu, ainsi que la redoute qui s'y trouve, seront immédiatement aprés la ratification du present traité, et l'échange des ôtages, rasés et détruits par les Anglois; aussitot après quoi il sera mis sur ledit Morne, une garde d'un sergent et six soldats François des troupes réglées de Sa Majesté, avec un pareil nombre des troupes Angloises, qui recevront les ordres chacun de leurs Commandans, pour, de concert, empêcher tous desordres. Fait double. 1723

Signé:

JEAN BRAITHWAITE.

Nous Nathaniel Uring Ecuyer, deputé Gouverneur Commandant en chef la colonie du Duc de Montaigu dans l'isle de Sainte-Lucie, approuvons et ratifions en tout leur contenu toutes les clauses et conventions portées au présent traité, et promettons de les exécuter de bonne foi. Fait à la Pointe Montaigu, sous le cachet de nos armes, et le contre-seing de notre Secrêtaire, le huit Janvier mil sept cent vingttrois (vieux style) Signé Nathaniel Uring. Et scellé en cire rouge, Par M. le Commandant Faulkner. Collationné sur la copie qui est au dépôt des affaires étrangères. A Paris, le vingt-un Mars mil sept cent cinquante-un. *Ratification.*

Signé:

P. LEDRAN, *premier Commis du dépôt.*

24.

1723 19 Nov. *Den 19 Nov. 1723. Acte, angående närmare häpp för Hans Kongl. Hoghet, Hertig Carl Friederich af Hollſten-Gottorp, i anſeende til Succeſſionen på Swenska Thronen, när den framdeles blefwe ledig.*

(Modée *Utdrag* p. 124.)

Wi Friederich &c. giöre witterligit, at hos Oſs hafwer Hans Kongl. Höghet, Hertigen af Schleſswig-Hollſten, igenom des hårwarande Envoyé Extraordinaire Geheime Rådet von Baſſevitz, låtit anhålla, det Oſs måtte behaga, at lämna honom någon underråttelſe om hwad ſom har kunnat utråttas igenom Wåre benägne föreſtållningar hos Rikſens Ständer, ſom på ſidſta Riksdag-förſamlade warit, angående närmare häpp för Hans Kongl. Höghet, enår framdeles någon ledighet på den Kongl. Swenſke Thronen ſig yppa ſkulle. Och ſom Wi i Nåder förordnat och befullmächtigat Wårt och Rikſens Råd och Preſident uti Wårt och Rikſens Cantzelli-Collegio, Herr Grefwe Arvid Horn, Wårt och Rikſens-Råd, Herr Grefwe Carl Gyllenborg, Wårt och Rikſens Råd, Herr Friherre Joſias Cederhielm, tillika med Håf-Canzlern, Friherre Joachim von Duben, ſamt Stats-Secreteraren, Friherre Daniel Niclas von Höpken, at ſammanträda med åfwanbemälte Hans Kongl. Höghets Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire, til at med honom afhandla denna ſaken på ſådan fot, ſom Rikſens Ständers egne dårôfwer yttrade tankar medgifva, ſamt at ſedermera til Wårt egit nödiga beprôfwande hemſtålla fluteliga wårkſtålligheten däraf; I följe hwaraf bemälte Wåre befullmächtigade Rikſens Råd, Preſident, Håf-Cantzler och Stats-Secreterare, med bemälte Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire haft ſammanträde, och til honom aflåmnat en ſådan Förklaring och Förſäkring, ſom här ord ifrån ord är införd, ſå lydande ſom följer:

Sedan Hans Kongl. Höghets Hertigens af Schleſswig och Hollſten, Carl Friedrichs Geheime Råd och Envoyé Extraordinaire, Herr von Baſſevitz, igenom et af ſine Memorialer, ſom är daterat den $\frac{8}{17}$ hujus, hos Hans Kongl. Maj:t, wår allernådigſte Konung och Herre, ibland annat i underdånighet anhållit, det Hans Kongl. Maj:t

24.

Acte de Fréderic Roi de Suède remis au Duc Charles Fréderic de Holſtein au ſujet de l'eſpoir de celui-ci de monter au trône de Suède en cas de vacance; en date du 19 Novembre 1723.

1723 19 Nov.

(*Traduction privée.*)

Nous Fréderic &c. ſavoir faiſons que Son Alteſſe royale le Duc de Schleswic-Holſtein nous ayant fait ſolliciter par ſon envoyé extraordinaire près de nous, le conſeiller privé de Baſſevitz, de bien vouloir l'informer de ce qui aurait pu être effectué par nos repreſentations favorables auprès des Etats du royaume aſſemblés à la dernière diète, concernant le plus proche eſpoir pour S. A. royale en cas de vacance future du thrône royal de la Suède. Et nous, ayant nommé et autoriſé le Senateur et Préſident du Collège de Chancellerie du royaume le comte Arvid Horn, le Senateur comte Charles Gyllenborg, le Senateur Baron Joſée Cederuhielm enſemble avec le Chancelier de cour Baron Joachim de Duben comme auſſi le Sécrétaire d'Etat Baron Daniel Nicolas de Hoepken de s'aboucher avec le ſusdit conſeiller privé et envoyé extraordinaire de Son Alteſſe royale, pour conférer avec lui de cet objet ſur le pied qu'indiquent les ſentimens manifeſtés ſur ce point par les Etats même du royaume, et d'en abandonner en ſuite la concluſion finale à notre propre examen neceſſaire; en conſequence de quoi nos ſusdits plénipotentiaires Senateurs, Préſident, Chancelier de cour et Sécrétaire d'état ont conféré avec le ſusdit conſeiller privé et envoyé extraordinaire, et lui ont remis une déclaration et aſſurance qui eſt inſerée ici de mot à mot, portant ce qui ſuit:

Le conſeiller privé et envoyé extraordinaire de Son Alteſſe royale le Duc Charles Fréderic de Schleswic et Holſtein, Monſieur de Baſſevitz ayant, par un de ſes memoires en date du $\frac{8}{18}$ de ce mois, très-humblement ſollicité Sa Majeſté royale, notre très gracieux Roi et Seigneur, entre autres points, de bien vouloir gracieuſement

1723 Maj:t i Nåder måtte täckas, at meddela berörde Miniſtre nagon uply-nig och underråttelſe, om hwad igenom Hans Kongl. Maj:ts hos Rikens Ständer, wid deras ſednaſte ſammanwaro, giorde föreſtålningar, har kunnat uträttas, om närmare håpp för Hans Kongl. Höghet, des Herre, til den Kongl. Swenſka Thronen, enår denſamme framdeles ſkulle komma at blifwa ledig; Altſå, och emedan Hans Kongl. Maj:t uti ſittiande Råd oſs undertecknade i Nåder behagat anbefalla, at angående denna wigtiga angelågenheten inlåta oſs i ſamtal med bemälte Miniſtre, ſamt at ſtålla oſs därwid til ſkyldig efterlefnad, och ſåſom et råtte-ſnöre, hwad de af Rikſens Höglåflige Ständer faſtſtålte fundamentale Lager, ſå wål ſom deras angående denna ſaken yttrade underdånige tankar, widhanden gifwa kuna; Ty hafwe Wi undertecknade, til underdånigſt följe af denna Hans Kongl. Maj:ts uppå Rikſens Råds och Ständers godtfinnande oſs meddelte nådige Befallning, angående denna angelägna ſaken med hwarandra ſammantrådt: Och eburuwål man, i anſeende til de utlåtelſer och förſäkringar, hwilka ſå wål wid ſiſta Riksdagen ſom ock nu uti Hans Kongl. Maj:ts nådige Swar på Hans Kongl. Höghets ſkrifwelſe, och de af ofwanbemälte des Miniſtre för detta öfwerlefwererade Memorialer, å des och Rickſens wägnar, redan blifwit meddelte och gifne, ej kan finna för hwad orſaks och bekymmerſamhets ſkuld Hans Kongl Höghet prôfwat nödigt, at yrka på en ytterligare förklaring angående et honom obetagit håpp: hwarwid man är af den tankan, at Hans Kongl Höghet ſnärare uti ſtillhet ſkulle ſig härwid trygga, ſamt låta det öfriga ankomma ſå wål på tiden, ſom på nöjacktige prof af des egit upförande uti en ſann och upriktig tilgifwenhet för Kongl. Maj:t och Riket: Icke deſto mindre hafwe wi uppå åſwan bemälte Anſökning, ſamt til ytterligare bewis, ſå wål af Hans Kongl Maj:ts ömma ſinnelag och wälwilja, ſom af Rikſens Ständers å daga lagde wälmening, härigenom och i kraft af undfången hög befallning, ſkolat meddela honom den underråttelſen och förſäkran: At åſwen ſom Hans Kongl. Maj:t redan för detta wiſt Sig benägen, at å des ſida bidraga alt hwad ſom kan lända til den inbördes wänſkapens och förtrolighetens befäſtande, ſåſom hwar utaf en beſtändig enig- och rolighet ſtår at förwänta; ſå hafwer ock Hans Kongl. Maj:t förmärkt, huru ſom Rikſens Ständer, jämte deras oförånderliga Tro- och Ståndacktighet, at uti des fulla kraft

wid

lui communiquer quelque explication et information sur 1729
ce que Sa Majesté aurait pu effectuer par ses representations faites aux états du royaume lors de leur dernière assemblée, au sujet du plus proche espoir pour Son Altesse royale, son maitre, d'être élevé au thrône royal de Suède en cas de la vacance future; et Sa Majesté royale ayant jugé gracieusement à propos, le Senat assemblé, de nous ordonner de conférer avec le susdit ministre sur cette affaire importante, et de suivre duement à cet égard, et de prendre pour norme ce que, tant les loix fondamentales, sanctionnées par les états, que les sentimens qu'ils ont manifestés très humblement à cet égard, pourraient nous suggérer; c'est pourquoi que nous soussignés, pour satisfaire très humblement à cet ordre qui nous a été gracieusement donné par Sa Majesté de l'avis du Senat et des Etats, nous sommes entrés ensemble en conference sur cet objet important: et bien qu'en ayant égard, tant aux déclarations et assurances qui ont déja été données et communiquées tant à la dernière diète que depuis par la gracieuse reponse de Sa Majesté à la lettre de S. A. royale et aux memoires ci-devant presentés par ledit ministre, on ne puisse voir par quelle raison et sollicitude Son Altesse royale a trouvé necessaire d'insister sur une déclaration ultérieure au sujet d'un espoir qui ne lui a pas été enlevé, tandis qu'on est de l'opinion que S. A. R. devrait plutôt se reposer tranquilement là-dessus, et faire dependre le reste tant du tems que des preuves de sa propre conduite, en temoignant un attachement vrai et sincère pour Sa Majesté et le royaume: cependant à la sollicitation susdite et pour d'autant mieux faire voir tant les tendres sentimens et la bienveillance de Sa Majesté, que la propension manifestée par les Etats, nous, en conformité des ordres qui nous ont été donnés, avons du lui communiquer l'information et l'assurance: que tout comme Sa Majesté royale s'est déja anterieurement montrée disposée à contribuer de son côté tout ce qui peut tendre à l'affermissement de l'amitié et de la confiance réciproque dont on peut attendre un accord et repos permanent, Sa Majesté a aussi observée que les Etats du royaume, en même tems que leur fidelité et leur fermeté inébranlable les porte à maintenir vigoureusement et de toutes leurs forces les droits et le pouvoir conférés à leurs Majestés le Roi et la Reine, se sont montrés tellement portés pour Son Altesse royale le Duc, que lorsque d'après

1723 wid mackt hålla den för Hans och Hennes Kongl. Maj:ter faſtſtälte Rått och Myndighet, de likaledes för Hans Kongl. Höghets, Hertigens, Perſon wiſt Sig ſå benägne, at enär, efter den Högſtes nådiga ſkickelſe och wilja, Caſus exiſterar, Hans Kongl. Höghet, wid det fria wal, ſom Ständerne uti deras Beſluter och Förordningar ſig förbehållit, ſkal finna wårkan af den ömma égard, ſom de för honom hyſa, hwarwid de beſynnerligen där på låra giöra reflexion, huru wida Hans Kongl. Höghet Sig imedlertid på ſodant ſått förhålla lårer, ſam kan lända til bågge Deras Maj:ters ſamt Rikets båſta och nöje *), hwarigenom Hans Kongl. Höghet ju kan ſågas hafwa förhåpning därtil, mer ån någon annan, grundad uti alla Swenſkas ſinnelag, ſamt beſtändiga eſtime och högacktning för det Guſtavianiſke Blodet.

Til yttermera wiſso, at detta år öfwerensſtämmande med Hans Kongl. Maj:ts nådige befallnning, och uppå Ståndernes utlåtelſer ſig grundande mening, hafwe Wi det ſamma med Wåre Namns och Sigillers underſåttiande bekråfta ſkolat.

(L. S.) A. Horn. (L. S.) Bassewitz.
(L. S.) C. Gyllenborg.
(L. S.) J. Cederhielm.
(L. S.) J. v. Duben.
(L. S.) D. N. v. Höpken.

Altſå approbere, bekråfte och ratificere wi hårigenom, och kraft af detta Wårt öpne Bref, denna förſåkring och förklaring ſådan, ſom denſamma hår ord ifrån ord eftre Bockſtafwen år infård, til alle delar, ſåſom öfwerensſtämmande ſå wål med Wår nådige befallning, ſom Rikſens Ständers dåröfwer emot Oſs i underdånighet yttrade tankar och mening. Til yttermera wiſso häraf hafwe wi detta med egen hand underſkrifwit, och med Wårt Kongl. Sigill bekråfta låtit.

Stockholm den 19 Novemb. 1723.

FRIEDERICH.

D. N. v. Höpken.

*) Rikſens Ständer hafwa uti deras upgifne Memorial af den 12 Oct. 1723, ſig närmare i underdånighet yttrat, hurudant ſådant Hans Kongl. Höghets förhållande ſkulle wara, i fall han wille giora ſig häpp om Succeſſionen, ſom där på utgick, at ey förorſaka oenighet i Landet, eller oroa Hans Kongl. Maj:ts Regering, eller ſöka giöra någon ändring uti Rikſens fundamentale Lagar &c. &c. hwilket Hollſtenſka Miniſtern munteligen ſkule tilkiänna gifwas (Modée).

la volonté et la diſpoſition du Très-haut le cas exiſtera, 1723
*Son Alteſſe royale trouvera dans la libre election que les Etats ſe ſon reſervés dans leurs reſolutions et ordonnances, les effets de ce tendre égard qu'ils ont pour lui, et qu'à cette occaſion ils devront ſurtout reflechir jusqu'à quel point Son Alteſſe royale aura ſçu ſe conduire en attendant ſur un pied qui peut tendre au bien et à l'avantage de leurs Majeſtés et du royaume *), c'eſt par quoi Son Alteſſe royale peut être dite avoir plus qu'aucun autre l'eſpoir d'y parvenir, fondé ſur le ſentiment de tous les Suèdois, et ſur l'eſtime et le reſpect conſtament voués au ſang de Guſtave.*

En foi de ce que cette déclaration eſt conforme aux ordres de Sa Majeſté et au ſentiment manifeſté par les Etats, nous l'avons ſignée de nos noms et y avons apposé le cachet de nos armes.

(L. S.) A. Horn. (L. S.) Bassewitz.
(L. S.) C. Gyllenborg.
(L. S.) J. v. Duben.
(L. S.) D. N. v. Höpken.

En conſequence nous confirmons et ratifions en vertu de cette preſente lettre patente ladite aſſurance et déclaration, telle qu'elle eſt inſerée ici de mot à mot et litteralement, en toutes ſes parties, comme étant conforme, tant à nos ordres, qu'aux ſentimens et à l'opinion que les Etats du royaume nous ont très humblement expoſés à cet égard. En foi de foi nous avons ſigné la preſente de notre propre main, et y avons fait appoſer notre Sceau royal.

A Stockholm le 19 Novembre 1723.

FREDERIC.

D. N. v. Höpken.

*) Les Etats du royaume ſe ſont expliqués ultérieurement dans leur memoire du 12 Octobre 1723, quelle devrait être la conduite de S. A. R. ſi elle voulait ſe flatter de l'eſpoir de la ſucceſſion, ſavoir de ne point cauſer des diſputes dans le pays, ni troubler le gouvernement du Roi, ni chercher à faire changer les lois fondamentales &c. ce qu'on devait donner à entendre de bouche au Miniſtre de Holſtein.

25.

1725 *Actes par lesquels la France étend sur la ville* 4 Dec. *de Dantzig le traité conclu* 1716 *avec les trois villes Anſéatiques.* 1725. 1726.

a.

Arreſt du Conſeil, qui ordonne que la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, jouira de tous les Privilèges accordez aux Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, par le Traité du 28 *Septembre* 1716.

(*Privilèges des Suiſſes* pag. 346.)

Sur la Requeſte preſentée au Roi en ſon Conſeil par les Bourguemeſtres et Senateurs de la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques: Contenant, que quoique par l'Article XXVII. du Traité conclu à Utrecht les 31 Mars et 11 Avril mil ſept cens treize, entre Sa Majeſté Louis XIV. de glorieuſe mémoire, et la Reine de la Grande-Brétagne, il ſoit expreſſément porté, que leurs Majeſtez ont auſſi bien voulu comprendre dans ce Traité les Villes Anſéatiques, nommément Lubeck, Brême, Hambourg et la Ville de Dantzig; à cet effet qu'après que la Paix générale ſera faite, elles puiſſent jouïr à l'avenir comme amis communs des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un et l'autre Royaume, dont elles ont ci-devant joui en vertu des Traitez et anciens uſages: cependant les Commis des Fermes établis dans les Ports du Royaume, ſans avoir égard à la Lettre écrite par le Sieur Controlleur Général au Sieur Boucher, Intendant de la Généralité de Bordeaux, le quatorze Février mil ſept cens vingt-quatre, par laquelle il lui marquoit les intentions de Sa Majeſté, au ſujet des Vaiſſeaux des Villes Anſéatiques, veulent priver ceux de la Ville de Dantzig des Privilèges accordez ausdites Villes, ſous prétexte qu'elle n'eſt pas compriſe ni dénommée dans le Traité que Sa Majeſté a bien voulu

voulu conclure avec les Villes de Lubeck, Brême et 1725
Hambourg le vingt-huit Septembre mil ſept cens ſeize, ce qui obligeoit les Supplians d'avoir recours à Sa Majeſté, et de lui remontrer que la Ville de Dantzig étant nommément compriſe et dénommée dans le Traité d'Utrecht, elle devoit jouir de tous les Privilèges accordez aux Villes Anſéatiques, et cela avec d'autant plus de raiſon que les Sujets de Sa Majeſté ont toujours joui et jouiſſent actuellement dans la Ville et Territoire de Dantzig, de tous les Privilèges dont ils jouiſſent dans l'étendue des Terres des Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, et que l'Article ci-deſſus n'eſt que la confirmation des Privilèges dont elle a toujours joui dans le Royaume de France: A ces Cauſes, requeroient les Bourguemeſtres et Senateurs, qu'il plût à Sa Majeſté ordonner que conformément au Traité conclu à Utrecht, les 31 Mars et 11 Avril mil ſept cens treize, la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, continuera de jouir dans le Royaume de France, de tous les Privilèges, Avantages, Franchiſes, Libertez, et Exemptions dont ont toujours joui et jouiſſent à préſent les Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, aux offres que font les Bourguemeſtres et Senateurs de faire jouir les Sujets de Sa Majeſté dans la Ville et Territoire de Dantzig, des mêmes avantages, Franchiſes, Libertez, Exemptions, et de tous les autres Privilèges qui ſont accordez par le Traité des Villes de Lubeck, Brême et Hambourg; enſorte que les Sujets de Sa Majeſté ſoient auſſi favorablement traitez que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig, et que ceux des autres Roys, Princes et Etats le ſont ou le ſeront à l'avenir par leſdites Villes Anſéatiques. Veu ladite Requeſte, ſignée De Cagny, Avocat aux Conſeils et Agent des Villes Anſéatiques, le Traité d'Utrecht des 31 Mars et 11 Avril mil ſept cens treize et le Traité du vingt-huit Septembre mil ſept cens ſeize: Oui le Rapport du Sieur Dodun, Conſeiller ordinaire au Conſeil Royal, Controlleur des Finances: Le Roy eſtant en ſon Conſeil, ayant égard à ladite Requeſte, a ordonné que conformément au Traité conclu à Utrecht les trente-un Mars et onze Avril mil ſept cens treize, la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, continuëra de jouir dans le Royaume de France, de tous les Privilèges, Avantages, Franchiſes, Libertez et Exemptions dont ont toujours joui et

jouiſſent

1725 jouiſſent à préſent les Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, à condition par lesdits Sieur Bourguemeſtres et Senateurs; de faire jouir les Sujets de Sa Majeſté dans l'étendue de leur Ville et Territoire, des mêmes Avantages Franchiſes, Libertez, Exemptions et de tous les autres Privilèges qui ſont accordez par le Traité desdites Villes de Lubeck, Brême et Hambourg, du vingt-huit Septembre mil ſept cens ſeize*), en ſorte que les Sujets de Sa Majeſté ſoient traitez auſſi favorablement que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig et que ceux des autres Roys, Princes et Eſtats le ſont ou le ſeront à l'avenir par lesdites Villes Anſéatiques. Et pour l'exécution du préſent Arreſt, toutes Lettres ſi aucunes ſont neceſſaires, ſeront expediées.

Fait au Conſeil d'Eſtat du Roi, Sa Majeſté y étant, tenu à Verſailles le quatrième Decembre mil ſept cens vingt-cinq.

PHELYPEAUX.

b.

1726 6 Juil. *Lettres Patentes, qui ordonnent que les Citoyens de la Ville de Dantzig jouiront des Privilèges accordez par le Traité du 28 Septembre 1716.*

(*Privilèges des Suiſſes*: pag. 352.)

Louis par la grace de Dieu, Roy de France et de Navarre: A nos amez et feaux Conſeillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, Salut. Les Conteſtations ſurvenues depuis quelque temps, entre les Marchands et Negocians, de la Ville de Dantzig l'une des Villes Anſéatiques, et les Commis de nos Fermes, au ſujet des privilèges de ladite Ville, ayant donné lieu à nos très-chers et bons amis les Bourguemeſtres et Senateurs de ladite Ville de Dantzig, de Nous faire de très-humbles remontrances, Nous avons fait examiner en notre Conſeil les Mémoires desdits ſieurs Bourguemeſtres et Senateurs, et ſur le rapport qui Nous en a eſté fait, Nous y avons pourvu par Arreſt rendu en notre Conſeil, Nous y étant, le 4 Décembre 1725 pour l'exécution duquel Nous avons ordonné que toutes Lettres

*) DUMONT T. VIII. P. I. p. 478.

tres neceſſaires ſeroient expediées. A ces cauſes; de l'avis de notre Conſeil, qui a vû ledit Arreſt du 4 Décembre 1725 dont extrait eſt ci-attaché ſous le contre-ſcel de notre Chancellerie, Nous avons ordonné, et par ces Préſentes ſignées de notre main, ordonnons que la Ville de Dantzig, l'une des Villes Anſéatiques, continuera de jouir dans notre Royaume, de tous les Privilèges, avantages, franchiſes, libertez et exemptions dont ont toujours joui et jouiſſent à preſent les Villes de Lubeck, Breme et Hambourg, à condition par leſdits ſieurs Bourguemeſtres et Sénateurs, de faire jouir nos Sujets dans l'étenduë de leur Ville et Territoire, des mesmes avantages, franchiſes, libertez, exemptions, et de tous les autres Privilèges qui ſont accordés par le Traité desdites Villes de Lubeck, Breme et Hambourg, du 18 Septembre 1716 enſorte que nos Sujets ſoient traités auſſi favorablement que les propres Citoyens de la Ville de Dantzig et que ceux des autres Rois, Princes et Eſtats le ſont ou le ſeront à l'avenir par leſdites Villes Anſéatiques. Si vous mandons, que ces Préſentes vous ayez à faire lire, publier et enregiſtrer, et le contenu en icelles obſerver et executer ſelon leur forme et teneur, ceſſant et faiſant ceſſer tous troubles et empêchemens, et nonobſtant tous Edits Ordonnances, Arreſts, Reglemens Lettres, et autres choſes à ce contraires, auxquels Nous avons dérogé et dérogeons par cesdites Préſentes, à cet égard ſeulement, et ſans tirer à conſequence: Car tel eſt notre plaiſir. Donné à Verſailles le ſixième jour de Juillet, l'an de grace mil ſept cens vingt-ſix; et de notre Regne le onzième. Signé, Louis. Et plus bas, Par le Roy, Phelypeaux. Et ſcellée du grand Sceau de cire jaune. 1726

Regiſtrées, oui et ce requerant le Procureur Général du Roy, pour eſtre executées ſelon leur forme et teneur, ſuivant l'Arreſt de ce jour. A Paris en Parlement le 14 Aouſt 1726.

Signé:

YSABEAU.

26.

1727 13 Janv. *Convention entre le Roi de France et les Provinces-Unies des Pays-Bas au sujet de l'île d'Amboina; signée à la Haye le 13 Janvier 1727.*

(*Recueil van Placaaten* D. IV. p. 298.)

Comme depuis peu d'années sont survenus quelques differens et disputes entre la Compagnie Françoise des Indes et la Compagnie des Indes Occidentales des Provinces-Unies, au sujet d'Isle et du Fort d'Arguin, ainsi qu'au sujet de quelques Vaisseaux enlevés et du Commerce sur la Côte d'Afrique depuis le Cap Blanc jusques à la Riviere Serrelionne, et comme Sa Majesté Très-Chrétienne et les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies sont également portés à faire cesser ces differens, et à écarter tout sujet de dispute entre les dites Compagnies, le soussigné Ambassadeur de France au nom et de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne d'une part, et les soussignés Deputés des dits Etats Généraux au nom et de la part, des Seigneurs les Etats Généraux, d'autre part, sont convenus que toutes les contestations mues ou à mouvoir, tant au sujet de la proprieté du Fort d'Arguin, que du commerce exclusif, exercé dans l'étendue de la Côte depuis le Cap Blanc jusques à la Riviere de Serrelionne par la Compagnie Françoise des Indes, ou par celles aux quelles elle a succedé, demeureront éteintes, ainsi que toutes les prétensions reciproques de dedommagement prétendu, tant à raison d'enlevemens de Vaisseaux pris jusques à ce jour sur la dite Côte, que du Commerce troublé, et que des diverses occupations à main armée du dit Fort d'Arguin, le tout suivant les Articles cy-après, dont on est demeuré d'accord.

Art. I.

Renonciation de la C. Holl. La Compagnie Hollandoise des Indes Occidentales renonce à toutes prétensions de propriété sur le Fort et Isle d'Arguin, dont elle consent que la Compagnie Fran-

Françoiſe des Indes continue à jouir comme d'un bien auquel la dite Compagnie Hollandoiſe ne prétend plus aucun droit; ſubrogeant même autant que beſoin ſeroit la Compagnie Françoiſe à tous les droits qu'elle pourroit s'être acquis ſur le dit Fort et Isle d'Arguin. 1727

ART. II.

Commerce excluſif des Fr.

Le Commerce excluſif de la Compagnie Françoiſe ſur toute la Côte qui s'étend depuis le Fort d'Arguin jusqu'au de là de Porte d'Arco, demeurera tellement reconnu qu'à l'avenir les Vaiſſeaux des Sujets des Seigneurs Etats Généraux, ſoit ſous leurs Bannieres, ſoit ſous d'autres, devront s'abſtenir d'y trafiquer, et que tous ceux qui ſeroient ſaiſis en contravention, ſeront reputés de bonne Priſe, ſauf pourtant à eux d'y pouvoir prendre de l'Eau et achetter de Vivres et autres neceſſitez dans les cas ſeulement où par tempête, ou par quelqu'autre accident imprévu, ils ſe trouveroient forcez d'y aborder par la neceſſité qui n'a point de loi.

ART. III.

Dédommagemens.

Les Seigneurs Etats Généraux renoncent pour tous les Sujets, et nommément pour la Compagnie des Indes Occidentales à toutes prétenſions de dedommagemens pour raiſon de Vaiſſeaux enlevés ſur la ſusdite Côte, ou de tout ce qui s'eſt paſſé au ſujet du Fort d'Arguin jusques à ce jour.

ART. IV.

130,000 florins payés aux Holl.

Sa Majeſté Très-Chrétienne s'engage à ce que ſa Compagnie des Indes, en conſidération des renonciations ci-deſſus ſpecifiées, faites par les Seigneurs Etats Généraux, tant en leur nom, qu'en celui de leur Compagnie des Indes Occidentales payera à la dite Compagnie Hollandoiſe la ſomme de cent trente mille florins de Hollande, argent courant, ſçavoir: quarante mille au mois de Mai prochain, trente mille dans le mois de Septembre ſuivant, autre trente mille dans le mois de Janvier mil ſept cent vingt huit, et les derniers trente mille livres au mois de Mai ſuivant; la dite ſomme totale de cent trente mille florins étant tant en conſideration des ſtipulations des Articles précédens, que de celles portées dans l'Article ci-après.

1727

Cap Blanc jusqu'à Sierra Leone.

ART. V.

Quoique les conteſtations ſurvennes jusques ici, tant au ſujet du Commerce excluſif de la Compagnie Françoiſe, que des Vaiſſeaux enlevez, ſoit à l'occaſion de ce Commerce troublé, ſoit à l'occaſion de ce qui s'eſt paſſé touchant le Fort d'Arguin, n'ayent intereſſé que la partie de la Côte qui s'étend depuis le Cap Blanc jusqu'au de-là de Porte d'Arco, les quelles demeurent vuides et éteintes au moyen de la préſente Convention, cependant la Compagnie Françoiſe deſirant ne laiſſer rien de douteux ſur la profeſſion que (*poſſeſſion où*) elle eſt d'un Commerce excluſif dans toute l'étendue de la conceſſion, à ſçavoir, depuis et compris le Cap Blanc, jusques à la Riviere de Serrelionne, et la Compagnie Hollandoiſe ſouhaitant auſſi de ſon côté prevenir toute occaſion de nouvelles diſputes avec la Compagnie Françoiſe, il a été ſtipulé par cet Article que le commerce excluſif de la Compagnie Françoiſe demeurera pareillement reconnu ſur toute l'étendue de la Côte ſusmentionée ſans que la Compagnie Hollandoiſe, ou aucun des Sujets des Etats Généraux puiſſent prétendre d'y trafiquer en aucune ſorte, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, pas même ſous celui d'un Commerce qui auroit été exercé, ou que l'on croioit pouvoir exercer ſur des Terres, ou ſur des Rades prétendues libres, ou qui ſeroient poſſedées par quelque autre Puiſſance, quoique ſituées dans l'étendue de la conceſſion de la Compagnie Françoiſe, depuis et compris le dit Cap Blanc, jusques à la Rivière de Serrelionne, conformément à ce qui eſt porté de l'étendue de cette conceſſion dans les Lettres Patentes de Sa Majeſté Très-Chrétienne de mille ſix cent quatre vingt ſeize et en conſideration de cette nouvelle reconnoiſſance, et bien plus encore pour accroître d'autant mieux la bonne intelligence entre les Sujets reciproques; Sa Majeſté Très-Chrétienne conſent et s'engage même à ce que ſa Compagnie des Indes paye à la Compagnie Hollandoiſe des Indes Occidentales la ſomme de dix mille florins d'Hollande qui devront cependant ainſi qu'il a été dit, faire partie de cent trente mille florins argent courant, à payer dans les termes ci-deſſus ſtipulés.

La préſente convention ſera ratifiée de part et d'autre et les Actes des ratifications ſeront échangés dans

dans le terme de deux mois après la signature, ou plutôt s'il se peut. 1727

Ainsi convenu et accordé entre le soussigné Gabriel Jaques de Salignacq, Marquis de Fenelon, Ambassadeur de France, et les soussignez Deputez de leurs Hautes Puissances.

Signé à la Haye le treizième du mois de Janvier l'an mille sept cent vingt sept.

Etoit signé:

G. Jacques de Salignacq, M. de Fénelon. (L. S.)

J. v. Wynbergen. (L. S.)

(L. S.) J. H. van Wassenaar.

(L. S.) Is. van Hoornbeeck.

(L. S.) H. van Hoorn.

(L. S.) *Le Baron* Rheede de Renswoude.

(L. S.) P. F. Vegilon van Claarbergen.

(L. S.) W. van Haarsolte.

27.

1727 Octobr. *Extrait du traité de paix entre la Porte et Mahommed Emir ſurnommé Aſhreff Sultan chef des Afghans, Roi de Kandahar; ſigné au camp de Hamadan au commencement du mois d'Octobre* 1727 *).

(Traduit de l'Anglais de HANWAY'S *travels into Perſia* Tom. II. p. 253.)

ART. I.

Le Grand Seigneur ſera reconnu chef ſuprême des Muſſulmans et vrai ſucceſſeur des Caliphes.

ART. II.

Dans cette qualité les prières publiques ſeront faites en ſon nom par toute la Perſe.

ART. III.

Les provinces, villes et bourgs qu'il poſſede en Perſe lui ſeront cedées à perpétuité.

ART. IV.

Il rentrera en poſſeſſion de Chuſiſtan reconquis ſur lui pendant la guerre.

ART. V.

Il prendra poſſeſſion et reſtera le maître des villes de Zegan, Sultanie, Ebher, Tachiran et leurs dépendances.

ART. VI.

L'artillerie, les armes et drapeaux pris de l'armée Othomane en 1726 ſeront reſtitués.

ART.

*) Cet extrait différe beaucoup pour le contenu du traité propoſé en forme de lettre du Schach au Grand Seigneur et daté du 23 Octobre 1727 qu'on trouve inſéré dans ROUSSET *ſupplem.* T. II. P. II. p. 208. qui l'a tiré du *Merc. hiſtorique.*

ART. VII. 1727

Aſhreff ſera reconnu par le Grand Seigneur pour ſouverain légitime de l'empire de Perſe.

ART. VIII.

Il ſera nommé comme tel par le Grand Seigneur dans les prieres publiques et fera frapper de la monaye ſous ſon propre nom.

ART. IX.

Il nommera un Emir Hahdgee pour conduire la Caravane Perſane qui va tous les ans en pelerinage à la Mecque. Cette caravane prendra, en conformité de l'uſage le chemin de Bagdad; mais le Gouverneur de cette ville ne portera pas atteinte à l'autorité d'aucun des officiers du Grand-Seigneur.

Ce traité ayant été ratifié des deux côtés, la paix fut proclamée par des lettres circulaires par l'empire Othoman; et le Grand-Seigneur reconnut par une ambaſſade ſolemnelle Aſchreff pour ſouverain légitime de la Perſe.

28.

1728 Articles of peace and commerce between 14 Jan. his Majesty George II. by the grace of God, King of Great-Britain etc. and the most noble Prince Muly Hamet Dahebby, Ben Muley Ismael, Ben Muley Zeriph, Ben Muley Aley, King and Emperor of the kingdoms of Fez and Morocco etc. Concluded 14 Jan. 1727-8.

[*Treaties.* 1785. T. II. p. 302. *)]

ART. I.

That all Moors or Jews, subject to the Emperor of Morocco, shall be allowed a free traffic viz, to buy or sell for 30 days in the city of Gibraltar, or island of Minorca; and not to reside in either place, but to depart with their effects, without let or molestation, to any part of the said Emperor of Morocco's dominions.

ART. II.

That the King of Great-Britain's subjects residing in Barbary, shall not be obliged to appear before the Cadi or Justices of the country; but only the governor of the place, and his Britannic Majesty's Consul, are to take cognizance of, and adjust the differences they may have with the natives of the country.

ART. III.

That the menial servants of his Britannic Majesty's subjects, though natives of the country, either Moors or Jews, be exempt from taxes of all kinds.

ART. IV.

That all his Britannic Majesty's subjects **) *as well passengers as others, taken by any of the Emperor of Fez*

*) On trouve aussi un extrait de ce traité en Italien dans Storia dell' anno 1730. 1731. p. 298. mais sans date precise.

**) Dans l'extrait cité de la Storia dell' anno il est observé que dans cet article on a aussi expressement nommé les sujets Hannoveriens.

28.

*Articles de paix et de commerce entre S. M. George II. par la Grace de Dieu Roi de la Gr. Bretagne et le très-noble Prince Muley Hamet Dahebby, Ben Muley Ismael, Ben Muley Zeriph, Ben Muley Aley, Roi et Empereur du Royaume de Fetz et Marocco etc. signé le 14 Janvier 1728 *).*

1728 14 Janv.

THA

(*Traduction privée.*)

ART. I.

Que tous les Maures ou Juifs, sujets de l'Empereur de Maroc auront un libre commerce, savoir pour vendre ou acheter pendant 30 jours dans la ville de Gibraltar ou dans l'île de Minorque, et non pour resider dans l'une ou l'autre de ces places, mais pour partir de-là avec leurs effets sans aucun empechement ou molestation vers une partie quelconque des états dudit Empereur de Maroc. *Commerce à Gibraltar et Minorque.*

ART. II.

Que les sujets du Roi de la Gr. Bretagne residant en Barbarie, ne seront pas obligés de comparaître devant le Cadi ou juges du pays, mais seulement le gouverneur de la place et le Consul de S. M. Britannique pourront connaitre des disputes qu'ils pourraient avoir avec les natifs du pays, et les terminer. *Exemtions de jurisd. p. les Anglais.*

ART. III.

Que les domestiques des sujets de S. M. Britannique, quand même ils seraient naturels du pays, soit Maures ou Juifs seront exemts de toute sorte de taxes. *Domestiques.*

ART. IV.

Que tous les sujets de S. M Britannique tant passagers que d'autres, pris par quelque Corsaire de l'Empereur *Sujets pris restitués.*

*) Ce traité n'a pas été expressement renouvellé dans les traités subsequents.

1728 *Fez and Maroccos cruisers, on board any foreign ship or vessel whatever, shall immediately be set at liberty and sent to the city of Gibralter.*

ART. V.

That there be permission for buying provisions, and all other necessaries for his Britannic Majesty's fleet, or city of Gibraltar, at any of the Emperor of Fez and Maracco's sea-ports, at the market prices; and the same to be shipped of without paying custom, as has been extorted lately contrary to the treaty of peace subsisting.

ART. VI.

All the other articles being fifteen in number, concluded, agreed and adjusted by the Honourable Charles Steward Esq.; on the behalf of his Britannic Majesty, and by his Excellency Bashaw Hamet, Ben Aly, Ben Abdalla, and his Imperial Majesty's Treasurer, Mr. Moses Ben Hatter, a Jew, on the behalf of the said King of Fez and Morocco, shall stand good, and be of the same force as in the reigns of the most high and most renowned Prince George I. King of Great-Britain, France and Ireland &c. of glorious memory, and the high and glorious, mighty and right noble Prince Albumazar Muley Ismael, late Emperor of Morocco. And it is farther agreed that all the articles aforementioned, as well the fifteen as these additional ones, shall in twenty days after the date hereof, be published in the Arabick language, and affixed on the gates of all the sea-port towns in his Imperial Majesty's dominions.

Signed and dated at the court of Mequinez, 14 Jan. 1727-8.

pereur de Fetz et Maroc à bord de quelque vaiſſeau ou navire étranger quelconque, ſeront mis ſur le champ en liberté et envoyés à la ville de Gibraltar. 1728

ART. V.

Qu'il ſera permis d'acheter des proviſions et tous autres beſoins pour la flotte de S. M. Britannique ou pour la ville de Gibraltar, dans tous les ports de l'Empereur de Fez et Maroc au prix du marché, et qu' on pourra les exporter ſans payer des douânes, comme il en a été extorqué dernièrement, contraire au traité de paix ſubſiſtant. *Proviſions pour Gibraltar et la flotte.*

ART. VI.

Tous les autres articles au nombre de XV conclus*), agréés et ajuſtés par le honorable Charles Steward Eſq.; de la part de S. M. Britannique, et par S. Excellence Bacha Hamet, Ben Aly; Ben Abdalla, et le Treſorier de S. M., M. Moſes Ben Hatter, Juif, de la part du dit Roi de Fetz et de Maroc, ſeront maintenus et conſerveront la même vigueur que durant les regnes du très-haut et très-illuſtre Prince George I. Roi de la Grande-Brétagne, France et Irlande &c. de glorieuſe memoire, et du haut et glorieux, puiſſant et très-noble Prince Albumazar Muley Ismael, dernier Empereur de Maroc. Et il eſt convenu de plus que tous les articles ſusmentionnés, tant les quinze, que ces articles additionels, ſeront publiés en langue arabe, dans l'eſpace de 20 jours à compter de la date d'aujourdhui, et affichés aux portes de tous les ports de mer des Etats de S. Majeſté Impériale. *Traité de 1721.*

Signé et daté à la Cour de Mequinez le 14 Janv. 1728.

*) Ces articles ſont ceux du traité du 29 Janvier 1721, renouvellés dans les traités poſterieurs et nommement ajoutés à celui du 1 Fevr. 1751 et qu'on trouve dans WENCK *C. I. G.* T. II. p. 451. Le nouveau traité de 1760 (m. *Recueil* T. VI. p. 1) ne les renferme pas expreſſement, mais il en adopte les principales diſpoſitions.

29.

1728 4 Oct. *Traité entre Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies et la Regence de Tripoli. Conclu le 4 Octobre 1728* *).

(LAMBERTY Tom. X. app. n. 32. et de même mais en Hollandais dans *Recueil van de Tractaten* &c. Tom. II. n. 22. et dans *Groot Placatenboek* D. VI. p. 318.)

ART. I.

Libre Achat de provisions. Les Armateurs Hollandois ou Vaisseaux de l'Etat, qui viendront mouiller l'ancre a Tripoli, ou en d'autres ports de mer de notre Domination, quels qu'ils puissent être, pour prendre des provisions et de l'eau, pourront, en paiant se ravitailler de tout ce dont ils auront besoin, sans qu'on le leur puisse empêcher.

ART. II.

Salut. Les Armateurs de l'Etat ou les Vaisseaux Hollandois, venant mouiller l'ancre ou dedans ou à la vue de ce port, repondront par autant de Coups de Canon au salut qui leur sera fait à leur arrivée par une décharge du Chateau.

ART. III.

Douane. En cas qu'un Vaisseau Marchand, ou un Armateur Hollandois, vint décharger dans ce port ou dans quelque autre de notre domination differentes Marchandises, elles ne paieront que trois pour cent de Péage. Mais si les marchandises déchargées ne sont point vendues, on pourra les rembarquer sans qu'il soit permis d'exiger le Péage.

ART. IV.

Munitions de guerre affranchies. On ne pourra rien exiger sous le nom de Péage des Armateurs ni des Vaisseaux Marchands Hollandois chargés de munitions de Guerre destinées à être vendues, comme par exemple de la poudre, du plomb, du fer, des

*) Ce traité est, que je sache, le plus recent entre ces deux états; il a été depuis généralement confirmé et renouvellé dans les occasions où il y a lieu.

des boulets de Canon, des Mats ou des Perroquets de Vaiſſeau et des choſes ſemblables. 1728

ART. V.

Viſitation ſur mer.

Des Armateurs de Tripoli rencontrant ſur Mer un Vaiſſeau Hollandois envoieront deux perſonnes de probité à bord, par la Chalouppe, prendre des informations, et ſe charger du Paſſeport pour l'aller faire examiner; ſi le Paſſeport ſe trouve bon, on le renvoiera à bord, afin que le vaiſſeau puiſſe continuer ſa route. Mais ſi le Paſſeport ne ſe trouve point tel, le vaiſſeau ſera conduit à Tripoli et traité ſelon ce que les Juges et le Divan prononceront avec connoiſſance du Conſul.

ART. VI.

Naufrage.

En cas qu'un Armateur ou un Vaiſſeau Marchand Holſandois vint par une tempête faire naufrage dans un lieu de nôtre Domination, on ne pourra ſe ſaiſir des effets ſauvez, ni en exiger le Péage, mais le tout appartiendra ſans exception au Maitre du Navire et aux Marchands, on ne pourra d'ailleurs charger l'équipage de fers, ni le moleſter.

ART. VII.

Eſclaves non reclamés d. vaiſſeaux.

Un Vaiſſeau de l'Etat des Provinces-Unies étant arrivé et aiant mouillé à la vûë de Tripoli, le Gouverneur fera inceſſament publier par le crieur public que ceux, qui ont des Eſclaves, prennent garde, qu'ils ne s'échappent dans ce Vaiſſeau, afin qu'ils ne puiſſent être redemandez ou reclamez ni du Vaiſſeau ni du Conſul.

ART. VIII.

Negoce à Tripoli.

En cas que des Hollandois ou de leurs Sujets Marchands, ſoit Juifs, ſoit Chrétiens, aillent demeurer et negotier à Tripoli, il ne ſera pas permis de les troubler dans leur negoce, ni d'exiger rien d'eux que le Péage.

ART. IX.

Succeſſions.

S'il arrivoit qu'un Hollandois ou un Chrétien de ſa famille mourut à Tripoli, ſon Héritier, s'il eſt preſent, ſe ſaiſira des biens du deffunt, ou bien ſon éxecuteur, s'il a fait ſon Teſtament étant plein de Vie et de Santé, ou enfin le Conſul pendant ſon abſence, ſans qu'on le leur puiſſe empêcher.

ART.

1728

ART. X.

Tripolitains pris sur vaisseaux Holl.

Lors qu'un Vaisseau Hollandois prendra un Vaisseau ennemi, sur lequel se trouveront des Marchands de nôtre Nation, on ne les outragera, ni endommagera leurs effets, mais on les debarquera dans le lieu qu'ils voudront, moïennant qu'ils païent le fret. Et lors que nos Corsaires prendront un Vaisseau ennemi, sur lequel se trouveront des marchands Hollandais, nos vaisseaux les traiteront de même, se feront paier le fret, sans outrager les Marchands, et sans endommager leurs effets.

ART. XI.

Faillites.

En Cas qu'un Marchand Hollandois negotiant en personne à Tripoli devint insolvable, et s'évadât, on ne pourra rien exiger du Consul Hollandois ni l'inquieter.

ART. XII.

Vaisseaux venant pour charger du sel.

S'il arrivoit qu'un Vaisseau Hollandois loué ou par un Venitien, ou par un Chrétien de quelque Religion qu'il soit, étant entré dans un de nos ports pour charger du sel, un Vaisseau Maltois ou quelque autre Corsaire vint enlever dans le voisinage de ce Vaisseau chargeant du sel, quelques effets du Navire, ou qu'il fût quelques Esclaves, le maitre de ce Navire ne pourra former aucune prétention pour ces effets ou ces Esclaves enlevez ni contre le maitre du Vaisseau, ni contre le Consul, mais uniquement contre le Marchand Chrétien qui a pris le Vaisseau à louage.

ART. XIII.

Cas de rupture.

En cas de rupture avec les Hollandois, on ne molestera ni ne fera molester le Consul, ni ses Marchands, ni ses Serviteurs, ni ses Domestiques, mais il lui sera libre de se retirer avec les siens et avec ses effets où il voudra, et pendant ce tems il ne sera pas permis de l'inquieter.

Cette Année mille et cent quarante uniéme, le quinzieme jour de la lune Zafer le bon, les Vaisseaux de la République de Hollande étant venus vers nous avec les presens, on a renouvellé la paix ci-devant faite, en convenant encore de trois articles, ce qui fait le nombre de treize en tout, entre le Commandeur Grave, le Consul Gerbrants, et son Excellence Achmed Pascha avec l'approbation de la Haute Porte, et dressé cette Capi-

Capitulation avec ſceaux et les ſeings de nous tous, afin que perſonne ne l'ignorât. 1728

S'enſuivent les Seings et les Sceaux.

(L. S.) ACHMED PASCHA, *Dey de Tripoli* conſervé.
(L. S.) IBRAHIM, *Bey de Tripoli* conſervé.
(L. S.) HASSAN, *Gouverneur du Chateau de Tripoli* conſervé.
(L. S.) MUHAMMED. *Aga des Janiſſaires de Tripoli* conſervé
(L. S.) MUSTAPHA. *Intenant du port de Tripoli* conſervé.
(L. S.) HUSSEIN, *Admiral de Tripoli* conſervé.
(L. S.) MUSTAPHA, *Patron de Tripoli* conſervé.

En vertu des Pleinspouvoirs donnez par Leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etat Gen. des Provinces-Unies à nous ſouſſignez avons conclu les Articles du Traité de paix ſusmentionnez.

Signé:

H. GRAVE (L. S.) PHILIPPE GERBRANDS. (L. S.)

A Tripoli en Barbarie ce 4 Octobre 1728.

30.

Traité de paix et de commerce entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède d'une part et la République d'Algèr de l'autre; ſigné à Algèr le 16 Avril 1729.

1729 16 Avr.

Ce traité ayant été renouvellé de mot à mot le 25 May 1792 et ſe trouvant déja inſéré en Suédois et en François dans mon Recueil Tom. VI. p. 269, où j'ai marqué ce qui y a été ajouté alors, j'ai cru qu'il ſerait inutile de le donner ici; au reſte on le trouve dans MODEE *Utdrag* p. 165. en Suédois.

31.

1729 Convention entre Sa Majeſté le Roi de Suède 18 Août. et Sa Majeſté Britannique comme Electeur de Bronſwic-Lunebourg relative au traité de paix de 1719; ſignée à Hambourg le 18 Août 1729.

(*Non imprimée encore.*)

Hamburgiſcher Commiſſions-Receß zwiſchen Sr. Königl. Majeſtät von Schweden und des Königs von Groß-Britannien Majeſtät als Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg, de dato 18ten Auguſt 1729.

Wir Friedrich von Gottes Gnaden der Schweden, Gothen und Wenden König u. ſ. w. Thun hiemit kund und zu wiſſen: Demnach in dem den $\frac{2}{20}$ten November 1719 zwiſchen Ihro Majeſtät der Königin *Ulrica Eleonora*, Unſerer Hochgeliebten Frau Gemahlin, und Ihrer Hochſeel. Groſs-Britanniſchen Majeſtät *Georg* dem 1ten als Hertzogen und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg geſchloſſenem und ratificirten Friedens-Inſtrument einige Angelegenheiten zu weiterer Abthuung ausgeſetzet, zu deren Beylegung nunmehro in der Stadt Hamburg gütliche Handlung gepflogen, und worüber durch beyderſeitige dazu bevollmächtigte *Miniſtros* ein ſolcher Vergleich verabredet und geſchloſſen worden, welcher von Wort zu Wort lautet, wie folget:

Receß, welcher bey der Commiſſion zu Hamburg über die zwiſchen Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und Ihro Majeſtät von Groß-Britannien als Hertzogen und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg in dem Friedens-Inſtrumento vom $\frac{2}{20}$ November 1719 zur Schlichtung ausgeſetzte Angelegenheiten errichtet und getroffen worden.

Im Namen der allerheiligſten Drei Einigkeit.

Zu wiſſen ſey hiemit, was maſsen bey Errichtung des zwiſchen der Durchlauchtigſten, Groſsmächtigſten

Fürſtin

Fürſtin und Frauen, Frauen *Ulrica Eleonora*, der Schwe- 1729
den, Gothen und Wenden Königin u. ſ. w. auch dem Reiche Schweden, an einem, und dem Durchlauchtigſten, Groſsmächtigſten Fürſten und Herrn, Herrn *Georg* dem Erſten, Könige von Groſs-Britannien, Frankreich und Irrland, Beſchützern des Glaubens, Hertzogen zu Braunſchweig und Lüneburg, des Heil. Römiſchen Reichs Ertz-Schatz-Meiſtern und Churfürſten u. ſ. w. Höchſtſeel. und Glorwürdigſten Andenkens, als Hertzogen und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg, am andern Theile, wegen der beyden Hertzogthümer Bremen und Verden, und deren reſpective Abtret- und Uebernehmung, unterm dato Stockholm den $\frac{2}{20}$ten November 1719 geſchloſſenen Friedens-Inſtruments und deſſen Separat-Articuln, einige Angelegenheiten ſich herfür gethan, welche eine genauere Nachricht und Unterſuchung, theils auch eine vorhergehende Liquidation erfordert, wornach aber das Hauptwerk aufzuhalten nicht dienlich geachtet, ſondern vielmehr beliebet worden, zu gänzlicher Schlicht- und Ausmachung ſolcher Puncten von beyden Seiten demnächſt gewiſſe Commiſſarios zu ernennen und zu bevollmächtigen, zu welchem Ende auch die von beyderſeits Höchſter Herren Compaciſcenten Majeſtät Majeſtät darzu ernannt- und bevollmächtigte Herren Commiſſarii im Monath Jun. 1720 in der Stadt Bremen zuſammen getreten, da der Bremiſche Dohm mit allem Zubehör tradiret und übernommen, auch nachher wegen Vollziehung einiger Puncte, insbeſondere

1) wegen der einigen Bremiſchen von Adel und Königl. Schwediſchen Bedienten währenden Krieges-Troublen ſequeſtrirten Güter,

2) denen Wismariſchen Tribunals-Gliedern in Rückſtand gebliebenen Beſoldungs-Geldern,

3) wegen Beybehaltung der geiſt- und weltlichen Bedienten beym Dohm,

4) wegen anderweitiger Employirung der noch bequem und capable befundenen vormahligen Königlich Schwediſchen Civil- Juſtitz- und Land-Bedienten, und Erſetzung der von denenſelben vorhin von Königlich Schwediſcher Zeit nicht genoſſenen Beſoldungen, auch

5) wegen Handhabung der von vormahliger Königlich Schwediſcher Regierung und Cammer verliehenen Conceſſionen, auch ertheilten Erb-Zins-Contracten

und

1729 und Meyer-Briefen; die fernere Nothdurft abgehandelt worden; man aber dennoch über ein- und andere Angelegenheiten bey gedachter Commiſſion noch nicht zum völligen Schluſs zu gelangen vermocht, ſondern ſolche auf eine andere bequeme Gelegenheit zu verſchieben ſich veranlaſſet geſehen, ſothane Reaſſumir- und endliche Beſchlieſsung auch in folgenden Jahren, wegen verſchiedener darzwiſchen gekommenen bekannten Verhinderungen ſich verzögert; daſs demnach zu endlicher Abhelfung ſolcher bey dem errichteten Friedens-Tractat und in deſſen Separat-Articuln vorbehaltenen Puncten eine anderweite Zuſammentretung beyderſeits Gevollmächtigten in der Stadt Hamburg beliebet worden; dazu aber der Durchlauchtigſte, Groſsmächtigſte Fürſt und Herr, Herr *Friderich*, der Schweden, Gothen und Wenden König, und die Crone Schweden, Dero Hofrath und Reſidenten im Nieder-Sächſiſchen Crayſe, den Hochwohlgebohrnen Grafen, Herrn *Axel Reenſtierna*, nebſt Dero Cammer-Rath in dem Königl. und des Reichs Cammer-Collegio, den Wohlgebohrnen Herrn *Albrecht Lindcreutz* an einem, und der Durchlauchtigſte, Groſsmächtigſte Fürſt und Herr, Herr *Georg* der Andere, König von Groſs-Britannien, Frankreich und Irrland, Beſchützer des Glaubens, Hertzog zu Braunſchweig und Lüneburg, des Heiligen Römiſchen Reichs Ertz-Schatzmeiſter und Churfürſt u. ſ. w. als Hertzog und Churfürſt zu Braunſchweig und Lüneburg, Dero Geheimten auch Geheimten Cammer-Rath, den Hochwohlgeb. Herrn, *Heinrich Groten*, Reichs-Freyherrn zu Schauen, nebſt Dero Regierungs-Rath in denen Hertzogthümern Bremen und Verden, den Wohlgebohrnen Herrn *Engelbert Johann von Bardenfleth*, Erbherrn zu Rechtebe und Geverſtorf, am andern Theile, allergnädigſt ernennet, und anhero nach Hamburg abgefertiget, dieſe auch, nach vorhero producirten Königlichen Vollmachten, mit einander in ordentliche Conferences getreten, die unerledigt- befundene und in Streit gerathene Puncte reiflich erwogen, und möglichſtermaſsen erläutert, auch folgendergeſtalt gehoben und verglichen, nemlich:

Art. I.

Redemtion des Pretenſions de la Suède.

Ob man zwar von beyden Seiten allen möglichſten Fleiſs dahin angewandt, insbeſondere denen ſowohl von Seiten Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und der Crone

Crone Schweden *ex Articulo separato I.* des errichteten Friedens-Instrumenti auf die aus dem Postirungs-District erhobene Contributiones und übrige Auflagen, auch wegen der in der Festung Ottersberg damahls befindlich gewesenen Magazinen, Ammunitionen und anderen Kriegs-Zurüstungen, imgleichen des Orlogs-Schiffes, Bremer-Schlüssel genannt, wie auch, nach Anleitung des Friedens-Tractats selbsten, allwo im 7ten §. gemeldet wird, dass die Brem- und Verdensche Land-Stände, was auf deren Obligationen und Garantie aufnegotiiret worden, zu bezahlen und zu prästiren gehalten seyn sollten, wovon doch einige Posten von der vormahligen Schwedisch-Bremischen Cammer abgetragen worden, gehabten Prätensionen, als im Gegentheil von Seiten Ihro Königl Majestät von Gross-Britannien u. s. w. als Churfürsten und Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg, theils wegen der unter der Stände Garantie negotiirten, von der Königl. Gross-Britannischen Hannoverischen Cammer aber abgeführten Capitalien, und sich dabey herfürgethaner beyderseits hoher Compacisenten Maj. Maj. bey Errichtung des Friedens-Schlusses unbekannt gebliebener Umstände, theils auch auf simulirt- und untergeschobene Pfand-Verschreibungen indebite bezahlten Gelder, mit mehrern aufgehobenen Gegen-Forderungen, *per modum liquidationis* die abhelfliche Masse zu verschaffen; so hat man doch wegen ein und anderer sich dabey geäusserten Differentien, darunter den Zweck nicht zu erreichen vermogt, und wie solchemnach mit Genehmhaltung beyderseits allerhöchsten Committenten dienlicher geachtet worden, sothane Differentien mittelst einer Aversions- oder Bogen-Handlung in der Kürze zu heben, und Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien, als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg Sich erkläret, alle bey dieser Commission berührte und unberührte Gegen-Forderungen nicht allein schwinden zu lassen, sondern auch an Ihro Königl. Majestät von Schweden und das Reich Schweden, für alle und jede Dero Seits aus dem Friedens-Tractat und zugehörigen *articulis separatis* gemachte, oder auch daraus etwa sonsten weiter zu formiren stehende Praetensiones eins für alles eine Summa von Neuntzig Tausend Rthlr. in neuen Dritteln baar herauszugeben; so wird im Namen und von wegen Höchstgedachter Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien 1729

1729 tannien als Hertzogen und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg hiedurch übernommen und Kraft dieſes verſprochen, ſothane 90000 Rthlr. in neuen, nach dem Leipziger Fuſs de Anno 1690 die Mark fein zu 12 Rthlr. ausgemüntzeten, und an Schrot und Korn vollgültigen ⅔tel Stücken, an Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und die Crone Schweden, und zwar an den oder diejenige, welchen Ihro Königl. Majeſtät genugſame Vollmacht darzu ertheilen, ſo bald über gegenwärtigen Receſs beyderſeits Königl. Maj. Maj. Ratificationes auf Art und Weiſe, wie hierunter § ult. weiter folget, einlangen und gegen einander ausgewechſelt werden, allhier in Hamburg völlig und unverzüglich in einer ungetrennten Summa, und ohne davon unter einigerley Vorwand, weſs Namens es immer ſeyn mag, etwas zurück zu behalten, gegen Quitung auszahlen zu laſſen: wohingegen Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und die Crone Schweden ſich aller weiteren, von verfloſſenen Zeiten herrührenden, und aus dem Friedens-Inſtrumento vom $\frac{8}{20}$ Novbr. 1719 und deſſen *articulis ſeparatis* in Anſehung der Hertzogthümer Bremen und Verden, für ſich zu machenden Prätenſionen, ſie mögen Namen haben wie ſie wollen, jetzt und künftig hiemit gänzlich begeben, ſo daſs Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien, als Hertzog und Churfürſt zu Braunſchweig und Lüneburg, oder Dero Königl. und Churfürſtl. Succeſſores, von Ihro Königl. Majeſtät zu Schweden und Dero Königlichen Succeſſoribus, noch der Crone Schweden, weder nun noch ins künftige, deſswegen jemahls gemahnet oder angeſprochen werden ſollen. Wie dann auch Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien vor Sich und Dero Königl. und Churfürſtl. Erben und Nachfolgern auf alle Deroſelben gegen Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und die Crone Schweden zuſtehende Anſprüche wegen der Hertzogthümer Bremen und Verden, oder daher rührenden anderweiten Prätenſionen, von was Natur und Beſchaffenheit die auch ſeyn mögen, (jedoch mit Vorbehalt deſſen, was hierunter § 7. wegen der noch zu extradirenden und zu communicirenden Briefſchaften und Acten aus dem Archivo zu Stockholm ſpecialiter ſtipuliret iſt) gleichergeſtalt aufs bündigſte renunciiren, und deſshalber Ihro Königl. Majeſtät von Schweden, Dero Königl. Succeſſores und die Crone Schweden niemahls anſprechen laſſen wollen.

Art.

ART. II. 1729

Alle und jede untergeſchobene und ſimulirt befundene Pfand-Verſchreibungen, als nemlich *Hypothèques ſimulées.*

1) die auf das Amt Bremervörde und des Commiſſarii *Huswedels* Namen unterm dato Stade den 27ten Febr. 1712 verſchriebene, von dem Grafen *Vellingk* geforderte Ein Hundert Sechs Tauſend Acht Hundert drey und vierzig Rthlr. 20 St. ½ Pf. einfolglich auch die unterm dato Stockholm den 4ten May 1719 auf funfzehn Dohmcapitels Häuſer in Bremen, und den ganzen Reſt der damahls noch unverpfändet geweſenen Bremer Dohmcapitels-Intraden *per male narrata* ausgewürkte Renovation und Confirmation,

2) die auf das Amt Himmelspforten und des Kaufmanns in Hamburg *Peter Greves* Namen unterm dato Stade den 30ten April 1712 à Vierzig Tauſend Rthlr.

3) die auf verſchiedene Amts-Intraden im Poſtirungs-Diſtrict und der Kaufleute in Hamburg *Gill* und *Leers* Namen unterm dato Hamburg den 29ten Jan. 1713 ausgeſtellete, nachhero aber gegen Sr. Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien und Churfürſtl. Durchl. zu Braunſchweig und Lüneburg Höchſtſeel. Andenkens, anderweite eigene Obligationes im Decbr. 1721 ausgewechſelte à Dreyſsig Tauſend Rthlr.

4) die von vormahligem General-Gouverneur und der Bremiſchen Cammer, unterm dato den 12ten Julii 1715 auf verſchiedene Dohmcapitels Häuſer in Bremen an folgende gegen deren darüber zurückgenommene Reverſe ausgeſtellete Pfand-Verſchreibungen, nemlich an den Regierungsrath *von Stade* auf Ein Tauſend Drey und Achtzig Rthlr. 16 Sch., an den Cammerier *Goeding* auf Neun Hundert Sechs und Sechszig Rthlr. 32 Sch., an den Cammer-Notarium *Rohri* auf Sechs Hundert Sechs und Sechszig Rthlr. 32 Sch., an den Intendanten *Burmeiſter* auf Vier Hundert Sechs und Sechszig Rthlr. 32 Sch. Selbige werden hiemit, wie von Seiten Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und des Reichs Schweden, alſo auch im Namen und von wegen Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien und Churfürſtl. Durchl. zu Braunſchweig und Lüneburg ein für allemahl mortificiret, und in Kraft dieſes für null und nichtig declariret, dergeſtalt, daſs die Beſitzer und Einhaber ſolcher

1729 simulirt- und untergeschobenen Pfand-Verschreibungen, wovon die Capitalia in Ihro Königl. Majestät von Schweden und der Crone Schweden Nutzen niemahls verwandt worden, an Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien und Churfürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg, oder Dero Königl. und Churfürstl. Successoren, jetzt oder ins künftige, einige Forderungen daraus zu formiren nicht ermächtiget, Höchstgedachte Ihro Königl. Gross-Britannische Majestät und Dero Mitbeschriebene aber solchen unrechtmässigen Einhabern darauf etwas auszukehren keines Weges verpflichtet seyn, noch Deroselben der errichtete Friedens-Tractat darunter im Wege stehen, oder dawider jemahls *cum effectu* allegiret werden soll. Was aber das von dem Baron *Houggers* in Paris negotiirte, und von demselben an die Kaufleute *Gill* und *Leers* in Hamburg cedirte Capital von Funfzig Tausend Rthlr. angehet, wofür gemeldete Kaufleute, vermöge der extradirt- und quitirten Pfand-Obligation und Houggerschen Cession, sowohl an Capital als darauf angewachsen gewesenen Zinsen, ihre Befriedigung erlanget haben, wird dessen befundene Richtigkeit hiemit declariret, und Ihro Königl. Majestät in Schweden, wie auch das Reich Schweden, alles daher rührenden Anspruches gänzlich enthoben, und frey erkannt, mithin dieses Postens halber völlig schadlos gehalten.

Art. III.

Officiers civils. Wird von Seiten Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien übernommen, denenjenigen Königlich Schwedischen Civil-Bedienten, welche ihre Bedienungen in denen Kriegs-Troublen verlustig gangen, seitdem aber von Ihro in Gott Höchstselig ruhenden, auch jetzt regierenden Königl. Maj. Maj. von Gross-Britannien nicht anderweit employiret, und mit nothdürftiger Subsistence versehen, item der bereits verstorbenen Witwen und Kindern, aus Königlicher Generosität, nicht aber dass Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien gemeynet seyn sollten, dadurch einige Personal-Forderungen an Sich kommen zu lassen, oder auf Sich zu nehmen, eine Summa von Fünf Tausend Fünf Hundert Rthlr. zufliessen, und nach der darüber verfertigten und hierbey communicirten Repartition eheftens austheilen zu lassen. Nicht weniger werden

Art.

ART. IV. 1729

die dem Königl. Schwedischen Cantzler *von Engelbrechten* wegen der demselben rückständig gebliebenen Gesandtschafts-Kosten, in einige Bremer-Dohm-Capitels Häuser in Annis 1715 et 1719, auf Drey Tausend Neun Hundert und Sechszig Rthlr. Speçies, oder Fünf Tausend Einhundert Acht und Vierzig Rthlr. Drittel verschriebenen Hypothequen, von Seiten Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien, nebst denen davon in Rückstand gebliebenen Zinsen aus besonderer Consideration in so ferne agnoscirt, dass Sie deren Bezahlung Vorschuss-Weise hierdurch versprochen, nemlich unter ausdrücklicher Vorbehalt des an die Bremische Land-Stände dieses Postens und Vorschusses halber zu nehmenden Regresses, zu welchem Ende dann von Seiten Ihrer Königl. Majestät von Schweden und des Reichs Schweden, die Deroselben wider gedachte Land-Stände als eigentliche *Debitores in eventum* zugestandene Iura an Ihro Königl. Majestät von Gross-Britannien, als Herrzogen und Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg in bündigster Form Rechtens hiemit cediret und abgetreten werden. *Fraix de la legation.*

So viel aber gedachten Cantzlers *von Engelbrechten* aus einer Königl.-Schwedisch-Bremischen Cammer Abrechnung vom 6ten May 1713, und denen unterm 22ten Junii 1712, übers Land zwar ausgeschriebenen, jedoch bey denen eingefallenen Kriegs-Troublen nicht aufgebrachten Geldern, auf Zwey Tausend und Zehen und ⅔ Rthlr. an die Bremische Land-Stände formirende anderweite Forderung anlanget, wird Königl. Gross-Britannischer Seits versichert, dem *von Engelbrechten*, wann die Land-Stände zuförderst nothdürftig vernommen und gehöret worden, durch den kürtzesten Weg, und ohne desswegen zu verstattenden Process, gleichfalls zu seiner billigmässigen Befriedigung zu verhelfen. Auf gleiche Art auch

ART. V.

bey dem Nieder-Sächsischen Creyss-Directorio, so viel möglich, es dahin zu vermitteln, dass die bey denen Creyss-Expeditionen employirte vormahlige Königl. Schwedische Canzley-Bediente, wegen der annoch zu fordern habenden und daselbst zu justificirenden Salarien-Gelder und Copial-Gebühren von Creyses we- *Salaires de la part du Cercle*

1729 gen und aus der Creyſs-Caſſa baldmöglichſt contentiret und klaglos geſtellet werden mögen. Wobey jedoch von Seiten Ihrer Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien aus beſonderer Bewegniſs übernommen wird, dem Regierungs-Rath, nunmehrigen Königl. Schwediſchen Envoyé zu Regensburg, *von Stade*, die von Anno 1714 bis 1717 inclusive, vor 4 Jahren annoch fordernde und darunter begriffene Sieben Hundert Rthlr. Creyſs-Secretarien-Beſoldung, aus Königl.- und Churfürſtl. Cammer anjetzo ſogleich Vorſchuſs-Weiſe, jedoch mit Vorbehalt des Regreſſes an die Creyſs-Caſſa, oder die Bremiſche Land-Stände, reichen zu laſſen.

Art. VI.

Prétensions de particuliers. Was die bey dieſer Commiſſion vorgeweſene Angelegenheiten der Majoren *Kleicke* und *Haffener* anbelangt; ſo ſind ſolche aus beſonderen Conſiderationen durch gütliche Handlung bereits abgethan und damit getilget.

Was aber des verſtorbenen Präſidenten *Gyldenklaues* Erben und Gebrüdere von *Greiffencrantz*, wie auch anderer, welche hinführo von Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien wegen der denenſelben reducirten Güter Satisfaction ſuchen möchten, betrifft; ſolche werden zu rechtlicher Erörterung und Erkenntniſs *ad forum rei ſitae* verwieſen, allwo Ihro Königl. Groſs-Britanniſche Majeſtät, wann zu ſolchen Behuf die annoch in Stockholm befindliche Reductions- und Liquidations-Acten zuförderſt extradiret, ihnen *promte juſtice* adminiſtriren zu laſſen, nach dem errichteten Friedens-Inſtrument, erbötig ſind.

Art. VII.

Extradition des archives. Weil auch in des Friedens-Tractats 3ten § verabredet iſt, daſs die Brieffſchaften und Documenten die Hertzogthümer Bremen und Verden betreffend, *bona fide*, ſo bald es möglich, denenjenigen ſollen extradiret werden, welche ſelbige zu empfangen von Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien ernennet und bevollmächtiget werden, und zufolge deſſen nicht allein die allhier in Hamburg damahls in Verwahr geweſene Dohmcapitels-Acten den 12ten Junii 1721 an den damahligen Chur-Braunſchweigiſchen Hofrath *Grafe*, ſondern auch der gröſſeſte Theil von denen hier nach Hamburg gebrach-

brachten Cameral- und anderen Acten im September 1722 nach darüber aufgerichteten Specificationen und Quitungen, ſind ausgeliefert worden. So iſt man wegen der übrigen von der Zeit an hier mit Sequeſter belegten, oder in der Königl. Schwediſchen Herren Commiſſarien Gewahrſam, vorhandenen Bremiſchen Brieffſchaften nunmehro beyderſeits überein gekommen, daſs dieſelbige gehörig ſepariret, und einem jeden Theil, was ihm zugehörig, nach darüber errichteten Specificationen, ſogleich nach erfolgten Königl. Ratificationen dieſes Receſſes, eingehändiget werden mögen. 1729

Da auch von denen bey dem Land-Rentmeiſter *Manderſtirna* gefundenen, und in der Königl. Schwediſchen Herren Gevollmächtigten hieſigen Verwahrſam vorhandenen Rechnungen, ſo viel man davon Schwediſcher Seits entbehren kann, denen Königl. Groſs-Britanniſchen Herren Commiſſariis originaliter, und übrigens auf jedesmahliges Verlangen in beglaubten Abſchriften ſollen zugeſtellet werden. Diejenige Original-Brieffſchaften aber, welche in Stockholm in Verwahrung ſeyn mögen, ſollen ebenfalls, ſo bald Königl. Groſs-Britanniſcher Seits zu deren Empfang jemand ernennet und bevollmächtiget wird, dem errichteten Friedens-Inſtrument gemäſs, *bona fide* extradiret werden.

Wobey dann inſonderheit der ins Reductions- und Liquidations-Werk ſchlagenden Acten halber ſtipuliret iſt, daſs alle Acten, Brieffſchaften und Rechnungen der vormahligen Reductions- und Liquidations-Commiſſionen, und was ſolchen anhängig, welche nemlich die Gravations-Sachen *ratione* derer Hertzogthümer Bremen und Verden, oder darunter begriffene Güter betreffen, an Ihro Königl. Majeſtät von Groſs-Britannien, oder Dero Gevollmächtigten, *in originalibus* ausgehändiget, von denenjenigen Reductions- und Liquidations-Actis aber, die zwar nicht directe ſolche *gravationes* concernirten, ſo wegen Brem- und Verdiſcher Domanial-Pertinentien gemacht worden, jedoch mit ſelbigen und denen gravitirten Perſonen *in puncto liquidationis* und ſonſten einige Connexion haben, auf jedesmahliges Begehren vidimirte Copeyen communiciret werden ſollen.

1729

ART. VIII.

Pretensions du comte de Vellingk

Die von dem Grafen von *Vellingk* auf das Vorwerk Harfsfeld und einige dazu gezogene Korn- und Schmal-Zehenten angeblich hergeschoffene Acht Tausend Zwey Hundert und Funfzig Rthlr. anlangend, können selbige von Seiten Ihrer Königl. Majestät von Grofs-Britannien vor jetzo noch zwar eben so wenig für richtig erkannt werden, als die zum Vorschein gebrachte, von dem Grafen von *Vellingk* halber an *Henning Duncker* unterm dato Stade den 7ten May 1711 darüber ausgestellte Pfand-Verschreibung agnosciret wird; dennoch aber wird Königl. Grofs-Britannischer Seits denen Gräfl. *Vellingkschen* Erben, oder auch dessen und deren Creditoren dabey vorbehalten, und erlaubet, dafs, wann die vom Brem- und Verdischen Etat unter des Grafen *Vellingk* Direction geführte Rechnungen vorher in Schweden gründlich examiniret und behörig justificiret, daraus aber erfordernder Nothdurft nach hinlänglich und deutlich erwiesen, dafs berührte 8250 Rthlr. wirklich hergeschoffen, auch in Ihrer Majestät des Königs in Schweden und des Reichs Schweden wahren Nutzen hinwiederum angewandt worden, selbige gehörigen Orts sich melden mögen, da man nach Befinden dieselbe hören, und allenfalls billigermafsen zu ihrer Befriedigung verhelfen wird. Auf solchem Fall aber wird von Seiten Ihrer Königl. Majestät von Grofs-Britannien hiedurch reserviret, die nach Ausweisung der Acten von dem Grafen von *Vellingk* darauf schon indebite gehobene Gelder in der alsdann darüber zuzulegenden Liquidation denenselben mit *in Computum* zu bringen, immafsen auf solchen Fall von Seiten Ihro Königl. Majestät von Grofs-Britannien sothane vom Grafen von *Vellingk* genossene Gelder unter obiger Renunciation nicht verstanden noch gezogen werden.

ART. IX.

Signature.

Wie nun oberwähntermafsen alle und jede in dem Friedens-Tractat und demselben annectirten Separat-Articuln begriffene Angelegenheiten hiedurch ihre vollkommene Richtigkeit und abhelfliche Mafse erhalten; so ist demnach gegenwärtiger Recefs darüber *in duplo* errichtet: Und weil die erstern Herren Commissarii zu der Zeit, als diese Commission zum Schlufs gediehen,

beyde

beyde zu Hannover gegenwärtig gewesen, von denen- 1729
selben, um keine Zeit zu verſäumen, am unten ſtehenden dato daſelbſt, kraft habender und gegen einander ausgehändigter Vollmachten, unterſchrieben und beſiegelt, da benebſt auch von beyden Seiten verabredet worden, daſs ſolche Unterſchrift dieſen Receſs eben ſo vollkommen geltend machen ſolle, als wäre er von denen geſammten Herren Gevollmächtigten an dem Commiſſions-Orte zu Hamburg und an einem dato unterſchrieben, wie dann auch hiemit feſtiglich verſprochen wird, daſs die Unterzeichnung dieſes Inſtrumenti von den beyden zu Hamburg ſich aufhaltenden Herren Commiſſarien daſelbſt gleichfalls ungeſäumt geſchehen, und ſodann der höchſten Herren Committenten Königl. Maj. Maj. allergnädigſte Ratificationes, wo nicht ehender, doch längſtens innerhalb fünf Wochen vom dato dieſes Receſſes Unterſchrift in Hamburg gegen einander in Stockholm ausgewechſelt werden ſollen. Geſchehen Hannover den 18ten Auguſti im Jahr Ein Tauſend Sieben Hundert Neun und Zwanzig.

Axel Reenstierna. (L. S.) Heinrich Grote. (L. S.)

Nachdem die bisher allhier gepflogene Commiſſions-Handlungen nach vorerwehntem Inhalt in allen Stücken zu vollkommener Richtigkeit gelanget; ſo wird auch gegenwärtiger Receſs, Kraft der gegen einander ausgewechſelten Königl. Vollmachten, hiermit von uns unterſchrieben und beſiegelt.

Hamburg den 12ten September im Jahr Ein Tauſend Sieben Hundert Neun und Zwanzig.

Alb. Lindcrutz. (L. S.) Engelb. Joh. von Bardenfleth. (L. S.)

Und wir dann obigen Vergleich und deſſen ganzen Inhalt Unſerer Intention allerdings gemäſs zu ſeyn befunden, und ihn daher approbiren und genehm halten wollen;

Als genehmigen, approbiren und ratificiren Wir hiemit und Kraft dieſes, vor Uns und Unſere Succeſſores,

1729 obinserirten Vergleich, wollen auch dass allem dem, was darinnen Unserer Seits versprochen worden, allwege gehöriges Genügen geschehe. Zu mehrerer Urkund haben Wir diese Unsere Ratification eigenhändig unterschrieben, und mit Unserm Königl. Insiegel bekräftigen lassen. So geschehen Stockholm im Rath den 9ten November 1729.

FRIEDRICH.
(L. S.)

Ratification über den Hamburgischen Commissions-Recess.
(L. S.) J. v. CEDERCREUTZ.

Dass diese vorstehende Copey mit seinem Originali von Wort zu Wort gleichlautend sey, wird hierdurch bescheiniget. Hannover den 7ten May 1748.

O. G. SCHRÖDER,
geheimer Registrator.

32.

1730 Sept. *Convention entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et le Dey et la regence d'Alger 1730. 1731. touchant les passeports Turcs.*

6.

Lettre du Dey d'Alger aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas du mois de Septembre 1730.

(*Storia dell' Anno* 1730-31. p. 299.)

A' nostri Amici gli Stati Generali delle Provincie Unite, che l'Onnipotente voglia rendere ancora più grandi, e accordar loro salute fino alla fine. Noi preghiamo il gran

gran Dio di darci agli uni e agli altri tutto ciò che è 1730
neceſſario, e che la noſtra Pace e Amicizia poſſa eſſer eterna. Cari Amici, vi diamo avviſo, che in queſto anno due de' noſtri Vaſcelli, ch'erano andati in corſo, incontrarono nel mare due de' voſtri Baſtimenti nomati *Flute*, e poi altri due nomati *Fregate*, proveduti tutti di Paſſaporti vecchi. Li Capitani delle noſtre Capre non eſſendo bene informati delle noſtre intenzioni, li mandarono qui per ignoranza: ma quando qui ritornarono, noi gli abbiam ripreſi, dicendo loro, che dovevano ſapere, qualmente tutti gli Olandeſi che ritornano dalla Turchia, dalle Indie, o altornde, potevano paſſare liberamente in Olanda con i Paſſaporti vecchi per ſei meſi; ma quei, che venivano direttamente dall' Olanda doveano eſſere proveduti di Paſſaporti nuovi. Ci hanno riſpoſto, ch' eſſi non aveano avuto da noi a queſto inguardo Iſtruzioni abbaſtanza chiare: ſul che vi notifichiamo di aver noi chiamato alla noſtra preſenza i Capitani de' voſtri Baſtimenti Mercantili, e abbiamo loro dimandato, ſe foſſe ſtato reſtituito loro il danaro, e ogni altra coſa. Eglino ci hanno riſpoſto di ſì, e noi gli abbiamo fatto ſegnare le ricevute qui anneſſe, che vi mandiamo, affinchè poſſiate conoſcere le noſtre buone intenzioni *). In fine, cari Amici, allorchè piacerà a Dio, che ci mandiate gli Alberi, promeſſici da parte voſtra, vi preghiamo iſtantemente di aggiugnervi quattro Trombe, et otto Ancore della qualità, che il Conſole, voſtro Schiavo, ci ha promeſſo di ſcrivervi. Preghiamo l'Onnipotente, che la noſtra Pace poſſa eſſer eterna, e paſſare in affetto e amicizia; Amen. L'anno del noſtro Profeta 1148, il dì 17 di *Gemaſie Ouvvel*; o ſia Settembre 1730.

*) Pourtant le Dey garda pour lui 11 caiſſes d'argent renfermant 137000 florins voyés *Europ. Mercur.* 1730. T. II. p. 48.

b.

1731 Traité conclu au nom des Etats Généraux des
24 Août. Provinces-Unies des Pays-Bas avec le Dey et la république d'Alger le 24 Août 1731.

(*Europ. Mercurius.* 1731. T. II. p. 115.)

De voorſpoedige Abdy Baſcha, en de Staaten General in het Jaar 1726, by den geſloten Vrede, alle diſputen uit den weg geruimd hebbende, zyn nu verder overéengekomen, by de voorige Artykelen de zes navolgende te voegen.

ART. I.

Dat de voorſpoedige Abdy Baſcha Dey, in 't Jaar 1730, by een Brief aan de Staaten Generaal geſchreven, verzocht heeft, dat alle Schepen naar Indiën varende, met Turkſche Paſſen mogten worden voorzien, om voor te kommen alle verdere diſputen die daar uit zouden kunnen ontſtaan; doch dat die Paſſen niet zouden zyn als die der Koopvaarders, om dat de eerſt genoemde zomtyds acht of tien Jaaren uitblyven, in welken tyd het zoude kunnen gebeuren dat de Paſſen der Koopvaarders veranderd wierden: waar om men overéengekomen is, dat de Paſſen der Schepen naar de Indien varende, permanent en geene verandering onderworpen zullen zyn; en opdat men de voorſchreven Paſſen uit de anderen zoude kunnen kennen, zal men het groot zegel van de Staaten Generaal zetten niet alleenlyk op de Bovenſtukken, die hier blyven, maar op de Paſſen die door den Staat uitgegeeven worden; by welkers konfronteering dat de zegels een en dezelve zyn, de Kapers van Algiers de gemelde Schepen vry en onverhinderd zullen laaten paſſeeren en repaſſeeren zonder ophouding of moleſtatie; en ingeval eenige van deze Kapers dit Artykel overtreeden, zullen zy ten ſpiegel van anderen zwaar geſtraft worden.

ART. II.

En ten einde een iegelyk de gemelde Paſſen voor de Schepen naar Indiën varende, zoude mogen kennen, hebben de Staaten Generaal aan haaren Conſul te Algiers ordre gegeeven, dat op de Bovenſtukken geſchreven zullen worden deze woorden: Alle Schepen, die dit ne-

ven-

b.

*Articoli ſtipulati tra gli Stati Generali delle Provincie Unite, e la Republica di Algeri li 24 Agoſto 1731 *).*

1731 24 Août.

(*Storia dell' Anno* 1731. 1732. p. 301.)

ART. I.

I Vaſcelli Olandeſi, che navigano alle Indie, dovranno eſſer muniti di Paſſaporti Turchi, per prevenire le conteſe, che altrimente potrebbono naſcerne: queſti Paſſaporti ſaranno differenti da quelli che dannoſi agli altri Vaſcelli Mercantili; e non ſaranno ſuggetti ad alcun cambiamento, ma permanenti; e per poterli diſtinguere dagli altri Paſſaporti, ſi metterà il gran ſigillo degli Stati Generali, non ſolamente ſopra le minute **), che reſteranno in Algeri, ma ancora ſopra i Paſſaporti ſteſſi che ſi daranno dalle Loro Alte Potenze, affinchè dopo il confronto de' ſuddetti ſigilli gli Armatori d'Algeri li laſcino paſſare e ripaſſare liberamente ſotto pena, in caſo di contravvenzione, d'eſſere puniti ſeveramente per ſervire d'eſempio agli altri.

ART. II.

Affinchè ognuno conoſcer poſſa i Paſſaporti de' Vaſcelli, che navigano alle Indie, gli Stati Generali daranno ordine al loro Conſole d'Algeri, che faccia ſcriver ſulle minute queſte parole: *Tutti li Vaſcelli che hanno ſu i loro Paſſaporti il ſopraddetto ſigillo, ſono Vaſcelli*

*) Dans la Storia dell' anno ce traité eſt daté de l'an 1730, mais c'eſt ſans doute une erreur: la traduction Italienne eſt un peu plus abregée que celle qu'on trouve à coté en Hollandais. Au reſte cette convention ne ſe trouve pas dans le *Groot-Placaetboek*. Il n'en eſt pas fait mention dans le traité de 1757. (WENCK C. J. G. T III. p. 161.) mais la ſtipulation principale relative aux vaiſſeaux des Indes y eſt repetée art. 24.

**) C'eſt la partie ſuperieure du paſſeport coupé en deux, dont il eſt queſtion.

1731 *venſtaande Zegel op hunne Paſſen hebben, zyn Ooſt-Indiſche Schepen, toebehoorende aan de Staaten Generaal; niet tegenſtaande de Bovenſtukken met de Pas niet accordeeren, zo is de Paſs even vel goed.*

ART. III.

Verder is overéengekomen, dat, dewyl de Schepen in Indiën zynde, wegens de ver afgelegenheit zich van geen nieuwe Paſſen kunnen voorzien, dezelve met hunne oude Paſſen vry zullen kunnen paſſeeren, geduurende den tyd van drie achteréénvolgende Jaaren; welke geſtelde tyd eindigen zal in 't Jaar van de Hegira 1147, op den laatſten dag van de Maand Mahuram, met de Chriſten rekening uitkomende op den laatſten December 1734; geduurende welken tyd het zegel dat hier is voor de Indiſchen Schepen die thuis komen, zal kunnen dienen; zynde het ten dien einde aan de kapers mede gegeeven.

ART. IV.

Noch is overéengekomen, dat de Paſſen de Koopvaarders geene verandering onderwurpen zullen zyn 't en zy wanneer de Staaten Generaal zulks zelfs goedvinden; doch byaldien eenige van deze haare Paſſen mogten vervallen in handen van vreemden, met deze Regiering in Oorlog zynde, zullen de Staaten Generaal alsdan, om alle diſputen voor te komen, na gedane Vertogen van deze Regiering, aan dezelve toeſtaan dat de Paſſen veranderd worden.

ART. V.

Is geaccordeerd, dat by de verandering der Paſſen, de oude een geheel Jaar goed zullen zyn; welke tyd van een Jaar, niet eerder beginnen zal dan van den dag af dat de Conſul van den Staat het eerſte Bovenſtuk aan de kapers uitgeeft; maar de Schepen uit Holland komende, zullen met nieuwe Paſſen voorzien zyn, en om alle diſputen te ontgaan, zal de Conſul op denzelven dag wanner hy het eerſte Bovenſtuk overleverd, een Certificatie van den Dey, wegens den bepaalden tyd neemen.

ART. VI.

Noch is overéengekomen, dat, ingeval na verloop van het geſtipuleerde Jaar, eenige van deze Kruiſſers, eenige Koopvaarders, toebehoorende aan de Ingezeetenen van de Staaten Generaal, met een oude Pas op Zee komen

Vaſcelli dell' Indie Orientali, appartenenti agli Stati Generali. 1731

ART. III.

Come i Vaſcelli che ſono nelle Indie, non poſſono per la gran diſtanza eſſere provveduti di nuovi Paſſaporti, potranno retornare liberamente co' loro Paſſaporti vecchi per tre anni conſecutivi, che finiranno l'anno 1734. In queſto tempo il ſigillo ch' è in Algeri, ſervirà per i Vaſcelli che rivengono delle Indie, e ſarà dato per queſto effetto agli Armatori.

ART. IV.

Anche i Paſſaporti de Vaſcelli Mercantili non ſaranno ſuggetti a verun cambiamento, quando le Loro Alte Potenze gli Stati Generali non lo trovaſſero a propoſito. Intanto ſe capitaſſe, alcuni di queſti Paſſaporti veniſſero a cadere nelle mani di Foreſtieri che ſono in guerra con la Reggenza di Algeri, gli Stati Generali, per prevenire ogni conteſa, conſentirano che la mentovata Reggenza, dopo avere fatte ſu ciò le convenevoli rappreſentazioni, muti li ſuddetti Paſſaporti.

ART. V.

In caſo di cangiamento de' Paſſaporti, li vecchi ſaranno buoni per un anno, il quale non comincierà che dal giorno in cui il Conſole degli Stati diſtribuira la prima minuta: ma i Vaſcelli che partiranno dall' Olanda, ſaranno proviſti di nuovi Paſſaporti; e per rimovere ogni conteſa, il giorno in cui laſcerà il Conſole la detta prima minuta, prenderà un certificato dal Dey circa il tempo limitato.

ART. VI.

Si è finalmente convenuto, che dopo ſpirato l'anno ſtipulato, ſe gli Armatori rincontreranno in Mare qualche Vaſcello appartenente a ſudditi degli Stati Generali, proviſto di Vecchi Paſſaporti (ſalvo però i Vaſcelli che navigano

1731 *komen te ontmoeten (uitgezonderd die naar Oost-Indien varen, breder in 't eerste Artykel gemeld, dewelke wel uitdrukkelyk hier buiten gesloten, en op geenerlei wys in dit Artykel begrepen zyn) zy dezelve vry mogen opbrengen, doch in geen andere Haven of Koningryk dan van Algiers; en na dat zodanig Schip aldaar door den Dey en Consul zeer naaukeurig geexamineerd, en alles met de waarheit overéénkomende bevonden is, zal de Lading van dat Schip prys verklaard en de vragt aan den Schipper volgens inhoud der Connossementen betaald worden; en men zal het Schip en het Volk onverhinderd laaten gaar, zonder hen iets te berooven of weg te neemen, en aan gemelde Schipper zal eene Certificatie werden gegeeven, op dat hy in zyne thuisreis door geen andere Kapers gemoeid worde, en die hem vry en onverhinderd laaten passeeren.*

vigano alle Indie, i quali ſon qui eſpreſſamente eſcluſi, 1731
e non devono eſſere in queſto Articolo compreſi) lo potranno menar via liberamente, ma ſolo nel Porto di Algeri, dove, quando il Dey e il Conſole avranno eſaminato come ſi deve il Vaſcello, e ritrovato il rapporto degli Armatori conforme alla verità, il ſuo Carico ſarà dichiarato di buona preſa, ſi pagherà il nolo al Padrone, che l'ha preſo, e poi ſi laſcierà ritornare il Vaſcello con l'equipaggio ſenza punto toccarlo, e ſi darà al Capitano un certificato, affin chè nel ſuo ritorno non ſia punto moleſtato d'altri Armatori, li quali laſcieranno paſſare liberamente.

33.

Acte de rehabilitation dans le traité de Seville, accordé par la Couronne d'Eſpagne à celle de la Grande-Brétagne; ſigné à Seville le 6 Juin 1731. 6 Juin.

(ROUSSET *les interêts des Puiſſances* T. III. p. 347.)

Déclaration que nous ſouſſignez Miniſtres de leurs Maj. Brit. et Cath. faiſons en vertu des ordres que nous avons des Rois nos Maîtres.

Le Roi de la Grande-Brétagne ayant fait communiquer à Sa Maj. Cath. le traité qu'il a conclu en dernier lieu avec l'Empereur *) et aiant déclaré qu'il a donné par là-les preuves les plus évidentes de la ſincerité de ſes intentions pour l'exécution du traité de Seville, tant par rapport à l'introduction effective des 6000 Hommes de Troupes Eſpagnoles, ſuivant les diſpoſitions dudit traité dans les places fortes de Parme et de Toscane, que

*) Traité du 16 Mars 1731. d. DUMONT T. VIII. P. II. p. 213. et de même d. ROUSSET ſuppl. T. II. P. II. p. 288.

1731 que par rapport à la prompte poſſeſſion de l'Infant Don Carlos, conformément au contenu de l'Article V. de la quadruple-alliance, ſans que de la part du Séréniſſime Infant Don Carlos ni de Sa Maj. Cath il ſoit neceſſaire de diſputer, debatre ou applanir quelque difficulté que ce ſoit qui pourroit s'élever, ſous aucun pretexte que ce puiſſe être.

Sa Maj. Cath. déclare, que pourvû que tout ce qui vient d'être enoncé ſoit promptement exécuté, elle ſera pleinement ſatisfaite et que non obſtant la déclaration faite à Paris le 28 de Janvier dernier par l'Ambaſſadeur extraordinaire le Marquis de Caſtellare *), les Articles du ſusdit traité de Seville qui concernent directement et reciproquement les deux Couronnes, ſubſiſtent dans toute leur force et toute leur intenſion et les deux Rois ſusnommés promettent également de faire executer ponctuellement les conditions exprimées dans lesdits Articles, auxquels ils s'engagent et s'obligent par le preſent Inſtrument; bien entendu que dans le terme de cinq mois, à compter du jour de la date de cet Inſtrument, ou plutôt ſi faire ſe pourra, Sa Maj. Brit. fera effectivement introduire les 6000 Hommes de Troupes Eſpagnoles, dans les Etats de Parme et de Toscane, mettre l'Infant Don Carlos en poſſeſſion actuelle des Etats de Parme et de Toscane, en conformité de l'Article V. de la quadruple-alliance, et aux Inveſtitures éventuelles: et Sa Maj. Cath. entend et déclare que dès que ladite Introduction et Poſſeſſion des Etats de Parme et de plaiſance ſera effectuée, ſa réſolution eſt, ſans qu'il ſoit beſoin d'aucune autre déclaration ou Inſtrument, que les Articles ſusmentionnés du traité de Seville ſubſiſtent auſſi-bien que la jouiſſance de tous les privilèges, conceſſions et exemptions en faveur de la Grande-Brétagne, qui ont été ſtipulés et ſont litteralement contenus dans lesdits Articles, et dans les traitez anterieurs, entre les deux Couronnes, confirmés par le traité de Seville, pour être réciproquement obſervés et executez ponctuellement. En foi de quoi nous les ſusdits Miniſtres ſouſſignés de leurs Maj. Brit. et Cath. avons ſigné la préſente déclaration et y avons fait appoſer le cachet de nos Armes; fait à Seville le ſix de Juin 1731.

*) Rousset ſuppl. T. II. P. II. p. 287.

34.

Convention conclue entre Sa Majeſté Britannique et la Ville de Bremen, touchant le commerce des Harengs, 1731.

1731
17 Oct.

(CHALMERS T. I. p. 113. en français.)

Soit notoire à tous ceux qui y ont interêt, qu'entre le ſéréniſſime et très-puiſſant Prince et Seigneur George II. Roi de la Grande-Brétagne &c. &c. par ſon envoyé extraordinaire le Chevalier Baronet Cyrill Wich, d'un côté; et la Louable République de Bremen, par les députés de ſon Honorable Senat, les Sieurs Chriſtian Schöne, et Gaspar à Rheden, Docteurs en Droit, de l'autre côté; en vertu de leurs Pouvoirs et Commiſſions; il a été conclu et arrêté les articles ſuivans pour ſervir de Reglement conſtant au libre Commerce du Hareng qui ſe pêche par les ſujets de Sa Majeſté Britannique ſur les côtes de ſes Royaumes.

ART. I.

La Ville de Bremen accorde la permiſſion que le Hareng qui ſe pêche ſur les côtes de la Grande-Brétagne, avant ou après le 24. de Juin N. St. ſoit apporté librement à ladite Ville, en payant les mêmes droits d'entrée qui ſe payent ordinairement pour le Hareng Flamand ou Hollandois, ſans qu'ils ayent beſoin de produire aucun certificat ſermenté touchant le tems que ce Hareng ait été pêché ou pris. *Libre importation.*

ART. II.

Ce Hareng, dès ſon arrivée, ſera tout mis dans le magazin ou les magazins qu'on jugera les plus convenables et propres pour y être gardé, moyennant que les propriétaires en payent un loyer raiſonable par tonneau, ſelon qu'ils en pourront convenir avec le maître du magazin. *Magazinage.*

ART. III.

Ce Hareng ſera ouvert dans la cour du magazin, à la vue de tous ceux qui voudront y être préſens; la ſaumure en ſera tirée; et après que le vuide des ton- *Braque*

1731 neaux ſera rempli de bons poiſſons, la ſaumure y ſera remiſe, le poiſſon reſtant toujours dans ſon premier tonneau, ſans être rempacqueté d'un tonneau à l'autre. De plus, il ſera taxé; et on mettra, ſelon ſa qualité, la marque et le cercle convenables ſur le fonds et au milieu de chaque tonneau; et pour faire voir que c'eſt du Hareng de la Grande-Brétagne, on fera brûler au fond de chaque tonneau un B. couronné, auſſi bien que l'an de la pêche de ce Hareng.

ART. IV.

Taxateurs. Pour cette fin, le Senat s'oblige de choiſir et conſtituer deux taxateurs, ordinairement dits Wraquers et deux empacqueteurs; et afin qu'on ne les puiſſe pas ſoupçonner de partialité, ils feront un ſerment ſolemnel devant l'Honorable Senat, de taxer les Harengs Britanniques ſelon leur bonté et exacte valeur, et de les empacqueter avec tout le ſoin imaginable; lequel ſerment, conforme au ſens de cet article, leur ſera réitéré tous les ans, au commencement de Juin par les Députés du Senat.

ART. V.

Vente. Si les propriétaires, ou leurs commiſſionnaires, viennent en perſone à Bremen avec leur Hareng, ils auront la liberté de le vendre indifférement aux bourgeois ou habitans de la Ville, à qui ils voudront: mais ſi, dans l'eſpace de huit jours, ils ne pourroient débiter leurs Harengs à ceux-ci, il leur ſera permis de les vendre à quiconque ils voudront, ou même de l'envoyer hors de la Ville, à tel endroit qu'ils jugeront convenable.

ART. VI.

Item. Quand les propriétaires voudront envoyer leurs Harengs à des commiſſionnaires, pour les débiter, ils ſeront tenus de choiſir pour commiſſionnaire un Marchand Britannique, demeurant à Bremen, ou quelque bourgeois de la Ville, qui alors le pourront vendre ou l'envoyer hors de la Ville, où bon leur ſemblera, ſelon le ſens de l'article précédent.

ART. VII.

Egaliſés aux plus favoriſés Outre ce dont on eſt déjà convenu ci-deſſus, les ſujets de Sa Majeſté Britannique jouiront toujours des mêmes privilèges et avantages dans ce trafic des Harengs, et

et tous autres commerces ſans exception, qui ſont déjà accordés, ou pourroient à l'avenir être accordés, aux ſujets d'aucune Puiſſance la plus favoriſée. 1731

ART. VIII.

Autres ſortes de poiſſons.

De même, il eſt permis aux ſujets de Sa Majeſté Britannique d'apporter à Bremen des Saumons, Merlus, Mòrues, et toute autre ſorte de poiſſons, ſoit ſéchés ou fumés, en barriques ou ſalés; bien entendu qu'ils payent le droit d'entrée, ou la gabelle modique.

De la même maniere, il eſt réſervé aux habitans et bourgeois de Bremen de négocier, ſelon leur ancienne coutume, aux Provinces des Royaumes Britanniqu s, d'y mener des marchandiſes, et de troquer ou changer contre ces ſortes de poiſſons et d'autres denrées.

ART. IX.

Ratification.

Tout ce qui eſt contenu dans les précédens articles, ſera confirmé et ratifié par Sa Majeſté Britannique et le Senat de Brémen, dans les formes authentiques et uſitées, dans l'eſpace de ſix emaines, ou plutôt, ſi faire ſe peut; et les inſtrumens ſeront échangés dans le terme ſusmentionné.

En foi de quoi, et en vertu des ordres et Pleinpouvoirs que nous ſusdits, l'Envoyé Extraordinaire de la Grande-Brétagne, et les Deputés de Bremen, avons reçus de Sa Majeſté le Roi de la Grande-Brétagne, d'une part, et l'Honorable Senat, de l'autre, nous avons ſigné la préſente Convention, et y avons fait appoſer les ſceaux de nos armes.

Fait à Bremen, ce 17 d'Octobre 1731.

(L. S.) CYRILL WICH.

(L. S.) CHRETIEN SCHÖNE D.

(L. S.) CASP. À RHEDEN.

35.

1732 3 Nov. *Traité de renouvellement du traité d'alliance de 1677 entre la Pologne et l'Autriche; signé le 3 Novembre 1732.*

(Dogiel *Codex Diplomat. Poloniae, et Lituaniae.* T. I. p. 351, ex originali.)

Foederis inter Leopoldum Imperatorem, et Ioannem III. Regem Poloniae, Anno 1677 concluſi Renovatio. Datum Varſaviae in Arce Regia d. 3 Nov. Anno 1732.

Nos infra ſcripti Sacrae Caeſareae, Regiaeque Catholicae Maieſtatis Legatus Magnus, et a Sacra Regia Maieſtate Poloniae ac Republica per Conſtitutionem Anni 1726. ad conſtituendas conferentias, firmandamque, et aſſecurandam bonae Viciniae amicitiam, inter Dominia S. C. Regiaeque Catholicae Maieſtatis, et Regni Poloniae, ac Magni Ducatus Lituaniae deſtinati Commiſſarii, poſt plures conferentias habitas, et peractas, diſcuſſasque, et concertatas ab utrinque ſeparatis Articulis praetenſiones, quas et ubi adhuc aliquid a Republica deſideratur, Illuſtriſſimus et Excellentiſſimus Dominus Legatus apud Auguſtiſſimam Caeſaream, Regiamque Catholicam Maieſtatem, ad ſatisfactionem Reipublicae ſubſequendam ſe omnimode promoturum, et evincere curaturum obligavit, unanimi ab invicem convenimus conſenſu, vetera Pacta, et Foedera inter Divum olim Leopoldum I. Rom. Imperatorem, et Ioannem III. Poloniae Regem Anno 1677 inita, et concluſa, non ingerendo Nos in novas quasvis conditiones, vel ligamina, reaſſumenda, et renovanda eſſe, quorum Pactorum tenor eſt talis:

Nos Leopoldus Divina favente clementia &c. Et Nos Ioannes III. Rex Poloniae &c. tenore praeſentium recognoſcimus, ac notum facimus univerſis et ſingulis praeſentibus, et futuris harum notitiam habituris. Quandoquidem qui Chriſti locum in terris gerunt &c. [*Inſeritur per totum Tractatus Anni* 1677 *)]. Datae in civitate noſtra Vinnenſi, et Arce Regia Varſavienſi de 24 Aprilis Anno

*) Dumont T. VIII. P. I. p. 338.

Anno Domini milleſimo ſexcenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, Regnorum noſtrorum Leopoldi Imperatoris Romanidecimo nono, Hungarici vigeſimo ſecundo, et Bohemici vigeſimo primo, noſtri vero Ioannis III. Poloniae tertio. 1732

Quae pacta in omnibus punctis, articulis, et conditionibus, excepto puncto de conſcribendo milite, quod huius eſt tenoris: "Hoc tamen expreſſo, ut liceat utrique noſtrum ex terris, et Provinciis alterius voluntario milites aere ſuo conductos educere, et arma in uſum ſuum exportare, eatenus tamen milites educere liceat quatenus id ſciente fiat altero noſtrum, neque ſit alteruter noſtrum bello ſuo proprio contra hoſtes aliquos ſuos impeditus &c." prout Illuſtriſſimus et Excellentiſſimus Dominus Legatus Dominus, Nomine Sacrae Caeſareae Regiaeque Catholicae Maieſtatis, ita et Nos Commiſſarii Nomine Sacrae Regiae Maieſtatis, et Reipublicae renovamus cum robore perpetuo in iisdem pactis expreſſo, ſalva approbatione, et ratificatione tam Sacrae Caeſareae Regiaeque Catholicae Maieſtatis, quam et Sacrae Regiae Maieſtatis, Poloniae, et Reipublicae in Comitiis Generalibus proxime futuris. In quorum fidem praeſentes manibus propriis ſubſcripſimus, ſigillaque noſtra gentilitia appoſimus. Datum Varſaviae in Arce Regia die tertia Menſis Novembris Anno Domini 1732.

HENRICUS GUILHELM Comes DE WILCZEK, *Legatus.*

CHRISTOPHORUS ANTONIUS SZEMBECK, *Epiſcopus Vladislavienſis et Pomeraniae.*

IOANNES POTOCKI, *Palatinus et Generalis Terrarum Kijoviae Capitaneus Varſavienſ. Commiſſarius.*

MICHAEL CASIMIRUS *Dux* RADZIVILL, *Supremus M. D. Litvaniae Stabuli Praefectus.*

ADAMUS A WILKOW WILKONSKI, *Succamerarius Terrae Sochaczovienſ. Commiſſarius.*

THEODORUS POTOCKI, *Archiepiſcopus Gneſnenſ. Primas Regni Poloniae et M. D. L.*

JOSEPH. DE KONCZYCE MNISZECH, *Supremus Regni Mareſchalcus.*

IOANNES LIPSKI, *Epiſcopus Luceorienſis Procancellarius Regni.*

MAXIMILIANUS DE TENCZYN OSSOLINSKI, *Supremus Regni Theſaurarius.*

36.

1733 24 Nov. *Convention, ou acte de neutralité, entre S. M. le Roi de France et leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas; ſignée à la Haye le 24 Nov. 1733 *) et ratifiée le 23 de Décembre 1733.*

(Rousset *Recueil.* T. IX. p. 461.)

Leurs Hautes Puiſſances ayant fait connoître à Sa Majeſté Très-Chrétienne, par leur reſolution du 26 Août 1733, qu'en même tems qu'elles ne ſe ſont point mêlées, en aucune maniere ni directement ni indirectement des affaires de Pologne, elles ſont d'intention de ne pas prendre part dans les dites affaires, ni aux brouilleries qui pourroient en reſulter, elles eſperoient que Sa Majeſté Très-Chrétienne voudroit bien que les Païs-Bas Autrichiens, dont Sa Majeſté Imperiale eſt préſentement en poſſeſſion, et qui doivent ſervir de Barriere à leur République, ne fuſſent point enveloppées dans la guerre qui s'élevoit à l'occaſion des affaires de Pologne: Sa Majeſté Très-Chrétienne pour donner à Leurs Hautes Puiſſances une marque du gré qu'elle leur ſait de la conduite qu'Elles ont tenue, et du déſir, qu'Elle a, qu'Elles jouiſſent de la tranquillité qu'Elles cherchent à ſe procurer, a déclaré et déclare qu'elle n'attaquera pas les Païs-Bas Autrichiens, dont Sa Majeſté Imperiale eſt préſentement en poſſeſſion, et qui, ſuivant les Traités, doivent ſervir de Barriere à la République, ſe reſervant Sa Majeſté Très-Chrétienne la liberté de repouſſer les hoſtilités qui pourroient être commiſes par les Troupes de Sa Majeſté Imperiale dans les Païs-Bas Autrichiens, de maniére que ſans donner atteinte à la neutralité ſtipulée, et ſans penſer à faire d'établiſſement dans les Païs-Bas, Elle pourroit garantir ſes frontieres, et employer pour cela les moyens néceſſaires et convenables au droit et aux uſages de la guerre. Leurs Hautes Puiſſances de leur côté déclarent qu'Elles ne pren-

*) Cette convention de neutralité a été renouvellée 1735 voyés Rousset *Recueil* l. c.

prendront aucune part dans l'affaire de Pologne, ni dans les differens auxquels la dite affaire a donné et pourroit donner lieu par la ſuite, le tout ſans préjudice des alliances qu'Elles ont avec l'Empereur comme Elles ont avec la France, et auxquelles alliances de part et d'autre, Elles ne prétendent point déroger: Leurs Hautes Puiſſances déclarant en outre qu'Elles ne négligeront aucun office pour détourner tout ce qui pourroit troubler le repos des Païs-Bas Autrichiens, et qu'elles n'aideront point en cela l'Empereur ni par leurs Troupes, ni de quelqu' autre manière que ce puiſſe être. 1733

Cette convention ou acte de neutralité ſera ratifié par Sa Majeſté Très-Chrétienne et par Leurs Hautes Puiſſances dans l'eſpace de deux mois, ou plutôt s'il ſe peut.

En foi de quoi nous ſouſſignés Ambaſſadeur de Sa Majeſté Très-Chrétienne et Deputez de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, avons ſigné le préſent acte.

Fait à la Haye le 24 Novembre 1733.

37.

Defenſiv-Alliance-Tractat, zwiſchen Sr. Königlichen Majeſtät nebſt der Crone Schweden, und Sr. Königl. Majeſtät zu Dännemark. Abgehandelt und geſchloſſen in Stockholm, den $\frac{24\ September}{5\ October}$ 1734. 1734 5 Oct.

(Faber *Europäiſche Staats-Canzley, 68. Theil* p. 647, et ſe trouve en Suèdois dans Modée *Utdrag* p. 171.)

Im Nahmen der heil. Dreyfaltigkeit.

Zu wiſſen ſey hiemit, daſs, nachdem der Groſsmächtigſte Fürſt und Herr Herr Friederich der Erſte, König in Schweden, der Gothen und Wenden &c. &c. &c.

1734 Landgraf zu Heſſen, Fürſt zu Hirſchfeld, Graf zu Catzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. Und der Groſsmächtigſte Fürſt und Herr Chriſtian der Sechſte, König zu Dännemark und Norwegen, der Wenden und Gothen, Herzog zu Schleſswig, Holſtein, Stormarn und Ditmarſchen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt &c. &c. &c. nicht allein geſinnet ſind, vermöge des zwiſchen beiden Cronen errichteten und geſchloſſenen Friedens-Vertrages, ſtets ein gut Vertrauen und beſtändige Freundſchaft zu unterhalten, ſondern auch nöthig und für gut befunden haben, durch eine nähere Verbindung gegen alle widrige Unternehmungen und feindliche Anfälle ſich in nähere und engere Verfaſſungen zu ſetzen, und zu dem Ende mit einander eine Defenſiv-Alliance einzugehen, die gleichwohl zu keines andern Potentaten oder Staats Nachtheil gereichen ſoll, geſtalt dieſe beide Nordiſche Reiche nicht gemeinet ſind, jemand Gewalt oder Schaden zuzufügen, ſondern Ihro Majeſtät Abſehen nur allein die Beſchützung und Sicherheit ihrer eigenen Reiche iſt.

Dieſerwegen haben höchſt bemeldete Ihro Königl. Majeſtät zu Einrichtung einer ſolchen Defenſiv-Alliance ihre Gevollmächtigte verordnet, nämlich Se. Königliche Majeſtät von Schweden, Dero und des Reichs Rath, Präſidenten Dero und des Reichs-Canzley Collegii, und der Academie zu Abo Canzler, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Arved Horn: Dero und des Reichs-Rath, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Swen Lagerberg; Dero und des Reichs Rath, und der Academie zu Lund Canzler, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Carl Gyllenborg: Dero und des Reichs Rath, auch Canzley-Rath, den Hochwohlgebohrnen Herrn Grafen Guſtav Bonde; nebſt dem Hof-Canzler Hochwohlgebohrnen Freyherrn Herrn Herman Cedercreutz, auch den Canzley-Rath Wohlgebornen Herrn Joachim Neres; Se. Königliche Majeſtät zu Dännemark aber Dero geheimen Rath, Stifts-Amtmann der Provinzen Fühnen und Langeland, Amtmann zu Odenſee, Dalmos, St. Knuds und Rugards, Aemter, Ambaſſadeur extraordinaire an Sr. Königl. Majeſtät in Schweden Hof, den Hochwohlgebohrnen Herrn Chriſtian Seheſtedt, auf Rahnhölt und Niſslegard, Rittern: welche Kraft der am Ende dieſes Tractats angefügten Vollmachten, zuſammengetreten,

und

und nach Vorzeigung und Auswechselung selbiger Voll- 1734
machten nach Anleitung der gegenwärtigen Conjuncturen auch nach beider Majestät Majest. Convenienze sich vereinbahret, dessen was in folgenden Artikeln enthalten:

ART. I.

Ist verabscheidet, dafs zufolge des obgemeldten beider Cronen A. 1720 geschlossenen Friedens-Tractats*) zwischen Sr. Königl. Majestät und der Crone Schweden, und Ihro Königl. Majestät in Dännemark, beiderseits Erben und Nachfolgern im Regiment, wie auch beiderseits Reichen, Fürstenthümern, Provinzen und Ländern, Städten und Unterthanen, beständig eine aufrichtige Freundschaft seyn soll, und Ihre Majestät Majest. sich höchst angelegen seyn lassen wollen, beiderseits Nutzen und Bestes gemeinsamlich zu befördern und zu vertheidigen: zu welchem Ende sie sich einander geloben und versichern, dafs sie nach dato dieses mit andern Potentaten, in keine Verbindnisse sich einlassen, noch weniger directe oder indirecte, oder auf was Weise es möchte geschehen können, etwas unternehmen wollen, so Ihro Maj. Majest., Dero Reichen, Ländern und Unterthanen zum Schaden und Nachtheil gereichen könne; hingegen im Fall jemand anders, ohne dazu gegebene rechtmäfsige Ursache, etwas unternehmen sollte, so soll (solches) alsdann Kraft dieses Bundes, mit aller Macht abgehalten und verhindert werden, auch (wollen sie) beiderseits treulich und redlich einander warnen, offenbahren, und an die Hand geben, wenn einer von ihnen merken sollte, was zu des andern Nachtheil und Schaden intendiret, geschmiedet und angeleget werden möchte; wie denn auch beide Königl. Majestäten sich hiermit verpflichten und verbinden, dafs sie ihre Königreiche, Fürstenthümer, Grafschaften, Provinzen, Länder und Städte in Europa, die sie jetzt würklich zu eigen haben und besitzen, reciproce garantiren, und aufs beste und kräftigste zu deren beständigen und geruhigen Besitz beschützen und handhaben wollen. *Amitié.*

ART. II.

Im Fall nun einiger Potentat, wer der auch seyn möchte, niemand ausgenommen, sich unterstehen sollte, auf was Weise es wolle, Ihro Königl. Majest. Majest. einig Unrecht und Gewalt, es sey mit Waffen und Krieg, oder *Cas d'attaque.*

*) DUMONT T. VIII. P. II. p. 29.

1734 oder durch ander unbilliges Zudrängen, Dero Reiche, Fürstenthümer, Grafschaften, Herrschaften, Provinzen, Länder und Städte in Europa; die Ihre Königl. Majest. Majest. vermöge des allgemeinen Friedens-Vertrags, jetzo würklich innhaben, und als Dero Eigenthum besitzen, anzutasten; so verbinden sich beide Königl. Maj. Maj. vermöge des ersten Artikuls, einander die Hand zu reichen, und zu Hülfe zu kommen, und zwar auf solche Art und Weise, wie hierunter folget.

ART. III.

Bons offices. Derjenige von Ihro Maj. Maj. wessen Reiche, Länder und Städte in Europa, nichts ausgenommen, feindlich angegriffen, oder dessen Jura und Gerechtigkeit verringert oder gekränket werden möchten, soll schuldig seyn, solches dem andern zeitig erkennen zu geben, und sobald der andere davon Nachricht erhalten, soll er innerhalb zwey Monathen nach geschehener Notification und Ansuchung, oder auch früher, wo möglich bereit seyn, auf eigene Kosten dem Requirenti diejenige Hülfe und Beystand zu senden, die hierunten benennt wird, und soll Requisitus nichts desto weniger zu freundlicher Beylegung der Sachen mittler Zeit alle gute Officia anwenden.

ART. IV.

Secours. Wann die Requisition geschiehet, soll Requisitus innerhalb besagter Zeit senden, 2000 Mann zu Pferd und 6000 Mann zu Fuss, und diese Anzahl muss Requisitus allezeit parat und in Bereitschaft haben, auch in berührtem Casu auf Begehren ohne Widerrede abfolgen lassen, wann er gleich von einem mächtigen Feind würklich überfallen und angegriffen seyn sollte, oder auch Requirent mit weniger sich begnügen wollte, welches ihm zeitig zu erkennen gegeben werden muss.

ART. V.

Canons. Von der Feld-Artillerie sendet Requisitus bey jedem Regiment zu Fuss vier Feldstücke mit deren Zubehör und Ammunition, schwere Artillerie aber nebst deren Zubehör und Ammunition, Vestungen damit zu beschiessen, oder ins Feld zu führen, verschaffet der Requirent selbst, und das in solcher Menge, auch in solchem Zustande, als der Sachen Nothdurft erfordert.

ART.

ART. VI. 1734

Gleichergeſtalt ſendet Requiſitus, auf geſchehenes Anſuchen, ſechs Kriegsſchiffe, von welchen zwey mit 60 und viere mit 50 Stücken jedes montirt, dabey auch eine Fregate und einen Brander, alle mit völliger Beſatzung, Mannſchaft, Ammunition und Proviſion verſehen ſeyn ſollen. *Vaiſſeaux de guerre.*

ART. VII.

Weil aber ſich zutragen könnte, daſs der, ſo von dieſen hohen Alliirten angegriffen worden, den Umſtänden und der Sachen Beſchaffenheit nach zur See eine gröſsere, zu Lande aber eine geringere, oder zu Lande eine gröſsere, zur See aber eine geringere Aſſiſtenz benöthiget, als im vorhergehenden Articul bedungen: ſo ſoll es in dergleichen Zufällen gänzlich in des Requirenten freyer Wahl und Gutbefinden ſtehen, Truppen in Stelle von Schiffen, oder Schiffe in Stelle von Truppen begehren, auf ſolche Weiſe, daſs ein Schiff von 80 bis 90 Kanonen gegen 1000 Mann Cavallerie, und ein Schiff von 50 bis 60 Kanonen gegen 1000 Mann Infanterie gerechnet, und der Requiſitus innerhalb oben geſetzter Zeit unwegerlich präſtiren ſoll. *Choix des ſecours.*

ART. VIII.

Sollte aber die Hülfe und Unterſtützung zu Lande und Waſſer nicht zulangen, ſo ſoll Requiſitus ſchuldig ſeyn, den in vorgehenden Articuln verſprochenen Succurs ſowohl an Volk, als Schiffen, zu verdoppeln, und innerhalb drey Monaten auf ſeine eigene Koſten dem Requirenti zum Gebrauche ſenden. *Doublement du ſecours.*

ART. IX.

Sollte Requirent von ſeinen Feinden ſo hart gedränget werden, daſs er noch eine gröſsere Hülfe benöthiget, ſo wollen Ihro Königliche Majeſtät, alsdann in ſolchem Zuſtande, durch Unterhandlungen, mit einander überlegen, auf was Weiſe dem Feinde aufs kräftigſte Widerſtand gethan werden könne, und alſo, nach der Sachen Beſchaffenheit und Umſtänden, mit allen Kräften agiren, entweder mit zuſammengeſetzter Macht, oder auch durch Diverſionen in des Feindes Lande den Krieg gegen denſelben fortzuſetzen, bis es zu einem beſtändigen Frieden gebracht und der Requirent vollkommene Satisfaction erlanget. *Augmentation ultérieure.*

ART.

1734

ART. X.

Commandement des troupes. Die Hülfe soll Requisitus commandiren lassen, von einer Generals-Person und von einem Flag-Mann, und dieselben sollen Macht haben, iurisdictionem zu exerciren, also dass, wann jemand ihrer Untergebenen ein Verbrechen begehen sollte, der Straffällige nach des Requisiti eigenen Kriegs- und See-Articuln bestraft werden solle.

ART. XI.

Direction des operations. Es mag der requirirende König selbst bey der Armee oder der Flotte seyn, oder dieselbe einem General oder Admiral anvertraut haben, so führet er doch ein Absolut-Commando nicht weniger über die Auxiliar-Truppen und Schiffe, als über seine eigene, gestalt Er gleiche vollkommene Direction über das ganze Kriegswesen haben soll, dasselbe zu gouverniren, nachdem es die Kriegs-Raison erfordert.

ART. XII.

Conseil de guerre Wann aber wegen einiger Kriegs-Expedition etwas zu deliberiren vorfällt, da soll der General, der Admiral proportionaliter so viele von des Requisiti, als von seinen eigenen Officiren zum Kriegsrath zusammen fordern, und in selben des Königs, der assistiret wird, General oder Admiral allezeit das Präsidium führen, die andern aber deren Stelle und Vota nach ihrer Bedienung und Ancienneté haben.

ART. XIII.

Decisions du Conseil. Die Vollziehung der Kriegs-Geschäfte, wann der requirirende König nicht persönlich bey der Armee, soll allezeit mit den meisten Stimmen geschehen; wann aber der requirirende König selbst gegenwärtig, stehet die Decision bey demselben, und sind Ihro Maj. keinesweges an die meisten Stimmen verbunden, denenselben zu folgen.

ART. XIV.

Entretien des troupes. Den Unterhalt, solchen Succurses sowohl zu Lande als zu Wasser, muss Requisitus selbst anschaffen, der Requirens aber soll, so lange diese Auxiliar-Truppen sich in seinem eigenen Lande befinden, dieselbe mit Fourage, Service und Brot, ohne Bezahlung, eben so, wie seine eigene Soldaten, nach seiner eigenen Verpflegungs-Ordnung versehen; das Seevolk aber unterhält Requisitus selbst.

ART.

ART. XV. 1734

Die Auxiliar-Truppen und Schiffe sollen nicht länger gegen den Feind gebraucht werden, als des Requirentis eigen Volk und Schiffe; wann sie aber auf ein Jahr ausgesandt werden, so soll der Requirent ihnen verschaffen, Quartier, Brot, Fourage und Service, eben so, wie seine eigene, und wann er sie heimsendet, nach seiner, des Requirentis Gelegenheit, dieselbe unter Weges entweder mit Fahrzeugen und nöthigem Proviant; oder wo sie über Land gehen, mit nöthigem Brot, Fourage und Service versehen; auch soll oberwähnter Succurs alle Jahr, so lange der Krieg währet, von dem Requisito selbst recrutiret, und in der folgenden Campagne zeitig, zum längsten Medio Maji, dem Requirenti, wo er es begehren sollte, unfehlbar zugesandt, nicht aber vorenthalten und zurück gefordert werden, unter was Prätext und Vorwand es auch seyn möchte, ja wann auch Requisitus selbst in seinen eigenen Reichen und Ländern feindlich angegriffen, und überfallen werden sollte, wovon Er dem Requisito zeitig Nachricht geben soll, dass Er auf einer andern Seite dem Feind eine Diversion mache. *Leur emploi.*

ART. XVI.

Wann nun in hostico agiret wird, muss der Unterhalt sowohl für die Officiers, als Gemeine, aus des Feindes Landen gezogen werden; gleichergestalt verhält es sich mit den Quartieren, die in des Feindes Landen ausgetheilet werden; wann aber in hostico kein Unterhalt zu erhalten, so soll jeder von Ihro Königl. Maj. Maj. für sein eigen Volk Unterhalt anschaffen. *Entretien sur territoire ennemi.*

ART. XVII.

Mit diesen Auxiliar-Truppen und Schiffen soll allezeit in See- und Feld-Schlachten die Ordnung gehalten werden, dass sie so viel möglich beysammen bleiben, und von ihren eigenen Officiren commandiret werden, die Schiffe auch in einer Escadre bleiben, woferne die Kriegs-Raison es nicht anders erfordert. Die hohen und niedrigen Gefangene, viele oder wenig, Artillerie und Ammunition, Kriegskasse oder Magazine, so dem Feind abgenommen werden, soll beiden Königen proportionaliter zugehören. Die Contributionen, so aus des Feindes Land gezogen werden, sollen unter beiden Thei- *Partage des contributions etc.*

1734 Theilen, nach Proportion der Truppen, die gegenwärtig sind, getheilet werden.

ART. XVIII.

Salut sur mer. Mit den Begrüfsungen zur See soll es in den Fällen nach Inhalt dieses Tractates gehalten werden, und wann beider hohen alliirten Schiffe und Escadres sich conjungiren, soll es nur geschehen, mit Schiefsen einen Schufs nach dem andern, ohne Seegel zu streichen, also dafs der erstgrüfsende eben so viele Schüsse zur Antwort bekommt, und soll der Anfang gemacht werden von den Auxiliar-Schiffen oder Escadre; aber in anderen Fällen bleibt es bei der vorigen Gewohnheit.

ART. XIX.

Radoubement des vaisseaux. Es stehet beiden Hohen Alliirten frey, für ihre Schiffe, die entweder von dem Feind oder durch Sturm beschädigt worden, sich des einen und andern Havens zu bedienen, auch allda einkaufen zu lassen, was zu des Volks und der Schiffe nothwendigen Unterhalt und Reparation erfordert werden möchte: doch sollen die Officiers die Vorsichtigkeit gebrauchen, dafs sie bey ihrem Einlaufen keine Ursache zum Mifstrauen geben; weshalben die Officiers schuldig seyn sollen, gute Kriegs-Disciplin zu halten, und mit dem Commandanten in gutem Vertrauen zu leben, sich befleifsigen, auch alles mit dessen Wissen und Communication verrichten.

ART. XX.

Cas de guerre commune. Im Fall es sich zutragen möchte, dafs Ihro Königl. Maj. Maj. wegen dieser Defensiv-Alliance oder Hülfe-Sendung unter was Prätext es seyn möchte, von jemand, er mag seyn wer er wolle, beunruhiget oder feindlich angegriffen würde, so sollen beide Theile solchen Aggressorem für einen gemeinsamen Feind halten, und mit aller Macht zu Lande und zu Wasser die Waffen gegen denselben ergreifen, aber keinen Stillestand oder Frieden mit ihm machen, ehe und bevor völlige Restitution, Satisfaction und Sicherheit für beide Hohe Alliirten erhalten.

ART. XXI.

Limites des états. Nachdem auf Schwedischer Seite vorgestellet worden, wie wegen der Gränzscheidung zwischen Wermeland, Dahl und Bohuslehn und daran stofsenden Theile von Norwegen einige Jahre her zwischen beiderseits Unter-

terthanen verschiedene Irrungen entstanden; so haben Ihre Königl. Maj. Maj. aller daher zu besorgenden Unordnung vorzubeugen, als auch das gute nachbarliche Vertrauen und Freundschaft zwischen beiden Cronen und deren Unterthanen desto mehr zu befestigen, für gut und dienlich erachtet, an allen den Oertern, wo auf der Norwegischen Gränze einiger Streit seyn kann, solches durch gewisse bevollmächtigte Commissarien untersuchen, und diese Streitigkeiten beylegen zu lassen: mit welcher Verrichtung so zeitig angefangen werden soll, dass dieselbe zum wenigsten innerhalb drey Jahren *), wo es nicht eher geschehen kann, zu Ende gebracht werde. 1734

ART. XXII.

Commerce.

Desgleichen sollen auch beide Königl. Maj. Maj. sich angelegen seyn lassen, dass Dero Unterthanen Commerce und Seefahrt aufs beste unterstützet, erweitert und beschützet werde, so dass beiderseits Unterthanen Schiffe und Fahrzeuge vollkommene Freyheit und Erlaubnis haben, in beiderseits Königl. Maj. Maj. See-Haven und Städten, dieselben mögen gelegen seyn wo sie wollen, nicht allein in Europa, sondern auf den Küsten ausser Europa, allwo sie bereits Handlung haben, oder künftig anlegen möchten, frey und ungehindert einzulaufen, und sich derselben zu bedienen, auch von beiderseits Bedienten und Unterthanen alle Officia Humanitatis, nebst aller möglichen Handreichung, Hülfe und Beystand, nach der Zeit und des Orts Beschaffenheit, geniessen sollen, doch gleichwohl ohne auf bemeldeten Küsten und Handels-Plätzen ausserhalb Europa zum Präjudiz der von beiden Seiten errichteten Compagnien Handlung zu treiben; und wollen Ihro Königl. Maj. Maj. künftig, und wo es die Conjuncturen werden veranlassen, sich vereinigen, über eine nachdrückliche Weise beider Nationen Handlung zu vertheidigen, und gegen alles Eindringen und Feindseeligkeiten, womit sie molestiret werden möchten, aufrecht zu halten.

ART. XXIII.

Alliances avec d'autres Puissances.

Dieses Bündnis soll nicht gereichen oder gedeutet werden zum Präjudiz der Defensiv-Alliancen, die Ihro Königl.

*) Ce traité de limités n'a été conclu qu'en 1751 et se trouve dans WENCK *C. I. G.* T. II. p. 598.

1734 Königl. Maj. Maj. mit andern Potentaten und Staaten bereits geſchloſſen, oder künftig noch ſchlieſsen möchten, ſo weit dieſelbe mit dieſem Bündniſſe nicht ſtreitig, auf Art und Weiſe, wie in dem erſten Articul gemeldet worden.

ART. XXIV.

Extenſions futures de ce traité. Da auch beide hohe Theile beiderſeits völlig geſinnet ſind, nicht allein beſtändiglich und ſtricte nachzuleben und zu erfüllen, alles was in dieſem Defenſiv-Allianz-Tractat abgehandelt und bedungen worden, ſondern auch ſich deſſen nutzen und gebrauchen wollen, in allen den Zufällen, die künftig zu mehrerer Befeſtigung und Erweiterung der aufrichtigen Freund- vertraulichen Nachbarſchaft zwiſchen beiden Cronen gereichen können: alſo wollen auch Ihro Königl. Maj. Maj. weiter und näher darauf bedacht ſeyn, wie dieſer Tractat nach der Zeiten und der Conjuncturen Beſchaffenheit und Veränderungen, zu beider Reiche gröſserem Nutzen und Sicherheit, erweitert und verbeſſert werden möge.

ART. XXV.

Durée. Dieſes Bündniſs ſoll auf 15 Jahre währen, und nach deren Ablauf einen jedem freyſtehen, daſſelbe zu prolongiren oder nicht; doch ſoll ein halb Jahr vor Ablauf obiger Zeit über die Continuation gehandelt werden.

ART. XXVI.

Ratification. Die Ratification dieſes Tractats ſoll innerhalb ſechs Wochen, oder eher, wo möglich, ausgewechſelt werden. Des zu mehrerer Urkunde iſt gegenwärtiges in Duplo ausgefertigte Inſtrument von Sr. Königl. Majeſtät in Schweden, wie auch von Sr. Königl. Majeſtät in Dännemark bevollmächtigten Miniſtern unterſchrieben und beſiegelt. So geſchehen in Stockholm den $\frac{24. \text{ September}}{5. \text{ October}}$ des Jahrs nach Chriſti Geburt 1734.

(L. S.) A. HORN.
(L. S.) S. LAGERBERG.
(L. S.) C. GYLLENBORG.
(L. S.) G. BONDE.
(L. S.) J. H. VON KOCHEN.
(L. S.) H CEDERCREUTZ.
(L. S.) J. NERES.

(L. S.) C. SCHESTEDT.

A la

A la ſuite de ce traité il fut fait une convention par- 1734
ticuliere entre ces deux états en date du 2 Fevrier 1735 relativement au paſſage reciproque des poſtes, portant que tant que cette alliance durerait, on pourrait faire paſſer deux poſtillions par ſemaines par les états reciproques au lieu d'un dont on était convenu par le 15eme article du traité de paix de 1720. On la trouve en Danois dans le recueil des ordonnances du Danemarc Forordningar fra 1735 til 1736. p. 10; *elle m'a parue trop peu importante pour l'inſérer ici; au reſte elle a été renouvelée 1751.*

38.

Traité de paix et de commerce entre le Roi de 25 Déc.
la Grande-Brétagne et l'Empire de Maroc; ſigné le 15 *Déc.* 1734.

Ce traité a été renouvellé le 15 Janvier 1750, et ſe trouve enſemble avec les articles additionels du 1 Fevrier 1751, dans Wenck *C. I. G.* T. II. p. 446 et ſuiv. J'ai donc cru qu'il ſerait ſuperflu de le repeter ici.

39.

1735 25 Juin. Convention de subside entre Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède et Sa Majesté Très-Chrétienne; signée le 25 Juin 1735 *).

(D'après une copie qui m'a été gracieusement communiquée de la Chancellerie de royale Suède.)

L'amitié et la bonne intelligence qui ont subsistés si heureusement depuis tant de temps entre les Couronnes de Suède et de France, ayant portez Sa Majesté trèz-Chrétienne à faire déclarer le desir sincer qu'elle a non seulement de prevenir tout ce qui à l'occasion de la guerre présente pourroit l'affoiblir, ou l'alterer en quelque manière que ce soit, mais aussi d'avancer les interêts de Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède, et de la convaincre en même tems de l'étendue de son attention pour la prosperité et la gloire d'une Couronne de tout tems unie avec la Sienne; Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède, pour marquer aussi de son coté à quel point Elle est sensible à des demonstrations si amiables, et le cas distingué qu'elle fait des dispositions favorables que Sa Majesté très-Chrétienne temoigne avoir pour Elle, et aussi pour repondre aux offres si obligeantes de Sa ditte Majesté, n'a pas voulu differer de concourir à des vues si salutaires; et de faire dresser là dessus sans perte de tems une convention formelle.

C'est pour cette fin que leurs Majestés Suèdoise et très Chretienne ont muni de leurs pleinspouvoirs, à savoir de la part de Sa Majesté Suèdoise leurs Excellences Monsieur Arwid Horn, Senateur de Sa Majesté le Roi et de Son Royaume, Président au Conseil de la Chancellerie du Roi et du Royaume, et Chancelier de l'Université d'Åbo, Monsieur le Comte Suen Lagerberg, Senateur

*) Cette convention ne fut pas ratifiée pour lors, par les raisons qu'on peut voir dans Rousset *Recueil* T IX. p. 392 et suppl. au T. XVIII. p. 301 mais elle a servie de base à celle qui a été signée et ratifiée 1738, et qu'on trouve dans Wenck *C. I. G.* T II. p. 1. Cependant comme on y a fait quelques changemens 1738, il ne sera pas sans interêt de les comparer.

nateur de Sa Majesté le Roi, et de son Royaume. Monsieur Charles Gyllenborg, Senateur de Sa Majesté le Roi, et de son Royaume, et Chancelier de l'Université de Lund, Monsieur le Comte Gustave Bonde, Senateur de Sa Majesté le Roi, et de son Royaume, et Conseiller au Conseil de la Chancellerie du Roi et du Royaume, comme aussi le Chancelier de la Cour Mr. le Baron Johan Hindrich von Kocken, le Secretaire d'Etat Mr. le Baron Herman Cedercreutz, et le Conseiller au Conseil de la Chancellerie du Roi et de son Royaume Mr. Gustave Boneauschiöld, et de la part de Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, son Excellence Monsieur le Comte de Casteya, Ambassadeur auprès de Sa Majesté Suédoise, pour conferer sur ce sujet, les quels après avoir echangé leurs pleinspouvoirs respectifs, sont convenus des Articles suivans: 1735

ART. I.

Subside annuel.

Sa Majesté Très-Chrétienne pour temoigner la veritable part qu'elle prend aux avantages de la Couronne de Suède, et l'Intention qu'elle a d'y contribuer autant qu'il depend d'Elle, promet en vertu de la présente convention de fournir à Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède un subside de quatre cent cinquant mille Ecus ou Platen par an, qui, evalués en argent de Banque, montent à trois cent mil Ecus de Banque à Hambourg, et cela pendant trois ans, la quelle somme sera exactement, et sans aucun exception payé à Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède à celui, ou à ceux qui seront munis pour cet effet de ses pleinpouvoirs à Hambourg de trois en trois mois d'avance par quartier, dont le premier commencera du jour de la ratification de cette convention, pour être continué de la même manière pendant les dittes trois années.

ART. II.

Neutralité de la Suède.

Tant en consideration de ce subside, que pour être en état de remplir ce qui fait l'objet de la présente Convention, Sa Majesté le Roi et la Couronne de Suède déclarent que pendant la présente guerre ils ne donneront, preteront, ny vendront aucunes troupes, contre les interets de Sa Majesté Très-Chrétienne, et contre les vuës qu'elle a déclaré l'avoir determiné à prendre les armes, déclarant que les traités que Sa Majesté le Roi, et la Couronne de Suède peuvent avoir avec d'autres

1735 Puiſſances, et qu'ils ſe reſervent, ne contiennent rien qui y puiſſe être contraire.

ART. III.

Ratification. Les articles ci-deſſus ſeront ratifiés de leurs Majeſtés Suédoiſe et Très-Chrétienne, et les ratifications en bonne forme échangées en deux mois à Stockholm, à compter du jour de la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous en vertu de nos pleinspouvoirs reſpectifs avons ſigné cette préſente convention, et y avons appoſé les cachets de nos armes.

Fait à Stockholm le $\frac{24}{25}$ Juin 1735.

(L. S.) ARWED HORN. (L. S.) CASTEJA.
(L. S.) GUSTAF BONDE.
(L. S.) J. H. VON KOCKEN.
(L. S.) H. CEDERCREUTZ.
(L. S.) GUST. BONDAUSCHIOLD.

40.

1736 *Pleinpouvoir donné par l'Empereur Turc à Achmed Paſcha de Bagdad pour ſigner un traité avec Nadir Roi de Perſe* 1736.

(HANWAY'S *Travels in to Perſia.* T. II. p. 346.)

The moſt honoured and reſpected miniſter of the empire, moſt renowned, wiſe, and truſty counſellor, the moſt happy *Achmed Baſcha* our *Straſkier* and *Vizir* in *Aſia*, whoſe fame and felicity is everlaſting, ſhall *know*, That certain differences have happened between our ſublime and exalted court, and the kingdom of Perſia, which have been the cauſe of immenſe loſſes and ſufferings to the inhabitants, in ſo much, that many diſtricts are entirely ruined. As we are moved with the moſt tender compaſſion, and deſirous to eſtabliſh a

laſting

laſting tranquillity; we have reſolved to make theſe reciprocal loſſes the occaſion of a ſtrict friendſhip; thus to obey the orders of providence and preſerve the people from miſery. 1736

We have already informed you of our deſign to enter into a convention with his renowned majeſty the *Shah*, who ſhines as *Saturn*, and whoſe vows are heard by the Almighty. The treaty made by our predeceſſor *Amurath* the 10th *) is propoſed as the foundation of this convention. We have learnt from your letters, that the moſt famous and happy *Shah* is diſpoſed to reform the errors of the religion of *Perſia*, and has agreed that ſeveral articles concerning the faith ſhall be inſerted in the treaty. As the two courts have propoſed to conclude this covenant, the illuſtrious *Abdul Baki Khan*, on the part of the *Shah*, is inveſted with the character of embaſſador for this purpoſe. We agree to the three following articles;

ART. I.

That henceforward the *Perſians* ſhall be at liberty to viſit the tomb of *Mecca*, and other religious places, without impediment, and ſhall be free of all duties whatſoever: and in order that every article ſhall be exactly obſerved, a plenipotentiary on our part ſhall always reſide at the explendid court of *Iſpahan*; and one on the behalf of the *Shah* ſhall remain at our court.

ART. II.

That the *Shah*, as a pure effect of the greatneſs of his ſoul, will cauſe the differences in religion to ceaſe, by aboliſhing the ſect of the *Schias*, and for the future tolerating only the *Sunnis*, who acknowledge the four ſucceſſors of *Muhommed*, *Abubeker*, *Omar*, *Osman* and *Ali*, to the end that there may not be any further diſputes about religion.

ART. III.

After the *Shah* ſhall have re-eſtabliſhed good order in his dominions, and eſtirpated the *Schias*, from

*) Traité de paix conclu 1639; on en trouve un extrait dans RICAUT *Turkiſh hiſtory*. T. I. p. 45.

1736 whence arose eternal disorders and disputes concerning the public exercise of religion, and shall have acknowledged us, the successor of *Mahommed*, we shall on our part acknowledge him as *Shah*.

And not withstanding that we have already given you this full power, we authorise you again happily to conclude the treaty with the embassador *Abdul Baki Khan*, in the place which you shall chuse to make the exchange; and afterwards, you are to send the treaty to our splendid court by the vizir *Korman Waley*, who will conduct the embassador *Abdul Baki Khan*, with all his attendants. For this purpose we have dispatched *Capidusi Bascha*, to conduct him hither, and defray his expences on the road.

When you shall have received the present, and comprehended the contents of this commission; above all exert yourself to establish a good understanding between the two courts. The prayers of the faithful will aid you in attaining the extirpation of the sect of the *Schias*, and to exclude from the treaty the unbelieving *Russians*. By this means you may expect the exalted favor of our majesty, and the acknowledgment of all true believers. These are our orders, by which you are to regulate yourself. Given the 8th of the month *Zilchildesi*, 1148. J, *Cassi Asker Mahommed*, a servant of the true *God*, do attest that this copy is according to the original of the *Sultan*.

Ce pleinpouvoir a été effectivement suivi d'un traité, que cependant je ne trouve nulle part imprimé. On ne s'y rapporte pas non plus dans le traité posterieur de 1749 qu'on trouve dans Wenck *C. I. G. T. II. p. 305. et qui prend pour base le traité de 1639. C'est cependant en consequence de l'article II. du pleinpouvoir ci-dessus que fut donné le décret suivant de l'Empereur de Perse pour la reunion des sectes des Schias et des Sunnis.*

The decree (of the King of Perſia) to unite the two ſects of the Schias and the Sunnis, which divide the Perſians and the Turks. Donné au mois de Juin 1736. 1736

(HANWAY'S *Travels in to Perſia.* T. II. p. 343.)

All in high ſtations, the *Sedr* of great power, the governor, miniſters of the law, and learned men of the royal reſidence of *Iſfahan*, being exalted through the king's favor, ſhall *know*, that while the abode of our enſigns, on which victory attends, was at *Mogan*, it was agreed, that according to the ancient cuſtom transmitted down to us by our predeceſſors in the religion, as explained by *Hanifa* and *Jaffer*, from henceforth we do acknowledge the directing *Caliphs*, in whom the moſt high is well pleaſed, as the ſucceſſors of the chief of meſſengers; and that whenever there is occaſion for it, the people ſhall mention the names of the four with great reſpect.

But, whereas in ſome places of theſe kingdoms, at the time of calling to prayers, and ſtanding up to pray, the people mention theſe words, *Ali*, the friend of *God*, according to the uſual practice of the *Schias*, but contrary to thoſe who are of orthodox faith. This we declare to be repugnant to the true religion and contrary to the agreement and convenant entered into. Beſides, it is apparent to the wort, that as the prince of the faithful, the lion of *God*, the victorious, is elect, praiſed, and acceptable to the Lord of Glory; his rank and intereſt at the court of unity, will not be increaſed by vulgar teſtimony, nor the full moon of his power diminiſhed by the omiſſion of theſe words. But the ill conſequence of this form is, that both ſects, who equally acknowledge the chief and prophet of both worlds, are provoked to animoſities, which are offenſive to the prophet, and to the prince of the faithful. Therefore, as ſoon as this high edict is promulged, let all muſſulmen, high and low, the callers to prayer in the cities, their dependencies, and adjacent countries, know, that from this day henceforth, theſe words, which differ from the orthodox cuſtom, ſhall not be

1736 mentioned. It is alſo uſual with governors in their aſſemblies, after their prefatory prayer, to ſay, may the king, from whom all our fortune flows, live for ever. As a prayer for perpetuating a mortal man is vain, and of no effect, we command that every *Khan*, who is maſter of drum and enſign, ſay it is in this manner, thanks to the true king for all benefits. From henceforward, let all perſons obſerve theſe ſettled regulations and written orders; for, whoſoever deviates from them, will incur the diſpleaſure of the king of kings.

Written in the month Safer 1149.

41.

1737 24 Janv. *Acte d'inveſtiture eventuelle du Grand-Duché de Toscane en faveur de S. A. R. François III. Duc de Lorraine et de Bar (enſuite Empereur François I.) pour lui et ſes heritiers des deux ſexes d'après l'ordre de la primogeniture; conferée par l'Empereur Charles VI. à Vienne le 24 Janv. 1737, et Acte d'Acceptation de la part du Duc François III. Publiée en Toscane le 12 Juil. 1737.*

(Crome *Staatverwaltung von Toscana.* T. III. p. 3. et ſe trouve dans: *Codice della Toscana legislazione.* T. I. p. 1.)

Noi Francesco Terzo per Grazia di Dio Duca di Lorena e Bar, Re de Geruſalemme Marchiſio, Duca di Calabria, di Gheldria, di Monferrato, di Teſchen in Silesia, Principe di Charleville, Marcheſe di Pont a Mouſſon, e Nomeny, Conte di Provenza, di Vaudemont, di Blamont, di Zutphen, di Saarwerden, di Salm, di Falkenſtein &c. &c. &c.

Is

In virtù delle presenti facciamo noto, ed attestiamo. Crediamo, che non vi sarà persona alcuna, che non sia informata di quelle cose, che alcuni anni addietro sono state fatte toccante la successione nel Gran Ducato di Toscano, venendo a mancare la stirpe mascolina della Casa de' Medici, mediante gli Articoli Preliminari della Pace conchiusi in Vienna il giorno 3 d' Ottobre dell' Anno 1735, tra sua Maestà Cesarea, e Cattolica da una parte, e tra sua Maestà Christianissima dall' altra, per terminare la guerra a tutto il mondo Christiano, e sopra tutto all' Italia luttuosissima, sono state mutate le disposizioni già fatte nell' Articolo Quinto della Quadruplice Alleanza, e fra l'altre cose è stato espressamente stabilito, che per indenizzare la Serenissima Nostra casa di Lorena delli Ducati di Lorena, e di Bar, debba ad essa appartenere il Gran Ducato di Toscana dopo la morte del Principe, che allora viveva, e lo possedeva. Dipoi gli Stati ancora del Sacro Romano Impero nella dovuta forma adunati nella Dieta di Ratisbona non solamente acconsentirono alli predetti Articoli Preliminari, ed a tutto ciò, che in essi si contiene, ma diedero altresì a sua Maestà Cesarea, e Cattolica una piena, e totale facoltà di trattare, e di compire a norma delli medesimi Articoli Preliminari, non solo in proprio nome, ma ancora in nome dell' Impero, tutte quelle cose, le quali rimanavano da trattarsi, e da compirsi per por fine alla salutare Opera della Pace Sono stati altre a ciò reciprocamente consegnatili solenni Istrumenti delle Renunzie, e Cessioni in nome di tutti quelli, i quali nell' antedetta quadruplice Alleanza furono chiamati all' eventuale successione nel Gran Ducato di Toscana; e finalmente dall' Augustissimo Imperadore de' Romani, Signore, e Socero Nostro Colendissimo ci è stata concessa l'eventuale Investitura colle lettere del tenor seguente.

1737

Publication de François III.

Noi Carlo Sesto per grazia di Dio eletto Imperadore de' Romani sempre Augusto, e Rè di Germania, di Castiglia d'Aragona, di Leone, dell' una, e l'altra Sicilia, di Gierusalemme, di Ungheria, di Boemia, di Dalmazia, e Schiavonia, di Navarra, di Granata, di Toledo, di Valenza, di Galizia, di Majorica, di Siviglia, di Sardegna, di Cordova, di Corfica, di Murcia, di Jaen, de los Algarves, di Algezia, di Gibiltera, e dell' Isole Canarie dell' Indie Orientali ed Occidentali, dell' Isole e Terra ferma del Mar Oceano, Arciduca d'Austria, Duca di

Investiture de l'Empereur.

1737 di Borgogna, di Brabante, di Milano, Mantova, Stiria, Cariotia, Carniola, Limburgo, Lucemburgo, Gheldria, Wirtemberg, Slesia alta, e bassa, Calabria, d'Athene, di Lepanto, Principe di Svevia, Catalogna, e d'Asturia, Marchese del Sacro Romano Impero, Burgavv, Moravia, ed alta, e bassa Lusazia, Conte d'Ausburgo, Fiandra, Tirolo, Ferreto, Kiburgo, Gorizia, e dell' Artesia, Landgravio d'Alsazia, Marchese d'Oristagni, Conte di Goziano, Namur, del Rousillon, e della Cerdagna, Signore della Marca, di Schiavonia, Porto Naone, Biscaia, Molina, Salim, Tripoli, e Malines &c.

In virtù delle presenti facciamo noto, ed attestiamo, Per finire la guerra luttuosissima a tutto il Mondo Christiano tra Noi, ed il Serenissimo e potentissimo Principe Ludovico XV. Re di Francia fu convenuto il giorno tre d'Ottobre dell' Anno 1735. d'alcuni Articoli Preliminari contenenti in se le condizioni della Pace, delle quali amendue li contraenti si dichiararono contenti, e fra l'altre cose in essi fu disposto, che li Ducati di Bar, e di Lorena, comechè allora si possedevano dalla Serenissima casa di questo nome, appartengano parte subito, e parte dopo l'estinzione della stirpe mascolina della Casa de' Medici, al Serenissimo Re di Polonia, e Gran Duca di Lithuania Stanislao I. per essere incorporati in perpetuo alla Corona di Francia dopo la morte del medesimo re. Dipoi vicendevolmente, che per indennizzare la prefata Serenissima casa di Lorena delli Ducati per l'addietro posseduti, appartenga alla medesima dopo la morte del presente Possessore, il Gran Ducato di Toscano. In oltre che tutte le Potenze, che averanno parte alla Pace, prendano sopra di se il mantenimento, e la garanzia di questa eventual Successione in favore della sopramentovata Casa; che le Truppe Spagnole sieno ritirate dalle Piazze, e Fortezze del Gran Ducato di Toscana, ed in loro luogo vi siano introdotte le nostre Truppe Cesaree per maggior sicurezza della suddetta successione eventuale, nella stessa maniera, ch'è stato stipulato in riguardo dei Presidi neutrali nella Quadruplice Alleanza; che Livorno resti, comme è stato pel passato, Porto Franco.

Dipoi per singulare favore del Cielo, che sempre più andava benedicendo li pacifici sentimenti di Noi, e del Re Christianissimo, segui, che gli stati del sacro Romano

Romano Imperio legittimamente adunati nella Dieta di Ratisbona non solamente acconsentirono alli predetti Articoli Preliminari, ed a tutto ciò che in essi si contiene, ma trasferirono altresì in Noi la piena, e totale facoltà di trattare, di conchiudere, e di fare norma delli medesimi, non solo in proprio nome, ma ancora in nome dell' Imperio tutte quelle cose, che restavano da trattarsi, e da compirsi per por fine alla salutare opera della Pace; e quantunque pel tenero affetto, che portava e che di presente ancora porta alli Popoli suoi sudditi il Sereniſſimo Duca di Lorena e di Bar Francesco III. Nostro cariſſimo Genero esitasse da principio a mandarne in proprio nome, e delli suoi successori, la novella alli stati suoi Patrimoniali già lasciatigli dalli suoi Maggiori, ed Antenati; tanto nondimento appresso lui prevalsero si la riverenza, ed attenzione verso di Noi, e del Re Chriſtianiſſimo, si l'ardente lodevoliſſima brama di beneficare il mondo Chriſtiano, che per fare, che avesse effetto il publico riposo prestò il suo consenso, non solamente a quelle cose, che nelli poco fa citati Articoli Preliminari, e nella convenzione dell' esecuzione sottoscritta, e firmata il di 11 del passato Aprile poste si ritrovano, ma altresì a quelle, che dipoi furono stabilite concernenti un' altra Epoca della Cessione del Ducato di Lorena diversa da quella, che da principio piacque, sotto clausule, e condizioni, de quali fu insieme convenuto. 1737

Le quali cose così essendo, non solamente la giustizia, e l'equità, ma altresì la stessa buona fede evidentiſſimamente richiede, che ne sia indennizzato non solo il soprammemorato Sereniſſimo Duca di Lorena, e di Bar, e li suoi Discendenti, ma ancora tutti quanti gli altri Eredi, e successori, alli quale senza la sopraddetta Cessione sarebbe toccato il diritto di succedere nelli Ducati fin qui posseduti dalla casa di Lorena.

Per la qual cosa Noi di certa nostra scienza con maturo consiglio, e colla nostra Imperiale Potestà, ed in vigore ancora del consenso datoci dal Sacro Impero Romano Germanico in Nome Nostro, e delli Nostri legitimi Successori nella Corona Imperiale Imperadori, e Re de' Romani, al sopradetto Sereniſſimo Duca di Lorena, e di Bar Francesco III. Nostro Cariſſima Genero, ed alli suoi Discendenti Maschi, in infinito, e questi (che Iddio non permetta) mancando, al Principe Carlo Fratello

1737 tello del soppraddetto Duca, ed alli suoi Discendenti Maschi parimente, in infinito, osservando sempre l'ordine di Primogenitura, che è sempre stato osservato in riguardo alla successione nel Gran Ducato di Toscana, e se ancora questi Discendenti Maschi, delli quali abbiamo in ultimo luogo parlato, venissero del tutto a mancare, agli altri Principi maschi procedenti per stirpe mascolina della Sereniss.ma Casa di Lorena parimente secondo l'ordine di Primogenitura, e finalmente estinta affatto la stirpe masculina della Casa di Lorena, e non rimanendo più alcun Prencipe maschio, o della linea presentemente Regnante, o delle linie collateriali, ancora Principesse femmine nate della Sereniss.ma Casa di Lorena altresì secondo l'ordine di Primogenitura, che come s'è detto, si dee in perpetuo osservare, l'eventuale diritto di succedere nel Gran Ducato di Toscana, cioè in tutti, ed in ciascheduno degli stati, e Feudi posseduti dal presente Gran Duca di Toscana colle loro appartenenze, e dipendenze, e col jus de superiorità Territoriale (giacchè tutte queste cose insieme unite, sicomme in vigore delle presenti le uniamo, debbono intendersi sotto il nome del Gran Ducato di Toscana, e così sempre per l'avvenire si nomineranno) tostochè il presente Possessore delle Casa de' Medici mancherà senza legittima Prole Masculina a norma delli Trattati benignamente concediamo, ed in vigore delle presenti fin da ora alli medesimi ne accordiamo l'eventuale investitura nel più stabile, e miglior modo, che farsi possa, giusta il diritto, la legge, e la consuetudine Imperiale; in vigore della quale eventuale investitura il sopramentovato Sereniss.mo Duca di Lorena, e di Bar Francesco Terzo, Nostro Carissimo Genero, ovvero, mancando forse esso avanti che trapassi all' altra vita il presente Possessore della Casa de' Medici senza legittima Prole Mascolina, quello o quella, il quale, o la quale secondo l'ordine, e la maniera di sopra esposta verrebbe chiamato, o chiamata alla successione del predetto Gran Ducato di Toscana, sopravenendo il caso dell' apertura, come s'è detto qui sopra, potrà assumersi, e conseguire la totale possessione del Gran Ducato di Toscana, ed il Governo, e regimente di esso, ed esigerne dagli Abitatori di qualunque grado, o dignità sieno il giuramento di fedeltà, ovvero Omaggio, e fare finalmente senza indugio tutte quelle cose, le quali far potrebbe un vero, e legittimo Possessore, e Signore di

questo

questo Gran Ducato, comeche per tale dee tenersi, e 1737
considerarsi nello stesso momento della morte del presente Gran Duca senza Legittima Prole Mascolina; salvi, però sempre li Nostri diritti, e del Sacro Romano Impero, e quelli ancore della Nostra Casa d'Austria sopra lo stato di Siena, con molti patti solenni, e convenzioni, con Lettere d'investitura, e con altri indubitati documenti corroborati.

Ed in oltre essendoci stato decentemente esposto in nome dell' antedetto Sereniſſimo Duca di Lorena e di Bar, Nostro Carissimo Genero, che Egli, e li suoi Maggiori hanno goduto in vigore della transazione di Norimberga riguardevoliſſime effenzioni, immunità, e diritti, e per consequenza che è convenevole, che Noi, per quanto far si può, illesi li Nostri diritti, e del Sacro Romano Impero, e della Nostra Casa d'Austria ci mostriamo indulgenti verso di lui, e delli suoi successori; Noi pertanto per soddisfare a si guiste preghiere, ed inerendo a ciò ch'è stato stabilito nelli Articoli Preliminari della Pace toccante l'indennità della Casa di Lorena, non solamente abbiamo determinato di dare tutti, e chiascheduno delli diretti, immunita, effenzioni, onori, dignità, prerogative, preeminenze, e regalie, che giusta il diritto, e la consuetudine godono, e debbono godere li Possessori delli maggiori Feudi dell' Italia, ad esso ed alli suoi Eredi, e Successori, o di estendere li medisimi diritti, immunita, ed effenzioni a tutte le Giurisdizioni, Signorie, e Terre possedute dal presente Gran Duca di Toscana, ma altresi di concedere molto benignamente il privilegio dell' inappellazione nella più ampia e giuridica forma, che far si possa, e secondo che trovasi conceduto al più privilegiato delli maggiori Vassalli d'Italia, e finalmente per ragione dell' attuale Investitura da prendersi ogni qualcunque volta, che venisse il caso d'accordare colla medesima indulgenza tutte quelle cose, che sovente abbiamo accordate alla Casa di Savoja; siccome in vigore delle presenti Lettere di certa Nostra scienza, con maturità di consiglio, e colla pienezza della Nostra Imperiale Potestà nel più valido, e solenne modo, che far si possa, ad Esso ed alli suoi Eredi, e Successori, diamo, confermiamo, estendiamo, e concediamo.

Commandiamo perciò, ed ordiniamo a tutti, ed a chiascheduno delli Nostri e del Sacro Romano Impero Elet-

1737 Elettori, e Prencipi ſi Eccleſiaſtici, come Secolari, Arcivescovi, Vescovi, Abati, Duchi, Marcheſi, Conti, Baroni, Soldati, Nobili, Vaſſalli, Capitani, Vicedomini, Luogotenenti, Governatori, Preſidenti, Prefetti, Caſtellani, Rettori, Magiſtrati, Anziani, Gonfalonieri, Poteſta, Capi de' Cittadini, Conſoli, Giudici, e generalmente a tutti li ſudditi, e fedeli diletti Noſtri, e del Sacro Romano Impero, Regni, e Provincie Noſtre Ereditarie di qualunque grado, ſtato, ordine, dignità, e preminenza ſieno, che non turbino in veruna coſa contro il tenore di queſto Noſtro Ceſareo Diploma, che ſeco altreſì contiene l'eventuale inveſtitura, il ſopramentovato Sereniſſimo Duca di Lorena e di Bar Francesco Terzo Noſtro Cariſſimo Genero, e li ſuoi Eredi e Succeſſori nel modo, e coll' ordine ſopra detto, nè loro rechino veruno quantunque minimo impedimento nel plenario uſo di tutto ciò che loro abbiamo conceduto; ma piuttoſto ve gli mantengano, e difendano, e ſtudino, e procurino perquanto potranno, che ciò dagli altri ancora ſi faccia, nè permettano in alcun modo, che ſieno turbati, ovvero impediti.

Ma in ſpecie ſeriamente commandiamo, ed ingiungiamo a tutti, ed a ciaſcheduno delli Luogotenenti, Conſiglieri, Pretori del Gran Ducato di Toscana, e di tutte le Città, Caſtelli Fortezze, Ville, e Terre a quello appartenenti, al Gonfaloniere di Giuſtizia, al Senato, e Populo Fiorentino, alli Colonelli della Milizia, Capitani, Sargenti, Caporali, a tutti li Soldati, ed a tutti gli altri di qualunque preminenza, dignità, condizione, e grado che ſieno, preſenti, e futuri Vaſalli Noſtri e del Sacro Romano Impero, che toſto che per la morte del preſente Gran Duca ſenza Prole Legittima Maſchile manchera la ſtirpe Maſcolina della Caſa de' Medici, conoſcano per proprio, vero, e legittimo Signore, e Principe il ſopranominatto Duca di Lorena e di Bar Francesco Terzo Noſtro Cariſſimo Genero; o ſe Eſſo in tal tempo non foſſe più vivo, il di lui Erede, e Succeſſore nel modo, e coll' ordine ſopradetto, ed al medeſimo preſtino il ſolito Omaggio, Giuramento di fedeltà, riverenza ed obbedienza, e coſi facciano tutte quelle coſe, che biſogna, e conviene, che li fedeli ed obbedienti Vaſſali, e ſudditi facciano, e preſtino alli loro veri, e legittimi Signori, e Principi; non oſtante, e ſenza avere riguardo alcuno a qualunque coſa, che foſſe altramente, e fin

qui

qui è ſtata eſpoſta, prima d'ora diſpoſta, fatta, o tentata, 1737
ovvero che in avvenire ſi diſporrà, ſi farà, o ſi tenterà, e ſpezialmente non oſtante e ſenza riguardo alcuno all' eventuale inveſtitura conceduta tempo fa al nominato ſucceſſore al Gran Ducato di Toscana nel trattato della Quadruplice Alleanza, giacchè con tuttta la Noſtra Imperiale poteſtà pienamente deroghiamo a tutte, ed a ciaſcheduna di queſte coſe, quantunque qui non ſieno ſpezialmente eſpreſſe, comme atti o da ſe nulli, e vani, o che ſono ſtati mutati medianti poſteriori condizioni, e patti fatti col conſenſo del Sacro Romano Impero, e corroborati in oltre colli ſolenni Inſtrumenti delle rinunzie, e delle ceſſioni in nome di tutti quelli, che dalla predetta Quadruplice Alleanza venivano chiamati all' eventuale ſucceſſione nel Gran Ducato di Toscana.

Se taluno poi preſumerà con temerario ardire di trasgredire, o violare queſto Noſtro preſente Editto, e Diploma Imperiale, ſappia, che oltre la graviſſima Noſtra indignazione, e del Sacro Romano Impero dovrà ancora tante quante volte farà, o tenterà qualche coſa in contrario, pagare la pena di quattro cento Marche d'oro puro per una metà al Fiſco, o ſia al Ceſareo Noſtro Erario, e per l'altra metà a quello, a cui ſarà fatto il torto, ovvero il danno.

E queſta è la ſeria Noſtra mente, e la Noſtra ſtabile e ferma volontà, manifeſtata col teſtimonio di queſte Lettere ſottoſcritte di Noſtra propria Mano, e munite col Noſtro Ceſareo Sigillo ad eſſe appeſo. Date nella Noſtra Città di Vienna il giorno 24 del Meſe di Gennajo dell' Anno di Signore 1737, e de' Noſtri Regni il 26 del Romano, il 34 di Spagna, ed il 26 pure di quello d'Ungheria, e di Boemia.

CARLO. (L. S.)

V. GIOVANNI ADOLFO Conte DI METSCH.

Per ordine eſpreſſo della Sacra Ceſarea Maeſtà,
M. H. DE LEY.

1737 *Eſſendo adunque per tanti, fortiſſimi titoli indubitati, ed inconteſtabile il noſtro jus, e diritto di ſuccedere in tutti, ed in ciaſcheduno degli ſtati, e Feudi, e loro appartenenze, dipendenze, poſſeduti, e poſſedute dal Sereniſſimo Gran Duca di Toscana Giovanni Gaſtone, ed eſſendo nelle ſopra anneſſe Lettere d'Inveſtitura eventuale ſtabilito tra l'altre coſe, che toſto che venga a mancare la Stirpe maſchil della Caſa delli Medici, per la morte del poco fa mentovato Gran Duca, Noi poſſiamo prendere, e conſeguire la totale poſſeſſione degli Stati, e Feudi predetti (che dovranno ſempre eſſere inteſi ſotto il nome del Gran Ducato di Toscana) ed il governo, e reggimento delli medeſimi, ed eſigere dalli abitatori di eſſo di qualunque grado, e dignità ſieno il Giuramento di Fedeltà, o ſia omaggio, e finalmente fare ſenza indugio tutte quelle coſe, che far potrebbe il vero, e legitimo Poſſeſſore, e Signore dell' antedetto Gran Ducato, giacchè per tale nell' iſteſſo momento della morte del prefato Gran Duca ſenza legittima Prole maſcolina, dobbiamo eſſer tenuti, e riguardati; Noi ſopravvenendo il ſopraddetto caſo, abbiamo determinato di ſervirci delli Noſtri diritti, e ragioni, ed inſieme conſiderata l'inſtabilità delle umane coſe, abbiamo giudicato, che a noi ſi appartenga di provvedere a tempo a quelle coſe, che far ſi dovrebbero, in caſo che contro la ſperanza, e contro i deſideri Noſtri, eſſendo Noi dalla Toscana aſſenti, veniſſe con inopinata morte da eſtinguerſi la Stirpe maſculina della Caſa de' Medici.*

Al quale effetto abbiamo munito l'Illuſtriſſimo, e Cariſſimo Cugino noſtro, Principe del Sacro Romano Impero, Marco di Craon, Grande di Spagna di prima Claſſe, e attuale intimo Conſigliere della Sacra Ceſarea, Regia, e Cattolica Maeſtà, e Noſtro Cavallerizzo Maggiore nella Noſtra Corte, e Miniſtro Plenipotenziario da Noi mandato al Sereniſſimo Gran Duca di Toscana, d'una piena, e totale facoltà di disporre, commandare, e fare tutto quelle coſe, che parranno neceſſarie, e idonee per prendere il poſſeſſo del Gran Ducato della Toscana, ed aſſumerne il governo, e reggimento, e ciò in vigore della Plenipotenza del tenore ſequente:

Plein-pouvoir de François III. Noi Francesco Terzo per Grazia di Dio Duca di Lorena, e Bar, Re di Gernſalemme, Marchiſio, Duca di Calabria, di Gheldria, di Monferrato, di Teſchen in Sleſia, Principe di Charleville, Marcheſe di Pont a Mouſſon,

ſon, e Nomeny, Conte di Provenza, di Vaudemont, di Blamont, di Zutphen, di Saarvverden, di Salm, e di Falkenſtein &c. &c. &c. 1737

In virtù delle preſenti facciamo noto, ed atteſtiamo.

L'inſtabilità dell' umane coſe ſembra da Noi eſigere, che quantunque al preſente Sereniſſimo Gran Duca di Toscana Gio. Gaſtone auguriamo con ſinceri voti una lunga vita, nondimeno però ſiamo ſolliciti dell' accidente, che pototrèbbe ſopraggiungere, che ceſſando eſſo con immatura morte di vivre, la Stirpe maſcolina della Caſa de' Medici, eſſendo Noi aſſenti della Toscana, veniſſe improvviſamente a mancare; ed eſſendo che nel caſo predetto a Noi competa per tanti titoli l'inconteſtabile jus, e diritto di ſuccedere in tutti, ed in ciascheduno degli Stati, e Feudi e loro appartenenze, dipendenze poſſeduti, e/ poſſedute dal ſopramentovato Gran Duca, mentre viveva, ed eſſendo, mediante le Lettre d'eventuale Inveſtitura col previo conſenſo di tutto l'Impero a norma delli trattati a noi concedute dall' Auguſtiſſimo Imperadore de' Romani, ſtabilito diſtintamente, che toſtoche lil preſente Poſſeſſore della Caſa de' Medici paſſi all' altra vita ſenza legittima Prole maſcolina, Noi poſſiamo metterci nella totale poſſeſſione delli predetti Stati, e Feudi, (che per l'avvenire ſaranno inteſi ſotto il nome di Grand Ducato della Toscana) e prenderne il governo, ed eſigerne de gli Abitanti di quelle di qualunque grado, e dignità ſieno il Giuramento di fedeltà, o ſia Omaggio; e finalmente fare ſenza veruno indugio tutte quelle coſe, le quali far può un vero, e legittimo poſſeſſore, e Signore dell' antedetto Gran Ducato, giacchè per tale dobbiamo eſſere tenuti nel medeſimo momento della morte del preſente Gran Duca ſenza legittima Prole maſcolina; Quindi è, che Noi abbiamo giudicato conveneyole colle preſenti lettere di provedere a tutto ciò, che allora (ſuccedendo, come s'è detto di ſopra, qualunque inopinato caſo) dovrebbe d'ordine Noſtro, ed in Noſtro nomine eſeguirſi.

Confidati pertanto grandemente al zelo indefeſſo verſo di Noi, alla fedeltà, prudenza, ed all' eſperienza nel trattare li negozi dell' Illuſtriſſimo, e Cariſſimo Cugino Noſtro Principe del S. R. J., Marco di Craon, Grande di Spagna di prima Claſſe, Attuale intimo Conſigliere della Sacra Ceſarea e Regia Cattolica Maeſtà, e Noſtro,

1737 Cavallerizzo Maggiore nella Noſtra Corte, e Miniſtro Plenipotenziario da Noi mandato al Sereniſſimo Gran Duca di Toscana, abbiamo riſoluto di dare al medeſimo una piena, e totale facoltà, ſicome in vigore delle preſenti gli diamo nel miglior, e più ſolenne modo, che far ſi può di disporre, comandare, e di fare, ſuccedendo il ſopramentevato caſo, tutte quelle coſe, che ſembreranno neceſſarie e idonee per prendere la poſſeſſione, il reggimento, ed il governo del Gran Ducato di Toscana; ſpecialmente poi diamo, e concediamo al medeſimo la facoltà d'eſiger per Noi, e per li Noſtri ſucceſſori, con quell' ordine, che ſta eſpreſſo nelle Lettere dell' eventuale Inveſtitura, il Giuramento di fedeltà, o ſia l'Omaggio da tutti gli Abitatori del prefato Gran Ducato, e da tutti quelli, che altre volte erano tenuti di preſtarlo alli Gran Duchi di Toscana, di qualunque grado, o dignità, che ſieno, e di regolare il Governo, e Reggimento provviſionale del medeſimo Gran Ducato. Le quali coſe tutte, e ciascheduna di eſſe il ſopranominato Principe di Craon Miniſtro noſtro Plenipotenziario può liberamente disporre, comandare, far eſigere, et ordinare, come ſe Noi ſteſſi preſenti le diſponeſſimo, comandaſſimo, faceſſimo, eſigeſſimo, ed ordinaſſimo, In fede, e per maggior vigore delle quali coſe abbiamo commandato di munire le preſenti ſottoſcritte, di Noſtra propria mano col Sigillo ſegreto delle Noſtre Armi.

Date in Laxemburgo il giorno 18 del Maggio 1737.

FRANCESCO. (L. S.)

Per ordine eſpreſſo di Sua Reale Serenità.

TOUSSAINCT.

Comandiamo per tanto, ed ordiniamo a tutti, ed a ciascheduno delli Luogotenenti, Conſiglieri, e Pretori del Gran Ducato di Toscana, e di ciascheduna delle Città, Caſtelli, Fortezze, Ville, e Terre a quello appartenenti, al gonfaloniere di Giuſtizia, al Senato, e Popolo Fiorentino, ed alli Generali, e Colonelli della Milizia, Capitani, Sargenti, Caporali a tutti gli Soldati, ed a tutti gli altri di qualunque preeminenza, dignità, condizio-

dizione, o grado sieno, che tostochè succederà il sopraddetto caso, prestiate a Noi il solito omaggio, giuramento di fedeltà, riverenza, ed obbedienza, e conosciate Noi per vostro vero, e legittimo Signore, e Principe, e così faciate tutte quelle cose, che bisogna, e convienne, che li fedeli, ed obbedienti Vassalli, e Sudditi, facciano, e prestino alli veri, e legittimi Signori, e Principi; ed a tal fine fra tanto, e fin a tanto che da Noi non sarà altramente provveduto obbediate a tutte quelle cose, che vi saranno ingiunte in Nostro Nome dall' accennato Ministro Nostro pleinpotenziario munito della plenipotenza qui di sopra annessa. 1737

E questa è la benigna, costante, e seria mente, e volontà Nostra. In fede, e maggior forza delle quali cose tutte abbiamo ordinato di munire le presenti, sottoscritte di Nostra mano col Nostro Segreto Sigillo.

Date in Laxemburgo il dì 18 del Mese di Maggio 1737.

FRANCESCO. (L. S.)

Per ordine espresso di Sua Reale Serenità.

TOUSSAINCT.

Fatto publicare d'ordine di S. A. R. Francesco III. Duca di Lorena, e di Bar, e II. di questo Nome Gran Duca di Toscana da me Principe di Craon, suo Ministro plenipotenziario, il giorno 12 del Mese di Luglio dell' anno 1737.

In Firenze, l'anno 1737. Nella Stamperia di S. A. R. per i Tartini, e Franchi. Con licenza de' Superiori.

42.

1737 15 Nov. *Déclaration et contredéclaration entre S. M. le Roi de Suède et S. M. Britannique comme electeur de Bronſwic-Lunebourg portant abolition du droit de détraction; ſignée le* 10 Oct. *et* 15 Nov. 1737.

[DAEHNERT *Sammlung Suppl.* T. I. p. 290. *)]

a.

Sr. Königl. Majeſtät von Schweden Declaration des mit Chur-Hannover geſchloſſenen Vertrages.
10 *October* 1737.

Wir FRIEDRICH von Gottes Gnaden, der Schweden, Gothen und Wenden König &c. &c. Landgraf zu Heſſen, Fürſt zu Hirſchfeld, Graf zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c.

Thun kund und bekennen hiemit für Uns, Unſere Erben und Nachkommen, wie auch ſonſt jedermänniglich, daſs Wir mit dem Durchlauchtigſten, Groſsmächtigſten Fürſten, Herrn GEORG II, Könige von Groſsbritannien, Frankreich und Irrland, Beſchützern des Glaubens, Herzogen zu Braunſchweig und Lüneburg, des Heil. R. Reichs Erzſchatzmeiſtern und Churfürſten, Unſern freundlich geliebten Bruder und Vettern, Uns freund-brüderlich vereinbahret, das denen Unterthanen ſehr beſchwehrliche Abzugs-Recht, zwiſchen Unſerm Königreich Schweden und allen dazu gehörigen Ländern, auch diejenige ſämmtlich mit begriffen, ſo im H. R. Reich belegen ſind, jetzigen und künftigen an einem, und Ihro Majeſtät des Königs von Groſsbritannien und Churfürſten zu Braunſchweig und Lüneburg ſämmtlichen deutſchen Ländern, jetzigen und künftigen, am andern Theile gänzlich und auf ewig abzuſtellen und aufzuheben, thun das auch hiemit in ſolcher Maaſse und alſo, daſs wann ins-

*) Où l'on trouve auſſi p. 286 les actes qui ont précedé cette convention, depuis 1721.

inskünftige einem Unterthan, er sey wes Standes und 1737
Condition er wolle, aus dem Churfürstenthum Braunschweig-Lüneburg und sämmtlichen dazu gehörigen deutschen Landen, in Unser Königreich Schweden und dazu gehörigen Ländern auch deutschen Provinzen, jetzigen und künftigen eine Erbschaft, Vermächtniss, Donation und dergleichen zufallen sollte, oder auch von unsern Königl. schwedischen und deutschen Unterthanen in das Churfürstenthum Braunschweig-Lüneburg und dazu gehörigen Landen zu ziehen und daselbst ihr Domicilium erwählen wollte, sie von dem Abzugs-Recht und Abschoss jure detractus und censu emigrationis gänzlich befreyet seyn sollen, und das Ihrige ohne Aufenthalt und den geringsten Abzug mit sich nehmen können, ihnen auch überdem dazu aller etwa nöthiger Beystand und Hülfe erwiesen werden solle, dahingegen haben Unsere Königl. schwedische und deutsche Unterthanen in dem Churfürstenthum Braunschweig-Lüneburg und dazu gehörigen sämmtlichen Ländern, jetzigen und künftigen, einer gleichmäsigen Befreyung von Abzugs-Recht und Abschoss in denen Fällen zu geniessen, wann ihnen darinnen Erbschaften, Vermächtnisse, Donationes und dergleichen anfallen, oder von denen Unterthanen aus solchen Ländern sich welche in das Königreich Schweden, dazu gehörigen Ländern auch sämtlich deutschen Provinzen zu wohnen begeben sollten. Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und vorgedruckten Königlichen Insiegels.

Gegeben Stockholm, den 10 October 1737.

(L. S.) FRIEDRICH.

L. Klinkowström.

b.

Sr. Königl. Majestät von Großbritannien, als Churfürst von Hannover, Declaration des mit Schweden geschlossenen Vertrages. 15 Nov. 1737.

Wir Georg der Andre, von Gottes Gnaden, König von Grosbritannien, Frankreich und Irrland, Beschützer des Glaubens, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg, des H. R. Reichs Erzschatzmeister und Churfürst &c.

1737 Thun kund und bekennen hiermit für Uns, Unsere Erben und Nachkommen, wie auch sonst jedermännig-lich, dafs Wir mit dem Durchlauchtigsten, Grofsmächtigsten Fürsten, Herrn FRIEDRICH, der Schweden, Gothen und Wenden König, Landgraf zu Hessen, Fürsten zu Hirschfeld, Grafen zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. Uns freundbrüderlich vereinbahret, das denen Unterthanen sehr beschwehrliche Abzugs-Recht, zwischen Unsern sämmtlichen deutschen Ländern, jetzigen und künftigen an einem, und dem Königreich Schweden und allen dazu gehörigen Ländern, auch diejenige sämmtlich mit begriffen, so im H. R. Reich belegen sind, jetzigen und künftigen am andern Theil, gänzlich und auf ewig abzustellen und aufzuheben, thun das auch hiemit in solcher Maafse und also, dafs wenn ins künftige einem Unterthan, er sey wes Standes oder Condition er wolle, aus dem Königreiche Schweden und dazu gehörigen Ländern, auch deutschen Provinzen in Unsern deutschen Landen, jetzigen und künftigen, eine Erbschaft, Vermächtnifs, Donation und dergl. zufallen sollte, oder auch von Unsern deutschen Unterthanen in das Königreich Schweden, dazu gehörige Länder und deutsche Provinzen ziehen und daselbst ihr Domicilium erwählen wollten, sie von dem Abzugs-Recht und Abschofs oder jure detractus und censu emigrationis gänzlich befreyet seyn sollen, und das Ihrige ohne Aufenthalt und den geringsten Abzug mit sich nehmen können, ihnen auch überdem dazu aller etwa nöthige Beystand und Hülfe erwiesen werden soll. Dahingegen haben in dem Königreich Schweden und dazu gehörigen Ländern oder Provinzen, jetzigen und zukünftigen, Unsere deutsche Unterthanen einer gleichen Befreyung vom Abzugs-Recht und Abschofs in denen Fällen zu geniefsen, wenn ihnen darin Erbschaften, Vermächtnisse, Donationes und dergleichen anfallen oder von denen Unterthanen aus solchen Ländern sich welche in Unsere deutsche Lande zu wohnen begeben sollten. Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und beygedruckten Insiegels.

Gegeben auf Unserm Palais zu St. James $\frac{4}{15}$ Nov. des 1737sten Jahres, Unseres Reiches im Eilften.

(L. S.) GEORGE, R.

REICHE.

43.

Cartel entre Leurs Majeſtés les Rois de Suède et de Danemarc pour l'extradition des déſerteurs et criminels refugiés dans les états reciproques; ſigné à Stockholm le 10 Avril 1738.

1738 10 Avr.

(Stockholm de l'Imp. royale; et ſe trouve en Suédois dans Modée *Utdrag* p. 215.)

Wir Friedrich *von Gottes Gnaden, der Schweden, Gothen und Wenden König &c. &c. &c. Landgraf zu Heſſen, Fürſt zu Hirſchfeld, Graf zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. &c. Thun kund: Wasmaßen, demnach Wir und der Großmächtigſte Fürſt und Herr, Herr* Christian *der Sechſte, zu Dänemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog in Schleßwig, Hollſtein, Stormarn und Dithmarſchen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt &c. &c. &c. zu Unſerer beiden Reiche gemeinſchaftlichen Nutzen, auch Vermehrung und Befeſtigung der unter einander hegenden Freundſchaft und guten Vertrauens, für gut und dienlich befunden, daß zwiſchen Uns und Unſern Reichen und darunter gehörigen Provinzen und Ländern an einer, und Sr. Majeſtät dem Könige in Dänemark deroſelben Reichen und darunter gehörigen Provinzen und Ländern, an der andern Seite, ein Cartel und Vergleich wegen der Ueberläufer beiderſeits hohen Theile Armeen und Truppen zu Lande und zur See, als auch anderer aus einem Reiche in das andere entweichender groben Miſſethäter, möchte errichtet und feſtgeſtellet werden, um ſelbige anzuhalten und auszuliefern: Und Wir ſowohl als Se. Majeſtät der König in Dänemark zu dieſes heilſamen Werkes Vollziehung Unſre beiderſeitige Miniſters und Commiſſarien bevollmächtiget haben, welche dem zufolge ein ſolches Cartel errichtet und geſchloſſen, wie es hier von Wort zu Wort lautet:*

Cartel zwiſchen Sr. Königl. Majeſtät Friedrich dem Erſten, der Schweden, Gothen und Wenden König &c.

1738 &c. &c. Landgrafen zu Heſſen, Fürſten zu Hirſchfeld, Grafen zu Katzen-Ellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumburg &c. &c. und Sr. Königl. Majeſtät Chriſtian dem Sechſten, zu Dänemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzogen in Schleſswig, Hollſtein, Stormarn und Ditmarſchen, Grafen zu Oldenburg und Delmenhorſt &c. &c. wegen der Deſerteurs von beiden hohen Theilen Armeen und Truppen zu Lande als zur See, als auch anderer Miſſethäter und Ueberläufer Anhaltung und Auslieferung.

Demnach Se. Königl. Majeſtät von Schweden, und Se. Königl. Majeſtät von Dänemark und Norwegen, zu Unterhaltung und mehrerer Befeſtigung der zwiſchen beiden Reichen vorwaltenden Freundſchaft und guten Vertrauens, dienlich gefunden, unter einander was Gewiſſes zu reguliren und feſtzuſtellen, wie und auf was Weiſe die Deſerteurs von beiderſeits hohen Theile Armeen und Truppen, ſo zu Lande als zur See, wie auch andere aus einem Reiche in das andere entwichene grobe Miſſethäter, mögen angehalten und ausgeliefert werden, ſo haben Se. Königl. Majeſtät von Schweden Dero Hofrath und verordneten Miniſtre bey dem Königl. Däniſchen Hofe, den Hochwohlgebohrnen Herrn Andreas Skutenhielm, und Se. Königl. Majeſtät zu Dännemark und Norwegen Dero Geheimden Rath in Dero Conſeil, den Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Iver Roſencrantz, auf Roſenholm, Ryegaard, Ritter des Elephanten-Ordens; und Dero Geheimden Rath in Dero Conſeil, Cammerherrn, Ober-Secretaire in der Däniſchen Canzley, Präſident in dem Collegio de curſu Evangelii promovendo, wie auch General-Kirchen-Inſpector, den Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Johann Ludewig von Hollſtein, Ritter von Dannebrog; wie auch Dero Aſſeſſor in Dero Conſeil, Ober-Secretaire bey den ausländiſchen Affairen und in der deutſchen Canzley, wie auch Deputirten in dem General-Landes-Oeconomie und Commercien-Collegio, den Hochwohlgebohrnen Herrn Johann Sigmund von Schulin, Ritter von Dannebrog; zu dieſer Unterhandlung allergnädigſt auserſehen und bevollmächtigt, welche derohalben, nachdem ſie ihre darüber empfangene gnädigſte Vollmachten produciret und ausgewechſelt, über folgende Puncte, bis auf Ihro Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. Ratificationen mittelſt gemeinſchaftlicher Bewilligung, ſich vereiniget haben.

Art.

ART. I. 1738

Soll dieſer Vergleich und Cartel ſich auf alle Sr. Königl. Majeſtät von Schweden, als König von Schweden und dieſer Crone Reiche, Länder und unter deren Gehorſam ſtehende und dazu gehörige Provinzen und Herrſchaften; wie auch auf Sr. Königl. Majeſtät zu Dännemark und Norwegen Reiche, Herzogthümer, Grafſchaften und Länder erſtrecken, und ſoll von der Zeit an, da dieſelbe von beiderſeits Königl. Majeſt. Majeſt. allergnädigſt ratificiret worden, ſeine vollkommene Wirkung haben, und folglich eine Richtſchnur ſeyn, welche hinführo beſtändig in Acht genommen werden ſoll. *Extenſion ſur les états réciproques.*

ART. II.

Unter dem Nahmen Deſerteur ſollen ohne Unterſchied alle zu beide hohen Theile Land- und See-Etat gehörig Volk und Bediente, keinen ausgenommen, von welchem Range, Dienſte und Characktere ſie ſeyn mögen, verſtanden werden, die muthwilliger und treuloſer Weiſe, es ſey zu Lande oder zur See aus ihren Dienſten entlaufen, und ſich bey des einen oder des andern hohen contrahirenden Theiles Truppen, entweder im Felde, Garniſonen, Landquartieren, bey der Flotte, oder ſonſt in Städten und auf dem Lande, wo es immer ſeyn mag, öffentlich oder heimlich Kriegsdienſte anzunehmen, einſtellen, oder auch ſonſt im Lande ohne Paſs herumlaufen und ſich aufhalten. Nur ſind von der Auslieferung ausgenommen alle in Sr. Königl. Majeſtät und der Crone Schweden Reichen, Ländern, Provinzen und Herrſchaften gebohrne ſchwediſche Unterthanen, die auf ein oder die andere Weiſe in Sr. Königl. Majeſtät zu Dännemark und Norwegen Ländern Dienſte genommen, und ihr Vaterland wiederſuchen, wie ingleichen alle, in den Königlich Däniſchen Reichen, Herzogthümern, Grafſchaften, Herrſchaften und Ländern gebohrne Königl. Däniſche Unterthanen, ſo auf ein oder die andere Weiſe, in Sr. Majeſtät des Königs in Schweden Reichen und Ländern Dienſte genommen, und ihr Vaterland wiederſuchen, ſo fern die von einem ſolchen Eingebohrnen entweder Königl. Schwediſch oder Königl. Däniſchen Unterthane, bey der Capitulation abgegebene Original-Verſchreibung, und ihm von der Behörde dagegen ertheilten Original-Verſicherungsſchrift, nicht kann erwieſen werden, daſs der ein- *Deſerteurs.*

1738 eingebohrne Deſerteur gutwillig Dienſte genommen und auf längere Zeit capituliret als er würklich gedient hat, da denn ein ſolcher entweder Königlich Schwediſcher oder Königlich Däniſcher eingebohrner Unterthan, zwar ſoll ausgefolget werden, ſeiner Verſchreibung ein Genüge zu leiſten, doch ſoll er nicht als ein Deſerteur beſtrafet werden.

ART. III.

Vigilance ſur les frontieres. Soll ein jeder ſo hoher als niedriger Civil- und Militair-Beamter und Befehlshaber, inſonderheit an denen Gränzen, nicht allein ſchuldig und verpflichtet ſeyn, genaue Achtung auf ſolche Deſerteurs zu geben, und ſich derſelben ſamt allem, was ſie mit ſich führen, zu bemächtigen, ſondern ſollen auch diejenigen, von was Stand und Condition ſie ſeyn mögen, die ſich unterſtehen, einem Deſerteur Anleitung zum Entlaufen zu geben, denſelben verſtecken oder fortſchaffen, und davon überzeuget werden können, ohne weitläuftigen Proceſs mit nachdrücklicher Strafe anſehen.

ART. IV.

Pourſuite. Niemanden ſoll erlaubt ſeyn, einen Deſerteur in des andern hohen Theils Territorio zu verfolgen und nachſetzen zu laſſen, und ſich deſſelben eigenmächtig zu bemächtigen; ſondern falls von dem einen oder dem andern Theile einem ſolchen nachgeſetzt würde, ſoll es nur in der Abſicht geſchehen, damit man demſelben um ſo viel eher auf die Spuhr kommen, und des Ortes Obrigkeit behörigen Theil davon geben möge, ſo daſs ein ſolcher in Verwahrung genommen werde: dagegen aber ſollen beider hohen contrahirenden Theile Militair- und Civil-Bediente, Soldatesque und Unterthanen verbunden ſeyn, ſolche Deſerteurs mit bey ſich habenden Gewehr, Pferden, Montirungen und andern Sachen, ſowohl ohne, als auf geſchehenes Anſuchen, in ſichere Verwahrung nehmen zu laſſen, da ſodann nicht allein den am nächſten befindlichen Civil- oder Militair-Bedienten der Herrſchaft, von deren Truppen oder Flotte die Deſertion geſchehen iſt, innerhalb acht oder höchſtens vierzehn Tagen Nachricht gegeben werden ſoll, nebſt einem Verzeichniſſe von des Arreſtirten Nahmen, Montur, Gewehr, Regimente, Compagnie, Garniſon, Flotte, Eſcadre, oder wo er ſonſt bey dem Land- oder See-Etat in Dienſten ſtehet, und daraus entwichen iſt, im-

imgleichen allen Umſtänden, die in einer ſolchen Zeit bekannt werden können, ſondern der Deſerteur ſoll ſelbſt mit allem das er bey ſich hat, gehörig ausgeliefert werden. Sollte der Deſerteur in dem Lande, wo der Deſerteur feſt genommen wird, ſein Pferd oder etwas von ſeiner Montirung und Gewehr veräuſsert haben, ſo annoch in natura zu bekommen wäre, ſoll ſolches herbey geſchaffet, und ohne Bezahlung an den Officier ausgeliefert werden, von dem er deſertiret iſt: und ſollen ſowohl die dergleichen Sachen zu allererſt wiſſentlich gekauft, und ſich bereits davon wieder los gemacht haben, den Werth derſelben zu erlegen ſchuldig ſeyn, ſondern über dieſes noch nachdrücklich geſtrafet werden. Damit auch die Oerter, wo die Auslieferung geſchehen ſoll, determiniret und feſtgeſtellet werden mögen, ſo iſt man einig worden, daſs die Königl. Schwediſchen Deſerteurs, welche in Dännemark ertappet werden, in Helſingöhr, die ſo nach Norwegen entwichen, auf den Norder- oder Süderſiedelſchen Gränzen, an die näheſte Obrigkeit oder Befehlshaber, und die ſo in die Königl. Däniſchen deutſchen Provinzen gehen, in der Stadt Altona ausgeliefert werden ſollen; deſsgleichen daſs die Däniſchen Deſerteurs, welche aus Dännemark nach Schweden übergangen ſind, in Helſingborg, die ſo ſich aus Norwegen nach Schweden retiriret haben, auf den Nordiſchen oder Südlichen Gebürgen an der Gränze, bey der nächſten Obrigkeit oder Befehlshaber, und die ſo in die Königl. Schwediſchen Deutſchen Provinzen entwichen ſind, in der Stadt Wismar ausgeliefert werden ſollen. Der Transport von einem Orte zum andern, bis an den Auslieferungs-Platz, ſoll für das Commando nicht berechnet werden, das die Deſerteurs dahin bringt, oder einige Unkoſten dafür eingeführet und gefordert werden, ſondern dieſelben ſollen von dem Herrn, in deſſen Gerichtbarkeit der Deſerteur angehalten worden, vorgeſchoſſen und veranſtaltet werden. 1738

ART. V.

Auf den Deſerteur ſelbſt ſoll von dem Tage an, da er feſtgenommen worden, bis an den Tag da er ausgeliefert wird, täglich in Verpflegung ausgethan werden, nemlich in Sr. Königl. Majeſtät von Schweden Reichen und Ländern, drey Oehr Silber-Münze und die unter der Crone Schweden gehörigen Deutſchen Pro- *Frais de l'entretien.*

vin-

1738 und her zu kommen, und einen freyen Umgang und Handlung mit einander zu treiben und zu pflegen.

ART. X.

Publication du Cartel. Damit auch ein jeder von dieſes Vergleiches, oder Cartels Inhalt unterrichtet ſeyn, und demſelben in allen ſeinen Puncten genau nachgelebt werden möge, ſo ſoll daſſelbe gedruckt und in beider hohen contrahirenden Theile Königreichen und Ländern, ſowohl bey der Miliz als auch ſonſt gewöhnlicher Weiſe, zu eines jeden Wiſſenſchaft, jedermänniglich kund gethan werden.

ART. XI.

Durée. Was die Zeit, der Dauer dieſes Vergleiches oder Cartels anbetrifft, ſo iſt ſelbiger auf zwölf Jahre ausgeſtellt, welche von dem dato der Ratificationen beiderſeits Königl. Königl. Maj. Maj. gerechnet werden ſollen.

Zu mehrerer Kundſchaft haben wir bis zur Ausfertigung höchſtbemeldter Ratificationen (welches, daſs es innerhalb ſechs Wochen oder wo möglich noch eher geſchehen, und dieſelben alsdenn hier in Coppenhagen von beiden Seiten ausgewechſelt werden ſollen, verſprochen worden) von dieſem Vergleich und Cartel, zween gleichlautende Exemplare verfaſſet und dieſelben mit Beyſetzung unſerer Pettſchafte eigenhändig unterſchrieben. So geſchehen in Coppenhagen den $\frac{20}{31}$ Martii im Jahre nach Chriſti Geburt ein tauſend ſieben hundert und acht und dreyſig.

(L. S.) ANDR. SKUTENHIELM.

Als haben Wir dieſes Cartel nach deſſelben Inhalt in allen Theilen ratificiren, approbiren und beſtätigen wollen, wie wir ſolches auch hiermit auf die beſte und kräftigſte Weiſe ratificiren, approbiren und bekräftigen, und wollen ernſtliche Hand darüber halten laſſen, daſs mehrberührtem Cartel unſrer Seits gebührend nachgelebt und daſſelbe vollzogen und keinesweges zugelaſſen werden möge, daſs, auf was Weiſe es auch immer geſchehen kann, dawider gehandelt werde. Zu mehrer Urkunde haben Wir dieſes mit eigener Hand unterſchrieben, und mit unſerm Königlichen Inſiegel bekräftigen laſſen.

Stockholm den 10ten April im Jahre nach Chriſti Geburt ein tauſend ſieben hundert acht und dreyſig.

(L. S.) FRIEDRICH.

v. GEDDA.

44.

Traité d'accomodement entre S. M. le Roi de Danemarc comme Duc de Holſtein et S. M. le Roi de la Gr. Brétagne comme electeur de Bronſwic au ſujet du baillage de Steinhorſt; ſigné à Hannovre le 5 Mars 1739.

1739 5 Mars.

[BÜSCHINGS *Magazin für Hiſtorie und Geographie.* T. VIII. p. 271. et ſe trouve en Français dans ROUSSET *Recueil* T. XIV. p. 118. *)]

Vergleich zwiſchen Dänemark und Großbritannien wegen des Amts Steinhorſt, vom 5. März 1739.

Kund und zu wiſſen ſey hiermit jedermänniglich: Nachdem zwiſchen Ihro Königl. Majeſtät zu Dänemark, Norwegen, als Herzogen zu Holſtein, und Ihro Königl. Großbritanniſche Majeſtät als Churfürſten zu Braunſchweig-Lüneburg, wegen des Amts und Hauſes Steinhorſt, beſchwerliche Irrungen entſtanden; und dann beiderſeits Königl. Königl. Majeſt. Majeſt. in gleichhegender Abſicht allem demjenigen, was zwiſchen Höchſtdenenſelben die nachbarliche Freundſchaft und gutes Vernehmen erkalten machen, oder wohl gänzlich aufheben könnte, vorzukommen, dienlich gefunden, obgedachte Irrungen durch den Weg einer gütlichen Handlung beylegen zu laſſen, auch zu ſolchem Ende Dero reſpective Miniſter behörig bevollmächtiget, daſs ſelbige über ſolche Puncte einig worden, und ſich verglichen:

ART. I.

Declariren Ihro Königl. Großbritanniſche Majeſtät, wie dasjenige, was mit den Königl. Däniſchen Dragonern den 14. December a. p. auf dem Hauſe Steinhorſt vorgegangen, von Dero Bedienten, als ein unumgängliches

Déclaration ſur les evenemens du mois de Décembre.

*) Où l'on trouve auſſi l'hiſtoire du démêlé qui a donné lieu à cette convention et les actes dont elle a été précedée.

1739 liches Mittel zu Beybehaltung Dero Gerechtſamen angeſehen, und bloſs zu dem Ende zur Hand genommen worden, Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſt. Abſicht aber niemahls geweſen ſey, Ihro Königl. Majeſt. zu Dännemark, Norwegen zu beleidigen, vielmehr es von einigen zufälligen Umſtänden und Miſsverſtand herrühre, daſs etwas vorgegangen, was beiderſeitigem Wunſch und Neigung zuwider, inmaaſsen dann auch die Dero Officier ertheilt geweſene Ordre auf allen zu gebrauchenden Glimpf gerichtet geweſen.

ART. II.

Rappel des troupes. Verſprechen Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſt. Dero zu und um Steinhorſt zuſammengezogene Truppen, ſogleich nach geſchehener Vollziehung dieſes Vergleiches, zurück in ihre ordentlichen Quartiere zu ziehen, Steinhorſt gänzlich zu evacuiren, die daſelbſt gemachte Aufwürfe zu applaniren, und wegen erfolgten Amtes und Hauſes alles wieder in priſtinum ſtatum zu ſetzen, auch bis zu ausgemachter Sache darinnen zu laſſen, mithin alle Signa einer genommenen Poſſeſſion, ſo zur Zeit noch exiſtiren möchten, inſonderheit die Dero Seits aufgehängte Patenten und Wapen, auch das Kirchengebet, beiderſeits Rechten unnachtheilig, und bis zu ausgemachter Sache, wegthun und abſtellen zu laſſen.

ART. III.

Duc de Holſtein. Verſichern Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſtät, daſs Dieſelbe, ſo wenig gegenwärtig mit dem Herzogl. Holſtein-Kieliſchen Hauſe in einem Geld-Negotio begriffen ſeyn, als in dergleichen künftig etwas zu entriren gedenken, wodurch Ihro Königl. Majeſtät zu Dännemark, Norwegen, Iuri Condominii, eventuellen Succeſſions-Recht und Gerechtſamen präjudiciret werden könnte.

ART. IV.

Ratzeburg. Wann auch Ihro Königl. Majeſtät zu Dännemark, Norwegen vorgebracht worden, als ſollten, während dieſer Steinhorſtiſchen Irrungen, neue Feſtungswerke an der Stadt Ratzeburg gemacht worden ſeyn; ſo verſichern Ihro Königl. Groſsbritanniſche Majeſtät, daſs ſolches ohne Grund, und dem deſshalber vorhandenen Vergleich, weder von Deroſelben ſelbſt, noch denen Ihrigen, ſey

con-

contraveniret worden, noch contraveniret werden ſolle; wovon Ihro Königl. Majeſtät zu Dänemark, Norwegen durch den, einem Dero hierzu abzuordnenden Bedienten zu verſtattenden Augenſchein, ſich ſelbſten können vergewiſſern laſſen. 1739

ART. V.

Dahingegen verſprechen und verſichern Ihro Königl. Majeſtät zu Dänemark, Norwegen, ſobald denen im vorhergehenden 2ten und 4ten Artikeln enthaltenen Puncten ein völliges Genüge geſchehen, Dero zuſammengezogene Truppen gleichfalls abzuführen, und keine Thätlichkeiten vornehmen zu laſſen, ſondern, wegen Dero Gerechtſamen an das Amt und Haus Steinhorſt, der Güthe oder dem Rechte Platz zu geben, ſolchergeſtalt, daſs, wann, wider Vermuthen, dieſe Sache durch eine zwiſchen beiderſeits hierzu zu bevollmächtigenden Miniſters anzuſtellende Handlung nicht beygelegt werden ſollte, die Entſcheidung derſelben zu einem derer drey in Vorſchlag gebrachten Mitteln, als nemlich einer Commiſſion compromiſſi, oder richterlichen Spruch, von welchen Ihro Königl. Majeſtät zu Dänemark, Norwegen, eines zu erwählen, ſich vorbehalten, heimgegeben werden möge. *Pretenſions für Steinhorſt.*

Zu Urkund dieſen ſind von dieſem Vergleich zwey gleichlautende Inſtrumenta verfertiget, von den beiderſeits dazu bevollmächtigten Miniſters unterſchrieben, mit ihren Pettſchaften beſtärket, auch daſs die Ratificationen darüber innerhalb drey bis vier Wochen in Hannover gegen einander ausgewechſelt werden ſollen, beliebet und verſprochen worden.

So geſchehen Hannover den 5. März 1739.

(L. S.) BERNSTORFF. (L. S.) GERLACH ADOLPH v. MÜNCHHAUSEN.

(L. S.) HEINRICH GROTE.

(L. S.) CRAFFT v. ERFFA. (L. S.) FRIEDRICH LUDWIG v. HAUSS.

45.

1740 *Extrait du renouvellement d'alliance entre la France et la République des Grisons* 1740.

(*Storia dell' anno* 1740. p. 125.)

ART. I.

Il Re Criſtianiſſimo, e i Signori Grigioni ſi diporteranno gli uni verſo gli altri come buoni, e fedeli Alleati per la difeſa, e conſervazione de' loro Stati, Paeſi, onori, e diritti, di cui ſono attualmente in poſſeſſo.

ART. II.

Queſt' Alleanza non tenderà ad offendere alcuno, nè ſarà in pregiudizio di chi ſi ſia.

ART. III.

Sarà permeſſo al Re levare delle Truppe Grigione a ragguaglio del ſuo biſogno, ma tanto in queſte leve, quanto ne' Reggimenti, che ſono attualmente in ſuo ſervizio, tutti gli Uffiziali maggiori dovranno eſſere Grigioni. Queſte Truppe ſaranno dal Re trattate come gli Svizzeri che ſono al ſervigio di Sua Maeſtà cio è goderanno la ſteſſa paga, la ſteſſa libertà, e li medeſimi vantaggi: nè potranno eſſer impiegate contro gli Alleati della loro Repubblica, nè in mare.

ART. IV.

Se lo Stato foſſe invaſo, o minacciato da qualche Potenza nimica, ſarà permeſſo alla Repubblica richiamare le ſue Truppe per quanto tempo ne avrà biſogno: nè il Re potrà impedire la loro partenza trattandoſi di ſervire la loro patria: per lo contrario darà loro due meſi di paga anticipata per il viaggio, e qualche ſoccorſo d'uomini ſino a tanto che durerà la guerra.

ART. V.

Nè l'una, nè l'altra delle parti contraenti accorderà nel ſuo Paeſe protezione a' ribelli, e banditi Sudditi dell' altra, e lungi di tollerarglieli, negli ſcaccierà, dacchè ne ſarà richieſta o avviſata.

ART. VI.

Il Re, per dare a divedere le ſue compiacenze alle tre Leghe, pagherà loro un annuo ſuſſidio di nove

mila

mila Lire moneta Svizzera per cadauna Lega, contando dal giorno della sottoscrizione di questo Trattato. La qual somma sarà pagata puntualmente ciascun anno in *Coira*, luogo il più conveniente per le tre Leghe. 1740

ART. VII.

Se accade che siavi una cattiva raccolta nel Paese de' Grigioni, o vi si soffra qualche altra disgrazia per l'intemperie delle stagioni, o altrimenti, Sua Maestà acconsente di sovvenire, il dacchè ne sarà richiesta, per quanto lo permetterà l'abbondanza de' suoi Stati. Oltre di questo i Signori Grigioni possono esser certi, che sarà loro sempre consegnato in Francia il grano al più buon prezzo che si può.

ART. VIII.

Sarà permesso a' Grigioni, o negozianti o viaggianti, di passare per la Francia, e trafficarvi liberamente, come gli Svizzeri, senzacchè sia data loro veruna molestia per causa di Religione.

ART. IX.

Il Reggimento di Grigioni al servizio di Sua Maestà rimarrà in piedi fin a quanto durerà l'Alleanza, nella stessa maniera, e coll'istessa paga come gli Svizzeri secondo la Capitolazione di esso Reggimento, e goderà le medesime esenzioni.

ART. X.

I Signori Grigioni promettono, e si obbligano di concedere, allor chè ne saranno richiesti, passaggio alle Truppe del Re, e de' suoi Alleati, per entrar in Italia in soccorso degli antichi della sua Corona: ben intendendosi, ch' esse Truppe non faranno alcuna offensiva impresa contra il Ducato di Milano, nè contra i Paesi come presi nell' antica unione ereditaria, e non pregiudicheranno alla Capitolazione conchiusa nel 1726. fra Cesare, come Duca di Milano, e i Grigioni *); di modo che rimarranno in tutta la loro forza e vigore l'accennata capitolazione, e l'unione ereditaria, che sussiste fra i Signori Grigioni, e la Serenissima Casa d'Austria; e non farà derogato in punto alcuno alle Alleanze, che hanno con la Repubblica di Venezia, e di Olanda.

ART. XI.

Ora se accadesse che le Truppe di Sua Maestà dovessero passare, concerterebbesi con Deputati della Repub-

*) Schmauss *C. I. G.* p. 2042.

1740 blica il numero, le tappe, il jus de' Commissart ec. nella stessa guisa come si pratica nel passaggio delle Truppe Cesaree: ben intendendosi, che non passeranno più di 400 uomini alla volta, i quali osserveranno una rigida disciplina; e se cagionano qualche danno, sarà compensato sulle prove, che ne saran prodotte.

ART. XII.

Quest' Alleanza sarà perpetua; e S. M. promette di ammettere la Repubblica in tutti Trattati di pace, d'armistizio ec. che conchiuderà in avvenire, e di non mai approvare verun a proposizione, che contraria fosse a privilegi e prerogative de' Grigioni, e di difenderli come fedeli Alleati, e Confederati.

46.

1741 24 Juin. *Traité de subside entre S. M. Britannique et S. M. la Reine de Hongrie et de Bohême; signé à Hannovre le 24 Juin 1741.*

(ADELUNG *Staatshistorie* T. III. Beyl. p. 18. en Anglais et Allemand.)

Uebersetzung des den $\frac{23}{24}$ Junii zwischen dem Könige von Großbritannien und der Königin von Ungarn geschlossenen Tractats.

Kund und zu wissen sey allen, denen daran gelegen, dass, da in dem zweyten Artikel des den 20. Februar 1732 *) im Haag zwischen Sr. verstorbenen Kaiserlichen und Catholischen Majestät und zwischen Sr. Grosbritannischen Majestät und Ihro Hochmögenden, den Generalstaaten der vereinigten Provinzen der Niederlande geschlossenen Vertrags verglichen worden, dass, um die Garantien zu erfüllen, welche in dem vorhergehenden Tractat zu Wien vom Jahr 1731 **) stipuliret worden, Ihro

*) ROUSSET *Supplém.* T. II. P. II. p. 237.

**) DUMONT T. VIII. P. II. p. 213. ROUSSET *Supplém.* T. II. P. II. p. 288. 307.

Ihro Kaiserliche und Grosbritannische Majestäten existi- 1741
renden Falls, einander mit einer Hülfe von 12000 Mann beystehen sollen; nach dem Tode Sr. gedachten Kaiserlichen und Catholischen Majestät, glorwürdigsten Andenkens, aber, Ihro Majestät die Königin von Ungarn und Böhmen in dem Besitz einiger ihrer Länder angegriffen worden, und wohlgegründete Furcht und Besorgniss in Ansehung des Betragens verschiedener anderer Mächte hat, und daher auf die in den Verträgen vorgeschriebene Art die obengedachte Hülfe von 12000 Mann von Sr. Grosbritannischen Majestät verlanget hat: so haben Se. Majestät auf die freundschaftlichste Art versprochen, sobald als möglich seyn wird, Dero Verbindlichkeiten zu erfüllen und zur Vertheidigung besagter Ihrer Majestät ohne Zeitverluft ein Corps von 6000 Mann Dänischer Truppen und noch ein ander Corps von 6000 Mann Hessischer Truppen, welche Se. Grosbritannische Majestät zu diesem Endzweck in Dero Sold genommen, marschiren zu lassen; und da ausserdem in dem gedachten Tractat vom Jahr 1732 stipuliret worden, dass, wenn die obgedachte Hülfe von 12000 Mann in Betrachtung des dringenden Nothfalls nicht hinreichend scheinen sollte, die hohen contrahirenden Theile sich fernerweit über eine noch gröffere Hülfe vergleichen sollten; Graf Ostein aber, gevollmächtigter Minister der Königin von Ungarn und Böhmen, Sr. Grosbritannischen Majestät vorgestellt hat, dass der gedachte Fall gegenwärtig existire, und dem zu Folge eine gröffere Hülfe nach dem Inhalt des Tractats verlange; gedachter Minister auch zu gleicher Zeit vorgestellet hat, dass der sicherste Weg, seiner Königin einige fernerweitige Hülfe zu leisten, dieser sey, dass Se. Grosbritannische Majestät geruhen wollten, Ihro gedachten Majestät eine Summe Geldes zu bewilligen, und sie dadurch in den Stand zu setzen, ihre Armee vermehren zu können: so haben Se. Majestät sich diesem Verlangen gefüget, und da es zu dem Ende nothwendig gewesen, zwischen obgedachten hohen Contrahenten unmittelbar eine Convention hierüber zu errichten; so haben gedachte Ihro Majestäten für gut angesehen, ihre beiderseitigen Ministers durch gehörige Vollmachten zu authorisiren; nemlich, Se. Grosbritannische Majestät haben Dero Minister und Staatssecretair, den Lord Harrington, einen der Lords Richter Dero Königreichs Grosbritannien und Dero Geheimenrath,

1741 und Ihro Majestät die Königin von Ungarn und Böhmen den gedachten Graf Ostein, ihren gevollmächtigten Minister bey Sr. Grosbritannischen Majestät ernannt, welche nach deshalb gepflogenen Conferenzen, sich Kraft ihrer habenden Vollmachten, folgender Artikel verglichen haben:

ART. I.

Renouvellement des traités de 1731. 1732. Se. Majestät der König von Grosbritannien und Ihro Majestät die Königin von Ungarn und Böhmen, erneuern beiderseits die in dem Allianz-Vertrag den 16. März 1731 und in der Accessionsacte vom 20. Februarii 1732 übernommenen Verbindlichkeiten, ausgenommen, was diejenigen Länder betrifft, welche in dem letztern mit Frankreich geschlossenen Frieden, welchen zu brechen sie nicht gesonnen sind, andern Mächten abgetreten worden.

ART. II.

Subside. Se. Majestät der König von Grosbritannien versprechen gedachter Ihro Majestät in Zeit von einem Jahr, vom $\frac{1}{10}$ten April 1741 an zu rechnen, Quartalweise in der Stadt London oder Amsterdam, nach dem Gefallen gedachter Sr. Grosbritannischen Majestät, die Summe von 300000 Pfund Sterlings, das Pfund Sterlings in dem letztern Fall zu 10 Gulden 10 Stüver holländischen Gelds gerechnet, in die Hände desjenigen oder derjenigen zu bezahlen, der oder die von Ihro Majestät der Königin von Ungarn und Böhmen, dasselbe in Empfang zu nehmen, werden bevollmächtiget seyn; indem Se. Grosbritannische Majestät von Seiten Ihro gedachten Ungarischen Majestät vollkommen versichert ist, dass selbige dieses Geld entweder zur Anwerbung neuer Truppen, zur Vermehrung ihrer Armee, oder zur Bezahlung fremder Truppen, welche selbige sogleich in ihren Dienst nehmen soll, getreulich anwenden werden.

ART. III.

Son emploi. Ihro Majestät die Königin von Ungarn erkennen die freundschaftlichen Gesinnungen Sr. Grosbritannischen Majestät aus demjenigen, was im vorstehenden Artikel stipuliret worden, und versprechen und verpflichten sich auf die allerbündigste Art, dass sie die gedachte Summe von 300000 Pfund Sterling weder ganz noch zum Theil zu keinem andern Gebrauch, als der in dem vorstehenden Artikel gedacht worden, verwenden wollen.

ART.

ART. IV. 1741

Dieſer Tractat ſoll ſo lange geheim gehalten werden, bis es beiden hohen contrahirenden Theilen belieben wird, deſswegen ein anders zu verordnen. *Secret.*

ART. V.

Gegenwärtiger Tractat ſoll in Zeit von drey Wochen, oder wenn es möglich noch eher ratificiret und die Ratificationes zu Hannover ausgewechſelt werden. *Ratification.*

Zu deſſen Beglaubigung haben wir unterſchriebene dazu gevollmächtigte Miniſters Sr. Groſsbritanniſchen Majeſtät der Königin von Ungarn und Böhmen, gegenwärtiges im Nahmen gedachter ihrer Majeſtäten unterzeichnet und unſer Wapenpetſchaft beidrucken laſſen.

Gegeben zu Hannover den $\frac{13}{24}$ten Junius 1741.

HARRINGTON. HENRICH CARL *Graf* VON OSTEIN.

47.

Convention entre les Rois de France et de la Grande-Brétagne pour l'exécution des articles du traité de commerce conclu à Utrecht, relatifs au cas de la rupture; ſignée au mois d'Avril 1744. 1744

(ROUSSET *Recueil* T. XVIII. p. 363. et ſe trouve dans *Merc. hiſt. et pol.* 1744. T. I. p. 560. et dans MOSER *Verſuch* T. IX. P. I. p. 46.)

ART. I.

Que les Articles du traité de commerce entre la Grande-Brétagne et la France, conclu à Utrecht le 11 Avril 1713 *), N. St. qui regardent les ſujets de l'une et de l'autre Nation dans les cas de guerre, nommément *Traité d'Utrecht.*

*) DUMONT T. VIII. P. I. p. 345.

1744 l'article XIX, ſeront exécutés de part et d'autre dans toute leur étenduë.

ART. II.

Navires et effets exemts de ſaiſie. Que les navires, les marchandiſes et les effets, meubles ou immeubles appartenant aux ſujets des deux Nations, et qui ſe trouveront dans les ports ou autres lieux de la domination de la partie adverſe, ne ſeront point arrêtés ou confiſqués, mais qu'il ſera libre pendant le terme de 6 mois, à compter du jour de la Déclaration de guerre, de vendre ou diſpoſer de ces effets, de la manière que les propriétaires le jugeront à propos.

ART. III.

Après 6 mois. Que, ſi dans ce terme de 6 mois les ſujets de l'une ou l'autre des deux couronnes ne trouvent pas d'occaſion de vendre leurs effets, et qu'ils aiment mieux les transporter ailleurs; dans ce cas il leur ſera accordé toutes les facilités néceſſaires pour la ſortie desdits effets, enſemble de leurs perſonnes, et il leur ſera délivré des paſſeports valables, afin de ſe retirer où ils jugeront à propos; tous obſtacles et difficultés qui ont pû arriver pour y mettre empêchement, ceſſant de part et d'autre en vertu de cette convention.

ART. IV.

Délai ultérieur. Que, s'il arrive des cas extraordinaires, auxquels il n'aura pas été poſſible de mettre ordre dans le terme des ſix mois, les perſonnes intéreſſées qui s'adreſſeront aux Miniſtres, et qui les préviendront là-deſſus, obtiendront encore un délai, ſuivant l'exigence du cas. N. B. Mr. Amelot a ajoûté à cet article: Que s'il y avoit quelques ſujets de Sa Majeſté Britannique, qui ſouhaitaſſent de reſter en France pendant la guerre, ſans y être même obligés par leurs affaires, on le leur permettoit moïennant qu'ils ſe comportaſſent d'une manière convenable; dans la perſuaſion qu'on auroit en Angleterre les mêmes égards pour les ſujets de France, qui voudroient s'y arrêter auſſi.

ART. V.

Paquebots. Qu'on laiſſera ſubſiſter les Paquebots au moins pendant les 6 prémiers mois de la guerre afin de faciliter le commerce des lettres et le paſſage des ſujets de part et d'autre: Qu'il leur ſera permis d'entrer dans le port de Calais, et d'y reſter en toute liberté et ſûreté,

à

à condition que le Paquebot, avant d'entrer dans le Port, ſe ſera connoître au Commandant, qui enverra des Officiers à bord pour s'informer des paſſagers qui s'y trouveront; et ledit Paquebot, en partant, ne pourra prendre perſonne avec lui que du conſentement et avec permiſſion du Commandant de Calais, qui donnera à ces bâtimens les paſſeports néceſſaires pour paſſer et repaſſer en toute liberté et ſûreté, ſans être inquietés ni moleſtés par les vaiſſeaux de guerre du Roi Très-Chrétien, ni par les autres navires armés en courſe, ſous quel prétexte que ce puiſſe être. 1744

ART. VI.

Et il a été convenu que, ſi par le moien de ces Paquebots, il arrivoit quelque abus qui empêchât cet arrangement de ſubſiſter, il ne ſera commis aucune violence; mais que le dernier Paquebot qui s'en retournera en Angleterre, ſera chargé d'un avis pour ne plus en expédier à Calais. *Revocation des Paquebots.*

48.

Arrêt du Conſeil d'Etat du Roi de France portant revocation du traité de commerce conclu 1739, *avec les Provinces-Unies des Pays-Bas; en date du* 31 *Décembre* 1745.

1745 31 *Déc.*

(*Mercure hiſtorique et politique* 1746. T. I. p. 113.)

Le Roi, s'étant fait repréſenter en ſon Conſeil le traité de paix et d'amitié fait à Utrecht le 11 Avril 1713, entre le feu Roi et les Etats Généraux des Provinces-Unies enſemble celui de commerce, fait à Verſailles le 21 Décembre 1739; S. M. a reconnu que les diſpoſitions deſdits traités, notamment celles des articles I et IV. du traité d'Utrecht, et celles des XI et XII articles du traité de 1739, n'ont eû pour objet que d'établir entre les 2 puiſſances réciproquement, une parfaite confédération, amitié et bonne correſpondance; en ſorte qu'il ne pût être

1745 être respectivement donné aucune atteinte, ni commis aucune contravention auxdits traités, directement ou indirectement, principalement en ce qui pourroit intéresser la sûreté du commerce et de la navigation des sujets des 2 Etats, dans tous les Païs de leur domination: que c'est par ces seules considérations que S. M. en suivant les vûes du feu Roi, s'est déterminée à continuer par le traité du 21 Décembre 1739, dans ses Etats et ceux de sa domination au préjudice même de ses propres sujets, à plusieurs égards, les avantages que ceux desdits Etats Généraux pouvoient desirer pour le bien de leur commerce. Et S. M. étant bien informée que lesdits Etats Généraux ont formellement contrevenu auxdits traités, soit en obligeant plusieurs Armateurs François d'abandonner dans les ports desdits Etats Généraux les prises qu'ils y avoient conduites, en forçant d'autres d'en sortir, sans y avoir reçû les secours dont ils avoient besoin; soit en permettant aux Anglois qui ont pris 3 Navires de la Compagnie des Indes de France, de les conduire dans un port desdits Etats Généraux, où ils ont même été vendus et expediés ensuite pour Hollande, sous pavillon Hollandais, afin de les mettre à l'abri de la reprise, soit enfin en donnant d'ailleurs à S. M. de justes sujets de se plaindre de leur conduite à son égard, dans différentes occasions qui sont connues de toute l'Europe, notamment par l'infraction aux capitulations de Tournay et de Dendermonde, elle a jugé que des contraventions si marquées auxdits traités, et dont elle a vainement demandé et attendu les réparations qui lui sont dûes, détruisent les engagemens auxquels elle avoit consenti en faveur desdits Etats Généraux, qu'elle a jusqu'à present remplis avec la fidelité la plus scrupuleuse, et qu'elles font cesser, en même tems, les motifs qui avoient porté S. M. à les prendre. Sur quoi S. M. voulant faire connoître ses intentions, ouï le rapport du Sieur Machault, Conseiller ordinaire au Conseil-Royal, Controlleur Général des finances, le Roi étant en son Conseil, a ordonné et ordonne qu'à l'avenir, et à commencer du jour de la publication du présent arrêt, les sujets des Etats Généraux des Provinces-Unies cesseront de jouïr dans tous les ports et villes du royaume, de tous les avantages qui leur ont été accordés par les traités de commerce du 21 Décembre 1739, et qu'en consequence ils seront traités, tant pour leurs personnes

que

que pour leurs navires, cargaisons, biens et effets, navigation et commerce, comme les nations neutres avec lesquelles il n'a été fait ni convention, ni traité de commerce; S. M. dérogeant à cet effet à tout traité, convention, déclaration, arrêt et réglement, de quelque nature qu'il soit, qui pourroient être contraires au présent arrêt. 1745

Cependant l'exécution immédiate de cet arrêt a été suspendue dans quelques points sur les plaintes des Hollandais par l'arrêt suivant du mois de Janvier 1746. (*Merc. hist. et pol.* 1746. T. I. p. 236.) portant:

1) Que les vaisseaux Hollandois, qui se sont trouvés dans les ports de France avant la publication de l'arrêt mentionné, sur lesquels on a mis l'embargo, et qui y ont été retenus par force, ne seront point assujettis au payement du droit de fret, ou de 50 sols par tonneau.

2) Que ceux des vaisseaux de la même nation sur lesquels l'embargo n'a point été mis, mais qui n'étoient pas encore repartis avant la publication de l'arrêt, ne seront pareillement pas assujettis à ce droit de fret.

3) Que les vaisseaux Hollandois, qui, étant partis des ports de la République dans les mois de Décembre pour le compte des negocians françois, ne sont arrivés dans les ports de France que depuis la publication de l'arrêt, sont sans difficulté dans le cas de payer le fret.

4) Que les marchandises arrivées sur des vaisseaux Hollandois, et qui n'étoient point déchargées, mais dont la déclaration avoit été faite avant la publication de l'arrêt du 31 Décembre, ne doivent acquitter les droits que conformement à ce qui se partiquoit avant cet arrêt.

5) Que les marchandises arrivées, mais non declarées, avant la publication de l'arrêt, doivent payer les grands droits; et qu'à plus forte raison celles qui ont été demandées en Hollande, et qui ne sont pas encore arrivées en France, doivent y être assujetties, à l'exception néanmoins du poisson salé, comme la Morue et le Harang.

49.

1735 *Acte ſéparé et ſecrèt conclu entre S. M. la Reine* 18 *May.* *de Hongrie et de Bohéme et S. M. le Roi de Pologne Electeur de Saxe, rélatif au Partage eventuel de la Siléſie; ſigné à Leipzig le* 18 *May* 1745.

(C. DE HERTZBERG *Recueil.* T. I. p. 28.)

L'expérience n'ayant que trop fait connoître, à quel point le Roi de Pruſſe pouſſe ſes mauvaiſes intentions, pour troubler le repos de ſes Voiſins, et ce Prince ayant d'un côté et réitérativement envahi et dévaſté les Etats de Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme, et inquiété de l'autre Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, par pluſieurs menaces, préparatifs de guerre et paſſages violents, ſans qu'on en ait pû obtenir la ſatisfaction duë pour le paſſé, ni ſûreté ſuffiſante pour l'avenir, il a été conſidéré, que ce double but ne ſauroit être obtenu, tant que le dit Voiſin redoutable ne ſera reſſerré dans des bornes étroites. C'eſt pourquoi Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, comme allié auxiliaire, et Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme, comme Partie attaquée et belligérante, ſont convenus, par le préſent acte ſéparé et ſecret, d'employer leurs efforts communs, non ſeulement à pleinement remplir l'acte paſſé entre leurs Majeſtés le $\frac{6}{17}$ May 1744, et les meſures concertées, ſur les engagemens pris par leur traité d'alliance conclu le 8 Janvier 1745 *), avec les puiſſances maritimes, mais encore de ne pas poſer ni l'une ni l'autre bas les armes, qu'outre la Conquête de toute la Siléſie, et de la Comté de Glatz, on n'ait encore plus étroitement réduit le Roi de Pruſſe.

Et pour qu'on ſe ſoit entendu enſemble d'avance ſur le partage des Conquêtes à faire, pendant que le 8 Article du dit traité de Varſovie n'établit qu'en gros, que Sa Majeſté le Roi de Pologne Electeur de Saxe doit participer aux avantages par des convenances, il a paru néceſ-

*) WENCK T. II. p. 171.

néceſſaire de diſtinguer les cas qui pourroient arriver 1745
dans la ſuite et de s'entendre ſur un chacun d'eux.

Suppoſé donc, qu'outre la réacquiſition de toute la Siléſie et de la Comté de Glatz, on parvint, à conquérir ſur le dit Roi, le Duché de Magdebourg, le Cercle de Saal y compris, la Principauté de Croſſen avec le Cercle de Züllichau y appartenant et les fiefs de Bohéme poſſidez par ce Roi et ſitués dans la Luſace, nommément Cotbus, Peitz, Stockau, Beeſkau, Sommerfeld et d'autres endroits et diſtricts qui y appartiennent; en ce cas, toute la Siléſie et la Comté de Glatz, à Swibus près, devront révenir à Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme, laquelle céde en échange tout le reſte qu'on vient d'énoncer, avec le diſtrict de Swibus appartenant d'ailleurs à la Siléſie, à Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe.

Suppoſé au contraire, qu'outre la réacquiſition de toute la Siléſie et de la Comté de Glatz, on ne parvint à conquérir ſur l'aggreſſeur, que le Cercle de Saal, la Principauté de Croſſen avec le Cercle de Züllichau et les ſusnommez fiefs de Bohéme lui appartenants en Luſace; alors Sa Majeſté Polonoiſe, Electeur de Saxe, ſe contentera de ce dernier partage et du diſtrict de Swibus, en laiſſant pareillement à Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme toute la Siléſie et la Comté de Glatz, à Swibus près. Mais ſuppoſé enfin, que contre toute attente, et non obſtant les efforts communs ſusdits, on ne parvint qu'à conquérir outre la Comté de Glatz, toute la Siléſie de même que la Principauté de Croſſen avec le Cercle de Züllichau et les ſusdits fiefs de Bohéme poſſédez par le dit Roi en Luſace; En ce cas, Sa Majeſté Polonaiſe aura outre la Principauté, le Cercle et les fiefs qu'on vient de nommer, le diſtrict de Swibus, appartenant autrement à la Siléſie.

Et pour que Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe ſoit d'autant plus aſſûré, du moins et pour le pis aller, de ces dernières acquiſitions, Sa Majeſté la Reine de Hongrie et de Bohéme s'engage de la manière la plus forte et la plus ſolemnelle, que Sa Majeſté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, doit avoir préciſément les mêmes ſûrétés pour ces nouvelles acquiſitions, qu'elle aura ou pourra avoir pour la réacquiſition de

ſes

1745 ſes anciens Etats patrimoniaux, c'eſt à dire, la Siléſie et la Comté de Glatz, de ſorte que tout doit aller à pas égaux, et qu'elle ne ſauroit ſe prévaloir plustôt de la poſſeſſion de toute la Siléſie, que lorsque Sa Majeſté le Roi de Pologne ſe trouvera pareillement dans la poſſeſſion de ſa quote part aux Conquêtes.

A cette fin les Troupes Saxonnes de Sa Majeſté Polonoiſe reſteront dans la Siléſie reconquiſe jusqu'à ce que ſa quote part ſera effectuée, du moins ſelon le dernier des cas ci-deſſus énoncés.

Après quoi les Hauts Contractants ſe garantiront réciproquement pour Eux et pour Leurs Héritiers et Succeſſeurs à perpétuité, tout ce qu'à l'un et à l'autre ſera tombé en partage, en tâchant d'en obtenir auſſi la Garantie de Leurs Alliés.

En foi de quoi Leurs Majeſtés ont ſigné chacune de propre main, un exemplaire de la même teneur de cet Acte ſéparé et ſecret, pour être échangé l'un contre l'autre, et y ont fait appoſer Leurs ſceaux Royaux.

Fait à Leipzig ce 18 May 1745.

AUGUSTE Roi.

50.

1746 ## *Traité d'alliance défenſive entre les Cours de* 22 May. *Vienne et de St. Petersbourg; ſigné à St. Petersbourg le* 22 *May* 1746.

[ROUSSET *Recueil* T. XIX. p. 160. et ſe trouve dans ADELUNG *Staatsgeſchichte* T. V. Beyl. II. (All. et Fr.) et MOSER *Verſuch* T. VIII. p. 164 (Fr.)]

Au nom de la Très-Sainte et Indiviſible trinité.

La Séréniſſime et Très-Puiſſante Princeſſe et Dame, Dame ELISABETH, première du Nom, Impératrice et Autocratrice de Toutes les Ruſſies &c. d'une part, et de

de l'autre la Séréniſſime et Très-Puiſſante Princeſſe et Dame, Dame MARIE THERESE, Impératrice des Romains, Reine de Germanie, Hongrie et Bohême &c. 1746

Ayant jugé néceſſaire pour la tranquilité et le bien commun de toute l'Europe, de renouveller dans une nouvelle alliance défenſive l'amitié réciproque qui ſubſiſte depuis longtems entre S. M. Imp. de toutes les Ruſſies, et S. M. Imp. et Royale l'Impératrice des Romains, Royale de Hongrie &c. ſur le pié du traité d'alliance conclu à Vienne le 6 Août 1726 *), entre S. M. Imp. de toutes les Ruſſies l'Impératrice CATHERINE ALEXIEWNA, de très-glorieuſe mémoire, et S. M. Imp. et Royale l'Empereur des Romains Charles VI., auſſi de très-glorieuſe mémoire, avec quelques changemens proportionnés à l'état preſent des conjonctures, et d'en reſſerrer les noeuds avec tout le ſoin imaginable, afin que dans aucun cas quelconque que ce pût être, où il arriveroit que l'une ou l'autre des parties contractantes fut attaquée hoſtilement, il ne puiſſe ſe rencontrer ni délai ni retardement pas rapport aux ſecours dûs mutuellement; Sa dite Maj. Imp. de toutes les Ruſſies, et Sa dite Maj. Imp. et Royale, en qualité de Dame Héréditaire de ſes Royaumes et Etats, ont bien voulu nommer et munir des pleinspouvoirs néceſſaires à l'accompliſſement d'un ouvrage ſi ſalutaire, leurs Miniſtres ſouſſignez, ſavoir, de la part de S. M. Imp. de toutes les Ruſſies, le très-illuſtre et très-excellent Seigneur le Seigneur *Alexy*, Comte de *Beſtucheff-Rumin*, Chancelier et Conſeiller Privé de Sa dite M. Imp. &c., et de la part de S. Imp. des Romains, et Reine de Hongrie &c., le très-illuſtre et très-excellent Seigneur le Seigneur *Jean François de Brétlach*, Libre Baron du St. Empire Romain, Ambaſſadeur Extr. de Sa dite Majeſté Imp. des Romains à la Cour Impériale de Ruſſie, comme auſſi le très-noble Sr. *Nicolas Sebaſtian de-Hohenholtz*, Chevalier du St. Empire Romain, Conſeiller Impérial et Réſident accredité de L. M. Imp. et Roiales l'Empereur et l'Impératrice des Romains à la Cour Imp. de Ruſſie; leſquels Miniſtres, en vertu de leurs Pleinpouvoirs, après avoir conferé entr'eux, ſont convenus des Articles ſuivans du Traité d'Alliance.

ART.

*) DUMONT T. VIII. P. II. p. 131.

1746

ART. I.

Amitié. Il y aura une amitié sincère, constante et perpétuelle entre S. M. I. de toutes les Russies, ses successeurs héritiers d'une part, et S. M. I. et l'Imp. des Romains ses héritiers et successeurs d'autre part, et cette paix sera cultivée conjointement de telle sorte, que chaque partie s'efforce de procurer le bien et l'avantage de l'autre, et d'en détourner tout dommage.

ART. II.

Alliance défensive. Pour cet effet, il a été résolu que si dans la suite S. M. I. de toutes les Russies ou S. M. I. et R. l'Imp. des Romains venoit à être attaquée par qui que ce puisse être, l'une des parties devra incessamment envoyer à l'autre, sur sa requisition préalable les secours nécessaires, lequel sera determiné tant par rapport à sa nature qu'à sa qualité, de la manière qu'on en est convenu dans les articles suivans du présent traité.

ART. III.

Secours réciproques. Comme le but principal de cette alliance est de se munir réciproquement contre toutes attaques et dommages, quelconques, et que chacune des hautes parties contractantes ne desire rien avec plus d'ardeur que d'accomplir en tous tems ces engagemens mutuels, de la façon la plus utile et la plus avantageuse auxdites parties alliées, selon les moiens que Dieu leur a mis en mains; c'est pourquoi l'on est convenu par le présent article, que s'il arrivoit que S. M. Imp. de toutes les Russies fut attaquée ou inquietée par qui que ce fut dans ses empires, provinces, territoires ou autres possessions quelconques situées en Europe, enforte que Sa M. I. de toutes les Russies jugeât nécessaire de reclamer les secours de son alliée, S. M. I. et R. l'Imp. des Romains lui envoïera dans le terme de trois mois, à compter du jour de la réquisition, un secours de trente mille hommes, savoir vingt-mille hommes d'Infanterie et dix-mille de Cavallerie, lequel corps auxiliaire restera de la part de la dite M. Imp. Reine à S. M. I. de toutes les Russies pendant tout le tems que la dite attaque ou vexation subsistera.

Par contre, si S. M. I. et R. l'Imp. des Romains étoit attaqués ou inquietée par qui que ce puisse être dans

dans ces royaumes, provinces, états ou autres posses- 1746
sions quelconques héréditaires, de manière qu'elle trouvât nécessaire de requerir du secours de son alliée, Sad. M. I. de toutes les Russies lui envoyera pareillement le nombre susmentionné de trente mille hommes dans le terme de trois mois depuis le jour de la réquisition faite, lequel corps auxiliaire restera à Sad. M. l'Imp. Reine de la part de S. M. I. de toutes les Russies aussi longtems qu'elle continuera à être attaquée ou inquiétée; à l'occasion de quoi il a néanmoins été expressément reglé entre les deux hautes parties contractantes, que le cas de cette alliance dans la prestation du secours ci-dessus spécifié, ne doit et ne pourra s'étendre, ni à l'égard de l'une des parties, lorsque l'Empire de S. M. I. de toutes les Russies seroit attaqué par la Perse, ni à l'égard de l'autre partie, au cas que les états que S. M. I. et R. l'Imp. des Romains possede en Italie, fussent attaqués, comme aussi ledit cas de l'alliance ne pourra point s'étendre ni à la guerre qui existe non seulement actuellement en Italie, ni même à aucune autre guerre, qui pour quel sujet que ce soit pourroit naître à l'avenir entre Sad. M. I. comme Reine de Hongrie et de Bohême et la Couronne d'Espagne. Toutefois les deux hautes parties contractantes se sont concertées, qu'au cas que Sad. M. I. et R. l'Imp. de Romains vint à être attaquée en Italie, elle ne requerra à la vérité aucun secours pour la défense de ces états-là, mais qu'alors néanmoins S. M. I. de toutes les Russies devra tenir prêt un corps de 30 mille hommes, savoir 20 mille hommes d'Infanterie et 10 mille hommes de Cavallerie.

Que pareillement aussi, si S. M. I. de toutes les Russies étoit attaquée par la Perse, S. M. I. des Romains, Reine de Hongrie et de Bohême, tiendra aussi prêt un corps de 30 mille hommes, savoir 20 mille d'Infanterie et 10 mille de Cavallerie. Lequel préparatif reciproque desdites troupes se fera par les deux hautes parties contractantes, dans la vûë d'être d'autant plûtôt en état de se fournir mutuellement le secours necessaire, s'il arrivoit qu'il se suscitat une autre guerre, tandis que celle qui existeroit en Italie ou en Perse ne seroit pas terminée.

ART. IV.

Si la partie requise, après avoir fourni le secours, en conformité du précédent Article III, venoit à être *Exceptions.*

1746 Elle-même attaquée, enſorte qu'elle ſe vit contrainte de rappeller ſes troupes pour ſa propre ſûreté, il lui ſera libre de le faire deux mois après en avoir dûëment averti la partie céquerante. Il a, de même, été réglé, qu'au cas que la partie requiſe ſe trouvant elle-même impliquée dans une guerre lors de la réquiſition faite, de maniére qu'elle eut indiſpenſablement beſoin de garder pour ſa propre ſûreté et défenſe le ſecours qu'en vertu de ce traité-ci elle ſeroit obligé de fournir à ſon alliée, alors et dans une telle conjoncture ladite partie requiſe ne ſera point tenuë à la preſtation dudit ſecours, auſſi long-tems que le beſoin ſusmentionné ſubſiſtera.

ART. V.

Artillerie et munitions. Les Troupes auxiliaires de Ruſſie devront être fournies d'Artillerie de Campagne, à raiſon de deux Pieces de Canon de 3 livres de Bale par Bataillon; comme auſſi de Munitions de guerre; elles ſeront auſſi ſoudoïées, complettées et recrutées par S. M. I. de toutes les Ruſſies; néanmoins S. M. l'Imp. des Romains leur fera fournir les portions et rations, ſavoir une livre de viande par jour, 60 livres de Pain une de farine de Seigle par mois, 4 livres de Gruau, une livre de Sel, le tout au poid de Hollande; les rations ou fourages ſe délivreront ſuivant la Tabelle Ruſſienne, meſure de Hollande tant en Avoine, Foin, qu'autres proviſions ſemblables; Elle leur procurera auſſi les Quartiers, le tout ſur le même pié que leſdites troupes ſont ordinairement entretenuës par S. M. l'Imp. de toutes les Ruſſies, bien entendu, néanmoins que dans cet entretien naturel à fournir, la partie requérante pourra faire entrer en déduction les livraiſons qui auront été exigées et tirées des pays ennemis, ſans comprendre le butin, qui ſuivant les loix de la guerre, doit appartenir aux troupes.

ART. VI.

Paſſage. Si leſdits Troupes auxiliaires de Ruſſie ſont obligées, ſur la requiſition de S. M. I. et R. l'Imp. des Romains de paſſer ſur le territoire de quelques puiſſances étrangéres, en ce cas-là, Sad. M. l'Imp. Reine aura le ſoin de leur obtenir le libre paſſage, et de leur faire avoir le pain et les fourages, ainſi qu'il eſt réglé dans le précedent Article V. Pareillement S. M. I. de toutes les Ruſſies s'engage réciproquement d'obtenir le paſſage au

travers

travers des territoires étrangers, pour les Troupes de S. M. l'Imp. Reine, lorsqu'elle en aura besoin et de leur procurer l'entretien sur le pié que l'on vient de régler, mais au cas que S. M. I. de toutes les Russies soit obligée en conséquence dudit Vme Article d'envoier des Recrues à ses Troupes Russiennes, S. M. I. et R. l'Imp. des Romains se charge des frais nécessaires à leurs transports, ce qui doit s'entendre aussi du retour desdites Troupes Russiennes, jusqu'aux frontières de leur pays, soit lorsque Sa dite Majesté l'Imp. des Romains les renvoïera, ou lorsque S. M. I. de toutes les Russies les rappellera pour sa propre défense en vertu du IVme Article de ce traité. Par contre on sera tenu de la part de la Cour Imp. de Russie d'en user précisement de même à l'égard des Troupes auxiliaires de S. M. I. et R. l'Imp. des Romains. 1746

ART. VII.

Commandement en chef.

Bien que chaque Officier commandant les Troupes auxiliaires, qui sera nommé par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, doive conserver le Commandement qui lui aura été confié, cependant le Commandement en Chef appartiendra sans difficulté à celui que la partie requérante aura destiné à cet emploi, avec cette condition néanmoins, qu'on ne sera nulle entreprise importante sans en avoir préalablement déliberé et formé la resolution dans le Conseil de guerre en présence du Général Commandant et Officier de la partie requise.

ART. VIII.

Rang.

Pour obvier aux inconvéniens et aux méprises qui pourroient naître sur le rang et le caractère des Officiers, la partie requérante devra faire connoître de bonne heure le Chef, auquel elle aura dessein de remettre le Commandement Général de ses Troupes, en conséquence de quoi la partie requise pourra régler le Rang et Caractère de celui qui devra commander le Cops auxiliaire.

ART. IX.

Religion.

Les Troupes auxiliaires auront leurs propres prêtres et le libre Exercice de leur Religion: elles ne seront jugées dans tout ce qui concerne le Service Militaire que suivant les Réglemens, Articles et Constitutions Militaires de leur propre pays, mais s'il se suscitoit quelques difficultés entre les Officiers, ou les Soldats des Troupes combinées, elles seront examinées et décidées par un

1746 nombre égal de Commissaires respectifs des deux parties, et les délinquans seront punis suivant les loix militaires de leurs souverains. On laisse de même tant au Général qu'aux Troupes auxiliaires qu'il commandera, la liberté d'entretenir Correspondance sans nul empêchement dans leur patrie, soit par lettres, soit par des exprès.

ART. X.

Emploi. Les Troupes auxiliaires de l'une et de l'autre partie, devant autant qu'il sera possible, rester réunies en un Corps; et afin qu'elles ne soient pas exposées à de plus grandes fatigues que les autres, et qu'on observe une parfaite égalité dans toutes les expeditions et operations, le Commandant en Chef sera tenu de garder dans toutes les dispositions qu'il fera, une juste proportion, suivant l'état et la force de l'Armée entière. De plus on est convenu entre les hautes parties contractantes, que les Troupes auxiliaires devront dans les pays et lieux ennemis quels qu'ils puissent être, jouïr de tout le même butin, sans absolument aucune exception, dont la partie requérante permettra à ses propres Soldats de jouïr.

La même chose s'éntendra aussi réciproquement de part et d'autre à l'égard des Trophées, comme Canons, Drapeaux et autres dépouilles semblables, qui auront été remportées sur l'ennemi même par lesdits Troupes alliées à l'occasion d'une bataille ou action, et qui seront restées en leur pouvoir.

ART. XI.

Augmentation de secours. S'il arrivoit que suivant la raison de guerre, il fut plus avantageux aux deux hautes parties contractantes d'attaquer l'ennemi commun, chacun du côté de ses propres Provinces, en ce cas-là on devra déliberer d'un commun consentement sur les moïens les plus propres à mettre ce plan en exécution; de plus, il a été résolu ici préalablement et à l'avance, que si le secours déterminé dans le IIIme Article de ce traité, n'étoit pas suffisant, il faudroit en ce cas-là convenir sans perte de tems, d'un plus grand secours que l'une des parties devra fournir à l'autre.

ART. XII.

Paix. Si le cas arrive qu'on soit contraint de recourir aux Armes, il ne pourra se faire ni paix, ni trève, sans y comprendre celle des hautes parties contractantes, qui n'aura pas

pas été attaquée, afin qu'il ne lui soit porté aucun dommage en haine du secours qu'elle aura prêté à son alliée. 1746

ART. XIII.

Les deux hautes parties contractantes s'engagent en conformité de la présente alliance et amitié solidement établie entre Elles, de faire expédier des ordres formels à leurs Ministres résidens dans les Cours étrangères, pour que dans toutes les occurences et occasions, ils se concertent amiablement entr'eux, qu'ils s'entr'aident et s'appuïent mutuellement avec tout le soin et diligence possible dans leurs affaires et négociations, et qu'il réunissent leurs efforts, pour avancer conjointement tout ce qui peut tendre au bien et à l'avantage de leurs maîtres respectifs. *Bonne correspondance.*

ART. XIV.

Aucune des hautes parties contractantes n'accordera ni azile, ni assistance ni protection quelconque aux sujets ou Vassaux Rebelles de l'autre, et s'il se découvroit quelques Intrigues secrettes et machinations qui se tramassent au préjudice et desavantage de l'une des parties, et qui parvinssent à la connoissance de l'autre, on les révélera aussi-tôt convenablement et dans l'ordre à la partie interessée, et l'on s'aidera mutuellement en travaillant de concert à les etouffer et les détruire. *Rebelles.*

ART. XV.

Comme S. M. I. de toutes les Russies et S. M. l'Imp. des Romains ont également fort à coeur la conservation de la paix, tranquillité et sûreté du royaume et de la République de Pologne, les hautes parties contractantes ont trouvé bon et concerté entr'elles d'inviter conjointement à l'accession de la présente alliance, sur le pié d'alliée, non-seulement le Roi et la République de Pologne, mais aussi d'autres puissances, et en particulier S. M. le Roi de la Grande-Bretagne en qualité d'Electeur de Bronswic-Lunebourg, en cas que S. M. I. de toutes les Russies et S. M. I. et R. l'Imp. des Romains jugent à propos d'y inviter quelques-unes desdites puissances. *Accession de la Pologne.*

ART. XVI.

Mais si la République de Pologne ne vouloit pas accéder à cette alliance, on ne laissera pas néanmoins d'y inviter amiablement le Roi de Pologne, en qualité *De la Saxe.*

1746 d'Electeur de Saxe, de la part des deux hautes parties contractantes.

ART. XVII.

Durée. La paix, l'amitié et la bonne intelligence doivent ſubſiſter à perpétuité entre les deux hautes parties contractantes; mais comme il eſt d'uſage dans les traités de fixer un certain tems à la durée d'une alliance formelle; on eſt convenu que le préſent traité ſubſiſtera vingt-cinq ans, à compter du jour de la ſignature.

ART. XVIII.

Ratification. Le préſent traité d'alliance défenſive ſera ratifié par les deux hautes parties contractantes dans le terme de deux mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut, l'échange des Ratifications ſe fera ici à St. Petersbourg en la forme accoûtumée. En foi dequoi les Miniſtres plénipotentiaires ſusnommés ont ſigné deux doubles du préſent Inſtrument, et l'ont muni de leur cachet; après quoi ils en ont fait l'échange entre eux. Ainſi, fait à St. Pétersbourg le 22 Mai l'An 1746.

ALEXY, Comte DE BESTUCHEFF-RUMIN.
JEAN FRANÇOIS DE BRETLACH.
NICOL. SEBASTIAN DE HOHENHOLTZ.

*Traduction du quatrième Article ſéparé *) et ſécret du traité de Petersbourg du 22 May 1746.*

(C. DE HERTZBERG *Recueil* T. I. p. 30.)

Sa Majeſté l'Imperatrice-Reine d'Hongrie et de Bohème déclare, qu'elle obſervera religieuſement et de bonne foi, le traité de paix conclu entre Elle et S. M. le Roi de Pruſſe à Dresde le 25 Décembre 1745, et qu'elle ne ſera point la première à ſe départir de la renonciation qu'elle a faite de ſes droits ſur la partie cédée du Duché de Siléſie et de la Comté de Glatz.

Mais

*) Il y avait 6 articles ſéparés; les autres moins importans ſont demeurés ſecrets, cependant on ſait que le 1er article concernait la garantie des états du Grand Duc comme Duc de Holſtein le 2. 3. et 5me concernait les affaires entre la Ruſſie et l'Autriche, l'exemtion des guerres d'Italie du *caſus fœderis* &c. voyés MOSER *Verſuch* T. VIII. p. 175.

Mais ſi contre toute attente et les voeux communs, le Roi de Pruſſe fut le premier à s'écarter de cette paix, en attaquant hoſtilement, ſoit Sa Majeſté l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème, ou ſes héritiers et ſucceſſeurs, ſoit S. M. l'Impératrice de Ruſſie ou bien la République de Pologne, dans tous lesquels cas, les droits de S. M. l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème ſur la partie cedée de la Siléſie et la Comté de Glatz, par conſéquent auſſi les garanties renouvellées dans le ſecond et troiſième Article de la part de S. M. l'Impératrice de Ruſſie auroient de nouveau lieu et reprendroient leur plenier effet; les deux hautes parties contractantes ſont convenuës expreſſément, que dans ce cas inespéré, mais pas plûtôt, la dite garantie ſera remplie entièrement et ſans perte de tems, et elles ſe promettent ſolemnellement que pour détourner le danger commun d'une pareille agreſſion hoſtile, elles uniront leurs conſeils, qu'elles enjoindront la même confidence réciproque à leurs Miniſtres dans les Cours étrangères, qu'elles ſe communiqueront confidemment, ce que de part ou d'autre on pourroit apprendre des deſſeins de l'ennemi et enfin S. M. l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème, en Moravie et les Comtés adjacentes de Hongrie un Corps de 20000 hommes d'Infanterie et de 10000 hommes de Cavallerie, et que S. M. l'Impératrice de Ruſſie tiendra prêt un Corps pareil en Livonie, Eſthonie et autres Provinces voiſines, de façon qu'en cas d'une attaque hoſtile de la part de la Pruſſe, ſoit contre l'une, ſoit contre l'autre partie, ces 30000 hommes pourront et devront aller au ſecours de la partie attaquée en 2 ou tout au plus tard en 3 mois, à compter du jour de la requiſition faite. 1746

Mais comme il eſt facile à prévoir, que 60000 hommes ne ſuffiront pas pour détourner une pareille attaque, pour recouvrir les Provinces cédées par la paix de Dresde et pour aſſurer en même tems la tranquillité générale pour l'avenir, les deux parties contractantes ſe ſont en outre engagées, d'employer pour cet effet, le cas exiſtant, non ſeulement 30000 hommes, mais même le double, ſavoir 60000 hommes de chaque côté, et d'aſſembler ce Corps avec autant de célérité, que la diſtance des Provinces les moins éloignées le permettra. Les Troupes de S. M. Impériale de toutes les Ruſſies ſeront employées par mer, ou par terre, ſelon ce qui ſera trouvé le plus con-

1746 convenable, mais celles de l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohème ne seront employées que sur terre; chaque partie commencera à faire du côté de ses propres états une diversion dans ceux du Roi de Prusse, mais en suite on tâchera de se joindre et de poursuivre les opérations conjointement; Mais avant que cette jonction se fasse, il se trouvera un Général de part et d'autre, dans les deux Armées respectives, tant pour concerter les opérations, que pour en être témoin oculaire et pour se communiquer par ce Canal les avis qu'on aura à se donner.

Sa Majesté l'Impératrice de Russie en permettant un si puissant secours à Sa Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème, n'a aucun dessein de faire des conquêtes à cette occasion; mais comme elle veut bien faire agir son Corps de 60000 hommes tant par mer que par terre et que l'équippement d'une Flotte causeroit des dépenses considérables, de sorte qu'en partageant ainsi les forces de l'ennemi, on auroit lieu de regarder le Corps Russien comme fort excédant le nombre de 60000 hommes, Sa Majesté l'Impératrice Reine d'Hongrie et de Bohème s'engage et promet, que pour témoigner d'autant plus efficacément sa réconnoissance, elle payera à Sa Majesté l'Impératrice de Russie la somme de 2 Millions de Florins du Rhin, dans un an, à compter du jour qu'elle aura la Silésie en son pouvoir, sans pouvoir en décourter quelque chose, sous titre de ce qu'on aura tiré du pays ennemi.

Ce quatrième Article séparé et secret aura la même force, que s'il étoit inseré mot pour mot au Corps du Traité défensif et doit être ratifié en même tems. En foi de quoi les Ministres susmentionnés y ont apposé leur signature et cachet.

Fait à St. Petersbourg le 22 May 1746.

(L. S.) Alexy Comte Bestoucheff-Rumin.

(L. S.) Jean François de Bretlach.

(L. S.) Nic. Sebast. Noble de Hohenholtz.

51.

Confirmation de la part de S. M. Danoise des privilèges accordés par Frederic III. à la ville de Lubec pour le Comtoir à Bergen en Norvège; en date du 29 Avril 1747.

1747 29 Avr.

(WILLEBRAND *Hanſiſche Chronik* p. 180.)

Beſtättigter Freyheitsbrief des Bergiſchen Contoirs, wie ſolcher aus Däniſcher Sprache überſetzet worden.

Wir Friederich der Fünfte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schleſswig, Holſtein, Stormarn und Dithmarſchen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt; fügen jedermänniglich hiemit zu wiſſen, demnach bey uns allerunterthänigſt angeſuchet, und von uns verlanget worden, unſere allergnädigſte Confirmation derer von unſern geliebten Herrn Vater, ſeel. und hochlöbl. Andenkens, den 18. April 1732 der Stadt Lübeck, bey dem Contoir in unſer Kauf-Stadt Bergen allergnädigſt confirmirten Privilegien und Freyheiten, wörtlich alſo lautende, wie folget:

Wir Friederich der Vierte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schleswig, Holſtein, Stormarn und Dithmarſchen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt; fügen jedermänniglich zu wiſſen, demnach die Stadt Lübeck, bey uns allerunterthänigſte Confirmation über die von unſerm geliebten Herrn Vatter, ſeel. und hochlöbl. Andenkens, der bemeldeten Stadt Lübeck, bey dem Contoir in unſer Kauf-Stadt Bergen allergnädigſt ertheilten Privilegien und Freyheiten, dieſes Einhalts wie folget: Confirmation de 1707.

Wir Chriſtian der Fünfte, von Gottes Gnaden zu Dännemark, Norwegen, der Wenden und Gothen König, Herzog zu Schleswig, Holſtein, Stormarn und Dithmarſchen Graf zu Oldenburg und Delmenhorſt; fügen jedermänniglich hiemit zu wiſſen: demnach die Stadt Lübeck um unſer allergnädigſte Confirmation, über die von Unſerm gelieb- Priuilèges de 1673.

1747 geliebten Herrn Vater, seel. und hochlöbl. Andenkens, ihr bey dem Contoir unser Kauf-Stadt Bergen ertheilten Privilegien, allerunterthänigst angesuchet; als haben Wir auf solches Ansuchen und Verlangen, solche Privilegia folgendermaßen allergnädigst confirmiret und bestätiget:

Commerce. 1) Soll die Stadt Lübeck, in unser Kauf-Stadt Bergen, ihren auf dem Contoir zuvor gebräuchlichen ungehinderten Handel und Traficq, ungehindert genießen und behalten; insonderheit in denen Nordländern, jedoch also, daß der Handel mit den Einwohnern in unserm Amte Bergen-Huus, den Bürgern der Stadt Bergen allein vorbehalten werde, darnach auch, daß vorbemeldete Bürger die Priorität haben sollen, mit allen Schiffen und Kaufleuten, welche von ausländischen und nicht unter unser Jurisdiction gelegenen Städten zu Bergen ankommen, innerhalb 14 Tagen, und mit denen, so von einigen in unsern Königreichen und Ländern gelegenen Plätzen daselbst ankommen, innerhalb 6 Tagen, von eines jeden Ankunft anzurechnen, Handel und Wandel zu treiben, ehe die auf dem Contoir privilegirten Lübecker mögen zugelassen werden, mit denselbigen einigen Handel zu treiben und zu stellen, dahingegen soll allen und jeden hiemit verboten seyn, auf einige von den gegen Norden gelegenen Hafen, wider der bemeldeten Stadt Lübeck, samt der Stadt Bergen, bewilligten Privilegia zu handeln und trafiquiren.

Douanes 2) Haben wir auch allergnädigst bewilliget und vergönnet, bewilligen und vergönnen auch hiemit der bemeldeten Stadt Lübeck, daß sie von den Waaren, so sie in unsern Landen und Reichen ein- und ausfahren, und daselbst verhandeln, keinen höhern Zoll geben sollen, dann unsere andere Unterthanen, mit welchen sie auch gleiche Protection und Commercien-Freyheit genießen sollen, damit sie hieselbst ihren Handel und Nahrung mit desto besserer Commodität und Sicherheit treiben können, doch mit der Willkühr, daß unsern Unterthanen eben dasselbe auch von den Lübeckischen überall in ihrer Jurisdiction bewilliget und zugelassen sey, und wollen wir ausser diesem die allergnädigste Anordnung machen, daß die an dem Contoir privilegirte Lübecker, nicht von der Stadt Bergen, oder der Bürgerschaft sollen molestiret werden um einige Quota

von

von den Ausgaben, Contributionen und Satzungen zu bezahlen, so ihnen zukommen, und von uns ihnen auszugeben könnten auferleget werden. [74]

3) Soll die bemeldete Stadt Lübeck, gleichwie es vor diesem auf dem Contoir gebräuchlich gewesen ist, in Civil- und Domestique-Sachen, so ihnen einig und alleine auf dem Contoir angehen, keinem andern Rechte und Gerichts-Zwang als ihrem eigenen untergeben seyn; im übrigen sollen sie uns für ihre höchste Obrigkeit erkennen, auch denen Rechten, so nun in Vigeur seynd, oder die Wir inskünftige geben werden, gleichfalls mit unsern andern Unterthanen untergehen seyn; über das soll ihnen auch zugelassen seyn, alles Gewichte und Maasse, inskünftige mit ihrem eigenen Gewichte und Maas, gleich wie vor diesem, vor den Contoir geschehen, zufolge unser den 9. November Anno 1671 desfalls ergangenen Verordnung, in so weit es unsers geliebten Herrn Vaters, seel. und hochlöbl. Andenkens, an die Stadt Bergen den 5. August 1662 gegebenes, und den 25. Febr. obbenannten Jahres 1671 von uns confirmirtes Schreiben erkläret, verrichten zu lassen; doch dass man damit also umgehe, nemlich dass, da mit dem Besemer, womit der Fisch in grosser Anzahl gewogen wird, jemanden leichtlich zu kurz geschehen könnte, so soll inskünftige nicht mehr Fisch, als was geringer als eine Wacht ist, mit dem Besemer gewogen werden, da sich aber ein Gewichte, eine ganze Wacht oder mehr beträgt, soll alles insgesamt mit derer Bürgermeister und des Raths, als der Stadt-Obrigkeit, in unser Kauf-Stadt Bergen gezeichneten Löthen gewogen werden, und das Loth, bis Wir desfalls andere Anordnung verfügen, bey dem Alten und einem Gewichte verbleiben, welches man Gewichte-Pfunden nennet, und soll solcher in der Stadt-Obrigkeit Verwahrung, und an einem solchen Orte, dazu ein jeder kommen kann, gesetzet seyn. Der Amtmann sammt den Bürgermeistern und Rath in unser Kauf-Stadt Bergen, sollen auch jedes Jahr so oft die Noth erfordert, oder auch wann sie es vor gut erachten, oder wenn es von ihnen begehret wird, die Löthe und Gewichte besichtigen, und dieselben nach der allerunterthänigsten Schuldigkeit damit sie uns verbunden justificiren, auf dass sie im Gewichte unbeschädiget seyn können, ingleichen soll auch eine eiser- *Juris-diction.*

1747 eiſerne Elle, ſo ebenfalls, bis wir es anderweitig verfügen, mit der Nordiſchen übereinkömmt, auſſen vor dem Rathhauſe hangen, damit jedermann darnach die Maaſse nehmen kann, nach deſſen Länge ſollen die Ellen gemacht und gerechnet werden, und ein jeder, der etwas durch die Maaſse annimmt oder ausliefert, ſoll dieſelbe und keine andere gebrauchen.

4) Es ſoll auch der bemeldeten Stadt Lübeck vergönnet ſeyn, noch über das Salz, womit ſie die Nordländer zu verſehen ſchuldig, welches ſie von den Oertern, da ſie es am beſten überkommen, bringen und holen mögen, gleich wie die Holländer und andere Fremde Salz nach Bergen fahren, und ſolches an niemand anders, gegen Erlegung des gebührlichen Zollens-Gerechtigkeit daſelbſten zu verkaufen; jedoch in ſo weit es nicht gegen unſere Privilegia, die wir unſern Defenſion-Schiffern allergnädigſt verſtattet haben, noch ſonſt gegen die Zoll-Rolle ſtreitig befunden wird.

Kyrkiſes. 5) Die beiden deutſchen Kirchen in unſer Kauf-Stadt Bergen, benebſt dem Arm-Haus, mag bemeldete Stadt Lübeck zugleich mit den Städten, welchen wir albereits unſer allergnädigſtes Privilegium darüber ertheilet haben, oder hiernächſt ertheilen werden, ungehindert inskünftige genieſſen, gebrauchen und behalten, auch dieſelben mit Bedienten und Predigern, welche von der reinen Augsburgiſchen Confeſſion ſeyn, verſehen und unterhalten, doch ſollen die Prediger, wann ſie mit unſers Amtmanns und Superintendentis Gutdünken verſchrieben, und von denen auf dem Contoir privilegirten vociret werden, ein richtig Teſtimonium, beides wegen ihrer Geſchicklichkeit im Glauben und der Lehre vorzeigen, und ſich von unſern Superintendenten in Bergen, welcher anjetzo da iſt, oder inskünftige kommen wird, ordiniren und examiniren laſſen, ehe und bevor ſie das prieſterliche Amt zu bedienen admittiret werden, worauf ſie denn auch von unſerm Amtmann Collation nehmen ſollen.

Maſons. 6) Soll auch der Stadt Lübeck zugelaſſen ſeyn, ihre Häuſer und Stuben nach ihrem eigenen Willen und Belieben zu bauen, verändern und gebrauchen, wann ſie davon die gebührliche und gebräuchliche Grund-Hauer bezahlen, und was ſolcher maſsen gebauet, verändert und

und gebraucht wird, nicht geschiehet zu einiger Defension und Befestigung. 1747

7) Soll in unser Kauf-Stadt Bergen niemand vergönnet seyn, dem Contoir näher anzubauen, als der offene und freye Platz, Allemannien genannt, es zulässt, damit es für Feuers-Noth und Gefahr desto besser verwahret seyn kann. *Lauf isolement.*

8) Soll auch keinem Contorischen Kauf-Gesellen zugelassen seyn, in unser Kauf-Stadt Bergen sich nieder zu setzen und Bürger zu werden, ehe er seine Rechnungen vor seinem Principali abgelegt, deshalben gebührliche Quitirung erlanget, und von des Contoirs Vorstehern ein Testimonium ante actae vitae bekommen. Doch soll kein Principal seinen Kauf-Gesellen in solchem Fall ungebührlich aufhalten, oder demselben seinen Abschied oder Quitirung ohne rechtmäßige Ursache vorenthalten. *Commis.*

9) Diese vorgeschriebene Bewilligung und Freyheiten, sollen unser Kauf-Stadt Bergen, oder andern in unsern Reichen und Landen gelegenen Städten keines weges, und insonderheit denen Glückstädtischen Privilegiis präjudicirlich seyn; dahingegen es niemanden von denen, welchen dieß unser allergnädigste Privilegium anjetzo gegeben, noch denjenigen, die es hienächst bekommen werden, soll zugelassen seyn, die Handlung zu führen, und damit andre Fremde, welchen dergleichen nicht gebühret oder zukömmt, nicht suchen sollen unter der privilegirten Nahmen der Contorischen Freyheiten sich zu gebrauchen, der Stadt-Bürgerschaft zu Schwächung und Abbruch, so sollen des Contoirs Vorsteher, um solchen Unterschleif zuvorzukommen, jährlich acht Tage vor Pfingsten, vor Gericht, an Bürgermeister und Rath in unser Kauf-Stadt Bergen, ein richtiges Verzeichniß, unter ihren Händen, von allen denen, so für rechte Contorische gehalten werden, übergeben, in welchen specificiret werden soll der Herrschaft Nahme, wie auch wo sie wohnet, item wie sein Geselle heißt den er daselbst hält, auch des Hofes Nahmen in welchem seine offene Stube im Contoir zu finden ist, auf daß man daher wissen könne, welche man für solche mehr ermeldete Privilegirte halten und achten solle. *Liste des privilegiés*

10)

1747 *Approvisionnement.* 10) Die auf dem Contoir privilegirten Lübecker sollen wegen der obbemeldeten und von uns ihnen allergnädigst bewilligten Freyheiten verpflichtet seyn, die Nordländer, in so weit ihnen pro quota zukommen kann, verantwortlicher Weise zu versehen, und deshalben ein gut und gebührlich Magazin in Vorrath haben.

Jeux. 11) Und da bey dem Contoir, in bemeldeter unser Kauf-Stadt vieler Mifsbrauch in Spielen soll im Schwange gehen, wesfalls verschiedene vermögende Handelsleute, welche für dergleichen Sachen einen Abscheu haben, von dem Contoir sich zu enthalten veranlasset worden, dem Commercio zum grofsen Schaden und Nachtheil; als wollen Wir um solchen vorzukommen, dafs alles Spielen, mit welchem Nahmen es auch mag genennet werden, hiernächst an dem Contoir soll verbothen seyn, und allerdings abgeschaffet werden, bey der Strafe die unsere desfalls ergangene Verordnung ergiebet.

Changemens des privilèges. 12) Mehrbemeldete Privilegia, welche aus sonderbarer Königs-Gunst und Gnade der Stadt Lübeck ertheilet worden, wollen Wir uns vorbehalten haben, nach allergnädigstem Belieben inskünftige zu ändern, vermindern und vermehren; verbieten also allen und jeden hiewieder, wie vorgeschrieben stehet, keine Hinderung zu machen, noch auf einige Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade.

Gegeben auf unserm Schlofs Copenhagen, den 30. April 1673. Unter unser Königl. Unterschrift und Siegel.

(L. S. R.) CHRISTIAN R.

Wollen demnach vorbeschriebene Privilegien und Freyheiten in allen ihren Würden, Clausuln und Puncten, wie hier oben inseriret befunden wird, der vorersagten Stadt Lübeck allergnädigst confirmiren und bestätigen, wie solche dann hiemit confirmiret und bestätiget werden; Jedoch, dafs die wegen Maafs und Gewicht ergangene Verordnungen in gebührlicher Observanz genommen werden, mithin diese unsere Confirmation, unsere Kauf-Stadt

Bergen,

Bergen, und ihrer Bürgerschaft, in ihrem Handel in dem Stift Bergen auf keine Art und Weise präjudicire wider den 7. Juny Anno 1701. allergnädigst ihnen ertheilten Privilegium, wobey wir das Special-Privilegium, welches die an dem Contoir, in Anno 1683. den 14. April allerunterthänigst erhalten haben, um beides mit Geist- und Weiltlichen daselbst zu handeln, allerdings aufgehoben haben; verbieten demnach allen und jeden, hiewider wie ermeldet keine Hinderung zu machen, noch auf eine Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade. 1747

Gegeben auf unserm Schloß Friedrichsburg, den 17. Juny Anno 1707, unter unser Königl. Hand und Signet.

(L. S. R.) FRIEDERICH R.

Wollen demnach vorbemeldete Privilegia und Freyheiten in allen ihren Worten, Clausuln und Puncten, wie solche hie oben inserirt befunden worden, der obbemeldten Stadt Lübeck allergnädigst confirmiren und bestätigen, so wir denn auch hiemit confirmiren und bestätigen; und verbieten allen und jeden, hiewider wie ermeldet keine Hinderung zu machen, noch auf keine Art und Weise zu hintertreiben, unter unser Huld und Gnade.

Gegeben auf unserm Schloss Christiansburg, in unser Königl. Residenz-Stadt Coppenhagen, den 29. April 1747. unter unser Königl. Hand und Signet.

(L. S. R.) FRIEDERICH R.

G. v. Hollstein.

52.

1747 25 May. *Traité de paix perpétuelle et de libre commerce entre Sa Maj. l'Emp. Romain et la Porte Ottomane; signé le 25 May 1747.*

(*Codice della Toscana legislazione.* T. III. p. 26.)

Trattato di pace perpetua e libero commercio tra Sua Maestà Imperiale e Sua Maestà Ottomanna del dì 25 Maggio 1747.

Sua Maestà Imperiale intenta sempre colle più vive premure all' utile, e felicità delli suoi amatissimi Sudditi, ed appieno informata come il Commercio, che nei tempi addietro fioriva tragli Paesi del Levante, e la Toscana, faceane la sua principal ricchezza; ed altresì di quanto gravi danni, e preiudizj le sia stato cagione l'averlo già da due secoli interrotto; ha stimato degno della Sua Paterna sollecitudine l'impiegare ogni mezzo più efficace per rinnovarlo, e promoverlo, ed animare in tal forma li Mercanti di questi Suoi felicissimi Stati, quali lo hanno fino a quest' ora tanto anziosamente desiderato: Sul riflesso dunque del Loro avanzamento, e del vantaggio, che può resultarne al traffico di questo Suo Gran-Ducato ha concluso, e ratificato, ed ordinato pubblicarsi l'apresso Trattato di Pace perpetua, buona Amicizia, e libero Commercio del seguente tenore.

In Nome della Santissima Trinità.

Sua Maestà l'Augustissimo, e Potentissimo Principe, e Signore, Signore Francesco eletto Imperatore dei Romani sempre Augusto, Duca di Lorena, e di Bar, e Gran-Duca di Toscana, Duca di Gheldria, di Calabria, di Monferrato, e di Teschen in Slesia, Principe di Charleville, Marchese di Pont a Mousson, e Nomeny, Conte di Provenza, di Vandemon, di Blamont, di Zutphen di Saarwerden, di Salm, di Falckenstein &c. &c. &c. seguitando le vestigia dei suoi Augustissimi Predecessori, secondo l'inveterata consuetudine, per mezzo di solenne Imbasciata avendo fatto sapere la sua esaltazione al Soglio del Sacro Romano Impero, al Sereniſſimo e Potentissimo Prin-

Principe, e Maestà Sua il Sig. Sultano Mah-mud-Han 1747
Imperatore degli Ottomanni, dell' Asia, e della Grecia, e Signore, e Possessore di molti altri Paesi, è parso conveniente stringere, e stabilire tra ambe le Parti una nuova, e sincera amicizia, e per renderla più ferma, e sempre più accrescere la reciproca fiducia, e consenso, sono stati seriamente adoprati li mezzi più opportuni. Pertanto per parte della Sacra Romana-Cesarea Maestà l'Illustrissimo Signore Arrigo Cristofan di-Penckler Cavaliere del Sacro Romano Impero, Internunzio, e Ministro Plenipotenziario della Maestà Sua alla prefulgida Porta, e Consigliere del Consiglio di Guerra, fornito della necessaria Plenipotenza, avendo tenuti replicati congressi coll' Illustrissimo, ed Eccellentissimo Signore El-Hagi-Mahmed Passà, assoluto, ed attual Luogotenente di Sua Maestà Imperiale Ottomanna, e Plenipotenziario in vigore di Plenaria facoltà; all' effetto, che l'utilità, e sicurezza dei Mercanti d'ambe le Parti, e la buona amicizia dell' uno, e l'altro Imperio perpetuamente, e stabilmente esista, conferendo in virtù della loro Plenipotenza sopra le particolarità del commercio, e speciali mezzi di corroborar l'amicizia, tutti due con spontaneo assenso convenendo in diciassette Articoli, è restata stabilita la Pace. Perciò in avvenire affine di procacciare alli Paesi ereditarii, ed ai Sudditi di ambedue gl' Imperatori per loro, loro Eredi, e Successori una maggiore utilità perpetua, e stabile, e conservare con tal mezzo sinceramente, e constantemente illesa la reciproca, e buona amicizia, sfuggendo solidamente tutte le offese, che potessero interromperla; è stata stabilita, e conclusa questa nuova, perpetua, e ferma Pace, li cui Articoli, come, furono concertati, qui sotto esattamente riportansi.

Art. I.

Si è fermata Pace, ed Amicizia perpetua, libero, ed universal commercio per Terra, e per Mare tra li Sudditi di tutti due gl' Imperatori, volendo, che restino compresi sotto nome di Sudditi della Sacra Romana Cesarea Maestà principalmente il Gran-Ducato di Toscana, ed i Porti, e Isole al medesimo sottoposte, ed i Mercanti delle Città di Amburgo, e di Lubecca, quali con bandiere, e Patenti Cesaree desiderano trafficare nelli Stati Ottomanni, e che tutti questi con ogni sorta di loro Mercanzie possano venire ai medesimi Stati Ottomanni, *Pace perpetuale.*

1747 ed ivi efitarle, e liberamente efercitare la mercatura. Tutti li detti Mercanti forniti di Bandiere, e Patenti Romano-Ceſaree-Gran-Ducali poſſano con li ſuoi Baſtimenti approdare a tutti li Porti ſoggetti all' Impero Turco, viaggiare avanti, e indietro a loro piacimento, in quelli eſporre le loro Mercanzie, e dai medeſimi partire ſani, e ſalvi, reſarcirvi li baſtimenti che aveſſero patito per tempeſta, o per qualſivoglia altro accidente, e provvederviſi al prezzo corrente di attrezzi, e vettovaglie, e di qualunque altra coſa loro foſſe biſognevole.

ART. II.

Boudues Li Mercanti di ambedue gl' Imperj, tanto per le Mercanzie portate per via di Terra, che per via di Mare, purchè non ſieno proibite dopo aver pagato tre per cento di dazio in un luogo ſolo, cioè, la prima volta quando le introducono, e la prima volta quando n'eſtraggono fuori altre del paeſe, non ſieno altrimenti moleſtati; e tutto il favore conceſſo dall' Impero Ottomanno alli Mercanti d'altre Potenze amiche s'intenda conceſſo, e confermato alli Mercanti Ceſarei Gran-Ducali, ficchè godano di tutti gli ſteſſi utili, e ficurezze; ed il medeſimo in pari modo ſi oſſervi vicendevolmente riſpetto alli Mercanti dell' Impero Ottomanno. In caſo, che li Provveditori, e Inſpettori delle Dogane ſtimaſſero le Mercanzie portate per Mare, o per Terra più del giuſto valore, poſſano li Mercanti Ceſarei-Gran-Ducali pagare li detti tre per cento, in natura, cioè in tante medeſime Mercanzie, del qual pagamento debbano li Doganieri eſſer contenti. Il dazio, o gabella ſi paghi in qualunque moneta Mercantile, ed oltre a queſto neſſuno dei medeſimi Mercanti poſſa eſſer moleſtato. Li Mercanti Imperiali Gran-Ducali per le Mercanzie provviſte in Coſtantinopoli, e caricate ſulle loro Navi, pagato una volta il Dazio in Coſtantinopoli, e preſe dagl' Inſpettori delle Dogane le polizze di tratta, dette comunemente Teſkere, colle ſolite patenti, quando arivano allo ſtretto dell' Elleſponto, volgarmente chiamato li Dardanelli, non ſiano rattenuti dal loro viaggio; e per le Mercanzie che li detti Mercanti portano ſulle loro Navi, pagata una volta la gabella, ſe non trovano da venderle, e vogliono far vela per altri Porti, ſia loro lecito come agli altri Mercanti delle Potenze amiche, riportarle indietro, e ſieno loro conſegnate le polizze dette come ſopra Teſkere, in eſi

ſiavi

siavi espressa, e notata la gabella di già pagata alli Doganieri; talchè l'effetto sia, che per tutte le Mercanzie per le quali hanno già pagato una volta la gabella non possa questa giammai in veruna maniera esser di nuovo loro richiesta. Se alcun Mercante dell' una, o dell' altra parte, tanto delle Mercanzie portate, che delle tratte, facesse frodo circa alla gabella, portandole via di nascosto senza pagarla, e fosse preso in fatto, paghi per pena il doppio dell' ancoraggio, secondo l'usanza antica. Non si esiga gabella veruna dalli Mercanti, e Sudditi di tutte due le parti per le monete d'oro o di argento, che seco portano, siccome ancora per qualunque altra Mercanzia, per cui le altre amiche Nazioni non sogliono pagare; tanto, all' arrivo, che alla partenza. A tutti li Mercanti Cesarei-Gran-Ducali, che trafficano nelli Porti Ottomanni per le Mercanzie compre (eccettuate le proibite) e caricate sulle Navi per asportarle ai proprj Paesi, pagata la gabella alli Doganieri, sia consegnata subito loro senza alcuno indugio la polizza della tratta, acciò non ritardino il loro viaggio. Li Mercanti Cesarei-Gran-Ducali par caricare le loro Mercanzie sopra bastimenti Turchi Mercantili, e trasportarle a certe fiere dell' Impero Ottomanno; non siano molestati per più, che per la gabella fissata in questa Capitolazione. 1747

ART. III.

Qualunque facoltà data alli Negozianti delli Re Amici alla Porta Ottomanna di provvedere Mercanzie nelli Stati Turchi, e portarle a i propri paesi, s'intende egualmente concessa alli Mercanti Cesarei-Gran-Ducali: parimente nel comprare, e vendere Mercanzie proibite si dia alli Mercanti d'ambedue le Parti tutto il medesimo favore, che si dà alle altre Nazioni. *Traitement des nations favorisées.*

ART. IV.

Per maggior quiete, e sicurezza dei Mercanti Cesarei, e vantaggio del Commercio, Sua Sacra Romano-Cesarea Maestà per mezzo del suo Ministro Cesareo, o Granducale alla Porta Ottomanna, possa con suoi Decreti creare, e stabilire Consoli, Viceconsoli, o Interpreti in tutte le Scale, ed Isole del Mediterraneo, e per tutto altrove nelli Stati Ottomanni, dove si tengono simili Consoli, o Interpreti da altre estere Nazioni. Se poi in qualche luogo, ove fin' adesso non vi fosse mai stato, fosse ne- *Consuls etc.*

1747 ceſſario, mettervi alcun Conſule, o Interprete, ſi rappreſenti ciò alla Porta Ottomanna dalli Miniſtri della Ceſarea Maeſtà, e ſe ne verrà data licenza, ſi ſpediſcano al detto Conſole, o Interprete li convenienti Diplomi, affinchè poſſa eſſergli dato ogni aiuto, aſſiſtenza, e protezione più opportuna dalli Miniſtri dell' Impero Ottomanno, e dagli Officiali dei reſpettivi luoghi. In qualunque luogo dell' Impero Ottomanno venaſſe a morte alcuno dei Negozianti Ceſarei-Gran-Ducali non ſia fatta veruna ingiuria, o moleſtia col metter le mani ſopra alli ſuoi effetti, ma ſiano queſti interamente ricevuti dalli Miniſtri Ceſarei-Gran-Ducali, o loro Deputati. In virtù di queſt' alma Capitolazione li Conſoli della Sacra Ceſarea Maeſtà, li Viceconſoli, Interpreti, e Mercanti ſuoi ſudditi, li Procuratori, e Servitori eſiſtenti al loro attual ſervizio non ſiano mai moleſtati coll' eſazioni di tributi, o di alcun altra impoſizione. Per ſfuggir le liti, li ſudditi della Sacra Romano-Ceſarea Maeſtà, li Conſoli, Interpreti, Mercanti, ed Uomini di loro ſervizio in tutti li loro negozj di compre e vendite mallevadorie, ed altre coſe appartenenti al Commercio vadano dal Giudice, ed inſinuino nel di lui Protocollo Giudicale, li Contratti, o altri negozi da farſi, ritirandone dal medeſimo le lettere Giudiciali, dette communemente Noget, o altre polizze in valida forma. Dipoi ſe naſceſſe difficoltà ſi veggano le dette lettere Giudiciali, o polizze, e ſi proceda ſecondo la Legge, e la Giuſtizia. Li Governatori, ed altri Prefetti delle Provincie Ottomanne non preſumano di far mettere in prigione ſotto preteſto di accuſa, o di altro veruno dei predetti Uomini Ceſarei, o di dar ad eſſi ſenza cauſa la minima moleſtia, o ingiuria. Se poi alcuno di loro doveſſe ſtare in Giudizio in qualche Tribunale Ottomanno, comparisca di ordine dei Conſoli, e per opera degl' Interpreti; ma ſe foſſe neceſſario metterlo in Carcere, s'iſcarceri dalli predetti Conſoli o Interpreti ſe daranno idonea mallevadoria per la perſona. Se un Mercante Ceſareo ſarà debitore di qualche coſa ad alcuno, il Creditore gli domandi ciò, che ha da avere, a tenore della Legge per via dei Conſoli, Viceconſoli, o Interpreti, e contro la Giuſtizia non eſiga da neſſun' altro. Sia permeſſo a tutti li ſoprannominati Conſoli, Viceconſoli, Interpreti, Mercanti, loro domeſtici, e Servitori nelle proprie abitazioni il libero eſercizio della Religione Cattolica Romana. Naſcendo lite, o controverſie con-

contro li Consoli Cesareo-Gran-Ducali, Viceconsoli, Interpreti, loro Domestici, e Mercanti, se questa passerà la somma di tremila Aspri, non si possa decidere nei Tribunali privati, ma debba rimettersi al Giudizio della Porta Ottomanna, conforme si costuma coll' altre libere Nazioni. Se poi nascesse lite tra li Mercanti Cesarei-Gran-Ducali, si esamini, e decida dalli Consoli, e Interpreti secondo le Leggi, e loro soliti Statuti, e nessuno in ciò dia loro impedimento; Nessuna Nave dei predetti Mercanti sul punto di partire possa essere trattenuta per alcuna lite, che nasca, ma la lite, o controversia si decida prontamente per via dei Consoli, Agenti, e Interpreti; e se alcuno delli detti Uomini Cesarei fosse tenuto per qualunque cagione comparire nel Giudizio Ottomanno in Constantinopoli, questi, se sia assente l'Interprete, non sarà obbligato di comparire altrimenti al prefato Giudizio. In qualunque luogo dell' Impero Ottomanno vadano li Mercanti Cesarei Gran-Ducali, non sieno mai molestati con domande di donativi alli Governatori delle Provincie, dalli Prefetti di quei Regni, dalli Giudici, o da qualsivoglia altro Uffiziale. 1747

ART. V.

Li Bastimenti dei Mercanti, e Sudditi dell' Imperatore dei Romani, Gran-Duca di Toscana, approdati pacificamente in qualunque Porto Ottomanno, e gettate le Ancore, vi stiano senza alcun disturbo, o impedimento, secondo l'occorrenza dei loro negozj, e se di loro spontanea volontà non vorranno sbarcare le loro Merci, non ne possano essere astretti per forza. *Navires.*

ART. VI.

A tutti i Bastimenti Cesarei sbalzati dalla marèa, o dalla burrasca, li Nocchieri dell' Impero Ottomanno, ed altri uomini pratichi della Marina, che si trovassero in quelle vicinanze, sieno tenuti dare ajuto, e perciò non debbano conseguire altro, che un giusto moderato prezzo della lora opera, o fatica; ed in caso, che alcuno delli predetti Bastimenti facesse naufragio, le Mercanzie gettate dall' onde al lido si consegnino interamente ai Consoli Cesarei esistenti nei luoghi più vicini, nè perciò si chiegga altro, che un moderato pagamento per li trasporti. Nei respettivi Porti, e Scale di tutte due le Parti, non sarà lecito alli Nemici dell' uno, e dell' altra *Naufrage.*

1747 Potenza armare Navi da Guerra; e se alcuna Nave di tal sorte già armata, o altra Nemica si trattenga in qualchedduno dei respettivi Porti non potrà d'indi far vela per la partenza, se non ventiquattro ore doppo, che saranno partiti li Bastimenti dell' una, o dell' altra Parte. Le Navi d'ambedue le Parti saranno salve, e sicure nei Porti sotto il tiro del Cannone.

ART. VII.

Maltesi. Perchè li Maltesi, o Corsari, che da per tutto vanno corseggiando nel Mediterraneo, facciano alcuna offesa alli Turchi, ed altri Sudditi dell' Impero Ottomanno, li Bastimenti Mercantili Cesarei Gran-Ducali, quali navigano pacificamente, non sieno per questa cagione in alcun modo molestati.

ART. VIII.

Embarquement Turcs. Li Mercanti Sudditi della Porta Ottomanna, se vorranno imbarcarsi sulle Navi Cesaree, o caricarvi le loro Mercanzie, saranno tenuti pagare quei diritti, che per ciò pagano agl' Inglesi, Francesi, ed Olandesi, e in questo si proceda amichevolmente.

ART. IX.

Embargo. Li Bastimenti delli Mercanti Cesarei non potranno mai essere astretti per forza alli trasporti delle Truppe Ottomanne, o di altre cose per alcuna pubblica cagione.

ART. X.

Salut de mer. Quando le Navi da Guerra di tutti due gl' Imperatori si riscontreranno in alto Mare, da ambedue le Parti si faccia il saluto, o dimostrazione di amicizia, e si astenga da qualunque offesa.

ART. XI.

Pelerinages. Sia libero alli Sudditi Cesarei per commercio, o per pellegrinaggio di devozione, secondo il solito, andare in qualunque luogo delli Stati Ottomanni, e viaggiare avanti, e indietro senza alcuno impedimento; ed ai medesimi saranno date rigorose Patenti dalla Porta Ottomanna, affinchè non sieno in ogni luogo dagli Esattori dei Tributi, o altri uomini ad ogni tanto infestati.

ART. XII.

Juifs. Gli Ebrei non ardiscono ingerirsi nei negozj dei Mercanti Cesarei come sensali con Diplomi dell' Impero Otto-

Ottomanno, o con altre patenti intercessioni, se non 1747
vengono ammessi a questo servizio spontaneamente, e
di loro libera volontà dalli medesimi Mercanti; se poi
gli Ebrei, per non esser chiamati a far da sensale per-
fidamente, o senza alcuna cagione ardissero cospirare,
e fare alcun danno alli Mercanti Cesarei, sieno severiss-
imamente gastigati per esempio degli altri.

ART. XIII.

Renegats

Se alcuno del servizio dei Consoli, Viceconsoli,
Agenti, Interpreti, o dei Mercanti, per altrui odio, o
iniquo proposito, fosse accusato di aver abbracciato il
Mahomettanismo, l'accusa si reputi nulla, sintantochè
questo tale in presenza dell' Interprete Cesareo sponta-
neamente, e con animo deliberato non professi il Ma-
homettanismo; E se qualchedduno di quei, che spon-
taneamente lo abbia professato, avrà alcun debito pro-
vato, sarà tenuto pagarlo dei suoi beni.

ART. XIV.

Exemption d'esclavage.

Se alcuno dei Mercanti, o Sudditi della Sacra Ce-
sarea Maestà fornito delle sue lettere patenti costretto
dalla necessità, fosse trovato in qualche bastimento Cor-
saro; preso il Bastimento, e li Corsari, non sia con loro
fatto schiavo; purchè colli medesimi non abbia veruna
ingerenza. E da qui avanti li Sudditi d'ambedue le
Parti non possano farsi schiavi in alcuna maniera.

ART. XV.

Cas de rupture.

Se quest' Alma Pace conclusa tra gli due Sereniss-
imi, e Potentissimi Imperatori, e questa sincera amicizia da
durar stabilmente si mutasse (che Dio guardi) in nimi-
cizia, li Mercanti, e Sudditi di tutti due li Contraenti
siano essi in Mare, o in Terra, debbonsi avvisare per
tempo, acciò aggiustate da ciascuno le sue cose, riscossi,
e pagati li crediti, e debiti, possano escire alli confini
sani, e salvi con tutti li loro effetti.

ART. XVI.

Barbaresques.

Li presenti conclusi Articoli saranno communicati
alli Cantoni di Algeri, e Tripoli, e Tunisi dalla Prefulg-
ida Porta, e farà ciò, che stimerà conveniente per sta-
bilire una sicura Navigazione tra il Gran-Ducato di
Toscana, e li prefati Cantoni: ed affinchè li mede-
simi restino compresi in questi prefatti Articoli, o si

1747 tratterà questo affare appresso la Prefulgida Porta Ottomanna; o dalla medesima si spediranno alli Cantoni Offiziali Deputati, che insieme colli Commissari Cesarei Gran-Ducali da nominarsi potranno adoprarsi per trattare la propria Pace.

ART. XVII.

Ratification. Quando li presenti Articoli e sopra espresse condizioni di questo Trattato di Alma Pace, buona Amicizia, e Commercio, saranno sottoscritti di propria mano, e sigillati colli propri sigilli dalli Commissari muniti della Plenipotenza e Mandati; da li avanti nessuno affenso affatto, o permissione sia data a qualunque azione, o operazione in contrario. Si dà parola, che l'istrumento del presente concluso Trattato, dentro a sessanta giorni dal dì della soscrizione sarà ratificato per solenne scrittura da ambedue li Contraenti, ed accettato, e che li sopradetti diciasette Articoli saranno religiosamente osservati da tutte due le Parti, senza la minima mutazione, o alterazione. E poichè l'Illustrissimo, ed Eccellentissimo assoluto Luogotenente della Prefulgida Porta Ottomanna, e Plenipotenziario; in vigore della sua plenaria, facoltà, ha esibito a me infrascritto, l'istrumento distes in Idioma Turco legittimo, sottoscritto, ed in valida forma; io pure in vigore di mandato, e della mia Plenipotenza ho scambievolmente consegnato questo Trattato di Pace, Amicizia, e Commercio scritto in Lingua Latina, legittimo, ed in valida forma, e sottoscritto, di mia propria mano, e segnato col mio proprio sigillo.

Dato in Costantinopoli li 25. Maggio 1747.

HENRIGO NOB. DI PENCKLER.

Ratificato solennemente in Vienna da Sua Maestà Cesarea 27. Giugno, ed in Constantinopoli da Sua Maestà Ottomanna li 27. Luglio. (Ou dans l'Original le 20. Mois Retschab année de l'Hegire 1160.)

53.

Acte de renouvellement de l'alliance de 1738 entre les Rois de France et de Suède; signé à Stockholm le 6 Juin 1747. 1747 6 Juin.

(Copie qui m'a été gracieusement communiquée de la Chancellerie R. de Suède.)

Louis par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre. A tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Comme notre cher et bien amé le Sr. Marquis de Lanmary, Marechal de nos Camps et armées &c. Notre Ambassadeur extraordinaire auprès de notre très cher et très amé frere le Roy de Suède en vertu du pleinpouvoir que nous Lui en avons donné, auroit conclu, arreſté et signé le $\frac{26\ \text{May}}{6\ \text{Juin}}$ *à Stockholm avec le Sr. Ehrenpreus Senateur du Roy et du Royaume de Suède. le Sr. Charles Gustave Tessin Senateur du Roy et du Royaume et Conseiller de la Chancellerie, le Sr. Baron Herman Cedercreutz Senateur du Roy et du Royaume, le Sr. Comte C. Fredric Piper, Président au conseil de la Chambre, le Sr. Eric Matthias de Nolcken Chancelier de la Cour, et le Sr. Leonard Klinckowström Secretaire d'Etat pareillement munis des pleinpouvoirs de notre dit frere et traitans en Son nom pour la Couronne de Suède l'acte dont la teneur s'ensuit.*

Sa Majeſté Très-Chrétienne et Sa Majeſté le Roy de Suède perſiſtant toujours dans un deſir réciproque d'entretenir et d'affermir les liaiſons d'amitié qui de tout tems ont uni les deux Couronnes, et ayant regardé le renouvellement de la convention de 1738 *), comme le moyen le plus convenable de parvenir à ce but Salutaire, ont jugé à propos en conformité du troiſième article de la ditte convention, d'autoriſer leurs commiſſaires reſpectifs, ſçavoir de la part de Sa Majeſté Très-Chré-

*) Wenck C. I. G. T. II. p. 1. Ce traité a été renouvellé depuis 1754, en augmentant le ſubſide; et 1764; voyés Koch *abregé des traités* T. III. p. 212. Note *

1747 Chrétienne Son Excellence Mr. Marc Antoine Front de Beaupoil Marquis de Lanmary Marechal des camps et armées de Sa Majesté Très-Chrétienne et Son ambassadeur extraordinaire près de Sa Majesté le Roy de Suède; et de la part de Sa Majesté Suédoise Son Excellence Monsr. Charles Ehrenpreus Senateur du Roy et du Royaume, Son Excellence Mr. le Comte Charles Gust. Tessin Senateur du Roy et du Royaume, Conseiller de la Chancellerie, grand maître de la maison de Son Altesse Royale le Prince Successeur, Chancelier de l'Academie d'Åbo, et Chevalier de l'ordre de l'Aigle noir, Son Excellence Mr. le Baron Herman Cedercreutz Senateur du Roy et du Royaume, et Chevalier des Ordres de St. André et de St. Alexandre, comme aussi Mr. le Comte Charles Fredric Piper, Président au Conseil de la Chambre, Mr. Eric Matthias de Nolcken, Chancelier de la Cour, et Mr. Leonard Klinkowström, Secretaire d'état, lesquels étant entrés en negociation sur ce sujet, et après avoir examiné la susdite Convention, sont convenus du présent acte, par lequel ils declarent, qu'ils renouvellent et prolongent la susdite Convention pour le tems et espace de dix années à comter du $\frac{30 \text{ Octobre}}{10 \text{ Novembre}}$ 1748, datte de l'expiration du traité du $\frac{30 \text{ Octobre}}{10 \text{ Novembre}}$ 1738, ensorte que le dit présent acte de renouvellement aura la même force et vigeur que si la convention elle même étoit inserée ici dans son entier, tant à l'égard de la somme des subsides y stipulée pendant trois ans consecutifs, à la difference près, que les dits subsides seront d'orenavant payés de six mois en six mois d'avance en écus de Banque d'Hambourg à Hambourg dont le premier payement commencera à courir du $\frac{\text{premier}}{\text{douze}}$ Juillet prochain, que par raport aux autres articles points et clauses, à l'exception du sixième article, concernant les Ratifications de leurs Majestés Très-Chrétienne et Suédoise, dont ils sont convenus, que l'échange de celles du present acte ne se fera que dans trois mois à compter du jour de la signature, à moins qu'il ne soit possible de la faire plûstôt.

En foi de quoi nous avons en vertu de nos pleinpouvoirs réspectifs signé ce present acte de renouvellement

ment et y avons appoſé les cachets de nos armes. Fait à Stockholm le $\frac{26\text{ May}}{6\text{ Juin}}$ 1747. 1747

(L. S.) Beaupoil de Lanmary.
(L. S.) Carl Ehrenpreus.
(L. S.) Carl G. Tessin.
(L. S.) H. Cedercreutz.
(L. S.) C. F. Piper.
(L. S.) E. M. Nolken.
(L. S.) Leon. Klinkovström.

Nous ayant agreable cet acte en tous et chacun les points qui y ſont contenus et déclarés, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés, et confirmés, et par ces préſentes ſignées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons et le tout promettons en foy et parole de Roy garder et obſerver inviolablement ſans aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque ſorte et maniere que ce ſoit. En temoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces préſentes. Donné au camp de la commenderie du vieux Jone le dixe Juillet mil ſept cent quarante ſept et de notre regne le trente deuxieme.

LOUIS.

Par le Roi

Brularts.

54.

Convention conclue entre S. M. Très-Chrétienne d'une part et le Sme Duc de Wirtemberg d'autre part; le 10 May 1748. 1748 10 May.

(D'après une feuille volante imprimée 4to par Jaques Michel Becker 1767.)

Art. I.

Rien ne s'oppoſant deſormais à ce que le Roi veuille bien ſe porter à permettre la levée du Séqueſtre, mis de ſa part en 1723, immédiatement après le décès du Duc *Levée du ſequeſtre.*

1748 Duc Léopold Eberhard de Montbéliard, sur les neuf Terres et Seigneuries de la succession de ce Prince, situées tant en Franche Comté, qu'en Alsace; et à ordonner la mise en possession des dites Terres et Seigneuries en faveur de qui il appartient; Sa Majesté, voulant bien qu'il ne soit point question en cette occasion de l'exercice du Droit *d'Aubaine* par rapport aux effets de lad. Succession, située dans Son Royaume, promet et s'engage d'accorder au Séréniſſime Duc de *Wirtemberg-Stoutgard*, auſſitôt après l'échange des Ratifications de la preſente Convention, la Poſſeſſion pleine et entière des ſusd. neuf Terres et Seigneuries, pour les tenir et en jouir, Lui et ſes Héritiers et Succeſſeurs, avec leurs Droits et Prérogatives, Appartenances et Dépendances, ainſi que le Duc *Léopold Eberhard* dernier Poſſeſſeur les a tenues et en a joui ou dû jouïr.

ART. II.

Souveraineté du Roi ſur les terres en Bourgogne et Alſace.

Le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg*, reconnoiſſant pour Lui et pour ſes Succeſſeurs la Souveraineté, qui appartient au Roi ſur toutes lesd. neuf Terres et Seigneuries, tant celles de *Blamont*, *Clémont*, *Chatelot*, *Héricourt*, *Granges*, *Clerval* et *Paſſavant*, ſituées dans le *Comté de Bourgogne*, que celles *d'Horbourg* et *Riquevier* ſituées dans la Province *d'Alſace*, promet et s'engage, qu'en même tems, qu'il ſera mis, de l'autorité de Sa Majeſté, en poſſeſſion de celles ſituées dans le *Comté de Bourgogne*, il prêtera ou fera prêter par ſes Officiers, bien et dûment autoriſés à cet effet, Foy et Hommage à Sa Majeſté pour raiſon desd. ſept Seigneuries de *Blamont*, *Clémont*; *Chatelot*, *Héricourt*, *Granges*, *Clerval* et *Paſſavant*, et ce en la forme et manière, que le feu *Duc Léopold Eberhard* dernier Poſſeſſeur, l'a fait ou l'a dû faire pour raiſon des trois dernières, pour lad. Foy et Hommage être de même renouvellée à toutes mutations; à l'effet duquel Sa Maj. ne différera pas d'accorder ſur la demande dudit Séréniſſime *Duc de Wirtemberg*, l'Inveſtiture des ſept Seigneuries; comme *Fiefs* relevans du *Comté de Bourgogne*, ainſi qu'il en a été uſé ou dû être uſé à l'égard du *Duc Léopold Eberhard* pour lesdits trois *Fiefs* de *Granges*, *Clerval* et *Paſſavant*; ladite Inveſtiture devant être non ſeulement pour la Perſonne dudit Séréniſſime *Duc de Wirtemberg*, mais auſſi pour ſes Héritiers et Succeſſeurs.

ART.

ART. III. 1748

Les difficultés survenuës immédiatement après la Restitution du Séréniſſime *Prince Georges* dans lesdites Seigneuries, de même que dans le Comté de Montbéliard, en exécution du Traité de Paix de Ryswick, par rapport à l'exercice et administration de la Justice et de la Police générale sur les matières Séculières et Ecclésiastiques, dans celles de ces Seigneuries situées dans le *Comté de Bourgogne* et particuliérement dans celles de Blâmont, Clémont, Chatelot et Héricourt contiguës audit Comté de Montbéliard, ayant été décidées par les Lettres du Roi *Louis XIV* en forme de Réglement, adressées le neuf Juillet mil ſept cent ſept au Parlement de *Beſançon* et à l'Intendant de la *Franche-Comté*, et ces Reglemens ayant en conſéquence ſtatué ſur les droits appartenans au Prince de *Montbéliard* dans lesdites Seigneuries ſituées dans cette Province, et auſſi ſur la Liberté réciproque du Commerce de part et d'autre, il a été expreſſément convenu entre le Roi et le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg*, que ces mêmes Lettres du Roi *Louis XIV* ſeront maintenuës dans leur forme et vigueur, deſorte que les principes et diſpoſitions, qui y ont été inſérés en grande connoiſſance de Cauſe, continueront de ſervir de règle invariable par rapport à l'exercice des droits de part et d'autre, dans les divers objets qu'elles renferment, et ſpécialement pour ce qui regarde la tolérance et l'exercice de la Religion Luthérienne dans lesdites quatre Seigneuries contiguës au Comté de *Montbéliard*; Bien entendu que ce qui auroit été fait de contraire aux principes contenus dans lesdites Lettres ſera réformé. Le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* ſe réſervant le Bénéfice des Traités de Paix à l'égard du droit de propriété desdites neuf Seigneuries, Circonſtances et Dépendances, ſous les Clauſes et Conditions de la preſente Convention. Promettant pour lui et ſes Succeſſeurs de n'avoir jamais recours à *l'Empire* pour les difficultés, qui pourroient naître dans l'exercice des droits de S. Alt. Séréniſſime dans lesdites Terres et Seigneuries et de s'en rapporter entièrement à la Juſtice et à la Bienveillance de Sa Majeſté et de ſes Succeſſeurs, lesdites difficultés devant être décidées ſoit par les voyes ordinaires de la Juſtice, ſelon l'exigence du Cas, ſoit par les voyes de Conciliation entre l'Intendant de la Province de *Franche-Comté* et un des Officiers

Maintien des lettres p. de 1707.

1748 Officiers du Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* autoriſé à cet effet; Et Sa Majeſté pour le même effet promettant dès-à-preſent de donner, par des Lettres ſemblables à celles du neuf Juillet 1707, au Parlement et à l'Intendant de *Franche-Comté*, en la manière la plus favorable pour le Séréniſſime *Duc*, les explications, qui ſeroient eſtimées d'un commun accord être actuellement neceſſaires et convenables, ſur les Points, par rapport auxquels il ſeroit reſté quelque obſcurité, ſoit qu'ils regardent des Griefs antérieurs à l'époque de 1707, ſoit qu'il ſoit queſtion d'Incidens ſurvenus depuis et particulièrement pendant la durée du Sequeſtre.

ART. IV.

Arrangemens ultérieurs touchant Montbéliard.

Comme leſdites Lettres du Roi *Louis XIV* du neuf Juillet mil ſept cent ſept au Parlement de Beſançon et à l'Intendant de Franche-Comté, ſur les Remontrances faites à S. Maj. par le feu Séréniſſime Prince *Léopold Eberhard*, regardoient les Griefs, qu'il prétendoit avoir ſoufferts, non ſeulement par rapport aux Terres particulières ſituées dans le Comté de Bourgogne, desquelles il étoit Seigneur, mais auſſi par rapport au Comté de Montbéliard, Sa Majeſté après que le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* aura été mis en poſſeſſion desdites Seigneuries, en conformité des Articles ci-deſſus, fera régler à l'amiable ſelon le Droit et l'Equité les Points, auxquels il ſeroit reconnu, qu'on auroit contrevenu depuis leſdites Lettres, ou auxquels il n'aurait pas été ſuffiſamment pourvu par ces mêmes Lettres ou pour d'autres accords faits du depuis d'un commun Conſentement, pour les Limites, le Commerce réciproque et la bonne Correſpondance entre ledit Comté de Montbéliard et les Provinces du Royaume; et ſpécialement celle de Franche-Comté, à l'effet dequoi l'Intendant de cette Province ſera autoriſé à examiner avec celui des Officiers de la Régence de Montbéliard que le Séréniſſime *Duc de Wirtemberg* voudra commettre, ce qu'il pourra être queſtion de diſcuter et d'arranger d'un commun accord pour le maintien et l'affermiſſement de la bonne correſpondance et du bon Voiſinage de part et d'autre.

ART. V.

Revenus arriérés.

Les Revenus desdites neuf Seigneuries, échûs depuis l'établiſſement du Séqueſtre jusqu'au premier Janvier

1747.

1747. ayant été en partie compromises par les Provisions accordées par le Roi aux Enfans du feu Prince de *Montbéliard* et Sa Majesté voulant, bien se charger de pourvoir pour l'avenir à la subsistance desdits Enfans et de leurs Déscendans, comme aussi garantir le *Séréniſſime Duc de Wirtemberg* contre toutes prétentions, que lesdits Enfans ou leurs Déscendans pourroient ſe croire autorisés à former, ſous quelque titre que ce puiſſe être, tant pour le paſſé que pour l'avenir ſur le Fonds et les Revenus desdites neuf Seigneuries, le *Séréniſſime Duc de Wirtemberg*, ſe déſiſte de tous les Droits et Prétentions qu'il pourroit avoir ſur leſdits Revenus, échus au premier Janvier 1747, qu'il abandonne, céde et transporte au Roi, et Sa Majeſté conſent qu'à commencer dudit Jour 1er Janvier 1747, le *Séréniſſime Duc de Wirtemberg* entre en jouiſſance des Droits et Revenus desdites Terres pour en jouir ainſi que ſes Héritiers, Succeſſeurs et ayant cauſe, en pleine propriété, ſous la Souveraineté de la Couronne de *France*, conformément à la préſente Convention. 1748

ART. VI.

La préſente Convention ſera approuvée et ratifiée par Sa Majeſté et le *Séréniſſime Duc de Wirtemberg*, et les Ratifications en ſeront échangées dans le terme de ſix Semaines ou plutôt, ſi faire ſe peut. En foi de quoi nous Miniſtres ſouſſignés, en vertu des pleinspouvoirs, qui Nous y ont autoriſés reſpectivement de la part de Sa Majeſté et de Son Alteſſe Séréniſſime, et que Nous Nous ſommes mutuellement communiqués, avons ſigné la préſente Convention, et y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes; Fait à Verſailles, le dix May mil ſept cent quarante huit. *Ratification.*

Signé: PUYZIEULX et DE KELLER.

Ratification du Roi des Articles contenus en l'acte du 10 *May* 1748 *ci-devant tranſcrits.*

Louis par la grace de Dieu Roi de France et de Navarre. *A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. Comme notre très-cher et bien Amé le Marquis* de Puyzieulx *Chevalier de Nos Ordres, Maréchal de*

1748 *Nos Cousin et amés, Gouverneur et Grand-Bailly de notre Ville d'Epernay, Conseiller d'Etat d'Epée et Ministre et Secretaire d'Etat, et de Nos Commandemens, auroit en vertu du pouvoir, qu'il en avoit reçu de Nous, conclu, arrêté et signé le dix du présent mois, avec le Sieur Baron de Kellev Ministre d'Etat de Nôtre très-cher et très-Amé Cousin le Duc de Wirtemberg, et pareillement muni de pleinpouvoir de ce Prince, une Convention dont la teneur s'ensuit.*

Fiat insertio.

Nous ayant agréable ladite Convention transcrite ci-dessus en tout et chacun ses points, et articles qui y sont contenus, avons iceux acceptés, approuvés, ratifiés et confirmés et par les présentes signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons et le tout promettons en foi et Parole de Roi pour Nous et Nos Héritiers et Successeurs, garder et observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte et manière que ce soit. Entendant et voulant que Notre Cousin le Duc de Wirtemberg-Stoutgard et ses Héritiers et Successeurs ne puissent être troublés sous quelque prétexte et pour quelque raison que ce puisse être de Notre part, ou de celle de nos Procureurs Généraux ou de quelqu' autre part quelconque, dans la Possession que Nous lui accordons desdites neuf Terres et Seigneuries de Blamont, Clémont, Chatelat, Hericourt, Granges, Clerval, Passavent, Herbourg et Requevier, conformement aux Clauses et Conditions insérées dans les Articles ci-dessus: En témoignage de quoi Nous avons fait mettre Notre Scel à ces présentes. Données à Versailles, le vingt-deuxième jour de May, l'An de grace mil sept cent quarante huit, et de notre Regne le trente troisième.

Signé Louis et au dessous. Signé M. P. Devoyer d'Argenson.

Scélé du grand Sceau du Cire jaune.

Rati-

Ratification de Mgr. le Duc de Wirtemberg des Articles contenus en l'acte du 10 May 1748 ci-devant transcrits. 1748

CHARLES, *par la grace de Dieu* Duc de Wirtemberg et Teck, *Prince* de Montbéliard &c. *A tous ceux qui les présentes lettres verront, salut. Comme le Sieur* de Keller, *Notre Conseiller privé et Ministre Plénipotentiaire auprès du Roi* Très-Chrétien, *aurait en vertu du pleinpouvoir qu'il en avoit reçu de Nous, conclu, arrêté et signé à* Versailles *le dixième jour du mois de May de cette année, avec le Sieur Marquis* de Puyzieulx *Ministre et Secrétaire d'Etat de Sa Majesté et pareillement muni d'un pleinpouvoir de Sa Majesté en bonne et deuë forme, une Convention dont la teneur s'ensuit.*

Fiat insertio.

Nous ayant agréable ladite Convention transcrite cidessus, en tous et chacun les points et Articles qui y sont contenus, avons iceux approuvés, ratifiés et confirmés, et par les présentes signées de Notre main, acceptons, approuvons, ratifions et confirmons, et le tout promettons en Foi et Parole de Prince, pour Nous, et Nos Héritiers et Successeurs, garder et observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement en quelque sorte et manière que ce soit; En témoignage de quoi Nous avons fait mettre Notre Scel secret à ces présentes; Données à Stoutgard le vingt huitième jour du mois de May, mil sept cent quarante huit.

Signé CHARLES Duc DE WIRTEMBERG et au dessous. Signé Baron DE HARDENBERG.

Pour copie dont les Originaux sont au Dépot des Affaires étrangères.

Signé: BRULLART DE PUYZIEULX.

Vû lesdites Lettres Patentes, Traité et Ratifications étant à la suite attachées, sous le contrescel desdites Lettres, même les Conclusions du Procureur Général, à qui le tout a été communiqué, ouï le Rapport de

1748 Meſſire *Joſeph François Reud*, Conſeiller Commiſſaire Rapporteur, et tout conſidéré.

La Cour a ordonné et ordonne que leſdites Lettres Patentes et Traité ſeront enrégiſtrés aux Actes importans de cette Cour, pour être executé ſuivant leur forme et teneur. Fait en Parlement à *Beſançon* les Chambres aſſemblées le dix huitième Juin mil ſept cent quarante huit.

Signé CHALON, *Collationné*, Signé HUOT.

Enrégiſtré au Fol. ſoixante du premier Volume des Lettres Patentes et arrêts du Conſeil en faveur des Particuliers.

56.

1748. *Traité de paix entre S. M. Impériale pour les pays héréditaires tant de S. M. l'Empereur que de S. M. l'Imperatrice Reine de Hongrie et de Bohème avec la regence d'Algèr; ſigné le 8 Octobre 1748.*

(D'après l'imprimé qui a paru par autorité à Florence 1749. 4.)

Avendo Sua Maeſtà Imperiale comandato al ſuo Conſiglio di Stato e di Reggenza di pubblicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. e il Baſcià e Reggenza di Algeri del tenore ſeguente.

Trattato di pace fermato tra Sua Maeſtà Imperiale, e la città di Algeri fino a' Confini di quel Regno li 8. Ottobre 1748. *Per i paeſi ereditari ſi di Sua Maeſtà l'Imperatore, che di Sua Maeſtà l'Imperatrice Regina di Ungaria, e di Boemia in ventidue Articoli del ſeguente tenore.*

ART. I.

Paix et amitié. Si è convenuto, e ſtabilito con il Regnante *Imperatore* Noſtro grande Amico ed Auguſtiſſimo Monarca, obli volon-

volontà del Poſſeſſore dell' Ordine delle Milizie di Al- 1748
geri, il felice *Mehemet* Baſcià, coll' unanime concorſo dell' Agà dell' Eſercito, e col Tenente delle Milizie, come anco de' reſpettivi Sudditi, che la preſente pace ſia divenuta ſtabile con ferma, e ſoda amicizia.

ART. II.

Le Navi, ſi grandi, che piccole dell' *Imperatore* *Droits à payer.*
Romano, Amico, come anche i Baſtimenti de Sudditi a eſſo ſogetti, quando approderanno nel Porto di Algeri, o vero in altre Parti di ſua Dominazione, ſecondo l'antico coſtume, per le loro Merci, che venderanno, ſarà eſatto, ſecondo che reſta ſtipulato fra i Franceſi ed Ingleſi, ſolamente cinque per cento, e non verrà dimandato niente di più: In oltre acciò le Merci, che reſteranno invendute, volendole rimbarcare, e tranſportare altrove, niſſuno potrà eſigere alcuna coſa per le medeſime, ed in detti Porti neſſuno gli moleſterà, ne gli tratterrà del loro viagio: Per le Mercanzie di Contrabbando, quali ſono Polvere, Zolfo, Ferrame, Tavole, ed ogni Legname proprio alla conſtruzione de' Baſtimenti, Cordami, Pece, e Catrame, Attrezzi da Guerra, ed ogni coſa appartenente agli Armamenti di Guerra, i Comandanti del Regno di Algeri per eſſi non eſigeranno alcuna coſa.

ART. III.

Le Navi da Guerra dell' *Imperatore* Noſtro Amico, *Vaiſſeaux de guerre exemts de viſitation.*
e quelle de' Mercanti, e parimente le Navi armate in Guerra di Algeri, e Mercantili incontrandoſi, ſi aſterranno di viſitarſi, e di recarſi incomodo, anzi con vicendevole corteſia, e ſegni di amicizia ſi ſepareranno, ſenza impedirſi reciprocamente nel viaggio; ed eſſendovi Paſſaggieri di qualunque Nazione, ſiano con le loro mercanzie, robe, ed effetti per qualunque luogo deſtinati, non ſi moleſteranno, e non li ſarà tolta coſa alcuna, come anche non ſaranno condotti in altro luogo, o trattenuti, di maniera che non ſi faranno reciprocamente alcun danno, o torto.

ART. IV.

Incontrando le Navi armate in corſo della Città *Viſitation des navires marchands.*
di Algeri, I Baſtimenti Imperiali, ſi grandi, che piccoli fuori de' Luoghi appartenenti a S. M. Imp. ſi ſpedirà a borſo de medeſimi la Lancia unicamente con due ſole Perſone, oltre i Remiganti, e giunti alla Nave non vi

1748 entreranno che le due sole Persone, permettendolo il Capitano Imperiale; prodotti gli stabiliti Passaporti, e la Lancia, adempita la sua commissione prontamente farà ritorno, ed il Bastimenti potrà proseguire il suo viaggio. Le navi armate in Guerra Imperiali incontrando le Navi armate in Guerra di Algeri, come anco le Mercantili, se le troveranno munite di Passaporti de' Governatori e Console Imperiale Residente in Algeri, allora non li si farà alcun danno, e le predette Navi con sicurezza seguiteranno il loro viaggio; Così le Navi di Algeri non inquieteranno gli Bastimenti di S. M. Imp. per quindici mesi dopo la data di questa Pace, i quali non si troveranno muniti de' Passaporti che devono essergli dati in virtù della Pace; Parimente le Navi Imperiali e Bastimenti Algerini per lo spazio ancora di quindici mesi non porteranno impedimento al loro viaggio; ma con sicurezza gli lasceranno proseguire.

ART. V.

Personnes rencontrées sur le navire. Alcun Capitano, Uficiale, o Commandante Algerino non potrà levare dalle Navi Imperiali con violenza, sotto qualsi voglia pretesto, alcuna Persona di qualunque Nazione sia, per trasferirla nel proprio Bastimento per qualunque cosa, o motivo d'informazione, o esame, e non saranno in verun tempo inquietati.

ART. VI.

Naufrages. Se qualche Nave di S. M. Imp. o Bastimenti Mercantili de' Popoli alla medesima soggetti, di Livorno, Porto-Ferraio, Trieste &c. farà naufragio nelle Coste del Regno di Algeri, nessuno prenderà affatto cosa alcuna de' loro effetti, e Mercanzie, nè saranno depredate, nè confiscate, e succedendo un simile caso alla Dogana, neppure non saranno presi i loro effetti, ed alle Persone non si recherà alcuna molestia, e in simile accidente se gli presterà nel possibile modo amichevolmente, e con premura ogni soccorso, aiutandoli ancora per asciugare le loro mercanzie.

ART. VII.

Armemens en course. Col consenso, e permissione de' Governatori del Regno di Algeri, alcun Bastimento Algerino, si grande, che piccolo non avrà facoltà di armarsi in Paese di Potenza Nemica dell' *Imperatore*, per esercitare in corso contro i Sudditi Imperiali.

ART.

ART. VIII. 1748

Se qualche Mercante Imperiale avesse comprato una Presa dalla Città di Algeri; O vero se qualche Capitano, o sia Padrone di detto Legno, che corseggiano sul Mare, avesse preso qualche Bastimento, e l'avesse venduto ad un Mercante Imperiale, tutte le volte, che questo produrrà un certificato della vendita fattagli dalla Città, o da qualche Capitano, o sia Padrone di Algeri, nissun Corsale di qualunque parte di questo Regno molesterà il Mercante Compratore di detta Presa, nè vi porterà impedimento alla sicura continuazione del suo viaggio. Come anche nessuna Nave di Algeri, nè piccolo Bastimento possa andare a crociare, o far corso in vista delle Città, Fortezze, Porti, e Spiagge di S. M. Imp. ne commettere alcuna azione, che possa disturbare, ed offendere la Pace, e Commercio de' medesimi.

Prises achetées aucune hostilité à vue des ports etc.

ART. IX.

Non sarà permesso portare da' Tunesini, Tripolini, Salettini, o altri a vendere nel Regno di Algeri in verun modo, Bastimenti spettanti a' Sudditi di S. M. Imp. nè le loro Persone, nè i loro Effetti.

Vente de prises Imp.

ART. X.

Se i Bastimenti Corsali Imperiali conduranno in qualunque Porto del Regno di Algeri qualche Presa, o porteranno la roba della medesima, nessuno si opporrà, ma disporanno a loro piacimento della roba, si vendendola, che transportandola altrove, le Navi da Guerra Imperiali non pagheranno alcun dazio, nè aggravio, e volendo provvisioni, gli saranno accordate al prezzo corrente, e niente di più.

Prises faites par les Imperiaux.

ART. XI.

Tutte le volte che un Bastimento Corsale di S. M. Imp. getterà l'ancora avanti Algeri, e dalla Città di Algeri fuggirà schiavo, Suddito, o di altra Nazione, e si ricovrerà in detto Bastimento, ed il Comandante d'Algeri lo dimanderà, allora il Capitano di detto Corsale dovrà sicuramente distaccare lo Schiavo, e renderlo al detto Governatore, e se lo Schiavo fuggirà senza essere scoperto, e quando ancora sarà condotto nel suo Paese, il Capitano della Nave sara obbligato per patto stabilito di riportarlo, o di farlo ricondurre in Algeri.

Esclaves fugitifs.

1748

ART. XII.

Les sujets Imp. ne seront pas faits esclaves.

Ora in avanti i Sudditi di S. M. Imp. ne' Luoghi del Dominio del Regno di Algeri, sia con ragione, o senza ragione, non saranno fatti Schiavi, nè venduti nè comprati; per essere stata fatta la Pace colla M. S.; nessuno sarà obbligato contro volontà al riscatto de' Schiavi Sudditi, lo che potrà essere effettuato a piacimento, allor quando si vorrà, e quando i Parenti o altre Persone saranno disposte a farlo; Nè si stabilirà un termine per il loro riscatto, e per quello solo che sarà giudicato giusto, sarà eseguito con maniere convenevoli per il prezzo, che si tratterà con li stessi Padroni, senza che nissuno gli possa obbligare di vendere per prezzo assegnatoli, sia che appartenghino gli Schiavi al Pubblico, a Particolari, o al Bascià; Però per essere gli Schiavi Sudditi di S. M. Imp. non verrà per essi chiesto prezzo maggiore, ma secondo l'antico costume, nella maniera che si è praticato con altre Nazioni.

ART. XIII.

Successions.

Se qualche Mercante, o altro Suddito di S. M. Imp. verrà a morire in Algeri, o in altra parte del Regno, nessuno de' Superiori, o altra Persona potrà prender possesso del denaro, beni, o robe del Defunto, in verun modo, e se egli avanti la morte avrà constituito un' Erede, nessun altra Persona, eccetto che esso, potrà impadronirsi di minima porzione delle sue robe, effetti, e contanti; quando però l'Erede sarà assente, l'Esecutore Testamentario instituito dal Defunto prenderà la roba, e gli effetti, senza permettere, che alcuno ne levi la minima parte; l'Esecutore Testamentario, o altra Persona sostituita dal Defunto, farà l'inventario del denaro, o robe, e le prenderà in custodia, e quando converrà consegnarle, le farà pervenire alla Persona Erede, ed a questo veruno si opporrà; in caso che veruna delle dette Persone sarà presente, il Console Imperiale allora farà l'inventario del denaro, ed effetti del Defunto, le prenderà, e le terrà in custodia fino all' arrivo de' Parenti, o Eredi.

ART. XIV.

Achats forcés.

Nè nell' istesso Algeri, nè in alcun luogo di quel Regno si potranno obbligare i Mercanti contro loro volontà a prendere mercanzie, e solo compreranno quelle che vorranno, non si potrà porre alcuna Mercanzia forza-

zatamente nelle Navi de' Sudditi Imperiali, che approderanno ne' Porti di Algeri, nè potranno essere astretti a far viaggi contro la loro volontà, nè il Console, nè altre Persone suddite di S. M. Imp. potranno essere obbligate a pagare per qualche Suddito della M. Sua insolvente, ma solo quando ne fossero mallevadori, o che facessero spontaneamente. 1748

ART. XV.

Se un Suddito di S. M. Imp. sarà in lite con un Mussulmano, o Persona della dipendenza di Algeri, la loro causa sarà trattata nella presenza del Felice Bey, ed Inclito Divano e non da altra Persona, ma se la controversia sarà tra i Sudditi di S. M. Imp., il Console Imperiale allora deciderà sopra della medesima. *Giurisdizione.*

ART. XVI.

Dandosi il caso, che qualche Suddito Imperiale facendo rissa con qualche Mussulmano, l'uno ferisca, o ammazzi l'altro, il reo verrà punito a tenore delle Leggi del suo Paese, cioè come si costuma in altri; ma se un Suddito Imperiale ammazzerà un Mussulmano, e dopo il fatto si salverà colla fuga, non ne sarà in verun modo attribuita la colpa al Console Cesareo in Algeri, nè altra Persona suddita di S. M. Imp. nè sarà perciò molestata. *Crimes.*

ART. XVII.

Il Console Imperiale porrà ora, ed in avvenire con tutta sicurezza, e tranquillità vivere senza timore di alcuna offesa, nessuno farà danno alla sua Persona, ne a' suoi effetti, e prenderà a suo piacimento il Dragomano, e Sensale, e quando vorrà andare a bordo a qualche Bastimento, o uscire di Porto, nessuno gli darà impedimento, come anche gli verrà assegnato un luogo per esercitare la sua Religione, e potrà avere di permanenza il suo necessario Religioso per le funzioni. Li Sudditi Imperiali, che si trovano schiavi in Algeri, tanto quelli del Pubblico, quanto de' Particolari, non saranno impediti nè dal Capo Guardiano, nè da Padroni loro di andare all' alloggio del Console per esercitare li riti della loro Religione. *Prerogative del consul.*

ART. XVIII.

La presente Pace, ed Amicizia è stabile; ma in caso che in avvenire qualche azione contraria desse motivo *Cas de rupture.*

1748 tivo alla rottura del presente Trattato, allora quello (che) sarà Console Imperiale, ed i Sudditi di S. M. Cef. tanto in Algeri, che in altra parte del Regno, volendo far partenza con i loro beni, effetti, e domestici, si in tempo di Pace, come in tempo di Guerra, nessuno gli si opporrà, ed alcuno non gli darà occasione di trattenersi dal loro viaggio, quantunque qualchedduno di questi fosse nato nel Regno d'Algeri.

ART. XIX.

Safetz Imp. sur navires ennemis. Se un Suddito di S. M. Imp. andando, o tornando da qualunque Paese sopra Navi di qualunque Nazioni, ancora nemica del Regno di Algeri, non gli verrà fatto alcun danno, nè alla sua Persona, nè a' suoi Beni, Effetti, Mercanzie, e Servitori da' Bastimenti di Algeri; E parimente trovandosi un Algerino Bastimento nemico di S. M. Imp. non verrà il medesimo in niun modo danneggiato, ne i suoi beni, effetti, operari, e Servitori, ma saranno tutti trattati con amicizia, e cortesia.

ART. XX.

Salut maritime. In tutti i tempi quando la Nave de Guerra Comandante di S. M. Imp. e Rè nostro Antico verrà avanti Algeri, dopo che il Console ne averà data notizia al Governo, e dopo aver gettata l'ancora avanti il Porto, in considerazione, e stima di S. M. I. si darà ordine, perchè dalla Fortezza sino in seguito tirati ventun tiro di Cannone, il Capitano dell' Imperatore corrisponderà con egual numero di tiri, ed a detta Nave, per essere Nave di S. M. I. in considerazione della medesima, gli sarà dato il rinfresco.

ART. XXI.

Le consul exempt d'impôts. Il Console Imperiale, per le provvisioni di sua casa, e commestibili, e bevande come pure per i suoi bagagli, e Regali, non pagherà nè dazio nè aggravio.

ART. XXII.

Contraventions au traité Se in avvenire accaderà cosa contraria a questa nostra Pace, da qualunque parte succederà, un simil concerto non offenderà, ne interromperà la Nostra Amicizia, ma la parte offesa, qualunque sarà, vicendevolmente chiederà ragione, ed i Sudditi dell' una, o dell' altra parte, che saranno i contraventori, saranno puniti. Così in ordine a questa Amicizia la Nostra parola data resterà inalterabile, e la nostra fede data sara stabile.

In

In esecuzione de' medesimi il Consiglio di Reggenza ordina, che sia pubblicato il suddetto Trattato, e comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Castellani delle Torri, e Forti delle Coste del Gran-Ducato; come ancora a tutti gl' Inedicenti. Comandanti, Uffiziali, e Ministri di Guerra, e di Giustizia d'invigilare alla più esatta osservanza del medesimo &c. 1748

Dat. nel Consiglio di Reggenza li 17 Luglio 1749.

Il Conte de Richecourt.

Roberto Pandolfini.

56.

Traité de paix entre S. M. Impériale pour les Etats hereditaires de S. M. l'Empereur et de S. M. l'Imperatrice Reine de Hongrie et de Bohème avec le royaume de Tunis; signé le 23 Déc. 1748. 23 Dec.

(D'après l'imprimé qui a paru par autorité à Florence 1750. 4.)

Avendo Sua Maestà Imperiale comandato al suo Consiglio di Stato, e di Reggenza di publicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. e il Regno di Tunis del tenore seguente:

Trattato di Pace fermato tra Sua Maestà Imperiale, e il Regno di Tunis fino a tutti i Confini del medesimo, il dì 23. Dicembre 1748. Per i Paesi Ereditari si di S. M. l'Imperatore, che di S. M. l'Imperatrice Regina di Ungheria, e di Boemia in diciannove Articoli del seguente tenore.

Art. I.

Trattamento amical.

Sarà convenuto, che le Navi si da Guerra, che quelle armate in corso, e mercantili di ambedue le Parti, ovunque

1748 que s'incontreranno, si tratteranno scambievolmente con tutte le dimostrazioni di perfetta amicizia, astenendosi da ogni azione alla medesima contraria fermo stante il Commercio, ed il pagamento de Dazzi, nel modo, e forma, che si fa di presente.

ART. II.

Corsaires Turcs retains. I Bastimenti Corsali Tunisini non corseggeranno in vicinanza de' Porti, Spiagge, ed Isole soggette alle *LL. Maestà Imperiale*, essendo a loro proibito di crociare sotto la vista di detti Porti, Spiagge, ed Isole; e in questo spazio di Mari sarà a loro semplicemente permesso il passo, quando però siano obbligati dalla necessità, o perche siano spinti dalla tempesta, o perche siano inseguiti da Nemici, ne' quali casi potranno anche entrare ed approdare ne' Porti, ed Isole, ove saranno amichevolmente ricevuti, ed al possibile difesi; e se alcuno in tale occasione commetterà cose, che cagionino disturbo, ne sarà data parte al Console Imperiale residente in Tunis, e il Bascia gli darà il dovuto gastigo.

ART. III.

Visitation. Incontrando le Navi Corsali Tunisini qualche Bastimento Imperiale Mercantile, dopo che da questo saranno stati spediti con la sua Lancia a bordo delle medesime i Passaporti stabiliti, sarà lasciato partire senza alcuna molestia; e quando la Nave Corsale mandi la sua Lancia a visitare il Bastimento mercantile, destinerà due sole delle migliori persone del suo Equipaggio, con i necessari remiganti, per prendere le giuste informazioni, quali avute, le due persone dovranno prontamente fare ritorno al loro bordo.

ART. IV.

Passagers. I Sudditi Tunisini, che si ritroveranno a bordo de' Bastimenti Imperiali, non saranno molestati da alcuna Potenza Cristiana amica della Bandiera Imperiale, fino che saranno passeggieri sopra detti Bastimenti; e parimente i Sudditi Imperiali, mentre anch'essi si ritroveranno a bordo de' Bastimenti Tunisini, saranno sicuri da ogni loro Nemico.

ART. V.

Sur vaisseaux ennemis. Tutti i Mercanti Sudditi Imperiali, compresi anche i naturalizzati, ritrovandosi sopra Bastimenti de' Nemici, allorchè saranno muniti di legittimo Passaporto, e di polizza di Carico per le loro mercanzie ed effetti, saran-

saranno considerati per amici, talchè le loro persone, e 1748
i loro effetti, e mercanzie saranno sicure; e comprovata che sarà la realtà del fatto, verranno consegnate al Console.

ART. VI.

Non sarà concessa dalle LL. MM. I. la sua Bandiera e Passaporti, ad altre persone, che a' suoi propri Sudditi, e Naturalizzati, che saranno i Capitani, ed i proprietarj delle Navi Imperiali, le quali averanno gli Equipaggi composti di Sudditi, e Naturalizzati a riserva della terza parte, quale potrà esser composta di persone di Nazione ancora nemica; e il Console Imperiale in Tunis non darà i Passaporti e Certificati a verun' altro, che a' soli Bastimenti Tunisini. *Equipaggi, pavillon.*

ART. VII.

Se qualche Bastimento di Bandiera Imperiale facesse naufragio nelle Coste del Regno di Tunis, i Sudditi del medesimo gli presteranno il necessario aiuto per salvarlo, con sicurezza che dal Proprietario del Bastimento saranno ricompensate le loro fatiche per mezzo del Console Imperiale, il quale averà la soprintendenza di detto Bastimento, e sarà a suo arbitrio di disporne; talchè tanto i Marinari, che il Capitano, e le Mercanzie, con ogni altra cosa, verranno rimesse al medesimo Console, al di cui piacimento staranno tutti i pezzi attrazzi, robe de Bastimenti rotti, che li si dovrano consegnare. *Naufrage.*

ART. VIII.

Quando i Nemici Imperiali prendessero alcun Suddito Imperiale, e lo conducessero nel Dominio di Tunis per venderlo, non potrà essere da alcuno comprato. *Esclaves.*

ART. IX.

Il Console Imperiale goderà tutti i Privilegi, e Distinzioni conformi all' alto grado della Dignità Imperiale; e nascendo dispute, e controversie fra i Sudditi delle *Loro Maestà Imp.*, spetterà al medesimo il giudicarne, e deciderne; ma quando uno di detti Sudditi averà contesa con un Mussulmano, sarà la lor lite decisa in presenza del Bascià; e se uno di loro ferirà, o ucciderà un Mussulmano, o commetterà azione illecita, e criminale, sarà giudicato secondo le leggi del Paese de' suddetti delitti. *Consul.*

Quando il Bascià vorrà mandare nelli Stati Imperiali qualche suo Commesso, sarà ricevuto con segni di ami-

1748 amizia, e cortesìa, senza che alcuno le faccia danno, o le cagioni incomodo; e se un Suddito Imperiale fuggirà dal Regno di Tunis con debito contratto con persone del Paese, il Console Imperiale, quando non sia mallevadore, non sarà tenuto al pagamento.

ART. X.

Le frei sol'à libre. I Bastimenti Mercantili Imperiali, che approderanno a Tunis, e in altri Porti del Regno, non potranno essere con violenza noleggiati ma dovrà intervenirvi il consenso del Proprietario; e solamente il Bascià per suo proprio servizio, col mezzo del Console gli potrà noleggiare, pagando il dovuto nolo.

ART. XI.

Succes-sion. Morendo qualche Suddito Imperiale nel Regno di Tunis, il suo Erede prenderà possesso dell' Eredità, ed in caso che non vi sia l'Erede, il Console Imperiale ne prenderà il possesso, senza che altri possino ingerirsene.

ART. XII.

Contre-ventions. Tutti gli eccessi, o azioni contrarie alla reciproca amicizia, che potessero esser commesse nel Regno di Tunis, da qualunque Suddito delle LL. MM. Imp. o negli Stati Imperiali, da qualunque Tunisino, non daranno motivo di rompere la presente Pace.

ART. XIII.

Cas de rupture. Ed in caso, che nascesse motivo di rompere la presente Pace, il Console Imperiale, con tutta la sua Famiglia, effetti, robe, e tutti i Sudditi Imperiali, che si troveranno nel Regno di Tunis, con tutte le loro Mercanzie, e robe, saranno sicuri, e potranno partire per ritornare nel loro Paese, sopra qualunque Bastimento di qualsisia Nazzione vorranno, senza che alcuno possa recarli molestia; a tale effetto sarà a loro conceduto il tempo di sei Mesi, a fine, che possino ultimare i loro Negozi, e partire con i loro effetti, robe, e Famiglia; e l'istessa regola sarà osservata con i Tunisini.

ART. XIV.

Esclave fugitif. Se qualche Schiavo si refugiasse sopra un Bastimento mercantile Imperiale, dovrà esser subito reso; e quando questo fusse giunto nel suo Paese, e prima ancora d'aver notizia del suo arrivo, il Capitano del predetto Bastimento sarà obbligato per mezzo del Console di farlo restituire, o pagarne il prezzo, che sarà creduto ragionevole, avuto riguardo alla sua condizione.

ART.

ART. XV. 1748

Quando le Navi da Guerra Imperiali approderanno nel Regno di Tunis, saranno salutate dalla Fortezze nell' istessa maniera, che si usa con l'altre Potenze amiche; e le Navi da Guerra di Tunis, quando approderanno ne' Paesi Imperiali, saranno salutate da' Bastimenti, conforme è il costume. *Salut de guer.*

ART. XVI.

I Bastimenti Mercantili Imperiali pagheranno l'ancoraggio nell' istessa maniera, che lo sogliono pagare le altre Nazione amiche. *Ancrage.*

ART. XVII.

I Sudditi del Regno, e Città di Tunis, che fuggendo da Paesi nemici si rifugieranno nelli Stati delle *LL. Maestà Imp.* saranno fatti liberi; e senza impedimento potranno sicuramente tornarsene a Tunis; e nell' istessa maniera i Sudditi Imperiali, che fuggendo da Paesi nemici passeranno nel Regno di Tunis, verranno consegnati al Console. *Esclaves fugitifs de l'ennemi.*

ART. XVIII.

I Bastimenti Imperiali saranno sempre muniti de' stabiliti Passaporti, e i Bastimenti Tunesini saranno sempre accompagnati dal Certificato del Console Imperiale residente in Tunis. *Passeports.*

ART. XIX.

Se qualche Cristiano, o Ebreo fuggirà nelli Stati sottoposti alle *Loro Maestà Imp.* con de' Beni d'appartenenza di persone dependenti dal Regno di Tunis, sarà restituito, perchè sia fatta la dovuta Giustizia; ed il medesimo seguirà nel caso, che un Mussulmano si refugiasse nel Regno di Tunis. con beni d'appartenenza di Sudditi delle *LL. Maestà Imp.* *Choses volées.*

In esecuzione de' medesimi Comandamenti il Consiglio di Reggenza ordina che sia pubblicato il suddetto Trattato, e comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Castellani delle Torri, e Forti delle Coste del Gran-Ducato, come ancora a tutti gl' Iusdicenti, Comandanti, Ufiziali e Ministri di Guerra, e di Giustizia d'invigilare alla più esatta osservanza del medesimo &c.

Dat. nel Consiglio di Reggenza li 4 Giugno 1750 St. Com.

IL CONTE DI RICHECOURT.
ROBERTO PANDOLFINI.

57.

1749 *Traité de paix entre S. M. Impériale et la Re-*
27 Janv. *gence de Tripolis; signé le 27 Janv.* 1749.

(D'après l'Imprimé qui a paru par autorité à Florence 1750. 4. et se trouve dans *Codice della Toscana legislazione* T. III. p. 59.)

Avendo Sua Maestà Imperiale comandato al suo Consiglio di Stato, e di Reggenza di pubblicare il Trattato di pace fermato fra la M. S. I. e la Reggenza di Tripoli del tenore seguente:

Trattato di Pace fermato tra Sua Maestà Imperiale, e la Reggenza di Tripoli li 27 Gennaio 1749. Per i Paesi Ereditari di S. M. l'Imperatore, che di S. M. l'Imperatrice Regina di Ungaria, e di Boemia in quattordici Articoli del seguente tenore.

ART. I.

Amitié. Si è convenuto e stabilito, che sarà una sincera amicizia fra i Paesi, e Isole del Dominio delle LL. Maestà Imperiali con il Regno di Tripoli; e per godere perfettamente d'una reciproca sicurezza, e riposo, i Sudditi, e Bastimenti de' sopraccennati Paesi, come anche i Sudditi e Bastimenti del Regno di Tripoli, cesseranno d'ora in avanti in virtù dello stabilito Trattato di Pace, si per Mare, che per Terra, di farsi alcuna ostilità, o recarsi molestia; e se a caso dal giorno dello sotto scrizione si cagioneranno alcun danno, saranno tenuti vicendevolmente ad un' esatta soddisfazione, con restituire il Bastimento, gli Schiavi, ed ogn' altra minima cosa, che sarà stata presa.

ART. II.

Commerce. I Sudditi, ed i Bastimenti dell' Imperiali Maestà, potranno liberamente trafficare, e venire nel Regno di Tripoli, ove per le Mercanzie, che vi porteranno, non pagherranno altro Dazio, che tre percento, e niente di più; risperto però a quelle Mercanzie, che rimarranno invendute, potranno queste esser rimbarcate, e per esse non

non verrà esatto, alcun Dazio, come ne anche saranno 1749
obbligati al pagamento d'alcun Dazio gli attrezzi da Guerra, come Polvere, Ferro, Piombo, Armi, Legnami, Tavole, Cordami, Vele, ed altri generi consimili.

Se alcuno di quei Mercanti, che trafficheranno, per cagione di debiti fuggirà, il Console Imperiale non verrà molestato per il pagamento.

Gl' effetti, e beni de' Sudditi Imperiali Cristiani, o Ebrei, che moriranno nel Dominio di Tripoli, passeranno in Dominio degli Eredi; ed in mancanza di questi, ne prenderà possesso il Console, senza che altri possa ingerirsene.

Se per disgrazia succederà che un Bastimento Imperiale faccia naufragio sulle Coste, le Mercanzie, Atrezzi, e roba, che potrà ricuperarsi, non pagheranno Dazio, e tutto sarà consegnato al Capitano, ovvero al Console Imperiale; e le persone saranno libere senza recar loro minima molestia.

Alle Navi da Guerra Imperiali, che approderanno a Tripoli, verranno fatte le medesime amiche dimostrazioni, solite praticarsi alle Navi da Guerra dell' altre Potenze amiche.

ART. III.

Corsari Tripolitani.

Viene assolutamente proibito a' Bastimenti Corsali Tripolini di fare il corso, volteggiare, ed inferire danni alla vista de' Porti, e Paesi, sottoposti alle *LL. Maestà Imperiali*, acciò non venga disturbata la sicurezza del Commercio. In caso però di fiera burrasca, o di essere inseguiti da' Nemici, potranno ricoverarsi ne' detti Porti, come anche per necessità di acqua, e viveri, o per altro premuroso bisogno, farà a loro lecito d'entrarvi; e allora saranno sicuri sotto il tiro del Cannone, ma ricevuti che siano, non sarà però loro permesso d'inseguire qualsisia Bastimento nemico, se non 24 ore dopo la partenza del medesimo.

ART. IV.

Visitation.

Incontrandosi da' Bastimenti Corsali Tripolini Bastimento di Bandiera Imperiale, che si ritrovi munito di Passaporti de Governatori di qualunque Paese, purchè siano conforme a quei, che saranno trasmessi al Console Imperiale di Residenza in Tripoli, non le verrà fatto alcun danno, nè cagionato alcun ritardo, talchè potrà immediatamente proseguire il suo viaggio, e le sarà somministrato quel soccorso, che potrà aver di bisogno.

1749 Per riconoscere il Passaporto, sarà spedita una Lancia con due persone, ed i necessarj Remiganti, ed a riserva di queste due persone, non sarà lecito ad altri di montare sopra il Bastimento, se non col consenso del Capitano. E parimente i Padroni de' Bastimenti Tripolini prendendo il Certificato del Console Imperiale in Tripoli in conformità della formula già concertata; potranno continuare il loro viaggio senza timore che seguino cose contrarie alla reciproca amicizia.

A Stranieri non verranno concessi Passaporti.

ART. V.

Esclaves. Sarà proibito alle Navi nemiche delle Maestà Imperiali, che condurranno ne' Porti di Tripoli Schiavi, che sian Sudditi Imperiali, di esporli a Terra, e se gli sbarcheranno, saranno messi in libertà.

ART. VI.

Passagers. Si Sudditi Imperiali, che saranno stati imbarcati sopra Bastimenti di Bandiera straniera, e parimente i Tripolini, che si ritroveranno sopra Bastimenti stranieri, purchè tanto gl' uni, che gl' altri sian Passeggieri, quantunque sia seguito combattimento, non verranno fatti Schiavi, e i loro effetti saranno resi.

ART. VII.

Neutralité. Non si presterà alcun soccorso, ed ajuto a Bastimenti de' Nemici delle *LL. Maestà Imperiali*, e parimente sarà proibito a instigazione loro in tutti i Porti della Giurisdizione della Reggenza di Tripoli, che si armino Bastimenti per offendere i Sudditi Imperiali, come anche i Nemici della Reggenza di Tripoli non potranno armar Bastimenti ne' Porti Imperiali per agire contro i Tripolini.

ART. VIII.

Consul. Resterà presso la Reggenza di Tripoli un Console Imperiale per trattare gl' affari, e dare i Certificati, il quale decidera le liti, che verteranno tra' Sudditi Imperiali, ed avrà, a forma, che praticasi alla *Fulgida Porta* il posto, e la precedenza sopra tutti gl' altri Consoli, e goderà l'immunità e cortesie costumate.

ART. IX.

Juris-diction. Qualunque controversia, e lite, che sarà per succedere tra gl' Imperiali, e i Mussulmani, sarà giudicata dal Bascià, e Bey di Tripoli, senza che altri possa ingerirsi; e se ciò accaderà in altra Provincia, o Distretto della dependenza, il Giudice di quella ne deciderà.

ART.

ART. X. 1749

Se un Suddito Imperiale percuoterà, o ferirà un Muſſulmano, e ſarà preſo, il Conſole lo proteggerà; e ſecondo che coſterà eſſer colpevole e reo, verrà meritevolmente gaſtigato in preſenza del Conſole; ma ſe il delinquente fuggirà, non verrà il Conſole moleſtato, per farlo comparire al Tribunale. *Crimes contre des Musulmans.*

ART. XI.

Succedendo che una delle Parti commetta azione contraria alla Pace, la Parte leſa porterà le ſue doglianze al Giudice, ed avanti che il fatto ſia comprovato con veridiche e chiare prove, non prenderaſſi la debita vendetta, ed il Trattato di Pace rimarrà inalterabile. *Contreventions.*

ART. XII.

Nel caſo, che due Baſtimenti di dependenza delle Parti contraenti incontrandoſi in Mare, ſi cagionaſſero danno, o altro incomodo, l'Aggreſſore verrà ſeveramente punito, la roba depredda ſarà reſa, e l'Armatore tenuto a renderne conto. *Rencontre de navires.*

ART. XIII.

Succedendo rottura del preſente Trattato, ſi concederà tre meſi di tempo al Conſole Imperiale, ed a quei di ſua dependenza per ritornarſene liberamente al Paeſe, ſenza che venga loro fatta alcuna ingiuria. *Cas de rupture.*

ART. XIV.

Incontrandoſi Baſtimento Corſale Tripolino con Baſtimento Mercantile Imperiale, queſto ſpedirà la ſua Lancia, con lo Scrivano, e due perſone, che produranno il paſſaporto, quale veduto, proſeguirà il ſuo Viaggio. *Paſſeporte.*

I Governatori, e Comandanti de' Porti, Spiagge, ed Iſole delle *LL. Maeſtà Imp.* non concederanno agli Stranieri Paſſaporti, e Bandiere Imperiali; e facendolo, ſaranno ſeveramente puniti.

In eſecuzione de' medeſimi Comandamenti il Conſiglio di Reggenza ordina che ſia pubblicato il ſuddetto Trattato, e comanda a tutti li Governatori de' Porti, e Caſtellani delle Torri, e Forti delle Coſte del Gran-Ducato, come ancora a tutti gl' Iusdicenti, Comandanti, Uſiziali, e Miniſtri di Guerra, e di Giuſtizia d'invigilare alla più e ſatta oſſervanza del medeſimo &c.

Dat. nel Conſiglio di Reggenza li 4 Giugno 1750. St. Com.

IL CONTE DI RICHECOURT.

ROBERTO PANDOLFINI.

58.

1749 *Resolution des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas de donner le titre de très fidéle au Roi de Portugal en date du 27 Juin 1749.*

27 Juin.

(*Groot Placaat Boek* Tom. VII. p. 48.)

Resolutie van de Staaten Generaal, waar by op verzoek van den Koning van Portugal is goedgevonden, om aan Denzelven den Titul van Très Fidelle te geven. Den 27. Juny 1749.

Ontfangen een Missive van den Heere Hop, Haar Hoog Mog. extraordinaire Envoyé aan het Hof van syne Majesteit den Koning van Groot Brittannien, geschreeven te Londen den 24. deezer loopende maand, geaddresseert aan den Griffier Fagel, houdende advertentie van het geene den Heere d'Andrada, Envoyé extraordinaire van den Koning van Portugal, aan Hem in eene vizite gezegt hadde, omtrent de ordre van den Koning zyn Meester, om hem Heere Hop te informeeren, dat van den Titul van Très Fidelle, die Hem geattribuurt wierd, wel gebruik wilde maaken voor Hem en Deselfs Successeurs; en dat gemelden Heere d'Andrada Hem Heere Hop van weegens den Koning zyn Meester verzocht hadde, dewyle geen Minister in den Hage hadde, daar van rapport aan Haar Hoog Mog. te willen doen, in die vaste verzeekering, dat gewilliglyk zouden willen concurreeren, om deezen Titul in gebruik te brengen. Dat Hy Heere Hop daar op aan gemelden Heere Envoyé gevraagt hadde, of daar van te Londen meede kennis had gegeeven, en wat antwoord daar op ontfangen hadde; waar op aan Hem geantwoord had, dat het antwoord, dat men Hem gegeeven had, in zeer obligeante en gratieuse termen had bestaan, in substantie hier op uitkoomende, dat men die Mogentheid, welke diergelyke Tituls confereerde, aldaar niet erkende, doch dat men des niet teegenstaande uit consideratie en uit complaisance voor zyne Portugeesche Majesteit indien genee-

geneegentheid hadde zich met die Titul te vereieren, 1749
zich in het vervolg met het verzoek van zyne Majeſteit zoude confirmeeren; en dat Hy Heere Hop ſeedert occaſie gehad hebbende met den Hertog van Bedfort, Secretairs van Staat, hier over te ſpreeken, Denzelven Hem gezegt had, dat het zelve conform was aan het geene gemelden Hertog aan meergemelden Heere Envoye van Portugal op ordre van den Koning had gezegt.

Waar op gedelibereert zynde, is goedgevonden en verſtaan, dat aan gemelden Heere Hop zal worden gereſcribeert, dat Hy aan den Heere d'Andrada te kennen zal geeven, dat Haar Hoog Mog. uit conſideratie en complaiſance voor zyne Portugeeſche Majeſteit, niet ongeneegen zyn, zich in het vervolg met het verzoek van zyne Majeſteit te zullen conformeeren, zoo en in dier voegen als zulks aan Hem Heere d'Andrada uit de naam en van weegens zyne Majeſteit van Groot Brittannien is toegezegt.

En is voorts goedgevonden en verſtaan, dat hier van ter Griffie van Haar Hoog Mog. op het Titulboek aanteekeninge zal worden gedaan.

59.

Convention entre Sa Majeſté Très-Chrétienne et Sa Majeſté le Roi de Danemarc, qui proroge l'exécution du traité de 1742 du 30 Septembre 1749. 30 Sept.

(Valin *traité des priſes* p. 177. et ſe trouve dans *Code des priſes* T. I. p. 470. et dans Berrysr. *Darſtellung der Rechte der Neutralität* trad. allem. p. 100.) b

Sa Majeſté Très-Chrétienne et Sa Majeſté le Roi de Danemarc voulant reſſerrer de plus en plus les noeuds de leur union mutuelle et en faire ſentir les effets à leur ſujets trafiquans et commerçans dans leurs Etats, ſont convenus expreſſément par la préſente déclaration reſpective.

1749 Que Sa Majeſté Très-Chrétienne, d'une part, ſans avoir égard aux traités de commerce faits précédemment avec quelques Etats, autres que le Danemarc, leſquels traités ne ſubſiſtans plus, elle ſe propoſe de ne pas renouveller, promet et s'engage de faire jouir les ſujets du Roi de Danemarc dès-à-préſent et pendant le cours du nouveau traité de commerce à faire dans toute l'étendue de ſes Etats, tant pour leurs perſonnes que pour leur pêche et pour tout autre genre de commerce, de denrées de marchandiſes, qui du nord peuvent être apportées en France, des mêmes droits, immunités, privileges et avantages qu'Elle pourroit accorder dans la ſuite aux Suédois, Hollandois et Villes Anſéatiques de toute autre nation, en ſorte que ces nations n'obtiendront à l'avenir, par aucun nouveau traité, aucune préférence dans l'étendue de ſesdits Etats ſur les ſujets du Roi de Danemarc pour le commerce, qui eſt propre aux uns et aux autres, déclarant Sa Majeſté Très-Chrétienne que ſon intention eſt d'établir à cet égard par les traités qu'Elle fera à l'avenir une parfaite égalité entr'eux.

De l'autre part, Sa Majeſté le Roi de Danemarc déclare reſpectivement, qu'Elle promet et s'engage de faire en même temps jouir les ſujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne trafiquans et commerçans dans toute l'étendue de ſes Etats, tant pour leurs perſonnes que pour tous les genres de commerce qui leur ſont propres, des mêmes droits, immunités, privileges et avantages qu'elle accorde actuellement et qu'elle accordera dans la ſuite aux Anglois, Suédois et Hollandois et à toute autre nation; en ſorte que les dites nations n'auront à l'avenir aucune préférence dans l'etendue de ſesdits Etats ſur les ſujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne pour le commerce qui eſt propre aux uns et aux autres; leurs dites Majeſtés déclarant en outre que dès qu'il aura été fait un nouveau traité entre la France et quelqu'une des ſusdites nations, il ſervira de baſe à celui qui eſt à faire entre Sa Majeſté Très-Chrétienne et Sa Majeſté le Roi de Danemarc en conſéquence du préſent acte, pour la confection duquel il ſera alors procédé ſans perdre de temps, et qu'en attendant le traité de commerce de 1742, reſtera dans toute ſa force et continuera d'être exécuté dans tous ſes articles.

Le

Le but de cette déclaration mutuelle étant l'accroissement du commerce et de la navigation des sujets respectifs, lequel ne pourroit pas s'obtenir, sans qu'ils fussent encouragés à prendre une confiance entière dans la durée et la solidité des mesures qu'il leur convenoit de prendre entr'eux pour leurs intérêts mutuels, Sa Majesté Très-Chrétienne pour établir cette confiance, s'engage et promet en outre de maintenir les règles établies par les traités de commerce, qui subsistent entre elle et diverses autres Puissances pour la sûreté de ses ports et celle de la navigation et du commerce de vaisseaux neutres contre tous ceux qui voudroient les enfreindre. 1749

En foi de quoi nous soussignés Ministres de Sa Majesté Très-Chrétienne et de Sa Majesté le Roi de Danemarc, autorisés à cet effet, avons signé la présente déclaration, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Versailles le trente du mois de Septembre 1749.

(L. S.) PUYZIEULX.

60.

1750 Tratado de limites das conquiſtas entre os 3 Jan. mui Altos e Poderoſos ſignores D. Joaõ V. Rey de Portugal, e D. Fernando VI. Rey de Eſpanha pelo qual abolida a demarcaçaõ da Linha Meridiana, ajuſtada no Tratado de Tordeſillas de 7 de Junho de 1494 ſe determina individualmente la raya dos dominios de huma e outra Corôa na America meridional, aſſignado en Madrid a 13 de Janeiro de 1750.

(Imprimé ſéparement en Portugais et en Eſpagnol. à Lisbonne 1750. 4.)

Don Fernando por la Gracia de Dios Rey de Caſtilla de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canarias, de las Indias Orientales y Occidentales, y tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Barbante, y de Milan, Conde de Abſpurg, de Flandes, del Tirol, y Barcelona, Señor de Vizcaya, y de Molina &c. Por quanto haviendo ſe ajuſtado y firmado en Madrid en trece de Enero del preſente anno de mil ſetecientos y cincuenta por Don Joſeph de Carvajal y Lancaſter, y Don Thomaz de la Sylva Telles, en virtud de los Poderes, que a eſte fin ſe dieron por mi, y por el Sereniſſimo Rey de Portugal, mi muy charo, y muy amado Hermano e Suegro, un Tratado de Limites y Terrritorios en la America; cuyo tenor es como ſe ſigue.

En

60.

Tractat der Grenzen der Eroberungen zwischen den Allerdurchlauchtigſten und Groß- 1750
mächtigſten Herren, Don Juan V. Könige 13 Jan.
von Portugal, und Don Fernando VI. Könige von Spanien, durch welchen die in dem Tractat von Tordeſillas, den 7. Junius 1494 beſtimmte Abtheilung der Mittagslinie aufgehoben, und die Grenzlinie der Herrſchaften beider Kronen in dem ſüdlichen America genau beſtimmt wird. Unterzeichnet Madrid den 13. Januar 1750.

(*Neue Nachrichten von den Miſſionen der Jeſuiten in Paraguay.* Hamburg 1768. 8. app. p. 57.)

*Don Fernando, König von Caſtilien, von Leon *), von Arragonien, von beiden Sicilien, von Jeruſalem, von Navarra, von Granada, von Toledo, von Valencia, von Gallicien, von Majorka, von Sevilla, von Sardinien, von Cordua, von Corſica, von Murcia, von Jaen, von den Algarbien, von Algeziras, von Gibraltar, von den Canariſchen Inſeln, von Oſt- und Weſtindien und dem feſten Lande des Oceans, Erzherzog von Oeſtereich, Herzog von Burgund, von Braband, und von Mayland, Graf von Habsburg, von Flandern, von Tyrol und Barcellona, Herr von Biscaya und von Molina u. ſ. f: Nachdem zu Madrit am 13. Januar des jetzigen Jahres 1750, durch D. Joſeph de Carvajal und Lancaſter und D. Thomas de la Sylva Telles in Kraft der Vollmachten, welche ihnen zu dem Ende von mir und von dem Durchlauchtigſten Könige von Portugal meinen viel geliebten Bruder und Schwiegervater ertheilet worden, ein Tractat wegen der Grenzen und Beſitzungen in America geſchloſſen und unterzeichnet worden, des Inhalts wie folget:*

*) Ces titres, ainſi que la ratification manquent dans la traduction allemande.

1750 *En El Nombre de la SS. Trinidad.*

Los Sereníssimos Reyes de España, y Portugal, deseando efficazmente consolidar, y afianzar la sincera y cordial amistad, que entre si professan, han considerado que el medio más conducente para conseguir tan saludable intento, es quitar todos los pretextos, y allanar los embaraços; que pueden en adelante alterar la; y particularmente los que se pueden ofrecer con motivo de los Limites de las dos Coronas en America, cuyas Conquistas se han adelantado y mantenido con incertidumbre y duda, por no haverse averiguado hasta aora los verdaderos Limites de aquellos Dominios, ò el parage donde se ha de imaginar la Linea divisoria, que havia de ser el principio inalterable de la demarcacion de cada Corona. Y considerando las dificultades inaccessibles, que se ofrecerán si se huviesse de señalar esta Linea con el conocimiento practico que se requiere; han resuelto examinar las razones y dudas, que se ofreben por ambas partes, y en vista de ellas concluir un ajuste con reciproca satisfacion y conveniencia.

Por parte de la Corona de España se alegaba, que haviendose de imaginar la Linea Norte Sur a trecientas y setenta leguas al Poniente de las Islas de Cabo-Verde, segun el Tratado concluido en Tordesillas a 7 de Junio de 1494, todo el terreno, que huviesse en las trecientas y setenta leguas, desde las referidas Islas hasta el parage, donde se havia de señalar la Linea, pertenece a la de Portugal, y nada mas por esta parte; porque desde ella al Occidente se han de contar los ciento y ochenta grados de la demarcacion de España; y aunque es assi, que por no estar declarado desde qual de las Islas de Cabo-Verde se han de empezar a contar las trecientas y setenta leguas, se ofrece la duda, y ay interes notable, con motivo de estar todas ellas situadas Leste Oeste, con la diferencia de quatro grados y medio; tambien lo es que aun cediendo España, y consintiendo en que se empece la quenta desde las mas Occidental (que llaman de San Antonio) apenas podran llegar las trecientas y setenta leguas a la Ciudad de Pará, y demás Colonias, ò Capitanias Portuguezas, fundadas antigamente en las Costas del Brazil; y como la Corona de Portugal tiene ocupadas las dos riveras del

Rio

Im Nahmen der allerheiligsten Dreyfaltigkeit. 1750

Die allerdurchlauchtigsten Könige von Spanien und Portugal, aus Verlangen, die aufrichtige und herzliche Freundschaft, die sie zu einander tragen, kräftig zu befestigen und zu knüpfen, haben erwogen, dass das bequemste Mittel, eine so heilsame Absicht zu erreichen, ist, allen Vorwand aus dem Wege zu räumen, und die Hindernisse wegzuschaffen, welche in Zukunft selbige stöhren können, und besonders diejenigen, welche sich über die Grenzen beider Kronen in America ereignen mögten, deren Eroberungen sich ausgebreitet, und in Ungewissheit und Zweifel erhalten haben, weil man bis jetzt die wahren Grenzen dieser Herrschaften nicht bestimmt hat, oder die Gegend, wo man sich die Theilungslinie vorstellen soll, welche die unwandelbare Regel der Grenze jeder Krone seyn sollte, und in Erwegung der unüberwindlichen Schwierigkeiten, die sich ereignen würden, wenn diese Linie mit erforderlicher practischen Kenntnis bezeichnet werden sollte; haben sie beschlossen, die Gründe und Zweifel zu untersuchen, welche sich auf beiden Seiten finden, und nach deren Bewandnis zu beiderseitiger Zufriedenheit und Vortheil einen Vergleich zu schliesen.

Von Seiten der Krone Spanien wurde angeführet, dass, da man sich die Mittagslinie 370 Meilen nach Abend zu, von den Inseln des grünen Vorgebürges an, nach dem zu Tordesillas den 7. Junius 1794 geschlossenen Tractat, vorzustellen habe, alles Land, welches in den 370 Meilen von benannten Inseln an, bis an die Gegend, wo die Linie bezeichnet werden sollte, Portugal zugehöre, und nichts mehr in diesem Welttheile. Denn von ihr an nach Westen sind die 180 Grade der spanischen Grenze zu rechnen. Allein, weil nicht bestimmt ist, von welchem Orte der Inseln des grünen Vorgebürges man anfangen soll, die 370 Meilen zu rechnen, so ereignet sich der Zweifel und der Punct eines beträchtlichen Vortheils, da alle diese Inseln von Osten nach Westen eine Strecke von fünftehalb Graden ausmachen; ferner, wenn auch Spanien abtritt und bewilliget, dass die Rechnung sich von der meist westlichen Insel St. Antonio genannt, anhebe, so werden die 370 Meilen kaum an die Stadt Pará und die andern portugiesischen Colonien oder Hauptmannschaften reichen, welche in alten Zeiten auf der Küste Brasiliens gegründet

1750 *Rio Marañon, ò de las Amazonas, aguas arriva, hasta la boca del Rio Jabari, que entra en èl por la margen austral, resulta claramente haverse introducido en la demarcacion de España todo lo que dista la referida Ciudad de la boca de aquel rio, sucediendo lo mismo por lo interior del Brazil, con la internacion que ha hecho esta Corona hasta Cuyabà, y Mato-Grosso.*

Por lo que mira à la Colonia del Sacramento, alegaba, que, segun los Mapas mas exactos, no llega con mucho à la boca del rio de la Plata el parage, donde se deberia imaginar la Linea; y por consiguiente la referida Colonia con todo su Territorio cae al Poniente de ella, y en la demarcacion de España: sin que obste el nuevo derecho, con que la retiene la Corona de Portugal, en virtud del Tratado de Utrecht, respecto de haver-se capitulado la restitucion por un equivalente. Y aunque la Corte de España le ofreciò dentro del termino señalado en el Articulo VII. no le admitiò la de Portugal; por cuyo hecho quedò prorrogado el termino, siendo como fuè, proporcionado el equivalente; y el no haverle admittido, fuè mas por culpa de Portugal, que de España.

Por parte de la Corona de Portugal se alegaba, que haviendo-se de contar los ciento y ochenta grados de su demarcacion, desde la Linea al Oriente, quedando para España los otros ciento y ochenta grados al Occidente; y debiendo cada una de las Naciones hacer sus descubrimientos, y Colonias, en los ciento y ochenta grados de su demarcacion, con todo esso se halla, segun las observaciones mas exactas, y modernas de Astronomos, y Geographos, que empeçando à contar los grados al Occidente de dicha Linea, se estiende el Dominio Español en la extremidad Asiatica del mar del Sur, muchos mas grados, que los ciento y ochenta de su demarcacion; y por el consiguiente tiene ocupado mucho mayor espacio, que lo que puede importar qualquiera exceso, que se atribuia a los Portuguezes, por lo que talvez havran ocupado en la America Meridional al Occidente de la misma Linea, y principio de la demarcacion Española.

Tambien se alegaba, que por la Escritura de venta con pacto de retrovendendo, otorgada por los Procuradores de las dos Coronas en Zaragoça a 22de Abril de

1529,

gründet worden sind: und da die Krone Portugal beide Ufer des Marannon oder Amazonenflusses in Belitz genommen hat, bis an die Mündung des Yavariflusses hinauf, welcher sich von der Südseite in jenen ergiesst; so erhellet deutlich, dass die ganze Strecke Landes, von erwähnter Stadt bis an die Mündung dieses Flusses, sich innerhalb der Grenzen Spaniens befinde; eine gleiche Bewandnis hat es mit dem Innern Brasiliens in Ansehung der geschehenen Vorrückung dieser Krone bis Cuyaba und Matagrosso. 1750

Was die Colonie del Sacramento anbetrifft, so führte sie an, dass nach den richtigsten Charten, die Gegend, wo man sich die Linie einzubilden habe, lange nicht an die Mündung des Rio de la Plata reiche: und folglich fällt besagte Colonie mit ihrem ganzen Gebiete auf die Westseite der Linie und in die spanische Grenze; welchem das neue Recht nicht im Wege steht, vermöge welches sie die Krone Portugal, Kraft des Tractats von Utrecht, behält, sintemal die Zurückgabe gegen ein Equivalent bedungen worden, und wiewohl der spanische Hof es in der, in dem Art. VII. anberahmten Zeit anbot, so wollte es doch der portugiesische Hof nicht annehmen: durch diesen Vorfall wurde also die Zeit verlängert, und bey dem verhältnismässigen Equivalent, wie es war, blieb es mehr die Schuld Portugals als Spaniens, dass es nicht angenommen wurde.

Von Seiten der Krone Portugal wurde angeführet, dass, da die 180 Grade seiner Grenze von der Linie nach Morgen zu zu rechnen wären, für Spanien die andern 180 Grade nach Abend blieben, und da jede Nation ihre Entdeckungen und Colonien innerhalb der 180 Grade ihrer bezeichneten Grenze machen könnte, sich bey alle dem nach den genauesten und neuesten Beobachtungen der Sternseher und Erdbeschreiber fände, dass, wenn man die Grade nach Abend von besagter Linie zu zählen anfängt, die spanische Herrschaft sich an die asiatische Küste des Südmeers erstreckt, viel Grade weiter als die 180 Grade ihrer Grenze, und daher habe Portugal auch in dem südlichen America dieser Linie nach Abend und in der sich anhebenden spanischen Grenze Fuss gefasst.

Gleichfalls wurde angeführet, dass, nach Inhalt der Schrift des Verkaufs mit Bedingung wieder zu verkaufen, welche von den Bevollmächtigten beider Kronen

zu

1750 *1529, vendiò la Corona de Eſpaña à la de Portugal todo lo que por qualquiera via, ò derecho le pertenecieſſe al Occidente de otra Linea Meridiana, imaginada por las Islas de las Velas, ſituadas en mar del Sur a dezisiete grados de diſtancia del Maluco; con declaracion, que ſi Eſpaña conſintieſſe, y no impidieſſe a ſus Vaſſallos la Navigacion de dicha Linea al Occidente, quedaria luego extinguido, y reſuelto el pacto de retrovendendo; y que quando algunos Vaſſallos de Eſpaña, por ignorancia ò por neceſſidad entraſſen dentro de ella, y deſcubrieſſen algunas Islas y tierras, pertenecerian a Portugal lo que en eſta forma deſcubrieſſen. Que ſin embargo de eſta convencion, fueron los Eſpañoles deſpues a deſcubrir las Philipinas, y con efecto ſe eſtablecieron en ellas poco antes de la union de las dos Coronas, que ſe hizo el anno 1580, a cuya cauſa ceſſaron las diſputas, que eſta infraccion ſuſcitò entre las dos Naciones; pero haviendo-ſe deſpues dividido, reſultò de las condiciones de la Eſcritura de Zaragoça un nuevo titulo, para que Portugal pretendieſſe la reſtitucion, ò el equivalente de todo lo que ocuparon los Eſpañoles al Occidente de dicha Linea, contra lo capitulado en la referida Eſcritura.*

En quanto al Territorio de la margen Septentrional del rio de la Plata, alegaba, que con motivo de la fundacion de la Colonia del Sacramento, ſe moviò una diſputa entre las dos Coronas ſobre Limites, eſto es, ſi las tierras, en que ſe fundò aquella Plaça, eſtaban al Oriente ò al Occidente de la Linea diviſoria, determinada en Tordeſillas; y mientras ſe decidia la queſtion, ſe concluiò proviſionalmente un Tratado em Lisboa a 7 de Mayo de 1681, en el qual ſe concordá, que la referida Plaça quedaſſe en poder de los Portuguezes, y que en las tierras diſputadas tubieſſen el uſo y aprovechamiento comun con los Eſpañoles. Que por el Articulo VI. de la Paz, celebrada en Utrecht, entre las dos Coronas a 6 de Febrero de 1715, cediò S. M. C. todo la accion y derecho, que podia tener al Territorio y Colonia, dando por abolido en virtud de eſta ceſſion el dicho Tratado Proviſional. Que debiendo en fuerça de la misma ceſſion entregar-ſe a la Corona de Portugal todo

el

zu Zaragoza den 22. April 1529. berichtiget wurde, die 1750
Krone Spanien an die Krone Portugal alles verkaufte, was ihr, es sey auf welche Weise oder mit welchem Rechte es wolle, auf der Westseite einer andern durch die Inseln de las Velas eingebildeten Mittagslinie zugehöre, welche Inseln in dem Südmeer, 17 Grade von Maluco entfernet liegen; mit der Erklärung, dass, wenn Spanien seinen Unterthanen die Schifffahrt auf der Westseite dieser Linie bewilligen und nicht hindern würde, so sollte der Pact des Wiederverkaufs sogleich erloschen und aufgehoben seyn; und dass, wenn einige Unterthanen Spaniens aus Unwissenheit, oder aus Noth gedrungen über diese Linie kämen, und einige Inseln und Länder entdeckten, es Portugal zugehören sollte, was sie auf diese Weise entdeckt hätten: dass aber dieses Vertrages ohngeachtet die Spanier hernach zu Entdeckung der Philippinischen Inseln ausgelaufen wären und sich würklich auf denselben festgesetzet hätten, kurz vor der Vereinigung beider Kronen, welche im Jahr 1580 geschah; weswegen die Streitigkeiten aufhörten, welche diese Uebertretung zwischen beiden Nationen erregte; allein, da sie sich nachher wieder trennten, so entstand aus den Bedingungen der Schrift von Zaragoza ein neuer Anspruch, dass Portugal die Zurückgabe oder ein Equivalent alles dessen verlangen konnte, was die Spanier nach Abend besagter Linie in Besitz genommen hatten.

Was das Land am nördlichen Ufer des Rio de la Plata anbetrifft, so führte Portugal an, dass, bey Gelegenheit der Gründung der Colonie del Sacramento zwischen beiden Kronen, ein Streit über die Grenzen entstand, nämlich, ob der Distrikt, worauf dieser Platz angelegt wurde, der zu Tordesillas bestimmten Theilungslinie nach Morgen oder Abend sich befände; und indessen, bis diese Frage entschieden wäre, wurde 1681 zu Lisboa vorläufig ein Tractat geschlossen, worin man übereinkam, dass erwähnter Platz in den Händen der Portugiesen bleiben sollte, und dass sie in dem streitigen District den Gebrauch und die Nutzung mit den Spaniern gemein haben sollten: dass nach dem VI. Artikel des Utrechtischen Friedensschlusses zwischen beiden Kronen vom 6. Februar 1715. Se. Catholische Majestät alles Recht abtrat, welches sie an das Land und die Colonie haben konnte, und also, Kraft dieser Abtretung, den erwähnten vorläufigen Tractat aufgehoben erklärte;

da

1750 *el Territorio de la disputa, pretendiò el Governador de Buenos Ayres satisfacer unicamente con la entrega de la Plaça; diciendo, que por el Territorio solo entendia el que alcançasse el tiro de Cañon de vlla, reservando para la Corona de España todas las demas tierras de la question, en las quales se fundò despues la Plaça de Monte-Video, y otros establecimientos. Que esta inteligencia del Governador de Buenos Ayres, fuè manifestamente opuesta a lo que se havia ajustado; siendo evidente, que por medio de una cession no debia quedar la Corona de España de mejor condicion, que lo que antes estaba en lo mismo que cedia; y que haviendo quedado por el Tratado Provisional ambas Naciones, con la possession y assistencia comun en aquelas Campañas, no ay interpretacion mas violenta, que suponer, que por medio de la cession de S. M. C. pertenecian privativamente à su Corona.*

Que tocando aquel Territorio a Portugal por titulo diverso de la Linea divisoria, determinada en Tordesillas (esto es, por la transaccion hecha en el Tratado de Utrecht, em que S. M. C. cedió el derecho, que le competia por la demarcacion antigua), debiò aquel Territorio independiente de las questiones de la Linea, cederse enteramente a Portugal con todo lo que en el se huviesse nuevamente fabricado, como hecho en suelo ageno. Finalmente, que suponiendo-se que por el Articulo VII. del dicho Tratado de Utrecht se reservò S. M. C. la libertad de proponer un equivalente à satisfacion de S. M. F. por el dicho Territorio, y Colonia; con todo esso, como ha muchos annos, que se passò el plazo señalado para ofrecerle, ha cessado todo pretexto, y motivo, aun aparente, para dilatar la entrega del mismo Territorio.

Vistas, y examinadas estas razones por los dos Serenissimos Monarchas, con las replicas, que se han hecho de una y otra parte, procediendo con aquella buena fee y sinceridad, que es propria de Principes tan justos, tan amigos, y parientes, deseando mantener a sus Vassallos en paz y sossiego, y reconociendo las dificultades y dudas, que en todo tiempo haran embaraçosa

da also, vermöge besagter Abtretung, der Krone Portugal der ganze streitige Distrikt eingeräumet werden sollte, behauptete der Gouverneur von Buenos-Ayres, dass allein die Ueberlieferung des Platzes genug sey, unter dem Vorgeben, dass unter dem Distrikt verstanden würde, was in der Weite eines Canonenschusses von dem Platze läge, und behielte für die Krone Spanien alle übrigen streitigen Ländereyen, auf welchen hernach der Platz Monte-Video und andere Oerter angeleget wurden, dass dieses Verfahren des Gouverneurs von Buenos-Ayres demjenigen, worüber man sich verglichen hatte, offenbar zuwider liefe, da es am Tage liege, dass die Krone Spanien durch die Abtretung nicht in dem Lande gewinnen könne, welches sie abtrete; und da nach dem vorläufigen Tractat beide Nationen in dem gemeinschaftlichen Besitz und Nutzung in diesen Ländereyen geblieben wären, so könne keine Auslegung gewaltsamer seyn, als wenn man zum Grunde legen wollte, mittelst der Abtretung Sr. Catholischen Majestät gehörten selbige ausschliefsungsweise ihrer Krone zu. 1750

Da dieses Land Portugal aus einem andern Rechte als der zu Tordesillas bestimmten Theilungslinie zukam (nämlich nach dem in dem Tractat von Utrecht gemachten Vergleiche, worin Se. Catholische Majestät das nach der alten Grenzbestimmung ihr zukommende Recht abtrat), so sollte dieses Land, ohne Hinsicht auf die streitige Linie ganz an Portugal abgetreten werden, mit allem was in selbigem neu angelegt wäre, welches als auf fremden Grund und Boden geschehen, betrachtet werden müsse. Endlich, wenn man annimmt, dass nach dem VII. Art. besagten Tractats von Utrecht, sich Se. Catholische Majestät die Freyheit vorbehielte, ein Sr. allergetreuesten Majestät gefälliges Equivalent gegen gedachtes Land und Colonie vorzuschlagen; so habe bey alle dem, da so viele Jahre verstrichen sind, ohne ein bestimmtes Equivalent anzubieten, aller auch scheinbare Vorwand und Ursache aufgehöret, die Uebergabe dieses Landes zu verzögern.

Da diese Gründe von beiden Durchlauchtigsten Monarchen erwogen und untersuchet worden sind, mit den Antworten, welche beide Theile vorgebracht haben, und da sie mit dem guten Glauben und der Aufrichtigkeit zu Werke gehen, welche so gerechten, so freundschaftlichen und verschwägerten Fürsten eigen ist, und da sie wünschen ihre Unterthanen in Ruhe und Frieden zu

1750 *cosa esta contienda, si se huviesse de juzgar por el medio de la demarcacion, acordada en Tordesillas; ya porque no se declarò desde qual de las Islas de Cabo-Verde se havia de empeçar la quenta de las trecientas y setenta leguas; ya por la difficultad de señalar en las Costas de la America Meridional los dos puntos al Sur, y al Norte, de donde havia de principiar la Linea; ya por la imposibilidad moral de establecer con certidumbre por en medio de la misma America una Linea Meridiana; y ya por otros muchos embaraços casi invencibles, que se ofrecerian para conservar sin controversia, ni exceſſo, una demarcacion regulada por Lineas Meridianas: y considerando al mismo tiempo, que los referidos embaraços talvez fueron en lo passado la ocasion principal de los exceſſos, que de una y de otra parte se alegan, y de los muchos desordenes, que perturbaron la quietud de sus Dominios; han resuelto poner termino a las disputas passadas y futuras, y olvidarse, y no usar de todas las acciones y derechos, que puedan pertenecerles en virtud de los referidos Tratados de Tordesillas, Lisboa, y Utrecht, y de la Escritura de Zaragoça, ò de otros qualesquiera fundamentos, que puedan influir en la division de sus Dominios por Linea Meridiana; y quierem que en adelante no se trate mas de ella, reduciendo los Limites de las dos Monarchias a los que se señalarán en el presente Tratado; siendo su animo que en el se atienda con cuidado a dos fines: El primero, y mas principal es, que se señalen los Limites de los dos Dominios, tomando por terminos los parages mas conocidos, para que en ningun tiempo se confundan, ni den occasion a disputas, como son el origen, y curso de los rios, y los montes mas notables: El segundo, que cada parte se ha de quedar con lo que actualmente possee; à excepcion de las mutuas cessiones, que se dirán en su lugar, las quales se executaran por conveniencia commun, y para que los Limites queden en lo possible menos sugetos a controversias.*

Para

erhalten, und die Schwierigkeiten und Zweifel einſehen, 1750
welche zu aller Zeit dieſe Streitigkeit verwickelt machen
werden, wenn nach der Regel der zu Tordeſillas be-
liebten Grenzſcheidung geurtheilet werden ſollte; theils
weil nicht erkläret wurde, von welchem Orte der Inſeln
des grünen Vorgebürges die Zählung der 370 Meilen an-
heben ſollte; theils der Schwierigkeit wegen auf der
Küſte des ſüdlichen America, die beiden Puncte in Nor-
den und Süden zu beſtimmen, wo die Linie anfangen
ſollte; theils wegen der moraliſchen Unmöglichkeit,
mit Gewiſsheit mitten durch dieſs America eine Mittags-
linie zu ziehen; und theils vieler andern, faſt unüber-
windlichen Hinderniſſe wegen, welche ſich ereignen
würden, um eine nach Mittagslinien beſtimmte Grenz-
ſcheidung, ohne Streit und Uebertretung beyzubehal-
ten; und da ſie zu gleicher Zeit erwägen, daſs dieſe
berührte Hinderniſſe auch wohl in vorigen Zeiten die
vornehmſte Veranlaſſung der Uebertretungen geweſen
ſind, welche von beiden Theilen angeführet werden,
und der vielen Unordnungen, welche die Ruhe ihrer
Herrſchaften ſtöhreten: ſo haben ſie beſchloſſen, den
vorigen und künftigen Streitigkeiten ein Ende zu machen,
und alle Anſprüche und Rechte zu vergeſſen und nicht
zu gebrauchen, welche ihnen Kraft der angezogenen
Tractaten von Tordeſillas, Lisboa und Utrecht und der
Schrift von Zaragoza zukommen mögen, oder aus ſon-
ſtigen andern Gründen, welche in die Theilung ihrer
Herrſchaften nach einer Mittagslinie Einfluſs haben
können, und wollen, daſs in Zukunft nicht weiter von
ihr die Rede ſey, indem die Grenzen beider Monarchien
darauf beruhen ſollen, wie ſie in gegenwärtigem Tractat
bezeichnet werden, und ihr Wille iſt, daſs hiebey ſorg-
fältig auf zwey Zwecke geſehen werde: der erſte und
vornehmſte iſt, daſs die Grenzen der beiden Herrſchaf-
ten alſo bezeichnet werden, daſs man die am meiſten
bekannten Gegenden zu Merkmahlen nimmt, damit ſie
niemals verwechſelt werden, oder zu Streitigkeiten Ge-
legenheit geben mögen; als da ſind, der Urſprung und
Lauf der Flüſſe, und die merkwürdigſten Berge: der
zweyte iſt, daſs jedweder Theil behalten ſoll, was er
gegenwärtig beſitzet, die gegenſeitigen Abtretungen
ausgenommen, wie an ſeinem Orte geſagt werden wird,
welche zum gemeinſchaftlichen Vortheile vollzogen
werden ſollen, und damit die Grenzen ſo weit möglich,
Streitigkeiten weniger unterworfen bleiben mögen.

1750 *Para concluir, y señalar los Limites, han dado los dos Sereníssimos Reyes a sus Ministros, de una y otra parte, los plenos poderes necessarios, que se insertaran al fin de este Tratado: a saver; Su Magestad Catholica a Su Excelencia el Señor D. Joseph de Carvajal y Lancaster, su Gentil-hombre de Camara con exercicio, Ministro de Estado, y Decano de este Consejo, Governador del Supremo de las Indias, Presidente de la Junta de Comercio y Moneda, y Superintendente General de las Postas y Correos de dentro y fuera de España; y Su Magestad fidelissima a Su Excelencia el Señor D. Thomaz de la Sylva y Telles, Visconde de Villa-Nuova de Cerveira, del Consejo de S. M. F. y de el de Guerra, Maestre de Campo General de sus Exercitos, y su Embaxador extraordinario en la Corte de Madrid: los quales despues de haver conferida, y tratado la materia con la debida circunspeccion y examen, bien instruidos de la intencion de los dos Sereníssimos Reyes sus Amos, y siguiendo sus ordenes, se han conformado en el contenido de los Articulos seguientes:*

ART. I.

El presente Tratado será el unico fundamento, y regla, que en adelante se deberá seguir para la division, y Limites de los Dominios en toda la America, y en Asia; y en su virtud quedarán abolido qualquiera derecho, y accion, que puedan alegar las dos Coronas, con motivo de la Bulla del Papa Alexandro VI. de feliz memoria, y de los Tratados de Tordesillas, de Lisboa, y Utrecht, de la Escritura de venta, otorgada en Zaragoça, y de otros qualesquiera Tratados, convenciones, y promessas; que todo ello, en quanto trata de la Linea de demarcacion, será de ningun valor, y efecto, como si no huviera sido determinado, quedando en todo lo demas en su fuerça, y vigor; y en lo futuro no se tratará mas de la citada Linea, ni se podrá usar de este medio para la decision de qualquiera difficultad, que ocurra sobre Limites, si no unicamente de la Frontera, que se prescrive en los presentes Articulos, como regla invariable, y mucho menos sugeta a controversias.

ART.

Zur Beſchlieſsung und zur Bezeichnung der Grenzen haben die Durchlauchtigſten Könige ihren beiderſeitigen Miniſtern die nöthigen Vollmachten ertheilet, welche am Schluſs dieſes Tractats eingerücket werden ſollen: nämlich Ihre Catholiſche Majeſtät Se. Excellenz dem Herrn Don Joſeph von Carbajal und Lancaſter, ihrem würklichen Kammerherrn, Staatsminiſter und Dechanten des Staatsraths, Gouverneur des höchſten Raths von Indien, Präſidenten des Commerz- und Münzcollegiums, und General-Directeur der Poſten und Couriere in und auſserhalb Spanien; und Ihre Allergetreueſte Majeſtät Se. Excellenz dem Herrn Don Thomas von Silva und Telles Grafen (Visconde) von Villa Nueva de Cerveira, des Raths Sr. allergetreueſten Majeſtät, und des Kriegsraths, Feldzeugmeiſter, General ihrer Armeen und ihr auſserordentlicher Bothſchafter zu Madrid, welche, nachdem ſie die Sache mit gehöriger Vorſicht und Prüfung überleget und behandelt haben, in genugſamer Wiſſenſchaft der Abſicht der beiden Durchlauchtigſten Könige ihrer Herren, und in Befolgung ihrer Befehle, über den Inhalt folgender Artikel übereingekommen ſind. 1750

ART. I.

Der gegenwärtige Tractat ſoll in Zukunft der einzige Grund und Regel ſeyn, wornach man ſich bey der Abtheilung und den Grenzen der Herrſchaften in ganz America und Aſia richten ſoll, und Kraft deſſelben ſoll jedes ſonſtige Recht und Anſpruch aufgehoben ſeyn, welches beide Kronen anführen können, zufolge der Bulle des Pabſtes Alexander VI. hochſeligen Andenkens, und der Tractaten von Tordeſillas, von Lisboa und Utrecht, der Verkaufsſchrift von Zaragoza und aller ſonſtigen Tractate, Verträge und Verſprechungen: daſs alles dieſes, in ſo ferne es die Grenzlinie angeht, von keiner Gültigkeit und Würkſamkeit ſeyn ſoll, als wenn es nicht beſtimmt wäre, wobey doch alles übrige in ſeiner Kraft und Gültigkeit bleibt; und in Zukunft ſoll nicht mehr die Rede von angeführter Linie ſeyn, auch ſoll man ſich dieſes Mittels nicht bedienen können zur Entſcheidung der mindeſten Schwierigkeit, welche über die Grenzen entſtehen ſollte, ſondern allein von der Grenze, welche in den gegenwärtigen Artikeln vorgeſchrieben wird, als eine unveränderliche und Streitigkeiten viel weniger unterworfene Regel. *Anciens traités de limites annullés.*

1750

ART. II.

Las Islas Philipinas, y las adyacentes, que posse la Corona de España la pertenecerán para siempre, sin embargo de qualquiera pretension, que pueda alegarse por parte de la Corona de Portugal, con motivo de lo que se determinò en el dicho Tratado de Tordesillas; y sin embargo de las condiciones contenidas en la Escritura celebrada en Zaragoça a 22de Abril de 1529; y sin que la Corona de Portugal pueda repetir cosa alguna del precio, que pagò por la venta, celebrada en dicha Escritura; a cuyo efecto S. M. F. en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, hace la mas amplia, y formal renuncio de qualquiera derecho, y accion, que pueda tener, por los referidos principios, ò por qualquiera otro fundamento, a las referidas Islas, y a la restitucion de la cantidad, que se pagò en virtud de dicha Escritura.

ART. III.

En la misma fórma pertenecerà a la Corona de Portugal todo lo que tiene ocupado por el rio Marañon, ò de las Amazonas arriva, y el terreno de ambas riveras de este rio hasta los parages, que abaxo se diràn; como tambien todo lo que tiene ocupado en el distrito de Matto-Grosso, y desde este porage hazia la parte del Oriente, y Brasil, sin embargo de qualquiera pretension, que pueda alegarse por parte de la Corona de España, con motivo de lo que se determinò en el referido Tratado de Tordesillas; a cuyo efecto S. M. C. en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, se desiste, y renuncia formalmente de qualquiera derecho, y accion, que en virtud del dicho Tratado, ò por otro qualquiera titulo pueda tener a los referidos Territorios.

ART. IV.

Los Confines del Dominio de las dos Monarchias, principiaràn en la Barra, que forma en la Costa del Mar el Arroyo, que sale al pie del Monte de los Castillos grandes, desde cuya falda continuarà la Frontera, buscando en linea recta lo mas alto, ò cumbres de los Montes, cuyas vertientes baxan por una parte a la Costa, que corre al Norte de dicho Arroyo, ò a la Laguna Marin, ò del Mini; y por la otra a la Costa, que

ART. II.

Die Philippinischen und die daran grenzenden Inseln, welche die Krone Spanien besitzet, sollen ihr auf ewig zugehören, mit Aufhebung alles Anspruches, welcher von Seiten der Krone Portugal angezogen werden mag, in Hinsicht dessen, was in besagtem Tractate von Tordesillas bestimmt wurde, und ungeachtet der, in der Schrift von Zaragoza vom 22. April 1529 enthaltenen Bedingungen, und ohne dass die Krone Portugal das mindeste von dem Gelde, welches sie bey dem in dieser Schrift bestimmten Verkauf bezahlte, wiederfordern könne. Zu dem Ende thut Se. Allergetreueste Majestät in ihrem und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen die vollkommenste und förmlichste Verzicht auf alles Recht und Anspruch, welches sie nach angeführten Gründen, oder aus irgend einem andern Grunde an besagte Inseln und zu der Wiedererstattung der Summen, welche sie erwähnter Schrift zufolge bezahlete, haben konnte. 17..

Cession des Philippines à l'Espagne.

ART. III.

Auf gleiche Weise soll der Krone Portugal alles zugehören, was sie am Marannon oder Amazonenfluss hinauf besitzet, und das Land an beiden Ufern dieses Stroms bis an die Gegenden, welche unten genannt werden sollen, wie auch alles, was sie in dem District von Mata-Grosso besitzet, und von dieser Gegend nach Morgen und Brasilien, alles andern Anspruches ohngeachtet, welcher von Seiten der Krone Spanien angeführet werden mag, in Beziehung auf das, was in erwähntem Tractat von Tordesillas bestimmt worden; zu dem Ende begiebt sich Se. Catholische Majestät in ihrem und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen, und entsaget förmlich allem Rechte und Anspruche, welche sie Kraft besagten Tractats, oder aus irgend einem andern Grunde an angeführte Länder haben könnte.

Cessions au Portugal en Amerique.

ART. IV.

Die Grenzen der Herrschaften beider Monarchien sollen bey dem Busen anheben, den auf der Küste des Meers der Bach bildet, welcher vom Fuss des Berges de los Castillos Grandes herunter rollet, von dessen Fusse an die Grenze fortlaufen soll, so dass man in gerader Linie die grösste Höhe, oder die Gipfel der Berge suchet, deren Scheidungen auf einer Seite nach der Küste herunter gehen, welche nach Norden von besagtem Bache,

Nouvelle ligne de démarcation.

1750 *que corre desde dicho Arroyo al Sur, ò al rio de la Plata: De suerte que las Cumbres de los Montes sirvan de Raya del Dominio de las dos Coronas; y assi seguirà la Frontera hasta encontrar el origen principal, y cabeceras del rio Negro; y por en cima de ellas continuarà hasta el origen principal del rio Tbicuí, seguiendo aguas abaxo desde este rio, hasta donde desemboca en el Uruguay por su rivera Oriental; quedando de Portugal todas las vertientes, que baxan a la dicha Laguna, ò al Rio grande de San Pedro; y de España, las que baxan a los rios, que van a unir-se con el de la Plata.*

Art. V.

Subirà desde la boca del Tbicuí por las aguas del Uruguay, hasta encontrar la del rio Pepirí, ò Pequirí, que desagua en el Uruguay por su rivera Occidental; y continuarà aguas arriva del Pepirí, hasta su origen principal; desde el qual seguirà por lo mas alto del terreno hasta la cabecera principal del rio mas vecino, que desemboca en el grande de Curituba, que por otro nombre llaman Tguazú. Por las aguas de dicho rio mas vecino del origen del Pepirí, y despues por las del Tguazú, ò rio grande de Curituba, continurá la Raya hasta donde el mismo Tguazú desemboca en el Paranà por sua rivera Oriental; y desde esta boca seguirà aguas arriva del Paranà, hasta donde se le junta el rio Tgurey por su rivera Occidental.

Art. VI.

Desde la boca del Tgurey continuarà aguas arriva hasta encontrar su origen principal; y desde el buscará en linea recta por lo mas alto del terreno la cabecera principal del rio mas vecino, que desagua en el Paraguay por su rivera Oriental, que talvez serà el que llaman Corrientes, y baxarà con las aguas de este rio hasta su entrada en el Paraguay, desde cuya boca subirà por el Canal principal, que dexa el Paraguay en tiempo seco; y por sus aguas hasta encontrar los Pantanos, que fórma este rio, llamados la Laguna

de

oder nach dem See Marin oder del Mini läuft; und auf der andern Seite nach der Küste, welche von Norden von besagtem Bache an, nach Süden oder nach dem Rio de la Plata läuft; so dass die Gipfel der Berge zur Grenzscheidung der beiden Kronen dienen, und so soll die Grenzlinie weiter gehen, bis sie auf den Hauptursprung und die Hauptquellen des Negroflusses stösst, und über selbige soll sie bis an die Hauptquelle des Ybicuiflusses fortgehen, längs diesem Flusse hinunter bis dahin, wo er sich in den Uruguay am östlichen Ufer desselben ergiesst; dass Portugal alle die Scheidungen zugehören, welche sich nach besagtem See oder dem grosen Fluss S. Pedro herunter erstrecken und Spanien diejenigen, welche nach den Flüssen heruntergehen, die sich mit dem Rio de la Plata vereinigen. 1750

ART. V.

Von der Mündung des Ybicui soll die Grenze den Uruguay hinauf gehen bis an den Ausfluss des Pepiri- oder Pequiri-Flusses, welcher sich an der Westseite in den Uruguay ergiesst, und den Pepiri-Fluss hinauf bis an seine Hauptquelle; von da an soll sie durch die höchste Gegend des Landes fortlaufen, bis zur vornehmsten Quelle des nächsten Flusses, welcher sich in den grosen Fluss Curituba, mit einem andern Nahmen Yguahu genannt, ergiesst. Längs erwähntem der Quelle des Pepiri nächstbelegenen Flusse herunter und hernach dem Uguazu oder grosen Fluss Curituba herunter wird die Grenze bis dahin fortgezogen, wo dieser Uguazu sich von Osten in den *Parana* ergiesst; und von dieser Mündung soll sie den *Parana* hinauf gehen, bis an den Ort, wo sich der Yguereyfluss von Westen her mit selbigem vereiniget. *Item.*

ART. VI.

Von dem Ausfluss des Yguerey soll sie bis zu seiner Hauptquelle hinauf fortgeführet werden, und von da an suchet man in gerader Linie durch die höchste Gegend des Landes den vornehmsten Ursprung des nächsten Flusses, welcher sich von Osten in den Paraguay ergiesst, und vermuthlich eben der ist, den man Corrientes nennet, und diesen Fluss geht sie herunter bis zu seinem Eintritt in den Paraguay; von dieser Mündung an läuft sie durch den Hauptcanal, welchen der Paraguay zur Zeit der Dürre behält, bis an die Sümpfe, welche dieser Fluss *Item.*

1750 *de los Xarales, y atraveſſando eſta Laguna haſta la boca del rio Jaurú.*

ART. VII.

Desde la boca del Jaurú por la parte Occidental ſeguirà la Frontera en linea recta haſta la rivera Auſtral del rio Guaporé en frente a la boca del rio Sararé, que entra en dicho Guaporé por ſu rivera Septentrional; con tal que ſi los Commiſſarios, que ſe han de deſpachar para el arreglamento de los Confines en eſta parte en viſta del Paiz hallaren entre los rios Jaurú e Guaporé otros rios, ò terminos naturales, por donde mas commodamente, y con mayor certidumbre pueda ſeñalarſe la Raya en aquel parage, ſalvando ſiempre la navegacion del Jaurú, que deve ſer privativa de los Portuguezes, y el camino, que ſuelen hacer de Cuyabá hazia Matto-Groſſo; los dos Altos Contratantes conſienten, y aprueban, que aſſi ſe eſtableſca, ſin attender a alguna porcion mas ò menor de terreno, que pueda quedar a una ò otra parte. Desde el lugar, que en el margen Auſtral del Guaporé fuere ſeñalado por termino de la Raya, como queda explicado, baxara la Frontera por toda la corriente del rio Guaporé haſta mas abaxo de ſu union con el rio Mamoré, que naſce en la Provincia de Santa Cruz de la Sierra, y atravieſſa la Miſſion de los Mojos, y forman juntos el rio llamado de la Madera, que entra en el Marañon, ò Amazonas, por ſu rivera Auſtral.

ART. VIII.

Baxarà por las aguas de eſtos dos rios, ya unidos, haſta el parage ſituado en igual diſtancia del citado rio Marañon, ò Amazonas, y de la boca del dicho Mamorè; y desde aquel parage continuarà por una linea Leſte Oeſte, haſta encontrar con la rivera Oriental del rio Jabari, que entra en el Marañon, por ſu rivera Auſtral; y baxando por las aguas del Jabari, haſta donde deſemboca en el Marañon, ò Amazonas, ſeguirà aguas abaxo de eſte rio haſta la boca mas Occidental del Japura, que deſagua en èl por la margen Septentrional.

ART.

bildet, der See de los Xarayes genannt, und mitten durch dieſen See bis an die Mündung des Jauru-Fluſſes. 1750

ART. VII.

Von der Mündung des Jauru an auf der weſtlichen Seite ſoll die Grenze in gerader Linie fortgehen, bis an das ſüdliche Ufer des Guapore-Fluſſes dem Ausfluſs des Sarare-Fluſſes gegenüber, welcher von Norden her in beſagten Guapore tritt; doch wenn die Commiſſarien, welche zur Berichtigung der daſigen Grenzen abgeordnet werden ſollen, bey Beſichtigung des Landes, zwiſchen den Flüſſen Jauru und Guapore andere Flüſſe oder natürliche Merkmahle fänden, wodurch die Grenzſcheidung in dieſer Gegend bequemer und mit mehr Gewiſsheit bezeichnet werden könnte, wobey ſie immer die Schiffahrt des Jauru in Betracht zu ziehen haben, welche den Portugieſen ausſchlieſsungsweiſe zugehören ſoll, wie auch der Weg, welchen ſie von Cuyaba nach Mata-Groſſo zu reiſen pflegen: ſo bewilligen und genehmigen die beiden hohen ſchlieſsenden Theile, daſs man ſie auf dieſe Weiſe feſtſetze, ohne darauf zu ſehen, ob einem oder dem andern Theile ein Stück Landes mehr oder weniger zufalle. Von dem Orte an, welcher am ſüdlichen Ufer des Guapore zum Merkmahle der Grenze bezeichnet ſeyn wird, wie erkläret worden iſt, ſoll die Grenzſcheidung den Guapore-Fluſs ganz herunter gehen, bis unterhalb ſeiner Vereinigung mit dem Mamore-Fluſs, welcher in der Provinz Sancta Cruz de la Sierra entſpringt, und durch die Miſſion der Moxos Indier ſeinen Lauf nimmt. Beide vereinigte Flüſſe führen alsdann den Nahmen Madera, welcher in den Marannon oder Amazonen-Fluſs von Süden her tritt. *Item.*

ART. VIII.

Dieſen Madera-Fluſs hinunter ſoll die Grenze bis an die Gegend fortlaufen, welche ſich von dem erwähnten Marannon oder Amazonen-Fluſs und von der Mündung des beſagten Mamore-Fluſſes in gleicher Entfernung befindet; und von dieſer Gegend ſoll ſie weiter in einer Linie von Oſten nach Weſten fortgeführet werden, bis ſie an das öſtliche Ufer des Jabori-Fluſſes reichet, und ſelbigen hinab bis zu ſeinem Ausfluſſe in den Marannon oder Amazonen-Strom, und dieſen Strom hinauf ſoll ſie ſich bis an den Ausfluſs des weſtlichen Arms des Yapura erſtrecken, welcher ſich von Nordoſt in ſelbigen ergieſet. *Item.*

ART.

1750

ART. IX.

Continuarà la Frontera por en medio del rio Japurà, y por los demas rios, que se le junten, y se acerquen mas a el rumbo del Norte, hasta encontrar lo alto de la Cordillera de Montes; que median entre el rio Orinoco, y de Marañon ò de las Amazonas; y seguirà por la cumbre de estos Montes al Oriente, hasta donde se extienda el Dominio de una y otra Monarchia. Las personas nombradas por ambas Coronas para establecer los Limites, segun lo prevenido en el presente Articulo, tendran particular cuidado de señalar la Frontera en esta parte, subiendo aguas arriva de la boca mas Occidental del Japurà, de forma que se dexen cubiertos los establecimientos, que actualmente tengan los Portuguezes a las orillas de este rio y del Negro, como tambien la communicacion ò canal, de que se sirven entre estos dos rios; y que no se dè lugar a que los Españoles con ningun pretexto, ni interpretacion puedan introducirse en ellos, ni en dicha communicacion; ni los Portuguezes remontar hazia el rio Orinoco, ni extenderse hazia las Provincias pobladas por España, ni en los despoblados, que la han de pertenecer, segun los presentes Articulos; a cuyo efecto señalaràn los Limites por las Lagunas y rios, enderezando la linea de la Raya, quanto pudiere ser, hazia el Norte, sin reparar al poco mas ò menos del terreno, que quede a una ò outra Corona, con tal que se logrem los expressados fines.

ART. X.

Todas las Islas, que se hallassen en qualquiera de los rios, por donde ha de passar la Raya, segun lo prevenido en los Articulos antecedentes, pertenecerán al Dominio a que estuvieren mas proximas en tiempo seco.

ART. XI.

Al mismo tiempo que los Commissarios nombrados por ambas Coronas vayan señalando los Limites en toda la Frontera, haran las observaciones necessarias para formar un Mapa individual de toda ella; del qual se sacaran las copias, que parescan necessarias, firmadas de todos, y se guardaran por las dos Cortes, por si en adelante se ofreciere alguna disputa con motivo de qualquiera infraccion; en cuyo caso, y en otro qualquiera,

ART. IX.

1750

Mitten durch den Japura-Fluſs und durch die andern Flüſſe, welche er aufnimmt, und ihre Richtung des Laufs meiſt nördlich haben, ſoll ſie fortgehen, bis ſie an die Höhe der Kette von Bergen langet, welche den Orinoco und den Marannon oder Amazonen-Fluſs von einander ſcheiden, und über den Gipfel dieſer Berge ſoll ſie fortlaufen, bis an das beſtimmte Gebiet beider Monarchien auf der Küſte. Die von beiden Kronen zur Feſtſetzung der Grenzen nach dem Inhalte dieſes Artikels ernannten Perſonen, haben beſondere Sorgfalt anzuwenden, die Grenzſcheidung in dieſer Gegend zu bezeichnen, und müſſen den weſtlichſten Arm des Japura hinaufgehen, ſolcher Geſtalt, daſs die Oerter, welche die Portugieſen an den Ufern dieſes und des Negro-Fluſſes jetzt beſitzen, gedeckt bleiben, wie auch der Canal, deſſen ſie ſich zwiſchen beiden Flüſſen bedienen; und daſs nicht verſtattet werde, daſs die Spanier, unter keinem Vorwande oder Auslegung, ſich ſelbige oder den Canal mit zueignen können, noch daſs die Portugieſen bis an den Orinoco hinauf kommen, noch ſich an die von Spanien bevölkerten Provinzen ausbreiten und eben ſo wenig in den unbevölkerten Provinzen, welche nach gegenwärtigen Artikeln Spanien zugehören ſollen: zu dem Ende ſollen ſie die Grenzen durch die Seen und Flüſſe bezeichnen und die Grenzlinie alſo möglichſt nach Norden ziehen, ohne darauf zu achten, ob einer oder der andern Krone mehr oder weniger Land zufällt, wenn nur die ausgedruckten Endzwecke erreichet werden.

Item.

ART. X.

Alle Inſeln, welche in allen den Flüſſen wären, durch welche, nach dem Inhalt der vorhergehenden Artikel, die Grenzlinie gehet, ſollen deſſen Gebiete zugehören, dem ſie in trockner Zeit am nächſten liegen.

Ilea.

ART. XI.

Zu gleicher Zeit, da die von beiden Kronen ernannten Commiſſarien ſich mit der Berichtigung der ganzen Grenzen beſchäftigen, ſollen ſie auch die benöthigten Beobachtungen anſtellen, um eine richtige Charte aufzunehmen, wovon man hernach die benöthigten und von allen Commiſſarien unterzeichneten Copeyen nimmt, welche für beide Höfe aufbewahret werden. Und wenn in Zukunft durch Veranlaſſung irgend einer Uebertretung

Carte.

ein

1750 *quiera, se tendran por authenticas, y haran plena prueba: Y para que no se ofresca la mas leve duda, los referidos Commissarios pondran nombre de commun aquerdo a los Rios, e Montes, que no lo tengan, y le señalaran todo en Mapa con la individualidad possible.*

ART. XII.

Atendiendo a la conveniencia comun de las dos Naciones, y para evitar todo genero de controversias en adelante, se han establecido, y arreglado la mutuas cessiones contenidas en los Articulos seguientes.

ART. XIII.

*Su Magestad Fidelissima en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, cede para siempre a la Corona de España la Colonia del Sacramento, y todo su Territorio adyacente en ella, a la margen Septentrional del rio de la Plata, hasta los Confines declarados en el Articulo IV. y las Plaças, Puertos, y establecimientos, que se comprehenden en el mismo parage; como tambien la navegation del mismo rio de la Plata, la qual pertenecerà enteramente a la Corona de España: y para que tenga efecto, renuncia S. M. F. todo el derecho, y accion, que tenia reservado a su Corona por el Tratado Provisional de 7de Mayo de 1681 *), y la possession, derecho, y accion, que le pretenece, y pueda tocarle en virtud de los Articulos V. y VI. del Tratado de Utrecht de 6de Febrero de 1715 **), ò por otra qualquiera convencion, titulo, ò fundamento.*

ART. XIV.

Su Magestad Catholica en su Nombre, y de sus Herederos y Successores, cede para siempre a la Corona de Portugal todo lo que por parte de España se halla ocupado, ò que por qualquiera titulo ou derecho pueda pertenecerle en qualquiera parte de las tierras, que por los presentes Articulos se declaran pertenecientes a Portugal, desde el Monte de los Castillos grandas, y su falda Meridional, y Ribera del Mar, hasta la Cabecera, y origen principal del rio Ybicui. Y tambien cede todos y qualesquiera Pueblos, y establecimientos, que se ayan hecho por parte de España en el angulo de tierras, com-

pre-

*) ROUSSET *Suppl.* T. II. P. I. p. 406.

**) DUMONT T. VIII. P. I. p. 444.

ein Streit entstünde, in dem Fall und in jedem andern Fall soll sie für authentisch gehalten werden, und völligen Beweis leisten; und damit nicht die geringste Zweydeutigkeit entstehen möge, sollen die erwähnten Commissarien den Flüssen und Bergen, welche keinen Nahmen haben, mit gemeinschaftlicher Uebereinstimmung einen Nahmen geben, und selbigen mit möglichster Genauigkeit auf der Charte bemerken. 1750

ART. XII.

Zum gemeinen Vortheil beider Nationen und zur künftigen Vermeidung aller Art Streitigkeiten, sind in den folgenden Artikeln die beiderseitigen Abtretungen festgesetzet und bestimmt worden. *Cessions reciproques.*

ART. XIII.

Se. Allergetreueste Majestät tritt in ihrem, und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen auf ewig an die Krone Spanien ab, die Colonia de Sacramento und ihren ganzen umliegenden District am nördlichen Ufer des Rio de la Plata bis an die im Art. IV. bezeichnete Grenzscheidung, und die Plätze, Häfen und Oerter, welche sich in dieser Gegend befinden; wie auch die Schifffahrt dieses de la Plata-Stroms, welche Spanien ganz zugehören soll. Und damit solches vollstrecket werde, so begiebt sich Se. Allergetreueste Majestät alles Rechts und Anspruchs, welches Sie ihrer Krone durch den vorläufigen Tractat vom 1. May 1681 vorbehalten hatte, und die Besitzung, Recht und Anspruch, welches ihr zugehöret, und ihr, Kraft der Artikel V und VI des Tractats von Utrecht vom 6. Februar 1715 oder zufolge eines sonstigen Vertrages oder Grundes zukommen kann. *Colonie del Sacramento*

ART. XIV.

Se. Catholische Majestät tritt in ihrem und ihrer Erben und Nachfolger Nahmen auf ewig an die Krone Portugal ab, alles, was von Seiten Spaniens besessen wird, oder was aus einem sonstigen Rechtsgrunde in irgend einem Theile dieser Länder, welche durch gegenwärtige Artikel als Portugal zugehörig erkläret werden, Spanien zugehören könnte, von dem Berge de los Castillos grandes und seinem mittäglichen Fusse und seinem Meerufer, bis zur vornehmsten Quelle des Ybicui-Flusses. Gleichfalls tritt Se. Majestät ab alle und jede Plätze und Oerter, welche von Seiten Spaniens angeleget *Cessions par l'Espagne.*

1750 *prehendido entre la Rivera Septentrional del rio Ybicuí, y la Oriental del Uruguay, y los que se puedan haver fundado en la margen Oriental del rio Pepiri, y el Pueblo de Santa Rosa, y otros qualesquiera, que se puedan haver establecido por parte de España en la Rivera Oriental del rio Guaporé. Y S. M. F. cede en la misma fórma a España todo el Terreno, que corre desde la boca Occidental del rio Japura, y queda en medio entre el mismo rio, y el Marañon ò Amazonas, y toda la navegacion del rio Isa, y todo lo que se sigue desde este ultimo rio al Occidente, con el Pueblo de San Christoval, y otro qualquiera, que por parte de Portugal se aya fundado en aquel espacio de tierras; haciendose las mutuas entregas con las calidades seguientes.*

Art. XV.

La Colonia del Sacramento se entregarà por parte de Portugal, sin sacar de alla mas que la Artillaria, Armas, Polvora, y Municiones, y Embarcaciones del servicio de la misma Plaça; y los Moradores podran quedarse libremente en ella, ò retirarse a otras tierras del dominio Portuguez, con sus efectos y muebles, vendiendo los bienes raices. El Governador, Officiales, y Soldados llevaran tambien todos sus efectos, y tendran la misma libertad de vender sus bienes raices.

Art. XVI.

De los Pueblos ò Aldeas, que cede S. M. C. en la margen Oriental del rio Uruguay, saldran los Missioneros con los muebles, y efectos, llevandose consigo a los Indios para poblarlos en otras tierras de España; y los referidos Indios podran llevar tambien todos sus bienes muebles y semovientes, y las Armas, Polvora, y Municiones, que tengan: en cuya fórma se entregaran los Pueblos a la Corona de Portugal con todos sus Casas, Yglesias y Edificios, y la propriedad, y possession del Terreno. Los que se ceden por Sus Magestades Catholica, y Fidelissima en las margenes de los rios Pequiri, Guaporé, y Marañon, se entregaràn con las mismas circunstancias, que la Colonia del Sacramento, segun

leget wären, in dem, zwiſchen dem nördlichen Ufer des Ybicui-Fluſſes und dem öſtlichen des Uruguay, eingeſchloſſenen Winkel Landes, und die Oerter, welche am öſtlichen Ufer des Peperi-Fluſſes gegründet ſeyn mögen, und die Bevölkerung St. Roſa, und andere ſonſtige Plätze, die am öſtlichen Ufer des Guapore-Fluſſes von Seiten Spaniens aufgeführet worden ſind. Und Se. Allergetreueſte Majeſtät tritt in gleicher Form an Spanien ab alles Land, welches von der weſtlichen Mündung des Yapura-Fluſſes anhebt, und zwiſchen dieſem und dem Marannon oder Amazonen-Fluſs liegt, und die ganze Schifffahrt des Yſſa-Fluſſes, und alles, was von dieſem letztern Fluſſe an ſich nach Weſten erſtreckt, mit dem Orte St. Chriſtoval und jedem andern Orte, welcher von Seiten Portugals in dieſem Strich Landes gegründet ſeyn möchte. Die gegenſeitigen Abtretungen ſollen unter folgenden Umſtänden geſchehen. 1750

ART. XV.

Die Colonie del Sacramento ſoll von Seiten Portugals übergeben werden, ohne aus ihr weiter etwas wegzuführen, als die Artillerie, Waffen, Pulver und Kriegsmunitionen, und die zum Dienſt dieſes Platzes gehörigen Schiffe; und die Einwohner können ungehindert da bleiben oder ſich nach andern Ländern des Portugieſiſchen Gebiets mit ihren beweglichen Gütern begeben und ihre liegenden Gründe verkaufen. Der Gouverneur, die Officiere und Soldaten können ebenfalls ihre Güter mit ſich wegbringen, und ſollen gleiche Freyheit haben, ihre liegenden Güter zu verkaufen. *Mode de ceſſion.*

ART. XVI.

Aus den Flecken oder Dörfern, welche Se. Catholiſche Majeſtät am öſtlichen Ufer des Uruguay abtritt, ſollen die Miſſionarien mit Guth und Meublen abziehen und die Indier mit wegführen, um ſich mit ihnen in andern Ländern Spaniens nieder zu laſſen; und erwähnte Indier können gleichfalls alle ihre beweglichen Güter und Gerätbſchaft mit ſich nehmen, wie auch die Waffen, Pulver und Kriegsmunitionen, welche ſie haben mögen: alſo ſollen die Flecken an die Krone Portugal übergeben werden mit allen ihren Häuſern, Kirchen und öffentlichen Gebäuden, wie auch mit dem Eigenthum und Beſitz des Landes. Die Oerter, welche von Ihren Catholiſchen und Allergetreueſten Majeſtäten an den Ufern *Item.*

1750 *segun se previno en el Articulo XIV; y los Indios de una y otra parte tendran la misma libertad para irse ò quedarse, del mismo modo, y con las mismas calidades, que lo podran hacer los Moradores de aquella Plaça; solo, que los que se fueren, perderan la propriedad de los bienes raices, si los tuvieren.*

Art. XVII.

En consequencia de la Frontera, y Limites, determinados en los Articulos antecedentes, quedarà para la Corona de Portugal el Monte de los Castillos grandes con su falda Meridional, y le podrà fortificar, manteniendo alli una Guardia; pero no podrà poblarle: quedando a las dos Naciones el uso comun de la Barra, ò Ensenada, que fórma alli el Mar, de que se tratò en el Articulo IV.

Art. XVIII.

La navegacion de aquella parte de los rios, por donde ha de passar la Frontera, serà comun a las dos Naciones; y generalmente donde ambas orillas de los rios pertenescan a una de las dos Coronas, serà la navegacion privativamente suya: y lo mismo se entenderà de la pesca de dichos rios; siendo comun a las dos Naciones, donde lo fuere la navegacion; y privativa, donde lo fuere de una de ellas la dicha navegacion. Y por lo que mira a la Cumbre de la Cordillera, que han de servir de Raya entre el Marañon y Orinoco, pertenecerán a España todas las vertientes que caygan al Orinoco, y a Portugal las que caygan al Marañon ò Amazonas.

Art. XIX.

En toda la Frontera serà vedado y de contravando el Comercio entre las dos Naciones, quedando en su fuerça y vigor las Leyes promulgadas por ambas Coronas, que de esto tratan; y a demas de esta prohibicion, ninguna persona podrà passar el Territorio de una Nacion al de la otra por tierra, ni por agua, ni navegar en el todo ò parte de los rios, que no seyan privativos de su Nacion, ò comunes, con pretexto, ni motivo alguno, sin sacar primero licencia del Governador, ò

del

der Flüſſe Peguiri, Guapore und Marannon abgetreten werden, ſollen unter ſelbigen Umſtänden überliefert werden, als die Colonia del Sacramento, wie ſolches Art. XIV beſtimmt worden, und die Indier des einen ſowohl als des andern Theils, ſollen gleiche Freyheit haben, zu gehen oder zu bleiben, auf eben die Weiſe und unter ſelbigen Umſtänden, als die Einwohner jenes Platzes thun können; auſser daſs die, welche wegziehen, das Eigenthum ihrer liegenden Güter verlieren, wenn ſie welche beſitzen. 1750

ART. XVII.

Montagne de los Caſtillos.

Zufolge der Grenzbeſtimmung in den vorhergehenden Artikeln, bleibt der Krone Portugal der Berg de los Caſtillos grandes und deſſen mittäglicher Fuſs, welchen ſie befeſtigen und daſelbſt eine Wache halten kann, ſie darf ihn aber nicht bevölkern. Der daſige Meerbuſen, deſſen Art. IV gedacht worden, bleibt beiden Nationen zum gemeinſchaftlichen Gebrauch.

ART. XVIII.

Navigation ſur les rivières.

Die Schifffahrt desjenigen Theils der Flüſſe, wodurch die Grenze geht, ſoll beiden Nationen gemein ſeyn, und überhaupt, wo beide Ufer der Flüſſe einer der beiden Kronen zugehören, da ſoll ſie auch die alleinige Schifffahrt haben, und daſſelbige iſt zu verſtehen von der Fiſcherey beſagter Flüſſe, welche beiden Nationen gemeinſchaftlich bleibt, wo es die Flüſſe ſind, und allein einſeitig, wo einer derſelben beſagte Schifffahrt allein zukömmt. Und was die Gipfel der Bergkette anbetrifft, welche zwiſchen dem Orinoco und Marannon zur Grenze dienen ſollen, ſo ſollen Spanien alle die Scheidungen zugehören, welche nach dem Orinoco fallen, und Portugal diejenigen, welche nach dem Marannon oder Amazonen-Fluſs fallen.

ART. XIX.

Commerce.

Auf der ganzen Grenze ſoll die Handlung zwiſchen beiden Nationen unterſaget und verboten ſeyn, und die von beiden Kronen in Anſehung dieſes Puncts gegebenen Geſetze bleiben bey ihrer Kraft und Würkſamkeit. Und auſser dieſem Verbot ſoll keine Perſon aus dem Gebiet einer Nation in das Gebiet der andern, weder zu Lande noch zu Waſſer kommen; eben ſo wenig auf den Flüſſen, oder den Theilen der Flüſſe fahren, welche nicht alleinig ihrer Nation zugehören, oder nicht gemein-

1750 *del Superior del Terreno, donde ha de ir, ò que vaya enviado del Governador de su Territorio a solicitar algun negocio; a cuyo efecto llevarà su Passaporte: y los transgressores seran castigados con esta diferencia: Si fueren aprehendidos en Territorio ageno, seran puestos en la carcel, y se mantendran en ella por el tiempo de la voluntad del Governador ò Superior, que les hizo aprehender; pero sino pudiessen ser havidos, el Governador ò Superior del Terreno, donde entren, formarà un processo con justificacion de las personas, y del delito, y con èl requerirà al Juez de los transgressores, para que los castigue en la misma fórma: exceptuandose de las referidas penas los que navegando en los rios, por donde và la Frontera, fuessen constrinñidos a llegar al Territorio ageno por alguna urgente necessidad, haciendo-la constrar. Y para quitar toda ocasion de discordia, no serà licito lebantar ningun genero de fortification en los rios, cuya navegacion fuesse comun, ni en sus margenes, ni poner embarcaciones de registro, ni Artilleria, ni establecer fuerça, que de qualquiera modo pueda impedir la libre y comun navegacion. Ni tampoco serà licito a ninguna de las partes visitar, registrar, ni obligar a que vayan a sus Riveras las Embarcaciones de las oppuestas; y solo podran impedir y castigar a los Vassallos de la otra Nacion si aportaren a las suyas; salvo en caso de indispensable necessidad, como queda dicho.*

Art. XX.

Para evitar algunos perjuicios, que podran ocasionarse, fuè acordado, que en los Montes, donde en conformidad de los precedentes Articulos quede puesta la Raya en sus Cumbres, no serà licito a ninguna de las dos Potencias erigir fortificacion sobre las mismas Cumbres, ni permitir que sus Vassallos hagan en ellas poblacion alguna.

Art.

meinschaftlich sind, unter keinerley Vorwand oder Ver- 1750
anlassung, ohne zuvor die Erlaubniss des Gouverneurs, oder ersten Gouverneurs des Landes, wohin sie gehen will, zu nehmen, oder wenn sie mit einem Auftrag von dem Gouverneur ihres Landes abgeschickt worden wäre; deswegen soll sie ihren Pass bey sich führen und die Uebertreter sollen bestraft werden; mit diesem Unterschied: sind sie auf fremden Gebiet angehalten worden, so steckt man sie ins Gefängniss, wo sie so lange bleiben sollen, als es der Gouverneur oder Befehlshaber, welcher sie anhalten lassen, für gut findet; allein wenn man ihrer Person nicht habhaft werden können, so lässt der Gouverneur oder Befehlshaber des Landes, wo sie hineinkommen, einen gerichtlichen Aufsatz verfertigen, mit Beweisen der Personen und des Verbrechens, welchen er dem Richter der Uebertreter zustellet, damit er sie auf eben die Weise strafe: von erwähnten Strafen sind die ausgenommen, welche bey der Fahrt auf den Flüssen, durch welche die Grenze geht, durch eine dringende Noth genöthiget worden wären, in fremdes Gebiet zu kommen, wenn sie es beweisen können. Und um alle Gelegenheit zu Streitigkeiten zu vermeiden, so soll es nicht verstattet seyn, irgend eine Art von Befestigung auf den Flüssen oder an ihren Ufern anzulegen, deren Schifffahrt gemeinschaftlich ist, oder Wachtschiffe und grobes Geschürz hinzustellen, oder ein Mittel der Gewalt einzuführen, wodurch die freye und gemeinschaftliche Schifffahrt auf einige Weise gehindert werden kann; eben so wenig soll es keinem Theile erlaubt seyn, die Fahrzeuge zu durchsuchen, anzuhalten oder zu nöthigen, dass sie von den gegenseitigen Ufern an ihre Ufer kommen; und nur dann sollen sie die Unterthanen der andern Nation hindern und sie bestrafen können, wenn sie an ihren Ufern anlanden; ausser in dem Fall einer unumgänglichen Nothwendigkeit, wie gesagt worden.

ART. XX.

Zur Verhütung einigen Nachtheils, welcher ver- *Cimes des montagnes.*
anlasset werden könnte, ist man überein gekommen, dass auf den Bergen, wo, zufolge der obigen Artikel, die Grenze auf ihren Gipfeln festgesetzet bleibt, es keiner der beiden Mächte erlaubt seyn soll, auf den Gipfeln selbst Festungen anzulegen, oder zu vergönnen, dass ihre Unterthanen sich auf selbigen anbauen.

1750 ART. XXI.

Siendo la guerra occasion principal de los abusos, y motivo de alterarse las reglas mas bien concertadas, quieren Sus Magestades Catholica, y Fidelissima, que si (lo que Dios no permita) se llegasse a romper entre las dos Coronas, se mantengan en paz los Vassallos de ambas, establecidos en toda la America Meridional, viviendo unos y otros, como si no huviera tal guerra entre los Soberanos, sin hacerse la menor hostilidad por si solos, ni juntos con sus Aliados. Y los motores, y caudillos de qualquiera invasion, por leve que sea, serán castigados con pena de muerte irremissible; y qualquiera presa que hagan, será restituida de buena fee integramente. Y assi mismo, ninguna de las dos Naciones permitirá el comodo uso de sus Puertos, y menos el transito por sus Territorios de la America Meridional, a los enemigos de la otra, quando intenten aprobecharse de ellos para hostilizarla; aunque fuesse en tiempo que las dos Naciones tuviessen entre si guerra en otra region. La dicha continuacion de perpetua paz, y buena vecindad, no tendrá solo lugar en las Tierras, y Islas de la America Meridional, entre los Subditos confinantes de las dos Monarchias, sino tambien en los Rios, Puertos, y Costas, y en el Mar Oceano, desde la altura de la extremidad Austral de la Isla de San Antonio, una de las de Cabo-Verde, hazia el Sur; y desde el Meridiauo, que passa por sur extremidad Occidental, hazia el Poniente: de suerte que a ningun Navio de guerra, Corsario, ò otra embarcacion de una de las dos Coronas sea licito dentro de dichos Terminos en ningun tiempo atacar, insultar, ò hacer el minimo perjuicio a los Navios, y subditos de la otra; y de qualquiera atentado, que en contrario se cometa, se dará prompta satisfaccion restituindose enteramente lo que acaso se huviesse apresado, y castigandose severamente a los transgressores. Otrosi, ninguna de las dos Naciones admitirá en sus Puertos, y tierras de dicha America Meridional, Navios, ò Comerciantes, amigos ò neutrales, sabiendo que llevan intento de introducir su commercio en las tierras de la otra, y de quebrantar las Leyes, con que los dos Monarchas goviernan aquellos Dominios. Y para la pontual observancia de todo lo expressado en este Articulo, se haran por ambas Cor-

ART. XXI. 1750

Da der Krieg die gröſste Gelegenheit zu Miſsbräuchen und Urſache gibt, daſs die in beſter Form verabredeten Regeln beeinträchtiget werden, ſo wollen Ihre Catholiſche und Allergetreueſte Majeſtät, Majeſtät, daſs, wenn (welches Gott verhüten wolle) ſich ein Bruch zwiſchen beiden Kronen ereignete, beider Unterthanen, welche in dem ganzen Südamerica wohnen, in Friede bleiben und zuſammen leben, als wenn kein Krieg zwiſchen den Monarchen wäre, ohne die geringſte Feindſeligkeit wider einander auszuüben, weder allein, noch mit ihren Bundesgenoſſen vereinigt. Und die Urheber und Häupter irgend eines feindlichen Einfalls, er ſey ſo klein wie er wolle, ſollen unausbleiblich am Leben beſtrafet werden, und alle etwa gemachte Beute ſoll auf guten Glauben ganz wieder zurückgegeben werden. Und auf gleiche Weiſe ſoll keine der beiden Nationen den bequemen Gebrauch ihrer Häfen, viel weniger den Durchzug durch ihre Länder in Südamerica den Feinden der andern verſtatten, da ſie ſich dieſer Vortheile bedienen können, Feindſeligkeiten auszuüben; und dieſs ſoll gehalten werden, auch zur Zeit, wenn die Nationen unter ſich in anderer Gegend Krieg führen ſollten. Beſagte Beybehaltung eines ewigen Friedens und einer guten Nachbarſchaft ſoll nicht nur in den Ländern und Inſeln von Südamerica, zwiſchen den benachbarten Unterthanen beider Monarchien Statt haben, ſondern auch auf den Flüſſen, in den Häfen, auf den Küſten und auf dem Weltmeere von der Höhe des mittäglichen Endes der Inſel San Antonio, einer der Inſeln des grünen Vorgebürges (Cabo Verde) an nach Süden zu; und von der Mittagslinie an, welche durch ihre weſtliche Spitze ſtreicht, nach Abend zu: ſolcher Geſtalt, daſs keinem Kriegsſchiffe, Caper, oder anderm Fahrzeuge einer der beiden Kronen erlaubt ſey, innerhalb beſagten Bezirks zu keiner Zeit die Schiffe und Unterthanen der andern anzugreifen, zu beſchimpfen, oder ihnen den geringſten Nachtheil zuzufügen; und für jedwede Vergreifung, welche hiewider geſchieht, ſoll unverzügliche Genugthuung gegeben werden, durch die völlige Wiedererſtattung deſſen, was genommen worden wäre, und durch ernſtliche Beſtrafung der Uebertreter. Ferner ſoll keine von beiden Nationen in ihren Häfen und Ländern dieſes ſüdlichen America Schiffen und Handelsleuten,

Paix et Amerique. Commerce de Contrebande.

1750 *Cortes los mas efficaces encargos a ſus reſpectivos Governadores, Comandantes, e Juſticias: Bien entendido, que aun en caſo (que no ſe eſpera) que aya algun incidente, ò deſcuido, contra lo prometido y eſtipulado en eſte Articulo, no ſervirà eſſo de prejuicio a la obſervancia perpetua y inviolable de todo lo demas que por el preſente Tratado queda arreglado.*

Art. XXII.

Para que ſe determinen con mayor preciſion, y ſin que aya lugar à la mas leve duda en lo futuro en los Lugares, por donde debe paſſar la Raya en algunas partes, que no eſtan nombradas, y eſpecificadas diſtintamente en los Articulos antecedentes, como tambien para declarar à qual de los dos Dominios han de pertenecer las Islas, que ſe hallan en los rios, que han de ſervir de Frontera, nombaràn ambas Mageſtades, quanto antes, Comiſſarios inteligentes; los quales viſitando toda la Raya, ajuſten con la mayor diſtincion y claridad, los parages por donde ha de correr la demarcacion, en virtud de lo que ſe expreſſa en eſte Tratado, poniendo marcas en los lugares, que les pareſca conveniente; y aquello en que ſe conformaren, ſerà valido perpetuamente en virtud de la Aprobacion, y Ratificacion de ambas Mageſtades. Pero en caſo que no puedan concordarſe en algun parage, daran quenta a los Sereniſſimos Reyes, para decidir la duda en terminos juſtos y convenientes. Bien entendido, que lo que dichos Comiſſarios dexaren de ajuſtar, no perjudicarà de ninguna ſuerte al vigor y obſervancia del preſente Tratado; el qual independiente de eſſo quedarà firme y inviolable en ſus clauſulas y determinaciones, ſerviendo en lo futuro de regla fixa, perpetua, y inalterable para los Confines del Dominio de las dos Coronas.

Art.

sie seyen fremde oder von ihrer Nation, Zutritt verstatten, 1750
wenn man weiss, dass sie die Absicht haben ihre Handlung ins Gebiet der andern zu treiben und die Gesetze zu brechen, wornach beide Monarchen diese Herrschaften regieren. Und zur pünctlichen Beobachtung des ganzen Inhalts dieses Artikels, sollen von beiden Höfen an ihre Gouverneurs, Commandanten und Gerichte die nachdrücklichsten Befehle ergehen. Sollte aber (wider Verhoffen) sich ein Vorfall oder Vernachlässigung, dem Versprochenen und in diesem Artikel Versicherten zuwider, ereignen, so soll dieses der beständigen und unverbrüchlichen Beobachtung alles andern, was in dem gegenwärtigen Tractate festgesetzet worden, nicht zum Nachtheil gereichen.

ART. XXII.

Damit die Grenzen mit der grösten Genauigkeit bestimmt werden, und in Zukunft nicht der geringste Zweifel in Ansehung der Oerter entstehen möge, durch welche die Grenzlinie in einigen Gegenden gehen soll, die in den obigen Artikeln nicht besonders genannt und angezeiget sind; wie auch damit erkläret werde, zu welcher der beiden Herrschaften die Inseln gehören, welche sich in den Flüssen, die zur Grenze dienen, befinden, werden beide Majestäten ungesäumt verständige Commissarien ernennen, welche bey Besichtigung der ganzen Grenze mit der grösten Genauigkeit und Deutlichkeit die Gegenden bestimmen, wodurch die Scheidung, Kraft dessen was in diesem Tractat ausgedruckt wird, laufen soll, und nach ihrem Gutdünken an den Oertern Merkmahle errichten; und das, worin sie übereinkommen, soll Kraft der Genehmigung und Ratification beider Majestäten auf ewig gültig seyn. Falls sie sich aber in einer Gegend nicht vergleichen können, sollen sie den Durchlauchtigsten Königen Rechenschaft geben, dass der Zweifel auf eine gerechte und billige Art entschieden werde. Wohl zu verstehen, dass das, was besagte Commissarien unberichtiget liessen, der Gültigkeit und Betrachtung des gegenwärtigen Tractats auf keine Art nachtheilig seyn soll; als welcher demohngeachtet in seinen übrigen Puncten und Bestimmungen fest und unverletzlich bleiben, und in Ansehung der Grenzen der Herrschaften beider Kronen künftig zur festen, beständigen und unwandelbaren Regel dienen soll.

Commissaires pour regler les limites.

1750

ART. XXIII.

Se determinarà entre las dos Mageſtades el dia, en que ſe han de hacer las mutuas entregas de la Colonia del Sacrammento con el Territorio adyacente, y de las Tierras y Pueblos comprehendidos en la ceſſion, que hace S. M. C. en la margen Oriental del rio Uruguay; el qual dia no paſſarà del anno deſpues que ſe firme eſte Tratado; a cuyo efecto, luego que ſe ratifique, paſſaràn Sus Mageſtades Catholica y Fideliſſima las Ordenes neceſſarias, de que ſe harà cambio entre los dichos Plenipotenciarios; y por lo tocante à la entrega de los demas Pueblos ò Aldeas, que ſe ceden por ambas partes, ſe executarà al tiempo, que los Comiſſarios nombrados por ellas, lleguen a los parages de ſu ſituacion, examinando, y eſtableciendo los Limites; y los que ayan de ir a eſtos pareges, ſeràn deſpachados con mas brevidad.

ART. XXIV.

Es declaracion que las ceſſiones contenidas en los preſentes Articulos, no ſe reputaràn como determinado equivalente unas de otras, ſino que ſe hacen reſpecto al total de lo que ſe controvertia y alegaba, ò que recìprocamente ſe cedia, y à aquellas conveniencias, y comodidades, que al preſente reſultaban à una y à otra parte; y en atencion à eſto ſe reputò juſta y conveniente para ambas la concordia y determinacion de Limites, que và expreſſada, y como tal la reconocen y aprueban Sus Mageſtades en ſu Nombre, y de ſus Herederos y Succeſſores, renunciando otra qualquiera pretenſion en contrario; y prometiendo en la misma fórma, que en ningun tiempo, y con ningun fundamento ſe diſputarà lo que và ſentado, y concordado en eſtos Articulos; ni con pretexto de leſion, ni otra qualquiera, pretenderan otro reſarcimiento, ò equivalente de ſus mutuos derechos, y ceſſiones referidas.

Arti-

ART. XXIII.

Zwiſchen beiden Majeſtäten ſoll der Tag anberahmet werden, an welchem die gegenſeitigen Abtretungen der Colonia del Sacramento ſamt dem umliegenden Lande, wie auch der Länder und Oerter geſchehen ſoll, welche in der Abtretung begriffen ſind, die Se. Catholiſche Majeſtät am öſtlichen Ufer des Uruguay bewilliget. Dieſer Tag ſoll nicht über ein Jahr, von der Unterzeichnung dieſes Tractats angerechnet, ausgeſetzet werden. Zu dem Ende wollen Ihre Catholiſche und Allergetreueſte Majeſtäten, gleich nach der Ratification, die nöthigen Befehle ertheilen, welche beſagte Vollmächtige ſich einander zuſtellen ſollen. Und anlangend die Uebergabe der andern Flecken oder Dörfer, welche von beiden Theilen abgetreten werden, ſo ſoll ſelbige alsdann vollzogen werden, wenn die von ihnen ernannten Commiſſarien in dieſe Gegenden kommen, und die Grenzen unterſuchen und feſtſetzen. Und die Perſonen, welche in dieſe Gegenden gehen ſollen, werden ohne Verzug dahin abgefertiget werden. 1750 *Execution du traité.*

ART. XXIV.

Man erkläret hiebey, daſs die in den gegenwärtigen Artikeln enthaltenen Abtretungen nicht angeſehen werden ſollen, als ein beſtimmtes Equivalent, das ein Theil dem andern giebt; ſondern daſs ſie in Betracht des Ganzen geſchehen, worüber geſtritten wurde, worauf man ſich bezogen, oder einander abgetreten hatte, und in Betracht der Vortheile und Bequemlichkeiten, welche gegenwärtig beiden Theilen dadurch zufielen: und in Hinſicht deſſen hat man den Vergleich und die Beſtimmung der Grenzen, welche hier ausgedruckt worden, für beide Theile gerecht und vortheilhaft gefunden. Wie ſolches denn auch Ihre Majeſtäten in ihrem, ihrer Erben und Nachfolger Nahmen erkennen und genehmigen und auf allen dem zuwiderlaufenden Anſpruch Verzicht thun; und in eben der Form verſprechen, daſs zu keiner Zeit und aus keinerley Grunde dasjenige, was in dieſen Artikeln feſtgeſetzet und verglichen worden, ſtreitig gemacht werden ſoll. Auch wollen ſie weder unter dem Vorwande eines erlittenen Nachtheils, noch unter irgend anderm Vorwande eine andere Vergütung oder Equivalent ihrer gegenſeitigen Rechte und angeführten Abtretungen fordern. *Renonciation à l'exception laesionis.*

ART.

1750

ART. XXV.

Para mas plena ſeguridad de eſte Tratado, convinieron los dos Altos Contratantes en garantirſe recíprocamente toda la Frontera, y adyacencias de ſus Dominios en la America Meridional, conforme arriba queda expreſſado; obligandoſe cada uno à auxiliar, y ſocorrer à el otro contra qualquiera ataque ò invaſion, haſta que con efecto quede en la pacifica poſſeſſion, uſo libre y entero, de lo que ſe le pretendieſſe uſurpar; y eſta obligacion, en quanto à las Coſtas del Mar, y Payſes circunvecinos à ellas, por la parte de S. M. F. ſe extenderà haſta las margenes del Orinoco de una y otra banda, y desde Caſtillos haſta el eſtrecho de Magallanes: Y por la parte de S. M. C. ſe extenderà haſta las margenes de una y otra banda del rio de las Amazonas ò Marañon, y desde el dicho Caſtillos haſta el puerto de Santos: Pero, por lo que toca à lo interior de la America Meridional, ſera indefinida eſta obligacion; y en qualquiera caſo de invaſion, ò ſublevacion, cada una de las Coronas ayudarà, y ſocorrerà à la otra haſta ponerſe las coſas en el eſtado pacifico.

ART. XXVI.

Eſte Tratado con todas ſus clauſulas, y determinaciones, ſerà de perpetuo vigor entre las dos Coronas; de tal ſuerte, que aun en caſo (que Dios no permita) que ſe declaren guerra, quedarà firme y invariable durante la misma guerra, y deſpues de ella, ſin que nunca ſe pueda reputar interrumpido, ni neceſſite de revalidarſe. Y al preſente ſe aprobarà, confirmarà, y ratificarà, por los dos Sereniſſimos Reyes, y ſe harà el cambio de las Ratificationes en el termino de un mez, deſpues de ſu data, ò antes ſi fuere poſſible.

En fee de lo qual, e en virtud de las Ordenes y Plenos-poderes, que Nos los dichos Plenipotenciarios havemos recebido de nueſtros Amos, firmamos el preſente

ART. XXV. 1750

Zu desto mehrerer Sicherheit dieses Tractats sind die beiden hohen schliessenden Theile dahin übereingekommen, sich einander die ganze Grenze mit dem anliegenden Lande ihrer Herrschaften in Südamerica, so wie solches oben bestimmt worden, zu versichern. Und jeder Theil verbindet sich, bey irgend einem feindlichen Angriff oder Einfall dem andern beyzustehen und zu helfen, bis er würklich in den ruhigen Besitz, in den freyen und völligen Genuss desjenigen gesetzet worden, worüber man sich wider ihn die Herrschaft anmassen wollte. Diese Verbindlichkeit in Ansehung der Küsten des Meers und der an sie grenzenden Länder soll sich von Seiten Sr. Allergetreuesten Majestät bis an die Ufer des Orinoco auf beiden Seiten erstrecken, und von Castillos bis an die Magellanische Meerenge: und von Seiten Sr. Catholischen Majestät soll sie sich erstrecken bis an die beiderseitigen Ufer des Amazonen- oder Marannon-Flusses, und von besagtem Castillos bis an den Hafen der Heiligen (Porto de Santos). Was aber das Innere von Südamerica anbetrifft, so soll diese Verbindlichkeit unbedingt seyn; und bey jedem Vorgange eines feindseligen Einfalls oder einer Empörung, soll jedwede der Kronen der andern helfen und beyspringen, bis die Sachen in friedlichen Stand gesetzet worden.

Garantie des possessions en Amerique.

ART. XXVI.

Dieser Tractat mit allen seinen Puncten und Bestimmungen soll von immerwährender Gültigkeit zwischen beiden Kronen seyn; solcher Gestalt, dass, auch im Fall (welchen Gott verhüten wolle) sie sich Krieg erklären, er während des Krieges selbst und nach dem Kriege fest und unveränderlich bleiben soll, ohne dass er jemals für unterbrochen gehalten werden könne, oder nöthig hätte, wieder bekräftiget zu werden. Und gegenwärtig werden ihn beide durchlauchtigste Könige genehmigen, bestädtigen und ratificiren, und die Auswechselung der Ratificationen soll von dem Tage der Unterzeichnung an in Monathsfrist, oder wo möglich noch eher, geschehen.

Durée du traité.

Zu wessen Beglaubigung, oder Kraft der Befehle und Vollmachten, welche wir, die benannten Bevollmächtigte, von unsern Herren erhalten haben, unterzeich-

1750 *sente Tratado, y lo sellamos con el Sello de nuestras Armas.*

Dado en Madrid a trece de Enero de mil setecientos y cincuenta.

(L. S.) DON JOSEPH DE CARVAJAL Y LANCASTER.

(L. S.) EL VISCONDE THOMAZ DA SYLVA TELLES.

Po tanto, haviendo se visto e examinado el tratado referido, hé venido en aprobarle y ratificarle (como en virtud de la presente lo approbo y ratifico) en la mejor y mas amplia forma, que puedo; prometiendo en fee de mi palabra Real, cumplirle enteramente, como en el se contiene, y expressa; para lo qual mandè despachar la presente firmada de mi mano, sallada con mi Sello Secreto y refrendada de mi infra scripto Secretario de Estado y del Despacho universal de guerra, Indias, marina, y hacienda.

Dada en Buen-Retiro a ocho de Febrero de mil setecientos y cincuenta.

(L. S.) Yo el Rey

CENON DE SOMODEVILLA.

zeichnen wir den gegenwärtigen Tractat, und unter- 1750
siegeln ihn mit dem Siegel unserer Wappen.

Gegeben zu Madrid den 15. Januar 1750.

(L. S.) Don Joseph de Carvajal y Lancastro.

(L. S.) el Visconde Thomas de Silva Telles.

So ist es, daß, nachdem der obige Tractat geschen und untersuchet worden, ich denselben bestädtiget und ratificiret habe (wie ich ihn Kraft dieses bestädtige und ratificire) in bester und vollständigster Form wie solches geschehen kann, und verspreche auf mein Königliches Wort ihn gänzlich zu erfüllen nach seinem ganzen Inhalt und Ausdruck; weswegen ich die gegenwärtige Urkunde von meiner Hand unterschrieben, mit meinem geheimen Siegel besiegelt und contrasignirt von meinem unterzeichneten Secretair des Staats, der allgemeinen Verwaltung des Kriegs, beider Indien, des Seewesens und der Finanzen.

Gegeben zu Buen-Retiro den 8. Februar 1750.

(L. S.) Ich der König

Cenon de Somodevilla.

(La ratification de la part du Roi de Portugal est datée du 26. Janvier 1750.)

1750

a.

Plein pouvoir du Roi d'Eſpagne.

Don Fernando por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canarias, de las Indias Orientales y Occidentales, y tierra firme del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante y de Milan, Conde de Abſpurg, de Flandes, del Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto luego que ſe deſcubrió el baſto Continente de la America, y por las dos Monarchias de Eſpaña y Portugal ſe dió principio a las glorioſas Conquiſtas de aquellos Reynos, occurrieron, y aun exiſten entre ambos Principes muchas y muy arduas dificultades, viva y conſtantemente agitadas por una y otra parte, ſobre Terminos, demarcaciones, y pertenencias de algunos Territorios particulares; y eſta profunda raiz de diſcordia no ſolo no ha perdido ſu primitiva vigor en el largo eſpacio de mas de dos ſiglos y medio, ſino que al contrario ha ido creciendo de dia en dia, de modo que los varios remedios aplicados en diſtintos tiempos, ò no han tenido los deſeados efectos, ò no han ſido univerſales; y de aqui han reſultado en los dos Reynos algunos rompimientos, cuya ceſſacion nunca ha ſido permanente por haver faltado ſiempre la vaſa fundamental de una radical deciſion ſin embargo de que para conſeguirla han admitido los dos Monarchas la mediacion de Potencias terceras: Deſeando yo ſiempre evitar en todo lo poſſible, quanto pueda ſer occaſion de una guerra, que es el mayor de los males, y concurriendo el miſmo eficaz deſeo en el muy Alto, muy Excelente, y muy Poderoſo Principe Don Juan V, Rey de Portugal, y de los Algarves, y mirando à que mediante la actual feliz duplicacion de enlaces, permaneſcan ſiempre las dos Auguſtas Familias unidas con el mas eſtrecho, y conſtante vinculo de amiſtad: Eſtamos reciprocamente convenidos en tratar, ajuſtar, y fenecer todas las dudas, y diferencias, que ha havido y ay ſobre terminos, demarcaciones, y pertenencias de Territorios

ritorios particulares en la America, entre la Corona de 1750
Eſpaña y la de Portugal, y eſtablecer reglas fixas, que en lo futuro eviten todo motivo de queſtiones y deſavenencias entre unos y otros Vaſſallos. Por tanto, teniendo Yo preſente la fidelidad, celo y conocimiento, que por repetidas experiencias para los negocios mas graves de mi Monarchia he hallado em Vós Don Joſeph de Carvajal y Lancaſter, mi Gentil-hombre de Camara con exercicio, mi Miniſtro de Eſtado, Decano del Conſejo de Eſtado, Governador del Supremo de las Indias, Preſidente de la Junta de Comercio y Moneda, y ſuperintendente General de las Poſtas y Correos de dentro y fuera de Eſpaña, por el preſente os doy y concedo pleno y amplio poder, y facultad, para que en mi Nombre, y repreſentando mi Real Perſona, podais conferir, tratar, y eſtablecer con Don Thomas de la Sylva Telles, Viſconde de Villa-Nueva de Cerveira, del Conſejo de S. M. F., en el de Guerra, Maeſtro de Campo General de ſus Exercitos, y Embaxador extraordinario cerca de mi Real Perſona entre la Monarchia, Subditos y Vaſſallos de Eſpaña, y la Monarchia, Subditos y Vaſſallos de la de Portugal, un Tratado general ſobre Terminos, demarcaciones y pertenencias de todos y qualesquiera Territorios particulares, ſobre que haſta aora haya havido dudas, diſcordias, ò diſputas entre los Reyes de Eſpaña y de Portugal, y ſobre todos aquellos, de que pudieran originarſe en lo futuro; y que en el dicho Tratado podais proponer, incluir y ofrecer, y reſpectivamente admitir, conſentir y firmar todos los pactos, articulos, condiciones, declaraciones, ceſſiones, traſpaſſos, aſſignaciones, demarcaciones, limitaciones, y ampliaciones, que os parecieren utiles, convenientes, y proporcionadas para conſeguir desde aóra para ſiempre la extincion, y fenecimiento de todas las dudas, queſtiones, y altercaciones, que por qualquiera de las cauſas dichas ayan ſobrevenido, y aun eſtan pendientes entre ambas Coronas; pues para todo ello, y lo demas anexo y dependiente, os doy tan pleno y amplio Poder, como de derecho ſe requiere y es neceſſario; y lo que en ſu virtud ajuſtareis, concluyereis y firmareis, lo admitirè y confirmarè, y lo darè por bien hecho; y quiero que ſea firme, eſtable y valedero, y aſſi lo prometo baxo de mi Palabra Real. En cuya fee mandè dar el preſente, firmado de mi Mano, ſellado con mi Sello,

1750 y refrendado de mi infraſcripto Conſejero y Secretario de Eſtado, y del Deſpacho univerſal de Guerra, Indias, Marina y Hacienda.

En Buen-Retiro a trece de Enero de mil ſetecientos y cincuenta.

Yo El-Rey

Don Cenon de Somodevilla.

b.

Plénipouvoir du Roi de Portugal.

Dom Joaõ por graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves, daquem e dalem Mar, em Africa Senhor de Guiné, e da conquiſta, Navegaçaõ, Commercio da Ethiopia, Arabia, Perſia, e da India &c. Faço ſaber aos que eſta minha Carta Patente virem, que exiſtindo varias diſputas ſobre confins entre eſta Corôa e a de Eſpanha, nas Indias Oriental e Occidental, desde o tempo do ſeu deſcubrimento a que naõ pode atégora, por meyo de alguns Tratados e Convençoẽs, que ſe fizeraõ, dar-ſe providencia, e determinaçaõ tal, que foſſe efficaz para compor de todo as duvidas e differenças, que de huma e outra parte ſe excitavaõ; e conſtando-me que o Sereniſſimo Rey Catholico, meu bom Irmaõ e Genero, concorria comigo no deſejo de buſcar algum expediente, com que todas as ditas duvidas por huma vez ficaſſem terminadas, ſem que ſubſiſtiſſe mais por eſſe motivo occaſiaõ alguma de deſabor entre as duas Corôas; antes regulados fixa e invariavelmente os limites des Conquiſtas de huma e outra Monarchia, ſómente ſe cuidaſſe ao diante em dar mutuas provas, de boa vizinhança, e amigavel correſpondencia. Houvo por bem nomear, como pela preſente nomeyo por meu Plenipotenciario a Thomaz da Sylva Telles, Visconde de Villa-Nova de Cerveira, do meu Concelho, e do de Guerra, Meſtre de Campo General dos meus Exercitos, e meu Embaixador extraordinario na Corte de Madrid, de cuja probidade, zelo

zelo e intelligencia, eſpero neſſa materia toda a ſatis- 1750
façaõ, com que em outras de meu ſerviço ſe tem empregado, para que com a peſſoa ou peſſoas, a quem o dito Sereniſſimo Rey des ſemelhantes Plenos-poderes, poſſa conferir, ajuſtar, concordar, e aſſignar da minha parte hum Tratado para a reciproca determinaçaõ dos limites, que haõ de ſubſiſtir ao diante entre as Conquiſtas das duas Monarchias, nas Indias Oriental e Occidental, e particularmente no Continente da America Meridional; para o que dou ao dito meu Plenipotenciario toda a faculdade, auctoridade e poder general e eſpecial, obrigando-me debaixo de fé e palavra de Rey, a haver por firme e valioſo tudo o que por elle for tratado, concordado e eſtipulado, e a ratificalo no tempo, em que elle convier. Em fé do que, fiz paſſar eſta carta, aſſignada por mim, e ſellada com o Sello grande das minhas armas.

Dada neſta Cidade de Lisboa a vinte de Dezembro do anno do Naſcimento de noſſo Senhor Jeſu Chriſto de mil ſetecentos quarenta e nove.

El-Rey

Marco Antonio de Azevedo Coutinho.

APPENDICE *).

I.

1794 *Traités entre les Rois d'Espagne et de Portugal touchant les decouvertes dans l'Ocean etc. conclus à Tordesillas* 1494.

(l'une Espagnol dans: CAETANO DE SOUSA *provas da hiſtoria genealogica da caſa real Portugueza* T. II. p. 94. tiré des archives da Torre do Tombo; l'autre à la ſuite de l'imprimé de Lisbonne du traité de 1750. p. 59.)

a.

Traité tel qu'il ſe trouve dans l'Impr. ſéparé de 1750.

Ratification Eſpagnole.

DON FERNANDO, y Doña Izabel por la gracia de Dios Rey y Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon, y de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Cevilla, de Sardeña, de Cordova, de Corſega, de Murcia, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, Conde y Condeça de Barcelona, y Señores de Viſcaya y de Molina, Duques de Atenas y de Neopatria, Condes de Roſſillon y de Cerdania, Marqueſes de Oriſtan y de Gocia-

*) Comme les traités qui ſuivent, ſavoir ceux de Tordeſillas de 1494 et celui de Saragoſſe de 1529 ſont importans pour l'etude de l'hiſtoire et ſervent à l'intelligence de celui de 1750, et que d'ailleurs ils manquent dans tous les recueils généraux, ne ſe trouvant que je ſache, qu'à la ſuite de l'imprimé ſeparé de 1750 et dans CAETANO DE SOUSA provas etc. ouvrages rares l'un et l'autre chès nous, j'ai cru rendre ſervice au public en les ajoutant ici, quoiqu'ils ſoient anterieurs de beaucoup à l'epoque qu'embraſſe le preſent recueil. La bulle papale du 4 May 1793, à la quelle le traité de 1494, ſi rapporte ſe trouve dans DUMONT T. III. P. II. p. 302. Mais le traité de 1494 imprimé ſép. 1750 et celui dans CAETANO DE SOUSA ſont deux traités differens, quoique de même date, dont l'un touche la ligne de démarcation, et l'autres les affaires d'Afrique, je les fais donc ſuivre ici lettre *a* et *b*.

Gociano, en uno con el Principe Don Juan, nuestro muy 1494
caro y muy amado hijo, primogenito heredero de los dichos nuestros Reynos y Señorios. Por quanto, por Don Henrique Henriques, nuestro Mayordomo mayor, y Don Guterre de Cardenas, Comisario mayor de Leon, nuestro Contador mayor, y el Doctor Rodrigo Maldonado, todos del nuestro Consejo, fue tratado, assentado, y capitulado por nós, y en nuestro nombre, y por virtud de nuestro poder, con el Serenissimo Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal y de los Algarbes, de aquende, y de allende el mar, en Africa Señor de Guinea, nuestro muy caro y muy amado hermano, y con Rey de Sosa Señor de Usagres y Berengel, y Don Juan de Sosa su hijo, Almotacen mayor del dicho Serenissimo Rey nuestro hermano, y Arias de Almadana, Corregidor de los fechos civiles de su Corte y del su Desembargo, todos del Consejo del dicho Serenissimo Rey nuestro hermano, em su Nombre, y por virtud de su poder, sus Embaxadores que a nós vinieron; sobre la diferencia de lo que a nós y al dicho Serenissimo Rey nuestro hermano pertenece, de lo que hasta siete dias deste mes de Junio, en que estamos, de la fecha desta Escriptura está por descubrir en el mar Oceano, en la qual dicha capitulacion los dichos nuestros Procuradores entre otras cosas prometieron, que dentro de cierto termino en ella contenido, nós otorgariamos, confirmariamos, juraríamos, ratificariamos, y aprovariamos la dicha capitulacion por nuestras personas; e nós queriendo complir, e compliendo todo lo que asy en nuestro nombre nombre fue assentado, e capitulado, e otorgado cerca de lo susodicho, mandamos traer ante nós la dicha Escriptura de la dicha capitulacion y assiento para la ver y examinar, y el tenor della de verbo ad verbum es este que se sigue:

En El Nombre de Dios Todo Poderoso, Padre y Fijo Tratado.
y Espirito Santo, tres personas realmente distinctas y apartadas, y una sola Essencia Divina.

Manifiesto, y notorio sea a todos quantos este publico instrumento vierem, como en la Villa de Tordesillas a siete dias del mes de Junio, anno del Nacimiento de nuestro Señor Jesu Christo de mil e quatrocientos e noventa e quatro annos, en presencia de nós los Secretarios, y Escrivanos, y Notarios publicos de

1494 ynſo eſcritos, eſtando preſentes los honrados Don Henrique Henriques Mayordomo mayor de los muy Altos y muy Poderoſos Principes, Señores Don Fernando y Doña Iſabel por la gracia de Dios Rey y Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada &c. e Don Guterre de Cardenas, Contador Mayor de los dichos Señores Rey y Reyna, y el Doctor Rodrigo Maldonado, todos del Conſejo de los dichos Señores Rey y Reyna de Caſtilla, e de Leon, de Aragon, de Sicilia, e de Granada &c. ſus procuradores baſtantes de la una parte, e los honrados Ruy de Soſa, Señor de Uſagres e Berengel, e Don Juan de Soſa ſu hijo, Almotacen mayor del muy Alto y muy Excelente Señor el Señor Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal e de los Algarbes, de aquende e de allende el mar, en Africa Señor de Guinea, e Arias de Almadana, Corregidor de los fechos civiles en ſu Corte, e del ſu Deſembargo, todos del Conſejo del dicho Señor Rey de Portugal, e ſus Embaxadores e Procuradores baſtantes, ſegund amas las dichas partes lo moſtraron por las cartas e poderes, e procuraciones de los dichos Señores ſus conſtituyentes, de las quales ſu tenor de verbo ad verbum es eſte que ſe ſigue:

Pleni-potentiæ Eſpagnol

Don Fernando y Doña Iſabel por la gracia de Dios Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jahen, del Algarbe, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, Conde y Condeça de Barcelona, e Señores de Viſcaya e de Molina, Duques de Atenas e de Neopatria, Condes de Roſellon et de Cerdania, Marqueſes de Oriſtan e de Goceano. Por quanto el Sereniſſimo Rey de Portugal nueſtro muy caro amado hermano, embio a nós por ſus Embaxadores et Procuradores a Ruy de Soſa, cuyas ſon las Villas de Uſagre e Berengel, e a Don Juan de Soſa ſu Almotacen mayor, e Arias de Almadana ſu Corregidor de los fechos Civiles en ſu Corte e del ſu Deſembargo, todos del ſu Conſejo, para platicar e tomar aſiento e concordia con nos, ò con nueſtros Embaxadores e Procuradores, en nueſtro Nombre, ſobre la diferencia que entre nós y el dicho Sereniſſimo Rey de Portugal nueſtro hermano, es ſobre lo que a nós y a el pertenece de lo que haſta agora eſtà por deſcubrir en el mar Oceano,

por

por ende confiando de vós Don Henrique Henriques nueſtro Mayordomo mayor, e Don Guterre de Cardenas Comiſario mayor de Leon, nueſtro Contador mayor, e del Doctor Rodrigo Maldonado de Talvera todos del nueſtro Conſejo, que ſois tales perſonas, que guardareis nueſtro ſervicio, e bien e fielmente hareis lo que por nós vos fuere mandado e encomendado; por eſta preſente Carta vos damos todo nueſtro poder complido, en aquella mas apta forma que podemos e en tal caſo ſe requiere, eſpecialmente para que por nós y en nueſtro nombre e de nueſtros herederos, e ſubſeſores, e de todos nueſtros Reynos e Señorios, ſubditos e naturales dellos, podays tratar, concordar e aſentar, e fazer trato e concordia con los dichos Embaxadores del dicho Sereniſſimo Rey de Portugal nueſtro hermano, en ſu Nombre, qualquier concierto, aſiento, limitacion, demarcacion e concordia ſobre lo que dicho es, por los vientos en grados de Norte, e del Sol, e por aquellas partes, diviſiones, e lugares del Cielo, e de la mar, e de la tierra, que a vós bien viſto fueren, e aſy vos damos el dicho poder, para que podays dexar al dicho Rey de Portugal, e a ſus Reynos e Sobſeſores todos los mares e Yslas, e tierras, que fueren e eſtovieren dentro de qualquier limitacion e demarcacion, que con el fincaren e quedaren; e otroſy vos damos el dicho poder, para que en nueſtro Nombre, e de nueſtros Herederos e Sobſeſores, e de nueſtros Reynos e Señorios, e ſubditos e naturales dellos, podades concordar, e aſentar, e recebir, e aceptar del dicho Rey de Portugal, e de los dichos ſus Embaxadores, e Procuradores en ſu Nombre, que todos los mares, Yslas, e tierras, que fueren e eſtovieren dentro de la limitacion e demarcacion de Coſtas, mares e Yslas, e tierras, que quedaren e fincaren con nós e con nueſtros Sobſeſores, para que ſean nueſtros e de nueſtro Señorio e Conquiſta, e aſy de nueſtros Reynos e Sobſeſores dellos, con aquellas limitaciones e excepciones, e con todas las otras diviſiones e declaraciones, que a vòs otros bien viſto fuere; e para que ſobre todo lo que dicho es, e para cada una coſa e parte dello, e ſobre lo a ello tocante, ò de ello dependiente, ò a ello anexo e conexo en qualquier manera, podais faſer e otorgar, concordar, tratar e recebir, e aceptar en nueſtro Nombre, e de los dichos nueſtros Herederos e Sobſeſores, e de todos nueſtros Reynos e Señorios, e ſubditos e naturales dellos, qualesquier capitulaciones e contratos, eſcripturas, con qualesquier vinculos, abtas, 1494

1494 *obtos, modos, condiciones, obligaciones e estipulationes, penas e submisiones e renunciaciones, que a vòs otros quisierdes e bien visto vos fuere e sobre ello podays fazer e otorgar, e fagays e otorgueys todas las cosas, e cada una dellas, de qualquier naturaleza e calidad, gravedad e importancia, que sea, ò ser poedan, aunque sean tales, que por su condicion requieran otro nuestro señalado e especial mandado, e de que se deviese de fecho e de derecho faser singular e espresa mincion, e que nòs seyendo presentes podriamos faser e otorgar e recebir, e otrosy vos damos poder complido, para que podays jurar, e jurcis en nuestra anima, que nòs e nuestros Herederos e Sobsesores, e Subditos e Naturales, e Vasallos adqueridos e por adquerir, ternemos, guardaremos e compliremos, e que ternan, guardaran e compliran realmente e con efeto todo lo que vòs otros asy asentardes, capitulardes, e jurardes e otorgardes, e firmardes, sesante toda cautela, fraude e engaño, ficcion, simulacion, e asy podays en nuestro Nombre capitular e segurar, e prometer, que nòs en persona seguraremos, juraremos e prometeremos e otorgaremos e firmarèmos todo lo que vòs otros en nuestre Nombre, cerca de lo que dicho es, segurardes e prometierdes e capitulardes, dentro de aquel termino de tiempo, que vos bien pareciere, e que lo guarderemos e cumpliremos realmente e con efeto, sò las condiciones e penas e obligationes contenidas en el contracto de las pases entre nòs y el dicho Sereníssimo Rey nuestro hermano fechas e concordadas, e so todas las otras que vòs otros prometierdes e asentardes, las quales desde agora prometemos de pagar, se en ellas yncorrieremos, para lo qual todo e cada una cosa e parte dello, vos damos el dicho poder con libre e general administracion, e prometemos e seguramos por nuestra fé y palabra Real, de tener e guardar e cumplir nòs e nuestros Herederos e Sobsesores, todo lo que por vòs otros, cerca de lo que dicho es, en qualquier forma e manera fuere fecho e capitulado e jurado e prometido; e prometemos de lo haver por firme, rato e grato, estable e valedero agora e en todo tiempo jamas; e que nò yremos ni vernemos contra ello ni contra parte alguna dello, nós, ni nuestros Herederos e Sobsesores, por nòs, ni por otras interpositas personas, directe, ni indirecte, sò alguna color, ni causa en juicio, ni fuera dèl, sò obligacion expresa, que para ello fasemos de todos nuestros bienes patrimoniales e fiscales, e otros qualesquer*

de

de nueſtros Vaſſallos, ſubditos, e naturales, muebles y rayſes, havidor e por haver. Por firmeſa de lo qual mandamos dar eſta nueſtra carta de poder, la qual firmamos de nueſtros Nombres, e mandamos ſellarla con nueſtro ſello: dada en la Villa de Tordeſillas a cinco dias del mes de Junio, anno del Naſcimiento de nueſtro Señor Jeſu Chriſto de mil quatrocientos e noventa e quatro annos. = Yo El Rey. = Yo la Reyna. = Yo Fernan Dalvres de Toledo, Secretario del Rey e de la Reyna nueſtros Señores ſa fize eſcrevir por ſu mandado. 1494

Pleinpouvoir Portugals. e

Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal, e de los Algarbes, de aquiende, e de allende el mar en Africa, e Señor de Guinea. A quantos eſta nueſtra Carta de poder e procuracion vieren, faſemos ſaber, que por quanto por mandado de los muy Altos, e muy Excelentes, e poderoſos Princepes, El Rey Don Fernando, e Reyna Doña Iſabel, Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. nueſtros muy amados e preciados hermanos, fueron deſcobiertas, e halladas noevamente algunas Tslas, e podrian adelante deſcobrir e hallar otras Tslas e tierras, ſobre las quales unas, e las otras halladas, e por hallar, por el derecho, e raſon, que en ello tenemos, podrian ſobrevenir entre nòs todos, e nueſtros Reynos e Señorios, Subditos e naturales dellos, debates e diferencias, que nueſtro Señor no conſienta, a nos plaſe, por el grande amor e amiſtad, que entre nòs todos ay, e por ſe buſcar, procurar, e conſervar mayor paz, e mas firme concordia, e aſuciego, que el mar en que las dichas Tslas eſtan, fueren halladas, ſe parta e demarque entre nòs todos en alguna buena, cierta, e limitada manera; y porque nòs al preſente nò podemos en ello intender en perſona, confiando de vòs Ruy de Soſa, Señor de Uſagres e Berengel, y Don Juan de Soſa nueſtro Almotacen mayor, y Arias de Almadana, Corregidor de los fechos civiles en la nueſtra Corte, e del nueſtro Deſembargo, todos del nueſtro Conſejo, por eſta preſente Carta vos damos todo nueſtro complido poder, abtoridad, e eſpecial mandado, e vos faſemos e conſtituimos a todos juntamente, e a dos de vòs, e a uno in ſolidum ſin los otros, en qualquier manera fueren impedidos, nueſtros Embaxadores e Procuradores, en aquella mas abta forma que podemos, e en tal caſo ſe requier, general e eſpecialmente, en tal manera, que la

1494 *generalidad no derrogue a la especialidad, ni la especialidad a la generalidad, para que por nòs, e en nuestro Nombre e de nuestros Herederos et Sobsesores, e de todos nuestros Reynos e Señorios, subditos e naturales dellos, podays tratar, concordar, asentar e faser, trateys, concordeys, e asenteys, e fagays con los dichos Rey e Reyna de Castilla nuestros hermanos, ò con quien para ello su poder tenga, qualquier concierto, asiento, limitacion, demarcacion, e concordia sobre el mar Oceano, Tslas, e tierra firme, que en el estovieren por aquellos rumos de vientos, e grados de Norte e de Sol, e por aquellas partes, devisiones, e lugares del Cielo e del mar, e de la tierra, que vos bien parecier, e asy vos damos el dicho poder para que podays dexar, e dexeis a los dichos Rey e Reyna, e a sus Reynos e Sobsesores, todos los mares, Tslas, e tierras, que fueren, e estovieren dentro de qualquier limitacion, et demarcacion, que con los dichos Rey e Reyna quedaren; e asy vos damos el dicho poder para en nuestro Nombre, e de nuestros Herederos e Sobsesores, e de todos nuestros Reynos e Señorios, subditos e naturales dellos, podays con los dichos Rey e Reyna, ò con sus Procuradores, concordar, asentar, recebir, e aceptar, que todos los mares, Tslas, e tierras, que fueren, e estovieren dentro de la limitacion, e demarcacion de Costas, mares, Tslas, e tierras, que con nòs e nuestros Sobsesores fincaren, sean nuestros e de nuestro Señorio e Conquista, e asy de nuestros Reynos e Sobsesores dellos, con aquellas limitaciones, e excepciones de nuestras Tslas, e con todas las otras clausulas e declaraciones, que vos bien parecier. El qual dicho poder damos a vòs los dichos Ruy de Sosa, e Don Juan de Sosa, e Arias de Almadana, para que sobre todo lo que dicho es, e sobre cada una cosa, e parte dello, e sobre lo a ello tocante, ò dello dependiente, ò a ello anexo e connexo en qualquier manera, podays faser e otorgar, concordar, tratar e disiratar, recebir e aceptar en nuestro Nombre, e de los dichos nuestros Herederos e Sobsesores, e de todos nuestros Reynos et Señorios, subditos e naturales dellos, qualesquier capitulos e contratos e escripturas, con qualesquier vinculos, patos, modos, condiciones, obligaciones, e estipulaciones, penas, e submissiones, e renunciaciones, que vòs quesierdes, e a vòs bien visto fueren, e sobre ello podays faser e otorgar, e fagays e otorgueys todas las cosas, e cada una dellas de qualquier naturaleza, calidad,*

gra-

gravedad, e importancia que ſean, ò ſer puedan, puſſo que ſean tales, que por ſu condicion requieran otro nueſtro ſingular e eſpecial mandado, e de que ſe devieſſe de fecho, e de derecho faſer ſingular e expreſa mencion, e que nós ſyendo preſentes podriamos faſer e otorgar e recebir; e otro/y vos damos poder complido, para que podays jurar, e jureys por nueſtra anima, que nòs e nueſtros Herederos e Sobſeſores, ſubditos e naturales e vaſſallos adquiridos, è por adquerir, ternemos, guardaremos, e compliremos, ternan, guardaran, e compliran realmente e con efeto todo lo que vòs afy aſentardes, capitulardes, jurardes, e otogardes, e firmardes; ceſante toda cautela, fraude, engaño, e fingimento, e aſy podays en nueſtro Nombre capitular, ſegurar, e prometer, que nòs en perſona ſeguraremos, juraremos, prometeremos, e firmaremos todo lo que vòs en el ſobre dicho Nombre, acerca de lo que dicho es, ſegurardes, prometierdes, e capitulardes, dentro de aquel termino de tiempo, que vos bien parecier, e que lo guardaremos e compliremos realmente, e con efeto, ſò las condiciones, penas, e obligaciones contenidas en el contracto de las paſes entre nòs fechas, e concordadas, e ſò todas las otras que vós prometierdes, e aſentardes en el dicho Nombre, las quales desde agora prometemos de pagar, e pagaremos realmente, e con efeto, ſy en ellas incurrieremos, para lo qual todo, e cada una coſa, e parte dello, vos damos el dicho poder con libre e general adminiſtracion, e prometemos, e ſeguramos por nueſtra fé Real, de tener, guardar e complir, e aſi nueſtros Herederos e Subceſores, todo lo que por vós acerca de lo que dicho es, en qualquier fórma e manera que fuere fecho, capitulado, jurado, e prometido, e prometemos de lo haver por firme, rato e grato, eſtable, e valioſo de agora para todo ſiempre, e que nò yremos, ni vernemos, ni yran, ni vernan contra ello, ni contra parte alguna dello en tiempo alguno, ni por alguna manera, por nos, ni por ſi, ni por yuterpoſitas perſonas directe, ni yndirecte, ſo alguna color ò cabſa en juyſio, ni fuera del, ſò obligacion expreſa, que para ello faſemos de los dichos nueſtros Reynos e Señorios, e de todos los otros nueſtros bienes patrimoniales, e fiſcales, e otros qualesquier de nueſtros Vaſallos, ſubditos e naturales, muebles, e de rayz avidos e por auer, en teſtimonio e fé de lo qual, vos mandamos dar eſta nueſtra Carta firmada por nòs, e ſellada de nueſtro Sello, dada en la nueſtra Cabdat de 1494

Lis-

1494 *Lisbona a ocho dias de Março Ruy de Pina la fiso annò del Nascimiento de nuestro Señor Jesu Christo, de mil e quatrocientos e noventa e quatro annos. = El Rey. =*

Ligne de demarcation.

E Luego los dichos Procuradores de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. e del dicho Señor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c. dixeron, que por quanto entre los dichos Señores sus Constituyentes ay cierta diferencia, sobre lo que a cada una de las dichas partes pertenece, de lo que fasta oy dia de la fecha desta capitulacion, està por descubrir en el mar Oceano; por ende que ellos por bien de pàz e concordia, e por conservacion del debdo, e amor, qual dicho Señor Rey de Portugal tiene con los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c. a sus Altezas plaze, e los dichos sus Procuradores en su Nonbre, e por virtud de los dichos sus poderes, otorgaron e consintieron, que se haga, e señale por el dicho mar Oceano una raya, ò linea derecha de polo a polo; convien a saber, del polo artico, al polo antartico, que es de Norte a Sul, la qual raya, ò linea se aya de dar, e dè derecha, como dicho es, a trecientas e setenta leguas de las Yslas del Cabo-Verde, hasia la parte del Poniente, por grados ò por otra manera, como mejor y mas presto se pueda dar, de manera que nò sean màs, e que todo lo que hasta aqui se ha fallado, e desoubierto, e de aqui a delante se hallare, e descubriere por el dicho Señor Rey de Portugal, e por sus navios, asy Yslas, come tierra firme, desde la dicha raya, e linea dada en la forma susodicha, yendo por la dicha parte del Levante, dentro de la, dicha raya a la parte del Levante, ò del Norte, ò del Sul della, tanto que no sea atravesando la dicha raya, que esto sea, e finque, e pertenesca al dicho Señor Rey de Portugal, e a sus Subcesores, para sienpre jamas, e que todo lo otro, asi Yslas, como tierra firme, halladas y por hallar, descubiertas y por descubrir, que son ò fueren halladas par los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e por sus navios desde la dicha raya dada en la forma suso dicha, yendo por la dicha parte del Poniente, despues de pasada la dicha raya hasia el Poniente, ò el Norte, ò el Sul della, que todo sea, e finque, e pertenesca a los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Leon &c. e a sus subsesores

sores para siempre jamas. Yten los dichos Procuradores 1494
promityeron, e seguraron por virtud de los dichos poderes, que de oy en adelante no embiaran navios algunos; conviene a saber, los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Leon, e de Aragon &c. por esta parte de la raya a la parte del Levante aquiende de la dicha raya, que queda para el dicho Señor Rey de Portugal e de los Algarbes &c., ni el dicho Señor Rey de Portugal a la otra parte de la dicha raya, que queda para los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c. a descobrir e buscar tierras, ni Yslas algunas, ni a contratar, ni rescatar, ni conquistar en manera alguna; pero que si acaesciere, que yendo asy aquiende de la dicha raya los dichos navios de los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, de Leon, e de Aragon &c. fallasen qualesquier Yslas, ò tierras en lo que asy queda para el dicho Señor Rey de Portugal, que aquello tal sea, e finque para el dicho Señor Rey de Portugal, e para sus Herederos para siempre jamas, e sus Altesas gelo ayan de mandar luego dar, e entregar. E se los navios del dicho Señor Rey de Portugal fallaren qualesquier Yslas, e tierras en la parte de los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Leon, e Aragon &c., que todo lo tal sea, e finque para los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, de Leon e de Aragon &c., e para sus Herederos para siempre jamas, e que el dicho Señor Rey de Portugal, gelo haya luego de mandar dar, e entregar. Yten, para que la dicha linia, ò raya de la dicha partision se aya de dar, e dè derecha, e la mas cierta, que ser podiere por las dichas trecientas e setenta legoas de las dichas Yslas del Cabo-Verde hasia la parte del Poniente, como dicho es, concordado, e asentado por los dichos Procuradores de ambas las dichas partes, que dentro de diez meses primeros siguientes, contados desde el dia de la fecha desta capitulacion, los dichos Señores sus Constituyentes hayan de embiar dòs, ò quatro caravelas, convien a saber, una ò dòs de cada parte, ò mas ò menos, segund se acordaren por las dichas partes que son necesarias, las quales para el dicho tiempo sean juntas en la Ysla de la gran Canaria; y embien en ellas cada una de las dichas partes, personas, asy pilotos como astrologos, e marineros, e qualesquier otras personas, que convengan, pero que sean tantos de una parte, como de otra; y que algunas personas

de

1494 de los dichos pilotos, e astrologos, e marineros, e personas que sepan, que embiaren los dichos Señores Rey e Reyna de Castilla, e de Leon, de Aragon &c. vayan en el navio ò navios que embiare el dicho Señor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c., e asy mismo algunas de las dichas personas, que embiare el dicho Sennor Rey de Portugal, vayan en el navio, ò navios, que embiaren los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e Aragon, tanto de una parte, como de otra parte, que juntamente poedan mejor ver, e reconoscer la mar, e los rumos, e vientos, e grados de Sol, e Norte, e sennalar las legoas sobredichas, tanto que para faser el sennalamiento e lemite conviran todos juntos, los que fueren en los dichos navios, que embiaren amas las dichas partes, e llevaren sus poderes; los quales dichos navios, todos juntamente continuen su camino a las dichas Yslas del Cabo-Verde, e desde alli tomaran su rota derecha al Poniente hasta las dichas trecientas e setenta legoas, medidas como las dichas personas, que asy fueren, acordaren que se deven medir, sin prejuicio de las dichas partes, y alli donde se acabaren, se haga el punto, e sennal que convenga, por grados de Sol ò de Norte, ò por singradura de leguas, ò como mejor se pudieren concordar. La qual dicha raya sennalen, desde el dicho polo artico al dicho polo antartico, que es de Norte a Sul, como dicho es, y aquello que sennalaren lo escrivan, e firmen de sus nombres las dichas personas, que asi fueren enbiadas por amas las dichas partes, las quales han de llevar facultad e poderes de las dichas partes, cada uno de la suya, para haser la dicha sennal, e limitacion; y fecha por ellos, seyendo todos conformes, que sea avida por sennal e limitacion perpetuamente para sienpre jamas. Para que las dichas partes, ni alguna dellas, ni sus subcesores para sienpre jamas no la puedan contradesir, ni quitar, ni remover en tienpo alguno, ni por alguna manera que sea, ò ser pueda. E sy caso fuere, que la dicha raya e limite de polo a polo, como dicho es, topare en alguna Ysla ò tierra firme que al comienço de la tal Ysla ò tierra que asi fuere hallada donde tocare la dicha raya se haya alguna sennal ò torre; e que en derecho de la tal sennal ò torre se continue dende en adelante otras sennales por la tal Yala ò tierra en derecho de la dicha raya, las quales partan lo que a cada una de las partes pertenecie-

ciere

cierè della, e que los ſubditos de las dichas partes no 1494
ſean oſados los unos de paſar a la parte de los otros, ni los otros de los otros, paſando la dicha ſennal ò limite en la tal Ysla ò tierra.

Tien por quanto para yr los dichos navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon &c. de los ſus Reynos et Sennorios a la dicha ſu parte allende de la dicha raya, en la manera que dicho es, es forſado que ayan de paſar por los mares deſta parte de la raya que queda para el dicho Sennor Rey de Portugal, por ende es concordado e aſentado que los dichos navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, de Leon, de Aragon &c. poedan ir e venir, y vayan e vengan libre, ſegura, e pacificamente ſin contradicion alguna por los dichos mares que quedan con el dicho Sennor Rey de Portugal, dentro de la dicha raya en todo tiempo, e cada y quando ſus Alteſas, e ſus Sobſeſores quiſieren, e por bien tuvieren; los quales vayan por ſus terminos derechos, e rotas, deſde ſus Reynos para qualquier parte de lo que eſtà dentro de ſu raya, e limite, donde quiſieren embiar a deſcobrir, e conquiſtar, e a contratar, e que lleven ſus caminos derechos por donde ellos acordaren de yr para qualquier coſa de la dicha ſu parte, e de aquellos no puedan apartarſe, ſalvo lo que el tiempo contrario los fiſiere apartar; tanto que nò tomen ni ocupen antes de paſar la dicha raya coſa alguna de lo que fuere fallado por el dicho Sennor Rey de Portugal en la dicha ſu parte; e ſe alguna coſa fallaren los dichos ſus navios antes de paſſar la dicha raya, como dicho es, que aquello ſea para el dicho Sennor Rey de Portugal, e ſus Alteſas gelo ayan de mandar loego dar, e entregar. E porque podria ſer que los navios, e gentes de los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Aragon &c. ò por ſu parte avran fallado haſta veynte dias deſte mes de Junio en que eſtamos de la fecha deſta capitulacion, algunas Yslas, e tierra firme dentro de la dicha raya, que ſe ha de faſer de polo a polo por linea derecha en fin de las dichas trecientas e ſetenta legoas contadas deſde las dichas Yslas del Cabo-Verde al Poniente, como dicho es; Es concordado, e aſentado, por quitar toda dubdà que todas las Yslas, e tierra firme que ſean falladas, e deſcobiertas en qualquier manera haſta los dichos veynte dias deſte dicho mes de Junio, aunque *Navigation.*

ſean

1494 sean falladas por los navios, e gentes de los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c. con tanto que sea dentro de las docientas e cincoenta legoas primeras de las dichas trecientas e setenta legoas, contadas desde las dichas Yslas del Cabo-Verde al Poniente hasta la dicha raya, en qualquier parte dellas para los dichos polos, que sean falladas dentro de las dichas docientas e cincoenta legoas hasiendose una raya, ò linea derecha de polo a polo donde se acabaren las dichas docientas e cincoenta legoas, queden e finquen para el dicho Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes &c., e para sus Subsesores e Reynos para siempre jamas. E que todas las Yslas, e tierra firme, que hasta los dichos veynte dias deste mes de Junio en que estamos, sean falladas e descobiertas por los navios de los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e por sus gentes, ò en otra qualquier manera dentro de las otras ciento e veynte legoas, que quedan para complimiento de las dichas trecientas e setenta legoas, en que ha de acabar la dicha raya, que se ha de faser de polo a polo, como dicho es, en qualquier parte de las dichas ciento e veynte legoas para los dichos polos, que sean falladas fasta el dicho dia, queden e finquen para los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e para sus Subsesores, e sus Reynos para siempre jamas, como es. y ha de ser suyo lo que es ò fuere fallado allende de la dicha raya de las dichas trecientas e setenta legoas que quedan para sus Altesas, como dicho es, aunque las dichas ciento e veynte legoas, son dentro de la dicha raya de las dichas trecientas e sententa legoas, que quedan para el dicho Sennor Rey de Portugal, e de los Algarbes &c. como dicho es. E se fasta los dichos veynte dias deste dicho mes de Junio, nó son fallados por los dichos navios de sus Altesas cosa alguna dentro de las dichas ciento e veynte legoas, e de alli adelante lo fallaren, que sea para el dicho Sennor Rey de Portugal, como en el capitulo susoescripto es contenido. Lo qual todo que dicho es, e cada una cosa, e parte dello los dichos Don Henrique Henriques Mayordomo mayor, e Don Guterre de Cordenas Contador mayor, e Doctor Rodrigo Maldonado, Procuradores de los dichos muy Altos e muy Poderosos Principes los Sennores El-Rey e la Reyna de Castilla, de Leon, de Aragón, de Sicilia, e de

e de Granada &c., e por virtud del dicho su poder que 1494
de suso và incorporado, e los dichos Ruy de Sosa, e Don Juan de Sosa su hijo, e Arias de Almadana, Procuradores e Embaxadores del dicho muy Alto e muy Excelente Princepe el Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes, de aquiende e alliende, en Africa Sennor de Guinea, e por virtud del dicho su poder, que de suso và incorporado, prometieron e seguraron en Nombre de los dichos sus Constituyentes, que ellos e sus Subsesores e Reynos e Sennorios para siempre jamas ternan e guardaran e compliran realmente, e con efecto, cesante todo fraude y cautela, enganno, ficcion, e simulacion todo lo contenido en esta capitulacion, e cada una cosa e parte dello, e quisieron e otorgaron que todo lo contenido en esta dicha capitulacion, e cada una cosa, e parte dello sea guardado e cumplido e executado como se ha de guardar e complir, executar todo lo contenido en la capitulacion de las pases fechas e asentadas entre los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e de Aragon &c., e el Sennor Don Alfonso Rey de Portugal, que santa gloria aya, e el dicho Sennor Rey, que agora es de Portugal, su fijo seyendo Princepe, el anno que passò de mil e quatrocientos e setenta e noeve annos, *), e sò aquellas mismas penas, vinculos, e firmesas, e obligaciones, segund e de la manera que en la dicha capitulacion de las dichas pases se contiene; e obligaronse, que las dichas partes, ni alguna dellas, ni sus Subsesores para siempre jamas no iran, ni vernan contra lo que de suso es dicho y especificado, ni contra cosa alguna, ni parte dello directe ni indirecte, ni por otra manera alguna en tiempo alguno, ni por alguna manera pensada, ò non pensada, que sea ò ser poeda; sò las penas contenidas en la dicha capitulacion de las dichas pases. E la pena pagada ò non pagada, ò graciosamente remetida, que esta obligacion, e capitulacion, e asiento, quede e finque firme, estable, e valedera para siempre jamas, para lo qual todo asy tener e guardar, e complir e pagar, los dichos Procuradores en Nombre de los dichos sus Constituyentes obligaron los bienes cada uno de la dicha su parte, moebles e raises, patrimoniales e, fiscales, e de sus subditos e Vassallos, havidos e por haver, e renunciaron qualesquier leys, e derechos de que

*) *Sparez da Sylva* T. IV. p. 338.

1494 que se poedan aprovechar las dichas partes, e cada una dellas, para ir ò venir contra lo susodicho, ò contra
Serment. alguna parte dello; e por mayor seguridad e firmeza de lo susodicho, juraron a Dios, e a Santa Maria, e a la señal de la Cruz, en que posieron sus manos derechas, e a las palabras de los Sanctos Evangelios dò quier que mas largamente son escriptos; en anima de los dichos sus Constituyentes, que ellos y cada uno de ellos ternan, e guardaran, e compliran todo lo susodicho, y cada una cosa, e parte dello realmente, e con efeto, cesante todo fraude, cautela, e engaño, ficcion, e simulacion, e nò lo contradiran en tiempo alguno, ni por alguna manera. Sò el qual dicho juramento juraron de nò pedir absolvicion, ni relaxacion del a nuestro muy Santo Padre, ni a otro ningun Legado, ni Prelado que gela pueda dar, e aunque proprio motu gela dè, no usaran della, antes por esta presente capitulacion suplican en el dicho nombre a nuestro muy Santo Padre, que a Su
Confirmation papale. Santidad plega confirmar, e aprovar esta dicha capitulacion *), segund en ella se contiene, e mandando expedir sobre ello sus Bulas à las partes, ò a qualquier dellas, que las pedieren, e mandando incorporar en ellas el tenor desta capitulacion, poniendo sus censuras a los que contra ella fueren, ò pasaren, en qualquier tiempo
Ratification. que sea, ò ser poeda. E asy mismo los dichos Procuradores en el dicho Nombre se obligaron sò la dicha pena, e juramento, que dentro de ciento dias primeros siguyentes, contados desde el dia de la fecha desta capitulacion, daran la una parte a la otra, y la otra a la otra aprobacion, e ratificacion desta dicha capitulacion, escriptas en pergamino, e firmadas de los Nombres de los dichos Sennores sus Constituyentes, e selladas con sus Sellos de plomo pendiente, e en la escriptura que ovieren de dar los dichos Sennores Rey e Reyna de Castilla, e Aragon &c. aya de firmar, e consentir, e otorgar el muy Esclarecido, e Ylustrissimo Sennor el Sennor Princepe Don Juan su hijo, de lo qual todo que dicho es, otorgaron dòs escripturas de un tenor tal la una como la otra, las quales firmaron de sus Nombres, e las otorgaron ante los Secretarios, e Escrivanos de yuso escriptos para cada una de las partes la suya. E qual-

*) La bulle confirmatoire du Pape en date du 24 Juin 1506 se trouve dans Rousset *Supplém.* T. II. P. I. p. 10, et dans Cartano de Sousa *provas* T. II. p. 106.

qualquiera que paraſciere, vala como ſe ambas a dos pareſcieſen; que fueron fechas, e otorgadas en la dicha Villa de Tordeſillas el dicho dia, e mes, e anno ſuſodicho. El Comiſario mayor Don Henrique, Ruy de Sosa, Don Juan de Sosa, el Doctor Rodrigo Maldonado, Licenciatus Arias; Teſtigos que fueron preſentes que vieron a qui firmar ſus nombres a los dichos Procuradores, e Embaxadores, e otorgar lo ſuſodicho, e faſer el dicho juramento el *Comiſario Pedro de Leon*, el *Comiſario Fernando de Torres*, veſinos de la Villa de Vallid, el *Comiſario Fernando de Gamarra Comiſario de Zagra* e Senate, contino de la Caſa de los dichos Rey e Reyna nueſtros Sennores, e *Juan Soares de Sequera*, e *Ruy Leme*, e *Duarte Pacheco*, continos de la Caſa del Sennor Rey de Portugal para ello procurados. E yo *Fernan Dalvres de Toledo*, Secretario del Rey e de la Reyna nueſtores Sennores, e del ſu Conſejo, e Eſcrivano de Camara, e Notario publico en la ſu Corte, e en todos los ſus Reynos e Sennorios, fuy preſente a todo lo que dicho es en uno con los dichos teſtigos, e con *Eſtevan Vaès*, Secretario del dicho Sennor Rey de Portugal, que por abtoridad que los dichos Rey e Reyna nueſtros Sennores le dieron para dar fé deſte abçon en ſus Reynos, que fue aſy miſmo preſente a lo que dicho es, e a roego e otorgamiento de todos los dichos Procuradores e Embaxadores, que en my preſencia, e ſuya, a qui firmaron ſus nombres, eſte publico inſtromento de capitulacion fiſe eſcrevir, el qual và eſcripto en eſtas ſeis fojas de papel de pliego entero eſcriptas de ambas partes con eſta en que van los nombres de los ſobredichos, e my Signo; en en fin de cada plana và ſennalado de la ſennal de my nombre, e de la ſennal del dicho *Eſtevan Vaes*, e porende fiſe aqui my ſigno, que es tal. = En teſtimonio de verdad Fernan Dalvres. E yo el dicho Eſtevan Vaes, que por abtoridad que los dichos Sennores Rey e Reyna de Caſtilla, e de Leon, mè dieron para faſer publico en todos ſus Reynos e Sennorios, juntamente con el dicho Fernan Dalvres, a roego, e requerimento de los dichos Embaxadores e Procuradores a todo preſente fuy, e por fé e certidumbre dello aqui de my publico ſennal la ſigné, que tal es. 1494

La qual dicha Eſcriptura de aſiento, e capitulacion, e concordia ſuſo incorporada, viſta e intendida por nós, Ratification Eſpagnole.

1494 *e por el dicho Principe Don Juan nuestro hijo, la aprovamos, loamos, e confirmamos, e otorgamos, e ratificamos, e prometemos de tener, e guardar, e complir todo lo susodicho en ella contenido, e cada una cosa, e parte dello realmente e con efeto, cesante todo fraude, e cautela, ficcion, e simulacion, e de no yr, ni venir contra ello, ni contra parte dello en tiempo alguno, ni por alguna manera que sea, ò ser poeda; e por mayor firmeza, nós, y el dicho Principe Don Juan nuestro hijo juramos a Dios, e a Santa Maria, e a las palavras de los Santos Evangelios dò quier que mas largamente son escriptas, e a la señal de la Crus, en que corporalmente posimos nuestras manos derechas en presencia de los dichos Ruy de Sosa, e Don Juan de Sosa, e Licenciado Arias de Almadana, Embaxadores e Procuradores del dicho Serenissimo Rey de Portugal, de lo asy tener e guardar, e cumplir, e cada una cosa, e parte de lo que a nós incumbe, realmente e con efecto, como dicho es, por nós, e por nuestros Herederos e Subsesores, e por los dichos nuestros Reynos e Sennorios, e subditos e naturales dellos, sò las penas e obligaciones, vinculos e renunciaciones en el dicho contracto de capitulacion, e concordia de suso escripto, contenidas: por certificacion, e corroboracion de lo qual, firmamos en esta nuestra Carta nuestros Nombres, e la mandamos sellar con nuestro Sello de plomo pendiente en filos de seda a colores. Dada en la Villa de Arevalo á dos dias del mes de Julio anno del Nascimiento de nuestro Sennor Jesu Christo de mil quatrocientos noventa e quatro annos.*

Yo El Rey. — Yo la Reyna. — Yo El Princype. —

Y yo Fernan Dalvres de Toledo,
Secretario del Rey e de la Reyna nuestros Sennores, la fice escrebir por su mandado.

Asensos Doctor.

b.

b.

Copie d'un traité conclu sous la même date du 7 Juin 1494 et qui se trouve dans CAETANO DE SOUSA *provas* T. II. p. 94. 99. 1494 7 Juin.

En El Nombre de Dios todo poderoso &c.

Manifiesto, y notorio sea a todos que este publico instromento vierem, como en la villa de Tordesillas a siete dias del mes de Junio anno 1494 &c. (comme le précédent traité; et d'autres pléinspouvoirs également du 8 Mars et 5 Juin insérés).

I luego los dichos Procuradores de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada &c. y del dicho Señor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. dixeron que por quanto entre los dichos Señores sus constituientes ay y le espera aver difrencia sobre lo que toca a la pescaria del mar que es desde el Cabo de Bujador fasta el Rio del oro porque por parte de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. se dize que a Sus Altezas y a sus subditos y naturales de los sus Reynos de Castilla pertenesce la dicha pescaria y nó al dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarves &c. ny a sus subditos y naturales del dicho su Reyno de Portugal y por parte del dicho Sennor Rey de Portugal se dize por el contrario que la dicha pescaria desde el dicho Cabo de Bujador abaxo fasta el dicho Rio del oro no pertenese a los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. ny a sus subditos sy nó a el e a sus subditos y naturales del dicho su Reyno de Portugal sobre lo qual hasta aqui ha avido la dicha difrencia y de voluntad y mandamiento de los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. y del dicho Sennor Rey de Portugal se dize que fue mandado y defendido cada uno a sus subditos y naturales que ningunos dellos fueren a pescar en los dichos mares y Rio desde el dicho Cabo de Bujador abaxo fasta el dicho Rio del oro fasta tanto que fuese visto y determinado por justicia a qual de las dichas partes pertenesce lo susodicho y asy mismo porque entre los dichos Sennores constituyentes ay dubda y difrencia sobre los limites del Reyno de Fez assy donde comienca del Cabo del Estrecho a la parte del Levante como donde feneśe y acaba a la otra parte de la Costa hasta Meca

1494 *e por el dicho Princepe Don Juan nuestro hijo, la aprovamos, loamos, e confirmamos, e otorgamos, e ratificamos, e prometemos de tener, e guardar, e complir todo lo susodicho en ella contenido, e cada una cosa, e parte dello realmente e con efeto, cesante todo fraude, e cautela, ficcion, e simulacion, e de no yr, ni venir contra ello, ni contra parte dello en tiempo alguno, ni por alguna manera que sea, ò ser poeda; e por mayor firmesa, nós, y el dicho Princepe Don Juan nuestro hijo juramos a Dios, e a Santa Maria, e a las palavras de los Santos Evangelios dò quier que mas largamente son escriptas, e a la sennal de la Crus, en que corporalmente posimos nuestras manos derechas en presencia de los dichos Ruy de Sosa, e Don Juan de Sosa, e Licenciado Arias de Almadana, Embaxadores e Procuradores del dicho Serenissimo Rey de Portugal, de lo asy tener e guardar, e cumplir, e cada una cosa, e parte de lo que a nós incumbe, realmente e con efecto, como dicho es, por nós, e por nuestros Herederos e Subsesores, e por los dichos nuestros Reynos e Sennorios, e subditos e naturales dellos, sò las penas e obligaciones, vinculos e renunciaciones en el dicho contracto de capitulacion, e concordia de suso escripto, contenidas: por certificacion, e corroboracion de lo qual, firmamos en esta nuestra Carta nuestros Nombres, e la mandamos sellar con nuestro Sello de plomo pendiente en filos de seda a colores. Dada en la Villa de Arevalo a' dos dias del mes de Julio anno del Nascimiento de nuestro Sennor Jesu Christo de mil quatrocientos noventa e quatro annos.*

Yo El Rey. — Yo la Reyna. — Yo El Princype. —

Y yo Fernan Dalvres de Toledo,
Secretario del Rey e de la Reyna nuestros Sennores, la fice escrebir por su mandado.

Asensos Doctor.

b.

b.

Copie d'un traité conclu sous la même date du 7 Juin 1494 et qui se trouve dans CAETANO DE SOUSA *provas* T. II. p. 94. 99. 1494 7 Juin.

En El Nombre de Dios todo poderoso &c.

Manifiesto, y notorio sea a todos que este publico instromento vierem, como en la villa de Tordesillas a siete dias del mes de Junio anno 1494 &c. (comme le precedent traité; et d'autres pleinspouvoirs également du 8 Mars et 5 Juin insérés).

I luego los dichos Procuradores de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla, de Leon, de Aragon, de Sicilia, de Granada &c. y del dicho Señor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. dixeron que por quanto entre los dichos Señores sus constituientes ay y le espera aver difrencia sobre lo que toca a la pescaria del mar que es desde el Cabo de Bujador fasta el Rio del oro porque por parte de los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. se dize que a Sus Altezas y a sus subditos y naturales de los sus Reynos de Castilla pertenesce la dicha pescaria y nó al dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarves &c. ny a sus subditos y naturales del dicho su Reyno de Portugal y por parte del dicho Sennor Rey de Portugal se dize por el contrario que la dicha pescaria desde el dicho Cabo de Bujador abaxo fasta el dicho Rio del oro no pertenese a los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. ny a sus subditos sy nó a el e a sus subditos y naturales del dicho su Reyno de Portugal sobre lo qual hasta aquí ha avido la dicha difrencia y de voluntad y mandamiento de los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. y del dicho Sennor Rey de Portugal le dize que fue mandado y defendido cada uno a sus subditos y naturales que ningunos dellos fueren a pescar en los dichos mares y Rio desde el dicho Cabo de Bujador abaxo fasta el dicho Rio del oro fasta tanto que fuese visto y determinado por justicia a qual de las dichas partes pertenesce lo suso dicho y asy mismo porque entre los dichos Sennores constituyentes ay dubda y difrencia sobre los limites del Reyno de Fez assy donde comienca del Cabo del Estrecho a la parte del Levante como donde fenesce y acaba y la otra parte de la Costa hasta Meca

1494 *pertença a los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. que el dicho Sennor Rey de Portugal las aya de dar y entregar a los Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. luego cada y quando gelas pedieren pagandole los despeuzas que oviere fecho en las tomar y en las lavores dellas y que hasta que gelos paguen tenga el dicho Sennor Rey de Portugal las tales Villas y Fortalezas en su poder por prenda dello.* Item *es concordado y asentado que sy dentro de los dichos tres annos conplidos primeros seguientes los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla de Aragon &c. no quisieren estar por esta capitulacion asy en lo que toca a la dicha pescaria del Cabo de Bujador como en la dicha limitacion y senalamiento del dicho Reyno de Fez que esta capitulasion sea ninguna y de ningun defecto y valor y todo lo del dicho Cabo de Bujador y senalamiento del dicho Reyno de Fez y todas las otras cozas en ella contenidas le tornen por el mismo fecho al punto y estado en que han estado y estan hasta oy dia de la fecha desta capitulacion y que ninguna de las partes no gane ny adquiera derecho ny propriedad ny posesion ny la otra lo pierda por virtud della antes en tal cazo sea avida esta capitulacion y todo lo que por virtud della se fiziere y uzare como sy nunca pasara y que en tal cazo sean obligados los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. de entregar al dicho Sennor Rey de Portugal o a su cierto mandado las dichas Villas de Caçaca y Melilla o qualquier dellas que ovieren ganado y tovieren con tanto que al tienpo que los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla ovieren de entregar al dicho Sennor Rey de Portugal las dichas Villas de Caçaca y Melilla o qualquier dellas que ovieren ganado ovido el dicho Sennor Rey de Portugal sea obligado de les pagar todos los maravidiz que montare en todas las costas que ovieren fecho asy en el tomar de las dichas Villas y cada una dellas como en las lavores que en ellas ovieren fecho y que hasta que los dichos Sennores Rey y Reyna de Castilla de Aragon sean pagados dello ellos tengaõ las dichas Villas y Fortalezas y cada una dellas y que como quiera que ellos las tengan por la dicha prenda pues a cargo del dicho Sennor Rey de Portugal se quedan en su poder que esta capitulacion todavia sea ninguna y de ningun valor y efecto como dicho es en lo que toca al dicho Cabo de Bujador y limitacion del Reyno de Fez y las otras*

cozas

cozas en ella contenidas. Pero ſy durante el tiempo de los dichos tres annos o encomedio dellos los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon no declararen al dicho Sennor Rey de Portugal como no quiere eſtar por eſta dicha capitulacion y aſiento que en tal cazo conplidos los dichos tres annos no faziendo Sus Altezas la dicha declaracion ſe entienda que eſta capitulacion dende en adelante queda en ſu fuerça y vigor perpetuamente para que los ſubditos de los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla &c. no poedan yr ny peſcar ny fazer otras cozas desde el dicho Cabo de Bujador faſta el Rio del oro como dicho es y en lo de los otros mares de Bojador ariba ſe haga y cunpla todo lo de ſuſo contenido y que las dichas Villas de Melilla y Caçaca con ſus tierras y terminos ſean y finquen perpetuamente con los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Leon &c. y con ſus Reynos y que la dicha lemitacion del dicho Reyno de Fez en la una parte y en la otra ſea y queda y finque perpetuamente como y de la manera que de ſuſo ſe contiene a ninguna de las partes no la pueda remover ny desfazer en tiempo alguno ny por alguna manera que ſea o ſer pueda y que eſta dicha capitulacion no prejudique en coza alguna a la capitulazion de las paxes fecha entre los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. y el Sennor Don Alonço de Portugal que ſanta gloria aya y el dicho Sennor Rey de Portugal que agora es ſeyendo Principe mas que aquello quede en ſu fuerça y vigor para ſienpre ja mas. Item es concordado y aſentado que ſy de aqui a los dichos tres annos conplidos primeros ſeguientes el dicho Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. declarare y notificare a los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Aragon &c. como no quieren eſtar por eſta dicha capitulacion que en tal cazo queden para los dichos Sennores Rey y Reyna de Caſtilla y de Leon &c. las dichas Villas de Caçaca y Melilla a la conquiſta dellas quier las ayan tomado o non para ſienpre ja mas para ellos y para los dichos ſus Reynos de Caſtilla y de Leon y que todo lo otro contenido en eſta dicha capitulacion ſea ninguno y de ninguno defecto y valor y todo quede por el mismo fecho en el eſtado en que ha eſtado y eſta faſta oy dicho dia y que ninguna de las partes no gane ny adquiera derecho ny propriedad ny poſecion ny la otra la pierda por virtud della lo qual todo que dicho es y cada una cazа y parte della los dichos Don Enri- 1494

1494 *que Henriques Mayordomo mayor y Don Goterre de Cardenas Contador mayor y Doctor Rodrigo Maldonado Procurador de los dichos muy altos y muy poderpzas Principes los Sennores El Rey y la Reyna de Castilla de Leon, de Aragon, de Secilia, de Granada &c. y por virtud del dicha su poder que de suso va encorporado y los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza su fijo y Arias de Almadana Procuradores e Enbaxadores de lo dicho muy alto y muy excelente Principe el Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes de aquiende y de allende mar en Africa Sennor de Guinea y por virtud del dicho su poder que de suso va encorporado prometieron y segurarom en nombre de los dichos sus constituyentes que ellos en loque a cada una de las partes toca durante el dicho tienpo de los dichos tres annos de suso contenidos y sy dende en adelante esta dicha capitulacion quedare firme y valedera que ellos o sus succesores y Reynos y Sennorios para sienpre ja mas ternan y guardaran y cumpliran realmente y con effecto cesante todo fraude y cautela engano ficcion y simulacion todo lo contenido en esta capitulacion y cada una coza y parte dello y obligaronse que las dichas partes ny alguna dellas en lo que a ellos toca ny a sus subcesores para sienpre ja mas en lo que oviere de ser perpetuo no yran ny vernan contra lo que de suso es dicho y especificado ny contra coza alguna ny parte dello directe ny indirecte en manera alguna en tienpo alguno ny por alguna manera pencada o non pencada sob pena de duzientas mil doblas de oro Castellanas de la vanda que dé e pague la parte que lo quebrantare y non lo cunplier o contra ello fuer o viniere para la parte que lo cunpliere por pena y por postura y entierece convencional que puzieron por cada una vez que lo quebrantaren o contra ello fueren o vinieren y la pena pagada o non pagada o graciozamente remitida que esta obligacion y capitulacion y asiento quede y finy firme estable y valedera como en ella se contiene para lo qual todo assy tener y guardar y conplir y pagar los dichos Procuradores en nombre de los dichos sus constituyentes obrigaron los bienes cada uno de la dicha su parte muebles y raizes patrimoniales y fiscales y de sus subditos y Vasallos avidos y por haver y por qual dicho poder que los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza y Arias de Almadana tienen del dicho Sennor Rey de Portugal &c. suso encorporado no se estiende para fazer y otorgar lo que dicho es en*

esta

esta dicha escriptura continido como quiera que ellos trayan 1494
crencia y instrucion del dicho Sennor Rey de Portugal
para lo fazer pero por mas seguridad y firmeza de lo
suzo dicho los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza
y Arias de Almadana se obligaron por sy y por sus
bienes muebles y raizes avidos y por haver que el dicho
Sennor Rey de Portugal y de los Algarbes &c. dentro
de sincoenta dias primeros seguientes ratheficara y apro-
vara y de nuevo otorgara esta dicha escriptura de asiento
y concordia segund que en ella se contiene y la terna y
guardara y conplira realmente y con effecto so la dicha
pena cerca de lo qual todo que dicho es renunciaron qua-
lesquier leys y derechos de que se podrian aprovechar las
dichas partes y cada una dellas para hir o venir o con-
tradezir lo que dicho es o qualquier caza y parte dello
y por mayor firmeza y seguridad de lo suso dicho jura-
ron a Dios y a Santa Maria y a la senal de la Cruz en
que puzieron sus manos derechas y a las palablas de los
Santos Evangelios do quier que mas largamente son
escriptas em anima de los dichos sus constituyentes que
ellos y cada uno dellos ternan y guardaran y cumpliran
todo lo suzo dicho y cada una coza y parte dello real-
mente y con effecto segund dicho es y no lo contradiran
so el qual dicho juramento juraron de non pedir absolu-
cion ny relaxacion del o nuestro muy Santo Padre ny a
otro ninguno delegado ni Perlado que giela pueda dar y
a un què proprio moto geladen nó uzaran della y assy
mismo los dichos Procuradores del dicho Sennor Rey de
Portugal en el dicho nombre y por sy como dicho es se
obligaron so la dicha pena y juramento que dentro de
sincoenta dias primeros contados del dia de la fecha desta
dicha capitulacion dara y enbiara el dicho Sennor Rey
de Portugal y de los Algarbes &c. a los dichos Sennores
Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. o a su cierto
mandado la dicha escriptura de aprovacion y ratheficacion
y otorgamiento de nuevo desta dicha capitulacion escripta
en pergamino y firmada de su nonbre y sellada con su
sello de plomo y los dichos Procuradores de los dichos
Sennores Rey y Reyna de Castilla y de Aragon &c. se
obligaran quedaran y entregaran al dicho Sennor Rey de
Portugal y de los Algarbes &c. o a su cierto mandado
otra tal escriptura de ratificacion y aprovacion escripta
en pergamino y firmada de sus nonbres y sellada con su
sello de plomo de lo qual todo que dicho es otorgaron

dos

1494 *dos escripturas de un tenor tal la una como la otra las quales firmaron de sus nombres y las otorgaron ante los Secretarios y Escrivanos deynso escriptos para cada una de las partes la suya y qualquiera que parecier vala como sy ambas a doz parecieren que fueron fechas y otorgadas en la dicha Villa de Tordesillas el dicho dia y mez y anno fuso dichos Don Henrique el Comendador mayor Ruy de Soza Don Juan de Soza el Doctor Rodrigo Maldonado Lecenciatus Arias Testigos que fueron prezentes que vieron aqui firmar sus nombres a los dichos Procuradores y Enbaxadores y otorgar lo fuso dicho y faxer el dicho juramento al Comendador Pedro de Leon y el Comendador Fernan de Torres vezinos de la Villa de Vallid y el Comendador Fernan de Gamarra Comendador de Zagra e ferve de Contino de la Caza de los dichos Rey y Reyna de Castilla nuestros Senores y Juan Suares de Sequera y Ruy Leme y Duarte Pacheco Continuos de la Caza del Señor Rey de Portugal para ello llamados y rogados yo Fernaõ Dalvares de Toledo Secretario del Rey y de la Reyna nuestros Señores del su Concejo y su Escrivano da Camara y Notario publico en la su Corte y en todos los sus Reynos y Señorios fui prezente a todo lo que dicho es en uno con los dichos testigos y con Estevan Vaes Secretario del dicho Señor Rey de Portugal que por autoridad que los dichos Rey y Reyna nuestros Señores la dieron para dar fé deste abto en sus Reynos que fue asy mismo prezente a lo que dicho es y de ruego y otorgamiento de todos los dichos Procuradores e Enbaxadores que en my prezencia y suya firmaron aqui sus nombres este publico Instromento de capitolacion fize escrivir al qual va escripto en estas seis hojas de papel de pliego entero escritas de ambas partes con estas en que van los nombres sobredichos y mi signo y en fin de cada plana va senalado de la sengl de my nombre y de la senal del dicho Estevan Vaz y por ende fize aqui este mio signo que es a tal en Testimonio de verdad Fernan Dalvares y yo el dicho Estevan Vaz que por abtoridad que los dichos Señores Rey y Reyna de Castilla y de Leon &c. me dieron para faxer publico en todos sus Reynos y Señorios juntamente con el dicho Fernan Dalvares a ruego a requerimento de los dichos Enbaxadores y Procuradores a todo prezente fui y por fe y certidumbre dello aqui de my publico senal la signe que tal es. —*

Rati-

(Ratification de l'Eſpagne.) 1494

La qual dicha Eſcriptura de aſiento capitulacion y concordia fuſo encorporada viſta y entendida por nos y por el dicho Principe Don Juan nueſtro hijo la aprovamos loamos y confirmamos y otorgamos y reteficamos y prometemos de tener y guardar y complir todo lo fuſo dicho en ella contenido y cada una coza y parte dello realmente y con efecto ceſſante todo fraude y cautela ficion y ſimulacion y de nõ hir ny venir contra ello ny contra parte dello en tiempo alguno ny por alguna manera que ſea o ſer pueda y por mayor firmeza vos y el dicho Principe Don Juan nueſtro hijo juramos a Dios y a Santa Maria y a las palabras de los Santos Evangelios do quier que mas largamente ſon eſcriptas y a la ſenal de la Cruz en que corporalmente puſimos nueſtras manos derechas en prezencia de los dichos Ruy de Soza y Don Juan de Soza y Lecenciatus Arias de Almadana Enbaxadores y Procuradores del dicho Sereniſſimo Rey de Portugal nueſtro hermano de lo aſſy tener y guardar y cunplir y cada una coza y parte de lo que a nos incunbe realmente y con effecto como dicho es por nos y por nueſtros herederos y ſubceſſores y por los dichos nueſtros Reynos y Señorios y ſubditos y naturales dellos ſo las penas y obligaciones vinculos y renunciaciones en el dicho contrato de capitulacion y concordia de ſuſo eſcripto contenidos por certheficacion y corroboracion de lo qual firmamos en eſta nueſtra Carta nueſtros nonbres y la mandamos ſellar con nueſtro ſello de ploma pendiente en filos de ſeda a colores. Dada en la Villa de Arevalo doz dias del mez de Julio Anno del nacimento de nueſtro Señor Jeſu Chriſto de mil quatrocientos y noventa y quatro annos, Yo El Rey Yo la Reyna Yo El Principe Yo Fernan Dalvares de Toledo Secretario del Rey y de la Reyna nueſtros Señores la fize eſcrivir por ſu mandado.

2.

1529 22 *Avril.* *Contrat, capitulation et convention entre l'Empereur Charles V. Roi de Caſtille et le Roi Jean III. de Portugal concernant les îles, terres et mer Molucques; ſigné à Saragoſſe le 22 Avril 1529.*

Inſtrumento de contrato, e capitulaçaõ, e aſſento, que fizeraõ o Emperador Carlos V. Rey de Caſtella, com el Rey Dom Joaõ III. ſobre as Ilhas terras e mar Oceano de Maluco.

(Caetano de Sousa *provas* T. II. p. 107, tiré des archives da Torre do Tombo; et tout de même dans: *Tratado de* 1750. p. 80.)

Ratification Portugaiſe. Dom Joam Por Graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves daquem e dalem mar em Africa Senhor de Guine e da Conquiſta navegaçaõ commercio da Ethiopia Arabia Perſia e da India &c. A quantos eſta minha Carta de aprovaçaõ e confirmaçaõ e ratheficaçaõ virem Faço ſaber que antre mim e Dom Carlos Emperador ſempre Auguſto Rey de Alemanha de Caſtella de Leaõ de Aragaõ das duas Secilias de Jeruzalem &c. meu muito amado e prezado Irmaõ havia duvida e debate ſobre a propriedade e poſſe ou quaze poſſe e direito navegaçaõ e commercio de Maluco en outras Ilhas e mares por cada hum de nos dizer lhe pertencer e eſtar em poſſe de todo o ſobredito e pello muy conjunto divido que ambos temos e porque antre noſſos Vaſſallos e naturaes ſe naõ podeſſe nunca ſeguir deſcontentamento e foſſe ſempre conſervado o muito amor rezaõ e obrigaçaõ que antre nos ha nos conſertámos ſobre o que dito he de que ſe fez por noſſos ſuficientes e baſtantes Procuradores para iſſo deputados Carta de contrato capitulaçaõ e aſſento da qual o theor de verbo a verbo he o ſeguinte.

Ratification Eſpagnole. *Don Carlos por la Divina clemencia Emperador ſempre Auguſto Rey de Alemania Dona Juana ſu madre y el mismo Don Carlos ſu hijo por la gracia de Dios Reys de Caſtilla de Leon de Aragon de las dos Sicilias de Jeruſalem de Navarra de Granada de Toledo de Valencia de Sevilla de Cordova de Corcega de Murcia de Jaen*

Jean de los Algarves de Algezira de Gibraltar de las 1529
Islas de Canaria de las Indias Islas e tierra firme del
mar Oceano, Archiduques de Abſtria Duques de Bor-
gonna y de Bravante Condes de Barcelona Flandes e
Tirol Sennores de Viſcaya e de Molina Duques de Ate-
nas e de Neopatria Condes de Ruyſellon e de Cerdania
Marquezes de Oriſtan e de Gociano &c. vimos y leimos
una Eſcriptura de capitulacion e aſſiento de venta em
pacto de retro vendendo del derecho y poſeſion o cazy
poſeſion y action de las Islas de Maluco que en ellas te-
nemos o podriamos tener por qualquier via que nos per-
tenesca y pertenecer pueda y en las tierras Islas y mares
contenidas en la dicha contratacion y aſiento fecho en
nueſtro nonbre por Mercurio de Gatinara Conde de Ga-
tinara gran Chancillar de my El Rey y por Don Fray
Garcia de Loayſa Obiſpo de Oſina my Confeſſor y por
Don Garcia de Padilla Comendador mayor de Calatrava
todos del nueſtro Conſejo y nueſtros Procuradores y por
Antonio de Azevedo Coutinho del Conſejo y Enbaixador
del Sereniſſimo muy alto y muy poderozo Rey de Portu-
gal nueſtro muy caro y muy amado hermano y ſu Pro-
curador el tenor del qual de verbo ad verbum es eſte
que ſe ſigue:

En El Nonbre de Dios Todo Poderozo Padre e Hijo y Trad.
ſpirito Santo tres perſonas y un ſolo Dios verdadero

Notorio e manifeſto ſea a quantos eſte publico In-
ſtrumento de tranſacion y contrato de venta con pacto
de retro vendendo vieren como en la Cibdad de Caragoça
que es en el Reyno de Aragon a viente e doz dias del
mez de Abril Anno del nacimento de nueſtro Salvador
Jeſu Chriſto de mil quinbentos e veinte nove annos en
prezencia de my Francisco de los Covos Secretario y
del Concejo del Emperador Don Carlos e de la Reyna
Dona Juana ſu Madre Reyna y Rey de Caſtilla y ſu Eſcri-
vano y Notario publico y de los teſtigos deynſo eſcritos
parecieron los Sennores Mercurio de Gatinara Conde de
Gatinara gran Chanciller del dicho Sennor Emperador
y el muy Reverendo Don Fray Garcia de Loayſa Obiſpo
de Osma ſu Confeſſor y Dom Fray Garcia de Padilha
Comendador mayor de la Ordem de Calatrava todos tres
del Concejo de los dichos muy altos y muy poderozos
Senno-

1592 Sennores Princepes Dom Carlos por la Divina Clemenzia e Emperador ſempre Auguſto Rey de Alemania y Dona Juana ſu Madre y el mismo Don Carlos ſu hijo por la gracia de Dios Reys de Caſtilla de Leon de Aragon de las doz Secilias de Jeruzalem e de Navarra e de Granada &c. en nonbre e como Procuradores de los dichos Sennores Emperador e Reys de Caſtilla de la una parte y el Sennor Antonio de Azevedo Coutino del Concejo e Embaxador del muy alto e muy poderozo Sennor Don Juan por la gracia de Dios Rey de Portugal e dos Algarves de aquende y de allende el mar en Africa Sennor de Guinea y de la Conquiſta navegacion y comercio de Ethiopia Arabia e Percia e de la India &c. en nonbre e como ſu Procurador de la otra ſegun que luego moſtraron por ſus ſoficientes e abaſtantes Procuraciones para eſte contrato firmadas por los dichos Sennores Emperador e Rey de Caſtilla y Rey de Portugal ſeladas con ſus ſellos de las quales dichas Procuraciones los treslados de verbo ad verbum ſon los ſeguientes.

Plein-pouvoir Eſpagnol.

Don Carlos por la Divina clemencia Emperador ſempre Auguſto Rey de Alemania Dona Juana ſu Madre y el mismo Rey ſu hijo por la gracia de Dios Rey de Caſtilla de Leon de Aragon y de las doz Secilias de Jeruzalem de Navarra de Granada de Toledo de Valencia de Galicia de Mallorcas de Sevilla de Cerdanha de Cordova de Corcega de Murcia de Jaen de los Algarves de Algezira de Gibraltar de las Islas de Canaria de las Indias Islas y tierra firme del mar Oceano Condes de Barcelona Flandes e Tirol Sennores de Viscaya e de Molina Duques de Atenas e de Neopatria Condes de Ruyſellon y de Cerdania Marquezes de Oriſtan e de Gociano. A quantos eſta nueſtra Carta de poder e Procuracion vieren hazemos ſaber que por la dubda y debate que ay entre nos y el Sereniſſimo muy alto y muy poderozo Rey de Portugal nueſtro muy caro y muy amado-hermano ſobre la propriedad e poſicion de Maluco ſe ha hablado e platicado para tomar en ello aſiento y concordia por ende porque dya efetto por la mucha confiança que tenemos de vos Mercurinus de Gatinara Conde de Gatinara my gran Chanciller y de vos el Reverendo en Xpō Padre Don Fray Garcia de Loayſa Comendador mayor de Calatrava todos tres del nueſtro Concejo por eſta prezente Carta os hazemos ordenamos e con-

e conſtituimus en lo mejor modo e forma que devemos e 1529
podemos nueſtros ſuficientes e abaſtantes Procuradores generales y eſpeciales para capitular e aſſentar el dicho concierto e aſiento en tal manera que la generalidad no derogue la eſpecialidad ny la eſpecialidad la generalidad e para que por vos e en nueſtro nonbre podais tomar e concluir y efectuar el dicho concierto y aſiento de Maluco con el Embaxador del dicho Sereniſſimo Rey que tiene ſu poder baſtante e ſuficiente firmado de ſu nonbre e ſellado con ſu ſello y con otras qualesquier perſonas que tuviere ſu poder y hagaes en ello todo aquello que bien viſto os fuere para que podais aſentar y capitular concordar y prometer e jurar que havemos conplir y guardar todo lo que por voſotros fuere capitulado e aſentado en el dicho conſerto y aſiento con las condiciones pactos e vinculos y ſo las penas e firmezas que por voſotros fuere aſentado concordado e capitulado como ſi por nueſtras mismas perſonas fueſe hecho. Otro ſy que podays jurar en nueſtra anima que guardaremos e compliremos realmente y con efecto todo lo que aſu por vos los dichos nueſtros Procuradores en el dicho cazo fuere concordado capitulado, e aſentado ſin cautela ny enganno ny deſimulacion alguna, y que no hiremos ny vernemos contra coza alguna ny parte dello ſo las pennas que por los dichos nueſtros Procuradores fueren poſtas concordadas e aſentadas e para todo lo que dicho es os damos y otorgamos todo nueſtro poder complido con libre e general admeniſtracion y prometemos y ſeguramos por eſta prezente Carta de tener e mantener realmente e con effecto todo lo que por vos los dichos nueſtros Procuradores ſobre el dicho concierto e aſiento fuere concordado aſentado e capitulado e prometido ſigurado y otorgado e jurado e de lo haver por rato grato firme y valero y de no kir ny venir contra ello ni contra parte alguna dello en tienpo alguno ny por alguna manera ſo obligacion expreça que para ello hazemos todos nueſtros bienes patrimoniales y de nueſtra Corona Real havidos y por haver los quales todos para ello expreçamente obligamos en firmeza de todo lo ſuſo dicho mandamos dar eſta nueſtra Carta firmada de my el Rey y ſellada con nueſtro ſello. Dada en la Cidad de Caragoça a quinze dias del mez de Abril Anno del nacimento de nueſtro Salvador Jeſu Chriſto de mil quinhentos vinte y nueve annos yo el Rey, yo Francisco de los Covos Secretario de ſus Ceſaria y Catholicas

1529 *Mageſtades la fize eſcrevir por ſu mandado regiſtada y diaques Urbina Chanciler.*

Don Juan per graça de Deos Rey de Portugal e dos Algarves daquem y dealem mar em Africa Senhor de Guine e da Conquiſta navegaçaõ comercio de Ethiopia Arabia Percia e da India a quantos eſta minha Carta de poder e Procuraçaõ virem Faço ſaber que por la duvida e debate que ha entre o muito alto excelente Princepe e muito poderozo Carlo quinto Emperador dos Romanos ſempre Auguſto Rey de Alemanna e de Caſtella de Leaõ de Aragaõ e das duas Secilias de Jeruzalem &c. meu muito amado e prezado Irmaõ e mim ſobre a propriedade e poſſe de Maluco ſe fala antre nos ſobre iſſo em certo concerto e aſento porem para o que em o dito concerto e aſento delle ſe ha de aſentar concordar e afirmar eu pela muita confiança que tenho do Lecenceado Antonio de Azevedo Coutinho do meu Concelho e meu Embaixador por eſta prezente Carta o faço ordeno e conſtituo no melhor modo e forma que devo e poſſo por meu ſuficiente e abaſtante Procurador geral e eſpecial para capitular e aſſentar e afirmar o dito concerto e aſſento em tal maneira que a generalidade no derogue a eſpecialidade nem a eſpecialidade a generalidade e para que por mim e em meu nome poſſa aſentar ſobre o dito concerto de Maluco aſſy com o dito Emperador meu Irmaõ e em ſua prezença como em quaesquer Procurador ou Procuradores que elle para o dito concerto e aſſento delle ordenar e que moſtrarem ſeu poder e Procuraçaõ ſuficiente e baſtante para o dito cazo por elle aſſinada e aſſellada de ſeu ſello tbdo aquele que bem viſto le for e que poſſa capitular e aſentar e concordar e prometar e jurar em meu nome e que eu farey comprirey e guardarey todo o que por elle for capitulado aſentado no dito concerto e aſento com as condiçõeſ paſtos vinculos e ſo las penas e firmezas que por elle for aſſentado concordado capitulado como por ſe my peſſoa foſſe feito. Outro ſy que poſſa jurar em minha alma que guardarey e comprirey realmente e com efeito o que aſſy por elle no que dito he for concordado capitulado e aſſentado ſem cautela engano nem deſemulaçaõ alguna e que naõ hirey nem virey contra nem contra parte alguma dello ſob aquellas penas que por ello dito meu Procurador forem poſtas aſſentadas e concordadas e para todo o que dito o que dito he le dou e outorgo todo meu poder comprido com libre e geral adminiſtraçaõ

e

e prometo e ſeguro por eſta prezente Carta de ter e manter realmente e com effeito todo o que por elle dito men Procurador ſobre o dito concerto e aſento for concordado e aſſentado capitulado e prometido ſegurado e outorgado e jurado e de o haver por rato grato firme e valiozo e de nom hir nem vir contra ello nem contra parte alguma dello em tempo algum nem por maneira alguma ſob obrigaçam expreça que por elle faço de todos meus bens patrimoniales e da Coroa havidos e por haver os quaes todos expreçamente para ello obrigo e por certidaõ de todo o ſobredito mandey fazer eſta minha Carta aſſinada por mim e aſſellada do meu ſello redondo de minhas armas. Dada em a Cidade de Lisboa a dezoito dias de Outubro Anno de noſſo Senhor Jeſu Chriſto de mil quinhentos vinte oito annos = El Rey. 1529

Aſy prezentadas las dichas Procuraciones por los dichos Sennores Procuradores fue dicho que por quanto antre el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla de Leon de Aragon de las doz Secilias de Jeruſalem &c. y el dicho Sennor Rey de Portugal e de los Algarbes &c. havia dubda ſobre la propriedad y poſeſion y derecho y poſeſion o quazi poſiſion navegacion e comercio de Maluco y otras Islas y mares lo qual cada uno de los dichos Sennores Emperador y Rey de Caſtilla y Rey de Portugal dize pertencerle aſy por virtud de las capitulaciones que fueron fechas por los muy altos y muy poderozos y Catholicos Princepes Don Fernando y Dona Izabel Reys de Caſtilla aguelos del dicho Sennor Emperador y con El Rey Don Juan el ſegundo de Portugal que aya gloria acerca de la demarcacion del mar Oceano como por otras razones y derechos que cada uno de los dichos Sennores Emperador y Reys dezia tener e pertendia a las dichas Islas mares y tierras ſer ſuyas e eſtar en poſeſion dellas y que aviendo los dichos Sennores Emperador y Reys reſpecto al muy conjuncto deudo e grande amor que antre ellos ay lo qual no ſolamente deve com mucha razon ſer conſervado mas quanto poſible fuere mas acrecentado y que por ſe quitar de dudas e demandas e debates que antre ellos podria haver y muchos inconvenientes que antre ſus Vaſallos y ſubditos y naturales ſe podrian ſeguir ſon agora los dichos Sennores Emperador y Rey y los dichos Procuradores en ſu nonbre concordados e concertados

1529 ſobre las dichas dubdas e debates en el modo y forma ſeguinte.

Vente des Moluc-ques au Portugal pour 350.000 Ducats.

Primeramente dixeron los dichos Gran Chanciller y o Biſpo de Osma y Comendador mayor de Calatrava Procuradores del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla que ellos en ſu nonbre por virtud de la dicha ſu procuracion vendio como luego de fecho vendieron deſte dia para ſienpre ja maz al dicho Sennor Rey de Portugal para el y todos ſus ſucceſſores de la Corona de ſus Reynos todo el derecho accion dominio proprietad y poſeſion o quaſi poſeſion y todo el derecho de navegar y contratar y comerciar por qualquier modo que ſea que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla dize que tiene y podria tener por qualquer via modo o manera que ſea em el dicho Maluco y Islas lugares tierras y mares ſegundo abaxo ſera declarado e eſto com las declaraciones y limitaciones y condiciones y clauzulas abaixo contenidas y declaradas por precio de trezientos y ſincoenta mil ducados de oro pagados en monedas corrientes en la tierra de oro o de plata que valgan en Caſtilla trezientos y ſetenta e ſinco maravedis cada ducado los quales el dicho Sennor Rey de Portugal dara e pagara al dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y a las perſonas que Su Mageſtad para ello nonbrare en eſta manera los ciento y ſincoenta mil ducados dellos em Lisbona dentro de quinze o vinte dias primeros ſeguientes deſpues que eſte contrato confirmado por el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla fuere llegado a la Ciudad de Lisboa o adonde el dicho Sennor Rey de Portugal eſtuviere e trinta mil ducados pagados em Caſtilla los vinte mil en Valladolid y los dies mil en Sevilla haſta veinte dias del mez de Mayo primero que viene deſto anno y ſetenta mil ducados em Caſtilla pagados en la feria de Mayo de Medina del Canpo deſte dicho anno a los terminos de los pagamientos della y los cien mil ducados reſtantes de la feria de Otóbre de la dicha Villa de Medina del Campo deſte dicho anno a los plazos de los pagamientos della pagado todo fuera del canbio y ſe fuere neceſſario ſe dara luego cedulas para el dicho tienpo y ſy el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla quiziere tomar a canbio los dichos cien mil ducados en la dicha feria de Mayo deſte dicho anno para ſocorrerſe dellos pagara el dicho Sennor Rey de Portugal a razon de ſinco o ſeis por ciento de canbio

como

como ſu tezorero Hernan Dalvares los ſuele tornar de feria a feria la qual dicha venta el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla haze al dicho Sennor Rey de Portugal con condicion que en qualquiera tienpo que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla o ſus ſuceſſores quizieren tornar y con effecto tornaren todos los dichos trezientos y ſincoenta mil ducados y ſin dellos faltar coza alguna al dicho Sennor Rey de Portugal o a ſus ſuceſſores que la dicha vienta quede desfecha, y cada uno de los dichos Sennores Emperador e Reys quede con el derecho e action que agora tiene y pertiendem tener aſy en el derecho de la poſeſion o cazy poſeſion como en la propietad por qualquier via modo y manera que pertenecer les pueda como ſe eſte contrato no fuera hecho y de la manera que primeiro lo teniã e pertendian tener ſin que eſte contrato les haga ni cauze preiuizio ny ynovacion alguna. 1529

Item es concordado e aſentado entre los dichos Procuradores en nonbre de los dichos Sennores ſus conſtituientes que pera ſe ſaber las Islas lugares tierras y mares y derecho y action dellos que por eſte contrato el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla aſy vende con la condicion que dicha es al dicho Sennor Rey de Portugal desde agora para todo ſienpre ha por hechada una linia de polo a polo conviene a ſaber del norte al sul por hum ſemicirculo que diſte de Maluco al nordeſte contando la quarta de leſte dies y nueve grados a que conreſpondem dies e ſete grados eſcaſos en la equinocial en que monta dozientas y novienta y ſete legoas y media mas a oriente de las Islas de Maluco dando dies y ſete legoas y media por grado equinocial en el qual meridiano y runbo del nordeſte y quarta de leſte eſtan situadas las Islas de las Velas y de Sanˆto Thome por donde paſſa la ſobredicha linea y ſimicirculo y ſiendo cierto que las dichas Islas eſtiem y diſtiem de Maluco mas o menos todavia han por bien e ſan concordes que la dicha linia que de lançada a las dichas dozientas y novienta y ſete legoas y media mas oriente que hazem los dichos dies y nueve grados al nordeſte y quarta de eſte de las dichas Islas de Maluco como dicho es y aſſeron los dichos Procuradores que para ſe ſaber por donde ſe ha la dicha linia por lançada ſe hagan dos padrones de hum tenor conformes al Padron que eſta en la Caza de la Contratacion de las Indias de Sevilla

Ligne de démarcation.

1529 por donde navegan las armadas y Vaſſallos y ſubditos del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y dentro de trintr dias deſpues de la fecha deſte contrato ſe nonbre doz perſonas de cada parte para que vean y hagan luego los dichos Padrones conforme a lo ſuſo dicho y en ellos ſea retada la dicha linia por el modo ſobredicho, y que los dichos Sennores Emperador y Reys los firmem de ſus nonbres y ſellem con ſus ſellos pera quedar a cada uno el ſuyo y dende em adelante quede la dicha linia por lançada pera declaracion del punto y lugar por donde ella paſſa y tambien pera declaracion del ſitio em que los dichos Vaſſallos del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla tiene ſituado y aſentado a Maluco la qual durante el tienpo deſte contrato ſe vea que eſta pueſta en el tal ſitio pueſto què en la verdad eſtè em menos o maz diſtancia a oriente de lo que en los dichos Padrones es ſituado y para que en el punto de la ſituacion em que en los dichos padrones eſta ſituado Maluco ſe continuem los dichos dies y ſiete grados a oriente que por bien deſte contrato el dicho Sennor Rey de Portugal ha de haver y que non ſe alhando en la Caza dè la Contratacion de Sevilha el dicho padron las dichas perſonas nonbradas por los dichos Sennores Emperador y Reys dentro de hum mez hagan los dichos padrones y ſe firmem y ſellem como dicho es y por ellos ſe hagan Cartas de navegar em que ſe lance la dicha linia en la manera ſuſo dicha para que dè aqui adelante naveguem por ellas los dichos Vaſſallos naturaes e ſubditos del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y para que los navegantes de una parte y de otra ſean ciertos del ſitio de la dicha linia y diſtancia de las ſobredichas duzentas y novienta y ſete legoas y media que aya entre la dicha linia y Maluco.

Cas de reſiliation. *Item* es concordado y aſentado por los dichos Procuradores que en qualquier tienpo que el dicho Sennor Rey de Portugal quiziere què ſe vea el derecho de la propriedad de Maluco y las tierras y mares contenidas em eſte contrato y pueſto que al tal tienpo el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla no tenga tornado el dicho precio ny el dicho contrato ſea reſoluto ſe vea en eſta manera conviene a ſaber que cada uno de los dichos Sennores nonbre tres Aſtrologos y tres pilotos o tres marineros que ſean eſpertos en la navegacion los

los quales ſe ajuntaran en hun lugar de la raya dentre 1529
ſus Reynos donde fuere acordado que ſe juntem desde el dia que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla o ſus ſubceſſores fueren requeridos por parte del dicho Sennor Rey de Portugal que ſe nonbren haſta quatro mezes y alli conſultaran y acordaran y tomaran aſiento de la manera en que ha de hir a ſe ver el derecho de la dicha propriedad conforme a las dichas capitulaciones e aſiento que fue fecho antre los dichos Catholicos Reyz Don Fernando y Dona Izabel y el dicho Rey D. Juan el ſegundo de Portugal y ſiendo cazo que el derecho de la dicha propriedad le jusge al dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla no ſe executarà ny ſe uzarà de la tal ſentencia ſim que primero el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y ſus ſubceſſores tornem realmente y con effecto todos los dichos trezientos y cincoenta mil ducados que por virtud deſte contrato fueron dados e jusgandoſe el derecho de la propriedad por parte del dicho Sennor Rey de Portugal el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y ſus ſubceſſores ſeran obligados a tornar realmente y con effecto los dichos trezientos y fincoenta mil ducados al dicho Sennor Rey de Portugal o à ſus ſubceſſores desde el dia em que la dicha ſentencia fuere dada haſta quatro annos primeros ſeguientes.

Item fue concordado y aſentado pelos dichos Pro- *Epiſteria*
curadores en nonbre de los dichos Sennores ſus conſtituientes que ſiendo cazo que em quanto eſte contrato de venta durar y nõ fuere desfecho desde el dia de la fecha dẽ em adelante vinieren algunas eſpeciarias o drogarias de qualquier ſuerte que ſean a qualesquier puertos o partes de los Reynos y Sennorios de cada huno de los dichos Sennores conſtituientes que ſean traydas y por los Vaſſallos ſubditos y naturales del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla o por otras quaesquer perſonas pueſto que ſus ſubditos y naturales y Vaſſallos non ſean que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla en ſus Reynos y Sennorios y el dicho Sennor Rey de Portugal en los ſuyos ſeyan obligados a mandar e hazer y mandem y hagaõ depozitar las dichas eſpeciarias o drogarias en tal manera que el tal depozito quede ſeguro ſin que a quel a cuya parte viniere ſea por el otro pera eſto requerido para que a ſy

1529 eſtem depozitadas en nombre de ambos em poder de aquella perſona o perſonas en quien cada uno de los dichos Sennores en ſus tierras y Sennorios las mandaren y hizierem depozitar el qual depozito ſeram los dichos Sennores obligados a hazer e mandar hazer por la manera ſobredicha agora las dichas eſpeciarias o drogarias ſa hallen em poder de aquellos que las trayeron o en poder de qualquier otra perſona o perſonas en qualesquier lugares o partes donde fueren halladas y los dichos Sennores Emperador y Reys ſeram obligados de lo mandar aſſy notheficar desde agora en ſus Reynos y Sennorios para que aſy ſe cumpla en modo que nom ſe pueda alegar ignorancia y viniendo a apontar las dichas eſpeciarias o drogarias a qualesquier puertos e tierras que de cada uno de los dichos Sennores conſtituientes no fueren no ſiendo de enemigos cada uno dellos por virtud deſte contrato podera requerir en nonbre de ambos ſin maz moſtrar ninguna provizam ny poder de otro a las Juſticias de los Reynos y Sennorios donde las dichas eſpeciarias o drogarias vinieren a parar o fueren halladas que las mandem depozitar y depozitem y em qualquier de las dichas partes donde aſſy fueren halladas las dichas eſpeciarias o drogarias eſtaran embargadas y depozitadas por ambos haſta ſe ſaber de cuya demarcacion fueron ſacadas y para ſe ſaber ſi el lugar y tierras de donde las dichas eſpeciarias o drogarias fueron traidas y ſacadas caem dentro de la demarcacion y limites que por eſte contrato quedan con el dicho Sennor e Rey de Caſtilla e ay em ellas las dichas eſpeciarias o drogarias enbiaran los dichos Sennores Emperadores y Reys doz o quatro navios tantos el uno como el otro en los quales hiran perſonas juramentadas que de bien lo entendam tantos de la una parte como de la otra a los dichos lugares e tierras donde dixeren que ſacaron y troxieron las dichas eſpeciarias o drogarias para ver y detreminar em cuya demarcacion caem las dichas terras o lugares de donde aſſy las dichas eſpeciarias o drogarias ſe dixeren que fueron ſacadas e hallandoſſe que las dichas tierras y lugares caem dentro de la demarcacion del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla y que em ellas hay las dichas eſpeciarias o drogarias en tanta cantidad que razonablemente podieçen traher las dichas eſpeciarias o drogarias em tal caſo ſe alçara e quitara el dicho depozito y ſe entregaran libre-

bremente al dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla 1529
ſin que por ello ſean obligados a pagar ningunas coſtas
ny gaſtos ny intereces ny otra alguna coza e ſiendo
allado que fueron ſacadas de las tierras y lugares de
a demarcacion del dicho Sennor Rey de Portugal aſy
meſmo ſerà alçado e quitado el dicho depozito y ſe
ntregara al dicho Sennor Rey de Portugal ſin que por
llo ſea obligado a pagar ningunas coſtas ny gaſtos ny
intereces ny otra alguna coza de qualquier calidad que
ea y las perſonas que aſſy las troxeren ſeran pugnidos
y caſtigados por el dicho Sennor Emperador Rey de
Caſtilla o por ſus juſticias como quebrantador de fè y
le paz conforme a juſticia y los dichos Sennores Em-
erador y Rey de Caſtilla y el dicho Sennor Rey de
Portugal ſeran obligados de enbiar los dichos ſus navios
perſonas tanto que por cada uno dellos al otro fuere
equerido y en quanto aſy las dichas eſpeciarias o dro-
arias eſtovieren depoſitadas y enbargadas en el modo
obredicho el dicho Sennor Emperador Rey de Caſtilla
y otro por el ny con ſu favor ny conſentimiento no
iran nen embiaran a la dicha tierra o tierras de donde
ſy las dichas eſpeciarias e drogarias fueron trahidas e
odo lo que dicho es en eſte capitulo acerca del depo-
ito de las eſpeciarias o drogarias no avra lugar ny ſe
ntendera en las eſpeciarias o drogarias que vinieren a
ualesquier partes pera el dicho Senhor Rey de Portugal.

Item es concordado y aſentado que en todas las *Navigation et commerce*
ſlas tierras y mares que fueron de la dicha linia para
entro no puedam las naos navios e gentes del dicho
ennor Emperador e Rey de Caſtilla ny de ſus ſubditos
aſſallos y naturales ny otras algunas perſonas pueſto
ue ſus ſubditos ny Vaſſallos naturales nõ ſean por ſu
andado y conſentimiento favor e ajuda o ſin ſu man-
ado favor ny ajuda entrar navegar tratar ny comerciar
y cargar coza alguna que en las dichas Islas tierras y
ares ouviere de qualquier ſorte o manera que ſea y
ue qualesquier de los ſobredichos que de aqui adelante
contrario de todas las dichas cozas o cada una dellas
izieren o fueren conprehendidos e alhados de dentro
e la dicha linia ſean preſos por qualquier Capitan o
apitanes o gentes del dicho Sennor Rey de Portugal
por los dichos ſus Capitanes oydos e caſtigados e
gnidos como coſſarios y quebrantadores de paz y no

1529 fiendo hallados dientro de la dicha linia por los dichos Capitanes o gentes del Sennor Rey de Portugal ſe vinieren a qualquier puerto tierra o Sennorio del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla que el dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla y ſus juſticias donde aſſy vinieren o fueren hallados ſean tenidos y obligados de los tomar y prender en tanto que les fueren preſentados autos y pesquizas que les fueren enbiados por el dicho Sennor Rey de Portugal o por ſus juſticias porque ſe mueſtre ſer culpados en cada huna deſtas cozas ſobredichas y los pugnir e caſtigar enteramente como malhechores e quebrantadores de fè e de paz.

Defenſa contra caſtillans. *Item* es concordado e aſentado por los dichos Procuradores que el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla no enbie por ſy ny por otro a las dichas Islas tierras y mares dentro de la dicha linia ny conſienta que allà vayan de aqui adelante ſus naturales y ſubditos y Vaſſallos o eſtrangeros pueſto que ſus naturales y Vaſſallos ny ſubditos no ſean ny les dè para ello ajuda ny favor ny *) *ello alla concierte con ellos para ſe hir* contra la forma y aſiento deſte contrato antes ſea obligado de lo defender eſtorvar e impedir quanto en el ſuere y enbiando el dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla por ſy o por otra a las dichas Islas tierras o mares de dentro de la dicha linia o concentiendo que allà vayan ſus naturales Vaſſallos ſubditos o eſtrangeros pueſto que ſus naturales Vaſſallos ny ſubditos no ſean dandoles para ello ajuda o favor o concertandoſe con ellos para que allà vayan contra la forma e aſiento deſte contrato e ſy lo no defendiere y eſtorbare e impediere quanto en el fuere que el dicho pacto de retro vendendo quede luego rezoluto y el dicho Sennor Rey de Portugal no ſea maz obligado a recibir el dicho precio ny al retro vender el derecho e accion que el dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla por qualquier via e manera que ſea podria tener a ello antes que aquel por virtud deſte contrato tenga vendido y renunciado y traſpaſſado en el dicho Sennor Rey de Portugal y por el miſmo fecho la dicha venta quede pura e valedera para ſienpre ja maz como ſy al principio fuera fecha ſin condicion y pacto de retro vendendo pero porque poderia ſer que navegando los ſobredichos por los mares del ſul donde los ſubditos y naturales y Vaſſallos del dicho Sennor Empe-

*) CAETANO: ſe concierte con ellos para ellos alla hir &c.

Emperador e Rey de Caſtilla puedem navegar les podria 1529
obrevenir tienpo tam forçozo e contrario o neceſſidad
om que fueſen coſtrenidos continuando ſu camino e
avegacion a paſſar la dicha linia en tal cazo no in-
orrerian en pena alguna maz antes que aportando y
egando en qualquier de los dichos cazos a alguna
erra de las que aſſy entraren en la dicha linea e por
irtud deſte contrato pertenecieren al dicho Sennor Rey
e Portugal que ſean tratados por ſus ſubditos e Vaſ-
llos e moradores della como Vaſſallos de ſu hermano
aſy como el dicho Sennor Emperador e Rey de Ca-
illa mandaria tratar a los ſuyos que deſta manera apor-
cem a ſus tierras de la nueva Eſpaña o a otras de
uellas partes con tanto que ceſſando la dicha neceſſidad
ſalgan luego y ſe buelvan a ſus mares del ſul y
endo cazo que los ſobredichos paſaſen por ignorancia
dicha linia es concordado y aſentado que no incor-
ram por ello em pena alguna em quanto no conſtare
aramente que ſabiendo ellos que eſtavan dentro de la
cha linea no ſe bolvieren y ſalieren fuera della como
acordado e aſentado em el cazo que entraſem com
enpo forçozo y contrario o de neceſſidad porque
ando eſto conſtare ſe averá por probado que com ma-
ia paſaran la linia y ſeran pugnidos y avran aquelas
nas que han de haver aquellos que entraren dentro
la linia como dicho es y en eſte contrato es con-
nido y declarado y alhando los ſobredichos o deſcu-
iendo en quanto dentro de la dicha linia anſy andu-
ren algunas Islas o tierras dentro de la dicha linia
e las tales Islas o tierras quedem luego libremente y
n effecto al dicho Sennor Rey de Portugal e a ſus
beſſores como ſy por ſus Capitanes e Vaſſallos deſcu-
ertas e halladas e poſſuidas al tal tienpo fueſen y es
ncordado e aſentado por los dichos Procuradores que
naos e navios del dicho Sennor Emperador Rey de
ſtilla y de ſus ſubditos Vaſſallos y naturales puedam
e navegar por los mares del dicho Sennor Rey de
rtugal por donde ſus armadas vam para la India tanto
amente quanto les fuere neceſſario para tomar ſus
rotas derechas para el eſtrecho de Magalhanes y
ziendo lo contrario de lo ſuſo dicho navegando maz
r los dichos mares del dicho Sennor Rey de Portugal
lo que dicho es incurriran por el miſmo fecho aſſy
dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla conſtando
que

1529 que lo hizieron por ſu mandado favor o ajuda o conſentimento y los que aſſi navegaren e fueren contra lo ſuſo dicho en las penas ſobredichas aſy y de la manera que de ſuſo em eſte contrato es declarado.

Punitions. *Item* fue aſentado e concordado que lo que toca a que ſo algunos ſubditos del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla o otros algunos fueren tomados e hallados de aqui adelante dentro de los dichos limites ariba declarados ſean prezos por qualquer Capitañ o Capitanes o gentes del dicho Sennor Rey de Portugal y por los dichos ſus Capitanes oydos caſtigados y pugnidos como coſſarios violadores e quebrantadores de paz y que no ſiendo hallados dentro de la dicha linia y viniendo a qualquier puerto del dicho Sennor Emperador y Rey de Caſtilla Su Mageſtad e ſus juſticias ſean obligados de los tomar e prender tanto que le fueren prezentados autos e peſquizas que les fueren enbiados por el dicho Sennor Rey de Portugal ou por ſus juſticias por los quales ſe mueſtre ſer culpados en las cozas ſuſo dichas y los pugnir y caſtigar enteramente como malhechores e quebrantadores de fé y de paz, y lo de maz que ſe aſienta por eſte contrato en quanto toca a no paſſar la dicha linia ningunos ſubditos del dicho Sennor Emperador e Rey de Caſtilla ny otros algunos por ſu mandado conſentimento favor o ajuda y las pennas que cerca deſta ſe ponem ſe entenda desde el dia que fuere notheficado a los ſubditos del dicho Sennor Emperador y gentes que por aquellas mares y partes eſtan e navegan em adelante y que antes de la tal notheficaçañ no incorreran en las dichas penas pera eſto ſe entenda quanto a las gentes de las armadas del dicho Sennor Emperador que haſta agora a aquellas partes ſon ydas y que desde el dia del otorgamiento deſte contrato em adelante durante el tienpo que la dicha venta no fuere desfecha en la forma ſuſo dicha no pueda enbiar ny enbie otras algunas de nuevo ſin incorrir en las dichas pennas.

Fortifications. *Item* fue concordado e aſſentado por los dichos Procuradores que el dicho Sennor Rey de Portugal no hara por ſy ny por otro ny mandara hazer de nuevo fortaleza alguna em Maluco ny al deredor del com veinte legoas ny de Maluco haſta donde por eſte contrato ſe ha por lançada la linia y es aſſentado y ſon concordes todos los dichos Procuradores de la una parte

y

de la otra que este el tienpo que el dicho Sennor Rey 1529
le Portugal podiece alla enbiar a notheficar que no se
aga ninguna fortaleza de nuevo que sera en la primera
rmada que fuere del dicho Reyno de Portugal para
a India despues deste contrato ser confirmado e apro-
ado por los dichos Sennores sus constituientes y sellado
le sus sellos y quanto a la fortaleza que agora esta fecha
em Maluco non se hara maz obra alguna en ella de
nuevo, desde el dicho tienpo en adelante solamente se
reparara e sostentara en el estado en que estovieren al
dicho tienpo sy el dicho Sennor Rey de Portugal quiziere
el qual jura e promete de guardarlo e comprilo assy.

Item es assentado e concordado que las armadas que *Flottes Espagnoles.*
el dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla hasta agora
tiene enbiadas a las dichas partes sean miradas y bien
tratadas e favorecidas del dicho Sennor Rey de Portugal
y de sus gentes y no les sea puesto embaraço ny empe-
dimento en su navegacion y contratacion y que sy danno
alguno lo que no se cre ellos ubieren recebido o re-
cebiere de sus Capitanes o gentes o les ubieren tomado
alguna coza que el dicho Sennor Rey de Portugal sea
obligado de emmendar e satisfazer e restituir e pagar
luego todo aquelo em que el dicho Sennor Emperador
y Rey de Castilla y sus subdites e armadas obieren sido
damnificados e de mandar pugnir y castigar a los que
lo hizieren y de prover que las armadas e gentes del
dicho Sennor Emperador e Rey de Castilla se puedan venir
quando quizieren libremente sin impedimento alguno.

Item es assentado que el dicho Sennor Emperador *Leur Rappel.*
e Rey de Castilla mande dar luego sus Cartas e proviziо-
nes para sus Capitanes e gentes que estovieren en las
dichas Islas que luego se vengan y non contratem maz
en ellas con que les deixem traer libremente lo que
ubieren rescatado y contratado y cargado.

Item es asentado e concordado que en las proviziо- *Confir-*
nes e Cartas que cerca deste asiento e contrato ha de *mation*
dar e despachar el dicho Señor Emperador e Rey de Ca- *du traité.*
stilla se ponga e diga que lo que segund dicho es asenta
capitula e contrata valga bien assy como se fuese fecho
e passado em Cortes generales com consentimento ex-
preço de los Procuradores dellas e que para validacion
dello de su poderio real absoluto de que como Rey e
Señor

1529 Señor natural no reconociente ſuperior en lo temporal quiere uzar e uza abroga e deroga caſſa e anula la ſupplicacion que los publicos de las Ciudades y Villas deſtos Reynos en las Cortes que ſe celebraram en la Ciudad de Toledo el anno paſſado de quinhentos e veinte y ſinco le hizieron cerca de lo tocante a la contratacion de las dichas Islas e tierras y la reſpueſta que a ello dio y qualquier ley que en las dichas Cortes ſobre ello ſe hizo y todas las otras que a eſta puedan obſtar.

Biens Eſpagnols rendus. *Item* es aſſentado que el dicho Señor Rey de Portugal porque algunos ſubditos del dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla y otros de fuera de ſus Reynos que le vinieron a ſervir ſe quexan que en ſu Caza da India y en ſu Reyno les tienen embarçadas ſus haziendas promete de mandar hazer clara e abierta e breve juſticia ſin tener reſpecto a henojo que dellos ſe pueda tener por haver venido a ſervir e ſervido al dicho Señor Emperador.

Traité de 1494. *Item* fue aſſentado e concordado por los dichos Procuradores en nombre de los dichos ſus conſtituentes que las capitulaciones hechas entre los dichos Catholi. Reys Don Fernando y Dona Izabel y El Rey Don Juan el ſegundo de Portugal ſobre la demarcacion del mar oceano quedem firmes e valederas em todo em por todo como en ellas es contenido e declarado tirando aquelas cozas em que por eſte contrato em outra manera ſon concordadas e aſſentadas y ſiendo cazo que el dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla torne el precio que por eſte contrato le es dado en la manera que dicha es em modo que la venta quede desfecha en tal cazo las dichas capitulaciones echas entre los dichos Catholicos Reys Don Fernando y Dona Izabel y el dicho Rey Don Juan el ſegundo de Portugal quedará en toda ſu fuerça e vigor como ſy eſte contrato no fuera fecho como en ellas es contenido e ſejam los dichos Señores ſus conſtituentes obligados de las complir e guardar em todo e por todo como en ellas hes aſſentado.

Renonciation à l'exception de leſion. *Item* es concordado e aſentado por los dichos Procuradores que pueſto que el derecho e action que el dicho Señor Emperador e Rey de Caſtilla dize que tiene a las dichas tierras lugares e mares e Islas que aſſy por el modo ſobredicho vende al dicho Señor Rey de Portu-

ortugal valga maz de la mitad del juſto precio que 1529
or ello le da el del dicho Señor Emperador e Rey de
aſtilla ſepa cierto e de cierta ſabedoria por cierta en-
ormacion de perſonas em ello expertas que ho muy
ien ſaben y entenden que es de mucho mayor valor
eſtimacion alende de la mitad del juſto precio que el
icho Señor Rey de Portugal da al dicho Señor Empe-
ıdor e Rey de Caſtilla aplaze azer donacion como de
:cho la haze dende el dicho dia para ſiempre ja maz
ıtre vivos valedera de la dicha mayor valia e eſtima-
on que aſy vale maz e alende de la mitad del juſto
:ecio por muy gran mas valia que ſea la qual mayor
ılia y eſtimacion alende de la mitad del juſto precio
dicho Señor Emperador y Rey de Caſtilla demite de
r e de ſus ſucceſſores e desmienta (*desmiembra* CAET.)
e la Corona de ſus Reynos para ſienpre y todo trespaſſa
l dicho Señor Rey de Portugal e a ſus ſucceſſores e
orona de ſus Reynos realmente e con effecto por el
odo ſobredicho durante el tienpo deſte contrato.

Item es concordado e aſentado por los dichos Procu- *Contra-*
dores que qualquer de las partes que contra eſte con- *ventiones.*
ato o parte del fuere por ſy o por otro por qualquer
odo via o manera que ſea penſada o non penſada
ıe por el mismo hecho pierda el derecho que tiene
ır qualquer via modo o manera que ſea y todo luego
ıede aplicado junto e adquirido a la otra parte que
ır el dicho contrato eſtoviere y contra el nô fuere ya la
orona de ſus Reynos fin para ello el que contra el fuere
r mas citado oydo ny requerido ny ſer neceſſario ſobre
lo darſe mas otra ſentencia por Juis ny Jusgador alguno
ıe ſea averiguandoſe y provandoſe primeramente el man-
do o conſentimiento o favor de la parte que contra ello
niere y alende deſto el que contra eſte contrato fuere
ır qualquier modo y manera que ſea en parte o en
do pague a la otra parte que por el eſtuviere duzentos
ll dinheiros de oro de pena y en nonbre de penna e
tereçe en la qual pena incurriran tantas vezes quan-
s contra el fueren en parte o en todo como dicho es
la penna llevada o nô llevada todavia eſte contrato
edara firme y valedero e eſtable para ſienpre ja maz
favor de aquel que por el eſtuviere y contra el o
ete del no fuere para lo qual obligaron todos los
ienes patrimoniales e fiſcales de los dichos ſus conſti-
tuien-

1529 tuientes y de las Coronas de ſus Reynos de todo conplir y mantener aſy y tan conplidamente como en ellos ſe contiene.

Serment. *Item* fue aſentado y concordado por los dichos Procuradores que los dichos Señores ſus conſtituientes y cada uno dellos juraron ſolemnemnemente e prometieron por el dicho juramiento que por ſy o por ſus ſucceſſores nunca en ningum tiempo vendram contra eſte contrato em todo ny em parte por ſy ny por otro en juizio ny fuera del por ninguna via forma ny manera que ſer y penſar ſe pueda y que nunca en tiempo alguno por ſy ny por otro pediran relaxacion del dicho juramiento a nueſtro muy Santo Padre ny a otro que para ello poder tenga e pueſto que Su Santidad o quien para ello poder tuviere ſin le ſer pedido de ſu proprio moto les relaxe el dicho juramento que lo no aceptara ny nunca en algun tienpo uzaran de la dicha relaxacion ny ſe adjudaraõ della ny aproveharan em ninguna manera ny via que ſea en juizio ny fuera del.

Confirmation papale. *Item* fue concordado y aſentado por los dichos Procuradores que para maz corroboracion y firmeza deſte contrato que eſte contrato e tranſacion con todas ſus clauzulas condiciones pactos obligaciones y declaraciones del aſſy y por la manera que en el ſon contenidas ſea jusgado por ſentencia del Papa y confirmado y aprobado por Su Santidad por Bulla Apoſtolica con ſu ſello en la qual bula de ſentencia confirmacion e aprobacion ſera inſerto todo eſte contrato de verbo ad verbum y que Su Santidad en la dicha ſentencia ſupla y aya por ſuplido de ſu cierta ſciencia e poderio abſoluto todo e qualquer defecto e ſolenidad que de hecho e derecho ſe requiera para eſte contrato ſer mais firme e valedero en todo e qualquer parte dello e que Su Santidad ponga ſentencia descomunion aſy en las partes principales como en qualesquier otras perſonas que contra el fuere y lo no guardare en todo o en parte por qualquer via modo e manera que ſea en la qual ſentencia descomonion declarara y mandara que incurram ipſo facto los que contra el dicho contrato fueren em todo o em parte ſin para ello ſi requiera ny ſia neceſſaria otra ſentencia descomunion ny declaracion della y que los tales no puedan ſer abſueltos por Su Sentidad ny por otra perſona por ſu mandado ſin concentimiento de la otra parte a quien tocare

y ſin

y ſin primero ſer para la tal abſolucion citada e requerida 1529
y oyda y los dichos Procuradores desde agora para entonces e desde entonces para agora en nonbre de los dichos ſus conſtituientes ſuplican a Su Santidad que lo quiera aſy confirmar e juzgar por ſentencia del modo e manera que en eſte capitulo eſta aſentado e declarado de la qual confirmacion e aprobacion cada una de las partes podra ſacar ſu Bula la qual los dichos Procuradores en nonbre de los dichos ſus conſtituientes peden a Su Santidad que mande dar cada uno dellos que la expedir quiziere ſin mas la otra parte para ello ſe requerir para confirmacion e firmeza de ſu derecho y todo lo ſobredicho aſy concordado y aſentado como de ſuſo es contenido los dichos Procuradores en nonbre de los dichos ſus conſtituientes y por virtud de las dichas ſus Procuraciones dixeron ante my el dicho ſecretario e notario publico e ante los teſtigos de ſuſo eſcriptos y firmados que aprobavaõ loavan y otorgavan pera ſiempre ja maz aſy e tan ſolemnemente com todas las clauzulas declaraciones pactos y convenciones penas y obligaciones en eſte contrato contenidas y prometieron y ſe obligaron la una parte a la otra la otra a la otra en nonbre de los dichos ſus conſtituientes eſtipulantes e aceptantes por ſolene eſtipulation de aſy lo tener e conplir y guardar para ſiempre ja maz y que los dichos ſus conſtituientes y ſus ſuceſſores y todos ſus Vaſalos ſubditos y naturales ternan y guardaran e compliran agora e para ſiempre el dicho contrato e todo lo en el contenido ſo las penas e obligaciones en el declaradas y que no iran ny vernan ny conſentiran ny permitiran que ſea ido ny venido contra el ny parte alguna del directe ni indirectemente en juizio ny fuera del por ninguna cauza color ny cazo alguno que ſea o ſer pueda penſada o por penſar e dixeron los dichos Procuradores en nonbre de los dichos Señores ſus conſtituientes que renunciavaõ como de hecho renunciaron todas las enexaciones y cepciones y todos remedios juridicos beneficios y conſilios ordinarios y extraordinarios que a los dichos Señores ſus conſtituientes y a cada uno dellos competè o podram competir e pertenecer por derecho agora y en qualquier tienpo de aqui adelante para anular y revocar o quebrantar en todo o en parte eſte contrato o para impedir el effecto del y an ſy mismo renunciaran todos los derechos leys coſtumbres eſtilos hazañas e opiniones de Doctores que

1529 para ello les podieſen aprovechar en qualquier manera y eſpecialmente renunciaron las leys e derechos que dizen que general renunciacion no val para lo qual todo aſy tener e guardar y complir obligaron los dichos Procuradores todos los bienes patrimoniales e fiſcales de los dichos ſus conſtituientes e de las Coronas de ſus Reynos y por mayor firmeza de los dichos Procuradores dixeron que juravañ como de fecho logo juraron ante my el dicho Secretario y Notario ſuſo dicho e teſtigos de yuſo eſcriptos a Dios y a Santa Maria y a la ſenal de la Cruz y a los Santos Avangelios que com ſus manos derechas tocaran em nonbre y en las ánimas de los dichos ſus conſtituientes por virtud de los dichos poderes que eſpecialmente para ello tienen que ellos y cada uno dellos por ſy y por ſus ſubceſſores ternan guardaran y haran tener y guardar para ſienpre jamas eſte contrato como en el es contenido y que los dichos Sennores ſus conſtituientes y cada uno dellos confirmaran aprobaran loaran e ratheficaran y otorgaran de nuevo eſta capitulacion y todo lo en ello conthenido y cada coza e parte dello y prometeron y ſe obligaran e juraran de lo guardar y conplir cada una de las partes pelo que le toca incumbe la tañe de hazer e guardar e complir realmente y con effecto a buena fé ſin mal engano y ſim arte ny cautela alguna y que los dichos ſus conſtituientes ny alguno dellos no demandaran por ſy ny por otras perſonas abſolvicion relaxacion diſpenſacion ny comutasion del dicho juramento a nueſtro muy Santo Padre ny a otra perſona alguna que poder tenga para lo dar e conceder y pueſto que de proprio moto o en otra qualquier manera les ſea dada no uzaran della antes ſin enbargo della ternañ guardaran y conpliran y haran tener y guardar y complir todo lo contenido en eſte dicho contrato com todallas clauzulas obligaciones y penas y cada coza y parte dello ſegun en el ſe contiene fiel e verdadera realmente e con effecto y quedara y entregara cada una de las dichas partes a la otra la dicha aprobacion e ratheficacion deſte contrato jurada e firmada de cada hum de los dichos ſus conſtituientes y ſellada com ſu ſello desde el dia de la fecha del en veinte dias luego ſeguientes em Teſtimonio y firmeza de lo qual los dichos Procuradores otorgaron eſte contrato en la forma ſuſo dicha ante my el dicho Secretario y Notario ſuſo dicho y de los teſtigos deinco eſcriptos

eſcriptos y lo firmaron de ſus nonbres y pediron a mim el dicho Secretario y Notario que les deſſe uno y muchos eſtromentos ſe le neceſſarios foſſen ſub my publica firma e ſigno que fue fecha y otorgada en la dicha Ciudad de Çaragoça el dia mez e anno ſuſo dichos Teſtigos que fueron prezentes al otorgamiento deſte dicho contrato y vieron firmar en el a todos los dichos ſus Procuradores en el regiſtro de my el dicho Secretario y los vieron jurar corporalmente em manos de my el dicho Secretario Alonço de Valdes Secretario del dicho Señor Emperador e Agoſtin de Urbina chanciller de Su Mageſtad y Jeronymo Rancio criado del dicho Señor chanciller y Conde de Gatinara y Hernan Rodrigues y Antonio de Soza criados del dicho Señor Embaxador Antonio de Azevedo y Alonço de Ydiaques criado de my el dicho Secretario los quales dichos teſtigos aſy mismo firmaran ſus nonbres en el regiſto de my el dicho Secretario Mercurinus cancelarius frater Garcia Epus Oxomenſis el Comendador mayor Antonio de Azevedo Contiño Teſtigos Alonço de Valdes Jeronimo Rancio Aguſtin de Urbina Antonio de Soza Fernaõ Rodrigues Alonço, de Ydiaques yo el dicho Secretario y Notario Franciſco de los Covos fuy prezente en uno con los dichos teſtigos al otorgamiento deſte contrato y aſiento y al juramento en el contenido que en mis manos hizieron los dichos Señores Procuradores y al firmar dellos y de los dichos teſtigos en el regiſto que queda em my poder e a pedimiento del dicho Señor Embaxador Antonio de Azevedo hize hazer eſte treslado e por ende fize aqui my ſigno em Teſtimonio de verdad Franciſco de los Covos. 1529

La Qual dicha Eſcritura e aſſiento que de ſuſo va encorporado per nos viſta e entendida y cada coza y parte dello y ſiendo ciertos y certheficados de todo lo en ela contenido por la prezente lo loamos e confirmamos e aprobamos ratheficamos y quanto es neceſſario de nuvo otorgamos y prometemos de tener y guardar la dicha Eſcriptura y aſiento que aſy polos dichos nueſtros Procuradores e aſy mismo por el dicho Embaxador Procurador del dicho Sereniſſimo muy alto e muy poderozo Rey de Portugal nueſtro hermano fue aſentada e otorgada e concertada em nueſtros nonbres y cada coza y parte dello de todo lo tener y guardar realmente e con effecto fue ſin mal engano ceſſante todo fraude e ſimulacion dolo y cautela y toda otra Ratification Eſpagnole.

1529 eſpecia de dicebejon y arte e queremos y ſomos contentes que ſe guarde e cumpla ſegund e como en ella ſe contiene bien aſy e tam complidamente como ſy por nos fuera hecha y aſentada e para valedacion e corroboracion e firmeza de la dicha Eſcriptura de venta e aſiento derogamos e abrogamos caſamos e anulamos todas las leys e derechos prematicas hazanas y opiniones de Doctores que al valor de la dicha Eſcriptura de ſuſo emcorporada ſean contrarias eſpecialmente derogamos caſſamos e anulamos qualesquiera peticiones de Procuradores del Reyno que en las Cortes de Toledo o en otras qualesquiera que ayamos tenido noſean fechas ſobre que no hagamos eſte conçierto e aſiento ny otro alguno con el dicho Sereniſſimo Rey nueſtro hermano pueſto que eſpecie de contrato tengã e uſy mismo qualesquiera prematicas capitulos de Cartes que ſobre las dichas peticiones de Procuradores del Reyno hayamos hecho porque todas y cada huna dellas derogamos abrogamos anulamos y caſamos y avemos por ningunas de nueſtro poderio real abſoluto no reconocientes ſuperior en lo Temporal y avemos por buena la dicha Eſcriptura de venta con el dicho pacto de retro vendendo y la confirmamos y ratheficamos desde agora para ſienpre ja maz y la avemos por buena y provechoza a nos y a la Corona de noſſos Reynos y queremos que valga como ſe em Cortes y com conſentimiento de los Procuradores de las Ciudades Villas e pueblos de nueſtros Reynos fueſſe fecha la qual aſy confirmamos y ratheficamos e aprovamos por cauzas a nos conecidas y provechozas y a la Corona de nueſtros Reynos y avemos por caſadas anuladas e abrogadas todas e qualesquiera leys e derechos que en contrario ſean eſpecialmente derogamos caſamos e anulamos las leys que dizem e diſponem que general renunciacion nom vale yo El Rey juro a Dios y a Santa Maria y a las palabras de los Santos Evangelios y a la ſenál de la Cruz en que pongo nueſtra mano derecha y prometemos por nos y por nueſtros ſuceſſores de nunca hir nem venir ny conſentir ny permetir que ſe vaya ny paſſe contra eſta Eſcritura de venta com pacto de retro vendendo ny parte della directe ny indirecte ny por otra alguna cauza penſada o non penſada ſo color alguna por nos ny por otro ny conſentiremos ny permiteremos que otra alguna perſona o perſonas vayan contra la dicha Eſcritura e aſiento antes lo defenderemos e caſtigaremos e prohibiremos quanto a nos poſible ſea ſob cargo del dicho juramiento del no pediremos

diremos relaxacion como por mis Procuradores eſta otorgado ny uſaremos della pueſto que el Papa o otro que ſu poder tenga de ſu proprio moto nos la concedu pueſto que tenga clauzulas derogatorias e abrogatorias de todo lo que dicho es porque todo lo renunciamos y prometemos de nó uzar dello ſo cargo del dicho juramiento e para certenidad deſta nueſtra voluntad y firmeza y validacion de lo ſuſo dicho mandamos paſſar y dar eſta nueſtra Carta de aprobacion ratheficacion abrogacion y anulacion firmada por my El Rey y ſellada con nueſtro ſello Dada en la Cidad de Lerida a veinte tres dias del mez de Abril Anno del Señor de mil quinhentos y veinte y nueve annos. = To El Rey = yo Francisco de los Covos Secretario de ſu Cezaria y Catholicas Mageſtades la fize eſcrever por ſu mandado = Mercurinus Cancelarius, = Frater G. Epus Oxomenſis, = el Commendador mayor. 1529

A Qual Carta de contrato capitulaçaõ e aſſento de pacto de retro vendendo viſta por mim e todas as condiçoes e clauzulas em ella contheudas de palavra a palavra bem viſtas e entendidas a confirmo aprovo e rethefico e hey por boa e todas as couzas em ella contheudas e cada huma dellas e prometo por minha fe real e juro aos Santos Evangelhos ſobre que puz minhas maos que as comprirey e guardarey convem a ſaber aquellas que a my toca comprir e guardar por bem do dito contrato capitulaçaõ e aſſento aſſy e tam inteiramente como nella he contheudo e declarado e ſem mingoamento algum e ſob as penas clauzulas pactos e condiçoes que nella ſe conthem e prometo e juro por mim e por meus herdeiros e ſucceſſores de nunca em nenhum tempo nem por modo algum por mim nem por outrem hir nem vir contra o dito contrato capitulaçaõ e aſſento nem contra couza alguma das que em ella ſaõ contheudas antes em todo e por todo as comprirey e guardarey e farey cumprir e guardar a boa fé ſem arte cautela engano nem mallicia alguma como dito he e por certidaõ de todo mandey fazer eſta Carta de confirmaçam aprovaçaõ e ratheficaçaõ por my aſſinada e aſſellada do meu ſello pendente em chumbo. Dada em a Cidade de Lisboa a vinte dias de Junho Pedro de Alcaçova Carneiro a fez Anno de noſſo Senhor Jeſu Chriſto de mil quinhentos e trinta annos = EL REY = Carta de confirmaçaõ aprovaçam e ratheficaçaõ do contrato de Maluco feito antre Voſſa Alteza e o Emperador. *Ratification Portugaiſe.*

61. *)

1708 *Traité de mariage entre le Roi Jean V. de* 24 Juin. *Portugal et la Princesse Marie Anne Archiduchesse d'Autriche; signée à Vienne le 24 Juin* 1708.

(CAETANO DE SOUSA *provas da historia genealogica da casa real Portugueza* T. V. p. 141. n. 101.)

JOANNES Dei gratia Rex Portugalliae, et Algarbiorum citra, et ultra mare in Africa Dominus Guineae, Conquisitionis, Navigationis et Commercii Aethiopiae, Arabiae, Persiae, Indiaeque &c. Notum ac testatum facio universis, et singulis qui inspecturi sunt has meas litteras patentes litteras approbationis, confirmationis, et ratificationis, quod Viennae Austriae die vigesima quarta Junii anno reparatae salutis supra millesimum septingentesimum octavum per Ferdinandum Tillesium Silvium Comitem Villarmajoris Cubicularium meum intimum vigori amplae, et specialis procurationis quam ipsi concessimus; et per deputatos ministros Serenissimi, et potentissimi Principis Domini Josephi Divina favente clementia electi Romanorum Imperatoris semper Augusti ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavoniae Regis, Archiducis Austriae, Ducis Burgundiae, Stiriae, Carinthiae, Carnioliae, Virtembergae &c. Comitis Tirolis, et Goritiae &c. Leopoldum Donatum Trautsohn, Comitem in Falckenstein, Liberum Baronem in Sprechen et Schroffenstein, Dominum Dominiorum Kaja-laa ad Sanctum Hippolytum Martiniz, Kralowirz, Tschechtiz, Cr saudolo, Neuschlos, Bohemo Rudolez, Goldegg, Pilahaag et Danubialis Oppidi Aggspach, haereditarium Provinciae Austriae Praefectum et Comitatus Tyrolensis Marechallum, Aurei Velleris equitem, Sacrae Caesareae Majestatis intimum Consiliarium, ac Supremum Camerarium: Item Carolum Ernestum Comitem de Valdstein, Dominum in Schwigau, Munchingraz Leutschinet Augezmajori

*) Ce document et les suivans ne sont parvenus trop tard pour les placer dans le lieu où il aurait convenu d'après l'ordre chronologique.

majore Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarium intimum, Camerarium, et Supremum Aulae Marechallum Aurei Velleris equitem, nec non Joannem Fridericum Liberum Baronem de Seilern Sacrae Caesareae Majestatis intimum Consiliarium, ac Aulae Cancellarium. Demum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii haereditarium thesaurarium. Comitem à Sinzendorff, et Thanhausen Liberum Baronem in Ernstbrun, Dominum in Scelowrz, et Gfell, Burgravium in Rheinegg, Supremum haereditarium Scutiferum ac Praecisorem Archiducatus Austriae infra, et supra Anasum haereditarium Pincernam in Austria ad Anasum Sacrae Caesareae Majestatis intimum Consiliarium, et Camerarium, ejusdemque Aulae Cancellarium vigore ejusmodi quoque potestatis ipsis concessae conventus, et signatus fuit tractatus matrimonialis inter me, et alte memoratum Serenissimum Principem Imperatorem pro Serenissima Principe Domina Maria Anna Josepha Antonia Regina nata Regis Hungariae, Bohemiaeque Principe, Archiduce Austriae ejusdem carissima sorore, tandemque ab utraque parte in sequentes articulos convenêre. 1708

In nomine Sanctissimae Trinitatis, ac Beatissimae Deiparae Virginis.

Nos Ferdinandus Tellesius Silvius Comes Villarmajoris, Sacrae Regiae Majestatis Portugalliae à Consiliis, Intimusque Cubicularius, et ad aulam Caesaream Legatus Extraordinarius, tanquam dictae Regiae Majestatis Serenissimi Principis, ac Domini Domini Joannis Quinti, Regis Portugalliae, et Algarbiorum, citra, et ultra mare in Africa, Domini Guineae, Conquisitionis, Navigationis et Commercii Aethiopiae, Arabiae, Persiae, Indiaeque &c. Domini nostri Clementissimi in rem praesentem, et ad infra scripta pacta dotalia destinatus Procurator, et Mandatarius, notum testatumque facimus tenore praesentium quorum interest universis, quod cum nobis praedicta Majestas Regia amplum et solempne mandatum manu Regia subscriptum, ejusdemque majori Sigillo munitum, die undevigesima mensis Maji proxime elapsi anni Ulyssipone confectum dedisset, ut de matrimonio, et pactis dotalibus inter Suam Regiam Majestatem et Serenissimam Principem et Dominam Mariam Annam Josephan Antoniam, Reginam Reglam Hungariae et Bohemiae Princi- *Mariage*

1708 pem, Archiducem Auſtriae, Ducem Burgundiae, Comitem Tyrolis, cum ejusdemmet fratre Sereniſſimo et Invictiſſimo Principe et Domino Domino Joſepho, Divina favente clementia, electo Romanorum Imperatore, ſemper Auguſto, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Sclavonicae &c. Rege, Archiduce Auſtriae, Duce Burgundiae, Brabantiae, Stiriae, Charintiae, Carnioliae, Lucemburgi, ac ſuperioris et inferioris Sileſiae, Virtembergae et Teckae, Principe Sueviae, Marchione Sacri Romani Imperii, Burgoviae, Moſcoviae, ac ſuperioris et inferioris Luſatiae, Comitis Habſpurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, Goritiae, Landgravio Alſatiae, Domino Marchiae, Slavoniae, Portus Naonis et Salinarum &c. ejuſque ad hoc Dominis Comiſſariis ageremus, tractaremus, conveniremus et concluderemus. Quo quidem fine ex parte dictae Majeſtatis Caeſareae Illuſtriſſimi et Excellentiſſimi Domini Joannes Leopoldus Donatus Trautshon, Comes in Falckenſtein, Liber Baro in Sprechen et Schrofenſtein, Dominus Dominiorum Kaja-laa ad Sanctum Hippolytum, Martiniz, Kralovitz Tſchechtiz, Cryſaudolo, Neuſchloſs, Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pilahaag, et Danubialis Oppidi Aggſpach &c. Supremus Camerarius Caeſareae Majeſtatis, haereditarius Provinciae Auſtriae, infra Anaſum Praefectus, pariterque Comitatus Tyrolenſis Mareſchallus, Aurei Velleris eques &c. item Carolus Erneſtus, Comes de Waldſtein, Dominus in Schuvingan, Munchengraz Lentſchin et Augez majore, Camerarius Caeſareae Majeſtatis et Supremus Aulae Mareſchallus, Aurei Velleris eques &c. nec non Joannes Fridericus, Liber Baro de Seilern, Aulae Caeſareae Cancellarius, et demum Philippus Ludovicus, Sacri Romani Imperii haereditarius thaeſaurarius Comes a Sinzendorf et Thanauſen, Liber Baro in Ernſtbrun, Dominus in Scoloviz et Gfoell, Burgravius in Rheinegg, itidem Aulae Caeſareae Cancellarius et Camerarius Supremus Auſtriae infra et ſupra Anaſum haereditarius Scutifer et Structor, Inferiorisque Auſtriae Pincerna omnes Conſiliarii intimi Sacrae Caeſareae Majeſtatis vi mandati Caeſarei, die vigeſima quarta nuper praeteriti menſis Martii conſtituti ſunt; tandem quod felix, fauſtumque ſit, ad laudem, et gloriam Omnipotentis Dei, et pro conſervatione, et incremento Fidei, ac Religionis Catholicae, nec non pro ſtabilienda inter utriusque Domum, Regna, Ditiones, Provincias, Po-

ſteros

ſteros et ſubditos tranquillitate, ac pace perpetua; atque 1708
etiam pro corroboratione, confirmatione et augmento conſanguinitatis, amicitiae, amoris et fraternitatis, quae inter dictas Majeſtates floret, nec non pro arctiore ejusdem conjunctione et vinculo inter dictam Regiam Majeſtatem per nos Procuratorem, et mandatarium ejus ex una parte, et praedictam Dominam Mariam Annam Archiducem Auſtriae, Sereniſſimi et Invictiſſimi Leopoldi Imperatoris, glorioſiſſimae memoriae filiam, et Sereniſſimi, atque Invictiſſimi Domini Domini Joſephi Imperatoris, in praeſentia imperantis ſororem chariſſimam, per dictos Commiſſarios, ac Mandatarios Caeſareos intervenientes, ex altera accedente etiam diſpenſatione Sanctiſſimi Patris Domini Clementis Undecimi, Romanae, atque univerſalis Eccleſiae Pontificis, quae data eſt Romae, apud Sanctum Petrum, die vigeſima ſeptima, menſis Aprilis, praeſentis anni tractatum et concluſum eſt matrimonium verum et legitimum, ſub articulis et conditionibus ſubſequentibus videlicet.

Quod Majeſtas Caeſarea conſtituit, et promittit dicto *Dot.*
Sereniſſimo Regi pro dote et matrimonio cum praefata Sereniſſima Principe ſorore ſua chariſſima centum millia ſcutorum, ſeu coronatorum auri, ad rationem quadraginta placarum Flandricae monetae, quolibet ſcuto computando, Amſtelodami, vel Genuae, pro electione Suae Majeſtatis Regiae intra terminum duorum annorum exſolvenda; nempe quinque millia ſcutorum intra unius anni ſpatium a die conſumati matrimonii, reſidua vero quinquaginta millia ſcutorum poſt alterum annum proxime ſequentem, ita videlicet, ut integra ſumma centum millium ſcutorum, ſeu coronatorum, intra biennium plene perſolvatur.

Pro qua dote Sua Regia Majeſtas, et dictus Excel- *Contra-dot.*
lentiſſimus Comes Villarmaioris, ejusdem nomine, et vigore commiſſi, ſibi mandati pro arrhis, et donatione propter nuptias promittit, et conſtituit dictae Sereniſſimae Principi futurae Portugalliae Reginae centum millia ſcutorum auri, quae eandem ſummam conficiant, quam ipſe in dotem accipit, quae quidem arrharum ſumma eadem eſt, quae a Rege Catholico Philippo Quarto pactis dotalibus promiſſa eſt Sereniſſimae Archiduci Mariae Annae, Imperatoris Ferdinandi III. filiae, ſibi in matrimo-

1708 nium daretur, cum pari dote, eaeque arrhae modo, et tempore inferius dicendis exſolventur.

Maiſon de la reine. Sereniſſimus, ac Potentiſſimus Rex, promittit Sereniſſimae Principi Dominae ſponſae ſuae chariſſimae eam poſt matrimonium conſummatum eosdem ſtatus, redditus, oppida, jurisdictiones, privilegia, praerogativas, et aulicum apparatum, quibus priores Reginae Luſitaniae fruebantur ſemper, et nunquam minus habituram.

Garantie de la dot. Pro aſſecuratione autem dotis, et arrharum modo, et tempore inferius dicendis exſolvendarum omnia Luſitaniae bona hypothecata erunt.

Reine douairiere. Quod ſi Potentiſſimus Rex ante Regiam conjugem ſine liberis vita deceſſerit, et Regina in Luſitania reſidere voluerit, illi integra dos, gemmae, ſupellex, et reliqua omnia, quae juxta authenticam deſignationem in Luſitaniam attulerit, et non conſumpta fuerint, ſalua manebunt; atque ea bona durante matrimonio acquiſita, quae Regi et Reginae communia ſunt, et in parata pecunia, auro, argento, et aliis bonis mobilibus, quibuscunque conſiſtunt, et non ad Coronam pertinent, poſt obitum Regis dividentur, et eorum medietas Reginae tradetur, ſimulque eisdem ſtatibus, redditibus, oppidis, jurisdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico apparatu, ſicuti Rege vivente Regia vidua fruetur, licet eo tempore alia Regina Principi Regnanti nupta ſit.

Retour en Allemagne. Cum vero Regina vidua non in Regno Luſitaniae habitare, ſed in Germaniam redire voluerit, reſtituetur illi integra dos cum tertia arrharum parte, et ſupradicta medietate bonorum conſtante matrimonio acquiſitorum, quae non pertinent ad Coronam, una cum omnibus iis bonis, quae in Regnum Luſitaniae attulerit, et conſumpta non fuerint, quae omnia ſecum in Germaniam feret, et quam diu praedicta dos, et tertia pars arrharum non perſolvetur, tamdiu omnibus ſupradictis ſtatibus, redditibus, oppidis, jurisdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico apparatu Regia vidua fruetur.

Si les enfans retournent en Allemagne. Si autem Potentiſſimus Rex ante Regiam conjugem relictis liberis deceſſerit, et vidua Regina in Regnis Luſitaniae reſidere recuſaverit, tunc illi tertia pars dotis, et tertia pars arrharum, necnon tertia pars ex medietate bonorum, quae fuere acquiſita conſtante matrimonio, et

non

non pertinent ad Coronam ad liberum usum, et propriam dispositionem Sereniſſimae Reginae viduae tradentur, et praeterea ei tertia pars eorum bonorum mobilium, quae praeter dotem in Luſitaniam attulerit, vel a Sereniſſimis, ac Potentiſſimis fratribus, ſororibus et agnatis, et aliis per teſtamentarias, ſeu quaslibet inter vivos factas donationes, aut diſpoſitiones acceperit, et non conſumpta fuerint, reſtituentur; ita ut etiam hanc tertiam partem omnium eorum bonorum in Luſitaniam allatorum, et ſucceſſu temporis praedicto modo acquiſitorum ſecum ferat; reliquae vero duo tertiae partes omnium ſupradictorum bonorum in Luſitaniam allatorum, et ſucceſſu temporis praedictis modis acquiſitorum manebunt in Luſitaniam pro ſecuritate liberorum, ſed ipſa Regina vidua eorum omnium integrum uſumfructum vsque ad mortem habebit. 1708

Si la veuve reſte en Portugal.

Sin autem Regina vidua in Regno Luſitaniae reſidere maluerit, tunc illa eisdem ſtatibus, redditibus, oppidis, jurisdictionibus, privilegiis, praerogativis, et aulico apparatu uti ceterae Reginae, usque ad mortem fruetur, illique integra dos, arrhae, ſive donatio propter nuptias, una cum omnibus, et ſingulis ſupradictis bonis ſalva manebunt.

Succeſſion de la Reine.

Si vero Rege ſuperſtite ipſa Regina ſine liberis vita defuncta fuerit, et de ſuis facultatibus non aliter diſpoſuerit (quod in ipſius libera voluntate conſiſtit), integra dos cum reliquis in Luſitaniam allatis, et ex ſuperius bonorum diviſione acquiſitis ad ejus haeredes ab inteſtato redibit.

S'il y a des enfans.

Contra ſi Sereniſſima Regina ante Sereniſſimum Regem relictis liberis deceſſerit, tunc in totam illius haereditatem, ni ipſa de tertia parte dictae haereditatis, juxta tamen leges juris communis diſpoſuerit, praedicti Regii liberi ſuccedent; qui ſi poſtmodum ante Regem eorum patrem ſuperſtitem pertinebit.

Renonciation de la reine.

Conventum etiam eſt, et ſtabilitum, ut dicta Sereniſſima Princeps futura Regina renunciet in forma ad ſatisfactionem, et voluntatem Caeſareae Majeſtatis, et ejus deputatorum haereditati, jurique, ſuccedendique in bona, et jura paterna, materna, et fraterna, quae quomodocunque, et qualitercunque ei competere, aut ad eam pertinere poſſint, ita ut dote, ejusque ſumma, aliis-

1708 aliisque ab ejus Sereniſſimis Fratribus ſibi donatis contenta omnibus aliis juribus ſucceſſionis, et haereditatis cedat, et renunciet. Cujus quidem renunciationis inſtrumentum pleniſſimum fiet ea forma, modo, et tempore, a Caeſarea Majeſtate, et ejus Deputatis praeſcribendis, et ad eorum integram ſatisfactionem.

Transport en Portugal. Conventum inſuper eſt, et concluſum, quod dicta Sereniſſima Princeps cum ornatu, gemmis, comitatu, authoritate, et decentia ſibi competente conducenda ſit Imperatoris fratris ſui expenſis, et ſumptibus, usque ad oram maritimam, ubi claſſem Britannicam conſcendere poſſit.

Ratification. Nec minus conventum eſt, ut haec omnia, quae a Deputatis, utrinque Dominis Commiſſariis, Procuratoribus, et Mandatariis nomine ſuorum Principalium vi Plenipotentiarum ſuarum, et in verbis Imperiali, et Regio concluſa, ſtabilita, et promiſſa ſunt, ab ambabus Caeſarea, et Regia Majeſtatibus adimpleantur, et obſerventur integre, ac plenarie, absque omni defectu, vel diminutione directe, vel indirecte, et quod per dictas ambas Majeſtates illa omnia, et ſingula ratihabeantur, approbentur, et corroborentur ſolemniter per litteras propriis manibus ſubſcriptas, et Sigillis ſuis munitas, quae demum, utrinque invicem tradendae, et commutandae ſunt.

Signatures. Hujus vero contractus matrimonialis, et pactorum dotalium dabitur nobis ex parte ſuae Caeſareae Majeſtatis, et ſupra nominatis Illuſtriſſimis, et Excellentiſſimis Dominis Commiſſariis, et Mandatariis, ſimile ac reciprocum exemplar. In quorum omnium fidem, ac teſtimonium praeſentes litteras manu noſtra ſubſcripſimus, et Sigillo noſtro communivimus. Datae Viennae Auſtriae die vigeſima quarta Junii anno reparatae ſalutis ſupra milleſimum ſeptingenteſimum octavum.

(L. S.) FERDINANDUS TELLESIUS SILVIUS,
Comes VILLARMAJORIUS.

Plus

Pleinpouvoir du Roi de Portugal. 1708.

JOANNES Dei gratia Rex Portugalliae, et Algarbiorum citra, et ultra mare in Africa, Dominus Guineae, Conquisitionis, Navigationis, et Commercii Aethiopiae, Arabiae, Persiae, Indiaeque, &c. Notum ac testatum facio omnibus, et singulis, qui has litteras potestatis generalis, et specialis visuri sunt, quod cum expediat paciſci, et transigi Deo annuente de matrimonio inter me, et Sereniſſimam Principem Dominam Mariannam Auſtriae Archiducem Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Domini Joſephi, Romanorum itidem Imperatoris, in praeſentia regnantis fratris, et conſanguinei mei chariſſimi ſororem, ipſeque maximam fiduciam habeam fidei, et prudentiae Ferdinandi Telleſii Silvii, Comitis Villarmajoris, meique ad praedictum Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Romanorum Imperatorem, Legati Extraordinarii, per haec mandata ipſi do, et concedo meum jus, plenamque poteſtatem liberam, ac ſufficientem, prout illam firmiſſime ei dare, et concedere poſſum, ac debeo, ad idque negotium de facto, et jure requiritur, atque eum conſtituo, et facio meum generalem, et ſpecialem Procuratorem, ut pro me meisque verbis perinde, ac ſi ego praeſens eſſem, poſſit tractare, agere, paciſci, et convenire de rebus omnibus, cujuscunque generis, conditionis, et momenti ad praedictas nuptias ſpectantibus cum quibusuis Procuratoribus, Commiſſariis, aut Deputatis praedicti Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Imperatoris, qui illius mandato ſive procuratione ad id ſufficienter inſtructi fuerint; omniaque, quae per illum pacta, et conventa fuerint, una cum conditionibus, et obligationibus, ac ſub iis cautionibus, in quas ipſe convenerit, et conſenſerit, integre ſervabo, et cuſtodiam, ſi quidem ad haec omnia ipſi Extraordinario Legato, do, et concedo omnem plenam poteſtatem meam, mandatum generale, et ſpeciale, cum libera, et generali adminiſtratione: Quin etiam per has litteras promitto, ſpondeo, Regiaque fide mea confirmo ſervaturum, ratihabiturum, reque ipſa facturum, quaecunque per dictum Legatum meum Extraordinarium tractata, geſta, pacta, et conventa fuerint, cujuscunque ſint generis, conditionis, et momenti, omniaque, et ſingula quovis tempore rata, firmaque habiturum ſecundum obligationem harum litterarum poteſtatis. In quorum omnium fidem, et cautionem

1708 tionem has litteras, mandatumque generale, et ſpeciale fieri juſſi, quod eſt manus meae ſubſcriptione, meorumque inſignium maiori Sigillo munitum. Datum Ulyſſipone undevigeſima die Maii anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo ſeptimo. Didacus a Mendoça Corte-Real ſubſcripſi.

JOANNES Rex.

Qui quidem tractatus matrimonialis quatuordecim articulos, et unum paragraphum circa finem continens, cum à nobis mature fuerit conſideratus, et examinatus, eum tam in partes, quam in totum volumus accipere, approbare, confirmare, et ratificare, atque per hoc inſtrumentum re ipſa accipimus, approbamus, confirmamus et ratificamus; pollicemurque noſtro, ac haeredum, et ſucceſſorum noſtrorum omnium nomine illum obſervaturos, facturosque, ut exactiſſime et ſancte obſerventur omnia, quaecunque in eo comprehenduntur; neque unquam permiſſuros, ut ullo modo, aut via eorum vigori, et effectui, vel in minimo derogetur; et igitur promittimus, noſtraque Regia fide confirmamus omnia hoc tractatu matrimoniali ab initio, vsque ad finem in cunctis, et ſingulis articulis, et paragrapho comprehenſa integre, illibateque executuros. In quorum omnium fidem, et cautionem fieri juſſimus praeſentes litteras confirmationis, et ratificationis Regia manu noſtra ſubſcripſimus, et magno Sigillo inſignium noſtrorum munitas. Datae Ulyſſipone die duodecima menſis Martii, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo nono. Didacus a Mendoça Corte-Real ſubſcripſi.

JOANNES Rex.

62.

Supplément d'actes relatifs à la Quadruple Alliance de 1718.

1718
18 Juil.

a.

Convention entre le ſereniſſime et très puiſſant Prince George Roi de la Grande-Bretagne etc. et le ſereniſſime et très puiſſant Prince Louis XIV. Roi Très-Chrétien pour propoſer l'ultimatum des conditions de paix entre l'Empereur et le Roi d'Eſpagne, et l'Empereur et le Roi des deux Siciles; ſigné à Paris le 18 Juillet 1718.

[*Collection of treaties* 1785. T. II. p. 195. en Anglais *) d'après une copie imprimée par autorité].

ART. I.

Les deux puiſſances propoſeront inceſſament et de concert à l'Empereur le dit plan d'un traité comme un ultimatum auquel elles s'engagent à ne faire aucun changement comme auſſi à n'en admettre aucun.

ART. II.

Leurs Majeſtés Britannique et Très-Chrétienne ſe promettent et s'obligent reciproquement de faire ſigner et ratifier le dit traité conformement au plan ci-inſéré; et donneront inceſſament à leurs plénipotentiaires les ordres

*) Il doit paraitre aſſés extraordinaire que cette convention, à la quelle cependant on a fait enſuite acceder ſéparement l'Eſpagne, ne ſe trouve ni dans DUMONT ni dans ROUSSET, ni dans la Collection Eſpagnole ni, que je ſache, dans aucun autre recueil d'actes publics que celui que j'ai cité. Ce qui a cauſé cette omiſſion c'eſt que le point le plus important, le projet y annexé, eſt exactement le même qui a été inſeré dans la ſuite dans la quadruple alliance du 2 Août 1718. Cependant j'ai cru qu'il n'était pas inutile d'en donner ici au moins une traduction françaiſe, ne fut-ce que pour épargner à d'autres le tems que j'ai perdu à des recherches faiblement recompenſées.

1718 ordres et pléinpouvoirs neceſſaires pour le ſigner à Londres ſans aucun delai ultérieur, auſſitôt que le miniſtre plénipotentiaire de l'Empereur ſera autoriſé à le faire au nom de S. M. Impériale.

ART. III.

En attendant que la dite ſignature ſera faite, leurs dites Majeſtés continueront d'employer de concert leurs offices les plus preſſants auprès du Roi d'Eſpagne, du Roi de Sicile et partout ailleurs où il pourrait convenir, pour faire approuver et accepter le dit traité.

ART. IV.

La preſente convention ſera ratifiée par leurs Majeſtés Britannique et Très-Chrétienne, et les lettres de ratification en due forme ſeront échangées reciproquement à Londres dans l'eſpace de 15 jours à compter du jour de la ſignature, ou plutôt s'il eſt poſſible.

En foi de quoi nous, les ſouſſignés, étant munis de pléinpouvoirs de leurs Majeſtés Britannique et Très-Chrétiennne avons ſigné en leur nom la preſente convention et y ayons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Paris le 18 Juillet 1718.

(L. S.) STAIR. (L. S.) HUXELLES.

(L. S.) STANHOPE. (L. S.) L. DE CLERMONT CHEVERNY.

b.

b.

Déclaration des Plénipotentiaires d'Eſpagne, d'Autriche, de France et d'Angleterre au ſujet du titre Impérial pour Charles VI. et de la langue des traités inſérée dans la ratification Eſpagnole *).

1720 19 Avr.

Ratification Del Rey de Eſpanna à la declaracion que dièron en el Haya en 19. Abril de 1720 los Plenipotenciarios de Eſpanna, Auſtria, Francia, é Inglaterra ſobre el titulo de Emperador à Carlos VI. y ſobre el idioma de los Tratados inſertos en las ratificaciones de ſu Mageſtad Catolica.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 55.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Córdoba, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierre-Firme del Mar Océano; Archiduque de Auſtria; Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan; Conde de Aſpurg, de Flandes, Tiról, y Barcelona; Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por los Plenipotenciarios y Miniſtros del Sereniſimo y Poteniſimo Emperador de Romanos, del Sereniſimo y muy Poderoſo Rey de la Gran Bretaña, y del Sereniſimo y muy Poderoſo Rey Chriſtianiſimo, juntamente con el Marqués Beretti Landi, mi Embaxador en Holanda, ſe firmó últimamente el dia 19de Abril proximo paſado de eſte preſente anno, la declaracion, cuyo contenido palabra por palabra traducido del Latin al Caſtellano es del tenor ſiguiente.

Deſpues que el Marqués Beretti Landi, Miniſtro Plenipotenciario de ſu Mageſtad Catolica, eſtando nos otros

*) Cette déclaration ne m'a pas parue assés importante pour la donner ici en deux langues; d'ailleurs il aurait fallu la retraduire. L'original latin ne se trouve pas dans la *Coleccion de los Tratados*.

1720 otros juntos los Miniſtros Plenipotenciarios de ſu Mageſtad Ceſarea, de ſu Mageſtad Catolica, de ſu Mageſtad Britanica, y de ſu Mageſtad Chriſtianiſſima con el Señor Conde de Windiſchgratz, Miniſtro Plenipotenciario de ſu Mageſtad Ceſarea, el dia 15de Abril de 1720, declaro que el habia conſeguido del Rey ſu amo las ratificaciones de los Tratados concluidos en el Haya el dia 16. y 17de Febrero del mismo anno, paraque como es coſtumbre ſe cambiaſen mutuamente: por tanto hemos reconocido y peſado nos otros los deſpues nombrados Miniſtros, el tenor de las dichas cartas de las ratificaciones. Primeramente ſe ofrece una dificultad, que ſe ha conſiderado de la mayor importancia; eſto es, que en los inſtrumentos de las ratificaciones, exhibidas por el Señor Conde de Windiſchgratz, ſu Mageſtad Ceſarea, ahora ya daba a ſu Mageſtad Catolica el titulo de Rey de Eſpaña, pero que al contrario en las cartas de las ratificaciones, que el Señor Marqués Beretti Landi produxo, no ſe hacia mencion alguna del titulo de Emperador, que le compete a ſu Mageſtad Ceſarea: y aunque el Marqués Beretti Landi afirmo que eſta omiſion de ninguna ſuerte habia reſultado de intencion de diſputarlo; ni porque ſu Mageſtad Catolica ſe detuvieſe en dar a ſu Mageſtad Ceſarea el titulo de Emperador, o en reconocerle como tal; ofreciendo ademas, que el preſentaria una declaracion en virtud de la qual ſe entregaſen otros inſtrumentos de las ratificaciones ſin dilacion alguna, los quales contuvieſen el titulo de Emperador para ſu Mageſtad Ceſarea, y ſe puſieſe en lugar de las preſentes defectuoſas: no obſtante el Señor Conde de Windiſchgratz ſe detuvo en que por las circunſtancias de las referidas ratificaciones no podia abſolutamente executar ahora el cambio de ellas, eſpecialmente tratandoſe aque de un Acte ya firmado de la Sacra e Imperial mano, al qual ninguna declaracion podia jamas equivaler, no obſtante que en lo demas el Miniſtro Ceſareo no dudaba en modo alguno de la intencion ſincera del Rey Catolico, y de lo que aſeguraba ſu Miniſtro.

Lo ſegundo que ſe obſervo en los inſtrumentos entregados por el Señor Marqués Beretti Landi, fue que no ſolamente la cabeza y pie eſtaban eſcritos en eſpañol, ſino que tambien entrambos Actos de Acceſion de ſu Mageſtad Catolica a la Convencion hecha en Paris, y el Tratado concluido en Londres, en los quales ahora el dicho

dicho Tratado esta inserto de verbo ad verbum, han sido traducidos en lengua española de la latina y de la francesa, lo qual nos otros los Miniſtros de ſu Mageſtad Ceſarea, de ſu Mageſtad Britanica, y de ſu Mageſtad Chriſtianiſima, hemos tenido por contrario al uſo en quanto mira a la traduccion de los Actos inſertos, concebidos en ſu original en otras lenguas; pero el Marqués Beretti Landi lo defendio como eſtilo del Conſejo, y practica recibida en ſu Corte. 1720

Por eſtas cauſas nos otros los Miniſtros Plenipotenciarios que abaxo firmamos, deſeando de conformidad concluir las negociaciones preſentes con el fin deſeado, hemos convenido en que el Señor Marqués Beretti Landi participe a ſu Corte la dificultad primera en orden a los titulos, ſin dilacion, como desde ahora ofrece, para que ſe dé el titulo de Emperador a ſu Mageſtad Ceſarea por el Rey Catolico; como tambien ſu Mageſtad Ceſarea ha nombrado a ſu Mageſtad Catolica con el titulo de Rey Catolico.

Y en lo que toca a la ſegunda dificultad, que es de la traduccion en lengua eſpañola de los Tratados formados primitiva y originalmente en el idioma latino y en el frances, igualmente convenimos en que cada uno informaſe a ſu Corte ſobre eſta dificultad, y que aguardaſe ſobre ello las inſtrucciones y ordenes.

No obſtante declaramos: que eſta detencion, que han producido las dos referidas dificultades, y ahora impide las conmutaciones de las ratificaciones que debian hacerſe al tiempo ſeñalado, no debe ni puede producir perjuicio a alguna de las Partes contratantes: y que luego que el Señor Marqués Beretti Landi reciba los nuevos deſpachos de las ratificaciones perfecionadas con el titulo debido a ſu Mageſtad Imperial, y nos otros todos los Miniſtros Plenipotenciarios hayamos recibido de nueſtras Cortes las explicaciones y mandatos en orden a la dificultad de la traduccion de los Tratados en lengua eſpañola como ſe ha dicho arriba, paſaremos ſin dilacion alguna a la conmutacion de las dichas ratificaciones; y eſta entrega, que ſe ha de hacer reciprocamente, ſe conſiderara de la misma fuerte que ſi ſe hubieſe executado al tiempo ſeñalado.

En fe de lo qual nos otros los Miniſtros Plenipotenciarios de ſu Mageſtad Ceſarea, de ſu Mageſtad Ca-

1720 tolica, de su Magestad Britanica, y de su Magestad Christianisima, hemos firmado la presente declaracion de nuestras manos, y la hemos autorizado con nuestros sellos.

Dada en la Haya el dia 19de Abril Anno de 1720.

(L. S.) Leopoldo Conde de Windischgratz.
(L. S.) *El Marquis* Beretti Landi.
(L. S.) Juan Dayrolle.
(L. S.) Fleumiau de Morville.

La qual referida declaracion, aqui escrita e inserta como queda referido, despues de haberla visto y examinado, la apruebo y ratifico, y doy por buena, firme, y valedera por la presente, y la cumplire de mi parte como si Yo la hubiera hecho en propia persona; sin hacer, ni dexar de hacer, en qualquier modo que sea, ni permitir que se haga, cosa alguna en contrario.

En fe de lo qual mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el sello secreto, y refrendada del infrascrito Primer Secretario de Estado y del Despacho.

Dada en Aranjuez a 20de Mayo de 1720.

(L. S.) Yo El Rey.

Joseph de Grimaldo.

c.

Ratification du Roi d'Espagne de l'acte d'admission signé par le Roi de Sardaigne.

Ratificacion Del Rey Catolico D. Felipe V del Acto de Admision firmado por el Rey de Cerdenna de la Accesion de su Magestad al Tratado de la Quadruple Alianza concluido en Londres en 2. Agosto de 1718.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 61.)

Don Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalen, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Gali-

Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, 1720
de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de
Algeziras, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las
Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme
del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de
Borgoña, de Brabante, y Milan; Conde de Absburg,
de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya y
de Molina, &c. Habiendo admitida el Sereniſimo y muy
Poderoſo Rey de Cerdeña el Acto de Acceſion que To hice
al Tratado que ſe concluyo en Londres en dos de agoſto
de mil ſetecientos diez y ocho, ſe firmo eſte inſtrumento
en el Haya en diez y ocho de marzo paſado de eſte año
por el Marques Beretti Landi, mi Embaxador en Ho-
landa, juntamente con los otros Miniſtros del Sereniſimo
y Potentiſimo Emperador de Romanos, del Sereniſimo y
muy Poderoſo Rey Chriſtianiſimo, del Sereniſimo y muy
Poderoſo Rey de la Gran Bretaña, y del Sereniſimo y
muy Poderoſo Rey de Cerdeña, cuyo contenido palabra
por palabra en lengua latina es el ſiguiente:

Inſtrumentum admiſſionis Regis Sardiniae ad Actum Acceſſionis Majeſtatis ſuae Catholicae ad Tractatum Londinenſem de die 2. Auguſti anno 1718.

Cum Majeſtas ſua Catholica pure et ſimpliciter, nullaque adhibita reſervatione vel reſtrictione, ad Conventionem Pariſiis die decima octava Julii anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi et ad Tractatum Londini ſignatum ſecunda die Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi, in omnibus punctis, ut et ad Articulos omnes ſeparatos et ſecretos, ad dictam Conventionem et Tractatum ſpectantes, acceſſerit Actu Acceſſionis ſuae ad iſtum Tractatum, Hagae Comitum die 17. Februarii hujusce anni a Marchione Beretti Landi, Miniſtro ſuo et Plenipotentiario, una cum Nobis infraſcriptis Miniſtris et Plenipotentiariis Caeſareae, Chriſtianiſſimae, et Britannicae Majeſtatum ſignato; eumque ſua Sardiniae Majeſtas pro ſtipulans dicti Tractatus, Londini die ſecunda Auguſti anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi octavi ſignati, Actu Acceſſionis ſuae ad eumdem Tractatum a Miniſtris et Plenipotentiariis ſubſcripto Londini die decima octava Novembris anni 1718 jam exiſtat; ipſaque Sardiniae Majeſtas authoritatis et Plenipotentiae ſuae tabellis Miniſtrum ſuum Hagae Comitum munaverit

1720 ad ſignandum, una cum Nobis Miniſtris et Plenipotentiariis Caeſareae, Catholicae, Chriſtianiſſimae, et Britannicae Majeſtatum, praefatum ſuae Majeſtatis Catholicae Actum Acceſſionis ad dictum Tractatum Londini die 2. Auguſti 1718 (N. S.) ſignatum, cujus tenor ſequitur:

[*Ici ſont inſérés de mot à mot:*

1) l'acte d'acceſſion du Roi d'Eſpagne au Traité de Londres du 2 Août 1718, en date du 17 Fevr. 1720, et qu'on trouve dans DUMONT T. VIII. P. II. p. 26.

2) L'acte d'acceptation du Roi d'Eſpagne des articles de la convention entre la France et l'Angleterre, ſignée à Paris le 18 Juil 1718 (voyés plus haut p. 431) lequel acte eſt dreſſé à Madrid en date du 26 Janvier 1720 et ſe trouve dans DUMONT T. VIII. P. II. p. 17.]

Nos infraſcripti Caeſareae, Catholicae, Chriſtianiſſimae, et Britannicae Majeſtatum Miniſtri et Plenipotentiarii nomine et authoritate praefatarum Majeſtatum admiſimus, adjunximus, et aggregavimus, quemadmodum per praeſentes plene et integre admittimus, adjungimus, et aggregamus, ſupramemoratum Sardiniae Regem ut Partem compaciſcentem in dictum Acceſſionis Regiae ſuae Majeſtatis Catholicae Actum, ad praefatum Londinenſem Tractatum, ſeque ac ſi ille Majeſtatis ſuae Catholicae Acceſſionis Actûs a dicto Sardiniae Regis Miniſtro et Plenipotentiario qui nondum in eumdem finem Plenipotentiarum tabulas acceperat, ſignatus fuiſſet.

Ego autem Sardiniae Regis Miniſter et Plenipotentiarius, vigore Plenipotentiarum rite exhibitarum et recognitarum, quorumque apographum ad finem hujus inſtrumenti adjectum eſt, per praeſentes declaro: quod ſupradictus Sardiniae Rex, dominus meus, plene ad integre et ſine reſervatione ulla acceptat praefatum Acceſſionis Majeſtatis ſuae Catholicae Actum ad Tractatum Londinenſem in omnibus ejusdem punctis, atque ad articulos omnes et ſingulos eodem ſpectantes, quoſcunque praefata Regis Sardiniae Majeſtas, tam pro ſe, quam pro ſuis haeredibus et ſucceſſoribus, obſtringitur ſpondetque Majeſtati ſuae Caeſareae, Regiae Majeſtati Catholicae, Regiae Majeſtati Chriſtianiſſimae, et Regiae Majeſtati Britannicae, earumque haeredibus et ſucceſſoribus, junctim vel ſeparatim, ſuo obſervaturam, praeſtiturum, atque ad-

adimpleturam omnes et singulos conditiones, cessiones, 1720
pactiones, guarantias, ac fidejussiones, quibus erga praedictas Majestates praesentis Accessionis Actus Majestatis suae Catholicae ad altefatum Tractatum Londinensem acceptatione obligatur. Mutuo vero et reciproce Nos infrascripti Caesareae, Catholicae, Christianissimae, et Britannicae Majestatum Ministri ac Plenipotentiarii, declaramus: quòd dictae Majestates erga suam Regis Sardiniae Majestatem obstringuntur spondentque sese observaturas, praestituras, adimpleturasque omnes praememoratas conditiones juxta tenorem supradicti Londinensis Tractatus, qui hic de verbo ad verbum insertus quidem censetur.

Hic porro Admissionis Actus Regiae Sardiniae Majestatis, utpote Partis contrahentis, ad instrumentum Accessionis Majestatis suae Catholicae die decima septima Februarii hujusce anni signatum, ab omnibus Partibus compaciscentibus ratihabebitur, et ratihabitionum tabulae, debita forma confectae, intra spatium duorum mensium aut citius si fieri poterit, Hagae Comitum invicem extradentur et commutabuntur. In quorum fidem Nos Caesareae, Catholicae, Christianissimae, Britannicae, et Regis Sardiniae Majestatum Ministri et Plenipotentiarii, praesentes manibus nostris subscripsimus, sigillisque nostris communivimus. Actum Hagae Comitum die decima octava Martii anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(L. S.) Leopoldus *Comes* a Windischgratz.
(L. S.) *El Marquis* Beretti Landi.
(L. S.) Fleuriau de Morville.
(L. S.) Cadogan.
(L. S.) J. B. Despine.

Pleinpouvoir du Roi de Sardaigne.

Victor Amé, par la grace de Dieu, Roi de Sardaigne, de Chypre et de Hierusalem, Duc de Savoie, de Monferrat, &c. A tous ceux qui ces présentes verront, salut. En conformité du Traité de la Quadruple Alliance signé à Londres le 2 Août 1718, qui est contenu dans la Convention signée à Paris du 18 Juillet de la

1720 année, étant informés de la resolution que nôtre très cher et très amé frère et beau fils le Roi Catholique a prise d'accepter les dits Traités, Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zele, et fidélité pour notre service de notre cher, bien amé, et féal Secrétaire Jean Baptiste Despine, nous avons commis, ordonné, et député, et par ces présentes commettons, ordonnons, et deputons nôtre dit Secrétaire Despine, et lui avons donné et donnons pleinpouvoir, commission et mandement special pour en nôtre nom en la dite qualité de nôtre Plenipotentiaire, convenir conjointement ou separement avec le Ministre ou les Ministres Plenipotentiaires des Puissances qui ont conclu le dit Traité de la Quadruple Alliance et Convention de Paris, et ceux de nôtres (*nos très*) chers et grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, avec ceux de nôtre dit frère et beau fils le Roi Catholique, pareillement munis de leurs pleinspouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure, et signer l'Acte d'Accession de nôtre dit frère et beau fils aux dits Traités signés à Paris et à Londres, stipuler le temps de l'échange des ratifications de l'Accession du dit Roi, regler les déclarations et autres precautions qu'on a prises dans le dit Traité de Londres, regler ce dont on pourroit convenir pour une suspension d'armes par terre, et une cessation d'hostilités par mer; comme aussi de faire conclure et signer les Articles, Traités, et Conventions qu'il avisera bon être: voulant qu'il agisse en ces occasions susdites avec la même autorité que Nous ferions et pourrions faire si Nous y étions presens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit mandement plus special non contenu en ces présentes; promettant en foi et parole de Roi d'observer et faire inviolablement observer tout ce qui aura été fait, convenu, reglé, et signé par le dit nôtre Secrétaire Despine nôtre Plenipotentiaire; sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement pour quelque chose ou sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi d'en faire expedier nos lettres de ratification en bonne forme pour être échangées dans le temps dont il sera convenu. En témoin de quoi Nous avons signé les présentes, fait contresigner par le Marquis del Borgo Secrétaire de nôtre Ordre, nôtre Ministre et Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangeres, et à

icelles

lecller fait appoſer nôtre ſeel ſécret. Données à Turin le quinzième Fevrier, l'an de grace mil ſept cent vingt, et de notre regne le ſeptieme. 1720

V. AME.

DEL BORGO.

El qual referido Inſtrumento aqui eſcrito é inſerto, como arriba queda dicho, deſpues de haberle viſto y exâminado maduramente; Yo, por mi, mis herederos y ſucceſores, como tambien por los vaſallos, ſúbditos y habitantes de todos mis Reynos, Payſes y Señorios, aprueba, y ratifico todo lo expreſſado en él, y doy por bueno, firme, y valedero por la preſente; prometiendo, en fé y palabra de Rey, y por todos mis ſucceſores y herederos, ſegnir y cumplir inviolablemente ſegun ſu forma y tenor, y mandarlo ſeguir y cumplir de la misma manera como ſi Yo lo hubiera tratado en propia perſona, ſin hacer ni dexar hacer, en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario; y que ſi ſe hiciere alguna contravencion de lo contenido en el referido inſtrumento, la mandaré reparar con efecto, ſin dificultad alguna ni dilacion, caſtigando, y mandando caſtigar á los delinquentes: y obligando para el efecto de lo ſuſodicho todos y cada uno de mis Reynos, Payſes y Señorios; y aſimismo todos los otros bienes, preſentes y venideros, como tambien mis herederos, ſin exceptuar nada. En fé de lo qual mandé deſpachar la preſente, firmada de mi mano, ſellada con el ſello ſecreto, y refrendada del infraſcrito Primer Secretario y del Deſpacho.

Dada en Madrid á 13de Abril de 1720.

Yo El Rey.

JOSEPH DE GRIMALDO.

63.

1721 27 Mars. *Traité d'alliance defensive entre les Couronnes d'Espagne et de France; signé à Madrid le 27 Mars 1721, et ratifié par l'Espagne à Aranjuez le 5 May de la même année.*

a.

Traité.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 79. en Français et Espagnol.)

Don, Felipe, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoba, de Cortega, de Murcia, de Jaen, de los Algarbes, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-Firme del Mar Oceano; Archiduque de Austria; Duque de Borgoña, de Brabante y Milan; Conde de Absburg, de Flandes, Tirol, y Barcelona; Señor de Vizcaya y de Molina &c. Por quanto el Marques de Grimaldo, Caballero de la Orden de Santiago, Comendador de Ribera y Azeuchal en dicha Orden, Gentil-hombre de mi Camara, de mi Consejo de las Indias, y mi Primer Secretario de Estado y del Despacho, en virtud de pleno poder que To le he dado, ha ajustado, concluido, y firmado el dia 27 de Marzo de este presente anno con el Marques de Maulevrier, Teniente General de los exercitos de nuestro muy caro y muy amado hermano y sobrino el Rey Christianissimo, Comendador y Gran Cruz de la Orden militar de San Luis, y su Enviado extraordinario cerca de mi persona, igualmente autorizado de sus plenos poderes, el Tratado de Alianza Defensiva entre esta Corona y la de Francia, del tenor siguiente:

Les differends qui s'étoient élevés entre leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique, n'ayant causé aucune altération aux mouvements que leur inspirent les liens

liens du ſang qui les unit ſi étroitement; elles n'ont 1721
pas ceſſé de déſirer avec un égal empreſſement de rétablir la bonne correſpondance et l'amitié ſincère qui doivent ſubſiſter entre elles, et qui ſeront toujours les plus fermes appuis de la grandeur où Dieu les a élevées, et le plus ſur moyen de conſerver la tranquilité publique, auſſi bien que le bonheur et les avantages réciproques de leurs ſujets. C'eſt auſſi dans la vue de cimenter encore, et d'affermir plus ſolidement, s'il eſt poſſible, des diſpoſitions qui ne conviennent pas moins à la gloire et à la ſureté réciproques de l'une et de l'autre Couronne, qu'elles ſont conformes au bien et à la tranquillité de toute l'Europe, que leurs Majeſtés Très-Chrétienne et Catholique ont pris la reſolution de s'unir étroitement, en ſorte qu'elles agiſſent deſormais en tout comme n'ayant qu'un même objet et un même interêt. Et pour cet effet le Séréniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné pleinpouvoir de traiter en ſon nom au Sieur Jean Baptiſte Luis Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant Général de ſes armées, Commandeur et Grand Croix de l'Ordre militaire de Saint Louis, ſon envoyé extraordinaire appres de ſa Majeſté Catholique, et le Séréniſſime Roi d'Eſpagne ayant auſſi confié ſon pleinpouvoir pour le même effet au Sieur D. Joſeph de Grimaldo, Marquis de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Commandeur de Ribera et d'Acenchal dans le même Ordre, Gentil-homme de ſa Chambre, Conſeiller au Conſeil des Indes, ſon Premier Secrétaire d'Etat et du Depêche, ils ſont convenus entre eux des Articles qui ſuivent:

ART. I.

Il y aura deſormais et pour toujours une union étroite et une amitié ſincere et durable entre le Séréniſſime Roi d'Eſpagne, et le Séréniſſime Roi Très-Chrétien, leurs royaumes et ſujets, et les habitans des terres de leur obeiſſance, en ſorte que les injuſtices ou les dommages ſoufferts pendant le cours de la guerre qui a été terminée par l'acceſſion du Séréniſſime Roi d'Eſpagne aux Traités de Londres du deuxième Août 1718, demeureront dans un éternel oubli; et qu'il n'existe l'un aura ſoin des biens et de la ſubſté de l'autre comme des ſiens propres; que non ſeulement il avertira ſon Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'oppoſera *Union et amitié.*

1721 posées de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

ART. II.

Garantie réciproque. A fin d'établir solidement cette union et correspondance, et de la rendre d'autant plus utile à l'une et à l'autre Couronne; leurs Majestés Catholique et Très-Chrétienne promettent et s'engagent par le present Traité d'Alliance defensive de se garantir réciproquement leurs royaumes, provinces, états et terres de leur obeissance en quelque partie du monde qu'ils soient situés; en sorte que leurs dites Majestés, ou l'une d'entre elles étant attaquées contre la disposition des Traités de paix d'Utrecht et de Bade, et contre celle des Traités de Londres, et des stipulations qui seront faites à Cambray, elles se secoureront mutuellement jusqu'à ce que le trouble soit cessé, ou qu'elles soient satisfaites sur la reparation des dommages qui leur auront étés causés.

ART. III.

Conservation des traités. En consequence du precedent Article, la conservation et l'observation des Traités d'Utrecht, de Bade, de Londres, et de celui qui intreviendra à Cambray pour la conciliation des differends qui restent à regler entre le Sérénissime Roi d'Espagne et l'Empereur, seront le principal objet de la présente Alliance: et pour la rendre encore plus solide, le Sérénissime Roi d'Espagne et le Sérénissime Roi Très-Chrétien inviteront les Puissances qu'ils jugeront à propos et de concert d'entrer dans le présent Traité pour l'utilité commune, et pour le maintien de la tranquillité générale.

ART. IV.

Cas d'attaque futures. S'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'au préjudice des susdits Traités d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui sera statué dans ceux qui seront faits à Cambray, leurs Majestés Catholique et Très-Chrétienne fussent attaquées ou troublées par quelque Puissance que ce soit dans la possession de leurs royaumes et états, de quelque manière que ce soit; elles promettent et s'obligent réciproquement d'employer leurs offices, aussitôt qu'elles en seront requises, pour faire donner à la partie lesée satisfaction de l'injure qui lui aura été causée, et pour empêcher l'agresseur de continuer ses hostilités. Et s'il arrivoit que les offices ne fussent pas suffisans pour procurer sans délai cette reparation, les augustes Maje-

Majestés s'engagent en promettant mutuellement de se donner, deux mois après que la requisition en aura été faite par la partie attaquée, un secours effectif de dix mille hommes de pied, et de cinq mille chevaux ou dragons, et de le continuer et entretenir aussi long-temps que le trouble durera. Et si ce secours ne suffisoit pas pour repousser les entreprises de l'ennemi, on conviendra de l'augmenter; et même, s'il étoit nécessaire, leurs dites Majestés, s'assisteront réciproquement de toutes leurs forces, et declareront la guerre à l'agresseur. 1721

ART. V.

Leurs Majestés Très-Chrétienne et Catholique ayant une entiere satisfaction des sentimens que Monsieur le Duc de Parme a toujours fait paroître à leur égard, et voulant lui donner des marques de l'estime particulieres et de l'affection qu'elles ont pour lui; elles promettent et s'engagent, en vertu du présent Traité, de lui accorder une protection particulière pour la conservation de ses Etats et droits, et pour le maintien de sa dignité; en sorte que s'il y étoit troublé au préjudice des Traités de paix, et de ce qui sera stipulé dans ceux qui interviendront à Cambray, elles uniront leurs offices et leurs soins pour en obtenir une juste satisfaction: et si elle lui étoit refusée, elles conviendront des moyens de la lui procurer par toutes les autres voies qui seront en leur pouvoir. *Protection du Duc de Parme.*

ART. VI.

Sa Majesté Catholique, voulant donner à sa Majesté Très-Chrétienne une marque de son amitié, confirme, en tant que besoin seroit, tous les avantages, et tous les privileges qui ont été accordés par les Rois ses prédécesseurs à la Nation françoise, tant par le Traité des Pyrenées confirmé par ceux de Nimegue et de Riswick, que par des Cedules particulieres concedées à la dite Nation avant l'actuel regne de sa Majesté Catholique, heureusement regnante, en telle sorte que les commerçans françois, et autres sujets du Roi Très-Chrétien jouissent toujours en Espagne des mêmes droits, prérogatives, avantages, et priviléges pour leurs personnes, pour leur commerce, marchandises, biens et effets, dont ils ont joui ou dû jouïr en vertu des dits Traités ou Cedules, et de tous ceux qui ont été, ou qui seront accordés en Espagne à la Nation la plus favorisée. *Privileges des François en Espagne.*

ART.

1721

ART. VII.

Ratification. Le préſent Traité ſera ratifié par leurs Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, et les lettres de ratification en bonne forme ſeront délivrées et échangées de part et d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous ſoufignés Miniſtres Plenipotenciaires de ſa Majeſté Catholique, et de ſa Majeſté Très-Chrétienne, munis de leurs pleinspouvoirs, qui ont été communiqués de part et d'autre, et dont les copies ſont ici inſérées, avons ſigné le préſent Traité, et y avons appoſé les cachets de nos armes.

Fait à Buen-Retiro le vingt-ſeptième jour de Mai, mil ſept cent vingt un.

(L. S.) *Le Marquis* DE GRIMALDO.

(L. S.) LANGERON MAULEVRIER.

El qual referido Tratado aqui eſcrito e inſerto, como queda expreſado, deſpues de haverle viſto y examinado maduramente palabra por palabra, he reſuelto aprovarle y ratificarle. Por tanto, en virtud de la preſente; Yo, por mi, mis herederos y ſucceſſores, como tambien por los vaſallos, ſubditos, y habitantes de todos mis Reynos, Payſes y Señorios, aprueho, y ratifico todo lo expreſado en el, en la mejor y mas amplia forma que puedo: y doy por bueno, firme, y valedero todo lo que en el ſe contiene: y prometo, en fe y palabra de Rey, y por todos mis ucceſſores y herederos, ſeguirle y cumplirle inviolablemente ſegun ſu forma y tenor, y mandarle obſervar, ſeguir y cumplir de la misma manera como ſi Yo lo hubieſe tratado por mi propia perſona, ſin hacer ni dexar hazer, en qualquier modo que ſea, ni permitir que ſe haga, coſa alguna en contrario; y que ſi ſe hiciere alguna contravencion de lo contenido en el referido Tratado, la mandaré reparar con efecto, ſin dificultad ni dilacion, caſtigando, y mandando caſtigar a los delinquentes: obligando para el efecto de lo ſuſodicho todas y cada uno de mis Reynos, Payſes y Señorios, y aſimismo todos los otros mis bienes, preſentes y venideros, como tambien mis herederos y ſucceſſores,

ſin

sin exceptuar nada. Y para firmeza de esta obligacion renuncio todas las leyes, costumbres, y todas otras cosas contrarias a ellas. 1721

En fe de lo qual mande despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el sello secreto, y refrendada de mi infrascrito Primer Secretario de Estado y del Despacho.

Dada en Aranjuez a 5de Mayo de 1721.

Yo El Rey.

D. Joseph Rodrigo.

(Les pleinpouvoirs de la part du Roi d'Espagne sont datés du 23 Mars 1721; ceux du Roi de France du 7 Mars de la même année.)

b.

Déclaration signée par les Plénipotentiaires d'Espagne et de France portant que le traité particulier d'alliance conclu entre ces deux Puissances le 27 Mars 1721 restera en vigueur.

(*Coleccion de los Tratados* T. II, p. 121. en Français et Espagnol.)

Quoique dans le Traité d'Alliance défensive qui a été signé ce jourd'huy entre les Rois Catholique, Très-Chrétien, et Britannique *) par leurs Ministres Plénipotentiaires, et dans les Articles ou Actes separés qui accompagnent le dit Traité il y ait plusieurs articles et stipulations qui ne sont pas entierement conformes à ceux d'un autre Traité d'Alliance defensive conclu le vingt septieme Mars dernier entre Sa Majesté Catholique et Sa Majesté Très-Chrétienne, et que quelques uns des Articles de ce Traité n'ayent pas même été compris dans

*) Ce traité se trouve dans Dumont T. VIII. P. II. p. 34.

1721 dans celui ſigné ce jourd'huy entre les trois Couronnes d'Eſpagne, de France, et d'Angleterre, neanmoins comme leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, ont une intention et un déſir ſincéres de garder et d'executer entre elles leur premier Traité: Nous Miniſtres Plénipotentiaires de leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, au nom des Rois nos maîtres, et en conſequence de leurs ordres, reconnoiſſons et déclarons que le dit Traité entre eux, paſſé le vingt ſeptième Mars dernier, et les Articles et Actes ſéparés qui ont été ſignés en même temps, et qui l'accompagnent, demeureront à l'égard de leurs dites Majeſtés dans toute leur force et vertu, et auront leur plein et entier effet et exécution ſans aucune derogation ni novation; non obſtant et ſans préjudice du dit Traité ſigné ce jourd'huy entre les trois Couronnes.

Le préſent Acte de Déclaration ſera ratifié par leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, et les ratifications en bonne forme en ſeront échangées dans ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi Nous Miniſtres Plénipotentiaires de leurs dites Majeſtés Catholique et Très-Chrétienne, avons ſigné la préſent Déclaration, et y avons appoſé le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le treizième Juin mil ſept cet vingt un.

(L. S.) *Le Marquis* DE GRIMALDO.

(L. S.) LANGERON MAULEVRIER.

(Cette déclaration a été ratifiée par le Roi de France en date du 30 Juin de la même année.)

64.

*Traité particulier de paix et d'amitié entre les Couronnes d'Eſpagne et de la Gr. Brétagne; ſigné à Madrid le 13 Juin 1721 *).*

1721 13 Juin.

(*Coleccion de los Tratados* T. II. p. 93. en Eſpagnol et Français.)

Ayant plû à la Divine Providence de diſpoſer les cœurs des Séréniſſimes et Puiſſans Princes Philippe Cinq, par la grace de Dieu, Roi d'Eſpagne, des Indes, &c. et le Roi George, par la grace de Dieu Roi de la Grande-Brétagne, de France, et d'Irlande, &c. à oublier tous les motifs de mécontentement et de mauvaiſe intelligence qui ont donné lieu à interrompre pour quelque temps l'amitié et la bonne correſpondance qui regnoient au paravant entre eux; et leurs M. M. Catholique et Britannique déſirant à préſent de les renouveller, et de les retablir par les nœuds les plus étroits, ont ſtipulé et arrêté par leurs ſouſſignés Miniſtres Plénipotentiaires, nommés pour cet fin, les Articles ſuivans:

ART. I.

Qu'à l'avenir il y aura entre Sa Majeſté Catholique, ſes ſucceſſeurs et héritiers, et Sa Majeſté Britannique, ſes ſucceſſeurs et héritiers, comme auſſi entre leurs royaumes, états, dominations, ſujets, et vaſſaux, une bonne, ſtable, et inviolable paix, et une perpetuelle et ſincere amitié, et un oubli général de tout ce qui a été fait de l'une et de l'autre part à l'occaſion de la derniere guerre. *Amitié.*

ART. II.

Les Traités de paix et de commerce conclus à Utrecht le treizième de Juillet, et le neuvième Décembre *Confirmation des traités.*

*) Ce traité ſe trouve déja en Français dans DUMONT T. VIII. P. II. p. 33, mais la copie dont il s'indique pas la ſource differe un peu de la preſente qui ſemble être plus autoriſée; au reſte il eſt probable que d'aprés l'uſage des deux Cours ce traité n'a pas été dreſſé en Français mais en Eſpagnol et Anglais.

1721 cembre de l'an 1713, dans lès quels ſont compris le Traité fait à Madrid dans l'année 1667, et les Cedules y mentionnées, demeureront confirmés et ratifiés par le préſent, à l'excluſion des Articles III. V et VIII. du dit Traité de commerce, appellés communement Explanatoires *a*), les quels ont été annullés en vertu d'un autre Traité poſtérieur fait à Madrid le quatorzième du mois de Décembre 1715 *b*) entre les Miniſtres Plenipotentiaires, nommés pour cet effet par leurs Majeſtés Catholique et Britannique, le quel Traité demeure pareillement confirmé et ratifié comme auſſi le Contract particulier nommé communement del Aſiento, pour l'introduction des eſclaves negres aux Indes eſpagnoles, qui fut fait le 26 de Mars de la dite année 1713 *c*) en conſequence de l'article XII. du Traité de Commerce d'Utrecht, et pareillement le Traité de Déclaration touchant celui del Aſiento fait le 26 de Mai de 1716 *d*): tous les quels Traités mentionnés dans cet Article avec leurs déclarations demeureront dans force, vertu, et pleine vigueur en tout ce qu'ils ne ſeront contraires à celui-ci: et afin qu'ils ayent leur entier effet et accompliſſement, ſa Majeſté Catholique fera depecher ſes ordres et Cedules circulaires à ſes Vice-Rois, Gouverneurs, et autres Miniſtres, à qui il apartiendra, des ports et villes en Amérique, à fin que les vaiſſeaux emploiés pour le trafic de Negres par la Compagnie Royale de la Grande-Brétagne établie à Londres, ſoient admis ſans empêchement à commercer librement et de la même maniére qu'ils faiſoient avant la dernière rupture entre les deux Couronnes, et les ſusdites Cédules ſeront delivrées d'abord que les ratifications du préſent Traité auront été échangées; et en même temps ſa Majeſté Catholique donnera ſes ordres au Conſeil des Indes, à fin que la Junta compoſée de Miniſtres de ce Conſeil et nommés pour la connoiſſance privative des cauſes qui regardent le dit Aſiento ait de nouveau ſon cours, reçoive,

a) L'exemplaire Anglais de ces articles explanatoires ſe trouve dans DUMONT T. VIII. P. I. p. 412. L'exemplaire de même teneur inſéré dans la ratification Eſpagnole ſe trouve dans *Coleccion de los Tratados* T. I. p. 341.

b) Ce traité a été donné plus haut p. 110. du preſent volume.

c) DUMONT T. VIII. P. I. p. 330.

d) Ce traité ſe trouve plus haut p. 130. du preſent volume.

çoive, et conſulte ſur ces affaires, ſuivant la regle établie au temps de ſa nomination. Et en ce qui régarde l'obſervation des Traités de paix et de commerce, il ſera expedié des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Eſpagne à fin que ſans aucune interpretation ils les faſſent obſerver et accomplir, comme pareillement ſe donneront de la part de ſa Majeſté Britannique les ordres qui ſeront demandées et jugées néceſſaires pour l'accompliſſement de tout ce qui a été ſtipulé et arrêté entre les deux Couronnes dans les ſuſdits Traités d'Utrecht, et ſpecialment en ce qui peut n'avoir pas été mis en exécution des choſes reglées par les Articles VIII. XI et XV. du Traité de paix qui parlent de laiſſer aux Eſpagnols le libre commerce et navigation aux Indes Occidentales, et de maintenir les anciennes limites en Amerique comme elles ſe trouvoient dans le temps du Roi Charles Second, du libre exercice de la religion Catholique dans l'Isle de Minorque, et de la pêche du baccalao dans les mers de Terre neuve; de même qu'à l'égard de tous les autres articles qui jusqu'ici n'auroient pas été mis en exécution de la part de la Grande-Brétagne. 1721

ART. III.

Reſtitution des biens confiſqués par l'Eſpagne.

D'autant que par l'Article VII du Traité de commerce d'Utrecht il a été arrêté que tous les biens confiſqués au commencement de la guerre précedente ſeroient reſtitués pour avoir été la confiſcation d'iceux faite contre la teneur de l'Article XXXVI du Traité de 1667; dans la même conformité Sa Majeſté Catholique ordonnera que tous les biens, marchandiſes, argent, vaiſſeaux, et autre effets qui ont été ſaiſis tant en Eſpagne qu'aux Indes en vertu de ſes ordres du mois de Septembre de 1718, et d'autres poſterieurs, dans le temps que la guerre n'étoit pas encore déclarée entre les deux Couronnes, et après qu'elle l'a été, ſoient reſtitués promptement, dans la même eſpece pour ceux qui ſe trouveront encore en nature; ou à ce défaut, la juſte et vraie valeur qu'ils avoient dans le temps qu'on les a ſaiſis, dont l'eſtimation, ſi elle n'a pas été faite alors par omiſſion ou negligence, ſera reglée ſelon les informations autentiques que les proprietaires auront à faire devant les magiſtrats ordinaires des villes et lieux où l'on aura ſaiſi les dits effets.

1721 Et comme il eſt certain que les ordres de S. M. Catholique quoiqu'ils portaſſent que de ces biens et effets il en fût fait et dreſſé des inventaires et gardé des notices et déclarations, néanmoins ils n'ont pas été exécutés ainſi dans pluſieurs endroits; il a été convenu: que ſi les proprietaires juſtifient par des preuves légitimes, informations, et autres documens, qu'on a manqué d'inſerer quelques uns dans les dits inventaires, S. M. Catholique donnera des ordres précis que la valeur de ceux qu'on aura omis, ſoit paiée par les treſoriers, ou autres perſonnes, par la negligence des quels telle omiſſion aura été faite.

ART. IV.

Par l'Angleterre. On eſt convenu réciproquement que S. M. Britannique donnera Ordre à ſes gouverneurs, officiers, et autres miniſtres à qui il apartiendra, de faire reſtituer tous les biens et effets des ſujets de S. M. Catholique qu'ils juſtifieront avoir été ſaiſis et confiſqués, dans les états de S. M. Britannique ſur le motif de la derniere guerre, de la même maniere qu'il a été reglé dans l'Article précedent en faveur des ſujets de S. M. Britannique.

ART. V.

Vaiſſeaux à reſtituer. On eſt convenu auſſi que S. M. Britannique fera reſtituer à S. M. Catholique tous les vaiſſeaux de la flotte d'Eſpagne qui ont été pris par celle d'Angleterre dans la bataille navale qui fut donnée au mois d'Août 1718 dans les mers de Sicile, avec l'artillerie, les voiles, les agrêts, et autres equipages, dans l'état où ils ſe trouvent à préſent; ou bien, la valeur de ceux qui auront pu être vendus, au même prix que les acheteurs auront donné ſuivant les preuves et les juſtifications.

Et pour l'effet de cette reſtitution S. M. Britannique fera expédier les ordres convenables d'abord après la ratification de ce Traité. Il eſt declaré auſſi que les autres pretenſions qu'il peut y avoir de part et d'autre entre les deux Couronnes ſur des matières dont il n'eſt pas parlé dans le préſent Traité, et qui ne ſont pas compriſes dans l'Article II. d'icelui, ſeront traitées au prochain Congrés de Cambray.

ART.

ART. VI. 1721

Le préſent Traité aura ſon effet d'abord après qu'il aura été ratifié de part et d'autre, et les lettres de ratification en ſeront échangées dans ſix ſemaines après la ſignature, ou plutôt ſi faire ſe peut, diferant ſa publication jusqu'à que la paix générale aura été conclue au Congrés de Cambray entre toutes les parties intereſſées, ou jusqu'à que leurs Majeſtés Catholique et Britannique en ſeront convenues particuliérement. *Ratification.*

En foi de quoi Nous ſousſignés Miniſtres Plénipotentiaires de S. M. Catholique et de S. M. Britannique, munis de nos pleins pouvoirs, qui ont été communiqués de part et d'autre, et dont les copies ſeront ci deſſous tranſcrites avons ſigné le préſent Traité et y avons appoſé les cachets de nos armes.

Fait à Madrid le treizième jour du mois de Juin mil ſept cent vingt un.

(L. S.) *El Marqués* DE GRIMALDO.

(L. S.) WILLIAM STANHOPE.

65.

1727 Tratado do casamento de Principe D. Joseph, com a Princeza D. Marianna Victoria de Borbon, copiado do Original, que está na Secretaria de Estado.

3 Sept.

(CAETANO DE SOUSA *provas* T. V. p. 316. en Espagnol d'après l'original qui se trouve dans la Sécrétairerie d'état.)

Tratado Matrimonial acordado entre el Comissario del Rey de España Don Juan Baptista de Orendayn, Marques de la Paz, de su Consejo, y primer Secretario de Estado, y del Despacho, y el Embaxador Extraordinario del Rey de Portugal Don Rodrigo Annes de Sá, Almeyda y Menezes, su muy amadó, y chdro sobrino, de su Consejo, Gentilhombre de su Camera, Marques de Abrantes, para el casamiento, que deve efectuarse entre el muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna de Austria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal; y la muy alta, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna Victoria, Infanta de España, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto por la misma gracia de Dios Rey de España, y de la muy alta, muy excelente, y muy podexosa Princesa Doña Isavel Farnese, assi mismo por la gracia de Dios Reyna de España, segun los plenos poderes, que han recevido los dichos Ministros de la Magestad del Rey de Portugal, cuyas copias se insertarán al pie del presente Tratado.

En nombre de la Santissima Trinidad, Padre, Hijo, y Espiritu Santo un solo Dios verdadero, a su honor, y gloria, y por el bien reciproco de los Pueblos, subditos, y Vasallos de uno, y otro Reyno.

Sea notorio a todos aquellos, que las presentes letras de acuerdo de matrimonio vieren, que haviendo se firmado en el Real sitio de San Ildefonso a los siete dias del mes de Octubre

65.

Traité de mariage du Prince D. Joſeph de Portugal avec la Princeſſe Marianne Victoire de Bourbon fille du Roi d'Eſpagne; ſigné à Madrid le 3 Septembre 1727.

1727 3 *Sept.*

(*Traduction privée.*)

Traité matrimonial conclu entre le commiſſaire du Roi d'Eſpagne D. Jouan Baptiſte de Orendayn, Marquis de la paix, membre de ſon Conſeil et premier ſecrétaire d'Etat et du Deſpacho et l'Ambaſſadeur extraordinaire du Roi de Portugal Don Rodrigue Annes de Sà, Almeyda et Menecès ſon très cher et très amé neveu, membre de ſon Conſeil, Gentilhomme de ſa chambre, Marquis de Abrantes, pour le mariage qui doit ſe faire entre le très-haut et très-puiſſant Prince du Breſil D. Joſeph, fils ainé du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Juan V. par la grace de Dieu Roi de Portugal, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche de même par la grace de Dieu Reine de Portugal; et la très-haute, et très-puiſſante Princeſſe D. Maria Anne Victoire, Infante d'Eſpagne fille du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la même grace de Dieu Roi d'Eſpagne, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Iſabelle Farneſe de même par la grace de Dieu Reine d'Eſpagne, d'après les pleinpouvoirs qu'ont reçu leſdits Miniſtres de Sa Majeſté le Roi Catholique et de Sa Majeſté le Roi de Portugal, dont les copies ſont annexées au bas du preſent traité.

Au nom de la très-ſainte Trinité, Pere, Fils, et Saint-Eſprit un ſeul Vrai Dieu, en Son honneur, et gloire, et pour le bien réciproque des peuples, ſujets et vaſſaux de l'un et l'autre royaume.

Soit notoire à tous ceux qui ces preſentes lettres d'accord de mariage verront, que comme dans la reſidence royale à Ildephonſe ont été reglés le 7 du mois

1727 *Octubre del anno del Nacimiento de Nuestro Señor Jesu Christo de mil setecientos y veinte y cinco, por el Marques de Grimaldo, Ministro, y Plenipotenciario de la Magestad del Rey Catholica, y por Joseph de Acuña Brochado, y Antonio Guedes Pereyra, Ministros, y Plenipotenciarios de la Magestad del Rey de Portugal, los Articulos Preliminares para el matrimonio, que se deve efectuar del muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy podroso Principe Don Juan Quinto por la gracia de Dios Rey de Portugal y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna de Austria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal, y la muy alta, y muy poderosa Princesa Doña Maria Anna Victoria, Infanta de España, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Philipe Quinto, por la misma gracia de Dios Rey de España, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderosa Princesa Donna Isavel Farnese, assi mismo por la gracia de Dios Reyna de Espanna; cuyos Articulos fueron ratificados en el mismo Real sitio de San Ildefonso a catorce de Octubre del mismo anno de mil setecientos y veinte y cinco por la Magestad del Rey Catholico, y por la Magestad del Rey de Portugal en la Corte de Lisboa Occidental a los trece del mismo mes de Octubre del dicho anno de mil setecientos y veinte y cinco.*

E por quanto nòs, como Ministros, y Plenipotentiariòs, ahora especialmente deputados, debemos reducir los dichos Articulos a un Tratado formal, en virtud de los plenos poderes respectivos, que por Sus Magestades nos fueron concedidos, solo para este fin, en la forma, que despues de este Tratado seran copiados: Haviendolos visto, y examinado, y hallandolos en buena, y debida forma combenimos lo seguiente.

ART. I.

Se ha ajustado, que con la gracia, y benedicion de Dios, alcanzada primero dispensacion de nuestro muy Sante Padre el Papa, en razon de la proximidad, y consanguinidad entre el muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, y la muy alta, y muy poderosa Infanta Donna Maria Anna Victoria, haran celebrar sus despososios, y matrimonio por palabras de presente, segun la forma prescripta por los Sagrados Canones, y

Con-

d'Octobre de l'an 1725 par le Marquis de Grimaldo, Miniſtre et Plénipotentiaire de S. M. le Roi Catholique, et par Joſeph de Acuña Brochado, et Antonio Guedes Pereyra, Miniſtres et Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Portugal, les articles préliminaires pour le mariage qui doit avoir lieu entre le très-haut et très-puiſſant Prince du Breſil Don Joſeph, fils aîné du très-haut, très-excellent, et très-puiſſant Prince Don Juan V. par la grace de Dieu Roi de Portugal et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche de même par la grace de Dieu Reine de Portugal; et la très-haute et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie Anne Victoire, Infante d'Eſpagne, fille du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la même grace de Dieu Roi d'Eſpagne, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe Donna Iſabelle Farneſe de même par la grace de Dieu Reine d'Eſpagne; leſquels articles ont été ratifiés dans le même ſiège royal de S. Ildephonſe le 14 Octobre 1725 par S. M. le Roi Catholique; et par S. M. le Roi de Portugal à la Cour de Lisbonne occidentale le 13 du même mois d'Octobre de la dite année de 1725. 1727.

Et comme nous en qualité de Miniſtres et Plénipotentiaires à preſent ſpécialement deputés, devons rediger les dits articles en un traité formel, en vertu des pleinpouvoirs reſpectifs qui par leurs Majeſtés nous ont été accordés dans la forme dans la quelle ils ſeront inſérés à la fin de ce traité: après les avoir vu et examiné et trouvés en bonne et due forme nous ſommes convenus de ce qui ſuit:

ART. I.

Il a été arrêté qu' avec la grace et la benediction divine, après avoir obtenu d'abord une diſpenſe de notre très-ſaint Père le Pape, à cauſe de la proximité de grade et conſanguinité entre le très-haut et très-puiſſant Prince du Brefil Don Joſeph et la très-haute et très-puiſſante Infante Donna Marie Anne Victoire ils feront celebrer leurs fiançailles et mariage par paroles *de preſent* ſelon la forme préſcrite par les ſacrés Canons et conſtitu- *Fiançailles: mariage.*

1727 *Constituciones de la Iglesia Catholica Apostolica Romana, assi que la dicha Serenissima Sennora Infanta aya llegado a la edad de doce annos cumplidos; y despues que se aya ajustado, y finado el tiempo entra la Magestad del Rey Catholica, y la Magestad del Rey de Portugal, se haran los despossorios, y casamiento en la Corte de S. M. Catholica. Y por quanto la dicha Serenissima Sennora Infanta tiene yà cumplida la edad de siete annos, y el Serenissimo Principe la de onze, se ajustò reciprocamente, que obtenida la referida dispensacion de nuestro muy Santo Padre el Papa, se haran luego en la Corte de S. M. Catholica los esponsales de futuro matrimonio, para lo que se daran los poderes, y authoridad necessaria, assi por el Serenissimo Principe del Brasil, como por el Serenissimo Rey de Portugal su padre, al Ministro, ò persona, que fuere mas de su agrado.*

ART. II.

El Serenissimo Rey Catholico promete, y se obliga a dar, y darà a la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria en dote, y a favor del matrimonio con el Serenissimo Principe Don Joseph, y pagarà a la Magestad del Rey de Portugal, ò a quien tuviere su poder, y commission la Summa de quinientos mil excudos de oro del Sol, ò su justo valor en la Ciudad de Lisboa, y se entregarà la dicha summa al tiempo de efectuarse el matrimonio.

ART. III.

La Magestad del Rey de Portugal se obliga a asegurar, y asegurarà el dote de la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, en buenas rentas, y assignaciones seguras, à satisfacion de S. M. Catholica, ò de las personas, que para este efecto nombrare al tiempo de el pagamento, y remetirà luego a S. M. Catholica los documentos de la dicha assignacion; y en el caso de dissolverse el matrimonio, y que por el derecho tenga lugar la restitucion del dote, serà este restituido a la Serenissima Sennora Infanta, ò sus herederos, y subcesores, que lograràn los ditos, que importaren los dichos quinientos mil excudos de oro del Sol, a razon de cinco por ciento, que se pagaran en virtud de las dichas assignaciones.

ART. IV.

Por medio del pagamento efectivo, que se harà a la Magestad del Rey de Portugal de los dichos quien-

stitutions de l'Eglise Catholique Apostolique Romaine, 1727
de sorte que la dite Séréniſſime Infante ayant atteint l'age de douze ans accomplis, et après que le tems aura été convenu et fixé entre S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal ils celebreront les fiançailles et le mariage à la Cour de S. M. Catholique. Et tandisque la Séréniſſime Infante a deja accompli l'age de ſept ans et le Séréniſſime Prince celui de onze, il eſt reciproquement convenu qu' après avoir obtenu la ſusdite diſpenſe de notre très-ſaint Pere le Pape les fiançailles du *futur mariage* auront lieu auſſitôt à la Cour de S. M. en donnant les pleinpouvoirs et autorité neceſſaires, tant par le Séréniſſime Prince du Breſil, que par le Séréniſſime Roi de Portugal ſon Pere à tel miniſtre ou perſonne qui leur conviendra le mieux.

ART. II.

Le Séréniſſime Roi Catholique promet et s'oblige *Dot.*
à donner et donnera à la Séréniſſime Infante Donna Marie Anne Victoire en dot, et en faveur du mariage avec le Séréniſſime Prince D. Joſeph, et payera à S. M. le Roi de Portugal ou à celui qui aura pouvoir et commiſſion de lui, la ſomme de 500,000 écus d'or dits de Soleil, ou valeur exacte d'iceux en la ville de Lisbonne, laquelle ſomme ſera delivrée à l'époque où le mariage ſera effectué.

ART. III.

Sa Majeſté le Roi de Portugal s'oblige d'aſſurer et *Garantie de la dot.*
aſſurera la dot de la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire en bonne rentes et obligations aſſurées, à la ſatisfaction de S. M. Catholique ou des perſonnes qu'à cet effet elle nommera à l'époque du payement et remettra auſſitôt à S. M. Catholique les documens de la dite garantie; et en cas que le mariage fut diſſout et que de droit la reſtitution de la dot ait lieu, elle ſera reſtituée à la Séréniſſime Infante ou à ſes heritiers et ſucceſſeurs qui garderont les revenus que rapportent leſdits 500,000 écus d'or, dits de Soleil, à raiſon de 5 pour cent, leſquels ſe payeront en vertu des dites obligations.

ART. IV.

Moyennant le payement effectif qui ſe fera à S. M. *Renonciation.*
le Roi de Portugal des dits 500,000 écus d'or, dits de Soleil,

1727 *nientos mil excudos de oro del Sol, ò su justo valor en el termino, que queda dicho, se dirà por satisfecha la Serenissima Sennora Infanta, y se satisfarà del dicho dote, sin que en adelante pueda alegar otro algun derecho, ni intentar otra alguna accion, ò pertension pertendiendo, que la pertenezcan, ò puedan pertenecer otros mayores bienes, razones, derechos ò acciones por causa de herencias, y mayores subersiones de Sus Magestades Catholicas su padre, y madre, ni de qualquiera otra manera, y por qualquiera causa, y titulo, que fuere, ò sea, que lo sepa, ò lo ignore; bien entendido, que de qualquiera calidad, y condicion, que fueren las cosas arriba dichas, debe quedar excluida de ellas, y antes de efectuarse los desposorios hara renuncia en burna, y debida forma, y con todas las seguridades, formas, y solemnidades, que fueren requeridas, y necesarias, la qual renuncia hará la Serenissima Sennora Infanta antes de estar casada por palabras de presente, y la confirmarà luego despues de celebrar el matrimonio, y aprobarà, y ratificarà juntamente con el Serenissimo Principe de Brasil con las mismas formas, y solemnidades, que la Serenissima Sennora Infanta huviere hecho la sobredicha primera renuncia, y a de mas con las clausulas, que se juzgaren mas combenientes, y necesarias, y el Serenissimo Principe, y la Serenissima Sennora Infanta quedaràn, y quedan, assi de presente, como para entonces obligados al cumplimiento, y efecto de la dicha renuncia, y ratificacion, en la conformidad de los presentes Articulos; y las sobre dichas renuncias, y ratificaciones seran havidas, y juzgadas assi presentemente, como entonces por bien hechas, y verdaderamente pasadas, y otorgadas, y las dichas renuncias, y ratificaciones se haran en la forma mas authentica, juntamente con todas las clausulas derogatorias de qualquiera Ley, jurisdiccion, costumbres, derechos, y constituciones a esto contrarias, a que impidiesen en todo, ò en parte las dichas renuncias, y ratificaciones, y para el efecto, y validacion de lo que arriba queda dicho, la Magestad del Rey Catholico, y S. M. Portugueza derogaron, y derogan desde el presente sin alguna reserva, y entenderàn, y entienden assi de presente, como para entonces tener derogadas todas las excepciones en contrario.*

Art.

Soleil, ou leur juste valeur dans le terme ci-dessus 1727
indiqué, la Séréniſſime Infante ſe declarera ſatisfaite et ſe contentera de la dite dot, ſans qu'à l'avenir elle puiſſe alleguer aucun autre droit ou intenter aucune autre action ou pretenſion en avancant qu'il lui appartiendrait ou pourrait appartenir d'autres plus grands biens, facultés, droits ou actions pour cauſe d'héritage et ſucceſſion ulterieure de Leurs Majeſtés Catholiques ſon Pere et ſa mère, ou de quelque autre maniere et par quelque cauſe et titre que ce puiſſe être, ou ſoit, connus ou ignorés; bien entendu que de quelle qualité et condition que ſeraient les choſes ci-deſſus exprimées, elle en demeurera excluë et avant de celebrer les fiançailles elle fera une renonciation en bonne et due forme et avec toutes les ſuretés, formes et ſolemnités qui ſeront requiſes et neceſſaires, laquelle renonciation la Séréniſſime Infante fera avant d'être mariée par paroles de preſent, et la confirmera d'abord après avoir celebré le mariage et l'approuvera et ratifiera conjointement avec le Séréniſſime Prince du Breſil dans les mêmes formes et avec les mêmes ſolemnités que la Séréniſſime Infante aura fait la ſusdite premiere renonciation, et de plus avec les clauſes qu'on jugera les plus convenables et neceſſaires, et le Séréniſſime Prince, et la Séréniſſime Infante reſteront et reſtent alors comme à preſent obligés à l'accompliſſement et effectuation de la dite renonciation et ratification en conformité des preſens articles; et les ſusdites renonciations et ratifications ſeront tenues et jugées alors comme à preſent pour bien faites et vraiment paſſées et accordées, et les dites renonciations et ratifications ſe feront en la forme la plus authentique et efficace que ſe pourra faire pour être bonnes et valides, enſemble avec toutes les clauſes dérogatoires de toute loi, juriſdiction, uſages, droits et conſtitutions à ce contraires ou qui pourraient empecher en tout ou en partie les dites renonciations et ratifications; et à cet effet et pour valider ce qui eſt dit ci-deſſus, S. M. le Roi Catholique et S. M. Portugaiſe derogeront et derogent dès à preſent ſans aucune reſerve et entendront et entendent pour lors comme à preſent tenir pour derogées toutes les exceptions à ce contraires.

Art.

1727

ART. V.

La Mageſtad del Rey de Portugal darà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria en ſu llegada al Reyno de Portugal, para ſus camillas, y joyas, el valor de ochenta mil peſos, los quales le perteneceran ſin difikultad deſpues de celebrado el matrimonio, de la misma ſuerte, que todas las otras joyas, que llebare conſigo, y ſeran propias de la dicha Sereniſſima Sennora Infanta, y de ſus herederos, y ſubceſſores, ò de aquellos, que tuvieren ſu derecho.

ART. VI.

La Mageſtad del Rey de Portugal aſignarà, y conſtituirà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria para ſus arras veinte mil excudos de oro del Sol al anno, que ſeran aſignados ſobre rentas, y tierras, de las quales tendra jurisdiccion, y el lugar principal el Titulo de Ducado, de ſuerte, que las dichas rentas, y tierras lleguen haſta la dicha ſumma de veinte mil excudos de oro del Sol cada anno; de los quales lugares, y tierras aſſi dadas, y aſſignadas gozarà la Sereniſſima Sennora Infanta por ſus manos, y por ſu authoridad, y de las de ſus Commiſſarios, y Oficiales, y en las dichas tierras proveerà las Juſticias, y a demas de eſto le pertenecerà la proviſion de los Oficios, como es coſtumbre, entendiendo-ſe, que los dichos Oficios no podran ſer dados ſino a Portugueſes de nacimiento, como tambien la adminiſtracion, y arrendamiento de las dichas tierras, conforme a las Leys, y coſtumbres del Reyno de Portugal; y de la ſobredicha aſignacion entrarà a gozar, y poſeer la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, luego que tuvieren lugar las arras, para gozar de ella toda ſu vida, ſea que quede en Portugal, ò ſe retire a otra parte.

ART. VII.

La Mageſtad del Rey de Portugal darà, y aſignarà a la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria para el gaſto de ſu Camera, y para mantener ſu eſtado, y ſu Caſa, una ſumma conveniente, tal qual pertenece a mugèr de un tan gran Principe, y a hija de tan podroſo Rey, aſignandola en la fórma, y manera, con que ſe acoſtumbra hazer en Portugal para ſemejantes manutenciones, y gaſto.

ART.

ART. V. 1727

S. M. le Roi de Portugal donnera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire lors de ſon arrivée en Portugal pour ſes anneaux et joyeaux la valeur de 80,000 peſos, leſquels lui appartiendront ſans difficulté après avoir celebré le mariage, de la même ſorte que tous les autres joyeaux qu'elle apportera avec elle, et ſeront la proprieté de la dite Séréniſſime Infante et de ſes heritiers et ſucceſſeurs ou de ceux à qui elle aura cédé ſon droit. *Anneaux; Joyeaux.*

ART. VI.

Sa Majeſté le Roi de Portugal aſſignera et conſtituera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire pour ſon douaire 20,000 écus d'or, dits de Soleil, par an, leſquels ſeront aſſignés en revenus et terres ſur leſquelles elle aura juriſdiction et le chef-lieu le titre de Duché, de ſorte que les dites rentes et terres montent à la ſomme de 20,000 écus d'or, dits de Soleil, chaque année; desquels lieux, et terres ainſi donnés et aſſignés la Séréniſſime Infante jouira par ſes mains et autorité et par celle de ſes commiſſaires et officiers, et dans les dites terres elle pourvoira à la juſtice, et de plus il lui appartiendra de pourvoir aux offices comme il eſt d'uſage, bien entendu, que les dits offices ne pourront être conférés qu'à des Portugais de naiſſance, comme auſſi l'adminiſtration et la ferme des dites terres aura lieu en conformité des lois et uſages du Royaume de Portugal; et la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire entrera en joniſſance et poſſeſſion de la dite aſſignation dès que le douaire aura lieu pour en jouir durant toute ſa vie, ſoit qu'elle reſte en Portugal ou qu'elle ſe retire autre part. *Douaire.*

ART. VII.

S. M. le Roi de Portugal donnera et aſſignera à la Séréniſſime Infante D. Marie Anne Victoire pour les fraix de ſa garderobe et pour le maintien de ſon état et de ſa maiſon une ſomme convenable, telle qu'il convient à l'épouſe d'un ſi grand Prince et à la fille d'un ſi puiſſant Roi, en la lui aſſignant dans la forme et maniere uſitée en Portugal pour de ſemblables fraix et entretiens. *Maiſon de la princeſſe.*

ART.

1727

ART. VIII.

Su Magestad Catholica hará conducir en el tiempo, que se ajustare a su costa, y gasto a la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria su hija, a la Frontera, y raya de Portugal con la dignidad, y cortejo, que requiere una tan grande Princesa, y sea recivida de la misma suerte de parte de la Magestad del Rey de Portugal, y tratada, y servida con toda la magnificencia, que conbiene.

ART. IX.

En el caso, que se disuelva el matrimonio entre el Serenissimo Principe del Brasil, y la Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria, y que esta sobrevive al dicho Serenissimo Principe, en esta caso será libre a la dicha Serenissima Sennora Infanta quedar en Portugal en el lugar, que quisiere, ò volver a Espanna, ò a qualquiera otro lugar conbeniente, aunque sea fuera del Reyno de Portugal, todas, y quantas vezes bien le pariciere, con todos sus bienes, dote, y arras, joyas, vestidos, y vajilla de plata, y qualesquiera otros muebles con sus Oficiales, y criados de su Casa, sin que por qualquiera razon, ò consideracion, que sea, se le pueda poner algun impedimento, ni embarazo a su partida directa, ò indirectamente, ni impedirle el uso, y recuperacion de sus dichas dote, arras, y joyas, ni otras asignaciones, que se le huviesen hecho, ò devido hazer; y para este efecto dará la Magestad del Rey de Portugal a S. M. Catholica para la sobredicha Serenissima Sennora Infanta Donna Maria Anna Victoria su hija, aquellas Cartas, y seguridades, que fueren necesarias, firmadas de su propria mano, y selladas con su Sello, y desde a hora para entonces lo asegurará, y prometerá la Magestad del Rey de Portugal por si, y por los Reyes sus subcesores con fé, y palabra Real.

ART. X.

Sus Magestades Catholica, y Portuguesa, suplicarán a nuestro muy Santo Padre el Papa con el Tratado, que se hará en virtud de estos Articulos, se sirva aprobarle, y darle su Benedicion Apostolica; y assi mismo aprobar las Capitulaciones, y las ratificaciones, que huvieren hecho las referidas Magestades, y que hará la referida Serenissima Sennora Infanta, como tambien los altos, y

jura-

ART. VIII. 1727

S. M. Catholique fera conduire la Séréniſſime In- *Paſſage en Portugal.*
nte dans le tems dont on conviendra à ſes frais et
epends ſur la frontiere et limite du Portugal avec la
ignité et le cortége qui conviennent à une ſi grande
inceſſe, et elle ſera reçue de la même ſorte de la
rt de S. M. le Roi de Portugal, et traitée et ſervie
ec toute la magnificence convenable.

ART. IX.

En cas que le mariage entre le Séréniſſime Prince *Diſſolution du mariage.*
Breſil et la Séréniſſime Infante Marie Anne Victoire
t diſſout, et que celle-ci ſurvive au dit Séréniſſime
ince du Breſil, dans ce cas il ſera libre à la dite Sé-
niſſime Infante de reſter en Portugal dans tel lieu
'elle déſirera, ou de retourner en Eſpagne, ou d'aller
el autre endroit convenable, quoique hors du royaume
Portugal, toutes et telles fois qu'elle le jugera à
pos, avec tous ſes biens, dot et douaire, joyeaux,
emens, et vaiſſelle d'argent et autres meubles quel-
ques, avec les officiers et domeſtiques de ſa maiſon,
s que pour quelque raiſon ou conſideration que ce
on puiſſe cauſer aucun empêchement ou retard à
depart, ſoit directement, ſoit indirectement, ni
ecber l'uſage et le recouvrement de ſes dits dot,
aire, joyeaux ni autres obligations qui pourraient
avoir été ou dû avoir été faites; et à cette fin
l. le Roi de Portugal fera expedier à S. M. Catho-
e pour la ſuſdite Séréniſſime Infante D. Marie Anne
oire, ſa fille, les documens et ſuretés qui ſeront
ffaires, ſignés de ſa propre main et ſcellés du grand
u et dès à preſent pour alors Sa Majeſté le Roi de
ugal en donnera l'aſſurance pour lui et pour les
ſes ſucceſſeurs ſous la foi et parole royale.

ART. X.

Leurs Majeſtés Catholique et Portugaiſe ſupplieront *Approbation et benédiction Papale.*
très-ſaint Pere le Pape de vouloir approuver
ince qui ſe fera en vertu de ces articles, et y donner
nediction Apoſtolique; et de même auſſi d'approuver
apitulations et les ratifications qu'auront fait leurs
tes Majeſtés, et que fera la Séréniſſime Infante,
ie auſſi les actes et ſermens qui ſe feront pour

1727 *juramentos, que se hicieren para su cumplimiento, insertandolos en sus letras de aprobacion, y de benedicion.*

Art. XI.

Y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Phelipe Quinto Rey de Espanna, y como su Ministro, Comisario, Actor, y Mandatario de la una parte, y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoso Principe Don Juan Quinto Rey de Portugal, y de muy alto, y muy poderoso Principe del Brasil Don Joseph, y como su Embaxador Extraordinario Plenipotenciario, y Procurador de la otra; nos obligamos los mencionados Ministros de Sus Magestades, en virtud de nuestros respectivos plenos poderes, y prometemos en fé, y palabra de Sus Magestades, que los presentes Articulos seran enteramente observados de una, y de otra parte, cumplidos, y executados sin falta, ò diminucion alguna, y que serà el presente Tratado por Sus Magestades ratificado, y dentro de quince dias, ò mas presto si fuere posible, seran trocadas las ratificaciones en buena, y debida fórma.

En fé de lo qual los dichos Ministros Plenipotenciarios, firmàmos de nuestra propria mano dos Exemplares de este Tratado, y les hizimos poner los Sellos de nuestras Armas.

Fecho en Madrid a tres de Septiembre de mil setecientos y veinte y siete.

(L. S.) *El Marques* de la Paz.

(L. S.) *El Marques* de Abrantes.

leur accompliſſement, en les inſerant dans ſes lettres d'approbation et benediction. 1727

ART. XI.

Et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. Roi d'Eſpagne et comme ſon Miniſtre, Commiſſaire Agent et mandataire d'une part, et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jouan V. Roi de Portugal et du très-haut et très-puiſſant Prince du Breſil, Don Joſeph, et comme ſon Ambaſſadeur extraordinaire, Plénipotentiaire et Procureur de l'autre; nous les mentionnés Miniſtres de leurs Majeſtés nous obligeons en vertu de nos pleinpouvoirs reſpectifs et promettons en foi et parole de Leurs Majeſtés, que les preſents articles ſeront entierement obſervés de l'une et de l'autre part, accomplis et executés ſans faute ou diminution quelconque et que le preſent traité ſera ratifié par leurs Majeſtés et les ratifications en bonne et due forme échangées dans l'eſpace de quinze jours ou plutôt s'il eſt poſſible. *Ratification.*

En foi de quoi nous les dits Miniſtres Plénipotentiaires avons ſigné de notre propre main deux exemplaires de ce traité et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le 3 Septembre 1727.

(L. S.) *Le Marquis* DE LA PAZ.

(L. S.) *Le Marquis* DE ABRANTES.

(*Les pleinpouvoirs du Roi d'Eſpagne ſont datés du 18 Juillet 1727; ceux du Roi de Portugal du 6 Août 1727. La ratification du Roi d'Eſpagne eſt datée du 14 Décembre 1727. J'omets ici ces pieces pour menager la place.*)

66.

1727 Tratado do casamento do Principe das 1 out. Asturias Don Fernando, com a Princeza D. Maria Barbara.

(CAETANO DE SOUSA *provas* T. V. p. 325. *copiado do Original, que está na Secretaria de Estado.*)

Tratado Matrimonial acordado entre el Embaxador Extraordinario del Rey de España Don Carlos Ambrosio Spinola de la Cerda, Marques de los Balbases, Gentilhombre de Camera de S. M. y Don Domingo Capecelatro Marques de Capecelatro, Embaxador Ordinario de la misma Mageſtad, y ſus Plenipotenciarios, y el Commiſario del Rey de Portugal Don Diego de Mendoza y Cortereal, de ſu Conſejo, y Secretario de Eſtado, de las Mercedes, Expediente, y Aſignatura, para el caſamiento, que deve efectuarſe entre el muy alto, y muy poderoſo Principe de Aſturias Don Fernando, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Phelipe Quinto, por la gracia de Dios Rey de España, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Luiſa Gabriela de Saboya, yà defunta, ſu primera eſpoſa, y compañera; y la muy alta, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Infanta de Portugal, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Juan Quinto, por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Anna de Auſtria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal; ſegun los plenos poderes, que han recivido los dichos Miniſtros de la Mageſtad del Rey Catholico, y de la Mageſtad del Rey de Portugal, cuyas copias ſe inſertaràn al pie de eſte prezente Tratado.

En nombre de la Santiſſima Trinidad, Padre, Hijo, y Spirito Santo, un ſolo Dios verdadero: a ſu honor, y gloria, y por el bien reciproco de los pueblos ſubditos, y Vaſallos, de uno, y otro Reyno.

Sea notorio a todos aquellos, que las prezentes letras de acuerdo de matrimonio vieren, que haviendo-ſe firmado en el Real ſitio de San Ildefonſo, a los ſiete dias del mes de

66.

raité de mariage du Prince des Aſturies 1727
. Ferdinand avec la Princeſſe D. Maria 1 Oct.
arbara Infante du Portugal; ſigné à Lis-
bonne le 1 *Octobre* 1727.

(*Traduction privée.*)

. raité matrimonial conclu entre l'Ambaſſadeur ex-
ordinaire du Roi d'Eſpagne Don Carlos Ambroſio Spi-
la de la Cerda Marquis de los Balbaſes, Gentilhomme
la Chambre de S. M., et Don Capecelatro Marquis
Capecelatro, Ambaſſadeur ordinaire de ſa dite Majeſté,
Plénipotentiaires, — et le commiſſaire du Roi de
rtugal Don Diego de Mendoza y Cortereal, membre
ſon Conſeil, et Secrétaire d'Etat, des Graces, Expe-
ions et Deſpacho, pour le mariage qui doit s'effectuer
re le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies
n Ferdinand, fils aîné du très-haut, très-excellent
très-puiſſant Prince Don Philippe V. par la Grace de
u Roi d'Eſpagne et de la très-haute, très-excel-
te et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie Louiſe
riele de Savoye feu ſa premiere epouſe et compagne;
a très-haute et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie
nte de Portugal, fille du très-haut, très-excellent
rès-puiſſant Prince D. Juan V. par la Grace de Dieu
de Portugal et de la très-haute, très-excellente
très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche
ſi par la Grace de Dieu Reine de Portugal; d'après
pleinpouvoirs qu'ont reçus les dits Miniſtres de S. M.
oi Catholique et de S. M. le Roi de Portugal, dont
copies ſont annexées au bas du preſent traité.

Au nom de la très-ſainte Trinité, Pere, fils et
nt Eſprit un ſeul vrai Dieu, en ſon honneur et gloire,
our le bien reciproque des peuples ſujets et vaſſaux
l'un et l'autre royaume.

Soit notoire à tous ceux qui ces preſentes lettres
cord de mariage verront, que comme dans la reſi-
ce royale à St. Ildephonſe ont été ſignés le 7 Octobre

1727 *de Octubre del anno del Nacimiento de Nueſtro Señor Jeſu Chriſto de mil ſetecientos y veinte y cinco, por el Marques de Grimaldo, Miniſtro, y Plenipotenciario de la Mageſtad del Rey Catholico, y por Joſeph de Acuna Brochado, y Antonio Guedes Pereyra, Miniſtros, y Plenipotenciarios de la Mageſtad del Rey de Portugal, los Articulos Preliminares para el matrimonio, que ſe han efectuar, del muy alto, y muy poderoſo Principe de Aſturias Don Fernando, hijo primogenito del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Phelipe Quinto, por la gracia de Dios Rey de Eſpanna, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Donna Maria Luiſa Gabriela de Saboya, ya defunta, ſu primera eſpoſa, y compannera; y la muy alta, y muy poderoſa Princeſa Donna Maria, Infanta de Portugal, hija del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Juan Quinto, por la gracia de Dios Rey de Portugal, y de la muy alta, muy excelente, y muy poderoſa Princeſa Doña Maria Anna de Auſtria, tambien por la gracia de Dios Reyna de Portugal, cuyos Articulos fueron ratificados en el mismo Real ſitio de San Ildefonſo, a catorce de Octubre del mismo anno de mil ſetecientos y veinte y cinco, por la Mageſtad del Rey de Eſpaña, y por la Mageſtad del Rey de Portugal en la Corte de Lixboa Occidental, a los trece del mismo mes de Octubre del dicho anno de mil ſetecientos y veinte y cinco.*

Y por quanto nós, como Miniſtros, y Plenipotenciarios, ahora eſpecialmente deputados, debemos reducir los dichos Articulos a un Tratado formal, en virtud de los plenos poderes reſpectivos, que por Sus Mageſtades nos fueron concedidos, ſolo para eſte fin, haviendolos viſto, y examinado, y hallandolos en buena, y debida forma combenimos lo ſeguiente.

ART. I.

Se ha ajuſtado, que viſto hallarſe, que los parentescos entre el muy alto, y muy poderoſo Principe de Aſturias, y la muy alta, y muy poderoſa Infanta Doña Maria, ſon en grados, que no neceſitan diſpenſaciones de nueſtro muy Santo Padre el Papa, como ha conſtado deſpues de ajuſtado el primer Articulo de los Preliminares de eſte Tratado, en ſiete de Octubre de mil ſetecientos y veinte y cinco, y haver el muy alto, y muy poderoſo Principe de Aſturias Don Fernando, y la muy alta, y muy poderoſa Infanta Doña Maria, llegado al preſent

de l'an de la naiſſance de Jeſus Chriſt 1725 par le Marquis de Grimaldo, Miniſtre et Plénipotentiaire de S. M. le Roi Catholique, et par Joſeph de Acuña Brochado et Antonio Guedes Pereyra, Miniſtres et Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Portugal, les articles préliminaires pour le mariage qui doit avoir lieu entre le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies Don Fernando fils aîné du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. par la Grace de Dieu Roi d'Eſpagne et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Louiſe Gabriele de Savoye, ſon ſa premiere epouſe et compagne; et la très-haute et très-puiſſante Princeſſe Donna Marie Infante de Portugal fille du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jean V. par la Grace de Dieu Roi de Portugal, et de la très-haute, très-excellente et très-puiſſante Princeſſe D. Marie Anne d'Autriche auſſi par la Grace de Dieu Reine de Portugal, dont les articles ont été ratifiés dans la même reſidence royale de Saint-Ildephonſe le 14 Octobre de la même année 1725 par S. M. le Roi d'Eſpagne, et par S. M. le Roi de Portugal en la Cour de Lisbonne occidentale le 13 du mois d'Octobre de la dite année 1725. 1727

Et comme nous, en qualité de Miniſtres et Plénipotentiaires à preſent ſpécialement deputés, devons rediger les dits articles en un Traité formel, en vertu des pleinpouvoirs reſpectifs, qui par leurs Majeſtés nous ont été accordés uniquement à cette fin, les ayant vus et examinés et trouvés en bonne et due forme, nous ſommes convenus de ce qui ſuit.

Art. I.

Il eſt convenu que, vu que les liens de parenté entre le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies, et la très-haute et très-puiſſante Infante Donna Marie ſont en tels degrés qu'ils n'exigent pas les diſpenſes de notre très-ſaint Pere le Pape, comme il a apparu après avoir ajuſté le prémier article des Préliminaires de ce Traité le 7 Octobre 1725, et que le très-haut et très-puiſſant Prince des Aſturies D. Ferdinand et la très-haute et très-puiſſante Infante D. Marie ſont parvenus à preſent à leur age competent pour pouvoir *Fiançailles: mariage.*

1727 *fente a las edades competentes para poder celebrar los desposorios, y matrimonio; se haran los dichos desposorios, y matrimonio en la Corte de la Mageſtad del Rey de Portugal, deſpues que ſe tubieren ajuſtado, y fixado el tiempo entre la Mageſtad del Rey de Catholico, y la Mageſtad del Rey de Portugal, y para uno, y otro effo ſe daran los poderes, y autoridad neceſaria, aſſi por el Sereniſſimo Principe de Aſturias, como por el Sereniſſimo Rey Catholico ſu padre, al Miniſtro ò perſona, que ſea mas de ſu agrado.*

ART. II.

El Sereniſſimo Rey de Portugal, promete, y ſe obliga a dar, y darà a la Sereniſſima Señora Infanta Doña Maria, en dote, y a favor del matrimonio con el Sereniſſimo Principe de Aſturias Don Fernando, y pagarà a la Mageſtad del Rey Catholico, ò a quien tubiere ſu poder, y commiſion, la ſumma de quinientos mil excudos de oro del Sol, ò ſu juſto valor, en la Corte, y Villa de Madrid, y ſe entregarà en la dicha ſumma al tiempo de effectuarſe el matrimonio.

ART. III.

La Mageſtad del Rey Catholico ſe obliga a aſegurar, y aſegurarà el dote de la Sereniſſima Señora Infanta Donna Maria, en buenas rentas, y aſignaciones ſeguras, à ſatisfacion de la Mageſtad del Rey de Portugal, ò de las perſonas, que para eſte efecto nombrare al tiempo del pagamento, y remitirà luego a la Mageſtad del Rey de Portugal, los documentos de la dicha aſignacion; y en el caſo de diſolverſe el matrimonio, y que por el derecho tenga lugar la reſtitucion del dote, ſera eſte reſtituido a la Sereniſſima Sennora Infanta, ò a ſus herederos, y ſubceſores, que lograràn los reditos, que importaren los dichos quinientos mil excudos de oro de Sol, a razon de cinco por ciento, que ſe pagaràn en virtud de las dichas aſignaciones.

ART. IV.

Por medio del pagamento effectivo, que ſe harà a la Mageſtad del Rey Catholico de los dichos quinientos mil excudos de oro del Sol, ò ſu juſto valor, en el termino, que queda dicho, ſe darà por ſatisfecha la Sereniſſima Sennora Infanta, y ſatisferà del dicho dote; ſin que en adelante puede alegar otro algun derecho, ni intentar otra alguna accion, ò pertenſion, ſolicitando, que le pertenez-

célebrer les fiançailles et le mariage. les dites fiançailles 1727
et le mariage seront celebrés dans la Cour de S. M. le Roi de Portugal après en avoir arrêté et fixé le tems entre S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal et pour l'un et l'autre acte seront donnés les pouvoirs et autorité necessaires, tant par le Séréniſſime Prince des Asturies que par le Séréniſſime Roi Catholique son Pere au Miniſtre ou à la perſonne qui leur conviendra le mieux.

ART. II.

Le Séréniſſime Roi de Portugal promet et s'oblige *Dot.*
de donner et donnera à la Séréniſſime Infante D. Marie en dot et en faveur du mariage avec le Séréniſſime Prince des Asturies D. Ferdinand, et fera payer à S. M. le Roi Catholique ou à celui qui aura pouvoir et commiſſion de lui la Somme de 500,000 écus d'or, dits de Soleil, ou valeur exacte d'iceux en la cour et ville de Madrid, et cette ſomme ſera delivrée à l'époque où le mariage ſera effectué.

ART. III.

S. M. le Roi Catholique s'oblige d'aſſurer et aſſurera *Garantie de la dot.*
la dot de la Séréniſſime Infante D. Marie en bonnes rentes et aſſignations ſures, à la ſatisfaction de S. M. le Roi de Portugal, ou des perſonnes qu'elle nommera à cet effet à l'epoque du payement, et remettra ſur le champ à S. M. le Roi de Portugal les documens de la dite aſſignation; et ſi le mariage venait à être rompu et que d'après le droit la reſtitution de la dot eut lieu, elle ſera reſtituée à la Séréniſſime Infante, ou à ſes heritiers et ſucceſſeurs, qui gagneront les revenus que rapporteront les dits 500,000 écus d'or dits de Soleil, à raiſon de 5 pour cent qui ſe payeront en vertu de la dite aſſignation.

ART. IV.

Moyennant le payement effectif qui ſe fera à S. M. *Renonciation.*
le Roi Catholique des dits 500,000 écus d'or dits de Soleil, ou leur juſte valeur, dans le terme qui eſt énoncé, la Séréniſſime Infante ſe declarera ſatisfaite et ſe contentera de la dite dot ſans qu'à l'avenir elle puiſſe alleguer aucun autre droit ni intenter aucune autre action, ou pretenſion, en demandant qu'il lui appartien-

1727 *tenezcan, ò puedan pertenecer, otros mayores bienes, razones, derechos, ò acciones, por causa de herencias, ò mayores subcesiones de las Magestades del Rey y Reyna de Portugal su Padre, y Madre, ni de qualquiera otra manera, y por qualquiera causa ò titulo, que sea, ò fuere, que lo sepa ò lo ignore: bien entendido, que de qualquiera calidad, y condicion, que fueren las cosas arriba dichas, deve quedar excluida de ellas; y antes de efectuarse los desposorios hará renuncia en buena, y devida forma, y con todas las seguridades, formas, y solemnidades, que fueren necesarias; la qual renuncia hara la Serenissima Señora Infanta, antes de estar casada por palabras de presente, y la confirmará luego despues de celebrar el matrimonio, y la aprobará, y ratificará juntamente con el Serenissimo Principe de Asturias, con las mismas formas, y solemnidades, que la Serenissima Señora Infanta hubiere hecho la sobredicha primera renuncia, y a demas con las clausulas, que se juzgaren mas convenientes, y necesarias; y el Serenissimo Señor Principe, y la Serenissima Señora Infanta quedarà, y quedan, assi de presente, como para entonces, obligados al cumplimiento, y efecto de la dicha renuncia, y ratificacion, en conformidad de los presentes Articulos, y las sobredichas renuncias, y ratificaciones seran avidas, y juzgadas, assi presentemente, como para entonces por bien hechas, y verdaderamente pasadas, y otorgadas, y las dichas renuncias, y ratificaciones se haran en la forma mas authentica, y eficaz, que pudieren ser, para que sean buenas, y validas, juntamente con todas las clausulas derogatorias de qualquiera ley, jurisdicion, costumbres, derechos, y constituciones a esto contrarias, ò que empedieren en todo, ò en parte las dichas renuncias, y ratificaciones; y para efecto, y validacion de lo que arriba queda dicho, la Magestad del Rey Catholico, y la Magestad del Rey de Portugal derogarán, y derogan, desde el presente, sin alguna reserba, y entenderán, y entienden, assi de presente, como para entonces, tener derogadas todas las excepciones en contrario.*

ART. V.

La Magestad del Rey Catholico darà a la Serenissima Señora Infanta Doña Maria, a su llegada al Reyno de España, para sus anillos, y joyas, el valor de ochenta mil pesos, los quales le perteneceran sin dificultad, despues de celebrado el matrimonio, de la misma suerte, que todas

las

droient ou devraient appartenir de plus grands biens, 1727.
facultés, droits ou actions, pour cause d'heritage ou plus grande succession de L. M. le Roi et la Reine de Portugal son pere et sa mere, ni de quelque autre manière ou pour quelque cause ou titre que ce soit ou sera, soit connu ou ignoré; bien entendu, que de quelque qualité et condition que seroient les choses ci-dessus exprimées, elle devra en demeurer exclue; et avant d'effectuer les fiançailles elle fera renonciation en bonne et due forme et avec toutes les suretés, formes et solemnités qui seront necessaires; la quelle renonciation la Séréniſſime Infante fera avant d'être mariée par paroles *de present*, et la confirmera aussitôt après avoir celebré le mariage, et l'approuvera et la ratifiera ensemble avec le Séréniſſime Prince des Asturies dans les mêmes formes et solemnités que la Séréniſſime Infante aura fait la susdite premiere renonciation, et de plus avec les clauses qui seront jugées les plus convenables et necessaires; et le Séréniſſime Prince et la Séréniſſime Infante restent et resteront presentement comme à l'avenir obligés à l'accompliſſement et à l'effet de la dite renonciation et ratification en conformité des presens articles, et les susdites renonciations et ratifications seront tenues et jugées à present comme alors pour bien faites et vraiment passées et octroyées, et les dites renonciations et ratifications se feront en la forme la plus authentique et efficace qui pourrait être pour être bonnes et valides ensemble avec toutes les clauses derogatoires de toute loi jurisdiction, usages, droits et constitutions à ce contraires ou qui empecheroient en tout ou en partie les dites renonciations et ratifications; et pour effectuer et valider ce qui est dit ci-dessus S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal dérogeront et dérogent dès à present sans aucune reserve et entendront et entendent à present comme alors tenir pour dérogées toutes les exceptions à ce contraires.

Art. V.

S. M. le Roi Catholique donnera à la Séréniſſime Infante D. Marie lors de son arrivée en Espagne pour ses anneaux et joyeaux le valeur de 80,000 pesos, les-quels lui appartiendront sans difficulté après la celebration du mariage de la même sorte que tous les autres joyeaux

Anneaux; Joyeaux.

1727 *las otras joyas, que llevare consigo, y seran propias de la Sereníssima Infanta, y de sus herederos, y subcesores, y de aquellos, que tubieren su derecho.*

ART. VI.

La Magestad del Rey Catholico assignarà, y constituirà a la Sereníssima Señora Infanta Doña Maria, para sus arras, veinte mil excudos de oro del Sol al anno, que seran assignados sobre rentas, y tierras, de las quales tendrà la jurisdiccion, y el lugar principal el Titulo de Ducado, de suerte, que las dichas rentas, y tierra lleguen hasta la dicha summa de veinte mil excudos de oro del Sol cada anno; de los quales lugares, y tierra assi dadas, y assignadas, gozarà la Sereníssima Sennora Infanta por sus manos, y por su authoridad, y de las de sus Commissarios, y Oficiales, y en las dichas tierras proveerà las Justicias, y a demas de esto, le pertenecerà la provision de los Oficios, como es costumbre, entendiendose, que los dichos Oficios no podran ser dados sino a Espannoles de nacimiento, como tambien la administracion, y arrendamiento de las dichas tierras, conforme a las Leys, y costumbres de Espanna. Y de la sobredicha assignacion entrarà a gozar, y poseer la Sereníssima Sennora Infanta Donna Maria, luego que tuvieren lugar las arras, para gozar de ella, toda su vida, sea que quede en Espanna, ò se retire a otra parte.

ART. VII.

La Magestad del Rey Catholico darà, y assignarà a la Sereníssima Sennora Infanta Donna Maria para el gasto de su Camera, y para mantener su estado, y Casa, una summa combeniente, tal, qual pertenece a muger de un tan gran Principe, y a hija de tan poderoso Rey, assignandola en la forma, y manera, que se acostumbra hazer en Espanna para semejantes mantenciones, y gasto.

ART. VIII.

La Magestad del Rey de Portugal harà conducir en el tiempo, que se ajustare a su costa, y gasto a la Sereníssima Sennora Infanta Donna Maria su hija, a la Frontera, y raya de Espanna, con la dignidad, y cortejo, que requiere una tan grande Princesa, y serà recivida de la misma suerte de parte de la Magestad del Rey Catholico, y tratada, y servida con toda la magnificencia, que combiene.

ART.

joyeaux qu'elle apportera avec elle et appartiendront en propre à la Séréniſſime Infante et à ſes heritiers et ſucceſſeurs et à ceux à qui elle aura cédé ſes droits. 1727

ART. VI.

S. M. le Roi Catholique aſſignera et conſtituera à la Séréniſſime Infante D. Marie pour ſon douaire 20,000 écus d'or, dits de Soleil, par an, leſquels ſeront aſſignés ſur des rentes et terres, desquelles elle aura juriſdiction et le chef lieu le titre de Duché, de ſorte que les dites rentes et terre montent juſqu'à la dite ſomme de 20,000 écus d'or dits de Soleil chaque année; des quels lieux et terres ainſi donnés et aſſignés, la Séréniſſime Infante jouira par ſes mains et par ſon autorité ou par celle de ſes commiſſaires et officiers, et dans ces terres elle pourvoira aux juriſdictions, et, de plus, lui appartiendra de pourvoir aux offices, comme il eſt d'uſage, bien entendu, que les dits offices ne pourront être conférés qu'à des Eſpagnols de naiſſance, comme auſſi l'adminiſtration, et la ferme des dites terres aura lieu en conformité des lois et des uſages d'Eſpagne. Et la Séréniſſime Infante entrera en jouiſſance et poſſeſſion de la ſusdite aſſignation dès que le douaire aura lieu, pour en jouir durant toute ſa vie, ſoit qu'elle reſte en Eſpagne, ou qu'elle ſe retire autre part. *Douaire.*

ART. VII.

S. M. le Roi Catholique donnera et aſſignera à la Séréniſſime Infante D. Marie pour les fraix de ſa garderobe, pour maintenir ſon état et ſa maiſon, une ſomme convenable, telle qu'il convient à l'epouſe d'un ſi grand Prince, et à la fille d'un ſi puiſſant Roi, en la lui aſſignant dans la forme et maniere uſitée en Eſpagne pour de ſemblables fraix et entretiens. *Maiſon de la Princeſſe.*

ART. VIII.

S. M. le Roi de Portugal fera conduire la Séréniſſime Infante Marie ſa fille dans le tems dont on conviendra, à ſes fraix aux frontières et limite d'Eſpagne avec la dignité et le cortége qui conviennent à une ſi grande Princeſſe, et elle ſera reçue ſur le même pied de la part de S. M. le Roi Catholique et traitée et ſervie avec toute la magnificence convenable. *Paſſage en Eſpagne.*

ART.

1727

ART. IX.

En el caſo, que ſe diſuelva el matrimonio entre el Sereniſſimo Principe de Aſturias, y la Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria, y que eſta ſobreviva al referido Sereniſſimo Principe, en eſte caſo ſerà libre a la dicha Sereniſſima Sennora Infanta quedar en Eſpanna, en el lugar, que quiſiere, ò bolver a Portugal, ò a qualquiera otro lugar combeniente, aun que ſea fuera del Reyno de Eſpanna, todas, y quantas veces bien le pariciere, con todos ſus bienes, dote, y arras, joyas, beſtidos, y vaguilla de plata, y qualesquiera otros muebles, con ſus Oficiales, y criados de ſu Caſa, ſin que por qualquiera razon, o conſideracion, que ſea, ſe le pueda ponr impedimento, ni embaraço alguno a ſu partida, directe, ò indirectamente, ni impedirle el uſo, y recuperacion de ſus referidos dote, arras, y joyas, ni otras aſignaciones, que ſe le hubieſen hecho, ò devido hacer; y para eſte efecto darà la Mageſtad de El Rey Catholico, a la Mageſtad del Rey de Portugal, para la ſobre dicha Sereniſſima Sennora Infanta Donna Maria ſu hija, aquellas Cartas, y ſeguridades, que fueren neceſſarias, firmadas de ſu propria mano, y ſelladas con ſu Sello, y deste ahora para entonces la aſegurarà, y prometerà la Mageſtad del Rey Catholico, por ſi, y por los Reys ſus ſubceſores, con fé, y palabra Real.

ART. X.

La Mageſtad del Rey Catholico, y la Mageſtad del Rey de Portugal, ſuplicaràn a nueſtro muy Santo Padre el Papa, con el preſente Tratado, ſe ſirva aprovarle, y darle ſu Benedicion Apoſtolica; y aſſi mismo aprovar las Capitulaciones, y ratificaciones, que hubieren hecho las referidas Mageſtades, y que harà la Sereniſſima Sennora Infanta, como tambien los actos, y juramentos, que ſe hicieren para ſu cumplimiento, inſertandolos en ſus letras de aprobacion, y de benedicion.

ART. XI.

Y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Phelipe Quinto Rey de Eſpanna, y del muy alto, y poderoſo Principe de Aſturias Don Fernando, y como ſus Embaxadores Plenipotenciarios, y Procuradores de la una parte; y en nombre del muy alto, muy excelente, y muy poderoſo Principe Don Juan Quinto

Rey

ART. IX. 1727

En cas que le mariage entre le Séréniſſime Prince des Aſturies et la Séréniſſime Infante D. Marie fut diſſout, et qu'elle ſurvive au dit Séréniſſime Prince, dans ce cas il ſera libre à la dite Séréniſſime Infante de reſter en Eſpagne dans le lieu qu'elle deſirera, ou de retourner en Portugal, ou à quelque autre endroit convenable, quelqu'il ſoit, hors du royaume d'Eſpagne, toutes et telles fois qu'elle le jugera à propos, avec tous ſes biens, dot et douaire, joyeaux, betail et vaiſſelle d'argent et toute ſorte d'autres meubles, avec ſes officiers et domeſtiques de ſa maiſon, ſans que pour quelque raiſon ou conſidération que ce ſoit on puiſſe lui cauſer aucun empêchement, ni gêner ſon depart, ſoit directement, ſoit indirectement ni l'empêcher d'uſer et de reprendre ſes ſus-dits dot, douaire et joyeaux ou autres aſſignations qui auroient été faites ou du être faites à elle, et à cet effet S. M. le Roi Catholique donnera à S. M. Portugaiſe en faveur de la ſusdite Infante D. Marie ſa fille les documens et ſurétés qui ſeront neceſſaires, ſignés de ſa propre main et munis de ſon Sceau et dès à preſent comme alors S. M. le Roi Catholique le lui aſſurera et promettera pour Lui et pour les Rois ſes ſucceſſeurs ſous la foi et parole royale. *Diſſolution du mariage.*

ART. X.

S. M. le Roi Catholique et S. M. le Roi de Portugal ſupplieront notre Saint-Pere le Pape d'approuver le preſent traité et de lui donner ſa benediction apoſtolique, et de même d'approuver les capitulations et ratifications que les ſusdites Majeſtés auront faites et que fera la Séréniſſime Infante comme auſſi les actes et ſermens qui ſe feront pour ſon accompliſſement, en les inſerant dans ſes lettres d'approbation et de benediction. *Approbation et Benediction papale.*

ART. XI.

Et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Philippe V. Roi d'Eſpagne et du très-haut, et très-puiſſant Prince des Aſturies D. Ferdinand, et comme ſes Ambaſſadeurs Plénipotentiaires et Procureurs d'une part; et au nom du très-haut, très-excellent et très-puiſſant Prince D. Jean V. Roi de Portugal comme *Ratification.*

1727 *Rey de Portugal, como su Ministro Commissario, Actor, y Mandatario, de la otra; nos obligamos los mencionados Ministros de Sus Magestades, en virtud de nuestros respectivos plenos poderes, y prometemos, en fé, y palabra de Sus Magestades, que los presentes Articulos seran enteramente observados, de una, y otra parte, cumplidos, y executados, sin falta ò diminucion alguna; y que serà el presente Tratado por Sus Magestades ratificado, y dentro de quince dias, ò mas presto si fuere posible, seran trocadas las ratificaciones en buena, y debida forma.*

En fé de lo qual, los dichos Ministros Plenipotenciarios, firmàmos de nuestra propria mano dos Exemplares deste Tratado, y les hizimos poner los Sellos de nuestras Armas.

Fecho en Lixboa Occidental a primero de Octubre de mil setecientos y veinte y siete.

(L. S.) *El Marques* DE LOS BALBASES.

(L. S.) DON DIEGO DE MENDOZA CORTEREAL.

(L. S.) *El Marques* DE CAPECELATRO.

comme ſon Miniſtre commiſſaire, agent et mandataire de l'autre; nous les mentionnés miniſtres de Leurs Majeſtés, envertu de nos pleinpouvoirs reſpectifs nous obligeons et promettons ſous la foi et parole de Leurs Majeſtés que les preſents articles ſeront entièremant obſervés, de l'une et de l'autre part, accomplis et exécutés ſans exception ou diminntion quelconque; et que le preſent traité ſera ratifié par Leurs Majeſtés et les ratifications échangées en bonne et due forme dans l'eſpace de quinze jours, ou plustot s'il eſt poſſible. 1727

En foi de quoi Nous les dits Miniſtres plénipotentiaires avons ſigné de notre propre main deux exemplaires de ce traité et y avons fait appoſer le cachet de nos armes.

Fait à Lisbonne Occidentale le 1 d'Octobre 1727.

(L. S.) *El Marquis* DE LOS BALBASES.

(L. S.) DON DIEGO DE MENDOZA CORTEREAL.

(L. S.) *Le Marquis* DE CAPECELATRO.

(Le pleinpouvoir de S. M. Catholique eſt daté du 12 Août 1727; celui de S. M. Portugaiſe du 29 Août 1727; la ratification du Roi d'Eſpagne du 12 d'Octobre 1727.)

67.

1749 27 Juil. / 7 Août

*Extrait du traité préliminaire *) entre S. M. le Roi de Danemarc et Son Alteſſe Royale le Prince Adolphe Frédéric deſigné ſucceſſeur au throne de Suède au ſujet de l'échange futur du Holſtein; ſigné ſous la médiation de la France à Copenhague le 27 Juil / 7 Août 1749.*

(G. v. Lynar *Staatsſchriften* T. I. p. 635.)

Der Thronfolger leiſtet für ſich und ſeine Nachkommen Verzicht, ſowohl auf alle Anſprüche wegen des Herzogthums Schleswig, als auch auf den Beſitz des Fürſtenthums Hollſtein, wenn ſolcher an ihn, oder ſeine Linie gelangen ſollte; und zwar letzteres gegen Erhaltung eines Aequivalents.

Dieſes Aequivalent beſtehet in den Grafſchaften Oldenburg und Delmenhorſt, welche der König alsdann abtritt, und wenn ſich fände, daſs Hollſtein mehr einträge, als gedachte Grafſchaften, ſo wird der Unterſchied jährlich baar vergütet, auch deſsfalls Sicherheit geſtellet.

Beide Theile treten in den Beſitz dieſer Länder, ſo bald der Fall der Succeſſions-Eröffnung ſich ereignet.

In den Grafſchaften bleibt eben die Succeſſions-Ordnung, wie ſolche in dem Fürſtl. Hollſteinſchen geweſen, und wenn des Thronfolgers Linie erlöſche, der alsdann ſuc-

*) Le traité définitif du 25 Avr. 1750 ſe trouve en entier dans *Urkunden und Materialien zur näheren Kenntniſs der Geſchichte Nordiſcher Reiche*, p. 197: et de là dans Wenck *C. I. G.* T. II. p. 472. Mais comme tout ce qui concerne cette négociation eſt intereſſant, j'ai cru devoir inſérer ici le préſent traité, quoique je ne puiſſe le donner que par extrait.

succedirende Agnate aber in den Tausch nicht consentirt 1749
hätte, so tritt der König wieder in den Besitz gedachter Grafschaften.

Der Kaiser soll gemeinschaftlich um die Oberlehnsherrliche Bestätigung dieses Vergleichs ersuchet werden, in deren Ermangelung jedoch derselbe allemal seine Verbindlichkeit behalten.

So bald der Anfall des Hollsteinschen an den Thronfolger oder dessen Linie geschiehet, werden von beiden contrahirenden Theilen genaue Verzeichnisse von den Einkünften der abzutretenden Länder übergeben; und solche, unter Königlich Französischer Vermittelung, gegen einander ausgeglichen; nicht weniger wird alsdann ein Verzeichniss von den auf dem Fürstl. Hollstein haftenden Schulden ausgeliefert, da dann, was in demselben nicht aufgeführet, oder für liquide nicht erkannt ist, dem vorigen Besitzer zur Berichtigung überlassen bleibet, der König aber sämtliche ihm angezeigte liquide Schulden übernimmt, und zwar so, dass er davon, in Betracht der auf das Schleswigsche geleisteten Verzicht, für zweymal hundert tausend Thaler unentgeldlich bezahlt, die Summe der übrigen aber bey vorerwähnter Ausgleichung in Abzug bringet, und wenn sich alsdann noch ein Ueberschuss fände, desfalls in den Grafschaften, die er schuldenfrey abtritt, ein sicheres Unterpfand erhält.

Dem gegenwärtigen Besitze des Grossfürsten und seiner künftigen männlichen Descendenz, wie auch dem Rechte der Agnaten soll alles dieses unnachtheilig seyn, und dieser Vergleich in eine besondere Acte verfasset, und behörig unterzeichnet, ferner die Renunciations- und wechselseitigen eventuellen Cessionsacten von der Crone Schweden als eine *sanctio pragmatica* angesehen, und

1749 und garantiret, auch die Crone Frankreich die Garant
desfalls ebenfalls zu übernehmen, ersucht werden.

Wenn dieser Vergleich zur Vollständigkeit gediehe
wird die zu Ende gehende Defensiv-Allianz mit Schw
den erneuert, und die reciproque Hülfsleistung in eine
besondern Artikel namentlich auf gedachten Vergleic
wenn derselbe angefochten werden sollte, extendi
und bestimmt.

Diese Präliminarien sollen baldmöglichst in eine
Definitivtractat verwandelt, und

die Ratificationes derselben innerhalb dreyer Woch
ausgewechselt werden.

Ce traité conçu en 12 articles a été signé à Copen
hague le $\frac{27\,\text{Juil}}{7\,\text{Août}}$ 1749 par le Comte de Hollstein et l
Comte de Berkentin de la part du Danemarc, et pa
le Baron de Flemming de la part du Prince Adolphe; le
ratifications en ont été échangées peu après. v. C. DE LY
NAR l. c. p. 638. Je ne trouve nulle part les ratifica-
tions du traité définitif. Mais voyés le recès de la diète
de Suède de 1752. §. 8. dans MODÉE *Utdrag utur publi-
que Handlingar &c.* T. V. p. 3203.

STANFORD UNIVERSITY LAW LIBRARY

Stanford Law Library

3 6105 062 435 511

STANFORD UNIVERSITY LAW LIBRARY

3 6105 062 435 511